

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE - 1953

I - Conditions actuelles et perspectives



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
ROME (ITALIE)

SEPTEMBRE 1953

SITUATION ALIMENTAIRE MONDIALE ET ÉCONOMIE ET STATISTIQUE AGRICOLES

DEUXIÈME ENQUÊTE MONDIALE SUR L'ALIMENTATION, 1952

\$0,50 ; 25. 6d.

Il s'agit d'une vaste étude statistique qui montre le niveau actuel de l'alimentation mondiale, en souligne l'insuffisance et indique, comme terme de comparaison, les objectifs de consommation alimentaire qu'il conviendrait d'atteindre en 1960. Dans l'introduction, M. Norris E. Dodd, Directeur général de la FAO, s'exprime ainsi : « Les derniers renseignements n'autorisent aucun relâchement des efforts. Cinq ans après la fin des hostilités, la ration alimentaire individuelle, dans une grande partie du monde, était encore inférieure à son niveau d'avant-guerre. Le nombre des individus ayant une ration insuffisante a sensiblement augmenté. Il est vrai que la production mondiale s'est développée depuis la fin de la guerre, mais le redressement s'est opéré en grande partie à partir de la situation critique née des dévastations et de la désorganisation causées par la guerre... La situation révélée par l'enquête pose de redoutables problèmes... »

THE FARM AND THE CITY

par Lawrence Witt et Mordecai Ezekiel, 1953

\$1,00 5s.

D'observations effectuées dans le monde entier, il ressort que « les revenus des populations rurales et urbaines sont interdépendants. Que l'un quelconque des groupes soit touché par une crise, et l'autre s'en élendra aux autres groupes et au pays tout entier ; sur le plan mondial, de même, on constate une interdépendance analogue entre les économies nationales ».

Vérité d'évidence, dira-t-on, et cependant, ainsi que le font observer les auteurs, « les individus comme les gouvernements semblent bien souvent l'oublier dans leur ligne de conduite quotidienne ».

Les deux auteurs de cette brève étude sont le Dr Lawrence Witt, professeur d'économie agricole au Michigan State College (Etats-Unis), et le Dr Mordecai Ezekiel, Directeur adjoint de la Division de l'Economie de la FAO, qui a appartenu pendant plusieurs années au Département de l'Agriculture des Etats-Unis et à qui l'on doit de nombreuses études économiques, agricoles et statistiques.

Les nombreux graphiques et les divers renseignements fournis par tous les pays du monde contribuent à animer et à étayer la démonstration des points de vue présentés.

Outre l'intérêt qu'elle offre pour le grand public, cette brochure est un très bon manuel des principes de base de l'économie agricole, donc un ouvrage d'un intérêt pédagogique certain. Enfin, la documentation abondante et concrète que contiennent les graphiques fournit également un excellent point de départ pour des recherches théoriques plus approfondies.

LA MÉCANISATION DE L'AGRICULTURE - SES PROGRÈS ET SES ASPECTS ÉCONOMIQUES, 1950

\$1,00 5s.

Ce rapport repose sur des observations effectuées en Europe, en Amérique, en Afrique, au Proche-Orient et en Extrême-Orient. Pour la première fois, on trouve ainsi réunie une somme de renseignements relatifs aux progrès de la production et de l'utilisation des machines agricoles et au commerce mondial de ce matériel.

BULLETIN MENSUEL - ÉCONOMIE ET STATISTIQUE AGRICOLES

Le numéro \$0,50 ; 25. 6d.

Abonnement annuel \$5,00 ; 255.

Paraissant vers le 25 de chaque mois, ce bulletin contient des statistiques agricoles basées sur les renseignements reçus jusqu'au 25 du mois précédent. Chaque numéro présente un ou deux articles sur les sujets d'actualité dans le domaine de l'économie agricole ; en outre, une importante section y est réservée à des notes sur les produits. Des spécimens seront envoyés sur demande adressée au Service des Documents, FAO, Viale della Terme di Caracalla, Rome. (En anglais, français et espagnol.)

Annuaire de

STATISTIQUES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES, 1952

I - PRODUCTION ; II - COMMERCE

Le volume : \$3,50 ; 17s. 6d.

Cet annuaire (en deux volumes) prolonge la série statistique publiée par l'Institut international d'agriculture depuis 1910.

Les deux parties contiennent des données statistiques sur les cultures et le bétail ; chaque année, l'ouvrage s'enrichit de renseignements divers, concernant par exemple les problèmes démographiques dans leurs rapports avec l'agriculture, les rations caloriques, etc.

Annuaire de

STATISTIQUE DES PÊCHES, 1950-51

\$3,50 ; 17s. 6d.

Ce volume reprend et développe les séries publiées dans les annuaires de 1947 et 1948-49 et mises à jour par les statistiques parues dans le *Bulletin des pêches* de la FAO et, récemment, dans le *Bulletin mensuel - Économie et statistiques agricoles*. Les renseignements concernent la période allant de 1938 à la fin de 1951.

Annuaire de

STATISTIQUE DES PRODUITS FORESTIERS, 1952

\$2,50 ; 12 s. 6d.

Cet annuaire, qui contient des notes sur les principaux aspects de la situation mondiale, paraît depuis 1947. L'édition de 1947 est presque épuisée car, du fait que cet annuaire tend à devenir un véritable ouvrage-type de référence, il a été très demandé.

QUELQUES PUBLICATIONS RÉCENTES DE LA FAO

LA SITUATION MONDIALE
DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE
1953

I - CONDITIONS ACTUELLES ET PERSPECTIVES

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
ROME (ITALIE) SEPTEMBRE 1953

N O T E

*Les données statistiques publiées dans cet ouvrage sont
basées sur les renseignements reçus par la FAO
jusqu'au 31 juillet 1953*

Imprime en Italie

TABLE DES MATIÈRES

<i>Avant-propos</i>	1
<i>Chapitre I — Résumé</i>	5
Résumé par régions	6
Résumé par produits.	8
<i>Chapitre II — Situation et perspectives mondiales</i>	
Production agricole	17
Consommation alimentaire et nutrition	21
Commerce international des produits agricoles.	23
Evolution de la structure des échanges mondiaux de denrées alimentaires	27
La situation économique mondiale en 1952/53 et la demande de produits agricoles	34
Prix des produits agricoles	36
Revenus et investissements agricoles.	40
Perspectives économiques pour 1953 et 1954	45
<i>Chapitre III — Examen de la situation et des perspectives par régions</i>	
Europe	51
Amérique du Nord	58
Amérique latine	63
Afrique	68
Proche-Orient	70
Extrême-Orient	74
Océanie.	80
<i>Chapitre IV — Conditions actuelles et perspectives par produits</i>	
Blé	87
Céréales secondaires	88
Riz	92
Sucre	95
Produits d'origine animale	97
Produits de la pêche.	101
Matières grasses et oléagineux	107
Fruits frais.	110
Vin et raisins secs	113
Café	114
Thé	116

Cacao.	116
Tabac.	118
Coton.	120
Laine	124
Jute	127
Caoutchouc	128
Fibres dures.	130
Produits forestiers	131
Engrais	137
Produits antiparasitaires	137
Machines agricoles	138

Annexe — Note sur les nombres-indices de la production agricole 140

Graphiques

1 - Population et production alimentaire (totale et par habitant), avant et après la guerre	18
2 - Production mondiale de certains produits agricoles 1951/52 - 1952/53 (Moyenne)	19
3 - Importance relative de la production agricole mondiale et de la production alimentaire par habitant dans les principales régions, moyennes, 1934-38 et 1951/52 - 1952/53	23
4 - Evolution de la structure des échanges mondiaux des produits agricoles :	
a) Denrées alimentaires.	28
b) Fibres naturelles et caoutchouc	29
c) Boissons et tabac	30
d) Tous produits agricoles	31
5 - Évolution du commerce international du blé	34
6 - Mouvement des prix de certains produits alimentaires et matières premières (Janvier-juin 1950 = 100)	37
7 - Prix des produits agricoles à la production et en gros, et prix des denrées alimentaires au détail (Janvier-juin 1950 = 100).	39
8 - Rendement en lait par vache (Europe)	54
9 - Disponibilités de céréales en Extrême-Orient (1934-38 = 100) :	
A. Production et disponibilités de la région	76
B. Disponibilités par habitant	76
10 - Prix moyens mensuels des matières grasses sur les marchés internationaux, 1950-53	109
11 - Prix mondiaux du coton, 1950/51 - 1952/53	123
12 - Prix de la laine, 1949-53	126
13 - Prix du caoutchouc aux Etats-Unis et en Malaisie, 1949-53	129
14 - Prix des sciages résineux, 1950-53	132
15 - Prix de la pâte de bois, 1950-53	132
16 - Prix du papier journal, 1950-53	135

AVANT-PROPOS

Il m'a paru opportun de présenter en deux parties le rapport annuel sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture en 1952/53. La première partie, représentée par ce document, expose la situation de l'agriculture, des forêts et des pêches au cours de l'année écoulée et les perspectives pour l'année à venir. Dans la deuxième, on passera en revue les plans et programmes à long terme élaborés par les gouvernements en matière de production agricole, et on s'efforcera d'estimer leurs effets sur la production et les échanges agricoles mondiaux ainsi que sur les niveaux de consommation alimentaire au cours des quatre ou cinq prochaines années. Cette étude, qui sera complétée à l'issue des réunions régionales que la FAO a organisées pour l'été de 1953, pourra être soumise à la Conférence en novembre.

Depuis la guerre, l'écart entre la production agricole des régions évoluées et celle des régions insuffisamment développées tend à s'accroître. La production a augmenté rapidement dans les pays d'agriculture moderne. En Amérique du Nord notamment, le rythme de la production a dépassé celui de l'accroissement démographique ; les niveaux de consommation alimentaire se sont améliorés, les exportations de produits agricoles ont doublé, et, cependant, des stocks importants de certains produits s'accumulent depuis peu, à un point parfois préoccupant.

Les régions insuffisamment développées ont accompli des progrès certains, mais la productivité par homme et par hectare demeure faible. La production alimentaire ne s'est pas développée assez rapidement pour répondre à des besoins croissants et ces régions ont dû restreindre leurs exportations et augmenter leurs importations de produits alimentaires. Les niveaux de consommation alimentaire y restent insuffisants ; en Extrême-Orient ils sont même plus bas qu'avant la guerre. Or, les importations alimentaires, qui devraient être facilitées par l'amélioration des disponibilités, sont toujours limitées par les rentrées de devises étrangères. A long terme, les pays insuffisamment développés ne pourront résoudre ces difficultés qu'en augmentant leur propre production alimentaire et, pour autant qu'ils trouveront des débouchés, leur production de denrées

d'exportation, dont la vente leur permettra d'importer plus de vivres et de biens de production en vue de leur développement.

C'est du contraste entre la situation des différentes régions du monde que naissent les deux grands problèmes de l'agriculture. Le premier consiste à assurer des débouchés stables à une production agricole croissante, notamment à mettre au point une formule pour distribuer aux populations sous-alimentées, qui en ont un tel besoin, une part plus importante des disponibilités alimentaires qui augmentent dans certaines régions. En second lieu, il faut trouver les moyens les plus efficaces d'accroître la productivité agricole des pays insuffisamment développés, afin d'améliorer l'alimentation et de donner aux cultivateurs un niveau de vie acceptable.

A certains égards, l'année 1952/53 marque un tournant dans la situation de l'alimentation et de l'agriculture depuis la guerre. Bien qu'il s'agisse encore d'un résultat précaire, on peut dire que, pour la première fois depuis 1939, le rythme d'accroissement de la production mondiale considérée dans son ensemble a égalé celui de l'accroissement démographique. En outre, les stocks importants de blé et d'autres denrées alimentaires essentielles qui se sont constitués dans certaines régions devraient permettre de faire face bien plus facilement aux pénuries ou aux menaces de famine qui pourraient se produire dans certains pays.

En contre-partie, l'accumulation récemment observée de stocks de produits alimentaires dans la zone dollar et de stocks de matières premières dans d'autres pays, jointe au mouvement de baisse des prix agricoles, font naturellement redouter la constitution d'excédents encombrants. Si ces craintes devaient freiner le développement, les conséquences pourraient être graves. En effet, la population mondiale, elle, ne restera pas constante, mais augmentera probablement à un rythme plus rapide pendant un certain temps, car l'amélioration des services médicaux et parfois de la nutrition contribue à l'accroissement de la longévité dans les pays insuffisamment développés.

L'instabilité qu'ont montrée au cours des dernières années les marchés des produits agricoles,

notamment en ce qui concerne les matières premières, a touché producteurs et consommateurs bien plus qu'elle ne leur a profité. Pour amortir les fluctuations des prix, certains pays exportateurs ont adopté des systèmes de péréquation. Toutefois, l'expérience récente indique clairement l'intérêt que présentent aussi des accords internationaux, nécessairement souples et offrant des garanties suffisantes, conçus de manière à stabiliser la production et les prix à un niveau satisfaisant pour les pays tant producteurs que consommateurs. La FAO continuera à favoriser, dans toute la mesure de ses moyens, les efforts déployés dans ce sens par les gouvernements.

Les besoins en produits alimentaires s'étant accrus plus rapidement que la production dans les régions insuffisamment développées, les exportations nettes de denrées alimentaires n'y représentent plus que le tiers environ du niveau d'avant-guerre ; même ainsi, la demande est restée supérieure à l'offre, de sorte que les prix alimentaires ont subi dans certains pays une hausse inflationniste. En outre, les modifications intervenues dans la structure traditionnelle du commerce de ces régions ont parfois suscité de graves difficultés de balance des paiements et ont eu tendance à retarder le développement général de l'économie en réduisant les moyens disponibles pour le financement des importations de biens de production et d'équipement.

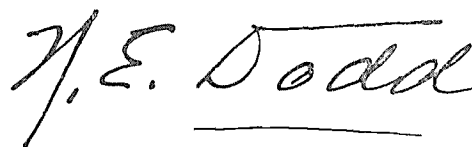
Il ne s'agit pas, bien entendu, de combattre la solution consistant à rechercher dans le développement des échanges internationaux le moyen d'accroître les disponibilités alimentaires des pays déficitaires. Peut-être, en effet, les pays tropicaux auraient-ils intérêt à compter sur l'étranger pour leur fournir une grande partie des céréales et des denrées d'origine animale dont ils ont besoin, en échange des produits qu'ils peuvent produire à meilleur compte — caoutchouc, oléagineux, sucre, café ou fruits tropicaux par exemple. Les pays possédant des ressources minérales désireront consacrer aux importations de produits alimentaires une partie des revenus provenant de leurs exportations. Ce sont des phénomènes parfaitement normaux et sains.

Deux faits essentiels n'en demeurent pas moins. En premier lieu, rien ne permettra de soulager l'oppressante misère des populations rurales des pays insuffisamment développés aussi longtemps que la productivité en agriculture, par homme et par hectare, n'y aura pas été sensiblement relevée.

En second lieu, le problème alimentaire revêt une ampleur gigantesque dont, même à l'heure

actuelle, on n'a peut-être pas pleinement conscience. Si l'on fait intervenir et la teneur en calories et la qualité, on constate que la ration alimentaire moyenne par habitant en Amérique du Nord, en Océanie et en Europe occidentale est à peu près le double ou le triple de celle de la plupart des régions insuffisamment développées, que l'on considère sa valeur monétaire, sa valeur énergétique utile ou les ressources agricoles nécessaires à sa production. Or, les régions insuffisamment développées contiennent près de 70 pour cent de la population mondiale. Pour y porter le régime alimentaire en général au niveau de la moyenne mondiale actuelle (qui est inférieure de moitié environ à celle de l'Amérique du Nord et ne représente nullement une norme élevée du point de vue de la nutrition), il faudrait disposer d'un supplément de denrées alimentaires égal au volume total atteint en 1952/53 par la production combinée de l'Amérique du Nord et de l'Océanie. Plus de 90 pour cent de ces quantités supplémentaires devraient être consacrées à l'Extrême-Orient, région qui, comme la FAO l'a toujours souligné, constitue le centre névralgique du problème alimentaire mondial.

Ces considérations n'ont d'autre objet que de faire comprendre l'immensité du problème alimentaire et nutritionnel auquel le monde doit faire face. Si on les rapporte aux besoins réels des populations des pays déficitaires et non à leurs possibilités d'achat, les stocks de denrées alimentaires qui s'accumulent à l'heure actuelle deviennent insignifiants. Quels que soient les tonnages de vivres qui seront expédiés à ces pays dans un avenir prévisible — soit par échanges commerciaux, soit, comme on l'a fait pour la Yougoslavie et le Pakistan en 1952/53, à titre de dons ou de prêts destinés à pallier des pénuries alimentaires — on ne pourra jamais que soulager ces besoins réels. L'amélioration profonde des disponibilités alimentaires ne se réalisera que par une augmentation soutenue de la production de ces pays mêmes. Contribuer à cette entreprise est la fonction essentielle de la FAO.



N. E. DODD
Directeur général

Chapitre I

R É S U M É

Chapitre I - RÉSUMÉ

Examen de la situation en 1952/53

Le taux d'accroissement annuel de la production mondiale, qui a atteint un peu plus de 2 pour cent, a légèrement dépassé celui de l'accroissement démographique, et la production par habitant a retrouvé en 1952/53 son niveau d'avant-guerre, tant pour les produits agricoles que pour les produits alimentaires. Cette amélioration est due en partie aux récoltes généralement abondantes de l'an passé. Les perspectives pour 1953/54 sont également encourageantes mais si la situation alimentaire mondiale s'est améliorée, des conditions atmosphériques défavorables pendant un ou deux ans pourraient gravement la modifier.

La production agricole a augmenté de façon très inégale. En Amérique du Nord, l'accroissement a été très nettement supérieur à celui de la population. En Extrême-Orient, par contre, c'est à peine si la production totale a retrouvé son niveau d'avant-guerre ; quant à la production par habitant elle est encore inférieure de 15 à 20 pour cent à son niveau d'avant-guerre, qui était insuffisant. L'Extrême-Orient, où se trouve concentrée près de la moitié de la population mondiale, demeure donc le point crucial du problème de l'alimentation mondiale.

Les niveaux de la consommation alimentaire n'ont subi que quelques changements importants en 1952/53. Le régime alimentaire a continué à s'améliorer peu à peu en Amérique du Nord, en Europe occidentale, au Proche-Orient, en Afrique et également en Amérique latine où l'on a toutefois enregistré des pénuries alimentaires locales. La sécheresse qui a sévi dans la région danubienne a provoqué des pénuries alimentaires en Europe orientale et en Yougoslavie. En Extrême-Orient, où les importations d'autres céréales ont diminué du fait de l'amélioration des récoltes de riz, les niveaux de consommation alimentaire n'ont pas subi de modifications importantes. Au Pakistan, la sécheresse a provoqué une grave pénurie alimentaire, ce qui a eu pour effet d'augmenter considérablement les besoins de l'importation.

Le volume du commerce mondial des produits agricoles a diminué de 5 pour cent en 1952/53 pour atteindre un niveau légèrement inférieur à celui d'avant-guerre, ce qui s'explique par le fait que les récoltes ont été meilleures dans les pays importateurs, que les stocks existant dans ces pays diminuent, et que le problème des devises les oblige à restreindre les importations.

La structure du commerce alimentaire mondial a changé d'une façon marquée depuis la guerre. Les besoins des pays à faible développement économique grandissent du fait que les populations aspirent à de meilleures conditions d'existence, que l'industrialisation s'étend et que la population s'accroît. Ces pays consomment une plus grande partie des denrées alimentaires qu'ils produisent, en importent davantage de l'étranger et en exportent moins. A la diminution de leurs exportations alimentaires (qui allaient en grande partie vers l'Europe) correspond surtout une augmentation des exportations de l'Amérique du Nord. Cet état de choses tend à aggraver les pénuries de dollars, mais l'augmentation des importations de café, de caoutchouc et de laine de l'Amérique du Nord, à des prix relativement élevés par rapport à d'autres produits agricoles, en neutralise en partie les effets.

En 1952/53, l'activité industrielle a atteint un record en Amérique du Nord, mais elle n'a augmenté que légèrement en Europe occidentale. Dans les régions à faible développement économique la production industrielle a aussi légèrement augmenté et dans certaines d'entre elles les pressions inflationnistes sont demeurées fortes. Aussi le niveau de la demande de produits alimentaires et de certaines matières premières a-t-il continué à être élevé dans la plupart des pays.

A la suite de l'amélioration des disponibilités et de la fin du *boom* provoqué par le conflit coréen les prix agricoles ont baissé en 1952/53. Les prix des denrées alimentaires sont tombés brusquement en Amérique du Nord et ceux des matières premières ont enregistré une baisse plus marquée

encore sur de nombreux marchés. En ce qui concerne le blé, le jute, le coton, le caoutchouc et le sucre, la production a dépassé considérablement la demande effective aux prix en vigueur et des stocks se sont accumulés. La tendance à la baisse des prix agricoles et des prix des produits ne se fait sentir jusqu'ici que dans une mesure limitée sur les prix de gros généraux et légèrement sur le coût de la vie.

La politique de soutien des prix a permis de contenir la tendance à la baisse, notamment aux Etats-Unis. La *Commodity Credit Corporation* détient actuellement des stocks très accrus de blé, de coton, d'huile de graines de coton, de produits laitiers, de laine et de tabac. Dans d'autres pays des stocks importants de sucre, de jute, de coton et de caoutchouc se sont accumulés. Comme les exportations de blé du Proche-Orient s'effectuent à nouveau plus facilement, c'est surtout dans la zone dollar que se trouvent les stocks élevés de denrées alimentaires.

Sauf en Amérique du Nord, où il a légèrement diminué, le revenu agricole net n'a guère changé en 1952/53 dans les pays développés, car l'augmentation de la production a contrebalancé la diminution des prix. On n'a que peu de renseignements en ce qui concerne les autres régions. Dans les régions à faible développement économique, le manque général de capitaux et la tendance à consacrer les ressources — déjà insuffisantes — au développement de l'industrie, continuent de retarder le développement de l'agriculture. Toutefois, certains gouvernements, notamment en Amérique latine et en Extrême-Orient, ont eu tendance récemment à donner plus d'importance aux investissements dans l'agriculture. Rien ne permettant d'espérer que l'afflux des capitaux étrangers vers les pays insuffisamment développés augmentera beaucoup, c'est des ressources nationales en capitaux que dépendra dans une large mesure le développement de leur agriculture.

Perspectives

L'activité industrielle continuera sans doute à être intense dans la plupart des pays jusqu'à la fin de 1953 et la demande de nombreux produits agricoles restera forte. Certains pays se préoccupent, toutefois, de l'accumulation de stocks importants de certains produits agricoles et de certaines matières premières. Bien que ce soient les pays de la zone non-dollar, et surtout ceux de l'Europe occidentale, qui contribuent pour

la plus large part aux échanges mondiaux, c'est la situation économique des Etats-Unis qui influe fortement sur la situation économique mondiale. En 1954, le problème principal sera de savoir si, au cas où les dépenses intéressant la défense nationale seraient considérablement réduites, d'autres activités prendraient un essor suffisant pour maintenir l'activité industrielle à son niveau actuel et pour permettre d'écouler les produits primaires dont la production s'intensifie, notamment les produits alimentaires et les matières premières d'origine agricole. La tendance future sera influencée dans une large mesure par la politique économique et par la situation aux Etats-Unis, ainsi que par l'évolution de la politique mondiale. Etant donné toutes ces incertitudes, on s'abstiendra ici de toute prévision concernant la tendance probable de l'économie en 1954/55.

RÉSUMÉ PAR RÉGIONS

Europe

Dans le nord-ouest de l'Europe, la production agricole, poursuivant sa courbe ascendante et suivant le rythme de l'accroissement démographique, a augmenté de 2 pour cent en 1952/53. Dans les pays méditerranéens de l'Europe, elle a fléchi légèrement par rapport à l'année précédente et les rendements à l'hectare ont continué d'être inférieurs à ceux d'avant-guerre. Le relèvement de l'agriculture se poursuit lentement en Europe orientale et la production par habitant est encore sensiblement inférieure au niveau d'avant-guerre.

Les importations de produits alimentaires, notamment de céréales, dans les pays du nord-ouest de l'Europe et les pays méditerranéens européens ont un peu diminué par suite de l'amélioration des disponibilités alimentaires nationales et de mesures sévères limitant les importations. Malgré cela, les importations totales de produits agricoles payables en dollars se sont maintenues par suite de l'activité plus intense dans les industries textiles.

En raison du fléchissement de la demande et de difficultés de marketing les quantités de poisson débarquées en 1952 ont diminué dans la plupart des principaux pays d'Europe, sauf au Royaume-Uni, où l'on a enregistré une augmentation de 4 pour cent. Les industries forestières, notamment dans les pays exportateurs du nord, ont été affectées par la diminution de la demande en 1952; les perspectives d'une amélioration en 1953 sont incertaines.

La stabilité de la demande donne à penser que le volume ou la structure de la production agricole et industrielle en 1953/54 resteront pour ainsi dire inchangés. Il est probable que les prix agricoles demeureront relativement stables, mais il se pourrait, étant donné l'augmentation des disponibilités et la baisse des prix des aliments du bétail importés, que la tendance de la baisse des prix de la viande se poursuive.

Amérique du Nord

La demande intérieure de produits agricoles, dont la production a été exceptionnellement élevée, est restée forte durant 1952/53, mais l'augmentation considérable des disponibilités et la diminution des débouchés pour l'exportation ont entraîné un mouvement de baisse marquée des prix agricoles. Le coût de production a diminué dans une moindre mesure et le revenu net des cultivateurs a été inférieur au niveau record de 1951/52. Aux Etats-Unis, la *Commodity Credit Corporation* a accumulé des stocks importants en raison de l'application du programme de soutien des prix.

En ce qui concerne les produits forestiers, l'augmentation de la demande intérieure aux Etats-Unis n'a pas entièrement compensé la diminution des exportations de la région. Les quantités de poisson débarquées ont marqué un léger recul par rapport à 1951/52.

Aux Etats-Unis, les premières prévisions pour 1953/54 laissent entrevoir une récolte très abondante, qui n'aura été dépassée que deux fois jusqu'ici. Au Canada, les premières supputations de la récolte sont également encourageantes. Les disponibilités totales en produits agricoles en 1953/54 seront sensiblement supérieures à celles de 1952/53, étant donné que les stocks de report de blé, de maïs, de tabac et de coton ont augmenté et qu'il y aura probablement des ventes massives de bétail.

Les stocks aux Etats-Unis sont si importants que l'incertitude règne quant à l'avenir des prix et de la production. Aux Etats-Unis la superficie cultivée en blé doit être réduite en 1954 et il se pourrait qu'un système de contingentement des ventes soit appliqué.

La demande de produits agricoles n'enregistrera probablement aucun changement appréciable en 1953/54 par rapport à 1952/53 ; le fléchissement de la demande à l'exportation, observé au début de 1953, se poursuivra probablement, sauf en ce qui concerne les programmes spéciaux de livraisons à l'étranger. Mais un ralentissement

éventuel de l'activité industrielle, résultant de la diminution des fabrications d'armements, pourrait bien influencer sur la demande de produits agricoles importés.

Amérique latine

La production agricole a augmenté d'environ 9 pour cent en 1952/53 par rapport aux années précédentes (3 pour cent non compris l'Argentine). En 1952, en raison de la diminution des disponibilités exportables en Argentine, du fléchissement de la demande mondiale et des prix exagérés de certains produits brésiliens sur les marchés mondiaux en baisse, les exportations agricoles ont diminué, mais au début de 1953 la situation semblait s'améliorer, le volume des disponibilités exportables étant plus important et les conditions sur le marché extérieur plus stables.

Les prix intérieurs ont été dans l'ensemble plus fermes qu'en 1951/52 et le coût de la vie n'a diminué que dans un petit nombre de pays.

Sauf pour le coton, les perspectives de la production pour 1953/54 sont bonnes, notamment en ce qui concerne les produits alimentaires. Il est probable que la demande intérieure de produits alimentaires et autres produits agricoles demeurera forte étant donné que l'industrie continuera probablement elle aussi à se développer.

La production des pêches et des forêts a augmenté, mais le commerce extérieur a diminué à la suite de la réduction du volume des importations et des exportations qui traduit une contraction de la demande extérieure.

Afrique

La production agricole a augmenté légèrement en 1952/53 ; mais, en raison de l'accroissement des exportations alimentaires, le volume brut des disponibilités alimentaires, par habitant, n'a pas sensiblement changé par rapport à 1951/52. Il est probable que la production agricole augmentera en 1953/54, malgré les conditions atmosphériques défavorables qui règnent dans certains territoires. L'exécution de programmes de développement agricole à long terme dans la plupart des territoires a été moins rapide qu'il n'avait été prévu, mais on remédie au manque de personnel et d'outillage et les dépenses publiques d'investissement augmentent.

Proche-Orient

Pour la première fois depuis la fin de la guerre, la production agricole par habitant a dépassé nettement en 1952/53 la moyenne d'avant-guerre. Toutefois, c'est dans les pays à production alimentaire excédentaire que cette tendance s'est surtout manifestée. Le volume des exportations a augmenté, notamment en ce qui concerne les céréales, et la région est en voie de retrouver sa situation d'avant-guerre comme exportateur net de céréales. Une nouvelle augmentation de la production alimentaire semble se dessiner en 1953/54, malgré la sécheresse qui a sévi en Israël et en Jordanie. L'exécution des programmes de développement économique se poursuit activement, surtout dans les régions pétrolifères ; mais dans les autres pays, l'insuffisance des fonds d'investissement pourrait ralentir sensiblement le développement économique.

Extrême-Orient

En Extrême-Orient, la situation agricole en 1952/53 a été caractérisée par une récolte de riz exceptionnelle, une faible récolte de blé et par la diminution continue de la valeur des exportations de matières premières. La demande d'importation des céréales provenant de pays situés hors de la région est encore très forte car la récolte de blé a été mauvaise au Pakistan, mais les disponibilités en riz à l'intérieur de la région semblent correspondre aux besoins de la demande effective. L'augmentation enregistrée après la guerre dans la production d'autres récoltes vivrières, à l'exception des légumineuses, se poursuit. La production des cultures destinées à l'exportation diminue légèrement, tout en se maintenant à un niveau bien supérieur à celui d'avant-guerre. Pour les cultures vivrières, la production par habitant est inférieure de 15 à 20 pour cent au niveau très bas d'avant-guerre. Les industries forestières et des pêches se sont développées de 1951 à 1952 au Japon, principal pays producteur de la région.

Le rapport des échanges a baissé de 1951 à 1952, ce qui a rendu de plus en plus difficile le paiement des importations indispensables de denrées alimentaires et de l'outillage nécessaire au développement. Cependant, les prix des matières premières et d'autres produits d'exportation, qui, après avoir atteint un plafond élevé pendant la guerre de Corée, avaient fortement diminué, sont en voie de se stabiliser. Les prix à la production et les prix de détail des céréales destinées à la consommation intérieure sont restés stables dans la plupart des

pays. Les prix du riz qui font l'objet de transactions gouvernementales continuent à augmenter peu à peu mais les prix pratiqués sur le marché libre se sont stabilisés.

Il paraît probable que, conformément aux objectifs indiqués par les gouvernements et à la suite de divers projets de développement, la production alimentaire continuera à augmenter en 1953/54, mais que le niveau par habitant demeurera bien inférieur à ceux d'avant-guerre.

Océanie

Le niveau de la production agricole a été supérieur de 10 pour cent environ en 1952/53 à celui de 1951/52 ; cette élévation est surtout due à des augmentations sensibles de la production australienne. C'est la production de blé, de viande et de lait qui a accusé les plus fortes augmentations dans la région ; d'autre part, la production de laine a également augmenté par rapport aux niveaux relativement élevés atteints l'année précédente. Ces augmentations ont permis de disposer d'un volume plus important pour l'exportation et comme les prix étaient supérieurs à ceux de 1951/52, on a vu réapparaître des excédents dans les comptes courants du commerce extérieur.

Pour le moment, il semble que les conditions matérielles soient favorables à une nouvelle augmentation de la production agricole en 1953/54. Toutefois, étant donné que l'économie de la région dépend des exportations agricoles, on se préoccupe du rapport coût de production/prix de vente, notamment en Australie, en raison de modifications éventuelles de la demande extérieure.

RÉSUMÉ PAR PRODUITS

Blé

En 1952/53, la production mondiale de blé a atteint des niveaux très élevés, les moissons ayant été particulièrement abondantes dans les principaux pays exportateurs. L'amélioration des récoltes dans la plupart des pays d'Europe occidentale et dans l'Inde a diminué d'autant les besoins d'importations. Aussi, les exportations de blé et de farine de blé ont-elles accusé une baisse qui a été particulièrement marquée aux États-Unis. Les stocks de blé détenus par les pays exportateurs ont augmenté et le report au 1^{er} juillet 1953 a battu tous les records. Dans l'ensemble, les prix sont restés fermes mais à la fin de la campagne, ils ont baissé brusquement sur certains marchés. En 1953/54, les disponibilités seront

abondantes, mais, en 1954/55, le volume de la production pourrait bien subir le contre-coup des limitations appliquées à la production par les Etats-Unis. L'Accord international sur le blé a été renouvelé avec un barème des prix légèrement augmenté.

Céréales secondaires

Grâce à la reprise intervenue en Argentine, la production mondiale en 1952/53 a légèrement dépassé celle de 1951/52. Le volume total des exportations a peu varié. Les mouvements des prix ont été irréguliers avec, toutefois, une tendance générale à la baisse, particulièrement marquée pour le maïs des Etats-Unis et l'orge d'Irak. Les perspectives concernant les disponibilités en 1953/54 sont encourageantes.

Riz

Après être demeurée stationnaire pendant un certain temps, la production mondiale de riz a augmenté notablement en 1952/53, mais cet accroissement étant surtout le fait de pays à production déficitaire, le commerce international ne se développe pas. Bien que la tendance à la hausse des prix du riz du marché « libre » entrant dans le commerce international ait pris fin, les prix de certains riz vendus en exécution de contrats entre gouvernements ont augmenté et se sont rapprochés davantage des prix du marché libre. Le remplacement, en quantité considérable, du riz par d'autres céréales dans nombre de pays d'Asie, a pris, semble-t-il, un caractère permanent ; l'extension de cette pratique dépendra toutefois du rapport de prix entre le riz et les autres céréales. Etant donné le récent niveau des prix, le volume des disponibilités exportables paraît largement suffisant pour assurer les besoins prévus d'importations.

Sucre

A la suite de la limitation de la production à Cuba et de conditions atmosphériques en Europe défavorables aux betteraves, la production mondiale de sucre centrifugé a été de 7 pour cent inférieure, en 1952/53, au volume exceptionnel de la campagne précédente et le commerce international n'a pas atteint le volume élevé de l'année précédente. Grâce aux mesures prises par Cuba pour contrôler la commercialisation des stocks de report, les prix du sucre n'ont rejoint que peu

à peu le niveau qui était le leur avant l'ouverture des hostilités en Corée. La baisse des prix a permis de lever presque tous les contrôles à la consommation. En vue de préparer la suppression du rationnement, le Royaume-Uni a procédé à d'importants achats de sucre de Cuba, payables en dollars, ce qui a freiné la baisse.

Les exportations augmenteront vraisemblablement en 1953, surtout celles des pays situés hors de la zone dollar. On n'escompte pour les prochaines années qu'un accroissement progressif de la production, du commerce et de la consommation. Selon les prévisions, les stocks détenus par Cuba diminueront à la fin de l'année sucrière en cours. Il est toutefois possible que cette diminution ne soit pas suffisante pour que le marché du sucre trouve son équilibre et s'y maintienne.

Produits d'origine animale

Dans toutes les principales régions productrices, sauf l'Amérique du Sud, la production de viande a dépassé en 1952 le niveau de l'année précédente. La production laitière n'a pour ainsi dire pas varié en 1952, mais elle a sensiblement augmenté pendant le premier semestre de 1953. A la suite de l'augmentation de la production de viande, les cours des animaux de boucherie ont commencé à baisser en 1952 dans de nombreux pays de l'hémisphère nord ; cette tendance a persisté pendant le premier semestre de 1953, sauf pour les porcs en Amérique du Nord. Comme la demande restait soutenue, voire augmentait, cette baisse du prix de la viande a bien pour origine l'incessante augmentation des disponibilités. Le prix des produits laitiers est resté ferme, sauf en Amérique du Nord à la fin de 1952 et, en ce qui concerne certains d'entre eux, en Europe occidentale au printemps de 1953.

En 1952, le commerce mondial de la viande a cessé de baisser, et le volume des exportations a légèrement augmenté. Contrairement à ce qui s'était passé en 1952, le commerce du beurre a augmenté en 1953.

Il se peut qu'en 1953/54, la production de viande et celle de lait marquent une nouvelle avance, mais peut-être la première progressera-t-elle plus lentement que ces dernières années et une part moins importante sera-t-elle faite à la viande de porc.

La situation du beurre par rapport à la margarine ne changera pas beaucoup. L'augmentation de la production aidant, les prix des produits d'origine animale descendront probablement

en 1953/54 au-dessous du niveau des dernières années. Le commerce international de la viande se développera probablement, mais il se pourrait que certains pays exportateurs aient des difficultés à écouler leurs excédents exportables de fromage et de lait en conserve, qui ne cessent d'augmenter.

Produits de la pêche

La production mondiale de poisson, de crustacés et de mollusques s'est maintenue en 1952 à un niveau voisin de celui de 1951. De légères diminutions observées dans un certain nombre de grands pays producteurs ont été compensées par des accroissements enregistrés ailleurs, surtout au Japon. Dans les pays insuffisamment développés, l'introduction de nouvelles techniques commence à jouer en faveur du rendement. Les disponibilités en viande augmentant, la demande de poisson pour l'alimentation s'est atténuée et les prix ont eu tendance à osciller autour des chiffres de 1951. Le coût a eu tendance à augmenter, et on a observé dans des pays industrialisés une certaine tendance à n'utiliser qu'une partie des moyens de pêche.

La production de poisson congelé et de morue salée a augmenté. Celle de hareng salé est restée stationnaire ; la fabrication de conserves de poisson a baissé pour la plupart des espèces sauf le thon.

La production d'huiles et graisses d'animaux aquatiques s'est maintenue au niveau de 1951 ; celle de farine de poisson a continué à suivre la courbe ascendante d'après-guerre.

Matières grasses et oléagineux

En 1952, la production mondiale de matières grasses a augmenté légèrement, mais le commerce international a diminué d'environ 10 pour cent. Cette régression a été due surtout à une tendance, très répandue dans les pays importateurs, à réduire les stocks. Le volume global de la production et des importations nettes de l'Europe occidentale, principale région importatrice de matières grasses, a diminué d'environ 5 pour cent, moins, semble-t-il, par suite de la baisse effective de la consommation que de la diminution des stocks. Le niveau général des prix des huiles et graisses sur les marchés internationaux, qui avait baissé d'environ 45 pour cent du printemps 1951 au printemps 1952, a regagné environ 20 pour cent pendant les 12 mois suivants. Il y a eu toutefois entre les différents produits une notable disparité allant d'une hausse de 50 pour cent sur le prix

de l'huile de coprah à une baisse de 25 pour cent sur celui de l'huile de lin.

Malgré un léger fléchissement de la production mondiale de matières grasses en 1953, les disponibilités exportables sont presque aussi abondantes que l'année précédente, par suite de l'augmentation, en 1952, des stocks détenus par des pays exportateurs.

Fruits frais

On enregistre depuis quelques années un développement considérable du commerce des agrumes et une certaine augmentation de celui des bananes. Si le Royaume-Uni a réduit en 1952 les importations d'agrumes, elles ont au contraire atteint un niveau sans précédent en France et en Allemagne occidentale. Les exportations de pommes ont été inférieures de 15 pour cent en 1952 à celles de 1951, car certains pays importateurs d'Europe ont beaucoup produit eux-mêmes et le Royaume-Uni a diminué ses importations pour des considérations relatives à sa balance des paiements.

Dans l'ensemble, l'Europe, qui est la principale région importatrice de fruits frais autres que les bananes, subvient de plus en plus à ses propres besoins ; ses disponibilités globales en fruits frais dépassent sensiblement le volume d'avant-guerre sauf au Royaume-Uni.

La grande rapidité avec laquelle se développe la production d'oranges dans la région méditerranéenne et aux Etats-Unis et la production, toujours croissante, de fruits charnus en Europe inspirent d'autant plus d'inquiétude au sujet des futures possibilités de commercialisation que les plantations d'agrumes se poursuivent sur une grande échelle.

Vin et raisins secs

La production totale de vin, après avoir rejoint l'année précédente le niveau d'avant-guerre, a accusé en 1952 une baisse d'environ 5 pour cent ; la baisse s'est fait sentir surtout en Europe et en Algérie. Ailleurs la production a augmenté sauf aux Etats-Unis. Dans les principaux pays producteurs, tels que la France et l'Italie, la consommation diminue depuis l'avant-guerre.

La production de raisins secs a augmenté en 1951 et en 1952 ; les exportations de 1952 ont sensiblement repris par rapport au faible niveau de 1951. Les Etats-Unis ont plus que doublé leurs exportations dans le cadre du programme de subventions ; la Grèce et la Turquie ont, elles aussi, accru leurs exportations en 1952.

Café

Malgré une nouvelle augmentation de la production mondiale de café en 1952, son volume total est resté de 2 pour cent inférieur à celui d'avant-guerre. La part la plus forte de cet accroissement revient à l'hémisphère occidental. Par suite d'une demande soutenue pendant toute l'année, les prix ont conservé leur stabilité et se sont maintenus au niveau élevé atteint en 1951. L'augmentation de 3 pour cent qu'a accusée le volume des importations mondiales est pour une large part à l'actif de l'Europe ; les importations des Etats-Unis sont au contraire restées légèrement au-dessous du volume de 1951.

Selon toute vraisemblance, la production dépassera en 1953/54 pour la première fois les chiffres d'avant-guerre, à moins qu'au Brésil les gélées ne diminuent sensiblement les disponibilités. Si les perspectives de la demande restent favorables, on ne prévoit pas de grands changements des prix ; on peut, d'autre part, envisager à long terme un accroissement des disponibilités.

Thé

Bien qu'en 1952 le Royaume-Uni et les Etats-Unis aient importé davantage de thé qu'en 1951, le commerce mondial a diminué d'environ 4 pour cent, surtout en ce qui concerne les thés de qualité inférieure. Vers la fin de 1952, de mauvaises conditions atmosphériques dans certains pays producteurs et la décision prise par l'Inde de limiter ses plantations ont diminué le volume total de la production d'environ 2 pour cent par rapport à l'année précédente ; les prix ont accusé une reprise marquée. Comme on a continué en 1953 à appliquer des méthodes plus sélectives de cueillette, on ne prévoit pas d'accroissement appréciable des disponibilités ; les prix resteront, selon toute vraisemblance, relativement fermes.

Cacao

Les conditions atmosphériques favorables dans presque tout les pays producteurs, sauf au Brésil, ont eu pour effet en 1952/53 d'augmenter la production mondiale d'environ 10 pour cent. Le commerce mondial a diminué en 1952 d'environ 7 pour cent, surtout parce que les approvisionnements provenant de la récolte de 1951/52 ont été plus faibles et que les Etats-Unis et l'Europe continentale ont diminué leurs importations. Après avoir marqué une hausse passagère au début de 1952, année où les disponibilités semblèrent

insuffisantes, les prix se sont établis en moyenne à un chiffre voisin du niveau élevé de 1951.

Etant donné qu'aucune augmentation importante de disponibilités n'est à prévoir en 1953/54, il est peu probable que les prix subissent des changements notables. La tendance durable à l'accroissement de la consommation semble momentanément arrêtée par des prix élevés.

Tabac

En 1952, la production de tabac a été légèrement plus faible que l'année précédente par suite de la diminution enregistrée en Amérique du Nord et en Grèce. Le Royaume-Uni, ayant réduit les allocations en dollars destinées aux importations de tabac, le commerce s'est sensiblement contracté. Le Royaume-Uni et l'Allemagne ont acheté davantage dans les pays du Commonwealth, en Grèce et en Turquie. Au cours de la campagne 1952/53, les stocks ont augmenté aux Etats-Unis, tandis que dans les pays importateurs, surtout au Royaume-Uni, ils ont beaucoup diminué. En 1952, le prix du tabac a légèrement baissé aux Etats-Unis et au Canada, mais celui des tabacs d'Orient en feuilles s'est maintenu et celui des tabacs de la Rhodésie du Sud a augmenté.

L'importance de leurs stocks de report a amené les Etats-Unis à diminuer les plantations en 1953. Il se pourrait toutefois que les disponibilités exportables de tous les principaux pays exportateurs soient aussi fortes qu'en 1952, sauf pour les feuilles à cigares du Brésil. Si, comme on l'espère, le Royaume-Uni augmente en 1953/54 ses allocations de dollars, les quantités entrant dans le commerce international dépasseront celles de la campagne précédente. Bien que la tendance à long terme soit vers une diminution, la production de cigares a augmenté dans plusieurs pays en 1952, et celle de cigarettes continuera, croit-on, à augmenter en 1953/54.

Coton

Pendant chacune des deux dernières campagnes, la production mondiale de coton a dépassé la consommation de plus de 3.000.000 de balles et, pour la deuxième fois depuis la fin des hostilités, les stocks ont atteint un niveau relativement élevé. La prime dont bénéficiaient les cotons ne provenant pas de la zone dollar ayant virtuellement disparu, la politique de soutien des prix appliquée aux Etats-Unis contribue dans une large mesure à assurer la résistance des cours. Depuis quelques années, la production augmente sensiblement

ailleurs qu'aux Etats-Unis, mais dans certains pays les pouvoirs publics limitent les plantations. Ces mesures conjuguées avec la baisse des prix du coton, en valeur absolue et par rapport à ceux d'autres produits, font prévoir, pour la récolte 1953/54, une diminution de la superficie plantée. On s'attend également que la production baisse aux Etats-Unis, à la suite des recommandations formulées par le gouvernement. Il est donc vraisemblable que le volume des approvisionnements en coton dont on disposera à la prochaine campagne se rapprochera du niveau actuel de la consommation, soit 32.000.000 de balles environ. La diminution durable du commerce mondial du coton, due à la fois au développement des industries textiles dans les pays producteurs de coton et à la concurrence de la rayonne, persiste mais il se peut que 1953/54 soit marqué par une reprise des échanges dont le volume a été faible en 1952/53.

Laine

Le volume record atteint en 1952/53 par la production mondiale de laine dessuintée tient à la production exceptionnellement forte de l'Australie. Malgré des offres massives intéressant la production courante et l'écoulement de stocks antérieurs en Amérique du Sud, le marché de la laine est resté très ferme. La vigueur dont il a fait preuve a résulté de la reprise de la consommation dans les filatures, survenue au cours du deuxième semestre de 1952, époque où les stocks de tissus de laine détenus par les industriels et les distributeurs avaient repris des proportions plus normales. Simultanément, on a observé une tendance à augmenter de nouveau la proportion de laine vierge entrant dans la fabrication des tissus de laine. En conséquence, la consommation de laine a, d'une manière générale, augmenté pendant cette campagne, sauf dans l'industrie américaine des cardés et des peignés, secteur où l'armée a réduit ses commandes. La consommation mondiale suit actuellement à peu près la production et se tient à un niveau plus élevé que ces deux dernières années.

Jute

La production du Pakistan et de l'Inde ayant atteint en 1952/53 son niveau le plus élevé depuis 1940, les disponibilités en jute sont redevenues suffisantes, mais la qualité des produits laisse à désirer. Toutefois, les exportations pakistanaïses

n'ont pas augmenté, car la reprise des expéditions outre-mer a été neutralisée par la baisse des achats de l'Inde. La jeune industrie locale n'a absorbé qu'une faible partie de la récolte et de nouveaux stocks sont venus grossir le report antérieur.

La consommation des usines indiennes s'est maintenue au niveau de la campagne précédente qui s'était améliorée, mais les ventes ont été inférieures à la production et des stocks se sont accumulés, notamment en ce qui concerne les articles de sacherie. L'activité des usines continentales semble s'être un peu ralentie, mais l'industrie britannique a produit à plein rendement pendant les derniers six mois de la campagne 1952/53. Un fait à mentionner est la reprise observée en 1952 aux Etats-Unis dans la consommation d'hessien consécutive à la baisse des prix.

Comme ses deux dernières récoltes n'étaient pas complètement écoulées, le Pakistan a décidé de réduire massivement les superficies à cultiver en 1953/54, de sorte que la récolte n'atteindra peut-être que la moitié de celle de 1952/53. La baisse des prix décourage aussi la production dans l'Inde. Il se peut toutefois que le volume total des approvisionnements suffise à satisfaire la demande de l'industrie. En attendant, les chances de voir les utilisateurs de produits de jute accroître leurs achats augmentent. La perspective d'une récolte nettement plus faible en 1953/54 a provoqué un certain raffermissement des prix vers la fin de la campagne 1952/53.

Caoutchouc

Depuis quelques années, la production de caoutchouc naturel dépasse régulièrement la consommation; l'excédent prend surtout la forme de stocks gouvernementaux. Si la consommation globale de caoutchouc naturel et de caoutchouc synthétique a continué à se développer suivant la tendance à long terme, qui était à la hausse, aux Etats-Unis le caoutchouc synthétique a de plus en plus supplanté le caoutchouc naturel. En 1952, la diminution des achats de caoutchouc naturel à des fins stratégiques a coïncidé avec le plein effet de ce changement sur le volume de la consommation, et la tendance à la baisse des prix s'est poursuivie. Toutefois, vers le milieu de 1952, le gouvernement des Etats-Unis a libéré le caoutchouc, et comme le caoutchouc naturel soutient maintenant au point de vue du prix, la concurrence du caoutchouc synthétique, on estime qu'il va reconquérir une grande partie de ses débouchés. Aussi s'attend-t-on que l'excédent diminue en 1953

et disparaisse d'ici quelques années. Deux facteurs importants sont toutefois la tendance des investissements dans l'industrie du caoutchouc synthétique aux Etats-Unis et les cours qui s'établiront après sa remise au secteur privé.

Fibres dures

En 1952, la production s'est maintenue à un niveau record ; le nouvel accroissement de la production de sisal a compensé la diminution de celle d'abaca des Philippines, provoquée par les typhons. La demande restant assez faible, des stocks se sont accumulés, en particulier au Brésil et au Mexique. La production semble s'adapter assez rapidement aux changements intervenus ces deux dernières années dans la situation du marché. Les prix des fibres dures ont accusé en 1952 une baisse de 50 pour cent, qui s'est accentuée en 1953. On prévoit une forte réduction de la production dans certains pays à coût élevé, en particulier pour le sisal de l'Amérique latine. Il se peut qu'entre temps la demande augmente, étant donné que les stocks de cordages diminuent.

Produits forestiers

Pour la première fois depuis la guerre, le commerce des produits forestiers autres que le papier journal a enregistré, en 1952, une baisse presque générale. Toutefois, l'Amérique du Nord a connu une stabilité plus grande que l'Europe. Vers le milieu de 1953, les marchés des produits forestiers ont regagné la confiance générale, et les prix semblent avoir atteint un niveau de nature à satisfaire acheteurs et vendeurs.

En 1952/53, la production n'a suivi en général la tendance des prix qu'avec un certain retard. La production de bois ronds à usage industriel s'est maintenue, mais celle des sciages a légèrement diminué et celle de pâte de bois a été légèrement inférieure à son niveau exceptionnel de 1951. Toutefois, la grande instabilité que l'industrie con-

naît depuis quelques années suscite dans certains pays producteurs de sérieuses difficultés économiques résultant de la rigidité des prix de revient.

Les perspectives à long terme de la demande de produits forestiers demeurent favorables, étant donné les progrès réalisés dans nombre de régions en matière d'industrialisation et l'amélioration des conditions de vie.

Engrais et produits antiparasitaires

La tendance à développer l'emploi des engrais et des produits antiparasitaires a persisté en 1952/53 dans toutes les parties du monde. On estime que la production et la consommation d'éléments nutritifs des végétaux sous forme d'engrais commerciaux ont augmenté d'environ 10 pour cent ; les pourcentages d'augmentation les plus élevés ont été observés dans les pays qui ne faisaient jusqu'ici qu'un usage relativement restreint des engrais commerciaux. Les disponibilités en produits antiparasitaires ont été suffisantes et leur utilisation ne cesse d'augmenter. On prévoit pour l'avenir immédiat que la consommation d'engrais et de produits antiparasitaires continuera à augmenter sensiblement dans la même mesure que ces dernières années.

Machines agricoles

La production et les exportations mondiales de tracteurs ont été très au-dessous du niveau exceptionnel de 1951. L'augmentation de la production enregistrée dans certains pays d'Europe a été plus qu'annulée par la baisse intervenue aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Les importations de tracteurs dans les régions insuffisamment développées sont en régression marquée par rapport à 1951 ; mais le parc des tracteurs agricoles a continué à augmenter dans toutes les régions, bien qu'à un rythme plus lent qu'en 1951.

Chapitre II

SITUATION ET PERSPECTIVES MONDIALES

Chapitre II - SITUATION ET PERSPECTIVES MONDIALES

PRODUCTION AGRICOLE

Pour la première fois, la production agricole mondiale par habitant a, d'après les estimations, atteint en 1952/53 son niveau d'avant-guerre. Cette constatation s'applique tant à la production agricole totale qu'à celle des seules denrées alimentaires. Le rapport production/population n'est guère modifié par l'inclusion ou l'exclusion de l'U.R.S.S., de la Chine et des pays de l'Europe orientale, pour lesquels on dispose de données moins complètes que pour les autres régions.

La production mondiale a dépassé celle d'avant-guerre d'environ 9 pour cent en moyenne de 1948/49 à 1950/51, de 13 pour cent en 1951/52, et de 17 pour cent en 1952/53. Si l'on fait abstraction de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine, ces chiffres sont respectivement de 14, 18 et 23 pour cent (tableau I et graphique 1). Ainsi, au cours de ces dernières années, la production agricole a augmenté annuellement de plus de 2 pour cent, accroissement légèrement supérieur à celui de la population mondiale, généralement estimé à 1,4 pour cent par an, ou à 1,2 pour cent si l'on tient compte de la Chine et de quelques autres pays pour lesquels on ne dispose pas de statistiques récentes.

L'accroissement de production enregistré en 1952/53 doit être en grande partie attribué aux conditions atmosphériques favorables et aux récoltes satisfaisantes dans la plupart des régions. Les perspectives pour 1953/54 sont jusqu'à présent encourageantes ; toutefois, il suffirait que les conditions atmosphériques soient mauvaises durant une ou deux années pour que la situation alimentaire mondiale soit beaucoup moins favorable. La diminution de la production de certains produits dont les disponibilités l'emportent sur la demande effective est aussi susceptible de freiner le rythme du développement de la production au cours des prochaines années. La production de sucre à Cuba et de caoutchouc en Extrême-Orient a été réduite en 1952 ; on a recommandé, aux Etats-Unis, de diminuer la production de coton en 1953, et il en a été de même au Pakistan pour le jute ; les superficies emblavées ont été

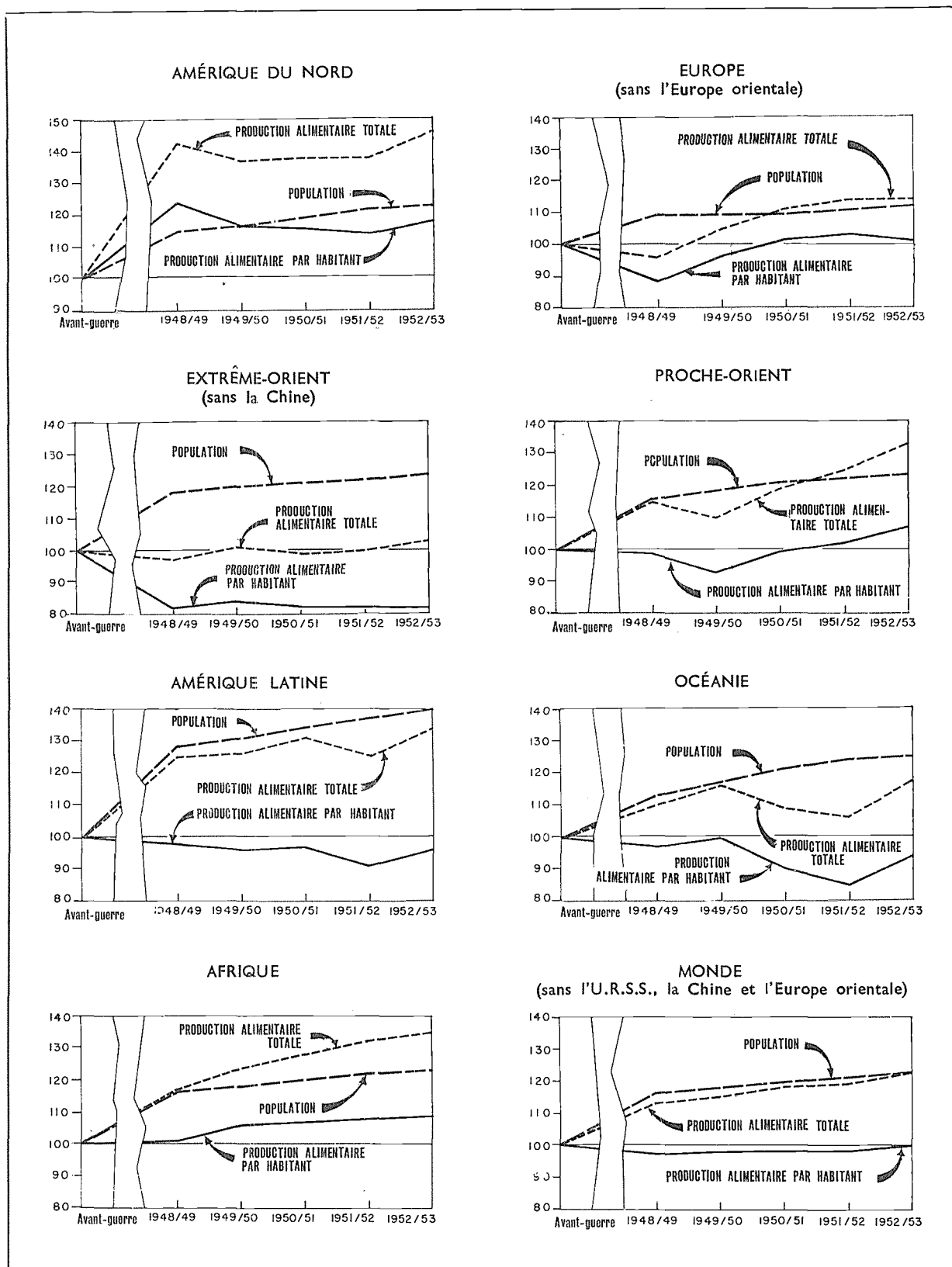
TABLEAU I. — NOMBRES INDICES DU VOLUME DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

RÉGIONS	1948/49- 1950/51	1951/52	1952/53
..... 1934/38 = 100			
<i>Production agricole totale</i>			
Nord-Ouest de l'Europe et Europe méridionale . . .	104	114	113
Amérique du Nord	136	136	143
Amérique latine.	122	120	130
Océanie	112	108	119
Extrême-Orient (non compris la Chine).	93	101	102
Proche-Orient.	115	125	134
Afrique.	124	134	137
Total pour les régions sus-indiquées.	114	118	123
Total mondial ¹	109	113	117
<i>Production alimentaire</i>			
Nord-Ouest de l'Europe et Europe méridionale . . .	104	114	114
Amérique du Nord	139	138	146
Amérique latine.	127	124	134
Océanie	112	106	118
Extrême-Orient (non compris la Chine).	99	100	103
Proche-Orient.	115	124	133
Afrique.	123	132	134
Total pour les régions sus-indiquées.	115	119	123
Total mondial ¹	110	113	117
<i>Population</i>			
Total mondial (non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine)	118	121	123
Total mondial ¹	112	115	117

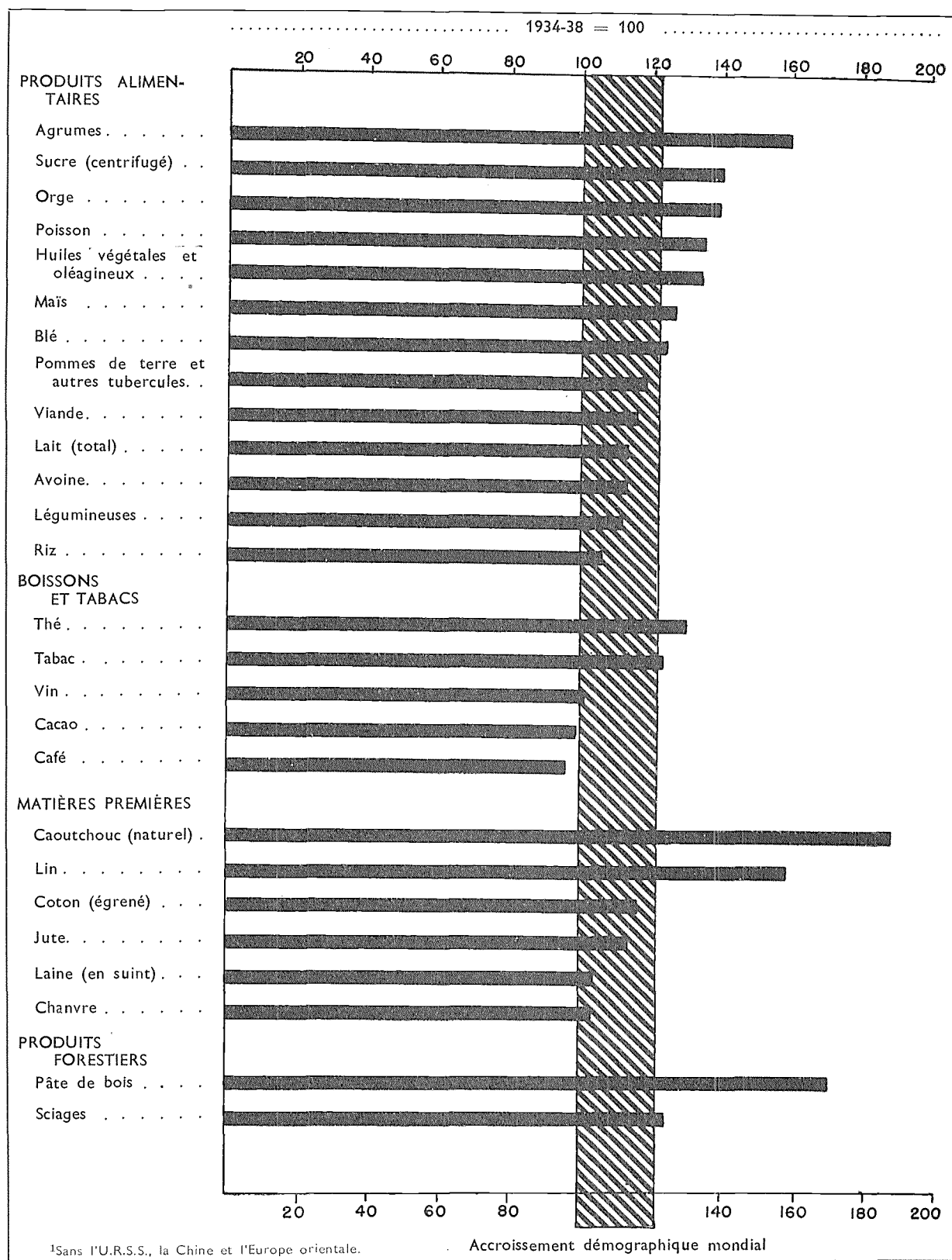
NOTE: Tous les chiffres pour 1952/53 figurant dans ce tableau et dans le texte de ce chapitre sont provisoires. La méthode appliquée pour calculer ces indices diffère quelque peu de celles qui ont été utilisées pour les précédents rapports sur les conditions actuelles et les perspectives de l'alimentation et de l'agriculture : on a en effet considéré un plus grand nombre de produits et l'on a tenu compte davantage des quantités utilisées comme semences ou pour l'alimentation du bétail. On trouvera à l'Annexe une note sur les méthodes utilisées pour le calcul des indices. Les pays compris dans chaque région sont indiqués au chapitre III.

¹ Y compris les estimations pour l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

**GRAPHIQUE 1 - POPULATION ET PRODUCTION ALIMENTAIRE (TOTALE
ET PAR HABITANT), AVANT ET APRÈS LA GUERRE**



**GRAPHIQUE 2 - PRODUCTION MONDIALE¹ DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES
1951/52 - 1952/53 (MOYENNE)**



contingentées aux Etats-Unis et l'on y a organisé un référendum parmi les producteurs à l'effet de déterminer les quotas de marketing pour 1954. Bien qu'en général on déploie toujours les mêmes efforts pour accroître la production alimentaire, particulièrement dans les pays à production alimentaire déficitaire et dans les pays exportateurs de denrées alimentaires des régions à monnaie faible, il n'est nullement certain que le taux d'accroissement récent de la production mondiale se maintienne ni qu'il continue de dépasser le taux d'augmentation de la population.

Entre 1934-38 et 1952/53, la population mondiale a augmenté de 17 pour cent, ou de 23 pour cent si l'on ne tient pas compte de l'Europe orientale et de la Chine. Grâce aux augmentations de production enregistrées ces dernières années, l'accroissement de la population durant cette période, que l'on tienne compte ou non de l'Europe orientale et de la Chine, est maintenant égalé ou dépassé par celui de la production des céréales considérées dans leur ensemble (et des diverses céréales, à l'exception, toutefois, du riz) et de la production d'huiles végétales comestibles et de graines oléagineuses, de sucre et de certains fruits. Mais l'accroissement de la production d'aliments protéiques, y compris la viande, le lait et les légumineuses est encore légèrement inférieur à celui de la population, et il en est de même de la production globale de matières grasses d'origine végétale, marine ou animale. Par rapport à l'avant-guerre, les disponibilités par habitant de certains aliments essentiels de sécurité accusent donc une certaine diminution. L'accroissement de la production des principales fibres naturelles, à l'exception de la laine, a été à peu de chose près le même que celui de la population, qui a été largement dépassé dans le cas du caoutchouc naturel et de la pâte de bois.

Les augmentations de production les plus marquées de 1952/53, par rapport à 1951/52, ont été enregistrées pour le blé et le maïs, principalement dans les pays exportateurs. L'augmentation de la production rizicole a été moins sensible; elle s'est accrue surtout dans l'Inde et dans d'autres régions déficitaires. On a également enregistré des augmentations dans la production de produits d'origine animale, de pommes de terre et autres tubercules et racines comestibles, de bananes, de café et de cacao. En dehors des limitations apportées à la production sucrière, on a observé un certain recul de la production d'huiles végétales, principalement en Indonésie et aux Philippines, et de tabac. Les prises de poisson ont été supérieures en 1952 à celles de 1950/51, mais les pos-

sibilités qu'offre la pêche ont été exploitées dans une mesure encore plus limitée que précédemment, particulièrement en Europe, en raison des difficultés de commercialisation. En ce qui concerne les matières premières, la production de la plupart des fibres, y compris la laine et le jute, a augmenté, tandis que la production de caoutchouc naturel a sensiblement diminué en raison de la baisse de la demande et des prix. La production mondiale de sciages et de pâte de bois a quelque peu diminué par rapport à l'année dernière, par suite de la diminution de la demande.

Les estimations concernant l'ensemble du monde permettent de se faire une idée générale de la situation, mais risquent de donner une impression trop favorable, par suite des différences considérables entre régions et pays. Tout d'abord, la production a été très loin de progresser de façon uniforme dans les diverses régions. L'augmentation de la production agricole mondiale depuis 1934-38 est due, dans une proportion voisine de 50 pour cent, aux progrès réalisés en Amérique du Nord; cette région, dont la population ne représente que 7 pour cent de la population mondiale, assure actuellement plus de 20 pour cent de la production agricole totale. En revanche, la production n'a qu'à peine retrouvé son niveau d'avant-guerre en Extrême-Orient, région qui n'assure qu'un peu plus du quart de la production agricole totale, alors que sa population représente environ la moitié de la population mondiale. Si la production s'est accrue de façon particulièrement remarquable en Amérique du Nord, elle a également grandement progressé dans d'autres régions. L'Amérique latine, le Proche-Orient et l'Afrique ont augmenté leur production d'un tiers environ par rapport à l'avant-guerre, tandis que l'Europe et l'Océanie l'ont accrue de 10 à 20 pour cent.

De même que la production, la population, donc les besoins fondamentaux en produits alimentaires, augmente à un rythme très inégal dans les différentes parties du monde. En Europe et en U.R.S.S., la population a augmenté d'environ 10 pour cent depuis 1934-38. En Chine, elle s'est accrue, selon les estimations, de moins de 5 pour cent. En revanche, la population de l'Extrême-Orient (non compris la Chine), de l'Amérique du Nord, de l'Océanie, de l'Afrique et du Proche-Orient a augmenté d'environ 25 pour cent depuis 1934-38, et en Amérique latine l'accroissement a été de 40 pour cent. La production alimentaire par habitant a atteint ou légèrement dépassé le niveau d'avant-guerre en Europe, en Afrique et dans le Proche-Orient, et a quelque peu diminué par rapport à l'avant-guerre en Amé-

TABEAU 2. — NOMBRES-INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE PAR HABITANT

RÉGIONS	1948/49- 950/51	1951/52	1952/53
..... 1934-38 = 100.....			
<i>Production agricole par habitant</i>			
Nord-Ouest de l'Europe et Europe méridionale . . .	95	103	101
Amérique du Nord	116	112	116
Amérique latine.	93	88	93
Océanie	95	87	95
Extrême-Orient (non compris la Chine).	82	83	82
Proche-Orient.	97	102	108
Afrique.	107	110	111
Production des régions sus-indiquées	97	93	99
Production mondiale (y compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine).	97	93	101
<i>Production alimentaire par habitant</i>			
Nord-Ouest de l'Europe et Europe méridionale . . .	95	103	101
Amérique du Nord	119	114	118
Amérique latine.	97	91	93
Océanie	93	85	94
Extrême-Orient (non compris la Chine).	83	82	82
Proche-Orient.	97	102	107
Afrique.	105	108	109
Production des régions sus-indiquées	93	98	100
Production mondiale (y compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine).	97	98	100

rique latine et en Océanie. Dans deux régions du monde, les changements par rapport à l'avant-guerre sont beaucoup plus marqués. En Amérique du Nord, la production alimentaire par habitant a dépassé ces dernières années de 15 à 20 pour cent celle de l'avant-guerre, alors qu'en Extrême-Orient elle lui a été inférieure de 15 à 20 pour cent.

L'accroissement de production enregistré depuis 1934-38 pour les produits forestiers est dû lui aussi en majeure partie à l'augmentation réalisée en Amérique du Nord, région qui assure aujourd'hui près des deux tiers de la production mondiale (non compris la production de l'U.R.S.S.) de pâte de bois et la moitié de la production de sciages.

Il va sans dire que le degré d'exactitude des estimations varie selon les régions. Mais, en dépit de l'insuffisance de certaines données de base et

des erreurs de détail, il ne fait guère de doute que le tableau général qui se dégage pour les différentes régions est exact dans l'ensemble. Il correspond bien à l'évolution de la consommation alimentaire et aux changements survenus après la guerre dans la structure du commerce mondial, qui sont examinés plus loin.

Les nombres-indices des tableaux 1 et 2 indiquent les tendances de la production agricole, mais ne donnent aucune indication sur la quantité de denrées alimentaires produite dans chaque région ou sur la production par habitant, qui présente encore plus d'importance. L'écart entre les régions peu développées et les régions plus développées s'accroît à cet égard. Par exemple, alors que la production alimentaire par habitant n'a guère varié en 1952/53 par rapport à 1934-38 pour l'ensemble du monde, en Extrême-Orient elle est tombée de 60 pour cent à 50 pour cent de la moyenne mondiale d'avant-guerre (graphique 3). Dans le Proche-Orient et en Afrique, la production par habitant demeure également nettement inférieure à la moyenne mondiale. Il en va de même pour de vastes secteurs de l'Amérique latine, mais non pour l'ensemble de la région. En revanche, la production alimentaire par habitant en Amérique du Nord dépasse la moyenne mondiale beaucoup plus fortement qu'avant la guerre. Cette augmentation de la production par habitant a été utilisée dans une large mesure pour élever le niveau de la consommation alimentaire nationale, mais a été absorbée aussi en grande partie par les régions déficitaires. Sans cette augmentation remarquable de la production de l'Amérique du Nord, il aurait été impossible après la guerre d'éviter des famines désastreuses dans d'autres régions.

CONSUMMATION ALIMENTAIRE ET NUTRITION

Les niveaux de la production alimentaire par habitant ne correspondent que d'une manière générale aux niveaux de consommation, ceux-ci étant très influencés, dans la plupart des régions, par les méthodes d'utilisation des denrées alimentaires ainsi que par les exportations et les importations. Les changements intervenus depuis la guerre dans la structure du commerce des denrées alimentaires ont eu tendance à compenser dans une certaine mesure l'inégalité croissante des disponibilités des différentes régions du monde ; c'est l'une des raisons pour lesquelles les changements dans les niveaux de consommation alimentaire par rapport à la période d'avant-guerre ont été

moins marqués que ceux de la production alimentaire par habitant. Néanmoins, et bien que la production se soit progressivement accrue au cours de ces dernières années, le niveau de la consommation alimentaire est encore très bas et souvent moins élevé qu'avant la guerre dans nombre de pays, particulièrement en Extrême-Orient. Il n'apparaît guère que l'écart existant entre les niveaux de consommation alimentaire des pays à niveau faible et à niveau élevé tende à diminuer (tableau 3). L'approvisionnement de nombreux pays peut encore être sérieusement compromis en cas de mauvaises récoltes, comme en témoignent les graves pénuries alimentaires qui se sont produites en 1952/53 en Yougoslavie et au Pakistan.

A cet égard, il importe de souligner l'importance d'un point dont on ne tient souvent pas assez compte. Il faut non seulement accroître d'année en année la production alimentaire pour satisfaire les besoins d'une population sans cesse croissante, mais aussi augmenter les stocks alimentaires, même plus que proportionnellement, en raison de l'attrait exercé par les villes sur les populations rurales et de l'industrialisation, particulièrement dans les régions à faible développement économique. Dans un certain nombre de pays, les installations d'emmagasiner sont insuffisantes pour les stocks nécessaires.

En outre, la valeur nutritionnelle des régimes alimentaires demeure peu satisfaisante dans ces régions, où la ration protidique est faible. Ce fait présente une importance particulière, car il apparaît de plus en plus nettement que la carence nutritionnelle la plus grave, dans de nombreuses régions, est due à l'insuffisance de la ration protidique.

En Europe occidentale, les niveaux relativement satisfaisants de consommation alimentaire atteints l'année d'avant ont été maintenus en 1952/53, et cette région a importé moins de denrées alimentaires de la zone dollar. L'emploi croissant de farine plus blanche indique également que les disponibilités ont augmenté. Le rationnement est aujourd'hui presque entièrement supprimé dans cette région, ayant été aboli en Autriche et en Espagne et atténué au Royaume-Uni.

Les disponibilités alimentaires de l'Europe orientale ont été grandement réduites en 1952/53 par les mauvaises conditions atmosphériques, particulièrement dans le bassin du Danube. Dans certains pays de cette région qui n'ont plus de rationnement, la hausse des prix des produits alimentaires a causé certaines difficultés; dans d'autres, par exemple l'Allemagne orientale et la Tchécoslovaquie, où le rationnement existe

encore, il n'a pas toujours été possible d'assurer entièrement la ration. Le gouvernement de l'U.R.S.S. a annoncé, comme les cinq années d'avant, une diminution des prix de détail des denrées alimentaires.

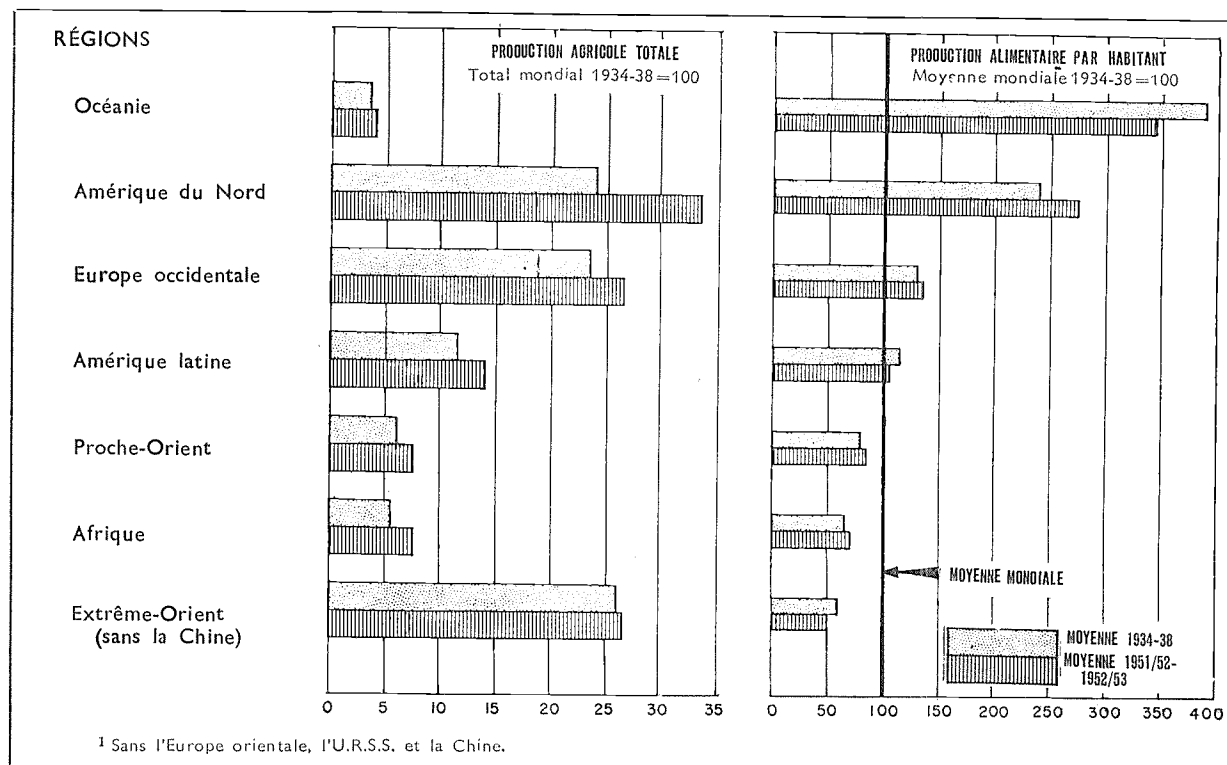
Dans la plupart des pays de l'Amérique latine, l'augmentation des disponibilités alimentaires par habitant, enregistrée régulièrement après la guerre, s'est poursuivie en 1952/53, mais l'accroissement rapide de la population continue d'absorber un pourcentage plus élevé de la production de cette région. Bien que sa production ait augmenté, l'Argentine n'a pu maintenir le niveau de ses exportations de viande qu'en réduisant quelque peu sa consommation intérieure de ce produit.

En Amérique du Nord, où la consommation alimentaire dépasse d'environ 10 pour cent les niveaux d'avant-guerre, la demande de produits alimentaires s'est maintenue au même niveau qu'en 1951/52 et l'a peut-être même légèrement dépassé, grâce au niveau élevé de l'emploi et des revenus. La consommation alimentaire par habitant se rapproche de nouveau des niveaux records et l'augmentation des stocks permet d'espérer que l'on sera en mesure de faire face aux pénuries alimentaires graves qui pourraient survenir dans d'autres parties du monde. En Océanie et en Afrique du Sud, les niveaux de consommation alimentaire se sont maintenus.

Au Proche-Orient et en Afrique du Nord française, où la production alimentaire a, d'une manière générale, nettement augmenté par rapport à l'année précédente, les niveaux de consommation se sont quelque peu améliorés; il convient toutefois de noter que l'insuffisance des récoltes a obligé l'Égypte à augmenter le volume de ses importations de produits alimentaires. Les niveaux de consommation restent bas en Israël en raison de la sécheresse et de l'augmentation de la population, ce qui a rendu nécessaire une stricte réglementation de l'économie alimentaire.

Dans les pays de l'Extrême-Orient, à l'exception surtout du Pakistan, les disponibilités alimentaires par habitant ont été, dans l'ensemble, plus importantes que l'année précédente, du fait que la récolte de riz y a été plus abondante, spécialement dans les pays à production alimentaire déficitaire. Au Japon, l'enquête nationale sur la nutrition indique que les niveaux de la consommation moyenne d'éléments nutritifs augmentent dans tout le pays. Les stocks alimentaires de l'Inde étaient plus élevés au début de 1953 que l'année précédente et ce pays a importé moins de produits alimentaires, mais les disponibilités par habitant n'ont pas sensiblement augmenté.

GRAPHIQUE 3 - IMPORTANCE RELATIVE DE LA PRODUCTION AGRICOLE MONDIALE ET DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE PAR HABITANT DANS LES PRINCIPALES RÉGIONS, MOYENNES 1934-38 ET 1951/52 - 1952/53



Toutefois, certains pays comme Ceylan, dont les importations de produits alimentaires dépendent de l'exportation de certains produits spécifiques comme le caoutchouc, n'ont pu que malaisément se procurer les approvisionnements nécessaires pour les rations fixées.

Le prix du riz est l'un des facteurs qui empêchent d'élever les niveaux de consommation alimentaire dans les pays importateurs de l'Extrême-Orient. Dans des pays tels que l'Inde, Ceylan, le Pakistan et les Philippines, le pourcentage des dépenses effectuées par les salariés et leurs familles pour s'alimenter, représente en moyenne, d'après les indications recueillies pour ces dernières années par l'Organisation internationale du travail, 60 pour cent environ de leurs dépenses totales, les céréales entrant pour une large part dans ce pourcentage. Il en va très différemment dans de nombreux pays de l'Europe occidentale, de l'Amérique du Nord et de l'Océanie, où la part que les salariés consacrent à leur alimentation n'est que de 30 à 40 pour cent. Lorsque, comme c'est le cas en Extrême-Orient, les salariés doivent utiliser une si grande partie de leurs ressources pour pourvoir, de façon souvent insuffisante, à

leurs besoins alimentaires et à ceux de leur famille, il est évident qu'on ne saurait notablement accroître la demande effective de produits alimentaires tant que leurs revenus réels n'auront pas sensiblement augmenté.

COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES

Le volume du commerce des produits agricoles, qui représentait, en 1951, 103 pour cent de celui d'avant-guerre, est tombé en 1952 à 98 pour cent de ce dernier, chacun des trois principaux groupes de produits — denrées alimentaires et aliments du bétail, matières premières, et boissons et tabac — accusant une diminution d'environ 5 pour cent. En dépit de ce recul, le commerce des matières premières, des boissons et du tabac, dont le volume était relativement élevé, égalait encore ou même dépassait légèrement le niveau moyen d'avant-guerre. Le commerce des denrées alimentaires et des aliments du bétail a retrouvé pour la première fois son volume d'avant-guerre en 1951 et

TABLEAU 3. — ESTIMATION DE LA VALEUR CALORIQUE ET PROTIDIQUE DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES
NATIONALES PAR HABITANT, AVANT-GUERRE, 1950/51, 1951/52 ET 1952/53

PAYS	Calories				Protides, total				Protides animaux			
	Avant-guerre	1950/51	1951/52	1952/53 Variation en pourcentage de 1951/52	Avant-guerre	1950/51	1951/52	1952/53 Variation en pourcentage de 1951/52	Avant-guerre	1950/51	1951/52	1952/53 Variation en pourcentage de 1951/52
	...Nombre par jour...			%	...Grammes par jour...			%	...Grammes par jour...			%
AMÉRIQUE DU NORD												
Canada	3 010	3 136	3 020	+4	84	93	91	+2	48	57	56	+ 2
Etats-Unis	3 150	3 180	3 166	—	89	91	91	+1	56	61	61	+ 1
AMÉRIQUE DU SUD ¹												
Argentine	2 730	3 140	3 160	- 4	98	102	102	—	62	68	67	- 1
Brésil	...	2 340	2 300	- 1	...	58	59	- 2	...	16	16	—
Chili	2 240	2 400	2 400	...	69	73	74	...	21	25	26	...
Colombie	1 860	2 300	2 400	...	47	55	56	...	20	28	32	...
Honduras	...	1 980	2 030	...	...	54	57	...	...	19	18	...
Mexique	...	...	2 210	...	...	...	61	...	...	...	16	...
Pérou	...	...	2 220	...	...	...	63	...	...	...	14	...
Uruguay	...	2 900	3 070	...	...	91	101	...	...	59	65	...
Venezuela	...	2 150	2 260	...	...	64	67	...	...	28	29	...
EUROPE												
Autriche	2 990	2 790	2 660	+4	88	81	78	+5	39	35	36	+ 6
Belgique-Luxembourg	2 820	2 890	2 930	+1	84	84	86	—	34	40	40	—
Danemark	3 420	3 130	3 220	+3	91	97	91	+2	57	57	51	+ 4
Finlande	3 000	3 210	3 330	...	95	106	104	...	44	48	52	...
France	2 830	2 790	2 750	+1	93	91	92	+2	39	41	41	+ 5
Allemagne occidentale	3 070	2 810	2 760	+2	84	76	76	+1	42	36	37	+ 2
Grèce	2 600	2 510	2 490	+1	84	77	77	+1	23	17	17	+10
Irlande	3 400	3 500	3 480	—	99	97	96	—	48	49	48	+ 2
Italie	2 520	2 430	2 480	—	82	77	78	- 1	20	21	21	—
Pays-Bas	2 920	3 090	2 890	—	87	82	80	+1	44	39	40	+ 2
Norvège	3 200	3 180	3 060	+2	90	104	96	—	49	57	53	—
Suède	3 120	3 230	3 090	—	95	95	93	- 1	59	60	59	—
Suisse	3 140	3 250	3 180	...	96	97	96	...	54	51	52	...
Royaume-Uni	3 120	3 100	2 990	+1	83	88	85	+1	46	46	43	+ 3
Portugal	...	2 460	...	...	...	67	...	...	...	20	...	...
EXTRÊME-ORIENT												
Ceylan	2 140	2 140	2 010	...	48	55	53	...	9	12	12	...
Inde	2 190	1 570	1 620	+2	56	42	43	+1	28	6	6	—
Japon	2 180	2 100	2 100	+2	64	53	53	+1	10	10	10	—
Pakistan	...	2 160	1 970	...	...	54	54	...	...	11	11	...
Philippines	1 920	2 050	2 060	+2	45	42	42	+2	11	11	11	—
PROCHE-ORIENT												
Egypte	2 450	2 340	2 350	- 1	74	69	69	- 1	9	13	13	—
Israël	...	2 520	...	...	...	81	...	...	...	30	...	...
Turquie	2 450	2 510	2 566	+1	79	81	82	+1	13	14	15	+ 3
AFRIQUE												
Union Sud Africaine	2 300	2 640	...	...	68	73	...	...	23	26	...	...
Rhodésie du Sud	...	2 170	2 280	...	...	69	69	...	...	16	17	...
OCÉANIE												
Australie	3 310	3 290	...	...	103	98	...	...	67	66	...	...
Nouvelle-Zélande	3 260	3 470	3 380	...	96	104	103	...	64	70	69	...

... Données non disponibles.

— Négligeable.

¹ Les données se rapportent à l'année civile de la première année indiquée.

² Y compris le Pakistan.

il était, en 1952, inférieur de 3 pour cent environ au chiffre moyen de 1934-38 (tableau 4).

TABEAU 4. — VOLUME ET COMPOSITION DU COMMERCE MONDIAL DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES

PRODUITS	Moyenne 1934-38	1948	1949	1950	1951	1952
Volume total des échanges. . . .	100	89	95	100	103	98
Denrées alimentaires et aliments du bétail. . . .	58	59	53	53	58	56
Matières premières	30	28	29	35	32	30
Boissons et tabac	12	11	13	12	13	12

Le tonnage global des produits de la pêche, frais ou congelés, exporté par les principaux pays exportateurs de poisson, est resté en 1952 sensiblement le même qu'en 1951. Le commerce mondial du poisson fumé et des farines de poisson a augmenté, tandis que les exportations de conserves de poisson ont diminué.

Le commerce international des produits forestiers a diminué en 1952 par rapport à 1951. Le volume du commerce des sciages et de la pâte de bois a diminué de 17 à 18 pour cent ; l'augmentation continue du commerce du papier journal a compensé en partie la diminution enregistrée pour d'autres sortes de papiers et pour les cartons. L'Europe (non compris l'Europe orientale et l'U.R.S.S.) a été gravement touchée par le ralentissement de l'activité économique en 1952 ; les exportations européennes de sciages et de pâte de bois ont baissé respectivement de 25 et de 20 pour cent par rapport à 1951.

Le fléchissement du commerce international en 1952 peut être attribué aux trois causes principales suivantes :

- a) accroissement de la production nationale dans certains pays importateurs, en particulier en Europe, qui s'est traduit par une réduction des besoins d'importations, pour ce qui concerne notamment les céréales, certains produits animaux et le poisson ;
- b) une certaine diminution de la demande internationale de caoutchouc, de fibres et de produits forestiers due en partie au ralentissement de l'activité industrielle dans certains pays, mais, dans une large mesure aussi, à l'amenuisement des stocks accumulés lors des achats massifs de 1950 et 1951 ; cette diminution et le quasi achè-

vement des opérations de stockage dans la plupart des pays ont influé tant sur le commerce de certaines denrées peu périssables que sur celui des matières premières ;

c) restrictions d'importations entraînées par le manque de devises qui ont affecté notamment le commerce intra-européen des produits animaux et des fruits et des légumes, ainsi que les exportations de tabac et de coton de l'Amérique du Nord.

Denrées alimentaires et aliments du bétail

La diminution des échanges en 1952 par rapport à l'année précédente a surtout affecté les huiles végétales et les oléagineux, les produits d'origine animale, les céréales et le sucre. Le ralentissement des échanges d'huiles végétales est imputable au fait que certains produits ont été disponibles en moindres quantités et que d'autres ont été moins demandés ; à l'exception de celles de l'Afrique, les expéditions de toutes les principales régions exportatrices ont accusé une diminution. L'Amérique du Sud, l'Australie et le Canada ont exporté moins de viande qu'en 1951, mais cette diminution a été compensée par l'augmentation très sensible des expéditions néo-zélandaises. Les exportations de beurre du Danemark et de la Suède et les exportations de fromage de la Nouvelle-Zélande ont également été plus faibles. La diminution des exportations de céréales en 1952 a été particulièrement marquée pour l'Amérique latine, du fait que la récolte a été compromise par la sécheresse en Argentine ; mais les exportations de blé de l'Australie et les exportations de riz en provenance d'Extrême-Orient ont également diminué par rapport à 1951. La réduction des livraisons de ces régions a été en partie compensée par le volume important des exportations nord-américaines, mais les exportations des Etats-Unis ont considérablement diminué vers la fin de 1952 et au début de 1953, en raison principalement de l'augmentation du volume des récoltes en Europe et en Extrême-Orient. La demande de sucre a également fléchi, et les exportations de l'Amérique latine ont baissé d'environ 5 pour cent.

Ces changements se sont traduits par une très forte baisse en 1952 des exportations de denrées alimentaires de l'Amérique latine et par un arrêt, pour la première fois depuis la guerre, dans le relèvement du commerce d'exportation européen. En ce qui concerne les importations, leur fléchissement a été particulièrement accusé en Europe,

mais les régions de faible développement ont également diminué dans une certaine mesure leurs importations de produits alimentaires, cette contraction reflétant une diminution du pouvoir d'achat des pays exportateurs de produits primaires.

TABLEAU 5. — NOMBRES-INDICES DU VOLUME DU COMMERCE MONDIAL DES PRINCIPALES DENRÉES ALIMENTAIRES

PRODUITS	Moyenne 1948-50	1951	1952
	 1934-38 = 100		
Céréales	96	112	110
Sucre	112	117	115
Huiles végétales et oléagineux	68	84	73
Fruits	86	99	100
Produits animaux	92	98	95

NOTE : Les indices ci-dessus et les autres estimations d'exportations figurant dans la présente section comprennent les réexportations et, parfois, ne sont pas rigoureusement comparables avec les chiffres du chapitre IV.

Matières premières

Le commerce des fibres naturelles et du caoutchouc a continué à diminuer en 1952 par rapport à son niveau exceptionnellement élevé de 1950. Ce fléchissement a affecté principalement les exportations de caoutchouc et de jute de l'Extrême-Orient et les exportations de coton de l'Amérique du Nord ; on a enregistré, en revanche, un relèvement marqué des exportations de laine de l'Océanie et de l'Amérique latine. En ce qui concerne les importations, elles ont, pour le caoutchouc, diminué légèrement dans le cas de l'Amérique du Nord, et beaucoup plus fortement dans celui de l'Europe et des régions

TABLEAU 6. — NOMBRES-INDICES DU COMMERCE MONDIAL DES FIBRES NATURELLES ET DU CAOUTCHOUC

PRODUITS	Moyenne 1948-50	1951	1952
	 1934-38 = 100		
Caoutchouc	160	200	165
Coton	78	82	77
Laine	119	89	107
Jute	89	139	103

importatrices secondaires. Les importations de coton et de jute ont fléchi presque partout, mais pas en Extrême-Orient. La reprise du commerce de la laine n'a guère affecté le volume des importations de l'Amérique du Nord, mais les importations de l'Europe ont très fortement augmenté. Les indices ci-dessous montrent les violentes fluctuations qu'a subies ces dernières années le commerce mondial de certaines matières premières.

Boissons, tabac et épices

On a enregistré en 1952 un très fort fléchissement des exportations nord-américaines de tabac (surtout des expéditions à destination de l'Europe) qui sont tombées au niveau le plus bas atteint au cours de ces dernières années, et une certaine diminution des exportations de thé de l'Extrême-Orient et des expéditions de cacao de l'Afrique. Le niveau des importations de thé de l'Europe et de l'Amérique du Nord s'est largement maintenu ; les diminutions les plus fortes se sont produites sur les marchés secondaires, mais l'Europe et l'Amérique du Nord ont l'une et l'autre importé moins de cacao. Le commerce mondial du café a légèrement augmenté.

TABLEAU 7. — NOMBRES-INDICES DU VOLUME DU COMMERCE INTERNATIONAL DES BOISSONS ET DU TABAC

PRODUITS	Moyenne 1948-50	1951	1952
	 1934-38 = 100		
Café	116	116	118
Thé	95	106	102
Cacao	101	103	94
Vin	81	87	...
Tabac	98	112	98

... Données non disponibles.

Tendances régionales

La contraction générale des échanges mondiaux de produits agricoles en 1952 a interrompu la progression des exportations nord-américaines et le relèvement des exportations européennes enregistré dans l'après-guerre. Les exportations de l'Extrême-Orient et de l'Amérique latine ont recommencé à accuser une tendance à la baisse.

En revanche, les exportations de l'Océanie ont marqué une nette reprise en raison de l'augmentation des expéditions de laine et de l'accroissement des livraisons de viande de la Nouvelle-Zélande; l'accroissement progressif des exportations de l'Afrique et du Proche-Orient s'est poursuivi grâce notamment aux bonnes récoltes de céréales de la Turquie (tableau 8).

En ce qui concerne les importations, elles ont diminué dans toutes les régions par rapport à leur niveau élevé de 1951. Dans les régions de productions primaires, cette contraction traduisait la diminution de pouvoir d'achat après la période de très forte demande qui a suivi l'ouverture des hostilités en Corée; mais, sauf pour l'Extrême-Orient, les importations agricoles s'y sont maintenues à un niveau très supérieur à celui d'avant-

TABLEAU 8. — NOMBRES-INDICES DU VOLUME DU COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES

RÉGIONS	Moyenne 1948-50	1951	1952
..... 1934-38 = 100			
<i>Exportations brutes</i>			
Indice mondial	95	103	98
Amérique du Nord	176	208	201
Afrique.	119	122	128
Océanie	129	111	123
Proche-Orient.	97	105	108
Europe.	63	80	79
Amérique latine.	99	91	77
Extrême-Orient.	65	79	68
<i>Importations brutes</i>			
Indice mondial	95	103	98
Proche-Orient.	188	235	218
Amérique latine.	157	180	168
Afrique.	135	164	158
Océanie	157	191	153
Amérique du Nord	120	125	122
Extrême-Orient.	74	103	92
Europe.	87	91	87
<i>Exportations nettes</i>			
Océanie.	127	106	121
Afrique.	115	110	119
Proche-Orient.	64	58	68
Amérique latine.	91	77	63
Extrême-Orient.	54	50	40
Amérique du Nord ¹	—	—	—
<i>Importations nettes</i>			
Europe.	97	96	90

¹ Importatrice nette en 1934-38, est devenue exportatrice nette.

guerre. En Amérique du Nord, le fléchissement des importations a été dû au ralentissement des opérations de stockage et, dans certains cas, aux prélèvements opérés sur les stocks commerciaux accumulés lors des achats massifs provoqués par la guerre de Corée. En Europe, l'utilisation partielle des stocks a ajouté ses effets à ceux qu'ont provoqués l'augmentation de la production nationale, les difficultés de balance des paiements, les restrictions imposées aux importations, et aussi, dans certains pays, le ralentissement de l'activité industrielle.

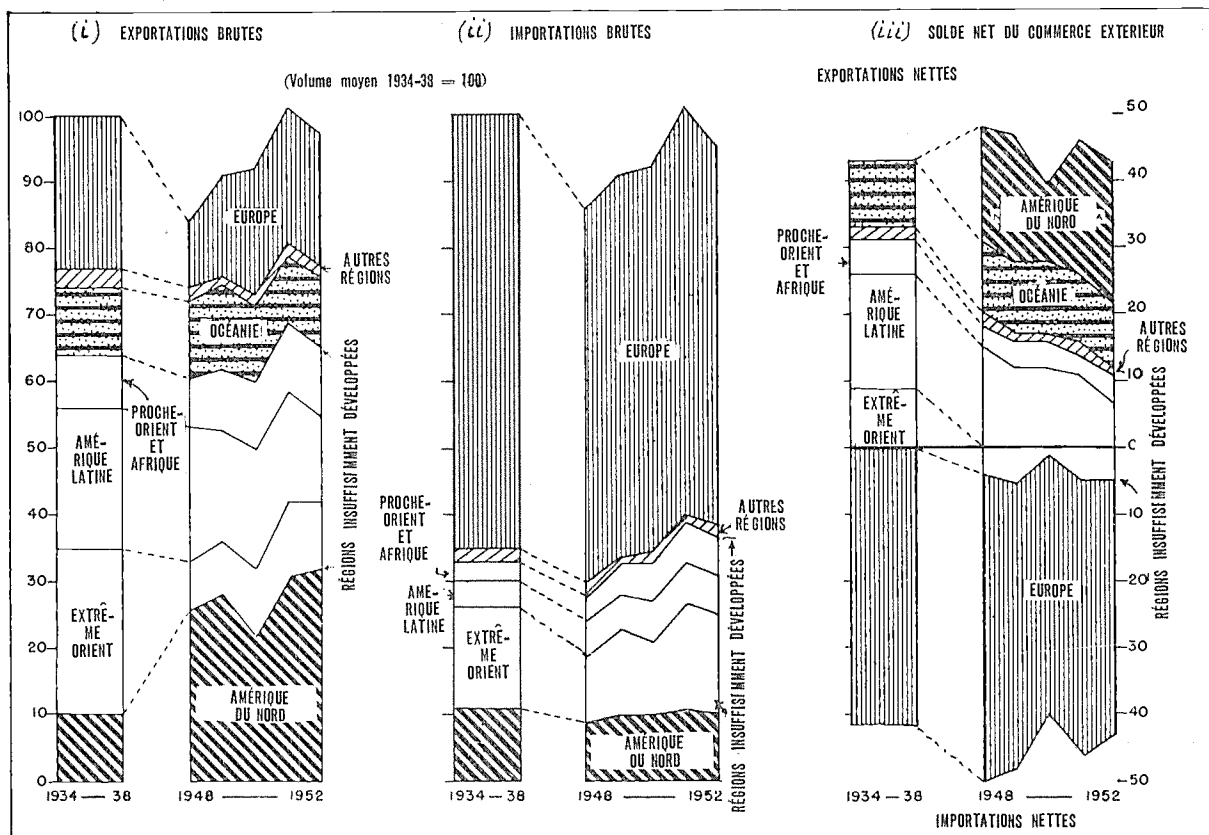
ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES ÉCHANGES MONDIAUX DE DENRÉES ALIMENTAIRES

Ces événements récents sont toutefois moins importants que les modifications profondes survenues depuis la guerre dans la structure des échanges internationaux de produits agricoles et en particulier de produits alimentaires, considérés indépendamment des boissons, du tabac et des matières premières. Ces modifications résultent essentiellement, semble-t-il, de l'accroissement des besoins alimentaires dans les régions peu développées du monde, déterminé en partie par un accroissement démographique de plus en plus rapide et en partie par les progrès de l'industrie, des mines et d'autres secteurs non agricoles, qui font que les populations aspirent à un niveau de vie plus élevé. Dans ces régions, la production alimentaire s'est développée moins rapidement que la demande, qui n'a pu être satisfaite qu'en réduisant les exportations et en intensifiant les importations de denrées alimentaires. L'effet conjugué de ces deux mesures est que les exportations alimentaires nettes des régions peu développées ont diminué plus rapidement encore que leurs exportations brutes (graphique 4).

La contraction des exportations des régions peu développées a eu pour contrepartie une augmentation correspondante des exportations alimentaires de l'Amérique du Nord. Dans les années immédiatement antérieures à la guerre, les importations de sucre et d'oléagineux de l'Amérique du Nord équilibraient à peu près ses exportations de céréales, de produits d'origine animale et autres denrées alimentaires; mais depuis la guerre, cette région est devenue la principale exportatrice mondiale de produits alimentaires et fournit environ la moitié des denrées sur lesquelles portent les échanges inter-régionaux nets. Ce fait n'a pas manqué d'accentuer considérablement le

GRAPHIQUE 4 - ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES ÉCHANGES MONDIAUX DE PRODUITS AGRICOLES

(a) DENRÉES ALIMENTAIRES



Le solde net du commerce extérieur (diagrammes iii) est, dans chaque cas, la différence entre exportations brutes (diagrammes i) et importations brutes (diagrammes ii).

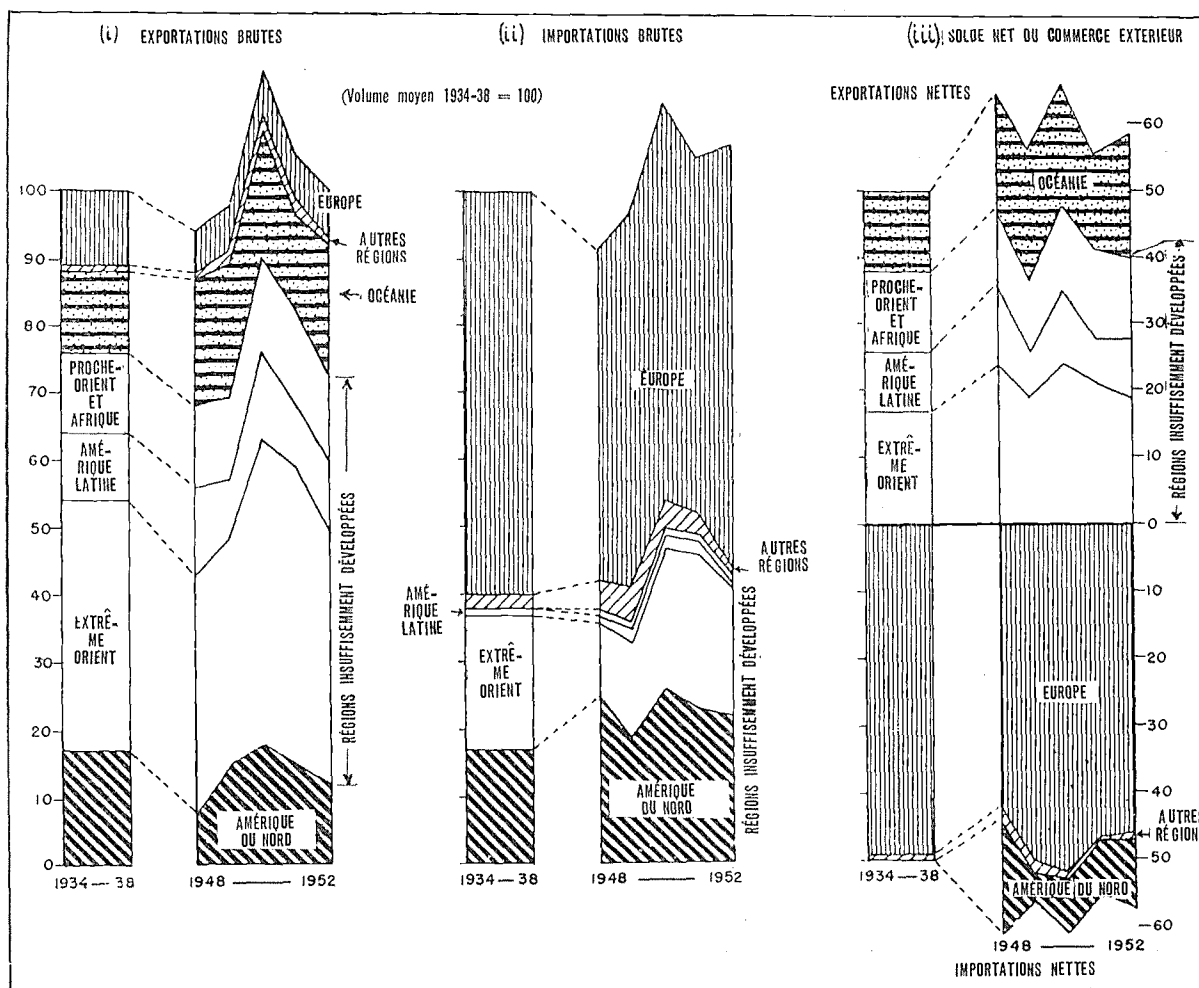
déséquilibre de la balance des paiements entre l'Amérique du Nord et le reste du monde. Cependant, ainsi qu'on le verra plus loin, les incidences de cet état de choses sont masquées en premier lieu par l'augmentation continue des importations nord-américaines de café, de caoutchouc, de laine et d'autres produits agricoles non alimentaires, et en second lieu par une importante modification des prix relatifs des produits agricoles qu'importe l'Amérique du Nord et de ceux qu'elle exporte.

La situation alimentaire des régions peu développées n'a pas évolué partout exactement de la même façon ; il semble cependant que l'on retrouve dans tous les cas les mêmes causes générales et les mêmes effets. C'est ainsi qu'en Extrême-Orient, les importations alimentaires brutes des pays déficitaires ont à peine augmenté, mais elles proviennent maintenant en grande partie de l'Amérique du Nord et de l'Australie plutôt que d'autres pays d'Extrême-Orient. Les exportations alimen-

taires brutes de cette région ont par contre fortement diminué et, au cours des trois années 1950, 1951 et 1952 elles ont été inférieures de 60 pour cent en moyenne à leur volume d'avant-guerre. L'Extrême-Orient, qui était jadis exportateur net important de denrées alimentaires, est devenu importateur net de quantités assez importantes de ces mêmes denrées.

Si les modifications ainsi survenues dans la région à population dense qu'est l'Extrême-Orient sont bien connues, elles sont cependant moins remarquables à certains égards que celles qui se sont produites en Amérique latine, au Proche-Orient et en Afrique, où la pression démographique est moins forte. Les importations de produits alimentaires ont rapidement augmenté dans ces régions ; si la diminution des recettes des exportateurs de produits primaires a freiné cet accroissement en 1952, on ne saurait toutefois se méprendre sur la tendance générale. Au total, les importations de ces régions représentent maintenant

GRAPHIQUE 4 (b) - FIBRES NATURELLES ET CAOUTCHOUC



Le solde net du commerce extérieur (diagrammes iii) est, dans chaque cas, la différence entre exportations brutes (diagrammes i) et importations brutes (diagrammes ii).

12 pour cent environ des échanges mondiaux de produits alimentaires, contre moins de 7 pour cent avant la guerre. Cette augmentation ne s'est pas limitée aux céréales; elle intéresse également d'autres produits alimentaires, sucre et produits d'origine animale par exemple, ce qui laisse supposer qu'elle est déterminée en partie par l'amélioration des niveaux de vie (tableau 9).

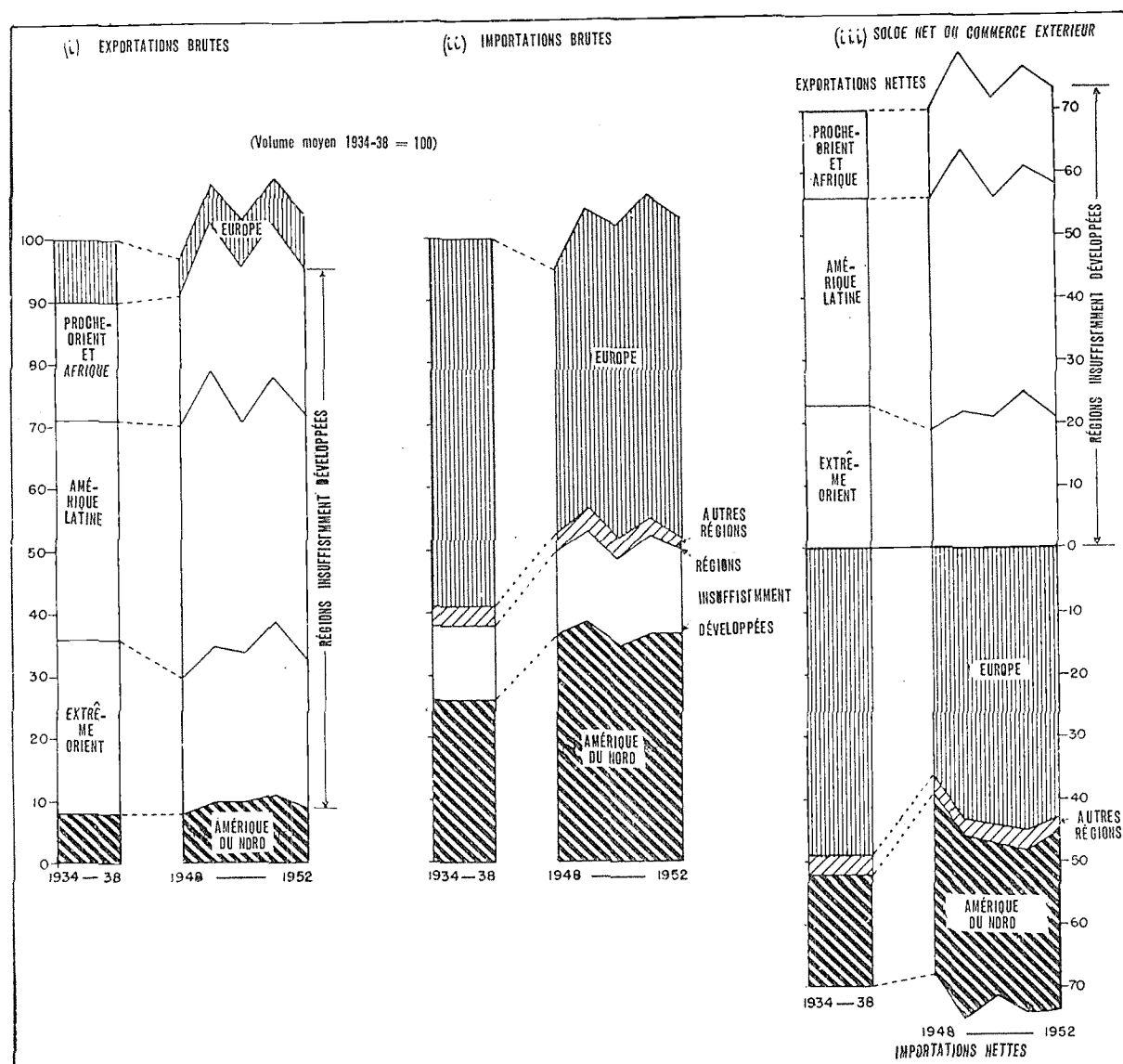
TABEAU 9. — NOMBRES-INDICES DU VOLUME DES IMPORTATIONS ALIMENTAIRES EN AMÉRIQUE LATINE, EN AFRIQUE ET AU PROCHE-ORIENT

RÉGIONS	Moyenne 1948-50	1951	1952
..... 1934-38 = 100			
Amérique latine.	150	173	170
Afrique.	122	149	146
Proche-Orient.	189	258	237

En Amérique latine, l'accroissement des importations alimentaires s'est accompagné d'un fléchissement des exportations alimentaires, que l'on a pu constater avant même la forte contraction provoquée en 1952 par les mauvaises récoltes argentines. En Afrique, l'accroissement des importations alimentaires a pratiquement compensé l'augmentation des exportations alimentaires, si bien que la position d'ensemble est restée inchangée. Au Proche-Orient, les importations ont augmenté plus fortement que les exportations alimentaires n'ont repris. Pour l'ensemble de ces trois régions, les exportations brutes de denrées alimentaires n'ont baissé que de 13 pour cent de 1934-38 à 1950-52; en revanche, par suite de l'augmentation des importations, les exportations nettes vers d'autres régions ont diminué d'environ 40 pour cent.

Les diagrammes des exportations et des importations nettes (graphique 4a), qui ont été

GRAPHIQUE 4 (c) - BOISSONS ET TABAC



Le solde net du commerce extérieur (diagrammes iii) est, dans chaque cas, la différence entre exportations brutes (diagrammes i) et importations brutes (diagrammes ii).

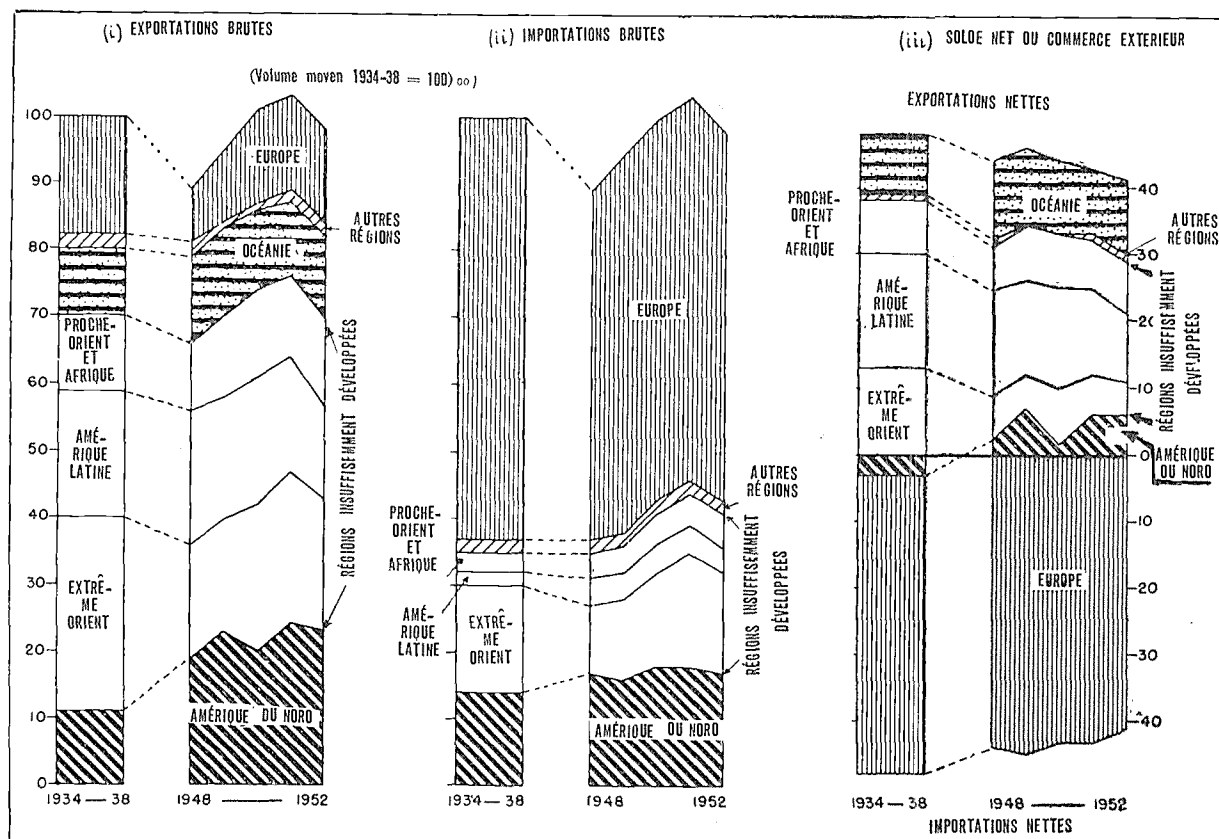
établis sans tenir compte des échanges intra-régionaux de l'Europe, de l'Extrême-Orient et d'autres régions, montrent très clairement les modifications intervenues dans la structure des échanges internationaux de produits alimentaires. Ces échanges nets entre les régions représentent un peu plus de 40 pour cent du commerce international de produits alimentaires.

Avant la guerre, les régions insuffisamment développées (Amérique latine, Extrême-Orient, Proche-Orient et Afrique) fournissaient environ les trois quarts des échanges inter-régionaux nets; le dernier quart provenait de l'Océanie et, pour une petite part, de l'U.R.S.S. Aujourd'hui, le volume

des échanges inter-régionaux nets de denrées alimentaires est à peu près le même qu'avant la guerre et la place occupée par l'Océanie et l'U.R.S.S. n'a pas sensiblement varié. Mais les régions insuffisamment développées figurent non plus pour les trois quarts mais pour le quart seulement dans ces échanges. La moitié des expéditions provient maintenant de l'Amérique du Nord, région dont les importations et les exportations de denrées alimentaires s'équilibraient en 1934-38.

En ce qui concerne les fibres naturelles et le caoutchouc (graphique 4b), la tendance des échanges internationaux diffère sous deux aspects importants de celle qu'on a observée dans le domaine

GRAFIQUE 4 (d) - TOUS PRODUITS AGRICOLES



Le solde net du commerce extérieur (diagrammes iii) est, dans chaque cas, la différence entre exportations brutes (diagrammes i) et importations brutes (diagrammes ii).

alimentaire. En premier lieu, les régions peu développées sont restées exportatrices nettes depuis la guerre ; les progrès de l'industrialisation y ont bien entraîné un accroissement de la consommation de produits tels que le coton et le caoutchouc, mais ce facteur n'a pas encore exercé une influence décisive sur les échanges internationaux et les exportations ont toujours augmenté en proportion de la demande mondiale. Il y a même eu à certaines époques des excédents assez importants de certains de ces produits. En second lieu, contrairement à ce qui s'est passé pour les denrées alimentaires, l'Amérique du Nord, loin de devenir exportatrice nette de matières premières, a accru ses importations nettes (laine et caoutchouc, principalement). Cette situation semble devoir persister, bien que l'on puisse s'attendre, avec la fin des opérations de stockage, à voir baisser légèrement le niveau des importations nord-américaines. Cette tendance dans le secteur des matières premières compense donc, jusqu'à un certain point, celle qu'ont les modifications intervenues dans la structure des échanges de produits alimentaires à aggraver le déséquilibre

de la balance des paiements entre l'Amérique du Nord et le reste du monde.

Pour ce qui est des boissons et du tabac, les exportations nettes des régions peu développées ont également eu plutôt tendance à augmenter qu'à diminuer et les importations nettes de l'Amérique du Nord ont été sensiblement plus fortes depuis la guerre qu'en 1934-38. Là encore, la situation a donc, d'une manière générale, évolué dans un sens favorable à la balance mondiale des paiements en dollars (graphique 4e).

La structure actuelle des échanges mondiaux de produits agricoles (graphique 4d) est donc la résultante nette de tendances opposées qui se manifestent dans les échanges de produits alimentaires d'une part et dans les échanges de boissons, tabac et matières premières agricoles d'autre part. L'une des conséquences de cette situation est que la part de l'Europe dans les importations mondiales a eu tendance à se restreindre, tandis qu'augmentaient les importations de produits alimentaires dans les régions peu développées et de produits non alimentaires en Amérique du Nord. Néanmoins, les importations brutes de l'Eu-

rope représentent encore plus de 40 pour cent du volume mondial des échanges de produits agricoles.

Sil'on compare les moyennes 1934-38 et 1950-52, on constate que les exportations nettes de produits agricoles des quatre régions insuffisamment développées ont baissé dans une proportion qui représente environ 12 pour cent du volume total des exportations mondiales—lequel a été sensiblement le même au cours des deux périodes envisagées. Pendant ce temps, le volume des exportations agricoles de l'Amérique du Nord a doublé et ses exportations de denrées alimentaires ont augmenté dans de bien plus fortes proportions que ses importations de boissons et de matières premières. La différence nette dans le volume des échanges de l'Amérique du Nord équivaut à peu près à 8 pour cent du volume total des exportations agricoles mondiales. La légère augmentation des exportations nettes de l'Océanie, d'une part, et, d'autre part, la diminution des importations nettes de l'Europe expliquent la différence de 4 pour cent entre les deux chiffres indiqués ci-dessus (12 et 8 pour cent).

Rapport des échanges

Les modifications du volume des exportations et des importations de produits agricoles de l'Amérique du Nord apparaissent moins nettement du fait que, depuis la guerre, les prix des produits agricoles qu'importe cette région ont augmenté beaucoup plus que ceux des produits qu'elle exporte. Le tableau 10 concerne les Etats-Unis, mais les indices ne seraient pas très différents pour l'ensemble de l'Amérique du Nord.

TABLEAU 10. — NOMBRES-INDICES DE LA VALEUR UNITAIRE ¹ DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS AGRICOLES DES ETATS-UNIS

RUBRIQUES	1950	1951	1952
	1934-38 = 100		
A. Valeur unitaire des exportations agricoles . .	244	289	275
B. Valeur unitaire des importations agricoles. .	312	418	356
Rapport B/A.	128	145	129

¹ Indice de la valeur des échanges divisé par indice du volume.

Ainsi, au cours de ces trois dernières années, le rapport des échanges en ce qui concerne les produits agricoles a évolué en faveur des impor-

tations de l'Amérique du Nord, qui ont gagné de 30 à 40 pour cent sur ses exportations. Ce phénomène a si largement compensé la tendance contraire observée dans le volume des échanges que, du point de vue de la valeur, l'Amérique du Nord demeure pour une faible part importatrice nette de produits agricoles. Aussi longtemps que le rapport des prix se maintiendra ainsi, les effets de l'augmentation des exportations alimentaires de l'Amérique du Nord sur la balance totale des paiements courants se trouveront dans une large mesure annulés. Bien entendu, les pays seront diversement affectés selon qu'ils se trouvent à l'égard de l'Amérique du Nord dans la situation de fournisseurs ou d'acheteurs.

Le rapport des échanges entre produits agricoles et articles manufacturés est un autre facteur qui influe sur la balance des paiements. Une étude publiée par le Département des affaires économiques des Nations Unies¹ montre que, de 1880 environ et jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, le rapport des échanges entre produits primaires et articles manufacturés n'a cessé d'évoluer en faveur de ceux-ci. Avec le brusque renversement de la tendance en faveur des produits primaires, le rapport des échanges en ce qui concerne le Royaume-Uni, pays typiquement exportateur de produits industriels, est revenu à peu près au niveau de 1913. Pour les Etats-Unis, il a subi des modifications plus profondes, car les produits pour lesquels la hausse des prix a été plus forte constituent une part plus importante des produits primaires que ce pays importe et on se souciait moins de stabiliser la valeur des importations, par des contrats à long terme par exemple. Aujourd'hui, le rapport des échanges tout en étant moins favorable aux produits primaires qu'en 1951, époque où le sommet de la courbe avait été atteint, l'est toutefois davantage qu'avant la guerre.

Dans l'ensemble, le rapport des échanges pour les produits alimentaires a évolué dans le même sens que pour les produits primaires². Il est impossible de savoir si la tendance à long terme en faveur des articles manufacturés reprendra son cours ou si, après le mouvement contraire qui

¹ Nations Unies, Département des affaires économiques, *Relative prices of Exports and Imports of Under-developed Countries*. Décembre 1949, New York, p. 22.

² Voir, par exemple, W. Arthur Lewis, « World Production, Prices and Trade 1870-1960 », *The Manchester School of Economic and Social Studies*. Mai 1952, Manchester.

s'est manifesté dans l'après-guerre, la situation se trouve modifiée de façon plus permanente. L'accroissement des besoins alimentaires et la contraction des exportations alimentaires dans les régions insuffisamment développées feraient plutôt pencher pour la seconde hypothèse, tout au moins pour ce qui est des denrées alimentaires.

On voit que la question des rapports entre les modifications de la structure des échanges de produits agricoles et la balance des paiements de tel ou tel pays ou de telle ou telle région est fort complexe et exige une analyse beaucoup plus détaillée que celles auxquelles on a pu se livrer jusqu'à présent. Il est toutefois évident que, indépendamment du fait que la tendance des échanges de produits agricoles non alimentaires et les modifications du rapport des échanges agissent comme contrepoids, le rôle de plus en plus important de l'Amérique du Nord comme fournisseur de produits alimentaires n'a pas manqué d'influer fortement sur la balance des paiements de nombreux pays. A eux seuls, les produits alimentaires représentent 20 à 25 pour cent du total des échanges mondiaux; la proportion est d'environ 40 pour cent pour les produits agricoles en général. Aussi, toute modification importante dans ce large secteur du commerce mondial a-t-elle une portée générale.

Comparaison avec la situation après la première guerre mondiale

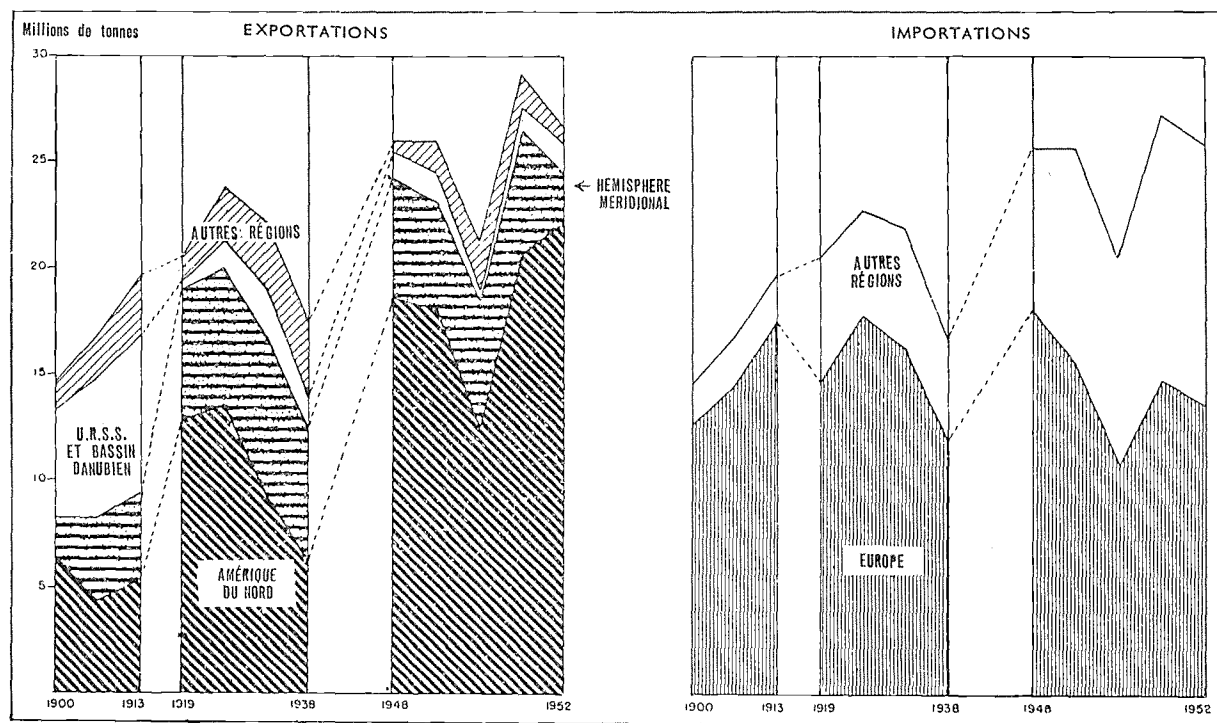
Il est intéressant d'établir un parallèle entre les modifications intervenues récemment dans la structure des échanges internationaux de produits alimentaires et celles qui avaient suivi la première guerre mondiale. Alors, comme aujourd'hui, les pays importateurs étaient devenus beaucoup plus étroitement tributaires de l'Amérique du Nord pour leurs approvisionnements alimentaires (en céréales notamment), les céréales en provenance de l'U.R.S.S. et des pays danubiens faisant défaut. De même, la région des Antilles jouait un rôle de plus en plus important dans l'approvisionnement en sucre, car l'Europe orientale avait virtuellement cessé d'exporter. Bien que les exportations de ces fournisseurs traditionnels n'aient à aucun moment retrouvé toute leur ampleur primitive entre les deux guerres, l'hémisphère occidental s'est vu peu à peu évincer par l'hémisphère

sud (pour les exportations de céréales) et par l'Extrême-Orient (pour celles de sucre), sans compter que la production européenne augmentait; en 1934-38, les exportations de l'hémisphère occidental étaient plus faibles qu'elles ne l'ont jamais été au cours de ce siècle. La sécheresse qui a sévi en Amérique du Nord vers 1935 a contribué à accentuer cette tendance, mais ne suffit pas à l'expliquer entièrement (graphique 5).

Le relèvement agricole en Europe a déjà permis de ramener les importations (de céréales par exemple) au niveau peu élevé de 1934-38, en dépit de l'accroissement démographique; mais la situation comporte un élément nouveau: c'est que l'Europe a cessé d'être pratiquement la seule région importatrice de denrées alimentaires et que si la demande a fléchi en Europe, elle a par contre augmenté dans d'autres régions. Malgré des contractions marquées en 1949/50 et en 1952/53, la demande de produits en provenance de l'Amérique du Nord est donc restée forte. En outre, il semble que les exportations nettes de denrées alimentaires ont diminué ou cessé complètement sur une étendue plus vaste qu'après la première guerre mondiale.

Dans les régions peu développées, l'accroissement des importations de denrées alimentaires et le fléchissement des exportations nettes résultent parfois, pour une large part, de désordres intérieurs et des suites de la guerre (c'est le cas, par exemple, en Birmanie). Cependant, d'une manière générale, ces phénomènes traduisent une évolution normale: accroissement démographique et aspiration à des niveaux de vie plus élevés, cette dernière étant soutenue par l'industrialisation progressive et le développement dans d'autres secteurs non agricoles. Si les régions insuffisamment développées ne parviennent pas à couvrir leurs besoins alimentaires en augmentant leur propre production, il semble probable que leur développement économique général risque de se trouver retardé, soit parce que leurs recettes en devises étrangères diminueront, soit parce que ces devises rares continueront à servir beaucoup plus à des importations alimentaires qu'à l'achat de biens de production nécessaires au développement économique. Par ailleurs, le fait pour les pays européens de dépendre toujours plus étroitement de l'Amérique du Nord pour leurs importations alimentaires ne peut qu'avoir des répercussions profondes sur la situation de la balance des paiements.

GRAPHIQUE 5 - ÉVOLUTION DU COMMERCE INTERNATIONAL DU BLÉ



LA SITUATION ÉCONOMIQUE MONDIALE EN 1952/53 ET LA DEMANDE DE PRODUITS AGRICOLES³

Le niveau général de l'activité économique détermine pour une très large part la demande de produits alimentaires et en particulier de matières premières d'origine agricole. En 1952/53, la production industrielle mondiale a augmenté d'environ 4 pour cent et le pouvoir d'achat du consommateur est resté à un niveau élevé. L'année a été marquée par divers événements d'ordre économique, dont voici les principaux : les effets des vagues d'achats massifs survenus à la fin de 1950 et au début de 1951 ont cessé de se faire sentir ; les pressions inflationnistes se sont affaiblies ; de nombreuses mesures prises par les gouvernements pour lutter directement contre l'inflation se sont relâchées surtout en Amérique du Nord et en Europe occidentale ; enfin, la concurrence a joué

de plus en plus librement sur les marchés internationaux. Nombre de pays ont appliqué des mesures plus classiques pour lutter contre l'inflation, en élevant le taux de l'intérêt.

Activité économique et emploi

Aux Etats-Unis, l'indice de la production industrielle n'a cessé d'augmenter de juillet 1952 à mars 1953 et, jusqu'à la fin de juin, il s'est maintenu à peu près à ce niveau, le plus élevé de l'après-guerre. Le chômage a été exceptionnellement faible. Le produit national brut et le revenu individuel ont également enregistré une augmentation, et dépassaient de 7 pour cent environ, au cours du deuxième trimestre de 1953, le niveau de l'année précédente. Les prix étant restés stables, il s'agit en fait d'une augmentation correspondante du revenu réel. L'augmentation du revenu disponible a eu comme conséquence un accroissement des dépenses de consommation et des ventes au détail. La prospérité continue constatée aux Etats-Unis est soutenue par des dépenses plus élevées au titre de la défense nationale, par le rythme, qui continue à être rapide de la construction d'habitations privées et par des dépenses de plus en plus fortes consacrées à l'achat de nou-

³ Pour rédiger cette étude, on a puisé largement dans les rapports suivants publiés par les Nations Unies et leurs diverses commissions économiques : *Les conditions économiques au Moyen-Orient, 1951-52. Etude économique sur l'Asie et l'Extrême-Orient, 1952. Economic Survey of Latin America, 1951-52. Rapport sur l'économie mondiale, 1951-52.*

velles installations et d'équipement, d'automobiles et autres biens de consommation durables.

En Canada, les affaires sont encore plus prospères. En 1952, le produit national brut a été supérieur de 7 pour cent à celui de 1951 et il continue à progresser. Un taux d'emploi qui constitue un nouveau record pour l'après-guerre, des prix en baisse, un revenu réel plus élevé et des ventes au détail plus considérables, autant d'indices de prospérité sans inflation. Quoique les dépenses consacrées à la défense nationale contribuent, cette prospérité se fonde essentiellement sur des investissements très élevés de capitaux, sur le développement rapide de l'industrie et des mines et sur des exportations de produits agricoles et industriels qui, malgré une diminution récente, sont très forts.

En Europe (non comprise l'Europe orientale) la production industrielle a légèrement augmenté en 1952 par rapport à 1951 ; mais cette augmentation a été due uniquement à un accroissement de la production en France et en Allemagne occidentale ; dans la plupart des autres pays, y compris le Royaume-Uni, on a constaté un léger déclin. L'augmentation enregistrée en Allemagne occidentale ne constitue que l'un des nombreux indices d'une reprise économique générale, qui se manifeste également dans le commerce extérieur et dans la balance des paiements. En France, où la situation est plus précaire, la production industrielle a diminué pendant le deuxième semestre de 1952. Cependant, l'économie de l'Europe occidentale s'est améliorée au cours des cinq premiers mois de l'année 1953 ; par suite surtout d'une progression constante observée en Allemagne occidentale et d'une évolution plus favorable au Royaume-Uni, la production industrielle a été de 3,5 pour cent supérieure à la moyenne de 1952.

L'expansion industrielle s'est poursuivie en Union soviétique et dans les pays de l'Europe orientale ; mais le pourcentage d'augmentation a été le plus faible qu'on ait enregistré depuis la guerre. Dans cette région, on persiste à s'attacher à l'industrie lourde plutôt qu'à l'industrie légère ; il faut cependant noter que certaines modifications de cette politique ont été annoncées récemment.

Dans les principaux pays d'Amérique latine, à l'exception de l'Argentine, la production industrielle a, au total, été un peu plus élevée en 1952 qu'au cours de l'année précédente, bien que l'on ait noté un certain déclin dans la production des biens de consommation. L'écoulement difficile d'excédents exportables de produits agricoles et la forte diminution de la production agricole en Ar-

gentine, qui ont obligé plusieurs pays d'Amérique latine à importer du blé de la zone dollar, ont provoqué la mise en vigueur de sévères restrictions à l'importation ainsi que de mesures de déflation et de modifications dans le système des taux de change. L'insistance que l'on avait mise à industrialiser cette région s'est atténuée et on s'est attaché davantage à développer l'agriculture. La meilleure récolte de blé en Argentine en 1952/53 et le relèvement des prix de la laine ne se sont pas encore traduits par une amélioration marquée de la situation économique. On n'est pas encore parvenu à vaincre complètement l'inflation en Amérique latine, plusieurs républiques font cependant de sérieux efforts pour redresser une situation financière critique. C'est ainsi que le Brésil a levé le contrôle des changes pour un nombre limité de transactions commerciales, de manière à ajuster les prix élevés qui avaient provoqué une diminution des exportations de certains produits ; ce pays a en même temps négocié un emprunt assez important auprès de l'Export-Import Bank of Washington afin de liquider les arriérés de paiements dus à des fournisseurs étrangers. La forte hausse du coût de la vie constatée dans certains pays d'Amérique latine semble, pour une large part, résulter d'un accroissement de la demande de produits alimentaires par rapport aux disponibilités.

Dans les pays d'Extrême-Orient qui sont surtout tributaires de l'exportation de produits primaires, exception faite du riz, la situation économique a empiré en 1952/53 par suite de la baisse des prix et de la tendance défavorable du rapport des échanges. Dans cette région, la production industrielle a continué à se développer, ce qui a provoqué un renforcement de la demande de produits alimentaires ; mais les pressions inflationnistes ont été combattues efficacement dans la plupart des pays. Si le Japon a vu diminuer la demande à l'exportation des textiles, par contre les achats de biens et services que les Etats-Unis ont effectué dans ce pays par suite de la guerre de Corée, et qui ont été de l'ordre de 800.000.000 de dollars par an, ont contribué à équilibrer la balance extérieure des paiements. L'Inde également a retiré moins de profits de ses exportations de produits manufacturés de jute et de coton, mais l'accroissement de la production de fibres brutes a, dans une certaine mesure, permis de réduire les besoins en produits importés.

La situation économique de l'Australie s'est nettement améliorée pendant la campagne 1952/53 et le gouvernement a pu assouplir certaines des restrictions sévères à l'importation mises en vi-

gueur au début de 1952. La production des produits de base manufacturés, des produits des mines et de la plupart des produits agricoles a augmenté. De même, en Nouvelle-Zélande, la balance commerciale s'est améliorée du fait que les prix de la laine et les exportations, surtout de produits laitiers, ont augmenté. La balance commerciale de l'Union Sud-Africaine s'est également améliorée. Dans les régions peu développées d'Afrique, c'est dans les produits miniers que l'on note maintenant la plus forte progression, quoique les gouvernements métropolitains continuent également à appliquer des programmes de développement dans d'autres secteurs. On n'a constaté aucun changement marqué dans la situation économique de la plupart des pays du Proche-Orient. Si elle est assez bonne en Turquie, elle a souffert en Iran et en Israël.

Balance internationale des paiements

En dehors de l'Amérique du Nord, on a constaté en 1952/53 une certaine amélioration de la situation mondiale en ce qui concerne le dollar, ainsi que le montre le renversement du mouvement de l'or depuis le dernier trimestre de 1952. Cette évolution est en partie due aux restrictions imposées pendant le premier trimestre de 1952 aux importations payables en dollars. Du premier au deuxième semestre de 1952, la valeur des exportations des Etats-Unis a diminué d'environ 900.000.000 de dollars, soit d'à peu près 11 pour cent ; pendant les quatre premiers mois de 1953, elle a été inférieure d'environ 2,5 pour cent à ce qu'elle avait été pendant la même période en 1952. Les importations des Etats-Unis ont elles aussi baissé pendant le deuxième semestre de 1952, mais par la suite elles ont enregistré une reprise et au cours des quatre premiers mois de 1953, elles avaient augmenté de 3 pour cent par rapport à la même période de 1952. L'excédent des exportations des Etats-Unis sur ses importations, qui atteignait 4.700 millions de dollars en 1951/52 ne représentait, pour les dix premiers mois de 1952/53, qu'une valeur annuelle de 3.900 millions de dollars ; comme il a été financé et au delà par des crédits gouvernementaux et d'autres transferts ou subventions, il y a donc eu une sortie nette d'or et de dollars.

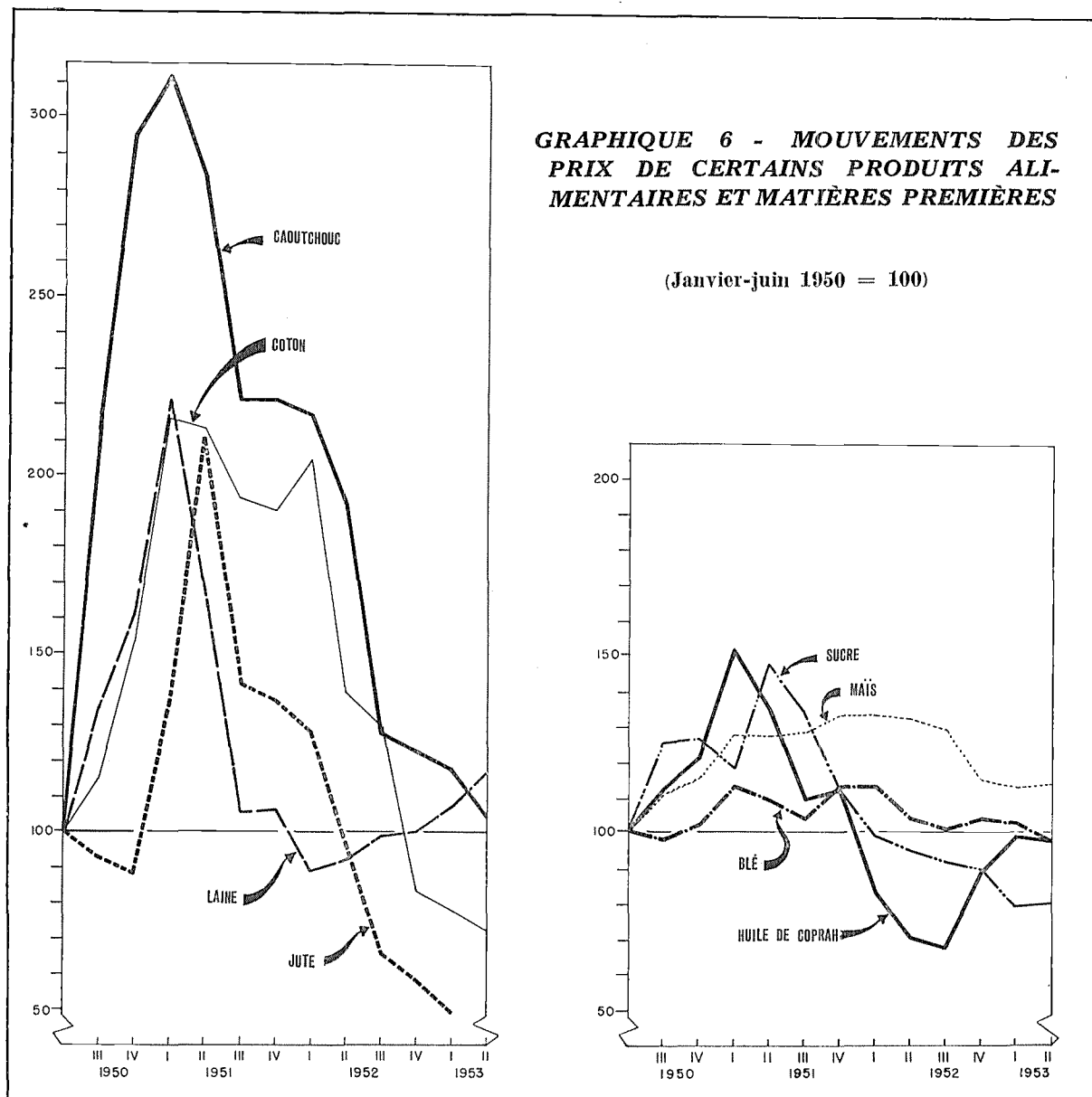
La répartition de cet or et de ces dollars n'a pas été uniforme. C'est l'Europe occidentale, et à l'intérieur de celle-ci l'Allemagne occidentale et les Pays-Bas, qui a enregistré la plus forte augmentation des réserves d'or et de dollars. Mais

celles de la France ont diminué, surtout depuis le dernier trimestre de 1952. Le Royaume-Uni et la zone sterling, qui avaient perdu beaucoup d'or en 1951/52, ont peu à peu amélioré leur situation en 1952/53. Le Canada et certains pays d'Amérique latine et d'Asie ont eux aussi augmenté leurs avoirs en dollars. Cependant, dans les régions peu développées, un grand nombre d'exportateurs de produits de base ont à nouveau éprouvé de sérieuses difficultés à équilibrer leur balance extérieure des paiements.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Si le maintien du niveau élevé de l'activité économique a eu tendance, en 1952/53, à soutenir la demande de produits agricoles, le mouvement des prix a été largement commandé par la poussée inflationniste de 1950/51 et les changements intervenus dans la situation des disponibilités. La série des modifications de prix qui a commencé après l'ouverture des hostilités en Corée avait, dans une large mesure, pris fin au premier semestre de 1953. Le *boom* initial a porté essentiellement sur les matières premières industrielles et sur les produits forestiers, dont les prix ont parfois doublé, sinon triplé, comme cela a été le cas pour le caoutchouc, dans la période de pointe au début de 1951. Ceci explique que les cours des produits précités aient subi la baisse la plus spectaculaire. Les prix des denrées alimentaires et des boissons ont été plus stables, encore que certains aient accusé une hausse de 20 à 30 pour cent et parfois davantage au plus fort du *boom*, au début de 1951 (graphique 6). Dans l'ensemble, il est probable que la tendance à la baisse des prix agricoles continuera en 1953/54.

La tendance générale à la baisse observée l'année dernière provient donc essentiellement d'une phase d'ajustement après une période de poussée inflationniste. Sauf dans le secteur des textiles — seule exception notable — qui a connu un marasme passager, il n'y a pas eu de contraction importante de la demande des consommateurs, indépendamment de la demande de stockage. L'écoulement des stocks accumulés précédemment a, toutefois, contribué à la baisse des prix. Dans le cas de certains produits, l'accroissement des disponibilités a joué dans le même sens ; la production a même parfois de beaucoup dépassé la demande, notamment en ce qui concerne le jute, le caoutchouc et le sucre. La chute verticale des prix des bovins aux Etats-Unis indique que les disponibilités ont été supérieures aux quantités



NOTES : Caoutchouc : Etats-Unis, en gros, feuilles fumées, New York.
Laine : Royaume-Uni, 64's Dominion, lavée, livrée au Royaume-Uni.
Coton : Egypte, Karnak good, Alexandrie.
Jute : Pakistan, qualité moyenne, Mymensingh.

NOTES : Huile de coprah : 3 ½ %, en vrac, à bord, c.a.f. port européen.
Sucre : Cuba, f.o.b., prix à l'exportation pour des destinations autres que les Etats-Unis (contrat N° 4).
Maïs : Etats-Unis, N° 3 jaune, comptant à Chicago.
Blé : Etats-Unis, N° 2 rouge d'hiver, comptant à Chicago.

qui pouvaient être écoulées aux prix élevés pratiqués ces dernières années. Sans l'application des mesures de soutien des prix en Amérique du Nord, d'autres produits auraient probablement subi une baisse plus forte ; par exemple, le blé, le coton, l'huile de coton, les produits laitiers, la laine et le tabac. Les stocks de ces produits détenus par la *Commodity Credit Corporation* des Etats-Unis se sont fortement accrus l'année dernière. Les stocks de certains de ces produits, notamment le blé, l'huile de coton et le tabac, représentent mainte-

nant de 15 à 40 pour cent de la moyenne annuelle de production. Dans l'ensemble du monde, les stocks de blé, de sucre, de jute et de coton ont été, à la fin de 1952/53, très supérieurs à ceux de la campagne précédente ou aux stocks de clôture de n'importe quelle campagne depuis la fin des hostilités ; les stocks mondiaux de caoutchouc sont également restés aussi abondants que ces dernières années.

Au milieu de 1953, les cours d'un grand nombre de produits agricoles s'étaient sensiblement rap-

prochés du niveau antérieur au conflit coréen. Quelques produits importants, dont les produits d'origine animale, le café et le cacao, cotaient encore 15 pour cent, ou plus, au-dessus des prix pratiqués pendant le premier semestre de 1950. En revanche, au milieu de 1953, les prix du coton, du jute, du sucre et du thé avaient baissé par rapport à la période correspondante de 1950. Toutefois, les cours d'autres produits, ceux de la laine et des oléagineux par exemple, après avoir atteint leur point le plus bas en 1952 ont accusé une nette reprise. Le prix du poisson a continué à fluctuer au-dessus du niveau antérieur au conflit coréen, bien qu'il ait peu haussé depuis 1951. Les prix des produits forestiers, surtout ceux d'origine européenne, ont été sujets à de violentes variations. La baisse de 1952 a été enrayée vers la fin de l'année et les prix se sont relativement stabilisés au cours du premier semestre de 1953 ; à la mi-1953, ils avaient nettement dépassé ceux de la mi-1950. Néanmoins, dans certains cas, les prix sont encore disproportionnés au coût actuel de production.

Les distorsions provoquées, depuis 1950, par les violentes fluctuations des prix, ont provoqué un regain d'intérêt à l'égard des accords internationaux sur les produits comme instruments de stabilisation des prix. Des réunions internationales ont porté sur le sucre, le coton et le caoutchouc ; à Paris, les discussions sur le « pool vert » ont permis d'examiner la possibilité d'organiser, en Europe occidentale, un marché unique pour certains produits agricoles. Au début de 1953, après de longues négociations, l'Accord international sur le blé a été reconduit pour une nouvelle période de trois ans, mais sans la participation du Royaume-Uni. Tels sont jusqu'ici les résultats concrets obtenus sur le plan international.

On ne dispose pas des indices des prix agricoles de la plupart des pays situés dans les régions peu développées, où les récentes fluctuations de prix ont été le plus marquées. En 1952/53, dans de nombreux pays européens, particulièrement ceux qui ont adopté un système de soutien des prix, les cours agricoles dans l'ensemble se sont maintenus ou ont légèrement haussé ; ils ont quelque peu baissé en Norvège et en Belgique, en Allemagne occidentale et aux Pays-Bas. Au Japon, où l'on applique également un vaste programme de soutien, les cours ont légèrement monté ; en Afrique du Sud, ils ont fortement haussé. En 1952/53, aux Etats-Unis et au Canada, les indices des prix agricoles ont baissé respectivement de 11 et de 10 pour cent, bien que ceux-ci soient largement soutenus, en particulier aux Etats-Unis. Dans ce

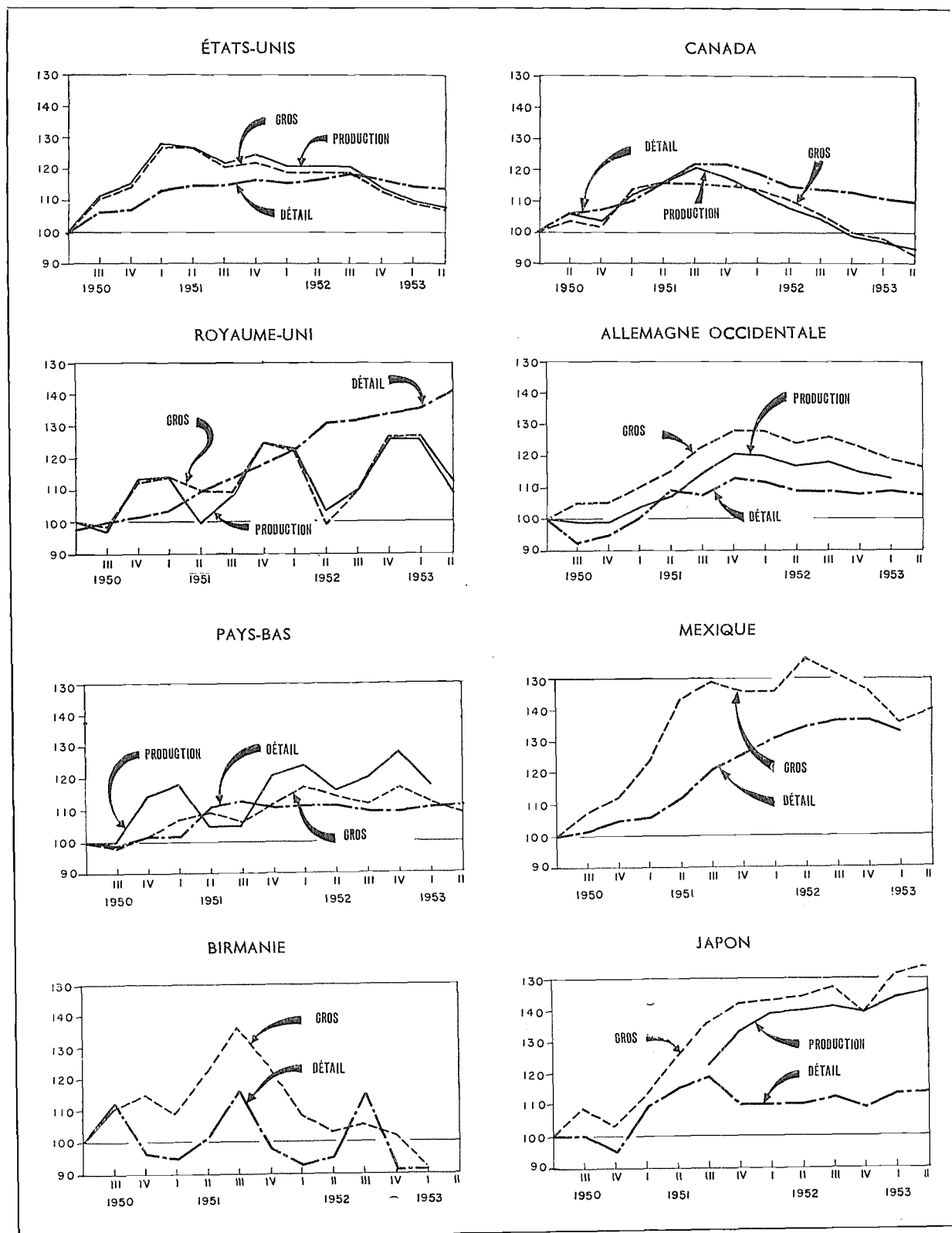
pays, la baisse la plus profonde a touché la production animale et a été surtout imputable à la chute des prix des bovins de boucherie.

La baisse des cours sur les marchés et à la production ne s'est pas entièrement répercutée sur le niveau général des prix de gros. En Amérique du Nord, malgré la chute des prix agricoles, l'ensemble des prix de gros n'a fléchi, en 1952/53, que de 2 à 3 pour cent, alors que les prix de gros des produits agricoles ont baissé d'environ 10 pour cent aux Etats-Unis et de 16 pour cent au Canada. En Europe occidentale, la baisse, tant de l'ensemble des prix de gros que des prix de gros agricoles, a été généralement de l'ordre de 5 pour cent. Le seul pays qui fasse exception est la Suède, où l'ensemble des prix de gros a fléchi, alors que les cours des produits agricoles ont augmenté, le niveau de soutien étant plus élevé que l'année précédente. Au Proche-Orient et en Extrême-Orient, les prix de gros ont été assez stables. Ainsi la baisse des cours en Inde, pendant le deuxième semestre de 1952, a été compensée depuis par une hausse. En Indonésie, la montée inflationniste des prix des denrées alimentaires a été enrayée. Les seules exceptions sont le Pakistan, l'Iran et Israël, où les prix continuent leur marche ascendante. Il en est de même pour un certain nombre de pays d'Amérique latine, où les pressions inflationnistes restent fortes. En Australie, par contre, les prix de gros sont restés stables l'année dernière, bien qu'à un niveau dépassant d'environ 50 pour cent celui antérieur au conflit coréen. Dans beaucoup de pays, les indices des prix de gros des produits agricoles sont, maintenant, plus faibles que les indices de l'ensemble des prix de gros, par rapport au premier semestre de 1950 ; l'écart est, parfois, assez important, notamment en Allemagne occidentale, en France, au Canada et en Australie.

La baisse limitée des prix de gros ne s'est guère répercutée, jusqu'ici, au stade détail, même en ce qui concerne les denrées alimentaires (graphique 7). Différents facteurs ont, en général, compensé la baisse des prix de gros : la levée du blocage des loyers, des prix et des salaires, la suppression ou la réduction des subventions de produits alimentaires, le relèvement du taux d'intérêt, etc. C'est pourquoi le coût de la vie est resté stable ou a légèrement augmenté dans la plupart des pays industriels, et a ainsi contribué à empêcher la baisse des prix des objets manufacturés finis sur le marché intérieur et à l'exportation. Dans beaucoup de pays peu industrialisés, où l'on a pu juguler l'inflation, les prix de détail ont quelque peu fléchi.

**GRAPHIQUE 7 - PRIX DES PRODUITS AGRICOLES A LA PRODUCTION ET EN GROS
ET PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES AU DÉTAIL**

(Janvier - juin 1950 = 100)



Des exceptions ont été enregistrées dans des pays aussi différents que le Canada et l'Égypte, où les prix alimentaires de détail ont diminué respectivement de 10 et de 14 pour cent depuis le début de 1952 ; cette baisse est due à celle des prix de gros alimentaires et, dans le cas de l'Égypte, aux mesures énergiques prises par le gouvernement vers la fin de 1952 pour faire baisser le coût des denrées alimentaires. En revanche, des hausses ont été enregistrées dans des pays comme l'Inde et le Royaume-Uni, par suite de la réduction des subventions pour les denrées alimentaires. Au Pakistan, le prix de détail des denrées alimentaires a monté, l'année dernière, de plus de 10 pour cent, à cause des pénuries dues à la sécheresse. Des pénuries alimentaires passagères, du moins par rapport au volume de la demande, ont également contribué à la hausse dans certains pays latino-américains, tels que le Brésil et l'Argentine, où les prix de détail des produits alimentaires ont

augmenté plus rapidement que le coût général de la vie.

L'évolution récente a donc en tendance à désavantager le producteur agricole. Celui-ci, quoique dans une mesure moindre que les consommateurs urbains, est sensible au niveau général des prix de gros et de détail, et si la stabilité relative de ces prix que l'on constate dans la plupart des pays s'accompagne d'une tendance à la baisse des prix agricoles, sa situation s'aggrave. Le rapport entre le prix des produits qu'il vend et le prix des biens qu'il doit acheter pour assurer la marche de son exploitation est encore plus important pour le revenu net de l'agriculteur. Rares sont les pays qui publient des données sur ce rapport ; dans la plupart de ceux qui fournissent des renseignements, il est clair que ce rapport a baissé, bien que, dans certains cas, il soit plus favorable aux agriculteurs qu'avant la guerre (tableau II).

TABLEAU II. — RAPPORT PRIX DES PRODUITS VENDUS/PRIX DES BIENS ACHETÉS PAR LES PRODUCTEURS AGRICOLES DE CERTAINS PAYS, PAR TRIMESTRE

PAYS	1950		1951				1952				1953	
	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II
	<i>Janvier-juin 1950 = 100</i>											
Canada	105	...	105	104	105	...	101	94	91	...	90	84
Etats-Unis	107	109	115	112	107	109	105	104	106	101	97	96
Belgique	93	96	98	95	94	97	102	102	95	92	86	90
Allemagne occidentale	98	94	92	91	93	93	93	90	91	88	86	...
Pays-Bas	98	108	105	91	89	102	98	92	96	99	93	...
Norvège	91	91	91	88	88	90	94	89	94	90	88	81
Suisse	102	103	98	97	96	96	94	95	95	95	95	95
Inde (Assam)	...	...	...	...	122	112	92	91	90	...	...	...
Japon	...	...	...	...	97	101	104	105	108	107	109	110

... Chiffres non disponibles.

REVENUS ET INVESTISSEMENTS AGRICOLES

Dans les pays très développés, la situation économique des agriculteurs est, en général, restée satisfaisante en 1952/53, l'essor de la production ayant tendu à compenser l'altération des rapports de prix signalés dans le chapitre précédent. Leur revenu en espèces et le coût de la vie n'ont pas varié sensiblement depuis 1951/52. Par rapport à l'avant-guerre et à l'après-guerre immédiat, les exploitants travaillent de manière plus efficace, ils ont augmenté leurs biens de production et, en général, leur situation économique s'est renforcée.

En 1952, le revenu agricole net aux Etats-Unis,

qui a été d'environ 14.700 millions de dollars, a fléchi de 6 pour cent par rapport à 1951 ; il pourrait encore diminuer de 6 à 7 pour cent en 1953, la baisse des prix payés aux agriculteurs n'étant pas entièrement compensée par la compression du coût de production. Dans ce cas, on a estimé que le pouvoir d'achat du revenu agricole tomberait au niveau de 1950, le plus faible depuis la guerre ; il resterait néanmoins supérieur de 30 pour cent à celui d'avant-guerre.

An Canada, la situation est analogue. Le revenu agricole net a atteint en 1951 le chiffre record de 2.118 millions de dollars canadiens et a baissé de 11 pour cent en 1952, tout en restant supérieur de 35 pour cent au niveau de 1950. Le pouvoir

d'achat du revenu agricole a également fléchi par rapport à 1951, mais est demeuré sensiblement plus élevé qu'en 1941.

En ce qui concerne les biens de production, les agriculteurs des Etats-Unis ont dépensé annuellement en 1951 et 1952 près de 6.000 millions de dollars en achat d'équipement agricole et en travaux de construction, soit environ 10 pour cent du total des dépenses d'investissement aux Etats-Unis.

Tant au Canada qu'aux Etats-Unis, mais surtout dans ce dernier pays, on a davantage fait appel aux mesures de soutien des prix, car ceux-ci tendaient à baisser. Aux Etats-Unis, le rapport de parité a baissé de façon continue au cours de l'année dernière, et il était de 94 en juin 1953 contre 103 l'année précédente.

En Océanie, le revenu agricole net en 1952/53 s'est sensiblement amélioré par rapport à 1951/52, en grande partie du fait de l'augmentation de la production et des prix. Quoique les prix payés aux exploitants aient légèrement haussé, il ne semble pas que dans l'ensemble de l'année, le rapport prix de revient/prix de vente ait nettement évolué dans un sens favorable aux exploitants, ce fait étant surtout imputable à un ajustement des salaires. Néanmoins, la vente à de meilleurs prix du supplément de production a suffi à procurer le revenu net le plus élevé qui ait été atteint, exception faite de 1950/51, campagne durant laquelle ce dernier était monté sous l'effet des hauts prix de la laine consécutifs au boom coréen.

En Europe occidentale, l'agriculture connaît depuis peu une grande stabilité. Si la campagne 1952/53 ne semble pas avoir été particulièrement favorable aux agriculteurs, leur revenu réel n'a pas, de façon générale, fléchi sérieusement. En Allemagne occidentale, les prix des produits d'origine animale ont tendu à baisser ; par contre, le coût des salaires, des engrais et de l'outillage a légèrement augmenté (l'indice des prix des biens nécessaires à l'agriculture, à la fin de 1952, était d'environ 3 pour cent plus élevé qu'un an auparavant). Cette altération du rapport des prix a été en partie compensée par l'essor de la production. De plus, le coût de la vie ayant baissé, le revenu réel agricole s'est maintenu. De même, en France, en Italie et en Suisse, il est probable que l'équilibre entre la production, les prix agricoles et le coût de production ne modifiera pas sensiblement le revenu réel des exploitants. Aux Pays-Bas, au Danemark et en Norvège, le coût de production paraît un peu plus élevé que les prix de vente ; il semble que ce soit le contraire en Suède. En Europe occidentale, les investissements agricoles se

sont maintenus à un niveau assez élevé ; on a enregistré en particulier un fort développement de la mécanisation. Entre 1950 et 1952, le parc de tracteurs s'est accru de 15 pour cent en Suède (pays déjà fortement mécanisé), de 20 à 30 pour cent aux Pays-Bas et en Suisse, d'environ 40 pour cent en France, en Belgique et en Allemagne occidentale, et enfin de 90 pour cent au Danemark.

Au Royaume-Uni, la situation économique de l'exploitant s'est considérablement améliorée. Entre 1938 et 1952, le revenu net, en partie du fait d'un accroissement de la production, a presque doublé, compte tenu de la hausse générale du niveau des prix. Le revenu net en 1952/53 aura probablement été égal ou légèrement inférieur à celui de 1951/52. Les investissements agricoles ont été considérables surtout en ce qui concerne la mécanisation ; en 1952, le parc de tracteurs a atteint 387.000 unités contre 348.000 en 1950 et 55.000 avant la guerre.

Au Japon, la nette amélioration du revenu agricole en 1951/52 ne s'est pas poursuivie en 1952/53. L'augmentation des dépenses courantes des agriculteurs et du coût de la vie en général a plus qu'annulé l'accroissement des recettes globales. Toutefois, les revenus des exploitants provenant de sources non agricoles se sont accrus, améliorant quelque peu leur situation économique générale. Les conditions d'existence de la population rurale, qui avaient progressé en 1950/51 et 1951/52, se sont maintenues en 1952/53. L'écart considérable qui séparait avant la guerre le niveau de vie des villes de celui des campagnes est maintenant largement comblé, ce dernier s'étant amélioré, tandis que le niveau de la consommation urbaine reste d'environ 30 pour cent inférieur à celui d'avant-guerre.

On ne possède que des renseignements fragmentaires sur les revenus agricoles dans d'autres régions ; à vrai dire, la notion de « revenu agricole net », telle qu'on l'applique lorsque l'essentiel de la production est dirigé sur le marché, perd beaucoup de sa signification lorsqu'il s'agit surtout d'une agriculture familiale. Dans ce cas, même la faible part de la production qui est mise sur le marché et de la consommation qui est fournie par ce dernier a été affectée par la tendance à la baisse des prix de la plupart des produits et par les prix relativement plus élevés d'un grand nombre d'articles manufacturés.

La même observation s'applique aux petits pêcheurs. Toutefois, leur situation économique s'est améliorée dans une certaine mesure grâce au développement de la mécanisation, à l'apport d'autres innovations dans le domaine technique

et aux nouvelles possibilités de ventes consécutives à l'industrialisation.

Une des principales difficultés que rencontre l'expansion agricole dans les régions peu développées est la pénurie de capitaux, difficulté qu'accroît encore la priorité récemment donnée à l'industrialisation. Ainsi l'étude *Economic Survey of Latin America 1951-52*, signale que « ... en général peu de capitaux ont été investis dans l'agriculture... L'essor de celle-ci a été lent par rapport à celui de l'industrie, ce qui a créé des difficultés pour l'exportation ... et la consommation intérieure⁴ ». En fait, en Amérique latine, la production industrielle a augmenté à un rythme annuel de 7,7 pour cent de 1946 à 1952, contre 2,5 pour cent pour l'agriculture. Les produits agricoles constituent près de la moitié des exportations de l'Amérique latine, lesquelles, selon l'étude, sont étroitement liées au taux d'investissement. On est donc en présence d'un cercle vicieux : l'insuffisance des investissements agricoles réduit les exportations et, partant, les ressources en devises étrangères et la capacité globale d'investissement ; la réduction de cette dernière empêche à son tour d'effectuer les investissements agricoles nécessaires. Cette constatation ne s'applique pas seulement à l'Amérique latine, mais aussi à d'autres régions insuffisamment développées.

On a cependant enregistré récemment un renversement de cette tendance. En Amérique latine, il convient de noter que le Mexique et l'Argentine, notamment, mettent l'accent de façon croissante sur l'agriculture. Dans le Proche-Orient, la Turquie fournit un exemple remarquable de développement agricole, lequel commence à porter ses fruits. On trouve également en Extrême-Orient des exemples saisissants de l'attention croissante que l'on accorde à l'agriculture ; c'est ainsi que les programmes de développement de l'Inde, du Pakistan et de Ceylan consacrent à l'agriculture une grande partie des disponibilités financières. Dans cette région en particulier, les fonds publics sont utilisés de façon croissante afin de remédier au manque de capital privé pour les investissements agricoles, qui est dû tant à la pénurie générale de capitaux qu'à la possibilité d'investissements plus rentables dans d'autres secteurs. On utilise les deniers publics, d'une part pour la mise en œuvre de vastes programmes comportant notamment des travaux d'irrigation et l'importation d'outillage pour la mise en valeur des terres et, d'autre part,

pour l'exécution de projets de moindre envergure, destinés, par exemple, à encourager les plans visant à promouvoir les efforts personnels et le développement communautaire. Les fonds publics servent enfin à créer ou renforcer les institutions publiques de financement qui ont pour but d'atténuer la difficulté traditionnelle des petits exploitants à se procurer du crédit.

Dans la plupart des pays, il n'existe que peu de données statistiques sur le crédit agricole. La FAO, comme l'y avait invité la Conférence à sa sixième session, a envoyé, en 1952, un questionnaire afin d'obtenir des renseignements sur les sommes déboursées et restant à verser dans le cadre du crédit agricole et sur le type des institutions de crédit. Les réponses actuellement parvenues ne permettent pas encore de dresser un tableau statistique. Toutefois, les données disponibles montrent que malgré les progrès réalisés, les facilités de crédit et l'octroi de crédit à long terme sont insuffisants dans beaucoup de pays, surtout pour les petits exploitants.

En plus des investissements effectués directement par l'Etat, certains pays se sont efforcés d'accroître les investissements agricoles privés. Le Mexique, par exemple, a libéré des fonds bloqués dans des banques commerciales, en vue de leur investissement dans l'agriculture.

La pénurie aiguë de capitaux dans les pays peu développés a naturellement amené ces derniers à rechercher activement des capitaux étrangers pour les investir tant dans l'agriculture que dans d'autres secteurs de l'économie. Jusqu'à présent, toutefois, l'afflux de ces capitaux destinés directement à l'agriculture a été assez faible, quoique l'on attende des montants plus importants, par exemple, pour les secteurs des transports et de l'énergie, lesquels apportent une aide indirecte à l'agriculture.

Investissements privés étrangers

En ce qui concerne le secteur privé, les Etats-Unis ont effectué en 1951, année la plus récente pour laquelle on dispose de données, des investissements et réinvestissements directs dans l'agriculture de pays étrangers s'élevant à 40.000.000 de dollars. Le total des investissements privés des Etats-Unis dans l'agriculture étrangère s'élevaient, à la fin de l'année, à 694.000.000 de dollars. Ces capitaux ont été placés dans des secteurs très limités. Plus de 80 pour cent ont été investis en Amérique latine, principalement dans les entreprises sucrières et fruitières ; environ 45 pour cent

⁴ Nations Unies, *Economic Survey of Latin America 1951-52*, Document ECOSOC E/CN.12/291, New York, février 1953.

ont été consacrés à la seule production sucrière cubaine. Il est intéressant de noter qu'à l'heure actuelle, les nouveaux investissements nets effectués dans l'agriculture des Etats-Unis (déduction faite du coût d'amortissement et d'entretien) sont de l'ordre de 1.500 millions de dollars par an.

On sait que les investissements privés du Royaume-Uni dans les pays d'outre-mer ont fortement baissé depuis l'avant-guerre ; en 1950, année la plus récente pour laquelle on dispose de renseignements officiels, ils ont été de 40 pour cent inférieurs à ceux de 1938. Il est impossible de déterminer quelle était la part destinée à l'agriculture ; toutefois, les seuls investissements agricoles donnés par le détail du montant des capitaux placés sous forme d'actions et de prêts, et qui s'élève à 1.235 millions de livres pour les sociétés britanniques enregistrées au Royaume-Uni et à l'étranger, se décomposent comme suit : caoutchouc : 77.800.000 livres, thé et café : 40.900.000 livres. La *Commonwealth Finance Company*, créée après la Conférence économique du Commonwealth de décembre 1952, a l'intention de mobiliser les capitaux privés pour la production primaire ; le montant des prêts a toutefois été limité à 30.000.000 de livres, chiffre qui ne permettra pas de financer le développement agricole sur une grande échelle.

Les seuls autres pays qui exportent des capitaux privés, exception faite de ceux qui effectuent des investissements dans les territoires non autonomes, sont le Canada (qui investit surtout aux Etats-Unis) et la Suisse qui, en 1952, n'a rien investi directement dans l'agriculture, sur un total de prêts à l'étranger d'environ 60.000.000 de dollars. Aussi est-il clair que le total des capitaux étrangers privés de toutes sources placés dans l'agriculture a été quasi insignifiant eu égard aux besoins globaux.

Investissements publics étrangers

Depuis la guerre, l'essentiel des investissements à l'étranger a été effectué par des institutions publiques, dont la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et l'Import-Export Bank of Washington sont parmi les plus importantes.

Quoique le montant total des prêts consentis ait été plus réduit au cours de la deuxième période indiquée dans le tableau 12, le pourcentage d'aide directe à l'agriculture a légèrement augmenté. L'Inde a reçu de loin la part la plus forte de ces prêts, soit 19.500.000 dollars, pour effectuer des travaux d'irrigation et d'hydraulique fluviale et

TABLEAU 12. — BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT : PRÊTS CONSENTIS JUSQU'EN MAI 1953

NATURE DES PRÊTS	Novembre 1951 à juillet 1952	Juillet 1952 à mai 1953	Total
.. Millions de dollars E.-U. . .			
TOTAL des prêts consentis	240,1	173,4	413,5
<i>Aide directe à l'agriculture</i>	63,3	55,4	118,7
Machines et pièces détachées.	9,6	—	9,6
Irrigation et hydraulique fluviale.	25,2	19,5	44,7
Equipement forestier . .	1,0	3,5	4,5
Industries de transformation.	9,5	32,4	41,9
Prêts à fins multiples. .	18,0	—	18,0
<i>Aide indirecte à l'agriculture</i>	176,8	118,0	294,8
Transports	42,2	88,0	130,2
Développement de l'énergie.	94,6	—	94,6
Autres prêts	40,0	130,0	70,0
..... Pourcentage.....			
<i>Pourcentage d'aide directe à l'agriculture.</i>	26,4	31,9	28,7

SOURCES : BIRD, *Seventh Annual Report 1951-52*, Washington, septembre 1952. Communiqués de presse.

¹ Prêt à la Yougoslavie, consacré en partie à l'utilisation des ressources forestières et à la production de superphosphates.

31.500.000 dollars pour les industries de transformation des produits agricoles. Le reliquat a été constitué par des prêts de 3.500.000 dollars à la Finlande pour l'achat d'un équipement forestier et de 900.000 dollars à l'Islande pour l'industrie de transformation. Il est intéressant de noter la part croissante prise récemment par les devises autres que le dollar dans les prêts consentis par la Banque internationale, signe d'une amélioration des disponibilités en biens d'équipement dans les pays de la zone non-dollar. Il est probable que cette tendance sera renforcée par la décision qu'a prise le gouvernement du Royaume-Uni de permettre l'utilisation, pour des prêts, du montant qu'il a souscrit, jusqu'à concurrence de 60.000.000 de livres.

L'aide directe à l'agriculture ne représente qu'une part assez faible de l'activité de la Banque Export-Import qui s'est bornée jusqu'ici à octroyer des prêts pour l'importation de machines agricoles. Le Brésil a bénéficié de la totalité du montant de 18.000.000 de dollars autorisé pour le développement agricole durant la seconde période (tableau 13).

TABLEAU 13. — EXPORT-IMPORT BANK OF
WASHINGTON: PRÊTS AGRICOLES CONSENTIS JUSQU'EN
MAI 1953

NATURE DES PRÊTS	Juillet 1951- juillet 1952	Juillet 1952- mai 1953	Total
	.. Millions de dollars E.-U. ..		
TOTAL des prêts consentis	543,1	529,4	1072,5
Aide directe à l'agriculture	7,6	18,6	25,6
Aide indirecte à l'agricul- ture	87,9	37,7	125,6
Tous autres prêts. . . .	447,6	473,7	921,3
	 Pourcentage		
Pourcentage d'aide directe à l'agriculture.	1,4	3,4	2,4

SOURCES: Export-Import Bank of Washington, *Fifteenth Semi-Annual Report to Congress*, Washington, 1953; et communiqués de presse.

Les sommes indiquées dans les tableaux 12 et 13 représentent le montant des prêts autorisés, les déboursements effectués étant quelque peu inférieurs à ce montant. Ceux-ci se sont élevés à 704.000.000 de dollars en 1952, alors que les prêts autorisés atteignaient 889.000.000; en proportion, les versements effectués au titre du développement agricole ont pu être de l'ordre de 70.000.000 de dollars.

En outre, les métropoles effectuent des investissements assez importants au moyen de fonds publics en vue du développement économique de leurs territoires non autonomes⁵. On ne dispose pas d'estimation récente des sommes investies ou de la part qui a été faite au développement agricole, mais il n'est pas exclu qu'elles soient du même ordre de grandeur que le total des versements annuels effectués par les deux banques, sinon légèrement supérieures à ce dernier. Si cette hypothèse est fondée, les capitaux étrangers globaux d'origine publique et privée consacrés à tous les secteurs du développement économique dans les pays peu développés peuvent être évalués provisoirement à environ 1.500 millions de dollars par an⁶.

⁵ La Banque des règlements internationaux estime que l'Europe occidentale, durant la période quinquennale 1948-52, a mis à la disposition des pays d'outre-mer des capitaux atteignant 3 milliards de dollars (*Twenty-Third Annual Report*, Bâle, juin 1953, p. 42).

⁶ On n'a pas tenu compte de l'aide financière internationale et de celle des Etats-Unis, car il est assez malaisé de déterminer la mesure exacte dans laquelle elle a servi aux investissements en général et en particulier aux investissements agricoles. Il

Il est intéressant de comparer ces chiffres à celui d'environ 10 milliards de dollars qui est estimé nécessaire aux investissements annuels à effectuer pour élever de 2 pour cent le revenu par habitant des pays peu développés. Le revenu national total de ces régions peut être de l'ordre de 100 milliards de dollars; à un rythme annuel d'épargne de 5 pour cent, par exemple, les investissements nationaux couvriraient la moitié des besoins, les cinq autres milliards de dollars devant provenir de l'étranger. La marge d'erreur de ces estimations est probablement très grande; elles montrent toutefois qu'il s'en faut de beaucoup que l'afflux de capitaux enregistré ces dernières années et prévisible dans un proche avenir suffise aux besoins.

Il est probable que les besoins d'investissements agricoles sont encore bien moins satisfaits. On a estimé qu'ils sont de l'ordre de 4 milliards de dollars⁷ dans les régions peu développées, soit 40 pour cent des besoins globaux d'investissement. Le pourcentage d'investissements agricoles nationaux ne dépasse vraisemblablement pas ce dernier chiffre et il ressort des paragraphes précédents que la proportion des investissements étrangers est beaucoup plus faible.

Il est possible d'augmenter l'afflux de capitaux d'investissement étrangers. On pourrait faire appel davantage aux ressources de la Banque internationale pour l'application de programmes judicieux de développement agricole. L'ECOSOC et l'Assemblée générale ont examiné une proposition de création d'un fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique⁸ et les débats ont fait ressortir qu'une priorité devrait être donnée à certains projets destinés à augmenter la produc-

fant toutefois ne pas perdre de vue que l'Europe occidentale (qui est le principal bénéficiaire de l'aide financière des Etats-Unis) n'est pas comprise dans les estimations mentionnées dans le texte. La plus grande part de cette aide aux pays peu développés en 1952 est destinée à des fins militaires et le volume des biens d'équipement expédiés au titre de l'Agence de sécurité mutuelle est relativement faible. Par exemple, au titre du programme pour l'Extrême-Orient, pour la période allant du 1^{er} juillet 1951 au 31 décembre 1952, sur un total de 203.600.000 dollars, 25.200.000 ont été destinés à des machines et à des véhicules à moteur.

⁷ Nations Unies, *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés*. New York, mai 1951, p. 79.

⁸ Nations Unies, *Rapport sur un fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique* (E/2381). New York, mars 1953.

tion alimentaire. On peut également trouver d'autres sources de financement. Mais, dans l'ensemble, une seule conclusion paraît s'imposer : la plus grande partie des capitaux nécessaires aux investissements destinés à l'expansion agricole dans les régions sous-développées devra être fournie par ces dernières.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 1953 ET 1954

On ne prévoit pas de changement important dans la situation économique pour la fin de 1953. Aux Etats-Unis, le produit national brut atteindra un niveau record. Les dépenses prévues par les entreprises privées pour la construction de nouvelles usines et l'achat d'équipement en 1953 dépassent de 5 pour cent environ celles de 1952. Certaines productions d'armement commencent à donner des signes de ralentissement tandis que des industries du secteur civil, qui avaient réduit leurs dépenses pendant l'effort de défense, accusent une certaine reprise. Les consommateurs augmenteront vraisemblablement leurs dépenses avec l'amélioration de leurs revenus, en particulier si le taux de l'épargne doit fléchir et se rapprocher des niveaux d'avant-guerre. Toutes les principales industries s'attendent à réaliser en 1953 des ventes plus importantes qu'en 1952. Au Canada, on estime que le produit national brut de 1953 dépassera de 4 pour cent celui de 1952, et que les investissements publics et privés en représenteront 23 pour cent. On prévoit qu'avec un niveau d'emploi élevé, une augmentation des revenus et un allègement des impôts sur le revenu, le consommateur augmentera aussi ses dépenses sensiblement.

En Europe occidentale, le niveau de la production industrielle en 1953 ne sera sans doute pas très différent de celui de 1952, étant donné que le recul constaté dans un certain nombre de pays sera compensé par une amélioration légère au Royaume-Uni et plus sensible en Allemagne occidentale. En 1952, la production industrielle s'est largement ressentie du marasme de l'industrie des biens de consommation (surtout des textiles). Cette industrie s'est reprise au début de 1953, mais en même temps est apparue une tendance au ralentissement de la production mécanique et l'on constate que cette tendance commence à peser sur les industries de base. Il ne semble pas encore que la stagnation ou la diminution de l'activité industrielle se soient accompagnées d'un recul de la consommation totale. Il est de plus en plus difficile aux pays de l'Europe occidentale d'exporter

outre-mer leurs produits manufacturés. Cependant, jusqu'ici la baisse de la valeur des importations l'a emporté sur le recul des exportations, si bien que la balance des paiements des pays d'Europe occidentale sera probablement aussi favorable en 1953 qu'en 1952, tant dans son ensemble qu'à l'égard de la zone dollar.

Dans les pays peu développés, les perspectives économiques sont en grande partie commandées par le volume des exportations, les recettes en devises et les investissements. Les programmes nationaux actuels envisagent un développement de la production tant industrielle qu'agricole, mais une forte part des devises étrangères accumulées de juin 1950 à décembre 1951 a été utilisée. Les produits des pays exportateurs de café, de cacao et de pétrole continueront probablement à être l'objet d'une demande soutenue, notamment de la part des Etats-Unis. D'autres pays pourront profiter d'une reprise continue de la demande pour les peaux, la laine, le jute et le coton. Cependant, les investissements de capitaux étrangers sont encore insuffisants en égard aux programmes de développement que ces pays souhaitent réaliser.

Le niveau du commerce mondial dépend beaucoup, bien entendu, de la situation économique aux Etats-Unis. On prévoit qu'en 1953 le volume des importations des Etats-Unis dépassera légèrement celui de 1952, mais leurs exportations diminueront peut-être parce que les pays à devise faible ont moins besoin du charbon et du blé des Etats-Unis et maintiennent leurs restrictions aux importations en dollars. Ce fait et l'accroissement prévu des dépenses militaires des Etats-Unis à l'étranger, devraient compenser partiellement la réduction de l'aide civile et « les pays étrangers devraient améliorer en 1953 leurs avoirs en or et en dollars, bien que probablement à un rythme plus lent ».

Avant de discuter l'évolution possible de la situation en 1954, il faut signaler quelques-uns des facteurs économiques sur lesquels plane l'incertitude. Au cours de l'après-guerre immédiat, et de nouveau pendant le *boom* coréen, on a surtout craint, en ce qui concerne les produits agricoles, que la demande dépasse l'offre, par suite de l'amélioration rapide du niveau de l'emploi dans l'industrie et des revenus du consommateur, et provoque une hausse des prix et une poussée inflationniste. Actuellement, au contraire, on se demande si l'expansion économique et l'accroissement des revenus et de la demande qui l'accom-

⁹ U.S. Department of Commerce, *Survey of Current Business*. Mars 1953, p. 12.

pagne dans les pays à fort développement permettront d'absorber les disponibilités croissantes à des prix incitant les producteurs à maintenir l'essor de la production. Jusqu'à présent, seule la zone dollar, y compris les pays des Caraïbes rattachés à cette zone, ont constitué des stocks importants de denrées alimentaires, et c'est également dans cette dernière que l'on enregistre les principales baisses de prix de ces denrées. En dehors de la zone dollar, on note de fortes baisses du prix des matières premières agricoles par rapport au niveau élevé de 1951. On a également assisté à des accumulations de stocks ou à une limitation de la production de certaines matières premières et de boissons (jute, coton, caoutchouc et thé). Mais à part quelques difficultés temporaires d'exportation de céréales du Proche-Orient, les expéditions de denrées alimentaires n'ont pas rencontré d'obstacles sérieux. Ces faits semblent indiquer une ligne de conduite pour l'avenir.

Les facteurs moins favorables sont en particulier les suivants : en 1952 et 1953, on a constaté, par rapport à 1950 et 1951, un ralentissement général du rythme d'expansion de la production industrielle, en particulier dans les pays industrialisés, à l'exception de l'Amérique du Nord. D'aucuns ont mis en question la possibilité de maintenir le rythme d'investissement de ces deux dernières années, surtout en raison des perspectives de réduction des investissements dans la production d'armements. Les pays peu développés n'ont plus les mêmes disponibilités de devises que ces deux dernières années. Comme ils font des efforts croissants pour suffire à leurs besoins dans le domaine de l'agriculture et de l'industrialisation, ils auront peut-être tendance, à court terme, à réduire leur commerce avec l'étranger. Aux Etats-Unis on se demande avec quelque inquiétude si l'on pourra écouler entièrement une production industrielle qui se maintient à un niveau record, et si la prospérité actuelle continuera en 1954. L'Etat accumule des stocks importants de produits agricoles. Les cours de ces produits ont tendu à fléchir sur les marchés libres pendant la période actuelle d'activité économique exceptionnelle. Les nombreux changements d'ordre politique qui peuvent se produire sont susceptibles d'avoir des conséquences économiques qui débordent le cadre du présent rapport.

Le marché des Etats-Unis constitue un débouché appréciable pour l'ensemble des exportations de beaucoup de pays, et revêt une importance particulière pour ces derniers qui doivent faire appel à la zone dollar pour satisfaire une grande partie de leurs besoins. Tout changement dans les im-

portations des Etats-Unis a donc une répercussion marquée sur leur situation économique. D'autre part, le niveau de la production industrielle¹⁰ est le principal facteur influant sur le volume et la valeur des importations aux Etats-Unis. Un ralentissement du rythme d'expansion dans ce pays, en admettant même que le niveau de l'activité économique soit élevé, aurait des répercussions considérables dans un grand nombre de pays (y compris ceux de l'Europe occidentale) dont les recettes en dollars baisseraient et dont les exportations vers d'autres pays seraient affectées par la diminution de leurs ressources en devises étrangères provenant des importations des Etats-Unis.

Du fait du niveau élevé et croissant des dépenses de réarmement et des investissements consacrés à celui-ci ces dernières années, au cours de l'expansion économique des Etats-Unis, il n'y avait guère en à craindre, sauf dans des secteurs limités, que la production l'emporte sur la demande. En 1952/53, les dépenses encourues au titre de la défense nationale sont restées assez stables, mais il est probable qu'elles fléchiront en 1953/54 et en 1954/55. Cependant, il semble peu probable pour un certain temps du moins, que le niveau actuel des dépenses baisse considérablement. Une grande partie des crédits ouverts n'a pas encore été utilisée ; toutefois le remaniement du programme de défense des Etats-Unis pourrait ramener les dépenses à un niveau inférieur à celui qui avait été prévu antérieurement ; d'autre part, ces dépenses seront consacrées davantage à la production d'armement, tandis que les investissements publics et privés en vue de la construction d'usines d'armement fléchiront.

La question capitale qui se pose est de savoir dans quelle mesure de nouvelles dépenses publiques conjuguées aux dépenses de consommation et d'investissement des particuliers s'accroîtront assez rapidement pour compenser une réduction de l'effort financier dans le secteur de la défense. Si ces dépenses augmentent suffisamment pour maintenir le taux d'expansion économique enre-

¹⁰ Durant la période d'après-guerre, les changements de niveau de la production industrielle des Etats-Unis ont fortement influé sur le volume et la valeur des importations d'un trimestre à l'autre. En moyenne, la variation *en volume* des importations totales et des importations de produits agricoles a été à peu près la même en pourcentage que celle de la production industrielle ; toutefois, en raison des fluctuations du niveau des prix, la variation des importations globales *en valeur* a été deux fois et demie plus forte.

gistré récemment, on peut s'attendre à une amélioration progressive et continue de la demande et des importations aux Etats-Unis. Sinon, et ce sera alors l'arrêt de l'expansion ou même un ralentissement de l'activité économique, comme en 1949, l'expérience acquise permet de prévoir une forte diminution des importations des Etats-Unis qui risquerait d'avoir de graves répercussions sur l'économie d'un grand nombre de pays.

Certains facteurs laissent penser qu'il sera difficile de maintenir le taux d'expansion récemment enregistré. Quoique les achats de biens durables par les particuliers puissent continuer à se développer, il n'y a plus maintenant comme au cours de l'après-guerre immédiat une demande longtemps contenue à satisfaire. Une grande partie des achats des biens de consommation durables ont été effectués dans le cadre d'un système de crédit qui pourrait bientôt atteindre la limite de la rentabilité eu égard au niveau actuel des revenus. Malgré l'accroissement des ventes de voitures neuves, le niveau élevé de la production automobile atteint récemment semble dépasser la demande. Les stocks s'accumulent et les prix des voitures d'occasion chez les marchands fléchissent. On s'attend à un ralentissement de la création de foyers par suite du taux peu élevé de natalité enregistré au début des années trente, aussi une contraction de la demande de nouveaux logements et d'équipement ménager n'est-elle pas exclue. Il est peu probable que l'on assiste à un net gonflement des stocks tant que les niveaux des prix continueront d'être stables ou baisseront. Bien que l'on projette un accroissement des dépenses relatives à la construction d'usines et à l'équipement industriel par rapport à 1952, ces projets d'expansion pourraient être rapidement réduits s'il se produisait un arrêt du renforcement de la demande et si les marchés d'exportation s'amenuisaient à mesure que le gouvernement des Etats-Unis restreint ses programmes d'aide extérieure.

D'autre part, l'épargne liquide dont disposent les consommateurs américains a atteint un volume considérable et les taux d'épargne ont été ces der-

niers temps exceptionnellement élevés. En outre, tout allégement fiscal accroîtrait le revenu personnel disponible et se traduirait peut-être par un accroissement des dépenses des particuliers. Les taux d'intérêt ont fortement haussé durant le premier semestre de 1953, mais pourraient de nouveau baisser au cas où le rythme d'investissements tendrait à se ralentir. Il existe encore dans le secteur civil un volume considérable de travaux publics à exécuter et qui pourraient être entrepris ; d'ailleurs le gouvernement dispose également d'autres moyens pour stimuler l'activité économique.

Bien que l'on ait mis l'accent sur l'évolution économique des Etats-Unis, il est important de noter que le commerce dans la zone non-dollar représente approximativement 70 pour cent du commerce mondial ; l'Europe occidentale représente à elle seule 40 pour cent de ce dernier. La part de ce continent dans le commerce mondial a augmenté depuis 1948 en ce qui concerne les exportations, mais a diminué pour les importations bien que la valeur de ces dernières ait considérablement augmenté. La réduction de l'aide financière des Etats-Unis et peut-être des dépenses militaires à l'étranger pourrait influencer légèrement sur les niveaux de l'activité économique européenne. Cependant les répercussions d'une altération des conditions économiques dans la zone dollar pourront être atténuées dans la mesure où la zone non-dollar est à même de maintenir à un niveau élevé l'activité économique et le commerce.

Etant donné que l'incertitude domine un grand nombre de facteurs, notamment l'évolution de la situation politique, on n'a pas essayé dans le présent rapport de faire des prévisions sur les tendances probables de l'économie en 1954. Il est évident que celles-ci, dans une large mesure, dépendront notamment de l'évolution de la situation économique aux Etats-Unis et politique dans le monde. Mais ces facteurs influenceront considérablement sur la demande des produits agricoles, en particulier des matières premières agricoles, aux Etats-Unis et par contrecoup dans beaucoup d'autres pays.

Chapitre III

EXAMEN DE LA SITUATION ET DES PERSPECTIVES PAR RÉGIONS

Chapitre III - EXAMEN DE LA SITUATION ET DES PERSPECTIVES PAR RÉGIONS

EUROPE ¹

Production agricole

Il a été question au chapitre précédent des signes avant-coureurs d'une reprise du progrès économique, relevés au cours du premier semestre 1953, après le ralentissement de 1952, en Europe septentrionale et occidentale et en Europe méditerranéenne, ainsi que de l'amélioration de la balance commerciale et de la tendance générale des prix ; il y a aussi été fait allusion à la situation des pays de l'Europe orientale. Du point de vue agricole, la production de l'Europe septentrionale et occidentale continue à augmenter d'environ 2 pour cent par an depuis 1950/51. Ce taux d'accroissement s'est maintenu en 1952/53. Depuis la période 1934-38, l'augmentation de la production va de pair avec celle de la population (tableau 14) ; elle a même été sensiblement plus importante au Royaume-Uni. Ce résultat a été obtenu malgré une diminution des importations d'aliments du bétail ; l'indice de la production, sans y comprendre les produits importés pour l'alimentation du bétail, dépasse de 5 pour cent environ l'indice de la production brute. En 1952/53, la production de céréales et de sucre a dépassé la moyenne des quatre années précédentes ; par contre, celle des pommes de terre a été plus faible ; les conditions

¹ Aux fins du présent rapport, l'Europe a été divisée comme suit :

Europe septentrionale et occidentale qui comprend :

- i) Europe occidentale : Belgique, France, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse.
- ii) Europe septentrionale : Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède.
- iii) Europe centrale : Allemagne occidentale, Autriche.

Europe méditerranéenne et méridionale : Espagne, Grèce, Italie, Portugal, Yougoslavie.

Europe orientale : Allemagne orientale, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie.

TABLEAU 14. — NOMBRES-INDICES DU VOLUME DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN EUROPE (non compris les aliments du bétail importés) ET DE LA POPULATION

RÉGIONS	Production			Popu- lation fin 1952
	1948/49 à 1950/51	1951/52	1952/53 (provi- soire)	
	1934-38 = 100.....			
Europe septentrionale et occidentale.	107	114	116	112
Europe méditerranéenne	98	113	108	112
Ensemble de la région	97	107	107	108
Sans l'Europe orientale	104	114	113	112

NOTE : Par suite de changements récemment apportés à la méthode d'établissement des indices de la production à la FAO, les données ci-dessus ne sont pas comparables à celles qui ont paru dans le rapport *Alimentation et agriculture, conditions actuelles et perspectives 1952*.

climatiques n'ont généralement pas été favorables aux pâturages et à la culture des fourrages verts. Bien que la récolte ait été excellente, la production de céréales panifiables, en France et dans la plupart des autres pays continentaux, a tout juste atteint et n'a dépassé que dans de très rares cas, la moyenne d'avant-guerre ; mais la production de céréales secondaires a en général été plus importante qu'avant la guerre, sauf en France. Les effectifs du cheptel, surtout ceux des porcs, ont continué à augmenter et la production des produits d'origine animale a eu tendance à augmenter davantage que celle des cultures, sauf au Royaume-Uni (tableau 15).

Dans les pays de l'Europe méditerranéenne, les progrès de la production ont été plus lents et n'ont pas été parallèles à l'augmentation de la population. Ils ont porté pour la plupart sur des produits spéciaux à la région — fruits, légumes, vin, plantes industrielles, par exemple — qui sont presque tous destinés en grande partie à l'exportation. Une diminution de la superficie consacrée aux céréales n'a pas été compensée par des rendements plus élevés ; en particulier, la production de céréales secondaires a été très inférieure à

TABLEAU 15. — EUROPE : NOMBRES-INDICES DE LA PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES ET DES PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE

RÉGIONS	Céréales panifiables		Céréales secondaires		Sucre brut		Pommes de terre		Viande		Lait		Oeufs	
	1948-51	1952	1948-51	1952	1948-51	1952	1948-51	1952	1948-51	1952	1948-51	1952	1948-51	1952
	 1934-38 = 100													
France.	92	99	86	89	117	113	83	59	114	122	104	113	125	127
Royaume-Uni.	141	132	173	174	130	131	196	147	87	105	121	122	111	119
Autres pays de l'Europe occidentale	95	97	113	123	145	145	112	109	91	109	102	113	107	120
Europe septentrionale	92	94	100	114	127	122	128	137	100	115	99	101	117	124
Europe centrale.	95	109	84	99	125	141	117	118	80	105	89	104	80	112
Europe méridionale	87	99	77	70	140	183	89	93	80	83	92	99	91	98

celle d'avant-guerre. La production animale dans son ensemble n'a pas encore rejoint le niveau d'avant-guerre, mais celle du lait et des œufs s'en rapproche. La récolte de 1952, quoique moins bonne que celle de 1951, a été en général satisfaisante, sauf en Yougoslavie où, pour la troisième fois depuis 1946, elle a été mauvaise. En Espagne on note des indices d'un relèvement plus continu. Après être resté pendant de longues années à un faible niveau de production, ce pays récolte, depuis peu, plus de céréales et de pommes de terre qu'il ne lui en faut pour couvrir ses besoins immédiats, et la production de sucre, de riz et de coton a dépassé celle des récoltes précédentes. En Italie également, au cours des dernières années, on a enregistré une plus forte production de riz et de sucre.

En Europe orientale, le relèvement de la production agricole s'est effectué lentement par suite des dévastations causées par la guerre, de modifications révolutionnaires dans la structure agricole et de l'importance attachée à l'industrialisation. La part des investissements destinés à l'agriculture a été faible ; la part de l'agriculture dans le revenu national de tous les pays est beaucoup plus faible qu'avant la guerre. En 1952, cependant, le niveau de la production agricole a été égal ou légèrement inférieur à celui d'avant-guerre dans tous les pays de cette région, sauf en Pologne ; pour l'ensemble de la région on peut estimer provisoirement qu'il est inférieur d'environ 5 à 10 pour cent à celui d'avant-guerre. Il est vrai que le chiffre de la population a lui-même diminué de 5 pour cent environ par rapport à celui d'avant-guerre. En général, il n'y a pas eu de grandes modifications dans la structure de la production, quoiqu'on ait constaté un léger accrois-

sement dans les cultures industrielles. En 1952, la production agricole n'a pas été satisfaisante, sauf en Bulgarie. La Hongrie et certaines régions de la Roumanie ont souffert de gelées et de la sécheresse ; en Tchécoslovaquie, pays où le sucre constitue un produit important pour l'exportation, le rendement des betteraves sucrières a été inférieur d'un tiers aux prévisions. L'industrialisation a provoqué une plus forte demande de produits d'origine animale, et dans toute la région, sauf en Pologne, le nombre de têtes de bétail a augmenté. En Allemagne orientale surtout, le morcellement de vastes domaines a contribué à cette évolution ; tous les petits exploitants pratiquent l'élevage des porcs, dont le nombre total était, en décembre 1952, supérieur de 45 pour cent à celui de 1939. Dans cette région, le nombre de têtes de bétail a, à plusieurs reprises, été trop élevé pour les disponibilités en fourrages ; ce fait est en grande partie la cause de la diminution de la productivité par animal ; la production animale n'a pas progressé dans les mêmes proportions que la population animale.

Parallèlement à l'accroissement de la population agricole en Europe septentrionale et occidentale et en Europe méditerranéenne, on note une diminution de 2 à 3 pour cent de la superficie des terres cultivées. Le rendement par hectare a augmenté de 16 à 17 pour cent depuis 1934-38. En Europe septentrionale et occidentale, ce fait est dû en partie à un accroissement d'environ 15 pour cent du rendement des plantes cultivées (tableau 16), provenant surtout d'une augmentation de 50 pour cent de la consommation d'engrais et de l'emploi plus généralisé de variétés améliorées, mais en partie aussi de la meilleure utilisation des pâturages et de meilleures méthodes d'élevage.

TABLEAU 16. — EUROPE : RENDEMENT PAR HECTARE DE DIVERSES PLANTES CULTIVÉES : 1948-52 EN POURCENTAGE DE 1934-38

CULTURES	Europe occidentale	Europe septentrionale	Europe centrale	Europe méditerranéenne	Toutes les régions
	1934-38 = 100				
Blé.	119	86	117	99	107
Seigle.	104	111	117	88	104
Avoine	111	100	104	98	105
Orge	120	116	111	95	114
Mais	89	—	79	83	83
Riz.	—	—	—	83	83
Pommes de terre	117	108	124	94	116
Sucre (brut).	102	97	96	88	96
Moyenne des 8 cultures ¹ (en équivalent de blé)	115	109	121	94	107

¹ Les moyennes reflètent non seulement les différences de rendement de chacune des cultures, mais aussi les changements intervenus dans l'importance relative accordée à l'ensemble de la région aux différentes cultures, par exemple remplacement de l'avoine et du seigle (qui donnent moins de calories à l'hectare) par la pomme de terre et l'orge et expansion de la superficie consacrée à la betterave à sucre. Dans une certaine mesure, les modifications de la structure de l'agriculture ont été facilitées par la diminution des besoins en aliments pour les chevaux.

C'est ainsi que, dans la plupart des pays, on constate que le rendement en lait par vache a peu à peu tendance à augmenter; aux Pays-Bas, en Belgique et au Danemark, il dépasse 3.000 kilogrammes par vache et par an (graphique 8). Quoique les applications d'engrais aient augmenté à peu près dans les mêmes proportions dans la région méditerranéenne, le rendement y est encore très faible, et leurs effets n'ont pas compensé les facteurs défavorables, notamment la sécheresse. Les rendements des plantes cultivées ont été un peu plus faibles qu'avant la guerre.

La mécanisation rapide a également contribué

à augmenter la productivité agricole en Europe septentrionale et occidentale, en permettant d'exécuter les travaux en temps voulu. Dans certains pays elle s'est accompagnée d'une diminution marquée du nombre des chevaux, surtout au Royaume-Uni et en Suède, ainsi que d'une réduction du nombre des travailleurs agricoles. En Europe méditerranéenne, la mécanisation ne se pratique encore que sur une échelle relativement petite, les investissements de capitaux dans l'agriculture étant moins importants, et la main-d'œuvre agricole dépassant les besoins réels (tableau 17).

TABLEAU 17. — MODIFICATIONS DANS LE NOMBRE DES CHEVAUX, TRACTEURS ET TRAVAILLEURS AGRICOLES DANS CERTAINS PAYS EUROPÉENS

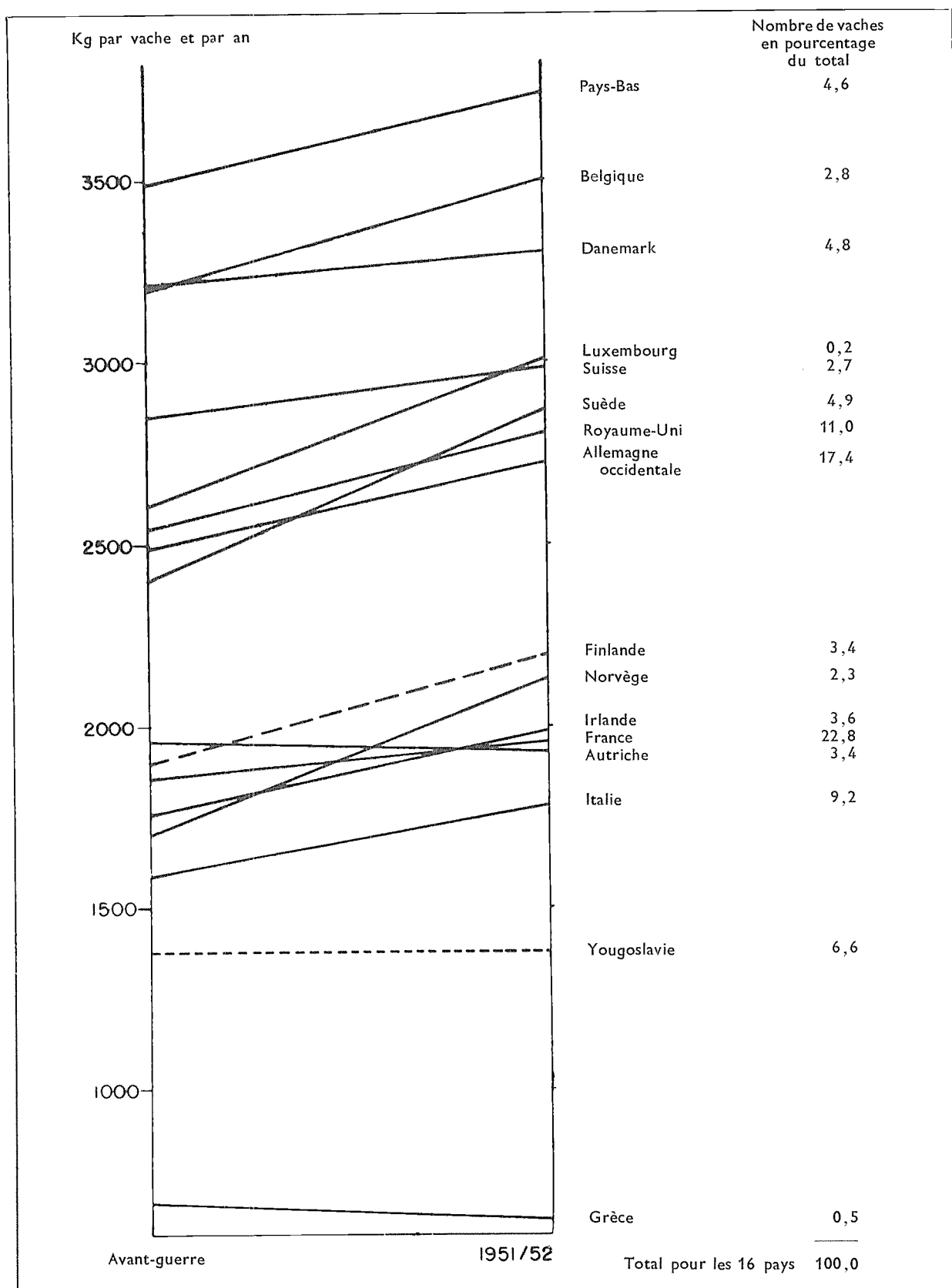
PAYS	Chevaux			Tracteurs			Travailleurs agricoles
	Avant-guerre	1950	1952	Avant-guerre	1950	1952	Pourcentage approximatif de diminution 1950-52
	Milliers			Milliers			%
Belgique.	245	267	223	1	11	16	...
Danemark.	594	502	423	4	18	34	4—5
France	2 692	2 397	2 333	30	138	188	...
Allemagne occidentale. .	1 566	1 570	1 360	35	139	202	8—9 ¹
Pays-Bas	322	255	241	5	25	31	...
Suède.	633	440	386	18	66	76	7—9
Suisse.	140	134	131	8	18	23	...
Royaume-Uni	1 084	549	414	55	348	387	3
TOTAL, 8 pays.	7 276	6 114	5 511	156	763	957	...

SOURCE : OEEC et statistiques nationales.

... Données non disponibles.

¹ Ouvriers permanents. Il se peut qu'il y ait eu une augmentation correspondante de la main-d'œuvre saisonnière.

GRAPHIQUE 8 - RENDEMENT EN LAIT PAR VACHE (EUROPE)



Consommation

On n'a pas constaté en 1952/53, de changements importants dans les niveaux de consommation de produits alimentaires dans les pays de l'Europe septentrionale et occidentale et de l'Europe méditerranéenne. En Europe septentrionale et occidentale, les prix des produits alimentaires qui avaient en tendance à augmenter en 1952, ont atteint un palier en 1953, et ont eu tendance à baisser dans certains pays, tout au moins les prix de la viande. Dans les pays où les subventions alimentaires ont été réduites, au Royaume-Uni et en Irlande par exemple, les prix du bétail ont augmenté en proportion, mais ce phénomène n'a eu que relativement peu de répercussions sur la consommation. C'est ainsi qu'une augmentation de 8 pour cent du prix du lait au Royaume-Uni n'a entraîné qu'une légère contraction de la consommation. La consommation de viande a augmenté au Royaume-Uni en 1952, par suite surtout d'un accroissement de la production nationale qui couvre à l'heure actuelle 65 pour cent de la consommation ; mais la consommation de fromage et de beurre a diminué après la mise en vigueur de mesures de restrictions à l'importation.

Le niveau de la consommation, qui a toujours été bas dans les pays de l'Europe méridionale, n'a subi que de légères modifications. En Espagne toutefois, les deux bonnes récoltes de 1951 et de 1952 ont entraîné une légère amélioration de la consommation des produits alimentaires ; en Italie, l'accroissement de la consommation de lait et de sucre par habitant donne à penser que l'on assiste à une augmentation de la consommation des produits chers, quoique le phénomène ne semble pas s'être étendu à la viande et aux œufs. En Yougoslavie, des importations plus importantes de céréales n'ont pas compensé entièrement les effets d'une mauvaise récolte ; il a fallu porter à 90 pour cent le taux de blutage pour le blé et le seigle, et les prix des produits alimentaires, y compris celui du pain qui est fixé par l'Etat, ont subi une forte hausse. Dans les autres pays de cette zone, le coût des produits alimentaires après avoir augmenté pendant des années, est resté très stable depuis 1951.

Il est plus difficile de procéder à une estimation des niveaux de la consommation des produits alimentaires en Europe orientale. Cette région produit par habitant presque autant de denrées alimentaires qu'avant la guerre ; la consommation a probablement augmenté dans les pays qui exportaient naguère des produits alimentaires et où les niveaux de la consommation étaient peu éle-

vés avant la guerre. En Hongrie, toutefois, la mauvaise récolte de 1952 a provoqué une pénurie de pain. C'est dans les pays industrialisés, tels que l'Allemagne orientale et la Tchécoslovaquie, où les niveaux de consommation avant la guerre étaient assez élevés, que les difficultés ont été les plus grandes.

Commerce

La récolte généralement bonne de 1952/53 a réduit les besoins en importations de l'Europe septentrionale et occidentale et de l'Europe méditerranéenne, sauf en Yougoslavie. Des restrictions à l'importation, rendues nécessaires par des difficultés de la balance des paiements, surtout au Royaume-Uni, et dans certains cas des prélèvements effectués sur les stocks accumulés précédemment, ont aussi contribué à cette réduction. Les prix des produits alimentaires importés, exception faite du café et du riz et des importations de viande au Royaume-Uni, ont marqué une tendance à la baisse², si bien que la valeur des importations de produits alimentaires a fléchi plus fortement que leur volume. Le Royaume-Uni a fait exception ; alors que le volume de ses importations a diminué de 11 pour cent, leur valeur n'a fléchi que de 6 pour cent. Les disponibilités en céréales provenant de pays situés en dehors de la zone dollar étant plus importantes et la production ayant augmenté dans les divers pays, les importations de céréales en provenance de la zone dollar ont diminué, sans que l'on ait constaté toutefois une réduction marquée des importations totales en dollars. C'est ainsi que le pourcentage des importations de produits alimentaires, d'aliments du bétail et de tabac provenant de la zone dollar et effectuées par le Royaume-Uni et l'Allemagne occidentale, qui sont les importateurs les plus importants, a diminué de 5 pour cent depuis 1951 et est à présent de 20 et de 26 pour cent respectivement.

La reprise des exportations européennes de produits alimentaires a été gênée en 1952 par des restrictions à l'importation, mais la diminution n'a pas été très forte ; si le Danemark a exporté moins de beurre, les exportations de produits d'origine animale se sont maintenues et les livraisons se sont effectuées à des prix un peu plus

² L'indice des prix de l'OECE pour les produits alimentaires importés, qui était de 101,9 pour le deuxième trimestre de l'année 1952, est tombé à 95,7 pour le dernier trimestre de 1952.

élevés. Les restrictions à l'importation appliquées par le Royaume-Uni ont entraîné une diminution des importations de fruits et de légumes ; en revanche, les importations de l'Allemagne occidentale ont été plus importantes, de sorte qu'au total le volume du commerce n'a pas subi de fortes réductions. Les exportations de tabac de Grèce et celles de riz de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal ont enregistré une augmentation sensible en 1951.

An cours de la période 1949-51, environ 6 pour cent des céréales panifiables et 12 pour cent des céréales secondaires importées en Europe septentrionale et occidentale (non compris la Finlande) et en Europe méridionale provenaient de l'Europe orientale et de l'U.R.S.S. Avant la guerre, ces chiffres étaient respectivement de 25 et de 18 pour cent, si l'on tient compte des expéditions de l'Allemagne orientale vers l'Allemagne occidentale. Ces pourcentages ont été plus faibles encore au cours de 1952/53. Les importations de céréales du Royaume-Uni en provenance de l'U.R.S.S. sont tombées à 200.000 tonnes, contre 1.000.000 de tonnes l'année précédente; la Suède n'a importé que quelques milliers de tonnes de maïs, contre 100.000 tonnes de blé en 1951/52. La Finlande est le seul pays qui ait importé des tonnages plus considérables d'Europe orientale et de l'U.R.S.S., ses importations passant de 315.000 tonnes en 1951 à 513.000 tonnes en 1952. On prévoit qu'en 1953 ses importations totales de céréales, qui sont évaluées de 400.000 à 500.000 tonnes, proviendront des sources indiquées ci-dessus. En 1952 et en 1953, l'U.R.S.S. a également expédié des tonnages assez importants de blé à l'Égypte, à l'Inde et au Pakistan ; en outre, l'Europe orientale a exporté 110.000 tonnes de sucre vers l'Égypte en 1952.

Pêches

Des chiffres provisoires indiquent une légère diminution des quantités débarquées en 1952 dans la plupart des pays européens pratiquant la pêche, sauf au Royaume-Uni où elles ont augmenté d'environ 4 pour cent, pour passer à 1.030.000 tonnes. Par suite de l'épuisement des réserves en poissons démersaux de la mer du Nord, la proportion de morue et de hareng a augmenté sur les marchés européens. En outre, la morue provenant de l'Arctique et de l'Antarctique est souvent de qualité médiocre, étant donné qu'il faut la transporter sur de longues distances. D'où des difficultés de commercialisation, surtout dans les pays où des disponibilités accrues d'autres

produits alimentaires rendent le consommateur plus difficile, ou dans ceux où les restrictions aux importations limitent les débouchés pour les produits des pêches. On s'efforce de maintenir et de faire augmenter la demande, en offrant une qualité meilleure et des produits mieux présentés, surtout au Danemark et en Norvège, et en entreprenant des campagnes de propagande. En outre, la Convention sur l'Over-fishing de 1946 a finalement été ratifiée au début de 1953; une Commission a été nommée pour examiner les mesures à prendre pour constituer dans les eaux côtières des réserves de poisson, surtout des variétés les plus appréciées.

L'augmentation continuelle du coût de production, ainsi que certaines incertitudes concernant les marchés et les ressources des pêches ont sérieusement retardé le remplacement des bateaux démodés. Les gouvernements de plusieurs pays, dont la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, sont en train d'étudier ce problème.

Produits des forêts

La diminution de la demande enregistrée en 1952 a eu pour les industries du bois des répercussions plus graves en Europe que dans les autres régions. Les pays exportateurs de l'Europe septentrionale en particulier ont rencontré de grandes difficultés et ont dû restreindre la production, qui avait atteint en 1951 le chiffre record de l'après-guerre. Par suite de la diminution de la demande de produits finis, on a enregistré une chute proportionnelle de la demande de bois ronds, notamment de grumes de sciage et de bois de pâte. De ce fait, les mines de charbon qui, vers la fin de 1951, avaient eu de la peine à se procurer des bois de mine, ont pu augmenter leurs achats en 1952. Les importations de bois de mine ont fortement augmenté (tableau 18), surtout au Royaume-Uni, et les stocks constitués dans les mines de charbon ont atteint, à la fin de 1952, un record pour l'après-guerre (tableau 19). Toutefois les difficultés que les mines avaient rencontrées précédemment pour s'approvisionner les ont forcées à faire des économies dans l'emploi des bois de mine. Cette tendance a continué à se manifester, réduisant ainsi la consommation, malgré une augmentation de la production de charbon. Les perspectives concernant les disponibilités pour 1953 et 1954 sont en général satisfaisantes.

La situation est un peu différente en ce qui concerne le bois de pâte. La plupart des industries traitant le bois de pâte avaient effectué des achats

importants au cours de 1951, alors que les prix étaient en hausse. Le marché des produits de la pâte s'étant contracté et de nouvelles quantités de bois de pâte arrivant sur le marché, les stocks dans les usines, qui étaient déjà assez élevés à la fin 1951, ont continué à augmenter. Les importations de bois de pâte ont diminué, mais seulement dans une assez faible mesure.

TABLEAU 18. — COMMERCE EUROPÉEN EN BOIS DE MINE ET EN BOIS DE PÂTE

RUBRIQUES	Bois de mine		Bois de pâte	
	1951	1952	1951	1952
	... Milliers de mètres cubes...			
Importations totales . .	2 490	4 919	5 441	5 052
dont, en provenance des pays d'outre-mer	262	1 128	689	757
Exportations totales . .	2 607	4 090	4 275	3 501
dont, vers les pays d'outre-mer	184	282	17	66

En ce qui concerne les sciages, la résistance commune des pays importateurs aux prix élevés auxquels on était arrivé en 1951 a presque complètement paralysé le marché au cours du premier semestre de 1952. Cette tendance a continué à se manifester pendant toute l'année 1952 et la stabilisation de la demande n'est devenue sensible qu'au début de 1953. C'est ainsi que les achats effectués par le Royaume-Uni au cours de l'automne 1952 pour livraison en 1953 ont provoqué une légère hausse des prix qui a continué en 1953.

Le marché européen de la pâte et du papier a réagi plus fortement encore contre la hausse des prix provoquée par la guerre de Corée. Lorsqu'en 1951 les prix atteignirent de deux à trois fois leur niveau précédent, les pays importateurs imposèrent des prix maximums ou des restrictions sur la pâte importée. Depuis le début de 1952, les prix de la pâte ont fortement fléchi ; à la suite d'une diminution de la production industrielle, la demande de papier et de carton s'est affaiblie ; les consommateurs ont préféré puiser dans leurs stocks et attendre les événements. Les prix élevés ont également causé une réduction des exportations à destination des Etats-Unis et d'autres pays extra-européens. Les pays exportateurs de l'Europe septentrionale ont réduit leur production de pâte. C'est seulement au cours des derniers mois de 1952, moment où la demande s'est renforcée et où les consommateurs ont jugé nécessaire de reconstituer leurs stocks, qu'on a enregistré

une reprise des achats ainsi qu'un arrêt de la baisse des prix. Les pays scandinaves ont à nouveau augmenté leur production de pâte, mais elle reste très inférieure à ce qu'elle était quand elle battait son plein. Seul le papier journal n'a pas été touché par la diminution de la demande des produits de pâte en Europe. Le marché a donc subi en 1952 une grave contraction ; à l'incertitude en ce qui concerne l'avenir est venue s'ajouter la difficulté d'adapter le coût de production au nouveau niveau des prix, principalement en Finlande.

TABLEAU 19. — STOCKS EUROPÉENS¹ DE SCIAGES ET DE BOIS DE MINE (à la fin de l'année)

RUBRIQUES	1950	1951	1952
Sciages de résineux (milliers de standards) . .	895	1 490	1 395
Sciages de feuillus (milliers de mètres cubes)	1 197	1 220	1 316
Bois de mine (milliers de mètres cubes r.) . . .	3 900	3 740	5 375

¹ Dans les seuls pays ayant fourni des renseignements.

Perspectives

Rien n'indique encore qu'un changement radical des tendances enregistrées récemment puisse se produire. Il est peu probable que la production industrielle et la production agricole augmentent fortement en Europe en 1953/54 par rapport à 1952/53, et il semble que les prix resteront relativement stables. Il est possible que la tendance à la baisse des prix des produits d'origine animale continue, surtout pour la viande, les disponibilités en aliments du bétail augmentant et les prix à l'importation de ces derniers diminuant.

On a constaté certains changements dans les politiques des prix. C'est ainsi qu'au Royaume-Uni, à la suite de l'étude sur les prix pour 1953, on a ménagé une place encore plus importante aux bovins de boucherie et on a élevé les prix des pommes de terre et des betteraves à sucre dont les superficies sont en diminution. Le contrôle de la vente des œufs a été supprimé ; de même, le rationnement et le contrôle des prix des céréales et des aliments du bétail ont été abrogés au 1^{er} août 1953 ; pour ces derniers produits, les mesures de soutien des prix sont toutefois maintenues. Quoique les nouveaux prix compensent sensiblement l'augmentation du coût de production, il reste une certaine marge qu'il faudra combler

par une meilleure efficacité dans la production. Depuis que l'étude a été effectuée, la décision de relever les salaires de la main-d'œuvre agricole provoquera, croit-on, une nouvelle augmentation du coût de production se chiffrant à 12.000.000 de livres par an.

En Suède, les prix des céréales panifiables, de la viande et des œufs seront plus bas en 1953/54 et les subventions sur le lait seront réduites. Celle que l'on accorde actuellement a provoqué une augmentation constante de la production qui, à présent, dépasse les besoins intérieurs. Les garanties de prix ne portent que sur le marché intérieur et tout excédent doit être exporté par l'organisation coopérative des exploitants au prix le plus avantageux.

Si la demande est stable, on n'envisage aucune modification importante dans la structure de la production. Les superficies cultivées en vue de la récolte de 1953 semblent être sensiblement les mêmes que l'année dernière. Les ensemencements d'automne ont augmenté au Royaume-Uni mais ont par contre légèrement diminué en France, en Allemagne occidentale et dans certains autres pays, le temps ayant été défavorable au moment des semailles. Mais il y aura probablement plus de blé de printemps. Le remplacement de l'avoine par l'orge ou les mélanges de céréales continuera à se manifester ; en Allemagne occidentale, on a d'ailleurs adapté les prix en vue de hâter ce remplacement. La sécheresse dont l'Espagne a souffert au cours de l'hiver dernier entraînera une réduction de la production de blé, mais il est possible que l'Italie enregistre une production plus élevée qu'au cours de l'année précédente. Par suite de difficultés rencontrées à l'exportation, le Danemark et l'Espagne envisagent de réduire la superficie consacrée à la betterave sucrière ; en France également on prévoit une diminution de 5 à 10 pour cent, car il existe un excédent d'alcool de betterave à sucre.

Les inondations qui, l'hiver dernier, ont ravagé le Royaume-Uni et les Pays-Bas, malgré leur importance en ce qui concerne les exploitations touchées, n'auront pas, semble-t-il, une forte répercussion sur la production agricole totale de ces pays.

AMÉRIQUE DU NORD

Conjoncture

La conjoncture aux Etats-Unis et au Canada a été caractérisée, en 1952/53, par le maintien de l'activité économique à un niveau élevé. Aux

Etats-Unis, la production industrielle a dépassé d'environ 7 pour cent le volume de 1951/52. Les effectifs employés dans le secteur civil se sont établis en moyenne à plus de 61.800.000 personnes et le nombre des chômeurs a été inférieur à 2,5 pour cent du total de la main-d'œuvre dans ce secteur. En mai 1953, le revenu des individus dépassait le taux annuel de 284 milliards de dollars, excédant de plus de 20 milliards le niveau atteint en mai 1952. Au Canada, la production industrielle a également augmenté de 7 pour cent, pendant les neuf premiers mois de 1952/53 par rapport à la période correspondante de 1951/52. Le niveau de l'emploi en mars 1953 était de 2 pour cent supérieur à celui de mars 1952 et le nombre des chômeurs représentait 3,3 pour cent de la main-d'œuvre totale. En 1952, le revenu national a dépassé de 6 pour cent le niveau atteint l'année précédente et a continué à augmenter au début de 1953.

L'accroissement des dépenses publiques en biens et services, qui se sont élevées, en 1952, à 22 pour cent du produit national brut aux Etats-Unis et à 18 pour cent au Canada (contre 19 et 15 pour cent, respectivement, en 1951) a fortement contribué à maintenir la prospérité générale ; cet accroissement s'est poursuivi en 1953, bien qu'à un rythme beaucoup plus lent. La tendance qui s'était manifestée au début de 1952, à réduire les dépenses en installations et équipements nouveaux, s'est renversée à la fin de cette année-là et ces dépenses ont augmenté jusqu'à la fin de juin 1953, atteignant, aux Etats-Unis, le taux annuel record de 28.400 millions de dollars, au cours du deuxième trimestre de 1953. Dans ce pays, pendant le premier trimestre 1953, les dépenses de consommation des particuliers ont dépassé de 6 pour cent le volume de l'année précédente, les dépenses en biens durables augmentant plus de trois fois plus vite que celles en biens non durables. Toutefois, ces achats ont été effectués, pour une large part, dans le cadre d'un système de crédit libéral et, à la fin de mai 1953, le volume du crédit accordé aux consommateurs, dépassait presque de 25 pour cent le niveau de l'année précédente.

L'expansion de l'économie ne s'est pas accompagnée, comme par le passé, de la hausse de l'ensemble des prix ; les cours des produits agricoles ont même sensiblement reculé tant aux Etats-Unis qu'au Canada. L'augmentation du revenu national et du revenu des particuliers s'est donc traduite par un accroissement réel du pouvoir d'achat.

Les importations se sont développées, mais le volume global des exportations de la région est

resté assez stable. Les exportations de produits agricoles ont fortement baissé, particulièrement celles des Etats-Unis, par suite de l'amélioration des disponibilités à l'étranger. Alors que de ce fait les exportations nettes de la région diminuaient, les importations durant les quatre premiers mois de 1953 n'ont représenté, en valeur, que 72 pour cent des exportations, contre 64 pour cent en 1952, de sorte que la balance commerciale a présenté un excédent important; toutefois, celui-ci était en grande partie, dû aux expéditions effectuées au titre de l'aide militaire. Bien que la pénurie de dollars se soit, ainsi, sensiblement atténuée, les pratiques commerciales discriminatoires à l'égard des pays de la zone dollar ont nui à la vente des produits payables dans cette devise.

Production agricole

La production agricole de l'Amérique du Nord a atteint, l'année dernière, un niveau record, dépassant de 43 pour cent la moyenne d'avant-guerre, soit une augmentation de 16 pour cent par habitant. La production alimentaire totale et par habitant a même progressé davantage (tableau 20).

Aux Etats-Unis, en 1952, la récolte s'est effectuée par un temps presque idéal; la superficie récoltée a avoisiné 138.000.000 d'hectares, chiffre supérieur à celui de 1951, mais inférieur à

ceux des campagnes entre 1943 et 1949. Toutefois, l'indice de l'ensemble de la production des récoltes a été plus élevé que n'importe quelle autre année, sauf 1948. La production totale de céréales panifiables, soit 37.800.000 tonnes, ne l'a cédé qu'à celle de 1947/48, mais a été presque égalée en 1948/49. La récolte de céréales fourragères s'est élevée à 109.500.000 tonnes environ, soit un accroissement de près de 7 pour cent par rapport à 1951. Celle de graines oléagineuses a atteint un volume très élevé (14.900.000 tonnes) égalant presque celui de l'année précédente (15.000.000 de tonnes).

Au Canada, la production de blé, qui a atteint le chiffre record de 18.700.000 tonnes, a dépassé de 24 pour cent celle de l'année précédente, et a plus que doublé par rapport à la moyenne d'après-guerre. On a également enregistré un accroissement de la production d'orge, de pommes de terre, de betteraves sucrières et d'oléagineux. En revanche, celle de fruits et de légumes a légèrement baissé.

Aux Etats-Unis les effectifs du bétail et de la volaille dans les exploitations ont quelque peu augmenté en 1952. Ceux des bovins ont atteint un record avec 93.700.000 têtes. La production totale de viande de 1952/53 a dépassé d'environ 5 pour cent le niveau de 1951/52; les ventes à la production du bétail à viande ont augmenté par rapport à la campagne précédente, surtout à la fin de 1952 et pendant le premier semestre de 1953. Parmi les viandes, seule la production de la viande de porc a baissé depuis 1951/52. La production de volaille et d'œufs s'est légèrement accrue. Celle de lait a atteint, en 1952, 52.700.000 tonnes, restant quasi inchangée par rapport à 1951.

Au Canada, les effectifs bovins des exploitations au 1^{er} décembre 1952 dépassaient de 16 pour cent ceux de l'année précédente; par contre, les effectifs porcins avaient diminué d'environ 5 pour cent; la production de viande a été plus forte en 1952 qu'en 1951. La production totale de lait a dépassé de 1,5 pour cent le niveau de 1951, mais celle de fromage a diminué de 26,5 pour cent, surtout par suite des restrictions aux importations appliquées aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

La production de tabac aux Etats-Unis a été inférieure d'environ 4 pour cent à celle de 1951 qui a atteint le chiffre record de 1.056.000 tonnes. La production canadienne a reculé d'environ 10 pour cent.

La récolte de coton des Etats-Unis, qui s'est élevée, en 1952/53, à 3.400.000 tonnes, a dépassé de près de 5 pour cent le volume de l'année précédente, malgré une réduction de la superficie récoltée.

TABLEAU 20. — NOMBRES-INDICES DU VOLUME DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE, TOTALE ET PAR HABITANT, EN AMÉRIQUE DU NORD, 1948-50 A 1952/53

PRODUCTION	Moyenne 1948-50	1951/52	1952/53
..... 1935-39 = 100			
Production agricole totale.	135,6	136,4	142,7
Production alimentaire totale.	139,3	138,4	145,9
Population.	117,3	121,5	123,3
Production agricole par habitant.	115,6	112,2	115,8
Production alimentaire par habitant.	118,7	113,9	118,4
<i>Production par produits</i>			
Blé.	146,0	143,7	185,4
Maïs.	164,6	141,7	161,7
Viande de bœuf et de veau.	135,2	124,7	133,8
Viande de porc.	141,8	156,8	159,6
Œufs.	163,9	172,9	165,1
Lait.	113,1	113,6	113,4
Coton.	104,1	115,2	114,3

NOTE : Par suite de changements récemment apportés à la méthode d'établissement des indices de la production à la FAO, les données ci-dessus ne sont pas comparables à celles qui ont paru dans le rapport *Alimentation et agriculture, conditions actuelles et perspectives 1952*.

Commerce des produits agricoles

En 1952, la valeur totale des exportations agricoles des Etats-Unis a baissé d'environ 15 pour cent par rapport à 1951. Pendant le premier trimestre de 1953, elle est tombée à 65 pour cent du niveau atteint pendant le premier trimestre de 1952. Ce recul tient à la fois à la baisse des prix et au volume réduit des exportations. Les expéditions de coton pour 1952/53 ont été estimées à la moitié environ du volume de 1951/52. Les céréales ont abondamment alimenté les marchés d'exportation, jusqu'à la commercialisation des fortes récoltes de l'hémisphère sud au début de 1953. Les exportations de tabac se sont ressenties des nouvelles restrictions aux importations appliquées, au printemps de 1952, par le Royaume-Uni.

En 1952 et pendant le premier trimestre de 1953, le volume total des importations de produits agricoles des Etats-Unis s'est maintenu à un niveau très élevé. Les prix de la plupart de ces importations, sauf celles de café, seule exception importante, ont été, toutefois, très inférieurs à ceux de 1951 et la légère augmentation du tonnage importé a été plus qu'annulée par la baisse des prix, de sorte qu'en 1952 la valeur totale des importations a baissé de 12 pour cent. Les restrictions aux importations de certains produits laitiers ont été adoucies au cours de l'été de 1952 ; en revanche, celles qui étaient imposées à d'autres produits laitiers ont été aggravées en raison des grosses pertes que le soutien des prix de ces produits pouvait entraîner pour le gouvernement.

A l'inverse des Etats-Unis, la valeur des exportations agricoles du Canada a augmenté, en 1952, de 16 pour cent par rapport à 1951, par suite de fortes expéditions de céréales. Le volume des exportations de blé, en 1952, a dépassé de 35 pour cent celui de l'année précédente et les expéditions d'orge ont plus que doublé. Toutefois, les exportations de bétail et de produits d'origine animale ont diminué de presque 32 pour cent en valeur et de 24 pour cent en volume, par suite de l'épidémie de fièvre aphteuse et de l'embargo mis par les Etats-Unis sur les importations en provenance du Canada. Cet embargo a été levé au début de 1953. Néanmoins les exportations de produits agricoles pendant les quatre premiers mois de 1953 ont été inférieures d'environ 7 pour cent à celles de la période correspondante de 1952.

Prix et revenus

La demande intérieure de produits agricoles s'est maintenue, aux Etats-Unis, pendant toute la campagne 1952/53, à des niveaux supérieurs à ceux

de 1951/52. Par contre, le fléchissement de la demande étrangère et l'accroissement des disponibilités ont provoqué la baisse des prix agricoles. Celle-ci a atteint le plus fortement les produits (bovins et ovins, par exemple) dont les cours n'étaient pas soutenus par le gouvernement, et le coton qui, tout en bénéficiant du système de soutien sur le marché intérieur, est fortement tributaire des marchés d'exportation. Les prix à la production, des animaux de boucherie ont baissé en 1952/53 (juillet-mai) d'environ 16 pour cent et ceux du coton d'environ 14 pour cent, tombant au niveau minimum de soutien en janvier 1953.

A la fin de 1952/53, les cours du blé ont accusé une forte chute fléchissant à un niveau inférieur d'environ 15 pour cent à celui de l'année précédente et, dans bien des cas, au-dessous du niveau de soutien.

En juin 1953, le niveau des prix agricoles avait baissé de 11 pour cent par rapport à juin 1952. L'activité gouvernementale dans le cadre du système de soutien s'est sensiblement développée pendant le premier semestre de 1953 pour un certain nombre de produits et a entravé un nouveau glissement des prix. La *Commodity Credit Corporation* a dû augmenter ses prêts ; cet organisme a d'autre part procédé, dans le cadre de la législation existante, à de gros achats de produits laitiers et autres. La valeur des denrées sur lesquelles étaient gagés les prêts non remboursés et des stocks de produits bénéficiant du soutien des prix³ s'élevait, au 31 mai 1953, à 3.248 millions de dollars, contre 1.529 millions l'année précédente. La valeur des stocks détenus représentait 59 pour cent du total des dépenses. Les principaux produits auxquels a été appliqué le système de soutien ont été le blé, le maïs, le tabac et le coton.

Exception faite des salaires agricoles, les prix payés par les exploitants ont également diminué, mais beaucoup moins que les prix payés à ces derniers. On a estimé qu'en 1952/53, le revenu agri-

³ L'application du programme de soutien des prix pour la récolte de 1952 jusqu'au 31 mai 1953 a coûté 2.730.000.000 de dollars. Dans cette somme on comprend : prêts consentis, 2.060.000.000 de dollars ; accords d'achats, 258.000.000 de dollars ; achats effectués en dehors d'accords, 413.000.000 de dollars. Elle dépasse de 1.674.000.000 de dollars le montant dépensé pour la récolte de 1951, au 31 mai 1952. Cet accroissement de dépenses est dû, pour une large part, au fait que le montant des prêts a augmenté de 450.000.000 de dollars pour le blé, de 422.000.000 de dollars pour le maïs, et de 184.000.000 de dollars pour le coton.

cole net, compte tenu des mouvements de stocks, a baissé de 5 pour cent par rapport à 1951/52.

Les prix payés aux agriculteurs canadiens ont diminué en 1952/53 de 10 pour cent. Les prix des bovins ont baissé de presque un tiers par rapport à ceux de 1951, en raison de l'embargo mis sur les importations par les Etats-Unis à la suite de l'épidémie de fièvre aphteuse. Les prix des produits suivants ont été soutenus : viande de bœuf, porcins, beurre, fromage et œufs. Alors qu'on enregistrait une baisse des prix payés aux agriculteurs, les prix payés par ceux-ci ont haussé en 1952 de 50 pour cent de sorte que le revenu agricole net a baissé de 11 pour cent par rapport au niveau exceptionnel de 1951.

Pêches

Aux Etats-Unis et en Alaska, le total des prises de poisson, de crustacés et de mollusques a avoisiné, en 1952, 2.344.000 tonnes, soit une diminution d'environ 2 pour cent en volume et de 3 pour cent en valeur. Ce recul est dû, avant tout, à l'effondrement de la production des pêches de pilchards en Californie, où les quantités débarquées ont été à peine de 3.500 tonnes, contre 150.000 en 1951 et 500.000 en 1938. La production de thon aux Etats-Unis a légèrement baissé. En décembre 1952, l'indice des prix de gros du poisson (toutes espèces) a été légèrement inférieur à celui de décembre 1951.

Dans les ports canadiens, aussi bien de l'Atlantique que du Pacifique, les prises ont été légèrement inférieures à celles de 1951. Sur la côte de l'Atlantique, la hausse des prix s'est traduite par un accroissement des quantités de morue débarquées en 1952, année durant laquelle les quantités débarquées de plie, de flet et de flétan ont également augmenté. Les conserveries canadiennes ont diminué leur demande de hareng, dont les disponibilités étaient très abondantes ; les pêcheurs en ont vendu d'importantes quantités (environ 30.000 tonnes) aux conserveries des Etats-Unis. Le prix de vente moyen a atteint, en 1952, 1,34 dollar les 100 livres, contre 2,08 dollars en 1951.

Sur la côte du Pacifique, les quantités de saumon débarquées en Colombie britannique n'ont atteint, en 1952, que 65.200 tonnes, contre 89.300 en 1951, par suite de la baisse des prix et de deux grèves. Les pêches canadiennes au hareng sur cette côte ont produit, en 1952, 84.800 tonnes, soit environ la moitié de la production de 1951 (163.500 tonnes).

Forêts

En Amérique du Nord, la production et le commerce des produits forestiers sont entièrement tributaires de la demande des Etats-Unis. La situation économique des industries forestières du Canada n'a pas été tout à fait aussi bonne que l'année précédente, par suite de la baisse de la production et des prix et des changements intervenus sur les marchés étrangers. La production de bois rond, qui a beaucoup varié dans d'autres régions, est restée à peu près stable en Amérique du Nord. Aux Etats-Unis, la demande de sciages a légèrement diminué en 1951, par suite du ralentissement de la construction ; elle a repris en 1952, grâce à un regain d'activité dans ce secteur ; aussi la production de sciages est-elle en augmentation. La demande de ce produit dans l'industrie du meuble s'est également accrue. Au Canada, toutefois, la situation a été différente. En 1951, la contraction de la demande des Etats-Unis a été compensée par le renforcement de la demande intérieure et des exportations outre-mer, notamment vers l'Europe, où le marché des sciages a été très actif et ferme. Aussi, la production canadienne de sciages s'est-elle développée en 1951. L'amélioration de la demande, en 1952, aux Etats-Unis n'a pu compenser le recul de la demande intérieure au Canada et des exportations outre-mer, de sorte que la production canadienne de sciages a baissé. Toutefois, la production globale de sciages en Amérique du Nord a atteint, en 1952, 106.900.000 mètres cubes, contre 105.400.000 en 1951.

L'année 1952 a été, dans l'ensemble, favorable aux industries américaines de la pâte, bien que le niveau de l'activité ait été légèrement inférieur à celui de 1951 par suite du ralentissement général de la production industrielle. Toutefois, la capacité de production des Etats-Unis a continué à croître. Vers la fin de 1952, la reprise industrielle a renforcé la demande de papier et de carton, et la production de pâte des Etats-Unis a augmenté.

Le Canada, qui produit la pâte de bois principalement pour la fabrication de papier journal, ne s'est guère senti du ralentissement de l'activité dans la papeterie et l'industrie du carton. La production de pâte de bois qui a diminué, en 1952, de moins de 4 pour cent, est de 7.950.000 tonnes.

Perspectives

Il est probable qu'en Amérique du Nord la conjoncture restera favorable pendant toute l'année 1953. Si l'on prévoit que le volume des dé-

penses publiques plafonne ou fléchisse légèrement, on estime, en revanche, que la perspective d'un accroissement des dépenses des particuliers en installations et équipement nouveaux et la persistance d'une forte demande de produits de consommation maintiendront l'emploi à un niveau élevé. La continuation de cette tendance en 1954/55 est subordonnée à la mesure dans laquelle la compression éventuelle des dépenses publiques, en particulier pour la défense, sera compensée par le développement de l'activité dans le secteur civil. Si les forces d'expansion de l'économie du Canada, pays qui occupe le troisième rang dans le commerce mondial, rendent probable le maintien de cette tendance, des difficultés risquent de se produire aux Etats-Unis lorsque les compressions budgétaires commenceront à se traduire par la diminution des achats de biens et de services effectués par le gouvernement. Il se peut que cette évolution n'influe pas sérieusement sur la demande intérieure de produits agricoles, mais il est probable qu'elle se répercutera davantage sur la demande d'importations de matières premières. La demande étrangère de produits agricoles des Etats-Unis fléchira probablement en 1953/54 et en 1954/55, à mesure que s'accroîtront les disponibilités dans les pays de la zone non-dollar et que les Etats-Unis réduiront leur aide en dollars.

Il ne s'agit pas, en Amérique du Nord, de faire face à des ressources alimentaires insuffisantes pour fournir à chaque consommateur la ration nécessaire à une alimentation satisfaisante, mais de trouver des débouchés capables d'absorber ses excédents, effectifs ou éventuels. Aux Etats-Unis, les perspectives, telles qu'elles apparaissaient en juillet dernier, laissaient prévoir que le chiffre de la récolte de 1953/54 n'aura été dépassé que deux fois antérieurement. Bien qu'une forte sécheresse dans les vastes plaines centrales et méridionales ait réduit la superficie de la récolte, la situation des pâturages et de la production animale inspire des inquiétudes plus vives. La production de blé en 1953 a été estimée provisoirement à un volume inférieur de 9 pour cent à celui de 1952; pour tous les autres principaux produits excepté le riz, on enregistre un certain accroissement par rapport à la campagne précédente. La production de tabac a peut-être légèrement baissé; la superficie cultivée en coton est inférieure de 9 pour cent à celle de la campagne précédente et, d'après les premières estimations, on peut s'attendre à une baisse de la production d'environ 14 pour cent. On estime que la superficie dépasse nettement celle qu'avait recommandée le Secrétaire à l'agriculture. Au Canada, on ne prévoyait guère de

changement dans la superficie consacrée au blé. On enregistrera peut-être une certaine extension de la superficie consacrée à l'orge et aux mélanges de céréales.

Du fait de l'augmentation probable des ventes de bétail dans l'ensemble de la région, les premiers renseignements laissent prévoir que les ventes globales de produits agricoles avoisineront le volume record de 1952/53.

Il est même probable que les disponibilités totales dépasseront le niveau de l'année dernière, car on observe un gonflement des stocks de report de blé au Canada et aux Etats-Unis, et de ceux de maïs et de coton dans ce dernier pays. Le problème qui se pose consiste à trouver un marché d'exportation solvable capable d'absorber ces fortes disponibilités à des prix rémunérateurs.

Les Etats-Unis et le Canada abordent la campagne 1953/54 dans des conditions très différentes, au point de vue agricole, de celles des années précédentes. Les prix des produits sont en baisse sensible. Les disponibilités, notamment en blé, atteignent un niveau record. Les perspectives de la production pour 1953/54 sont satisfaisantes, et il semble que, dans l'ensemble, la demande intérieure demeurera relativement ferme pendant la plus grande partie de l'année prochaine; on observe toutefois, une tendance à remplacer certains produits par des produits moins coûteux, par exemple le beurre par la margarine.

Aux Etats-Unis, du fait de l'accumulation de gros stocks de blé, de maïs et de coton, par la *Commodity Credit Corporation*, le niveau futur des prix et de la production reste assez incertain.

Pour la première fois depuis dix ans, un referendum a eu lieu dans ce pays au milieu de l'été sur la question de l'adoption de contingents de marketing de blé pour l'année suivante. Cela veut dire que les ventes seront limitées (sous peine de sanctions) au blé provenant de superficies allouées et que le prix de soutien restera fixé à 90 pour cent du prix de parité. Il est possible que le coton fasse également l'objet de mesures analogues. Le prix de la viande, déjà en baisse, pourra fléchir encore davantage, si la sécheresse a pour effet d'augmenter sensiblement les ventes.

Le principal objet d'inquiétude est la demande d'exportations, qui exerce une influence particulièrement forte sur l'économie des Etats-Unis, car les régions de la zone non-dollar continuent de réduire leurs importations de blé, de coton, de tabac et de certaines matières grasses. Les prix des Etats-Unis influent sur les prix canadiens de la production animale. Bien que la frontière mexicaine soit de nouveau fermée en raison de l'épi-

démie de fièvre aphteuse, il est peu probable que les disponibilités de l'Amérique du Nord s'en ressentent fortement.

Les recettes en espèces des producteurs agricoles, tant aux Etats-Unis qu'au Canada, seront sans doute moins élevées en 1953/54 qu'en 1952/53; il se peut également que le revenu agricole net fléchisse de nouveau, les prix des produits agricoles continuant à évoluer à un niveau inférieur à celui de 1952/53, tandis que le coût reste relativement ferme.

AMÉRIQUE LATINE

Situation actuelle

De meilleures politiques agricoles et de bonnes conditions atmosphériques ont permis à la production agricole d'atteindre un niveau record et de dépasser de 30 pour cent le niveau d'avant-guerre. Ce résultat a contribué à l'amélioration générale de la situation économique de la région au cours de 1952/53.

En Argentine, le fléchissement de la production agricole au cours de 1951/52, la réduction des exportations et la contraction de la demande en produits de consommation ont été accompagnés d'une diminution marquée du volume des investissements et de l'ensemble de la production. A la fin de 1952 et au début de 1953, les conditions se sont améliorées. Au Brésil, toutefois, le ralentissement de la demande de la part de l'étranger à l'égard de certains produits dont les exportations ont notablement diminué et l'élévation rapide du niveau des importations ont influé sur la situation de la balance des paiements. La pénurie de devises a contribué à ralentir le rythme d'expansion de la production en général, malgré l'accroissement de la production dans l'agriculture et dans maints secteurs industriels. Les restrictions à l'importation se sont faites plus sévères et un marché libre limité des devises étrangères a été institué au début de 1953. Cette mesure, ainsi que le prêt accordé par la *Export-Import Bank of Washington* ont provoqué une amélioration sensible des conditions des échanges pendant le premier semestre de 1953. Pendant ce temps, au Brésil, la demande intérieure a été soutenue et les prix à la consommation, en particulier ceux des denrées alimentaires, continuaient encore à monter, au début du deuxième trimestre de 1953, au même rythme que les mois précédents. Les prix de gros, toutefois, ont commencé à se stabiliser à la fin du premier trimestre.

Il est également apparu qu'au cours de l'année 1952, le rythme d'expansion de la production avait diminué dans certains autres pays comme le Mexique, la Colombie, l'Uruguay et le Guatemala, où, s'ajoutant à un ralentissement général dans les industries textiles, les investissements n'ont pas atteint le niveau élevé de l'année précédente. A Cuba et au Pérou, l'ensemble de la production a effectivement diminué. Ailleurs cependant, comme au Chili, au Venezuela, en Equateur et dans certains pays de l'Amérique centrale où les exportations ont été, en général, en augmentation, et où le niveau des investissements est resté élevé, le volume total de la production a continué à augmenter selon un rythme analogue ou même supérieur à celui de l'année précédente. Depuis la fin de 1952 et au début de 1953, les prix mondiaux de la plupart des produits tendant à se stabiliser, les facteurs extérieurs, qui influent fortement sur l'économie des différents pays de l'Amérique latine, se sont montrés plus stables que l'année précédente. L'activité économique des pays fâcheusement touchés par les modifications de la demande extérieure au cours de 1952 a, en général, donné des signes d'amélioration.

Production agricole

La production agricole de l'Amérique latine a été, dans l'ensemble, supérieure d'environ 9 pour cent en 1952/53 à celle de 1951/52. Les conditions atmosphériques favorables et l'annonce, publiée suffisamment tôt, de l'augmentation des prix officiels devant s'appliquer aux achats d'importantes récoltes en Argentine ont favorisé le redressement rapide de la courbe de la production agricole qui, en 1951/52, avait atteint son point le plus bas depuis 20 ans. En Argentine, on estime que la production de 1952/53 a dépassé d'environ 30 pour cent celle de 1951/52. Ailleurs, sauf à Cuba et Porto Rico, les régions cultivées n'ont cessé de s'étendre de sorte que les niveaux atteints par la production sont généralement plus élevés que ceux de l'année précédente. Au Brésil, au Chili, en Equateur et dans les pays de l'Amérique centrale, l'augmentation de la production a dépassé les taux normaux de l'accroissement démographique, alors qu'en d'autres pays elle les a à peine suivis. A Cuba et à Porto Rico, surtout à la suite des restrictions imposées par le gouvernement à la production de sucre, on estime que la production agricole de 1952/53 est tombée de 17 et de 11 pour cent respectivement au-dessous des niveaux de 1951/52.

La production alimentaire en 1952/53 s'est accrue de 8 pour cent, c'est-à-dire d'un peu moins que l'ensemble de la production agricole, par rapport à l'année précédente. Toutefois, si l'on ne tient compte ni de l'Argentine ni de Cuba dans le calcul du montant total de la production, la production alimentaire du reste de la région ne s'est accrue que de 3 pour cent, ce qui ne représente qu'une amélioration d'à peine plus de 1 pour cent de la production alimentaire par habitant. Malgré l'accroissement notable de la production alimentaire de la région, la production par habitant en 1952/53 est légèrement inférieure à la moyenne atteinte au cours des trois années 1948/49 à 1950/51 et reste encore inférieure de 4 pour cent à la moyenne atteinte au cours des cinq années qui ont précédé la seconde guerre mondiale. Cependant, les résultats obtenus en 1952/53 représentent une amélioration importante si on les compare aux chiffres très bas de 1951/52, époque où, en raison de la brusque chute de la production agricole argentine, la production alimentaire par habitant de l'Amérique latine est descendue d'environ 9 pour cent au-dessous de celle d'avant-guerre (tableau 21).

Principaux changements dans la situation des produits

La production céréalière au cours de 1952/53 s'est élevée à environ 36.500.000 tonnes contre 26.700.000 tonnes en 1951/52, dépassant ainsi de 4.500.000 tonnes environ le record atteint précédemment pendant la campagne 1950/51. La principale contribution a été fournie par l'Argentine dont la production céréalière est passée à près de 14.000.000 de tonnes contre les 5.100.000 tonnes de la mauvaise récolte de 1951/52.

La plupart des producteurs de blé, à l'exception surtout de l'Uruguay, ont obtenu de meilleures récoltes que l'année dernière et, dans nombre de pays, la production a atteint des niveaux records. La région a atteint le chiffre record de 10.900.000 tonnes, dépassant ainsi de plus de 5.000.000 de tonnes celui de 1951/52, année de mauvaise récolte. La production de maïs s'est élevée à environ 17.700.000 tonnes, chiffre record d'après-guerre, égalant presque le record de 18.000.000 de tonnes de la période 1934-38. Les grands progrès réalisés par l'Argentine, le Mexique et d'autres producteurs secondaires ont plus que compensé les mauvaises récoltes de maïs, obtenues principalement au Chili, en Equateur, en Colombie et à Costa Rica. En Argentine, de meilleures récol-

TABLEAU 21. — NOMBRES-INDICES DU VOLUME DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE, TOTALE ET PAR HABITANT, EN AMÉRIQUE LATINE, 1948-50 A 1952/53

RUBRIQUES	Moyenne 1948-50	1951/52	Chiffres provisoires 1952/53
.....1934-38 = 100.....			
AMÉRIQUE LATINE			
Production agricole totale.	122	120	130
Production alimentaire. . .	127	124	134
Population	131	137	140
Production agricole par habitant	93	88	93
Production alimentaire par habitant	97	91	96
AMÉRIQUE LATINE (SANS L'ARGENTINE)			
Production agricole totale	132	139	143
Production alimentaire. . .	141	149	149
Population	131	137	140
Production agricole par habitant.	101	102	102
Production alimentaire par habitant	107	108	107
AMÉRIQUE LATINE Production des principaux produits			
<i>Céréales</i>			
Maïs.	81	85	99
Blé	94	57	122
Riz (non usiné).	224	233	245
Autres céréales	118	85	136
<i>Racines</i>			
Manioc.	215	208	220
Pommes de terre.	166	160	170
Patates.	132	124	127
<i>Sucre (non compris la pannelle)</i>	167	201	170
<i>Graines oléagineuses pour huiles comestibles (en équivalent d'huile)¹ . .</i>	196	199	189
<i>Autres cultures alimentaires</i>			
Haricots secs.	146	147	152
Bananes	134	143	155
Cacao	111	100	103
<i>Produits animaux</i>			
V viande	116	² 113	³ 111
Lait	137	² 137	³ 141
<i>Fibres</i>			
Coton (fibre)	126	148	171
Laine (dessuintée).	115	118	119
Fibres dures	170	² 171	³ 164
<i>Autres produits</i>			
Tabac	144	145	153
Graines oléagineuses pour huiles non comestibles (en équivalent d'huile) ¹	57	44	57
Café.	87	88	94

NOTE : Par suite de changements récemment apportés à la méthode d'établissement des indices de la production à la FAO, les données ci-dessus ne sont pas comparables à celles qui ont paru dans le rapport *Alimentation et agriculture, conditions actuelles et perspectives 1952*.

¹ Ces indices ne sont pas rigoureusement comparables aux données publiées ailleurs, car les produits entrant dans le calcul de chaque série ne sont pas exactement les mêmes.

² Année civile 1952.

³ Année civile 1951.

tes de seigle, d'orge et d'avoine ont contribué à augmenter sensiblement la production de la région. Par rapport à celle de 1951/52, la production de seigle a augmenté de 180 pour cent et celle d'orge et d'avoine de 50 pour cent. La production de riz a continué à augmenter comme au cours des années précédentes et se montre de 5 pour cent supérieure à celle de 1951/52.

La production de racines et de tubercules a légèrement augmenté du fait que la production de manioc s'est accrue de 6 pour cent. Le développement des surfaces cultivées et de bonnes conditions atmosphériques ont permis d'augmenter d'environ 5 pour cent la production des légumineuses. Dans la plupart des pays, les récoltes de haricots secs ont été plus importantes que celles de l'année précédente.

On a enregistré une diminution de 15 pour cent de la production de sucre, uniquement du fait des restrictions officiellement imposées à Cuba et à Porto Rico. Toutefois, la production s'est accrue dans la plupart des autres pays, à l'exception surtout de l'Argentine, du Brésil et du Paraguay où, si la production de canne à sucre a augmenté, le mauvais temps qui a sévi pendant la période du broyage a empêché la production de sucre d'atteindre tout à fait le niveau de l'année précédente.

La production des graines oléagineuses, en équivalent d'huile, a accusé une certaine reprise par rapport au recul de 1951/52, mais elle est encore inférieure de 80.000 tonnes au chiffre record (1.200.000 tonnes) de 1950/51. L'augmentation de 4 pour cent du volume de la production constatée au cours de 1952/53 sur 1951/52 est entièrement due à l'augmentation de la production de graines oléagineuses pour huiles non comestibles, principalement de graines de lin.

Ce n'est que dans quelques années que les nouvelles plantations de café commenceront à produire, mais l'amélioration des traitements donnés aux plantations anciennes a eu pour résultat une augmentation régulière de la production depuis trois ans. On estime que le volume total de la production atteindra en 1952/53 environ 2.000.000 de tonnes, c'est-à-dire qu'il dépassera de 7 pour cent le volume de l'année dernière. Cette augmentation est due en majeure partie à l'abondance de la récolte brésilienne, mais la plupart des pays producteurs, en particulier ceux d'Amérique centrale, ont également obtenu de meilleures récoltes qu'en 1951/52.

La production de bananes a dépassé de 9 pour cent celle de l'année dernière qui était d'environ 6.900.000 tonnes. Des augmentations importan-

tes se sont produites, surtout au Brésil, au Mexique et en Equateur. Les progrès réalisés dans ce dernier pays sont impressionnants : la production a plus que doublé en deux ans et l'Equateur se classe maintenant directement après le Brésil parmi les principaux producteurs de l'Amérique latine. La production de tabac et celle de cacao se sont également accrues, d'environ 5 et 3 pour cent respectivement, par rapport à celle de l'année dernière. Le rendement du coton a dépassé de 16 pour cent les 930.000 tonnes (coton égrené) produites en 1951/52. Ce gain est dû à une augmentation de 50 pour cent de la récolte brésilienne, survenue à la suite de l'extension des plantations résultant d'une politique officielle de soutien des prix, ainsi qu'à l'accroissement des rendements à l'hectare par rapport à ceux de la campagne précédente. Parmi les autres principaux producteurs de coton, le Pérou a enregistré une récolte record, mais le Mexique a beaucoup souffert des attaques de maladies et de parasites qui se sont étendues aux régions cotonnières. La production de laine estimée à 180.000 tonnes (laine dessuintée) est restée sensiblement la même qu'en 1951/52. Un léger recul en Argentine a été presque compensé par des accroissements réalisés dans d'autres pays producteurs.

L'application en Argentine, depuis le début de 1952, d'un système de jours sans viande et de restriction des abattages se traduit par un recul, estimé à 5 pour cent, de la production de viande de ce pays. Malgré les légers accroissements observés dans d'autres pays, la production de viande de la région a été inférieure d'environ 2 pour cent à celle de l'année précédente, évaluée à 5.500.000 tonnes. En revanche, la production laitière qui, par suite de la diminution de la production des principaux pays producteurs comme l'Argentine et le Chili, stagnait depuis deux ans, a, grâce à la situation favorable des pâturages et à l'augmentation du nombre des vaches laitières, fait preuve d'une nouvelle tendance à l'amélioration.

Commerce des produits agricoles

La diminution des disponibilités exportables et le fléchissement de la demande étrangère ont provoqué en 1952 une contraction de 20 pour cent du volume des exportations agricoles par rapport à celui de 1951 ; cette contraction a été provoquée surtout par la réduction des exportations de blé, de graines oléagineuses et d'huiles, de sucre et de viande. Les expéditions de maïs, de laine, de tabac et de café ont dépassé celles de 1951.

Les importations agricoles ont elles aussi diminué d'environ 6 pour cent, bien que l'on ait constaté une augmentation d'environ 10 pour cent des importations de blé.

La contraction des échanges de produits agricoles au cours de 1952 s'explique dans une large mesure par le ralentissement de l'activité commerciale dû, en Argentine, à la diminution sensible des disponibilités exportables; au Brésil, aux prix excessifs de certains produits par rapport aux cours pratiqués sur le marché mondial et, à Cuba, en grande partie à la diminution de la demande de sucre de la part de l'étranger. A certaines exceptions près, les exportations agricoles des autres pays ont été, d'une manière générale, plus importantes qu'en 1951, mais les importations ont été plus faibles.

TABLEAU 22. — NOMBRES-INDICES DU VOLUME DU COMMERCE EXTÉRIEUR DES PRODUITS AGRICOLES DE L'AMÉRIQUE LATINE ¹

ANNÉES	Exporta- tions brutes	Importa- tions brutes	Exporta- tions nettes
	 1934-38 = 100		
1949.	93	148	85
1950	99	175	87
1951.	91	180	77
1952 ²	74	168	60

¹ Nombres-indices tenant compte de 72 produits agricoles.
² Chiffres provisoires.

La demande de produits forestiers d'Amérique latine a fléchi en 1952. Le commerce d'exportation, qu'il s'agisse des échanges intra ou inter-régionaux, a diminué, et le Brésil a été l'exportateur le plus sérieusement touché.

Perspectives

D'une façon générale, les perspectives de développement de la production agricole pour les deux prochaines années sont favorables. La production de céréales dépassera peut-être le niveau élevé atteint en 1952/53, mais il est probable que celle de blé sera légèrement inférieure, surtout en 1953/54. Il se peut que la production de blé, en Argentine, soit légèrement inférieure, à moins que, comme en 1952/53, les rendements à l'hectare ne continuent d'être plus élevés que ceux des années normales, et que la proportion des superficies moissonnées par rapport à celles des

emblavures ne se maintienne à un niveau optimum. Au Brésil, la récolte de blé sera à nouveau plus abondante si ce pays persiste à vouloir atteindre, en 1960, l'objectif de 1.000.000 de tonnes. Le Mexique, le Chili, le Pérou et certains autres pays dans lesquels des programmes de développement de la production des céréales sont en voie d'exécution, continueront probablement à accuser de nouvelles augmentations du rendement. Il est probable que l'augmentation de la production de céréales proviendra, en majeure partie, d'une augmentation de la production de maïs, bien que celles de blé et de riz puissent également être plus élevées qu'à l'heure actuelle, surtout d'ici 1954/55.

Il se peut que, conformément aux objectifs des divers programmes officiels, les surfaces cultivées et la production de plantes alimentaires indigènes — légumineuses, oléagineux, légumes frais et pommes de terre — augmentent encore au cours des deux prochaines années. Les restrictions imposées par le gouvernement à la production de sucre seront probablement maintenues à Cuba et à Porto Rico. Ces mesures empêcheront la production des deux prochaines années de dépasser le niveau record de 14.400.000 tonnes atteint en 1951/52, mais, étant donné le développement continu de la production en d'autres pays, dont un grand nombre ne produisent qu'en vue de la consommation intérieure, elle dépassera peut-être légèrement les 12.100.000 tonnes obtenues en 1952/53.

Tout nouvel accroissement de la production de coton au cours des deux prochaines années au-dessus des 1.100.000 tonnes (coton égrené) de 1952/53 dépendra surtout des modifications qui pourront se produire au Brésil, qui fournit environ 50 pour cent de la production régionale. La baisse des prix mondiaux et les difficultés rencontrées pour écouler la récolte de 1952 pourraient se traduire par un fléchissement de 15 à 20 pour cent de la production brésilienne en 1953/54. L'expansion incessante de la production des autres pays et le redressement escompté au Mexique ne suffiront vraisemblablement pas à compenser la baisse de la production brésilienne. Tout compte fait, il semble que la production de 1953/54 sera inférieure à celle de 1951/52, mais que celle de coton en 1954/55 pourra augmenter à nouveau, sans dépasser cependant le record atteint en 1952/53, à moins que la demande et les prix n'augmentent d'ici là sur le marché mondial.

Il se peut que la récolte de café de 1953/54 égale celle de l'année précédente, certaines augmentations de production dans la plupart des pays producteurs permettant de compenser la lé-

gère diminution prévue par le Brésil du volume de sa prochaine récolte. Les perspectives sont plus favorables pour 1954/55, car plusieurs pays commenceront alors à pratiquer effectivement la cueillette des nouvelles plantations. A ce moment, le chiffre de la production se rapprochera vraisemblablement, pour la première fois, des 2.100.000 tonnes qui constituaient la moyenne de 1934-38.

On prévoit que la baisse régulière de la production de viande en Argentine, qui s'est produite durant les quatre dernières années, touche à sa fin en 1953 et que par suite la production de la région augmente. Ces prévisions trouvent leur confirmation dans le chiffre record du cheptel évalué au début de 1953. Même en Argentine, où les effectifs ont diminué ces dernières années du fait de la sécheresse persistante, les effectifs du cheptel vif atteignent de nouveau, si l'on se base sur le recensement de 1952, un chiffre inégalé jusqu'ici. L'accroissement de la production de viande au cours des deux prochaines années, particulièrement en 1954, dépendra aussi en grande partie des programmes officiels et de l'amélioration générale des rapports de prix par comparaison avec ceux qui existaient auparavant. Les mêmes conditions, dans l'ensemble favorables, s'appliquent au développement possible de la production de lait et d'autres produits du bétail. Il est possible que la production laitière en particulier augmente plus rapidement que le taux de la population. Ce ne sera peut-être pas le cas de la viande en 1953/54, bien que le rythme de l'expansion puisse s'accélérer d'ici 1954/55.

La production de l'industrie des pêches au cours des deux prochaines années continuera peut-être à s'accroître, à un rythme cependant moins rapide que celui des années précédentes, à moins que des améliorations ne soient apportées à l'organisation actuellement insuffisante de la commercialisation ainsi qu'aux moyens de transport. Dans bien des pays, les faibles taux de la productivité par pêcheur ne s'amélioreront qu'avec l'adoption de procédés modernes. Toutefois, en Argentine, au Brésil, au Chili, au Mexique, au Pérou et au Venezuela, l'industrie des pêches est assez développée, et c'est dans ces pays que les perspectives d'un accroissement soutenu de la production sont les plus favorables.

L'accroissement de la demande intérieure de produits forestiers stimulera à nouveau le développement de l'industrie forestière. La production en vue de l'exportation pourra également être développée grâce à l'amélioration éventuelle des conditions de la balance des paiements de certains pays importateurs. Au Brésil, la production

de bois d'œuvre, en particulier, bénéficiera des nouvelles lois monétaires et du nouveau traité commercial conclu avec l'Argentine. Des plans d'augmentation de la production de pâte de bois, fondés sur l'utilisation de matières premières non exploitées jusqu'ici, favoriseront également la reprise du développement des industries forestières.

Les disponibilités exportables de produits agricoles en 1953 seront supérieures à celles de 1952, en raison de l'accroissement de la production de presque tous les produits importants. La demande d'exportations de café restera probablement forte. L'application de l'accord actuel relatif à la viande, conclu entre le Royaume-Uni, nécessitera une augmentation de 30 pour cent des exportations par rapport à celles de l'année précédente. Par contre, les exportations uruguayennes seront moins importantes.

Etant donné la nouvelle épidémie de fièvre aphteuse signalée au Mexique en mai 1953, la frontière des Etats-Unis, rouverte à la fin de 1952 après plusieurs années, a été fermée à nouveau aux importations de bétail mexicain. Si cette situation se prolonge, l'espoir précédemment conçu d'augmenter dans un proche avenir les exportations de bétail mexicain ne se réalisera pas. D'autre part, l'Argentine continuera à exporter du bétail sur pied, probablement en quantités de plus en plus grandes.

Les exportations de sucre, qui sont tombées brusquement au cours de 1952 resteront stationnaires. Toutefois, certains exportateurs secondaires pourront continuer à accuser d'autres augmentations.

Il se peut que les importations de denrées alimentaires et agricoles continuent à se développer, bien que des modifications doivent se produire de façon sensible dans la provenance de ces importations. En grande partie en raison de l'augmentation de la production en Argentine, les importations intra-régionales seront, au cours des deux prochaines années, plus importantes qu'en 1952, alors que celles provenant de l'extérieur seront, semble-t-il, grandement restreintes.

Les industries manufacturières et les autres industries non agricoles continueront à se développer, plus rapidement peut-être qu'en 1952. La reprise du rythme de l'expansion de la production pourra résulter du nouveau développement industriel escompté dans certains pays tels que le Venezuela, le Chili et plusieurs des petites républiques de l'Amérique latine. Une nouvelle accélération de l'activité industrielle de pays comme l'Argentine, le Brésil, le Mexique, la Colombie, l'Uruguay

et le Pérou est susceptible de se produire, étant donné qu'on escompte une amélioration de la situation de la balance des paiements. La capacité industrielle actuelle de l'Amérique latine est plus grande que jamais et l'augmentation des importations de biens de production sera stimulée par la réduction des importations de denrées alimentaires en provenance d'autres régions. Aussi se peut-il que l'on assiste dans ces pays à une augmentation de l'emploi et des revenus.

L'accroissement de la production industrielle créera une demande sans cesse accrue de produits alimentaires et agricoles, mais il se pourrait que le marché puisse être satisfait sans qu'il soit besoin d'augmenter à nouveau les prix ; les perspectives d'approvisionnements provenant soit de la production nationale, soit des importations intra-régionales sont en effet généralement favorables puisque l'on escompte l'augmentation de la production agricole de la région.

AFRIQUE⁴

En 1952/53, la production agricole totale et la production alimentaire ont marqué une légère augmentation d'environ 3 pour cent par rapport à 1951/52 (tableau 23). Bien que ce taux soit légèrement supérieur à celui de l'accroissement démographique, il semble toutefois que les disponibilités par habitant n'ont guère différé de celles de l'an passé car les exportations de produits alimentaires ont également progressé.

TABLEAU 23. — NOMBRES-INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE, TOTALE ET PAR HABITANT, EN AFRIQUE, 1948-50 A 1952/53

PRODUCTION	Moyenne 1948-50	1951/52	1952/53
	 1934-38 = 100		
<i>Production totale</i>			
Tous produits	124	134	137
Produits alimentaires	123	132	135
<i>Population totale</i>	118	122	123
<i>Production par habitant</i>			
Tous produits	107	110	111
Produits alimentaires	105	108	109

NOTE : Par suite de changements récemment apportés à la méthode d'établissement des indices de la production à la FAO, les données ci-dessus ne sont pas comparables à celles qui ont paru dans le rapport *Alimentation et agriculture, conditions actuelles et perspectives, 1952*.

⁴ Non compris l'Égypte, le Soudan anglo-égyptien, l'Érythrée, l'Éthiopie et les Somalies.

Production

La production totale de céréales a dépassé de 9 pour cent le chiffre de l'an dernier, qui atteignait 21.400.000 tonnes (tableau 24). L'accroissement a été surtout le fait de l'Afrique du Nord française où la récolte totale de plus de 5.800.000 tonnes a excédé d'environ 1.100.000 celle de la campagne précédente. La production a augmenté de 45 pour cent en Algérie, et a presque triplé en Tunisie où elle a dépassé 1.000.000 de tonnes. En revanche, la production marocaine, en dépit d'une légère extension des emblavures, a fléchi de 10 pour cent, surtout en raison d'une forte baisse de la récolte d'orge. La production de l'Afrique occidentale est restée approximativement au même niveau qu'en 1951/52. En Afrique du Sud, la récolte totale de céréales a atteint 3.400.000 tonnes, soit une augmentation de 20 pour cent, qui a été en grande partie imputable à une excellente récolte de maïs. Toutefois, la production d'autres céréales, en particulier le blé, a sensiblement reculé du fait des mauvaises conditions atmosphériques dans certaines régions du pays. La production de maïs et de blé de l'Afrique orientale a augmenté.

La production totale d'oléagineux et d'huiles, estimée à 2.200.000 tonnes (en équivalent d'huile), a été presque identique au niveau de 1951/52, mais a différé sensiblement de ce dernier si l'on envisage

TABLEAU 24. — PRODUCTION AGRICOLE DE L'AFRIQUE

PRODUITS	Moyenne 1948-50	1951	1952
	 Milliers de tonnes		
Toutes céréales ¹ . . .	21 700	21 400	23 200
Millet et sorgho . . .	8 000	8 100	8 000
Maïs	5 700	5 100	6 000
Blé	2 800	3 000	3 600
Huiles végétales et graines oléagineuses (en équivalent d'huile).	2 100	2 100	2 200
Huile de palme . . .	530	680	730
Arachides	620	710	710
Palmistes	380	360	360
Huile d'olive	94	93	70
Coton (égrené) . . .	200	240	240
Café	230	280	280
Thé	18	21	22
Cacao	500	460	520
Sucre	1 320	1 340	1 450

¹ Y compris le seigle, l'orge, l'avoine et le riz.

séparément ses composantes. Alors que la production de palmistes n'a pas varié, celle d'huile de palme s'est accrue de 10 pour cent. L'excellente récolte d'arachides de 1951/52 a été suivie d'une autre bonne récolte de 2.400.000 tonnes ; on note une légère augmentation en Nigeria et une petite diminution en Afrique-Occidentale française. En Afrique du Nord française, la production d'huile d'olive a diminué de près d'un quart, du fait surtout que la récolte marocaine ne s'est pas maintenue au niveau quasi-exceptionnel de l'an dernier.

La production totale de coton qui s'est élevée à 240.000 tonnes a peu varié par rapport à 1951/52 et les progrès réalisés au Congo belge et en Afrique-Equatoriale française ont été annulés par un recul de la production ailleurs et notamment en Ouganda où la superficie consacrée au coton a diminué d'environ 10 pour cent.

La production de cacao est passée de 460.000 tonnes en 1951/52 à 520.000 en 1952/53. Les conditions climatiques ont été en général favorables et dans la Côte de l'Or la maladie du *swollen shoot* est peu à peu jugulée. Dans la Côte d'Ivoire la production est passée en un an de 48.000 à environ 58.000 tonnes, au détriment de la qualité.

La production de café et de thé, respectivement de 280.000 et 220.000 tonnes, n'a pas varié par rapport à l'année précédente. Toutefois, la position relative des différents producteurs de café a nettement changé. Au Congo belge, au Cameroun français et à Madagascar, la production est en augmentation sensible tandis qu'elle a reculé d'environ 15 pour cent en Afrique-Occidentale française et qu'elle a souffert au Kenya et au Tanganyika de mauvaises conditions atmosphériques. La production de sucre, qui s'est élevée à 1.400.000 tonnes, a augmenté de 10 pour cent. La récolte record en Afrique du Sud est largement responsable de cette amélioration que l'on impute à d'opportunes pluies d'hiver et à l'emploi généralisé de variétés améliorées. A l'île Maurice en revanche, la production a légèrement fléchi et les conditions de maturation défavorables ont fait baisser la teneur en saccharose.

Commerce et prix

En 1952, le volume total des exportations de produits alimentaires et de matières premières agricoles a augmenté de 5 pour cent par rapport à l'année précédente, rejoignant presque le niveau record d'après-guerre atteint en 1950. Cette expansion est due principalement à l'accroissement des

expéditions d'oléagineux, d'huiles et de fibres. Les exportations de céréales ont baissé.

Les importations ont été légèrement inférieures au niveau de 1951 tout en dépassant sensiblement celui de 1950. Les importations de céréales et de produits d'origine animale sont restées relativement élevées ; celles de sucre continuent à augmenter.

Les prix d'exportation, ont, en général, de nouveau fléchi par rapport aux niveaux élevés de 1950/51. L'huile de palme et les palmistes ont été le plus fortement touchés en 1952 — leurs prix n'atteignant plus que 54 et 73 pour cent respectivement du niveau de 1951. Toutefois, les prix des palmistes se sont relevés graduellement pendant le premier trimestre de 1953. Les prix du coton et du sisal qui, pendant le second semestre de 1951 s'étaient maintenus à des niveaux bien supérieurs à ceux enregistrés avant le conflit coréen, ont fléchi, ceux du sisal tombant à moins de 70 pour cent de la moyenne mensuelle de 1951 et continuant à baisser pendant le premier trimestre de 1953. En revanche, les prix du café et du cacao, bien que sujets à des fluctuations, sont restés dans l'ensemble à leur niveau de 1951. Les cours de la laine en Afrique du Sud sont tombés à 60 pour cent de leur moyenne de 1951, mais ont repris pendant le premier trimestre de 1953.

Les prix des produits importés sont restés sensiblement supérieurs à ceux de 1950 en dépit d'une baisse passagère au cours du premier semestre de 1952. Au total, dans la plupart des cas, le rapport des échanges a été, à des degrés variables, moins favorable en 1952 qu'en 1951.

Pêches

La production totale de poisson a légèrement augmenté par rapport à 1951. Les prises de sardines au Maroc français ont légèrement baissé et la production de l'Angola ne s'est guère améliorée au cours des deux dernières années. Par contre, la production de pilchards de l'Union Sud-Africaine et du Sud-Ouest africain poursuit son expansion rapide de l'après-guerre : on prévoit que la production totale de 1952/53 atteindra 650.000 tonnes contre 500.000 l'année précédente. L'Afrique du Sud fournit davantage de produits frais et réfrigérés au marché intérieur et les excédents exportables de pilchards en boîtes, et de farines et d'huiles de poisson deviennent abondants. Cependant les restrictions imposées par l'Australie rendront difficile l'exportation de poisson congelé et fumé vers ce marché.

Forêts

En 1952, la contraction du marché des produits forestiers a particulièrement touché la région. Les exportations de feuillus d'Afrique et notamment de la Nigeria vers le Royaume-Uni ont fortement baissé, ce dernier pays, principal acheteur, ayant réduit ses importations de 45 pour cent par rapport à 1951.

D'autre part, le commerce des sciages résineux a également fléchi de manière appréciable. Dans l'Union Sud-Africaine, par suite de restrictions monétaires affectant la quasi-totalité des pays fournisseurs, de la chute des prix et de l'incertitude des débouchés, les importations ont subi une réduction de 35 pour cent par rapport au niveau de 1951. Le gouvernement cherche à encourager la production nationale de sciages, et l'on estime que 33.000.000 de pieds cubes de grumes ont été traités en 1951/52. La demande d'importation semble s'être stabilisée davantage en Afrique du Nord française que dans d'autres régions d'Afrique ; le recul relativement plus faible des importations en 1952 semble avoir été dû au niveau assez élevé de l'activité économique, notamment dans le secteur de la construction. Le marché africain de la pâte de bois et des produits de pâte s'est fortement contracté en 1952 ; les importations de ces produits ont nettement baissé, même celles de papier journal.

Perspectives

Il se peut que, dans l'ensemble de l'Afrique, la production de denrées alimentaires et de matières premières agricoles dépasse légèrement celle de l'an dernier. Les conditions atmosphériques ont été généralement favorables, exception faite de l'Afrique du Nord française où la sécheresse a écarté les perspectives d'une récolte record de blé et d'orge. Toutefois, des précipitations tardives ont amélioré la situation et l'on prévoit une récolte moyenne. En Afrique orientale, en revanche, et particulièrement au Kenya et au Tanganyika, les pluies se sont trop fait attendre et ont été trop faibles pour éviter de sérieuses pénuries alimentaires, alors qu'en Rhodésie du Sud et en Mozambique l'abondance des précipitations provoquait des inondations et retardait les travaux des champs dans certaines régions.

Alors qu'on s'attend à une production de céréales moyenne en Afrique du Nord, la récolte de maïs s'annonce excellente en Afrique du Sud, où elle doit dépasser de moitié le volume de l'an dernier,

ainsi que dans la Nigeria septentrionale. La production d'arachides atteindra sans doute dans la Nigeria le niveau record de l'année passée, tandis qu'en Rhodésie du Sud, elle est susceptible d'augmenter de 50 pour cent ; on s'attend d'autre part à une légère amélioration en Afrique-Occidentale française et en particulier au Sénégal. Il se peut que la production de sucre augmente à l'île Maurice et en Afrique du Sud où, en tout état de cause, des récoltes exceptionnellement fortes de canne à sucre devraient permettre de reprendre les exportations. Les conditions sont favorables à la production animale dans l'ensemble de la région du fait du bon état des pâturages et d'une excellente récolte de maïs.

PROCHE-ORIENT⁵

Situation actuelle

L'expansion de la production alimentaire et agricole au Proche-Orient, qui se poursuit régulièrement depuis trois ans, s'est encore accentuée en 1952/53. La production totale a atteint un chiffre record ; la production par habitant, a rejoint le niveau moyen d'avant-guerre et l'a même dépassé d'une marge appréciable pour la première fois depuis la fin des hostilités. Le volume des exportations a augmenté, en particulier pour les céréales, dont la région est redevenue comme avant-guerre exportatrice nette. Bien que la production alimentaire ait eu tendance à augmenter plutôt dans les pays excédentaires que dans les pays déficitaires, ces derniers ont pu, dans l'ensemble, améliorer ou tout au moins maintenir leurs disponibilités en continuant à importer largement. Il n'y a pas eu de disette généralisée comme il s'en produisait périodiquement au cours des premières années d'après-guerre. La Tripolitaine et la Cyrénaïque ont remédié aux pénuries qui ont sévi en 1952, par des importations exceptionnelles.

Si les conditions atmosphériques ont joué un rôle important dans l'accroissement de la production en 1952/53, il ne faut pas perdre de vue non plus celui des programmes à long terme et des mesures appliqués depuis quelques années par certains pays de la région en vue d'améliorer la situation alimentaire et agricole. Les efforts pour sur-

⁵ On entend ici par Proche-Orient la région délimitée au nord par la Turquie, au sud par l'Ethiopie et les Somalies, à l'ouest par l'Egypte et à l'est par l'Afghanistan.

monter les obstacles traditionnels au développement agricole, notamment la mise en œuvre du programme de réforme agraire en Egypte, l'amélioration du régime foncier en Irak et la distribution des terres domaniales en Syrie, on été marqués dans plusieurs cas par des débuts encourageants. Les programmes de formation professionnelle ont été accélérés et, comme les experts du Proche-Orient vont se perfectionner à l'étranger et que les travaux d'assistance technique commencent à porter leurs fruits, on assiste à un renforcement du personnel technique et administratif dans la région. Cependant, à mesure que les activités de mise en valeur s'intensifient, la disparité des disponibilités en capitaux d'investissement apparaît plus marquée, notamment entre les pays producteurs de pétrole et les autres pays dont le développement économique peut être considérablement retardé faute des capitaux nécessaires.

Conjoncture

Au début de 1952, on enregistra un nouveau recul par rapport au *boom* qui avait suivi les hostilités en Corée, et l'action stimulante exercée sur l'activité économique par la hausse des prix d'exportation, qui s'était traduite dans les pays du Proche-Orient par un renforcement de la demande de produits nationaux et importés, tendit à disparaître. Les pays les plus touchés ont été ceux où les prix des principales exportations telles que celles de coton en Egypte et au Soudan, ont subi les plus fortes fluctuations, ou ceux qui comme le Liban sont particulièrement sensibles aux variations de la situation économique mondiale. Au cours de 1952, la balance commerciale de plusieurs autres pays a accusé un déficit qu'il a fallu couvrir en utilisant les fortes recettes procurées par les exportations de l'année précédente et les réserves de devises étrangères. Par contre, les pays producteurs de pétrole ont continué en 1952, à l'exception de l'Iran, à augmenter leurs avoirs en devises étrangères.

Au Proche-Orient, la pression exercée sur les prix par les tendances du marché international a été largement compensée par l'amélioration des approvisionnements alimentaires dans la plupart des pays de cette région. Les fluctuations de prix ont été contenues dans une marge assez étroite et, sauf quelques exceptions, le coût de la vie dans la région a été relativement stable. A la fin de 1952 et au début de 1953, les indices du coût de la vie s'établissaient d'une manière générale au niveau de 1951, ou légèrement au-dessous, sauf, seules exceptions notables, au Soudan anglo-égyptien, et en Israël, pays dont le principal problème a continué à être l'absorption d'une immigration massive et le développement de l'industrie nationale et des exportations pour pouvoir se passer de l'aide étrangère.

Production agricole

En 1952/53, la production alimentaire et agricole totale du Proche-Orient a dépassé d'environ un tiers la moyenne d'avant-guerre (tableau 25). Cette expansion a été due, pour beaucoup, aux progrès considérables réalisés en Turquie et, dans une moindre mesure, en Syrie et en Irak. Dans les principaux pays à production alimentaire déficitaire, tels que l'Egypte et le Liban, l'accroissement a été plus lent et la production par habitant n'a pas encore rejoint le niveau d'avant-guerre. Cependant, on constate en Iran un développement considérable de la production totale et par habitant.

TABEAU 25. — NOMBRES-INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE, TOTALE ET PAR HABITANT, AU PROCHE-ORIENT, 1948-50 A 1952/53

RUBRIQUES	Moyenne 1948-50	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53
	 1934-38 = 100				
Production totale					
Tous produits. . .	115	111	120	125	134
Produits alimentaires.	115	110	119	124	133
Population	118	118	121	122	124
Production par habitant					
Tous produits. . .	97	94	99	102	108
Produits alimentaires.	97	93	99	102	107
<i>Proche-Orient sauf Turquie</i>					
Production totale					
Tous produits. . .	116	114	121	122	129
Produits alimentaires.	118	115	121	122	130
Population	118	118	120	122	123
Production par habitant					
Tous produits. . .	98	97	101	100	105
Produits alimentaires.	100	98	101	101	105

NOTE : Par suite de changements récemment apportés à la méthode d'établissement des indices de la production à la FAO, les données ci-dessus ne sont pas comparables à celles qui ont paru dans le rapport *Alimentation et agriculture, conditions actuelles et perspectives 1952*.

La production de céréales, qui a dépassé de près d'un quart la moyenne de 1948-50, s'est élevée à 29.300.000 tonnes, soit 2.700.000 tonnes de plus qu'en 1951 (tableau 26). Le blé et l'orge ont représenté 80 à 90 pour cent de cet accroissement, la Turquie, la Syrie et l'Irak ayant obtenu les gains les plus marqués. En ce qui concerne les pays à production céréalière déficitaire, l'Iran et Israël ont été les seuls qui aient réalisé quelques progrès; quant au Liban et à l'Égypte, leur production est restée égale ou inférieure à la moyenne d'après-guerre. En Égypte, la production de blé a diminué malgré la subvention des prix accordée par le gouvernement et la fixation d'une superficie minima à cultiver. Les inondations du Nil ayant été insuffisantes, comme l'année passée, la production de riz est restée insuffisante.

TABLEAU 26. — PRODUCTION AGRICOLE DU PROCHE-ORIENT

PRODUITS	1949	1950	1951	1952
..... Milliers de tonnes				
Toutes céréales ¹	22 000	24 400	26 500	29 300
Blé	9 100	10 600	12 100	13 700
Orge	4 500	5 100	5 500	6 400
Maïs	2 300	2 200	2 600	2 600
Riz	2 300	2 500	1 800	1 900
Légumineuses	1 200	1 100	1 200	1 200
Sucre	360	420	500	470
Agrumes.	640	870	920	950
Huiles végétales et grai- nes oléagineuses (en équivalent d'huile) . .	480	510	500	580
Coton (égrené).	600	680	690	790
Tabac.	125	125	120	130

¹ Y compris le seigle, l'avoine, le millet et le sorgho.

La production de coton a continué à se développer en 1952, malgré la baisse des prix sur le marché mondial et l'accumulation de stocks assez importants dans quelques-uns des principaux pays producteurs du Proche-Orient. Des conditions atmosphériques exceptionnellement favorables ont permis à l'Égypte, au Soudan et à la Turquie d'effectuer des récoltes records. Néanmoins l'expansion des superficies cultivées dans ces pays a été arrêtée du fait de l'incertitude des perspectives du marché. Dans les autres pays, la production n'a pas changé, sauf en Syrie et en Irak où elle a commencé à diminuer.

La production d'agrumes, de tabac et de pommes de terre a augmenté ; celle de graines oléagineuses et d'huiles s'est développée sensiblement par suite d'une bonne récolte de sésame en Syrie et

au Soudan et d'olives en Turquie. La production de sucre a été un peu inférieure à celle de 1951 ; celle de légumineuses est restée inchangée. La production de viande, de lait et de laine a continué à augmenter lentement, toutefois un peu plus vite que les années précédentes. On estime que les quantités débarquées de poisson sont restées au même niveau qu'en 1951. La Turquie, de même que plusieurs autres pays, s'attache à mécaniser sa flotille de pêche et à améliorer l'utilisation et l'écoulement du produit. La pisciculture en étang se développe en Israël, et les pêches d'eau douce en Irak.

Commerce des produits alimentaires et agricoles

Le commerce global du Proche-Orient (importations + exportations) des produits alimentaires et agricoles a peu changé en 1952, l'essor des exportations ayant été annulé par un léger recul des importations. Les exportations nettes, bien que sensiblement plus élevées qu'au cours des premières années d'après-guerre, sont restées bien au-dessous de la moyenne d'avant-guerre.

Le développement de la production céréalière (tableau 27) a fait varier quelque peu la composition des exportations de la région. Les exportations d'orge ont dépassé celles des années précédentes. Des importations de blé des pays à production céréalière déficitaire ont diminué légèrement, tom-

TABLEAU 27. — COMMERCE NET DU PROCHE-ORIENT POUR LES PRINCIPAUX PRODUITS ALIMENTAIRES ET AGRICOLES ¹

PRODUITS	1949	1950	1951	1952 ²
..... Milliers de tonnes				
Toutes céréales ³	390	470	960	260
Blé	1 040	980	1 740	950
Orge	- 420	- 550	- 480	- 620
Maïs	170	180	20	—
Riz	- 320	- 120	- 270	—
Sucre	430	600	370	380
Huiles végétales et grai- nes oléagineuses (en équivalent d'huile) . .	- 25	- 30	- 35	...
Agrumes.	- 190	- 200	- 200	- 230
Coton.	- 460	- 570	- 440	- 445
Tabac.	- 65	- 40	- 60	- 50

— Négligeable ou inapplicable.

... Données non disponibles.

¹ Les chiffres précédés du signe (—) indiquent les exportations nettes, les autres indiquent les importations nettes.

² Chiffres provisoires.

³ Y compris le seigle, l'avoine, le millet et le sorgho.

bant de 1.700.000 tonnes en 1951 à 1.400.000 tonnes en 1952. Les exportations des pays excédentaires ont atteint environ 600.000 tonnes alors qu'elles avaient été négligeables l'année précédente. Le Proche-Orient redevient donc, comme avant la guerre, exportateur net de céréales et, s'il n'avait pas reconquis entièrement cette position en 1952, surtout à cause de la disparition effective des exportations de riz égyptien, les excédents non écoulés l'année dernière par la Turquie, ajoutés à ceux que laissera la récolte de cette année, suffiront largement à faire de la région un fort exportateur de céréales en 1953.

Etant donné le fléchissement de la demande étrangère de matières premières, les exportations de coton sont restées, comme l'année précédente, inférieures de près de 25 pour cent au maximum atteint en 1950.

Les exportations nettes de tabac ont diminué et celles d'agrumes, tout en s'améliorant nettement par rapport aux campagnes précédentes, sont restées au-dessous du niveau d'avant-guerre.

Consommation

Grâce à l'essor de la production et au maintien de fortes importations dans les pays à déficit alimentaire, les disponibilités vivrières totales et par habitant dans la région ont sensiblement augmenté. Cependant, l'amélioration des niveaux moyens de consommation a été surtout quantitative et la composition des rations, qui n'a guère changé, reste inadéquate dans une grande partie de la région.

Prix

Dans la plupart des pays le rapport des échanges a été plus ou moins défavorable en 1952 par rapport à 1951, par suite de la hausse des prix d'importation et de la baisse des prix d'exportation. C'est l'Égypte qui a été la plus atteinte, malgré les efforts de son gouvernement pour maintenir les prix d'exportation du coton au-dessus des cours internationaux. De mai 1952 à mai 1953, les prix du coton ont en effet diminué d'environ 50 pour cent. En Turquie on a ramené le prix d'exportation du blé de 110 dollars des États Unis f.o.b. la tonne à 96 dollars, pour le rapprocher des prix internationaux. Mais il reste supérieur au prix maximum qui vient d'être fixé par l'Accord international sur le blé.

L'indice de l'ensemble des prix de gros en 1952 en Syrie, au Liban et en Égypte, a baissé rapide-

ment de 12, 9 et 3 pour cent respectivement par rapport à 1951 et a continué à fléchir au cours du premier trimestre de 1953. En Turquie et en Iran les prix ont peu varié. En Irak et au Soudan anglo-égyptien, il y a eu une légère hausse de 3 et de 11 pour cent respectivement, tandis qu'en Israël, où s'exerçaient de fortes pressions inflationnistes, l'indice a dépassé de 71 pour cent le niveau de 1951 et a continué à monter au cours du premier trimestre de 1953. Cependant, les prix des denrées alimentaires ont dépassé dans tous les pays ceux de 1951, la hausse allant de 3 pour cent au Liban à 60 pour cent en Israël.

Perspectives

Les renseignements indiquent que la tendance à l'accroissement de la production alimentaire et agricole au Proche-Orient se maintiendra en 1953/54. La menace acridienne a été cependant extrêmement grave, en hiver et au printemps, et, comme l'année dernière, il a fallu une forte intervention internationale pour empêcher l'invasion des vols venant des zones infestées du nord-ouest de l'Arabie et des pays voisins. Au début de la période de végétation, on a craint la sécheresse en Jordanie, en Syrie et en Israël. Des précipitations abondantes ont amélioré la situation au printemps de 1953 dans le nord de la Jordanie et en Syrie et l'on prévoit actuellement que la prochaine récolte de céréales de ce dernier pays dépasse celle de l'année dernière. Les pluies ont été cependant trop tardives pour sauver la récolte de céréales sur quelque 30.000 hectares du Neguev en Israël et dans le sud de la Jordanie; au Liban, les inondations ont causé des dégâts considérables dans les régions productives de blé du Béka et d'Akkar. Dans les autres pays du Proche-Orient les précipitations sous forme de pluies ou de neige ont été satisfaisantes. En Turquie, par suite d'une nouvelle extension des superficies, la récolte record de l'année dernière sera peut-être dépassée. En Égypte, on estime que les efforts du gouvernement pour améliorer la production de céréales donneront cette année des résultats satisfaisants et les estimations officielles chiffrent la récolte de blé à 1.500.000 tonnes contre 1.100.000 tonnes en 1952. En Iran et en Afghanistan, on signale que les perspectives de la nouvelle récolte sont favorables.

En ce qui concerne le coton, exception faite de pays comme l'Afghanistan, l'Éthiopie et l'Iran où la production continue à se développer pour répondre à l'accroissement des besoins intérieurs,

la production des principales régions du Proche-Orient diminuera probablement beaucoup au cours de la campagne actuelle. En Egypte, les plantations de coton ont été limitées à 30 pour cent de la terre cultivable, tant à cause des exigences du programme de développement de la production alimentaire que de la baisse des prix mondiaux. D'après des estimations non officielles, la production sera peut-être inférieure d'un tiers à celle de 1952. En Syrie, où les conditions ont défavorisé les planteurs ces deux dernières campagnes par suite des ravages des insectes, de la baisse des prix mondiaux et d'une fiscalité relativement lourde, on s'attend à ce que la superficie plantée soit bien inférieure au maximum fixé par l'Office du coton. Il est probable qu'on observera une tendance analogue dans les autres pays, notamment en Irak, où déjà en 1952 la récolte avait baissé de plus de 50 pour cent par rapport à l'année précédente.

La pluviosité ayant été suffisante pendant le premier trimestre de l'année, les pâturages et les

grands terrains de parcs sont restés en bonnes conditions dans la plus grande partie de la région et l'on compte sur un accroissement de la production animale. En Syrie, par contre, le développement de l'élevage a marqué un sérieux recul par suite d'une forte épidémie de fièvre aphteuse qui s'étend aussi aux régions voisines de l'Irak et de la Turquie.

EXTRÊME-ORIENT^a

Production

En 1952, la production alimentaire de l'Extrême-Orient a atteint son maximum d'après-guerre. Des conditions atmosphériques favorables, jointes au développement progressif de la superficie cultivée, dans le cadre des programmes gouvernementaux de relèvement économique et de dévelop-

^a A l'exclusion de la Chine continentale, sauf indication contraire.

TABLEAU 28. — NOMBRES-INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE, TOTALE ET PAR HABITANT, EN EXTRÊME-ORIENT, 1948/49 A 1952/53

RUBRIQUES	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53
	 1934-38 = 100				
<i>EXTRÊME-ORIENT, y compris la Chine continentale</i>					
Production totale	94	94	96	98	99
Produits alimentaires	95	95	96	97	99
Céréales uniquement.	99	97	96	97	99
Produits non alimentaires	86	82	95	100	97
Population	112	113	114	115	116
Production par habitant.	85	83	84	85	86
Produits alimentaires	86	85	84	85	86
Céréales uniquement.	89	86	85	85	86
Produits non alimentaires	77	73	84	88	84
<i>EXTRÊME-ORIENT, non compris la Chine continentale</i>					
Production totale	95	99	99	101	102
Produits alimentaires	97	101	99	100	103
Céréales uniquement.	96	100	96	97	100
Produits non alimentaires.	86	87	102	106	102
Population	118	120	121	122	124
Production par habitant.	81	83	82	83	82
Produits alimentaires	82	84	82	82	82
Céréales uniquement.	81	84	80	79	81
Produits non alimentaires	73	73	84	86	82

NOTE : Par suite de changements récemment apportés à la méthode d'établissement des indices de la production à la FAO, les données ci-dessus ne sont pas comparables à celles qui ont paru dans le rapport *Alimentation et agriculture, conditions actuelles et perspectives 1952*.

pement de la production alimentaire, ont permis ces progrès encourageants, quoique modestes. La récolte de riz sans précédent effectuée à la fin de l'année a été la bienvenue après les pénuries persistantes de ces dernières campagnes ; d'autre part, des améliorations ont été enregistrées pour toutes les autres cultures vivrières, sauf pour le blé et certaines légumineuses. Les disponibilités alimentaires de la région ont de ce fait dépassé le niveau maximum de l'après-guerre, atteint en 1949/50, et désormais l'Extrême-Orient est moins tributaire des importations que l'année précédente (tableau 29). Néanmoins, les besoins d'importation restent élevés, par suite de la mauvaise récolte de blé du Pakistan. La production non alimentaire a légèrement reculé par rapport à l'an dernier, parallèlement à la baisse générale des prix des matières premières. L'accroissement de la production globale, par rapport à l'avant-guerre, est estimé provisoirement à 2 ou 3 pour cent, mais la population a augmenté de 24 pour cent pendant la même période (tableau 28). Or, la production d'avant-guerre était déjà loin de répondre aux besoins minimums de la population en vêtements et en nourriture ; ainsi, la production par habitant est aujourd'hui inférieure de 15 à 20 pour cent à celle d'avant-guerre et ne représente que la moitié du chiffre de la moyenne mondiale.

Si l'on inclut la Chine continentale, la production totale de la région demeure encore légèrement inférieure à celle d'avant-guerre ; cependant, comme l'accroissement démographique a été plus lent en Chine, la production par habitant se trouve légèrement relevée.

Par habitant, les disponibilités en céréales produites dans la région ont diminué de près de 20

pour cent par rapport à l'avant-guerre ; en ce qui concerne les disponibilités globales par habitant, importations comprises, le recul est de l'ordre de 10 pour cent. Sans doute, les statistiques officielles établies durant la pénurie de céréales qui a sévi après la guerre, peuvent-elles contenir un élément de sous-estimation et les écarts précités s'en trouver magnifiés mais, même ainsi, le déficit régional reste considérable.

Dans certains pays où la production de céréales est déficitaire, celle d'autres cultures vivrières essentielles a augmenté. C'est ainsi que, par habitant, la production de plantes-racines et de tubercules a sensiblement progressé aux Philippines et au Japon. La production sucrière continue de s'accroître mais c'est seulement dans les pays exportateurs que la consommation par habitant a dépassé le niveau d'avant-guerre et augmente encore. Comme pour les céréales, la région a cessé d'être exportatrice nette pour devenir importatrice nette. La production globale de graines oléagineuses poursuit ses progrès par rapport à l'avant-guerre, mais les disponibilités pour la consommation intérieure ne se sont pas développées aussi vite que la population. La production animale demeure à peu près inchangée.

Le poisson est la principale source de protéines dans de nombreux pays d'Extrême-Orient. La production annuelle de la région oscille entre 8.500.000 et 9.500.000 tonnes, soit 30 à 40 pour cent de la production mondiale. On estime que la production des pêches maritimes a augmenté rapidement au cours des quatre premières années d'après-guerre, parallèlement au relèvement économique de la région et que, dans tous les pays, la production des années récentes égale à peu près

TABLEAU 29. — PRODUCTION DES CULTURES EN EXTRÊME-ORIENT (non compris la Chine continentale)

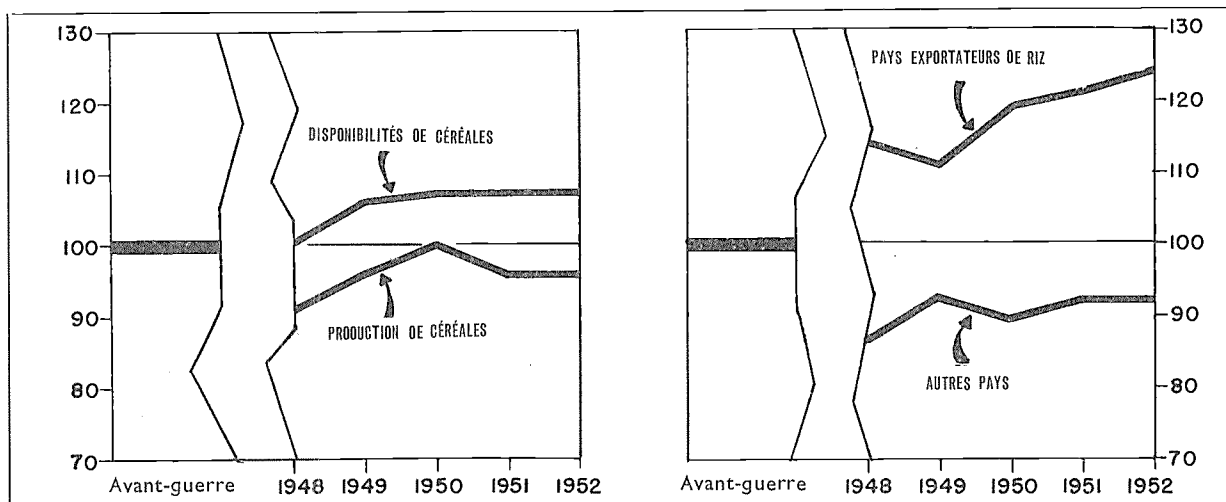
PRODUITS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948/49- 1950/51	1951/52	Chiffres pro- visaires de 1952/53	Variations entre 1951/52 et 1952/53
	 <i>Milliers de tonnes</i>				<i>Pourcentage</i>
Riz (équivalent du paddy en riz usiné)	65 475	65 544	64 226	68 726	+ 7
Blé	12 128	11 255	12 192	10 722	— 12
Autres céréales.	26 008	24 084	24 117	24 557	+ 2
TOTAL	103 611	100 883	100 535	104 005	+ 3
Pommes de terre et plantes-racines.	19 504	24 653	24 619	25 895	+ 5
Légumineuses.	9 091	9 869	10 131	9 340	— 8
Graines oléagineuses (équivalent d'huile).	4 441	4 272	4 559	4 640	+ 2
Sucre (équivalent de sucre brut)	6 551	5 324	6 636	6 837	+ 3
Thé	444	500	558	554	— 1
Tabac	794	616	606	596	— 2
Coton	1 214	791	1 030	960	— 7
Jute	1 873	1 426	2 020	2 125	+ 5
Caoutchouc.	983	1 573	1 816	1 659	— 9

GRAPHIQUE 9 - DISPONIBILITÉS DE CÉRÉALES EN EXTRÊME-ORIENT

(1934-38 = 100)

A. Production et disponibilités de la région

B. Disponibilités par habitant



NOTES EXPLICATIVES : Les disponibilités sont la production brute moins les exportations nettes ou plus les importations nettes. Il s'agit des céréales suivantes : riz (équivalent de riz usiné), blé, seigle, orge, avoine, maïs, millet et sorgho. Production : campagnes 1947/48 - 1951/52. Pays exportateurs de riz : Birmanie, Cambodge, Corée du Sud, Taiwan, Thaïlande et Viet-nam. Autres pays : Ceylan, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Pakistan et Philippines.

celle d'avant-guerre, sauf en Malaisie où elle l'a probablement dépassée par suite d'une mécanisation très large, et en Corée où les hostilités ont provoqué une baisse de deux tiers. Le Japon, premier producteur mondial de poisson, a pêché plus de 4.500.000 tonnes en 1952, soit 23 pour cent de plus que l'année précédente. On sait également qu'il y a eu développement de la pêche en étang, importante source de nourriture dans les régions de riziculture sous irrigation.

Les forêts du Japon, principal producteur et consommateur de produits forestiers de la région, ont beaucoup souffert de la surexploitation au cours des dernières années, ce qui a obligé à prendre des mesures pour limiter les coupes en 1952. La production japonaise de sciages a été de l'ordre de 12.100.000 mètres cubes en 1952, contre 12.600.000 mètres cubes en 1951.

En revanche, la production de pâte de bois a continué d'augmenter, l'utilisation des matières premières disponibles s'étant modifiée. Le niveau record de 720.000 tonnes atteint en 1950 a été dépassé en 1952, avec 1.160.000 tonnes et le progrès continue. La production japonaise de papier journal a sensiblement augmenté en 1952 : la production et les ventes de toutes les qualités de papier et de carton se sont également accrues, alors que dans les autres parties du monde on constate une tendance au recul. Tous les pays de la région sont presque entièrement tributaires de l'échange

pour leurs approvisionnements de produits forestiers, notamment la pâte de bois et les produits de pâte, mais les ressources en résineux de la Chine continentale, de l'Inde et du Pakistan offrent des possibilités limitées de développement.

Commerce

Depuis la guerre, la région a cessé d'être exportatrice nette de céréales pour devenir grosse importatrice nette, principalement de blé et d'autres céréales. Les exportations de matières premières diminuent, après avoir connu un essor sans précédent (tableau 30).

Les bonnes récoltes enregistrées dans les pays déficitaires et l'accroissement éventuel des disponibilités chez les principaux exportateurs de la région permettent d'espérer qu'en 1953 les besoins de l'Extrême-Orient en céréales d'importation seront légèrement moindres qu'en 1952 (8.300.000 tonnes). Compte tenu de la Chine, les disponibilités régionales de riz pour l'exportation, qui ont été de 3.000.000 de tonnes en 1952, pourraient atteindre 3.700.000 tonnes en 1953, soit une quantité légèrement supérieure à la demande prévue. Sans doute, les bonnes récoltes de riz des pays de la région réduiront dans une certaine mesure la nécessité d'importer des céréales de remplacement, mais la demande de blé et de céréales secondaires des consommateurs traditionnels dans l'Inde, au

TABLEAU 30. — COMMERCE NET DES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION DE L'EXTRÊME ORIENT (y compris la Chine continentale)

PRODUITS	Moyenne 1934-38	1948	1949	1950	1951	Chiffres provisaires de 1952
..... Millions de tonnes						
<i>Exportations nettes</i>						
Graines oléagineuses et huiles (en équivalent d'huile)	1,93	0,93	0,95	1,20	1,40	1,20
Thé	0,38	0,35	0,42	0,38	0,43	0,40
Jute	0,73	0,56	0,37	0,81	0,59	0,55
Caoutchouc	0,89	1,38	1,34	0,62	1,52	1,41
<i>Importations nettes</i>						
Céréales	1—	4,46	6,77	4,17	7,14	8,30
Coton	0,25	0,06	0,32	0,42	0,40	0,41

1 Exportations nettes de 1.700.000 tonnes.

Pakistan, au Japon et en Corée maintiendra les besoins, en 1953, aux environs de 7.500.000 tonnes, volume importé en 1952.

En ce qui concerne les produits de la pêche, frais, réfrigérés et congelés, le commerce extérieur de la région s'est maintenu à 12.000 tonnes. Les importations ceylanaïses de poisson traité en provenance de l'Inde et des Maldives ont augmenté de 50 pour cent, par rapport à l'avant-guerre, entre 1949 et 1952. La quantité de poisson traité, expédiée à l'Indonésie par la Thaïlande et le Cambodge en passant par la Malaisie a été de 43.500 tonnes en 1952, contre 55.000 tonnes en 1938. Les importations régionales de poisson en conserves hermétiques se sont rapidement accrues au cours de l'après-guerre. En ce qui concerne la physionomie des échanges régionaux de ces produits, l'événement marquant de 1952 a été la réapparition des exportations japonaises de sardines.

Quant aux échanges intra-régionaux de produits forestiers, il faut noter que le Japon a recommencé à exporter de la pâte de bois et des articles de papier, comme il le faisait avant la guerre.

Les exportations brutes de produits agricoles, y compris ceux des pêches et des forêts, qui représentaient plus de la moitié de la valeur totale du commerce en 1951 sont, en Extrême-Orient, une source essentielle de devises étrangères et de recettes publiques. Comme le montre le tableau 31, les termes de l'échange se détériorent de plus en plus car les exportations de nombreux produits diminuent en volume et en valeur, tandis que les importations de produits alimentaires restent

élevées et que les besoins créés par le développement de la région vont croissant.

Les exportations et les importations brutes globales s'équilibraient à peu près en 1951, mais en 1952 les exportations sont tombées à 7.516 millions de dollars E.-U., alors que les importations se maintenaient à 9.545 millions de dollars E.-U.

TABLEAU 31. — NOMBRES-INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE, POUR CERTAINS PAYS D'EXTRÊME-ORIENT

PAYS	1938	1951	1952
..... 1947/48 = 100			
Birmanie	74	157	...
Ceylan	141	151	101
Inde	86	126	102
Malaisie	120	179	146
Philippines	...	84	67

NOTE: Rapport valeur unitaire des exportations/valeur unitaire des importations.

... Données non disponibles.

SOURCE: Commission économique des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

En conséquence, certains pays ont dû abaisser ou abolir la plupart des taxes à l'exportation qu'ils avaient imposées ou majorées pendant la période d'intense activité économique qui a suivi l'ouverture des hostilités en Corée et de nombreux pays ont décrété, en 1952, des restrictions à l'importation dont certaines cependant ont été assouplies par la suite.

La conclusion d'accords de commerce intra-régionaux a permis de résoudre certaines des difficultés les plus pressantes dans le domaine du

commerce extérieur. La persistance de l'aide économique accordée par des organisations internationales et par les Etats-Unis a également atténué l'effet de l'altération des termes de l'échange sur la balance des paiements. Si cette assistance est loin de couvrir les besoins globaux de la région en capitaux étrangers, elle permet néanmoins d'entreprendre certains efforts qui contribueront à accroître sensiblement la production de pays individuels : on peut citer sous ce rapport l'aménagement de la vallée du Damodar (Inde) et les travaux d'irrigation de la région de Chao Phya (Thaïlande).

Prix et demande

Les prix des produits d'exportation n'ont pas été réglementés, mais des prix minimums ont été fixés pour le coton, le jute et certains autres produits pendant la période de fléchissement du marché. Sur le plan intérieur, en revanche, la politique des prix a visé essentiellement à stabiliser le coût de la vie : c'est ainsi que les céréales ont été subventionnées à la consommation et que les prix payés aux producteurs indigènes ont été réglementés. Les prix élevés des céréales importées ont amené Ceylan, l'Inde, le Japon et la Malaisie à instituer des subventions pour les denrées alimentaires. En raison de l'amélioration des disponibilités, c'est seulement dans certaines parties de l'Inde et au Japon qu'on applique un régime de livraisons à prix fixé pour le paddy. En Birmanie et en Thaïlande, les prix fixés pour la livraison aux usines jouent le rôle de prix plafond à la production.

Dans l'Inde, les prix de tous les produits ont fléchi, ce qui a allégé la poussée inflationniste qui avait paralysé les investissements publics au titre du plan quinquennal. L'exécution du programme d'investissements est allée en s'accéléralant pendant les deux premières années d'application de ce plan, mais les investissements n'ont pas encore atteint leur maximum.

En 1952, l'activité industrielle s'est intensifiée dans les deux pays les plus industrialisés de la région. Dans l'Inde, l'accroissement a été de 7 pour cent de décembre 1951 à décembre 1952, les industries des biens de consommation y contribuant le plus fortement. L'activité industrielle au Japon, stimulée en partie par l'amélioration des revenus agricoles, a atteint au début de 1953 le niveau record de l'après-guerre. La production textile reste très inférieure au niveau d'avant-guerre et on note une tendance générale à développer les productions utilisant des matières premières indigènes.

Examen de la situation par pays

La situation agricole des divers pays groupés par type d'économie agricole, est résumée ci-après :

Pays à production rizicole excédentaire. En 1953, les disponibilités exportables de riz de ces pays s'élèveront probablement à près de 3.700.000 tonnes, chiffre record pour l'après-guerre. La Birmanie, où les superficies représentent 80 pour cent de celles d'avant-guerre grâce aux subventions octroyées pour la remise en valeur des terres abandonnées, pourrait disposer de 1.400.000 tonnes environ pour l'exportation. En Thaïlande, la production a légèrement diminué en 1952, mais avec l'apport des stocks existants, les exportations pourraient dépasser le volume de 1.500.000 tonnes atteint pour la campagne précédente. Grâce à une bonne récolte, il se peut qu'en 1953 les exportations du Viet-nam, où le commerce intérieur demeure contrôlé, atteignent 300.000 tonnes environ, soit le tiers de celles d'avant-guerre. Parmi les autres fournisseurs figure la Chine, qui a exporté 100.000 tonnes en 1951 et 200.000 tonnes en 1952. Les prix stipulés par les contrats intergouvernementaux, dans le cadre desquels la Birmanie et la Thaïlande continuent à écouler les deux tiers de leurs exportations, ont été relevés de 5 livres sterling par tonne pour la campagne actuelle. Néanmoins, les prix officiels restent très inférieurs aux prix offerts aux enchères publiques.

Pays exportateurs de matières premières, dont la production alimentaire est déficitaire ou suffisante. Après deux années consécutives de sécheresse, le Pakistan a cessé d'être exportateur net pour devenir gros importateur net de blé. L'octroi par les Etats-Unis d'un prêt destiné à financer des importations et la conclusion d'un certain nombre de marchés de troc ont aidé ce pays à s'approvisionner lors de la pénurie de céréales de 1952/53. En 1953/54, les Etats-Unis, le Canada et l'Australie donneront des quantités importantes de céréales, en vue d'alléger la pénurie. Vu l'importance du report des campagnes précédentes, il a été envisagé de réduire de 40 pour cent la production de jute de 1953, qui devrait ainsi tomber à 4.200.000 balles. D'autre part, des mesures sont prises pour stimuler les échanges dans le cadre d'accords commerciaux ; on peut citer à cet égard la conclusion d'un accord de trois ans avec l'Inde et l'abolition du droit sur les licences d'exportation. La production de coton a augmenté en 1952/53, bien qu'il n'ait pas été facile d'écouler l'excédent de la campagne précédente.

Ceylan et la Malaisie, qui dépendent beaucoup de leurs exportations de thé, de caoutchouc et

d'huiles végétales et doivent importer la moitié environ de leur ravitaillement alimentaire, ont particulièrement souffert de l'altération continue des termes de l'échange au détriment des exportateurs de matières premières. De 1951 à 1953, les recettes des douanes, qui constituent la source principale du revenu public ont diminué de 25 pour cent et 35 pour cent à Ceylan et en Malaisie respectivement. Un accord commercial de cinq ans conclu entre Ceylan et la Chine prévoit un échange caoutchouc-riz.

En Indonésie, la production de riz et d'autres cultures vivrières a continué de se développer et dépasse largement le niveau d'avant-guerre. Cependant, la production de coprah a fléchi, celle de caoutchouc a baissé chez les petits exploitants et celle de sucre est restée stationnaire en 1952. En Malaisie et au Viet-nam, comme en Birmanie, les exigences de la défense et de la sécurité diminuent encore les crédits et la main-d'œuvre dont on pourrait autrement disposer pour l'expansion de l'agriculture.

Pour l'instant, les Philippines n'ont pas besoin d'importer du riz. On signale que les producteurs d'abaca et de coprah ont estimé plus lucratif de se consacrer aux cultures vivrières en 1952. Les dommages dus aux typhons ont également contribué à la baisse de la production de coprah. En revanche, la production sucrière a continué d'augmenter.

Pays importateurs et exportateurs de denrées alimentaires et de matières premières. Au Japon, les mesures de contrôle sur les céréales, à l'exception du riz, ont toutes été levées en juin 1952⁹. Les récoltes de riz, de blé et d'orge sont excellentes et les besoins à l'importation seront légèrement moindres qu'en 1952 (3.600.000 tonnes). Le Japon éprouve des difficultés croissantes à payer ses importations tant de denrées alimentaires que de matières premières.

Dans l'Inde, le fait économique le plus important de la période 1951/52-1952/53 a été une récolte de riz record, qui a eu pour effet de diminuer de plus de 1.000.000 de tonnes les besoins en céréales importées. Si la récolte de riz a augmenté de 10 pour cent, il n'en a pas été de même pour les autres céréales. Les récoltes de blé, d'orge et de légumineuses sont en légère régression. La production sucrière, qui avait augmenté en 1952, au point de laisser un excédent exportable, a fléchi et toutes nouvelles exportations sont interdites. La production de coton, qui a occupé une superficie sensiblement égale à celle de la campagne précédente, a légèrement reculé; celle de jute a augmenté. Un petit nombre seulement des grands

travaux prévus dans le plan quinquennal au bénéfice de l'agriculture commenceront à porter leurs fruits avant 1953. En 1952, ce plan a fait l'objet d'un dernier examen et les programmes de mise en valeur agricole ont été retouchés en vue d'y introduire de nouveaux éléments: programmes de développement communautaire et réorientation de la campagne en faveur du développement de la production alimentaire.

Perspectives

En 1953, le plan quinquennal indien de développement économique entre dans sa troisième année d'application, alors que la Birmanie inaugure un plan de huit ans et Ceylan un second plan de six ans. Le Japon envisage un programme décennal qui le rendrait presque indépendant des importations alimentaires; les mauvaises récoltes récemment enregistrées au Pakistan ont incité ce pays à faire une place de choix à l'agriculture dans ses programmes de développement. Il se peut que ces plans et d'autres programmes nationaux d'augmentation des superficies et des rendements fassent sentir leurs effets dès la campagne prochaine.

Diminuer la dépendance de la région vis-à-vis des pluies de mousson, dont l'irrégularité est la cause des fortes fluctuations annuelles des rendements, est l'un des grands problèmes du développement agricole de l'Extrême-Orient. De vastes programmes d'aménagement des ressources en eaux sont en voie d'exécution à Ceylan, en Thaïlande, en Malaisie et au Japon. Pendant la campagne de blé 1953/54, le Pakistan va accélérer la réalisation d'un programme de forage de puits, afin d'affranchir une partie du territoire de sa dépendance à l'égard de l'irrigation par canaux. Diverses mesures économiques visent à stimuler la production alimentaire au cours de la campagne qui vient: c'est ainsi que les crédits pour l'octroi de prêts à court terme ont été accrus dans de nombreux pays et que les prix garantis à la production ont été majorés dans certains des pays déficitaires.

Les tentatives faites pour diversifier la production — par exemple accroître la production de céréales secondaires à Ceylan — sont encore modestes ou n'ont pas dépassé le stade expérimental, comme c'est le cas des efforts entrepris dans les régions productrices de caoutchouc de Malaisie pour y développer la culture du cacao. Il se peut que la contraction des débouchés pour les exportations traditionnelles donne une impulsion nouvelle aux mesures de ce genre.

Il se peut également que la production alimentaire soit stimulée par la baisse des prix de certains produits non alimentaires qui occupent terre et main-d'œuvre au détriment des cultures vivrières. La situation troublée qui règne dans certains pays continue par endroit à entraver les mouvements de céréales.

Si la demande continue à s'améliorer, la valeur des exportations de matières premières pendant l'année à venir cessera peut-être de fléchir comme elle l'a fait entre 1951 et 1952, mais le problème des devises étrangères continuera à se poser pour de nombreux pays. La baisse des rentrées fiscales consécutive à celle du produit du commerce extérieur a obligé à majorer les droits à l'importation, l'impôt sur le revenu et les taxes d'accise pour 1953/54.

Bien que la situation régionale des céréales se soit améliorée, le coût des importations ne diminuera guère, car les contrats intergouvernementaux, par lesquels s'effectue une grande partie des achats de riz, stipulent des prix supérieurs pour la campagne actuelle; de plus, il se peut que les importations de blé, effectuées dans le cadre de l'Accord international, renchérissent elles aussi. Dans certains pays toutefois, l'accroissement du contingent pourrait annuler les conséquences du relèvement du prix minimum.

Avec une nouvelle amélioration des disponibilités au cours de la campagne prochaine, qui est chose possible, la plupart des pays de la région se rapprocheraient de leurs objectifs, à savoir l'auto-suffisance et l'accroissement des disponibilités exportables; cependant, les gouvernements estiment qu'il leur faudra au moins cinq à dix ans d'efforts vigoureux de relèvement avant que la production réponde aux besoins minimums de l'alimentation humaine.

Océanie ⁷

Situation actuelle

En Océanie, la situation économique s'est améliorée au cours de l'année. Les conditions du commerce extérieur étant plus favorables, les restrictions aux importations, qui avaient été appliquées

⁷ Dans le texte, il ne s'agit que de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Dans les tableaux figurent les produits d'autres zones de la région, surtout le sucre des îles Fidji (environ 100.000 tonnes) et le coprah d'un certain nombre de territoires, par exemple la Nouvelle-Guinée, les îles Fidji, les Nouvelles-Hébrides (faibles quantités totalisant environ 200.000 tonnes).

au début de 1952, ont été peu à peu levées et des soldes créditeurs en devises étrangères ont été constitués. Les réserves d'or et de devises étrangères qui n'avaient cessé de décroître de janvier à juillet 1952, avaient retrouvé en février 1953 le niveau qu'elles atteignaient en janvier 1952. En Nouvelle-Zélande, le fléchissement et le relèvement se sont produits un peu plus tard et ont été moins marqués qu'en Australie.

L'augmentation de la production agricole et la demande extérieure soutenue, à des prix plus élevés qu'en 1951/52, notamment pour la laine, ont déterminé une augmentation de la valeur et du volume des exportations agricoles. Le relèvement de la balance commerciale n'en est pas moins dû principalement à la réduction des importations. En Australie, la valeur des exportations totales a augmenté de près de 30 pour cent en 1952/53 par rapport à 1951/52, alors que la valeur des importations a diminué de plus de 50 pour cent, ce qui a permis de convertir un déficit commercial de 379.000.000 de livres australiennes en un excédent de 358.000.000 de livres.

Malgré la réduction brusque des importations, l'inflation a diminué, les salaires sont devenus un peu plus stables et, en Australie, le chômage qui avait rapidement augmenté, est en diminution. En Australie, les salaires ont augmenté de moins de 6 pour cent en 1952/53 et le coût de la vie d'environ 3 pour cent entre juin 1952 et mars 1953. L'existence de stocks très importants, suffisant à satisfaire la demande, alors que des mesures limitant les importations étaient en vigueur, les mesures énergiques prises en vue de contrôler la demande (limitation des prêts, augmentation des taux d'intérêt et réduction de l'immigration) ont été des éléments importants qui ont permis de réduire l'inflation.

L'agriculture a contribué à l'amélioration générale de la situation économique et dans l'ensemble elle a été plus prospère que l'année précédente.

Production agricole

Le volume de la production des deux pays dont il s'agit a augmenté de 10 pour cent environ en 1952/53, par rapport à l'année précédente, mais la production par habitant, tant alimentaire qu'agricole n'a pas encore rejoint le niveau d'avant-guerre, et c'est la production alimentaire qui a le moins progressé.

Les principales augmentations de la production ont été pour l'Australie : blé 20 pour cent, lait 14 pour cent, viande 13 pour cent, et laine 11 pour

cent ; pour la Nouvelle-Zélande : lait 6 pour cent. Cette augmentation est due en grande partie à l'amélioration des rendements dans les deux pays. En Australie, la production de blé et de lait a augmenté bien que la superficie cultivée et le nombre des bovins aient diminué ; l'augmentation de la production de laine doit être attribuée à l'amélioration de la qualité des toisons. En Nouvelle-Zélande, l'augmentation des rendements et de la production de lait continue, bien que les premières estimations indiquent une diminution dans le nombre du bétail laitier.

En Australie, où la période de sécheresse vient de prendre fin, la production a dépassé sensiblement les niveaux exceptionnellement bas de 1951/52, et l'on a enregistré des augmentations dans presque tous les principaux secteurs de l'agriculture. Le relèvement de la production agricole totale a été tel que cette dernière a dépassé le niveau de

1950/51 et l'exécution du programme gouvernemental en matière d'agriculture a fait de grands progrès. La production de blé, de laine et d'orge dépasse le niveau fixé pour 1957/58 ; celle de lait l'a presque atteint.

En Nouvelle-Zélande, si la production a augmenté dans l'ensemble, celle de viande de bœuf, de veau et d'agneau a diminué. L'une des causes en est peut-être que les effectifs ovins ont continué de s'accroître ; en juin 1952 ils avaient augmenté de 2 pour cent par rapport à 1951 ; on estime que, contrairement à ce qui se passe pour le bétail laitier, les effectifs bovins destinés à la boucherie augmenteront probablement eux aussi.

Commerce des produits agricoles

Le commerce international est le principal facteur influençant la demande des produits agricoles de la région, en particulier la laine, le blé, les produits laitiers traités et la viande. Les produits laitiers et la laine constituent les deux tiers de la valeur des exportations néo-zélandaises, tandis qu'en Australie la laine représente environ la moitié de la valeur de ses exportations totales. En 1952/53, la demande extérieure pour la plupart des produits agricoles exportables a été plus forte qu'en 1951/52 et partant les prix plus élevés ; aussi les recettes dues aux exportations ont-elles été plus importantes. Grâce au nouvel essor de l'industrie textile, les prix de la laine ont monté et ont dépassé de 10 pour cent environ en 1952/53, ceux de 1951/52. Jusqu'en juillet 1953, les exportations de blé se sont effectuées principalement dans le cadre de l'Accord international sur le blé et le prix maximum autorisé a été appliqué à ces ventes. Les accords pour 1952/53 ont toutefois porté sur des quantités plus grandes que l'année précédente durant laquelle le contingent de l'Australie avait dû être réduit par suite d'une mauvaise récolte.

La plus grande partie des exportations de produits laitiers traités et de viande s'effectue aux termes de contrats conclus avec le Royaume-Uni. Les prix pour 1952/53 ont été augmentés de 5 à 15 pour cent conformément à un accord passé entre les deux pays, et le volume des exportations a également accusé une augmentation. L'Australie, dont les disponibilités exportables étaient relativement faibles en 1951/52, a augmenté considérablement le volume de ses exportations en 1952/53. Les exportations de viande de mouton et d'agneau et celles de beurre ont accusé, en 1952/53, une forte augmentation sur 1951/52, et la valeur

TABLEAU 32. — NOMBRES-INDICES DU VOLUME DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN OCÉANIE

RUBRIQUES	Moyenne 1948-50	1950/51	1951/52	1952/53 (estimations)
<i>Moyenne d'avant-guerre = 100</i>				
Production agricole totale	112,1	110,6	107,5	118,3
Population	116,2	120,0	122,8	124,8
Production agricole par habitant	96,5	92,2	87,5	94,8
Production alimentaire	111,9	109,1	105,6	117,4
Production alimentaire par habitant	96,3	90,9	86,0	94,1
<i>Production des principaux groupes</i>				
Produits alimentaires :				
Récoltes	112,4	106,8	100,6	113,3
Produits d'origine animale	111,7	110,1	107,9	119,2
Produits non alimentaires				
Récoltes	141,4	159,9	183,3	165,1
Produits d'origine animale	112,6	114,4	112,6	120,7
<i>Principaux produits</i>				
Céréales	124,4	119,3	107,7	131,2
Viande ²	107,5	104,5	105,5	117,0
Lait	104,0	105,9	99,4	111,3
Laine	112,6	114,4	112,6	122,4

NOTE : Par suite de changements récemment apportés à la méthode d'établissement des indices de la production à la FAO, les données ci-dessus ne sont pas comparables à celles qui ont paru dans le rapport *Alimentation et agriculture, conditions actuelles et perspectives 1952*.

¹ Il se pourrait que les premières estimations de la production de viande en Nouvelle-Zélande soient modifiées par suite d'abatages saisonniers exceptionnels.

² Viande de bœuf et de veau, de porc, de mouton et d'agneau.

globale des exportations de viande et de beurre a atteint 100.000.000 de livres australiennes, soit environ 25 pour cent de la valeur des exportations de laine. En Nouvelle-Zélande, le volume des disponibilités exportables en ce qui concerne ces produits a été relativement stable. Les disponibilités de fromage, de viande de bœuf et de veau ont augmenté, celles de viande de mouton et d'agneau ont légèrement diminué. L'importance croissante des exportations de lait en poudre et de viande en conserve est à noter. De plus, la tendance à encourager les ventes de produits laitiers à d'autres pays européens outre le Royaume-Uni a été renforcée par la pénurie générale de lait en Europe à la fin de l'été de 1952.

Prix et revenus agricoles

Bien que fortement influencés par les marchés extérieurs, les recettes des agriculteurs ne suivent pas exactement les mêmes variations que les recettes provenant des exportations ; ceci est dû en partie à l'écart entre les prix extérieurs et ceux du marché international, en partie au maniement des fonds de réserve par les offices de vente. Néanmoins, la demande intérieure soutenue a renforcé la pression exercée par le commerce international. C'est ainsi qu'au cours du deuxième semestre de 1952, les prix des produits alimentaires dépassaient de 16 pour cent en Australie et de 6 pour cent en Nouvelle-Zélande, ceux de la période correspondante de 1951.

En Australie, les prix des biens nécessaires à l'agriculture et les salaires ont été relativement stables jusqu'à la fin de 1952 ; on a enregistré en 1953 une nouvelle augmentation de la main-d'œuvre. La structure du coût agricole a été un peu différente en Nouvelle-Zélande, mais il semble probable que le rapport prix/coût a été légèrement plus favorable aux agriculteurs en 1952/53 qu'en 1951/52. Comme la production accrue aura été écoulée à des prix plus élevés, il est probable que le revenu des propriétaires exploitants dépassera considérablement le niveau de 1951/52, qui en Australie s'élevait à 450.000.000 de livres australiennes, soit environ 45 pour cent de moins qu'en 1950/51.

Pêches

On ne signale aucun changement significatif ou important dans la production des pêches en Australie et en Nouvelle-Zélande. La production australienne de produits en conserves hermétiques est demeurée en 1951/52 au même niveau

qu'en 1950/51. Les conserveries ont trouvé de nouveaux débouchés en Afrique orientale et au Royaume-Uni. L'augmentation continue des exportations de queues fraîches et congelées de homards vers les Etats-Unis ainsi que la hausse des prix ont eu pour effet d'augmenter les recettes en dollars de 42 pour cent en 1951/52. L'augmentation du coût de production et le manque d'appâts affectent l'exploitation des pêcheries de homard de l'Australie occidentale, qui fournissent plus des trois quarts des exportations.

Bien que l'Australie soit surtout un pays importateur de poissons, la crise commerciale de 1952 a obligé le gouvernement à limiter les importations de ce produit. Les ressources en poisson ne sont pas cependant importantes et l'on n'a observé aucune augmentation significative des disponibilités intérieures.

Forêts

Le volume important de la production et des importations en 1951 ainsi que l'importance des stocks de report en 1952 ont permis d'obtenir pour la première fois depuis la guerre, des disponibilités suffisantes. En Australie bien que les restrictions à la construction et le contrôle des prix aient été adoucis en 1952, la demande de sciages ne s'est pas rétablie et le volume des stocks est resté élevé. Production et importations ont fléchi, sauf pour les traverses de chemin de fer, dont la production a été la première à se relever après la guerre. En Nouvelle-Zélande, la production de sciages a continué de se développer, mais la contraction du marché australien et la diminution de la demande locale ont abouti à l'apparition d'excédents importants.

En ce qui concerne la pâte de bois et les produits de pâte, la situation a été un peu différente. D'après des estimations provisoires, production, importations et consommation ont augmenté en 1952 dans les deux pays par rapport à 1951. Le fait que les industries de la pâte et du papier se développent rapidement est significatif ; d'autre part, on prévoit qu'en 1953 on augmente considérablement la production régionale de pâte de bois en vue de faire face aux besoins croissants des industries papetières et de la consommation dans cette région.

Perspectives

On peut prévoir que la tendance à l'augmentation de la production agricole qui s'est manifestée en 1952/53 se maintiendra en 1953/54. L'adop-

tion généralisée d'un certain nombre de nouvelles méthodes techniques permettra d'augmenter la fertilité et la surface utilisable des terres agricoles. On peut citer à titre d'exemple l'application d'oligo-éléments à des terres jusqu'ici improductives en Australie et en Nouvelle-Zélande, l'épandage aérien d'engrais sur des pâturages laissés à l'abandon et d'accès difficile. En Australie, bien que la question de l'immunité naturelle ne laisse pas de préoccuper les autorités, la campagne de lutte contre la myxomatose se poursuit ; le succès de cette dernière est une des causes de l'augmentation de la production lainière qui a atteint un niveau record en 1952/53. Le développement de la mécanisation suffira probablement à pallier les pénuries de main-d'œuvre là où elles existent ; le nombre de tracteurs dans les fermes a augmenté de 15 pour cent de 1951 à 1952, et atteint trois fois et demie celui d'avant-guerre. A la suite de la suppression des restrictions qui pesaient sur les importations et grâce à la possibilité croissante pour les industries locales de faire face aux besoins locaux, les disponibilités en biens nécessaires à l'agriculture semblent être actuellement satisfaisantes, sauf peut-être pour un certain nombre de produits, tels que tuyaux et fer galvanisé.

Les gouvernements de ces deux pays se sont engagés à développer l'agriculture, l'expérience de 1952 ayant démontré la nécessité d'établir un équilibre satisfaisant entre industries primaires et industries secondaires. Dans l'ensemble les agriculteurs jouissent d'un traitement favorable en ce qui concerne les impôts et les crédits, et les gains des producteurs sont, dans une large mesure, protégés par des systèmes de prix contrôlés par le gouvernement ; mais les revenus, en particulier ceux qui proviennent de la laine, sont sensibles aux effets d'un changement de la demande extérieure.

Le marché du Royaume-Uni constitue le principal débouché pour la production agricole et il est probable qu'il sera en mesure d'absorber les quantités accrues de produits qui pourraient être disponibles pour l'exportation. Les exportations de viande et de produits laitiers font la plupart du temps l'objet de contrats à long terme, mais on a observé des signes de résistance aux augmentations de prix visant à couvrir le coût de production. Pour le blé, les perspectives en ce qui concerne les prix, sont incertaines en raison

du refus du Royaume-Uni de continuer d'adhérer à l'Accord international sur le blé et du fait que les disponibilités mondiales seront probablement abondantes au cours de l'automne 1953. Néanmoins, la superficie ensemencée en blé en Australie a augmenté d'environ 15 pour cent en 1953 par rapport à 1952. En raison de cette situation, l'Australie a réservé sa position en ce qui concerne les contingents de blé à l'exportation, qui lui seraient imposés par le nouvel Accord, de manière à pouvoir exporter vers le marché traditionnel représenté par le Royaume-Uni. L'activité des industries textiles et partant la demande mondiale de laine se maintiennent, semble-t-il, à un niveau assez élevé.

Il semble probable qu'en raison du développement économique et de l'accroissement démographique, la demande intérieure de produits agricoles restera élevée et augmentera, particulièrement en Australie.

La question du coût de production en Australie et en Nouvelle-Zélande restera primordiale durant une longue période. Les moyens matériels sont suffisants pour augmenter considérablement la production, mais il est probable que les exportations seront très affectées par les prix demandés. La forte tendance à l'inflation, qui est latente, doit être attribuée en partie au développement très rapide pris dans l'après-guerre par l'Australie et la Nouvelle-Zélande. En Australie, en tout cas, elle a eu pour effet d'élever les niveaux des prix tant agricoles qu'industriels, et tout récemment on a signalé à plusieurs reprises que les prix australiens ne s'alignaient pas sur les prix mondiaux. Lorsqu'il s'agit d'industries secondaires, ce fait a une importance considérable ; mais pour l'agriculture, qui dépend principalement des marchés d'exportation, il est essentiel que les prix puissent soutenir la concurrence.

On se préoccupe de plus en plus des répercussions possibles de la concurrence de produits destinés à remplacer la laine et le beurre, en particulier si, comme il semble que ce soit le cas, le Royaume-Uni se prononce en faveur d'une réduction progressive du système des achats massifs et des contrats à long terme. Cette évolution est un signe que la concurrence des prix redeviendra probablement un élément important pour déterminer la structure de la production agricole dans la région.

Chapitre IV

**CONDITIONS ACTUELLES ET PERSPECTIVES
PAR PRODUITS**

Chapitre IV - CONDITIONS ACTUELLES ET PERSPECTIVES PAR PRODUITS

BLÉ

Situation actuelle

Les disponibilités mondiales de blé ont atteint des niveaux très élevés en 1952/53. Plusieurs pays ayant en simultanément de bonnes récoltes, la production mondiale a été exceptionnellement forte. Les récoltes ont été particulièrement abondantes dans les principaux pays exportateurs. La récolte canadienne a battu de loin tous les records précédents et celle des Etats-Unis a atteint un volume qui n'a été surpassé que deux fois dans l'histoire agricole de ce pays. Proportionnellement, l'accroissement a été plus considérable encore en Argentine, où la récolte a presque quadruplé par rapport à la campagne précédente et a largement dépassé la moyenne d'avant-guerre. Bien que la superficie des emblavures ait été réduite, la production australienne n'a pas été inférieure à la moyenne d'après-guerre.

Du fait de ces bonnes récoltes, les quantités de blé disponibles à l'exportation ont fortement augmenté. Les récoltes ayant également été favorables dans les pays importateurs, la demande à l'importation s'est contractée. La production qui,

au cours des trois années précédentes, avait retrouvé son niveau moyen d'avant-guerre dans les pays importateurs d'Europe, a enregistré de nouveaux progrès. En Inde, l'amélioration des récoltes de céréales alimentaires a également permis une réduction progressive des importations. De ce fait, les exportations mondiales de blé, qui avaient atteint le volume record de 29.000.000 de tonnes en 1951/52, sont tombées à 25.000.000 de tonnes environ en 1952/53.

Dans l'ensemble, en dehors des trois principaux pays exportateurs, le volume des disponibilités n'a pas beaucoup varié par rapport à la campagne précédente. Un élément favorable a été l'excellente récolte de la Turquie, grâce à laquelle les exportations de ce pays ont atteint leur niveau le plus haut depuis la guerre. Par contre, la production du Pakistan a diminué de façon assez sérieuse pour qu'il devienne nécessaire d'effectuer des importations; en outre, les récoltes semblent avoir diminué en Union soviétique et en Europe orientale. Au total, il n'apparaît pas que la part qui revient à ces différents exportateurs dans les exportations totales ait sensiblement varié. Au cours du deuxième

TABEAU 33. — PRODUCTION DE BLÉ

PAYS	Moyenne 1934-38 ¹	1948	1949	1950	1951	1952
.....Millions de tonnes.....						
Canada	7,17	10,52	10,11	12,57	15,04	18,72
Etats-Unis	19,48	35,75	31,06	27,74	26,88	35,16
Argentine	6,63	5,20	5,14	5,80	2,10	7,80
Australie.	4,20	5,19	5,94	5,01	4,34	5,25
Total 4 pays.	37,48	56,66	52,25	51,12	48,36	66,93
Total 17 pays européens	30,63	27,05	30,07	30,56	30,01	32,41
TOTAL MONDIAL (non compris l'U.R.S.S.)	128,80	145,40	140,70	142,70	142,20	164,30

¹ En 1934-38 la production moyenne des Etats-Unis et du Canada — et par conséquent du monde — a été anormalement basse par suite de la sécheresse extrême qui a sévi en 1934 et 1936. Les conditions atmosphériques ayant été plus normales en 1937-41, la production moyenne a été de 10,43 millions de tonnes au Canada, et de 23,36 millions de tonnes aux Etats-Unis.

TABLEAU 34. — EXPORTATIONS DE BLÉ ET DE FARINE DE BLÉ

PAYS EXPORTATEURS	Moyenne 1934/35- 1938/39	Juillet-juin				
		1948/49	1949/50	1950/51	1951/52 ¹	1952/53 ¹
		<i>Millions de tonnes</i>				
Argentine	3.30	1.66	2.42	2.82	0.82	0.80
Australie.	2.84	3.30	3.07	3.51	2.73	2.80
Canada	4.70	5.97	6.39	5.93	9.40	10.40
Etats-Unis	1.52	13.79	8.59	10.22	13.00	8.70
Total 4 pays.	12.36	24.72	20.47	22.51	25.95	22.70
Autres pays	5.04	2.28	2.13	2.69	2.95	...
TOTAL	17.40	27.00	22.60	25.20	28.90	...

... Données non disponibles. ¹ Chiffres provisoires.

semestre de 1952, les disponibilités exportables de l'Argentine et de l'Australie ont été plus faibles, les campagnes précédentes n'ayant guère été favorables. Aussi, les importateurs ont-ils dû à nouveau s'adresser surtout aux Etats-Unis et au Canada, dont les exportations, bien qu'ayant baissé d'environ 3.000.000 de tonnes (15 pour cent) par rapport à 1951/52, ont une fois de plus représenté environ 75 pour cent des échanges mondiaux de blé.

Par suite des récoltes abondantes et des échanges plus limités, les stocks se trouvaient fortement accrus au 30 juin 1953, particulièrement aux Etats-Unis où les exportations ont brusquement baissé de 32 pour cent. Le stock de report de ce pays a augmenté de près de 8.000.000 de tonnes, quantité qui équivaut à peu près à ses exportations totales de 1952/53. Les quantités détenues par le Canada ont augmenté d'environ 4.000.000 de tonnes. Quant à l'Argentine, où la récente récolte a été bonne et où l'activité commerciale a été très faible en ce qui concerne le blé au cours du premier semestre de 1953, elle dispose de stocks très importants, qui atteignent

environ 5.000.000 de tonnes. On note également un accroissement des disponibilités australiennes. Au total, les stocks de report de ces quatre pays s'élèvent à quelques 34.000.000 de tonnes, volume presque double de celui de l'année précédente et le plus élevé qui ait été atteint en temps de paix.

Ce résultat doit assurément être attribué dans une large mesure au fait que plusieurs pays ont eu simultanément de bonnes récoltes — phénomène dont on ne saurait espérer le retour régulier — mais aussi la campagne envisagée marque, pour l'après-guerre, un tournant décisif dans la situation mondiale du blé. La production subira inévitablement des fluctuations d'une année à l'autre, mais, étant donné l'importance des stocks actuels, la situation de l'offre restera très probablement favorable pendant un certain temps. En outre, dans les pays importateurs, l'accroissement de la production est en partie un fait définitivement acquis, car il résulte des efforts de relèvement et d'expansion accomplis dans les années d'après-guerre. Dans le groupe qui comprend les exportateurs autres que l'Argentine, l'Australie,

TABLEAU 35. — IMPORTATIONS DE BLÉ ET DE FARINE DE BLÉ PAR CONTINENTS

CONTINENTS	Moyenne 1934/35- 1938/39	Juillet-juin			
		1948/49	1949/50	1950/51	1951/52 ¹
		 <i>Millions de tonnes</i>			
Europe	11,95	17,10	12,90	13,10	14,40
Asie	1,90	5,30	5,60	5,20	7,40
Autres continents	3,05	3,90	4,20	5,80	7,10
TOTAL	16,90	26,30	22,70	24,10	28,90

¹ Chiffres provisoires.

le Canada et les Etats-Unis, on peut encore s'attendre à une certaine augmentation de la production et des disponibilités exportables. Si, dans l'ensemble, les exportations effectuées par ce groupe au cours de la période d'après-guerre n'ont augmenté que très lentement (elles sont passées de moins de 5 pour cent en 1947/48 à 10 pour cent en 1951/52), on peut s'attendre pourtant que le niveau généralement élevé des prix et le fait que les importateurs préfèrent effectuer leurs achats en dehors de la zone dollar constituent un stimulant permanent de la production et des exportations. D'autre part, les perspectives immédiates font présager une nouvelle contraction des importations, particulièrement en Asie, région où, par suite de campagnes médiocres en Inde et du manque de riz, la demande à l'importation a été en général anormalement élevée dans les années d'après-guerre.

Perspectives

On prévoit qu'en 1953/54 la production des Etats-Unis sera moins élevée que l'année dernière et se situera au niveau moyen de 1948-52. Même ainsi, les disponibilités devraient encore être suffisantes pour satisfaire la demande intérieure et maintenir les exportations à leur niveau de 1952/53 sans avoir à puiser dans les stocks. Les disponibilités devraient également rester très fortes au Canada. En Argentine et en Australie, les conditions d'ensemencement étaient favorables et l'on prévoit un accroissement de la superficie emblavée. Les disponibilités exportables seront plus importantes qu'en 1952/53 dans ces deux pays, particulièrement en Argentine où le blé de la prochaine récolte viendra s'ajouter à un stock de report déjà très volumineux. Peut-être l'U.R.S.S. et l'Eu-

rope orientale participeront-elles plus activement aux échanges de blé. La demande à l'importation est forte au Pakistan, mais la Turquie espère une autre bonne récolte. En Europe, les perspectives de production sont moins favorables qu'il y a un an, mais le fléchissement sera peut-être assez limité. En Inde, les perspectives favorables de l'offre et l'amélioration de la situation du riz devraient avoir pour effet de réduire les besoins en blé importé.

Grâce à l'efficacité du programme de soutien des prix des Etats-Unis, l'accroissement considérable des disponibilités n'a eu qu'un effet modéré sur les prix du blé pendant la plus grande partie de 1952/53; par contre, une baisse marquée s'est produite au début de l'été, les possibilités matérielles d'emmagasinage n'étant plus suffisantes aux Etats-Unis. Les deux tiers environ des échanges mondiaux ont cependant en lien aux prix fixés par l'Accord international sur le blé et ont en général atteint le maximum prévu dans cet Accord. Les prix du blé vendu en dehors de l'Accord ont généralement suivi les fluctuations du marché commercial des Etats-Unis.

D'autres éléments nouveaux influenceront vraisemblablement les prix en 1953/54: par suite des modifications apportées à l'Accord international sur le blé, le prix maximum passe de 1 dollar 80 à 2 dollars 05 le bushel; le Royaume-Uni n'est pas partie au nouvel Accord; enfin le blé a été rendu au commerce privé au Royaume-Uni et dans certains autres pays importateurs. Mais c'est la politique qui sera appliquée aux Etats-Unis et le résultat des récoltes de 1953 qui interviendront de manière décisive dans la détermination des prix. Pour 1953/54, le prix de soutien a encore été fixé à 90 pour cent du prix de parité pour tout le blé offert par les cultivateurs dans les

TABEAU 36. — STOCKS DE BLÉ AU 1^{er} JUILLET DANS LES PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS (estimations) ¹

ANNÉES	Etats-Unis	Canada	Argentine	Australie	Total
	<i>Millions de tonnes</i>				
1934-38 (moyenne)	4,34	3,85	2,65	1,83	12,67
1948	5,33	2,86	3,54	2,86	14,59
1949	8,36	3,68	3,40	2,59	18,93
1950	11,57	3,81	2,72	3,27	21,37
1951	10,78	6,40	2,31	2,72	22,21
1952	6,91	7,35	0,95	2,18	17,39
1953 ²	15,21	10,90	5,10	2,50	33,71

¹ Basé sur les estimations du Département de l'Agriculture des Etats-Unis et de la FAO. Il s'agit, pour l'Argentine et l'Australie, des disponibilités au milieu de la saison, y compris les céréales pour la consommation intérieure et les exportations jusqu'au début de la nouvelle année agricole.

² Chiffres provisoires.

conditions requises, mais de nouvelles dispositions légales fixent la superficie minima des emblavures à 25 millions d'hectares pour 1954, soit 20 pour cent de moins que la superficie ensemencée en 1953. Le prix de soutien ne sera maintenu à 90 pour cent du prix de parité que si les deux tiers des producteurs ayant voix délibérative se prononcent en faveur d'une limitation de la production par contingentement des superficies et des quantités pouvant être commercialisées. Sinon, le niveau du prix de soutien tombera à 50 pour cent du prix de parité. La politique future des Etats-Unis à l'égard des stocks de blé de la *Commodity Credit Corporation*, qui détenait la majeure partie du stock de report au 30 juin, aura également une influence sur les prix.

TABLEAU 37. — PRIX DU BLÉ EN 1951/52 ET 1952/53

PÉRIODES	Etats-Unis N° 2 rouge d'hiver - Prix comptant Chicago		Canada N° 1 Northern Manitoba ¹		N° 2 rouge d'hiver c.a.f. Ports de la mer du Nord ²	
	U.S. \$/bushel		Can. \$/bushel		U.S. \$/tonne	
	1951	1952	1951	1952	1951	1952
Juillet . . .	2,27	2,21	2,35	2,11	—	91,6
Octobre . . .	2,40	2,30	2,40	2,22	111,6	96,4
	1952	1953	1952	1953	1952	1953
Février. . .	2,51	2,28	2,40	2,18	115,3	—
Juin	2,19	1,98	2,17	2,06	95,2	73,7

¹ Classe II, en magasin, Fort William/Port Arthur, pour la vente en dehors de l'Accord international sur le blé.

² Source : *Die Weltmärkte wichtiger Nahrungsmittel*, Bonn.

CÉRÉALES SECONDAIRES

Disponibilités et échanges en 1952/53

D'une manière générale, 1952/53 a été une bonne année pour la production de céréales secondaires, qui a augmenté, par rapport à l'année précédente, dans tous les continents sauf l'Europe. Aux Etats-Unis, la production totale de céréales fourragères a augmenté de 7 pour cent par suite d'un accroissement marqué de la production de maïs. Les disponibilités totales d'aliments du bétail semblent avoir légèrement dépassé les besoins, ce qui laisse prévoir une certaine augmentation des stocks de fin d'année, alors qu'au cours des deux années précédentes on avait dû puiser dans les stocks. Pour la troisième année consécutive, la production canadienne a été très forte ; en 1952, la production d'orge et d'avoine a plus que doublé par

rapport à la moyenne d'avant-guerre. Au Canada également, les stocks de fin de campagne ont augmenté malgré un accroissement des exportations. En Argentine, les progrès de la production sont proportionnellement beaucoup plus importants : on prévoit que la récolte de maïs, tout en restant très modeste par rapport à l'avant-guerre, doublera par rapport à la campagne précédente ; en outre, les récoltes d'orge, d'avoine et de seigle s'annoncent bonnes. Dans d'autres régions excédentaires — Australie, Afrique du Nord française, Turquie et Proche-Orient, notamment — les récoltes d'orge ont été moyennes ou supérieures à la moyenne. On a toutefois enregistré une certaine contraction de la production dans les pays danubiens, en particulier en Yougoslavie où le déficit a rendu nécessaires de fortes importations, alors que l'année précédente des exportations assez considérables avaient été effectuées.

En Europe, les récoltes de céréales secondaires ont été un peu moins satisfaisantes en 1952 que l'année précédente, bien qu'elles aient dépassé le niveau de la plupart des années d'après-guerre. Les récoltes d'orge ont généralement été bonnes et quelquefois même excellentes, mais la production d'avoine a diminué et les récoltes de maïs ont été nettement plus faibles.

En 1951/52, les exportations mondiales de céréales secondaires (orge, avoine, maïs et sorgho) ont atteint leur niveau le plus haut de l'après-guerre et n'étaient plus inférieures que de 8 pour cent à la moyenne de 1934-38. Cet accroissement, par rapport à l'année précédente, doit être attribué principalement au Canada, à la Turquie, à la Yougoslavie et à l'U.R.S.S.

Il ne paraît pas que les exportations aient marqué de nouveaux progrès en 1952/53. Les expéditions effectuées par les trois principaux exportateurs ont porté sur des quantités sensiblement égales à celles de 1951/52. Les expéditions de l'Argentine semblent être restées au même niveau médiocre, du fait que les plus fortes quantités récoltées n'étaient pas encore disponibles à l'exportation en 1952/53. Les exportations en provenance d'autres sources pourraient accuser une diminution nette du fait principalement qu'il semble que les disponibilités exportables aient été plus faibles en U.R.S.S. et que la Yougoslavie n'a rien pu exporter.

Dans l'ensemble, les échanges de céréales secondaires semblent avoir eu le même caractère en 1952/53 qu'au cours des quatre campagnes précédentes. Pendant la majeure partie de la période d'après-guerre, la moitié au moins des ex-

TABLEAU 38. — PRODUCTION DE CÉRÉALES SECONDAIRES ¹

RÉGIONS	Moyenne 1934-38	1948	1949	1950	1951	1952 ²
<i>Millions de tonnes</i>						
Amérique du Nord ³	79,7	132,6	118,9	116,2	113,6	121,8
Amérique du Sud.	17,3	13,3	10,9	13,7	12,0	16,4
(Argentine).	(9,4)	(5,1)	(2,1)	(4,8)	(3,9)	(7,3)
Europe occidentale ⁴	42,5	37,4	39,4	37,2	42,4	40,1
Autres régions	77,4	78,6	79,8	76,6	82,2	83,2
TOTAL MONDIAL (non compris l'U.R.S.S.)	216,9	261,9	249,0	243,7	250,2	261,5

¹ Seigle, orge, avoine, maïs.² Estimations.³ En 1934-38, la production moyenne de l'Amérique du Nord — et par conséquent du monde — a été anormalement basse par suite de la sécheresse extrême qui a sévi en 1934 et 1936. Les conditions atmosphériques ayant été plus normales en 1937-41, la production moyenne des Etats-Unis et du Canada a dépassé de 17.510.000 tonnes celle de 1934-38.⁴ Y compris la Yougoslavie.TABLEAU 39. — EXPORTATIONS DE CÉRÉALES SECONDAIRES ¹

PAYS	Moyenne 1934/35- 1938/39	Juillet à juin				
		1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53 *
		 Millions de tonnes				
Argentine	7,34	2,31	1,94	0,67	1,10	1,00
Canada	0,51	1,25	1,09	1,12	2,61	4,00
Etats-Unis.	1,10	4,33	4,42	6,05	4,66	4,00
Autres pays	6,45	3,26	5,39	4,04	5,81	...
TOTAL MONDIAL	15,40	11,15	12,84	11,88	14,18	...

... Données non disponibles.

¹ Y compris le millet, le sorgho et le seigle.² Chiffres provisoires.

portations totales a été fournie par les Etats-Unis et le Canada, dont l'apport a été sensiblement plus important qu'avant la guerre, aussi bien en valeur relative qu'en valeur absolue. L'Argentine a exporté des quantités beaucoup plus faibles qu'avant la guerre. En dehors de ces trois pays, les exportations d'autres provenances ont marqué un certain progrès au cours de ces dernières années, bien que le rôle individuel des différents exportateurs ait fortement varié en importance d'une année à l'autre ; par ailleurs, le groupe formé par les exportateurs est très différent de ce qu'il était avant la guerre, époque où les pays d'Europe orientale et certains pays exportateurs d'Extrême-Orient y tenaient une bien plus large place.

Prix

En Amérique du Nord, les prix de l'orge et de l'avoine, qui avaient eu tendance à augmenter légèrement dans les premiers mois de 1952/53, ont

fléchi après novembre ou décembre et vers avril ils étaient revenus au niveau de juin 1952. Aux Etats-Unis, les prix du maïs ont eu tendance à baisser après mai 1952 ; après une légère amélioration en novembre et décembre, ils ont de nouveau fléchi et, vers le milieu d'avril, ils avaient baissé de 15 pour cent par rapport à l'année précédente.

Les prix des céréales secondaires en provenance d'autres sources ont parfois accusé de fortes baisses. En mars 1953, l'orge irakien, coté c. et f. Londres, avait baissé d'environ un tiers par rapport à l'année précédente.

Perspectives

En 1953/54, les possibilités d'exportation et les besoins en produits importés seront fortement influencés par deux éléments importants. Aux Etats-Unis, si l'on en juge d'après le niveau prévu des stocks de début de campagne et les ensemen-

TABLEAU 40. — PRIX DES CÉRÉALES SECONDAIRES

SPÉCIFICATIONS	Monnaie et unité	1951/52			1952/53			
		Juillet	Novembre	Mars	Juillet	Novembre	Mars	Juin
CANADA								
Orge N° 1, qualité fourragère, prix au comptant à Winnipeg ¹	Dollars canadiens/ bushel	1.16	1.44	1.28	1.15	1.39	1.22	1.22
Avoine Western N° 2, prix au comptant à Winnipeg.	Dollars canadiens/ bushel	0.80	1.03	0.91	0.81	0.93	0.78	0.70
ÉTATS-UNIS								
Orge N° 3, prix au comptant à Minnea- polis	Dollars E.-U./ bushel	1.19	1.48	1.33	1.43	1.50	1.46	1.26
Avoine N° 3, prix au comptant à Chicago	Dollars E.-U./ bushel	0.79	1.07	0.93	0.83	0.90	0.80	0.75
Maïs N° 3 jaune, prix au comptant à Chicago	Dollars E.-U./ bushel	1.76	1.83	1.85	1.81	1.58	1.56	1.55
IRAK								
Orge, e. et f., ports du Royaume-Uni . . .	£. s. d./ tonne métrique	39.15.0	41.10.0	36.0.0	29.15.0	31.6.0	25.0.0	27.17.6

¹ D'après le prix en magasin Fort William/Port Arthur.

cements que les agriculteurs comptent effectuer au printemps, les disponibilités en aliments du bétail devraient être plus abondantes qu'en 1952/53, à moins que les récoltes ne réservent de mauvaises surprises. Le deuxième élément — et à cet égard la situation est très différente de ce qu'elle était en 1952/53 — est que les disponibilités exportables augmenteront sensiblement en Argentine; en effet, les stocks de report d'orge, d'avoine et de seigle ont beaucoup augmenté par suite des bonnes récoltes récentes, et la récolte de maïs, si elle reste inférieure à la moyenne, marque tout de même un progrès. Du côté des importateurs, en l'absence de baisse appréciable des prix ou d'augmentation réelle des disponibilités dans la zone non-dollar, on ne prévoit, en Europe, aucune modification sensible de la demande par rapport à ces dernières années. En Asie, il se peut que les besoins en céréales secondaires importées diminuent par suite d'une amélioration des disponibilités en céréales destinées à l'alimentation humaine.

RIZ

Après une période de grande disette, la situation du riz s'est améliorée pour deux raisons: d'une part, les modifications prévues dans l'étude consacrée au riz l'année dernière se sont réalisées et, d'autre part, les conditions climatiques ont été favorables. Toutefois, le commerce international ne se développe pas, car, dans une grande mesure, l'augmentation de la production mondiale est intervenue dans les pays de production rizicole déficitaire. La hausse des prix, qui avait continué durant la plus grande partie de 1952, s'est arrêtée sur le marché « libre », alors que les prix prévus dans les accords entre gouvernements ont encore avancé. Les prix seront probablement le facteur qui déterminera le niveau des échanges internationaux au cours de la prochaine campagne.

Situation actuelle

La plupart des pays rizicoles d'Asie signalent en 1952/53 une récolte supérieure à celle des an-

TABLEAU 41. — PRODUCTION MONDIALE DE RIZ (PADDY)

RÉGIONS	Moyenne 1934-38	1946/47	1949/50	1950/51 (chiffres révisés)	1951/52 (chiffres révisés)	1952/53 (chiffres provi- soires)
<i>..... Millions de tonnes</i>						
Chine ¹	50,5	² 46,3	² 44,9	² 46,7	² 48,3	...
Inde	34,2	30,3	35,3	30,9	31,6	² 35,0
Pakistan	11,2	12,8	12,4	12,5	11,8	12,5
Japon	11,5	11,5	11,9	12,1	11,3	12,4
Thaïlande	4,4	4,6	6,7	6,8	² 7,2	² 6,5
Birmanie	7,0	3,8	² 5,2	² 5,2	5,5	5,8
Autres pays d'Asie	26,0	21,6	25,3	25,1	25,5	26,8
Total, Asie	144,8	130,9	141,7	139,3	141,2	148,0
Autres continents	6,4	9,4	11,3	11,6	11,6	12,0
TOTAL MONDIAL (non compris l'U.R.S.S.) ²	151,2	140,3	153,0	150,9	152,8	160,0

... Données non disponibles.
¹ 22 provinces et Mandchourie.
² Estimation non officielle.

nées précédentes, sauf la Thaïlande. L'augmentation la plus remarquable a été enregistrée dans l'Inde qui avait eu deux mauvaises campagnes successives. La production a continué de se développer aux Etats-Unis et en Europe méridionale ; elle s'est légèrement améliorée au Brésil, mais non en Egypte. Par habitant, toutefois, la production du monde, non compris l'U.R.S.S., n'atteint pas 92 pour cent de celle d'avant-guerre.

Toutefois, c'est seulement au début de 1953 que la plupart des meilleures récoltes sont devenues disponibles, de sorte que, durant toute l'année 1952, la demande de riz est restée très soutenue et que toutes les quantités offertes par les exportateurs se sont facilement écoulees. Il convient néanmoins de remarquer que les excédents disponibles n'ont pas été mis sur le marché en totalité, certains exportateurs ayant retenu des stocks dans l'espoir peut-être de vendre encore plus haut. Mais cet espoir ne s'est pas réalisé jusqu'à présent et l'on pense, de plus, qu'une partie du riz ainsi stocké a souffert d'un emmagasinage prolongé. Ainsi, le commerce international en 1952 s'est trouvé limité et n'a pas atteint, dirait-on, le niveau de 1951, qui était très bas par rapport à celui d'avant-guerre, même s'il dépassait sensiblement le volume des années immédiatement précédentes.

La Thaïlande, la Birmanie et les Etats-Unis sont restés les trois premiers pays exportateurs. L'Italie et la Chine (continentale) occupent désormais les quatrième et cinquième places. L'Indochine, qui se classait au troisième rang avant la guerre et dont on espérait une augmentation des

exportations en 1952 a malheureusement dû les réduire. C'est à peine si le Brésil a maintenu le volume de ses expéditions, et l'Egypte a pratiquement cessé d'exporter. On prévoit peu de changements en 1953. Il est possible que la Birmanie enlève à la Thaïlande la place de premier exportateur, tandis que la Chine, importatrice nette jusqu'en 1951, pourrait passer au quatrième rang des exportateurs.

En 1952, les principaux pays importateurs ont été, dans l'ordre, le Japon, l'Inde et l'Indonésie. Les importations brutes de l'Europe ont continué de baisser.

On pense que les importations du Japon se maintiendront en 1953 et que celles de la Corée augmenteront considérablement, alors que ce pays était gros exportateur jusqu'en 1943. Par contre, les prévisions primitives d'importation pour l'Inde et l'Indonésie ont été fortement réduites et, si les plans d'importation ne sont pas révisés, il est possible que, pour la première fois depuis des années, les achats soient inférieurs aux disponibilités exportables. Les prévisions d'importation ont été sans aucun doute déterminées par des considérations de prix.

En 1952, le prix du riz dans le commerce international n'a pour ainsi dire pas cessé de monter, alors que ceux des denrées alimentaires susceptibles de le remplacer baissaient. Le riz birman Small Mill Spécial, 42 pour cent de brisures, s'était traité, dans les ventes de gouvernement à gouvernement, à 50 livres (144 dollars) la tonne f.o.b. Rangoon, au début de 1952 et 60 livres (168 dol-

TABLEAU 42. — COMMERCE INTERNATIONAL DU RIZ (USINÉ)¹

RÉGIONS	Moyenne 1934-38		1950		1951 chiffres révisés		1952 chiffres provisoires		1953 prévisions	
	Exporta- tions	Importa- tions	Exporta- tions	Importa- tions	Exporta- tions	Importa- tions	Exporta- tions	Importa- tions	Exporta- tions	Importa- tions
..... Millions de tonnes										
Thaïlande	1.4		1.5		1.6		1.4		1.2	
Birmanie	3.1		1.2		1.3		1.3		1.4	
Etats-Unis	0.1		0.5		0.5		0.8		0.8	
Indochine	1.3		0.1		0.3		0.2		0.3	
Italie	0.1		0.2		0.2		0.3		0.3	
Chine ²		0.7		0.1	0.1		0.2		0.3	
Japon		1.7		0.6		0.8		0.9		1.0
Inde		1.8		0.4		0.8		0.7		0.6
Malaisie		0.5		0.5		0.5		0.5		0.5
Indonésie		0.3		0.3		0.5		0.6		0.5
Autres pays d'Asie	1.7	0.9	0.1	0.9	0.2	1.1	0.1	0.9	0.2	1.2
Autres régions	0.2	2.0	0.4	1.2	0.7	1.2	0.2	0.9	0.2	0.9
TOTAL MONDIAL	7.9	7.9	4.0	4.0	4.9	4.9	4.5	4.5	4.7	4.7

¹ Les chiffres d'après-guerre représentent 92 pour cent du commerce total du riz ; la moyenne d'avant-guerre s'entend du volume net du commerce.

² Chine continentale.

lars) en 1953 ; dans les ventes sur soumission ouverte, instituées en 1953, il a atteint 80 livres (224 dollars). Le riz des Etats-Unis destiné à l'exportation vaut 20 à 25 pour cent de plus qu'il y a un an, le N° 1 Pearl coûtant 265 dollars f.o.b. San Francisco et le N° 2 Rexoro 310 dollars f.o.b. Houston.

L'année a été marquée par l'effort qui a été entrepris en Asie du Sud pour soigner la qualité et restaurer les exportations de riz de choix. C'est ainsi que la Thaïlande a offert du riz blanc ne contenant que 5 pour cent de brisures au prix de 235 dollars ou, au cas de paiement en sterling, de 92 livres (257 dollars). Par voie de conséquence, on a vu se développer le commerce des brisures pour l'industrie et l'alimentation du bétail, la qualité inférieure coûtant 110 dollars environ, f.o.b. Koh-sichang.

Perspectives

Les facteurs qui ont déterminé l'augmentation des récoltes continuent de jouer. Les prix de revient ont généralement cessé de monter ; les biens d'équipement et les produits nécessaires à l'agriculture sont plus faciles à obtenir. Enfin, du point de vue du rapport de la terre et de la main-d'œuvre, la riziculture demeure plus profitable que les productions de remplacement. En regard de ces conditions favorables, toutefois, il reste que dans nombre de pays — les Etats-Unis constituant une exception notable — les cultivateurs

ne peuvent encore tirer directement profit des prix mondiaux du riz. Les politiques nationales de prix ont été l'un des principaux sujets d'étude de la réunion spéciale sur le riz qu'a organisée la FAO à Bangkok en janvier 1953 et qui a invité les gouvernements à reviser ces politiques afin que celles qui seraient adoptées constituent un encouragement positif aux producteurs. En Birmanie, la production a été favorisée par une situation moins troublée, mais en Indochine elle a souffert de l'extension du conflit dont l'évolution sera un élément essentiel en ce qui concerne les tonnages de riz que fournira l'Asie du Sud-Est.

Quant à la demande, les délégués des gouvernements représentés à Bangkok ont estimé que le remplacement de quantités appréciables de riz par d'autres céréales dans nombre de pays asiatiques serait probablement un trait permanent de la situation. Le tableau 43 indique les changements spectaculaires qu'ont subis durant l'après-guerre les importations de céréales autres que le riz, dans six principaux pays asiatiques importateurs de riz, par suite de la pénurie de cette denrée.

Toutefois, on assistera inévitablement à certains changements dans la demande relative de riz et d'autres denrées alimentaires. Les politiques gouvernementales en matière de subventions aux produits alimentaires sont un facteur important à cet égard. Ces dernières années, les subventions ont exercé deux effets contraires : d'un côté, augmenter la demande de riz de la part des consommateurs, de l'autre, faire hésiter les gouvernements

TABLEAU 43. — IMPORTATIONS DE RIZ, DE BLÉ ET DE FARINE DE FROMENT ET D'AUTRES CÉRÉALES DANS 6 PAYS ASIATQUES¹ IMPORTATEURS DE RIZ: MOYENNE D'AVANT-GUERRE ET CHIFFRES ANNUELS 1949-52

CÉRÉALES IMPORTÉES	Moyenne 1934-38	1949	1950	1951	1952 (chiffres provisaires)
	<i>Milliers de tonnes</i>				
Riz usiné	4 982	2 230	2 276	3 146	3 401
Autres céréales	589	6 538	4 414	7 591	6 833
Blé et farine	(314)	(4 976)	(3 714)	(5 634)	(5 194)
Autres céréales ²	(275)	(1 562)	(700)	(1 957)	(1 639)
Pourcentage des importations totales de céréales :	<i>Pourcentage</i>				
Riz.	89	25	34	29	33
Autres céréales	11	75	66	71	67

¹ Ceylan, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie et Philippines.
² Orge, maïs, seigle, sorgho et millet, et avoine.

à importer du riz, en raison de la charge en résultant pour leurs finances. Au cours de l'année passée, ces subventions ont été diminuées et, dans certaines régions importantes comme l'Inde, elles ont même été supprimées. Il est toutefois possible que les importations de blé dans le cadre du nouvel accord international renchérissent, bien que pour certains pays rizicoles importants, tel le Japon, le phénomène soit atténué par suite de l'augmentation des contingents.

L'augmentation de la récolte de riz de cette année et l'abondance apparente des disponibilités exportables, par rapport aux programmes d'importation, ne doivent pas faire conclure que le monde disposera de quantités suffisantes de riz. La récolte dépasse de 6 pour cent à peine celles d'avant-guerre, alors que la population a augmenté de 11 pour cent dans les pays à régime oryzé où, en outre, il faut augmenter la consommation de riz par habitant. Il existe un besoin de riz, mais il est possible que d'ici peu les exportateurs soient obligés d'accorder aux prix du riz et à

leur rapport avec ceux des autres céréales plus d'attention qu'ils n'avaient dû le faire au cours des dernières années.

SUCRE

A la suite de la décision de Cuba, limitant la production de 1953 à 5.100.000 tonnes, et étant donné les conditions atmosphériques défavorables qui ont régné en Europe, la production mondiale de sucre centrifugé (non compris celle de l'U.R.S.S.) a baissé en 1952/53 de 2.000.000 de tonnes, par rapport au chiffre record de 32.300.000 tonnes de l'année précédente. Les rendements ont été sensiblement inférieurs dans presque tous les pays de l'Europe septentrionale et centrale.

A certains égards, la campagne 1952/53 a été une étape vers une stabilisation de l'économie sucrière mondiale et vers l'atténuation des forces nées de la guerre. La production des pays exportateurs extérieurs à la zone dollar a augmenté

TABLEAU 44. — PRODUCTION MONDIALE DE SUCRE CENTRIFUGÉ, 1934-38 ET ANNÉES 1950/51-1952/53

RÉGIONS	Moyenne 1934-38	1950/51	1951/52	1952/53
	<i>Milliers de tonnes</i>			
Europe	6 500	8 900	8 700	8 000
Amérique du Nord et Amérique centrale. . .	6 900	11 600	12 700	10 700
Amérique du Sud.	1 800	3 100	3 300	3 500
Asie	4 400	3 300	4 200	4 300
Afrique.	1 100	1 600	1 600	1 700
Océanie.	1 800	1 900	1 800	2 000
TOTAL MONDIAL (non compris l'U.R.S.S.)	22 500	30 400	32 300	30 200
U.R.S.S.	2 300	2 400	2 600	2 500

de façon significative pour la première fois depuis la fin de la guerre, de sorte que les disponibilités exportables de la zone non-dollar seront plus considérables en 1953. La production de l'Asie s'est rapprochée de celle d'avant-guerre, bien que sa distribution sur le continent ait été fondamentalement différente. Du côté des pays non exportateurs (autarciques ou déficitaires) la production a augmenté dans la plupart des cas, sauf en Europe. Les progrès réguliers de la production en Amérique du Sud et en Afrique sont particulièrement importants. En général, les augmentations résultent plus du développement des ressources productives que de conditions atmosphériques favorables.

Consommation, commerce et prix

Si 1952 a été une année excellente, du point de vue de la consommation, du commerce et des prix, elle a été marquée par quelques problèmes, dont certains sont nés de difficultés générales de la balance des paiements, les autres se posant au cours du processus de transition à partir des conditions spéciales créées par la guerre. La tendance à l'augmentation de la consommation par habitant qui était apparue après la guerre s'est maintenue, particulièrement dans les pays de faible consommation comme l'Afrique et l'Amérique latine, mais le rythme s'est ralenti. Les exportations ont probablement fléchi de 1 à 2 pour cent par rapport au chiffre record de 11.700.000 tonnes atteint l'année précédente, tout en dépassant encore de 18 pour cent la moyenne d'avant-guerre. Le fait le plus important a été l'accroissement de production de 2.000.000 de tonnes enregistré en 1951/52, qui a permis à la production mondiale de dépasser de 45 pour cent celle d'avant-guerre,

et, pour la première fois depuis la fin de la guerre, de devenir excédentaire. Cuba a participé pour environ 90 pour cent à l'augmentation des stocks de report, mais de légères augmentations se sont produites également dans d'autres pays exportateurs de la zone dollar.

L'augmentation d'environ 1.900.000 tonnes qu'ont marquée les stocks de report a affecté les prix et a rappelé les périodes de surproduction sucrière, mais les mesures prises par Cuba ont permis d'éviter l'effondrement. En effet, on a prélevé sur les stocks destinés à la commercialisation environ 1.800.000 tonnes qui ont été placées dans une réserve spéciale; de plus, il a été annoncé que la récolte de 1952/53 serait limitée par décret. Les prix mondiaux, au lieu de crouler, ont glissé peu à peu. Le prix moyen de 1952, soit 4,2 cents E.-U. par livre, a été à peu près identique au prix de 1948/49, représentant une hausse de 330 pour cent par rapport au prix de 1934-38. Même le prix « réel » (rapporté à l'indice des prix de gros aux Etats-Unis et, dans une certaine mesure, applicable à Cuba) a été presque le double du prix moyen d'avant-guerre.

La chute des prix, qui s'est poursuivie pendant le premier trimestre de 1953, a permis de lever pratiquement toutes les mesures de contrôle de la consommation. Le rationnement a été définitivement aboli partout sauf dans deux pays: le Japon, qui avait réduit sa consommation par habitant à environ le tiers de celle d'avant-guerre, et qui a sensiblement assoupli le régime de ses importations; et le Royaume-Uni, qui a annoncé au début de l'année 1953 que le rationnement serait bientôt abandonné. Un contrat portant sur un million de tonnes vendues à un prix spécial a été négocié avec Cuba dans le but précis de supprimer les restrictions à la consommation.

TABLEAU 45. — SUCRE : PRIX MONDIAL ET PRIX AUX ETATS-UNIS - MOYENNE 1934-38 ET ANNÉES 1950-53

P É R I O D E S	Prix mondial (f.o.b. Cuba)	New York non compris les droits	Pondération par l'indice des prix de gros aux Etats-Unis 1934-38 = 100	
			Prix mondial	Prix à New York
			<i>Cents E.-U. par livre</i>	
1934-38 (moyenne).	0,96	2,22	0,96	2,22
1950	4,98	5,43	2,47	2,69
1951	5,67	5,56	2,52	2,47
1952	4,17	5,77	11,91	12,64
Novembre 1952.	4,00	5,94	11,82	12,72
Mars 1953.	3,27	5,83	11,47	12,66
Mai 1953.	3,64	5,85	11,65	12,66

¹ Chiffres provisoires.

Accord international sur le sucre

Si, contrairement aux prévisions formulées dans certains milieux depuis 1948, le marché mondial du sucre n'a pas subi un effondrement véritable, on reste très préoccupé à l'heure actuelle par l'avenir de l'économie sucrière mondiale, particulièrement en ce qui concerne le marché libre. Le problème principal est sans nul doute dans l'intensification des efforts visant à augmenter la production dans les régions protégées. La discussion d'un nouvel accord sur le sucre est devenue plus urgente et, à la fin de 1952, il a été décidé de convoquer une conférence internationale afin de négocier un nouvel accord. Au début de 1953, le Secrétaire général des Nations Unies, agissant conformément à la Charte de la Havane, a invité 78 gouvernements à se rencontrer à Londres au mois de juillet.

Perspectives

Bien qu'il soit évident que 1952/53 est une importante période de transition en ce qui concerne le sucre, la nouvelle structure de cette économie reste floue et toutes les forces entrant en jeu ne peuvent encore être évaluées. Le problème principal est la situation future de l'Asie. L'Afrique est orientée vers une augmentation de consommation et c'est sur ce continent que la consommation par habitant a marqué les progrès les plus spectaculaires au cours des cinq dernières années. En Asie, la consommation moyenne par habitant n'est encore que de 2,5 kilogrammes par an environ et les améliorations dépendront de facteurs nombreux et complexes du domaine social et économique. Du point de vue technique, les possibilités d'augmenter la production existent, mais il reste à voir si les facteurs économiques favoriseront le développement. Pour atteindre cet objectif, il faudrait tout autant disposer d'importantes ressources financières qu'augmenter les surfaces cultivées et s'attacher davantage au développement industriel.

Sur les autres continents, les augmentations de consommation réalisées après la guerre se maintiendront vraisemblablement et, si le niveau des revenus et de l'emploi est élevé, la tendance actuelle se prolongera mais à un rythme plus lent.

La production continuera d'augmenter dans les pays autarciques ou déficitaires, ainsi que chez les exportateurs situés hors de la zone dollar, notamment le Commonwealth britannique et l'Union française. On ne prévoit aucune expansion sen-

sationnelle de l'industrie sucrière comparable à celle qui s'est produite à Java et à Cuba après la première guerre mondiale, mais les forces actuelles favoriseront le développement soutenu dans de nombreux pays. Les possibilités de production actuelles et futures ne sont peut-être pas aussi intéressantes dans les autres régions qu'aux Caraïbes, mais les programmes de développement bénéficient de diverses mesures telles qu'accords spéciaux de prix, tarifs préférentiels, contrats à long terme, etc. En 1953, le prix payé par le Royaume-Uni aux producteurs des Dominions ou des colonies dépassait de 50 pour cent le prix du marché mondial et de 70 pour cent le prix spécial du contrat avec Cuba. Il est probable qu'à longue échéance la production mondiale, s'accroîtra de 1 à 2 pour cent par an. Le commerce international atteindra un nouveau record en 1953, en dépassant peut-être le chiffre sans précédent d'environ 1.000.000 de tonnes enregistré en 1951. Si l'on peut prévoir un recul en 1954, les exportations mondiales resteront vraisemblablement élevées au cours des quelques prochaines années et dépasseront sensiblement celles de l'avant-guerre.

PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE

Viande

La production de viande, dans la plupart des régions, a augmenté considérablement en 1952 par rapport à l'année précédente et cet accroissement s'est poursuivi pendant le premier semestre de 1953. En Amérique du Nord, la production de 1952 a dépassé de 43 pour cent le niveau d'avant-guerre. L'Europe occidentale a atteint ce niveau en 1951 et sa production s'est encore accrue de 6 pour cent en 1952. En Océanie, elle a dépassé en 1952 le volume de l'année précédente de 8 pour cent à la suite d'une forte augmentation de l'abattage des ovins. En Argentine, les effets de trois années consécutives de sécheresse se font toujours sentir.

Par suite d'une forte demande intérieure, d'une consommation élevée dans les pays producteurs de denrées primaires et de la pénurie de devises dans certains pays importateurs, le commerce mondial de la viande (y compris celui de la viande en conserve, sur la base du poids carcasse) ne s'est que peu développé en 1952 par rapport à l'année précédente. La Nouvelle-Zélande a renforcé sa position de premier pays exportateur, suivie par le Danemark. Les expéditions d'Argen-

TABLEAU 46. — NOMBRES INDICES DE LA PRODUCTION DE VIANDE¹ PAR RÉGIONS

RÉGIONS	1949	1950	1951	1952
	 1934-38 = 100			
Europe occidentale.	83	96	100	106
Amérique du Nord.	134	136	135	143
Amérique du Sud.	116	115	112	112
Océanie.	114	112	108	116

¹ Viande de bœuf, veau, porc, mouton et agneau.

tine ne représentent qu'environ deux cinquièmes du volume d'avant-guerre.

Le commerce des animaux sur pied, en 1952, a baissé par rapport à 1951. Les exportations danoises de bovins ont diminué de 40 pour cent. Les expéditions irlandaises de bétail engraisé ont fléchi d'un tiers en raison de l'accroissement de l'abattage national, mais ce recul a été en partie compensé par l'essor des exportations de bovins, de moutons et d'agneaux d'embouche. L'embargo mis par les Etats-Unis sur les importations canadiennes de bétail a pratiquement réduit à néant les exportations du Canada.

Alors que l'Allemagne occidentale, la France, la Belgique et les Etats-Unis ont importé en 1952 moins de viande qu'au cours de l'année précédente, le Royaume-Uni a légèrement accru ses importations. Comme l'amélioration des importations a coïncidé avec un nouvel accroissement de la production nationale, la situation du marché de la viande dans ce pays s'est améliorée ; mais les disponibilités globales sont restées encore nettement inférieures au niveau d'avant-guerre, si bien que la consommation, par habitant, de

de tous les genres de viandes n'a atteint que les deux tiers de celle d'avant-guerre.

Ces dernières années, les prix de la viande ont été très favorables à la production, mais en 1952, ils ont subi une baisse importante en de nombreux pays de l'hémisphère nord. Ce changement semble dû à l'accroissement des disponibilités, plutôt qu'à la contraction de la demande. Dans l'hémisphère sud, par contre, les cours ont continué à monter et les prix de la viande fixés pour 1952/53 dans les contrats d'achat que le Royaume-Uni a passés avec l'Argentine, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont été beaucoup plus élevés que ceux de l'année précédente.

En Europe occidentale, les prix des produits d'origine animale, au cours des premiers mois de 1953, ont été presque partout inférieurs au niveau de 1952, sauf au Royaume-Uni, seule exception notable. Aux Etats-Unis, les prix de la viande de bœuf en janvier 1953, ont été de 24 pour cent inférieurs à ceux de l'année précédente et la baisse s'est poursuivie pendant le premier semestre de 1953, alors que les prix du porc, à la suite d'un fort recul de la production,

TABLEAU 47. — EXPORTATIONS DE VIANDE DE CERTAINS PAYS, AVANT-GUERRE, 1951 ET 1952

PAYS	Tous les genres de viande sauf la viande en conserve (poids de viande crue)			Viande en conserve		
	Moyenne 1934-38	1951	1952	Moyenne 1934-38	1951	1952
	 Millions de tonnes					
Argentine	511	183	176	70	102	56
Uruguay.	71	75	154	33	14	111
Australie.	237	147	123	4	51	98
Nouvelle-Zélande	273	280	393	3	8	16
Canada	99	64	40	5	4	7
Etats-Unis.	52	59	62	5	7	6
Danemark	269	241	249	4	47	34
France.	2	19	10	2	38	17
Irlande	41	39	59	1	11	19
Pays-Bas.	35	62	68	10	50	56
TOTAL.	1 521	1 169	1 237	137	332	320

¹ Chiffres provisoires.

TABLEAU 48. — VIANDE : IMPORTATIONS DU ROYAUME-UNI

PRODUITS	Moyenne 1934-38	1950	1951	1952
	<i>Milliers de tonnes</i>			
Bœuf et veau	572	340	159	136
Mouton et agneau	338	400	252	358
Porc	59	31	16	15
Volaille, abats et autre viande	106	96	120	96
Bacon, jambon et porc salé	385	248	225	256
Autres viandes préparées	1	6	19	17
TOTAL	1 461	1 121	791	878
Viande en conserve	71	153	233	195

ont été sensiblement plus élevés que l'année précédente. Le mouvement des prix des produits d'origine animale au Canada a été analogue à celui des prix aux Etats-Unis.

Les perspectives de la production de viande en 1953/54 sont dans l'ensemble favorables. Les pâturages d'été, dans l'hémisphère nord, semblent en bonne condition et les perspectives des récoltes fourragères en 1953 sont encourageantes. Les effectifs du cheptel aux Etats-Unis et au Canada ont atteint un niveau record et l'on s'attend à un essor de la production de viande de bœuf et de veau, non seulement pour compenser le recul de la production de viande de porc, mais pour amener un nouvel accroissement, encore que faible, de la production globale de viande. En Océanie, on s'attend au maintien du niveau élevé atteint par la production, durant la campagne 1952/53. En Europe occidentale, la production continuera à se développer, mais à un rythme plus lent que celui des années précédentes. Alors que dans un certain nombre de pays comme le Royaume-Uni, le Danemark, les Pays-Bas et la Suède, l'amélioration des effectifs porcins fait prévoir un accroissement de la production de viande de porc, cette production marque le pas en Allemagne occidentale et en Belgique et baissera en 1953/54 dans ces deux pays.

Le commerce mondial de la viande continuera probablement à se développer étant donné que l'on peut s'attendre à des livraisons satisfaisantes de l'Océanie, du Danemark et des Pays-Bas. Toutefois, le volume total des échanges dépendra, dans une grande mesure, de la situation des approvisionnements en Argentine.

Produits laitiers

L'industrie laitière a bénéficié de conditions généralement favorables pendant les premiers mois de 1953 et la production laitière dans la plupart

des pays a été nettement plus forte que l'année précédente. Aux Etats-Unis, la production qui a été relativement stable depuis 1947, a dépassé de 6 pour cent durant le premier semestre de 1953 le niveau atteint l'année précédente. L'état satisfaisant des pâturages, au cours de l'hiver dernier, et l'alimentation complémentaire amplement fournie au bétail ont été principalement responsables de cet accroissement. La modification des rapports de prix qui, les années précédentes avait favorisé la production de la viande aux dépens de celle du lait, semble également avoir contribué à cet essor. Au Canada, la production qui baissait depuis plusieurs années a accusé un fort accroissement en 1952, qui s'est poursuivi jusqu'à la fin du printemps de 1953.

En Europe occidentale, la production en 1952 n'a pas dépassé le niveau de l'année précédente surtout en raison de la sécheresse qui a sévi pendant l'été et de l'épidémie de fièvre aphteuse, mais la plupart des pays ont signalé des gains satisfaisants pendant le premier semestre de 1953. La Nouvelle-Zélande n'a cessé d'accroître régulièrement sa production et l'Australie s'est très bien remise des effets de la sécheresse dont elle avait souffert en 1951/52. Des renseignements provenant de nombreux pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique révèlent que les efforts énergiques déployés par les gouvernements dans le cadre du programme d'assistance technique et en vue du développement général de l'agriculture se sont traduits par une expansion satisfaisante de leurs industries laitières.

L'amélioration des disponibilités de lait et la fermeté des prix du beurre ont provoqué un accroissement de la production de beurre dans de nombreux pays au début de 1953. En 1952, la production, en Europe occidentale, a été de 4 pour cent inférieure au niveau de 1951, alors qu'aux Etats-Unis la tendance à la baisse s'est renversée en

automne 1952, empêchant ainsi un fléchissement de la production par rapport au niveau de 1951. Le Canada a enregistré un accroissement de 5 pour cent par rapport à 1951 et la production en Océanie, au cours de la campagne 1952/53, a fortement repris. La situation du fromage est restée ferme. La production européenne a augmenté de 20 pour cent depuis l'avant-guerre en Europe; et elle est également en accroissement aux Etats-Unis et en Océanie. La production de lait en conserve s'est développée dans tous les principaux pays producteurs. Les gains ont été particulièrement importants dans la production de lait écrémé en poudre, notamment au Canada, aux Pays-Bas, en Nouvelle-Zélande et aux Etats-Unis.

Le commerce mondial du beurre en 1952 a marqué une nouvelle contraction en raison de la baisse de la production et des exportations du Danemark, des Pays-Bas et de la Suède. Du fait du recul des exportations mondiales, le Royaume-Uni a importé 16 pour cent de moins de beurre que l'année précédente et les importations de l'Allemagne occidentale ont diminué des deux tiers. Le commerce du fromage est également moins actif. Alors qu'en 1951 les expéditions du Canada et des Etats-Unis s'étaient élevées à 50.000 tonnes, elles n'ont pas atteint 3.000 tonnes l'année dernière. En revanche, l'Australie et tous les principaux producteurs européens, à l'exception de la Suède, ont exporté davantage.

A l'inverse des prix de la viande, ceux du lait et des produits laitiers ont été, en général, plus élevés en 1952/53 qu'en 1951/52, sauf au Canada

et aux Etats-Unis, seules exceptions notables. Au Canada, les prix du beurre, depuis mai 1952, ont baissé par rapport à l'année précédente. Aux Etats-Unis, les cours ont commencé à baisser pendant les derniers mois de 1952 et, en janvier 1953, le prix du beurre était de 16 pour cent inférieur à celui de l'année précédente. Comme les prix étaient tombés au niveau de soutien, le gouvernement des Etats-Unis a acheté de grandes quantités de produits laitiers. A la suite d'une production accrue des produits laitiers pendant le premier semestre de 1953, les prix du fromage, et ceux du lait en conserve notamment, ont commencé à baisser également dans d'autres pays.

La production mondiale d'œufs en 1952/53 s'est maintenue au niveau de l'année précédente. En 1952, le commerce mondial des œufs en coque a été plus important que l'année précédente, mais on a constaté un fléchissement sérieux du commerce de la poudre d'œuf et des œufs liquides. En Europe occidentale, le prix des œufs en 1952 est resté généralement au-dessus du niveau atteint en 1951 alors qu'au Canada et aux Etats-Unis il lui était nettement inférieur.

Tous les renseignements laissent prévoir que 1953/54 sera une campagne satisfaisante pour l'industrie laitière. Le début de saison a été favorable aux pâturages des pays de l'hémisphère nord, renforçant ainsi les perspectives d'une bonne récolte de foin. Au milieu de 1953, les perspectives en matière de céréales secondaires, de tubercules et autres récoltes fourragères sont encourageantes et on ne signale pas de grave sécheresse dans l'hémisphère sud. La réduction continue des effectifs

TABLEAU 49. — EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DES PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS, AVANT-GUERRE, 1951 ET 1952

PAYS EXPORTATEURS	Beurre			Fromage			Lait condensé et évaporé			Lait en poudre		
	Moy. 1934-38	1951	1952	Moy. 1934-38	1951	1952	Moy. 1934-38	1951	1952	Moy. 1934-38	1951	1952
	<i>Milliers de tonnes</i>											
Danemark.	149	139	117	8	46	54	18	45	46	—	9	12
France	4	2	1	11	18	18	15	18	18	—	—	—
Italie.	1	—	—	24	15	19	12	—	13	—	—	—
Pays-Bas	50	54	50	60	73	78	162	175	199	17	22	38
Suède.	23	26	11	—	2	2	—	—	—	—	4	7
Suisse.	—	—	—	19	19	20	6	3	4	—	—	—
Canada	2	—	—	33	14	1	9	14	12	2	5	19
Etats-Unis	1	3	—	1	36	2	15	105	57	2	76	46
Australie	100	34	34	9	20	26	7	42	35	2	17	25
Nouvelle-Zélande.	140	149	186	87	108	93	3	11	12	7	37	52
TOTAL	470	407	401	252	351	315	227	413	393	30	170	199

¹ Y compris le lait en poudre.

chevalins dans de nombreux pays peut également stimuler la production animale en accroissant les disponibilités de fourrages.

La baisse du prix de la viande aux Etats-Unis et en Europe occidentale peut également encourager la production laitière. Le gouvernement des Etats-Unis continuera à soutenir les prix du lait et des matières grasses du lait à 90 pour cent du prix de parité jusqu'en avril 1954, ce qui, étant donné le bas prix de la viande, devrait stimuler l'industrie laitière. La consommation de la margarine a continué à augmenter par rapport à celle de beurre et s'est élevée à un niveau record dans de nombreux pays ; aux Etats-Unis elle a presque atteint celle du beurre. Rien n'indique que la production et la consommation de margarine plafonnent et la concurrence faite par ce produit, meilleur marché, aux matières grasses du lait réduira en 1953/54 la rentabilité de la production de beurre dans presque tous les pays et poussera à la production de fromage et d'autres produits.

L'accroissement des disponibilités exportables de produits laitiers en 1953/54 devrait permettre au commerce mondial de se développer par rapport à la campagne précédente. Cependant cette expansion dépend, en grande partie, d'un assouplissement du protectionnisme et de l'atténuation des difficultés de la balance des paiements.

PRODUITS DE LA PÊCHE

On estime à 26.000.000 de tonnes les quantités de poissons, de crustacés et de mollusques pêchées en 1952 dans le monde. Une forte augmentation de la production, notamment au Japon, a dans une certaine mesure compensé la légère diminution observée dans la plupart des autres grands pays producteurs. D'une manière générale les pêcheurs ont dû faire face en 1952 à la tendance à l'augmentation enregistrée sur le prix des bateaux, du combustible et des engins de pêche et ils ont écoulé leurs produits à des prix qui n'étaient que légèrement supérieurs, voire inférieurs, à ceux de 1951.

Quantités pêchées et quantités débarquées

Grands pays producteurs. Le Canada (y compris Terre-Neuve), les Etats-Unis, la Chine, le Japon, la Norvège, le Royaume-Uni et l'U.R.S.S. sont les plus importants pays producteurs de poisson du monde. On ne dispose pas de données exactes sur la production récente de la Chine et de l'U.R.S.S. mais certains indices donnent à penser qu'elle

augmente. La production du Japon a augmenté de 23 pour cent (3.800.000 tonnes en 1951, 4.700.000 tonnes en 1953). Au Canada, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Norvège, la production a diminué de 1 à 5 pour cent en 1952 par rapport à 1951 (voir tableau 50).

Pays à production moyenne. Ce groupe comprend l'Union Sud-Africaine (y compris le Sud-Ouest africain), l'Inde, la Corée, les Philippines, le Danemark, la France, l'Allemagne occidentale, l'Islande, les Pays-Bas, la Suède, le Portugal et l'Espagne.

C'est en Union Sud-Africaine (y compris le Sud-Ouest africain) que la production a le plus augmenté : elle dépasse de 20 pour cent environ celle de 1951. En ce qui concerne les autres pays, les diminutions peu importantes enregistrées par exemple en Allemagne occidentale et en Islande ont été compensées par de légères augmentations au Danemark et aux Pays-Bas.

Pays à faible production. Ce groupe comprend tous les autres pays dont la production est, en temps normal, inférieure à 250.000 tonnes par an. Des augmentations assez fortes, en pourcentage, de la production ont été enregistrées en 1952 dans certains de ces pays, mais étant donné qu'ils ne produisent pas de très grandes quantités, ces modifications ne présentent guère qu'un intérêt local et n'affectent en rien le commerce et la consommation mondiaux.

Produits des pêches, frais, rafraîchis ou congelés

Les produits congelés n'ont fait leur apparition qu'il y a relativement peu de temps, mais le développement rapide qu'ont pris depuis la guerre les procédés de congélation a donné à ces produits une importance à peu près égale à celle des poissons conservés à sec et des poissons en conserve.

Au Canada, la production de filets congelés ne cesse d'augmenter ; elle est passée de 15.900 tonnes en 1947 à 30.000 tonnes environ en 1952. Une expansion analogue a été observée en Islande, en Norvège, au Japon et dans d'autres pays qui sont d'importants fournisseurs des Etats-Unis. La production de poisson congelé aux Etats-Unis s'est élevée en 1952 à 142.100 tonnes ; ce chiffre est légèrement inférieur à celui de 1951, la production de filets congelés de perches de mer ayant diminué.

Les Etats-Unis constituent le plus grand marché de filets frais ou congelés de morue, d'aiglefin et d'espèces voisines et de perche de mer. La con-

TABLEAU 50. — POISSONS, CRUSTACÉS ET MOLLUSQUES : TOTAL DES QUANTITÉS PÊCHÉES ANNUELLEMENT DANS CERTAINS PAYS, AVANT-GUERRE ET 1947 A 1952

PAYS	1938	1947	1948	1949	1950	1951	1952
..... Milliers de tonnes							
TOTAL GÉNÉRAL	12 441.8	12 328.3	12 578.9	13 168.5	14 346.2	15 109.2	16 391.6
GRANDS PRODUCTEURS	8 994.5	8 572.1	8 573.6	8 898.1	9 895.4	10 013.9	10 856.9
Canada	778.9	914.2	977.1	915.2	993.5	948.0	1940.0
Japon	3 521.1	2 967.1	2 453.8	2 980.4	3 793.6	3 796.7	4 674.2
Norvège	1 152.6	1 196.1	1 504.0	1 297.3	1 467.7	1 838.5	1 798.8
Royaume-Uni	1 197.1	1 149.6	1 205.7	1 158.7	988.5	1 085.8	¹ 1 100.0
Etats-Unis	2 344.8	2 345.1	2 433.0	2 546.5	2 652.1	2 344.9	2 343.9
PRODUCTEURS MOYENS	2 716.0	2 800.8	2 921.9	3 042.1	3 179.3	3 819.1	4 124.6
Danemark	96.1	205.4	225.8	255.0	251.2	292.4	323.9
France	479.4	352.2	434.6	435.1	432.0	463.6	500.0
Allemagne occidentale	779.0	302.0	413.3	513.2	555.3	680.0	663.2
Islande	274.3	477.2	464.7	394.2	367.8	417.8	400.0
Pays-Bas	228.8	278.7	281.0	249.4	244.0	280.0	298.3
Philippines	270.0	251.4	195.1	238.0	220.2	295.6	323.6
Portugal	239.3	281.5	273.2	281.2	307.3	307.5	333.2
Espagne	299.1	572.4	534.2	551.0	576.5	592.2	632.4
Union Sud-Africaine ²	150.0	180.0	1100.0	1125.0	225.0	490.0	1650.0
CERTAINS PETITS PRODUCTEURS	731.3	955.4	1 083.4	1 228.3	1 271.5	1 276.2	1 410.3
Angola	26.2	52.0	114.8	130.6	135.5	176.5	1180.0
Argentine	55.3	65.1	71.2	63.9	55.3	75.7	180.0
Belgique	42.8	81.2	70.9	68.3	60.4	56.6	68.6
Brésil	103.3	139.7	144.8	152.6	1155.0	1160.0	1170.0
Chili	30.6	60.1	64.7	76.2	86.7	93.0	94.4
Iles Féroé	30.0	150.0	160.0	1110.0	1115.0	92.7	195.0
Maroc français	30.3	50.4	55.8	96.3	123.2	90.9	121.8
Finlande	22.4	46.0	46.0	65.7	65.8	65.6	57.5
Hong-kong	29.0	12.0	21.2	27.0	31.0	31.0	135.0
Irlande	12.7	21.5	25.9	18.2	15.1	14.0	18.5
Italie	195.2	182.0	170.3	180.0	190.2	184.6	212.1
Suède	143.5	178.8	207.8	202.2	203.3	200.0	228.9
Congo belge	10.0	16.6	30.0	37.3	135.0	35.6	48.5

NOTE : Le volume global des quantités pêchées par ces pays représente 80 pour cent du total mondial, estimé à 21.000.000 de tonnes, non compris 5.000.000 de tonnes (estimation) pour la Chine et l'U.R.S.S. Données établies sur la base du poids brut de poisson frais.

¹ Estimations provisoires.

² Y compris le Sud-Ouest africain.

sommatation annuelle globale est passée de 49.400 tonnes en 1939 à 107.000 tonnes en 1951/52. La production nationale est restée stable de 1948 à 1952 : l'augmentation des disponibilités est due uniquement au commerce d'importation qui s'est développé rapidement et dont le volume a doublé de 1948 à 1952.

Filets de poisson frais, rafraîchis ou congelés.

Le commerce international du poisson frais, rafraîchi ou congelé a eu tendance, comme l'indique le tableau 51, à augmenter légèrement en 1952 par rapport à 1951. Au cours de ces deux années, les échanges ont été plus importants qu'en 1950, année qui avait été marquée par une contraction. La pénurie alimentaire générale, qui avait suivi immédiatement la deuxième guerre mondiale,

avait eu pour effet d'accroître, en 1947-49, le volume des exportations de l'Islande et de la Norvège à destination de l'Allemagne occidentale et du Royaume-Uni. En 1952, les quantités débarquées au Royaume-Uni en provenance directe d'Islande ont diminué brusquement en raison du différend qui s'est élevé avec l'industrie de la pêche au Royaume-Uni.

Mollusques frais, rafraîchis ou congelés. Les exportations de moules et autres mollusques frais, rafraîchis ou congelés, s'élèvent à 60.000 tonnes environ par an (les parties non comestibles représentent un pourcentage élevé) : la plus grande partie est exportée par les Pays-Bas et le Danemark. Ce chiffre est demeuré stable de 1947 à 1952 et se rapproche du niveau atteint en 1938.

La Belgique, le Luxembourg et la France sont les pays qui importent le plus.

Crustacés frais et congelés. Le volume du commerce international de crustacés frais ou congelés (homards, langoustes, crevettes et crabes) atteint annuellement 40.000 tonnes environ. Aux Etats-Unis, le commerce d'importation de crevettes fraîches ou congelées s'est développé rapidement durant les années d'après-guerre, passant de 6.000 tonnes en 1947 à 19.000 tonnes en 1951. Cette augmentation doit être attribuée principalement aux importations en provenance du Mexique, bien que la campagne de 1952 ait été mauvaise. Les Etats-Unis absorbent la presque totalité de la production mondiale de queues de langoustes fraîches ou congelées, provenant principalement de l'Union Sud-Africaine, du Sud-Ouest africain, de Cuba et de l'Australie.

Produits des pêches conservés à sec

Stockfish. La production de stockfish (mornes et espèces voisines séchées, non salées) est concentrée principalement en Norvège et à un moindre degré en Islande et au Japon. La production de l'Islande a augmenté en 1951/52 ; celle du Japon a oscillé durant les années d'après-guerre à des niveaux bien inférieurs à ceux d'avant-guerre.

La production norvégienne qui, en 1938, atteignait 25.000 tonnes, a oscillé de 1947 à 1951 entre 9.000 et 23.000 tonnes ; on a enregistré un léger recul en 1952 (22.000 tonnes contre 23.000 en 1951).

Elle diminuera encore vraisemblablement en 1953 en raison de la mauvaise campagne de pêche côtière de la morue au cours du printemps.

La totalité de la production norvégienne de stockfish est pratiquement exportée vers l'Italie et les territoires britanniques de l'Afrique occidentale ; le volume des exportations dépend étroitement de la production. Le marché italien (la consommation se limite principalement à quelques régions telles que la Toscane et la Vénétie), qui s'était contracté en 1949, s'est stabilisé de 1950 à 1952 à un niveau de 8.000 à 10.000 tonnes, les prix de gros et de détail restant fermes.

Morue salée. La production mondiale de morue salée avait atteint durant la période d'entre les deux guerres, 1920-39, une moyenne annuelle de 260.000 tonnes, poids de poisson sec (voir tableau 52). Durant les années trente, on avait observé au Canada et à Terre-Neuve une forte tendance à remplacer la production de morue salée par celle de filets frais ou congelés, en raison de l'attrait que présentait le marché d'importations des Etats-Unis. Cette tendance s'est renforcée durant les années d'après-guerre, et on l'a également observée en Islande et dans une certaine mesure en Norvège. Chaque fois que les prix du poisson frais ou congelé ne sont pas assez rémunérateurs, on constate que les quantités de morue débarquées ont tendance à être absorbées par l'industrie de la morue séchée et salée. Durant les années 40, l'augmentation brusque de la demande de poisson frais enregistrée immédiatement après la guerre

TABLEAU 51. — EXPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS DES PÊCHES, 1938 ET 1947-52

PRODUITS	1938	1947	1948	1949	1950	1951	1952
..... Milliers de tonnes							
Poisson frais, rafraîchi ou congelé ¹ .	359,0	465,1	615,2	612,0	426,7	514,7	516,6
Crustacés et mollusques, frais ou congelés ² .	53,3	62,3	68,7	86,3	76,2	84,0	80,7
Morue et espèces voisines, salées ³ .	195,0	157,0	158,6	112,6	157,2	187,8	193,7
Stockfish ⁴ .	26,5	13,5	12,0	7,8	16,7	21,8	25,7
Hareng et espèces voisines, préparés à sec ⁵ .	298,2	209,5	240,0	238,4	180,4	207,6	207,8
Saumon du Pacifique en conserve ⁶ .	44,1	44,7	13,7	24,6	15,8	15,5	13,9
Hareng et espèces voisines, en conserve ⁷ .	96,2	152,1	137,2	148,5	173,8	170,0	91,7
Farine de poisson et produits similaires ⁸ .	124,6	34,2	94,6	69,4	147,0	249,8	214,7

¹ Commerce extérieur de 4 grands pays exportateurs (Canada y compris Terre-Neuve, Danemark, Islande et Norvège) et de 5 pays exportateurs moyens (Îles Féroé, Japon, Pays-Bas, Suède et Royaume-Uni).

² Exportations du Canada, du Danemark, du Mexique, des Pays-Bas et de la Norvège.

³ Exportations de morue et d'espèces voisines, salées en saumure et salées séchées, du Canada (y compris Terre-Neuve), du Danemark (non compris les îles Féroé), de France, d'Islande et de Norvège.

⁴ Exportations d'Islande et de Norvège.

⁵ Exportations de harengs et autres produits similaires, salés, fumés, marinés, etc., du Canada (y compris Terre-Neuve), d'Islande, des Pays-Bas, de Norvège et du Royaume-Uni.

⁶ Exportations du Canada et des Etats-Unis (y compris l'Alaska).

⁷ Exportations du Canada, du Maroc français (excepté pour 1952), des Pays-Bas, de la Norvège, du Portugal, du Royaume-Uni et des Etats-Unis.

⁸ Exportations d'Angola, du Canada, de l'Islande, des Pays-Bas et de la Norvège.

avait entraîné, dans les pays scandinaves, une diminution de la production de morue salée par rapport aux années d'avant-guerre. En 1950-52, une tendance à l'augmentation de la production de morue salée s'est dessinée en Islande où le commerce de la morue n'avait repris que lentement après la guerre. La production espagnole et portugaise destinée à la consommation intérieure a continué d'augmenter et, malgré le recul observé au Canada, la production mondiale de morue salée s'est maintenue à un niveau élevé en 1952.

L'Islande et les îles Féroé ont eu tendance, après la guerre, à exporter des produits salés en saumure plutôt que des produits finis salés à sec.

En 1952, le Canada a exporté 54.700 tonnes (53.500 tonnes de poids de poisson sec) de produits à base de morue salée, soit 12.000 tonnes de moins qu'en 1950 et 1951 et à peu près 25.000 tonnes de moins qu'en 1938. En raison du litige qui l'a opposée au Royaume-Uni, l'Islande a exporté moins de poisson frais et congelé en 1952 ; la matière première a été absorbée par l'industrie de la morue salée, de sorte que le volume des exportations islandaises de produits conservés à sec a augmenté rapidement et a atteint 49.600 tonnes (soit 35.400 tonnes en poids de poisson sec). Quant à la Norvège, ses exportations de poisson séché et salé ont atteint, en 1952, le chiffre de 58.500 tonnes ce qui constitue un record pour les 30 dernières années.

On a enregistré une légère augmentation de l'ensemble des exportations du Canada (y compris Terre-Neuve), du Danemark (non compris les îles Féroé), de la France, de l'Islande et de la Norvège.

Pour ce qui est des pays importateurs, l'Espagne et le Portugal importent des quantités appréciables, qui viennent s'ajouter à leurs disponibilités intérieures ; les autres marchés importants sont entièrement tributaires de l'étranger.

À la suite des importations massives effectuées en 1952 et de la contraction de la demande au cours de l'hiver 1952/53, le marché italien est devenu très faible. L'existence de stocks très importants a eu pour effet de faire tomber les prix et la mauvaise qualité de certains produits importés a freiné la demande. En outre, l'augmentation de la production de poisson frais en Italie pourrait bien influencer la demande de morue salée.

Hareng salé. Les principaux pays producteurs de hareng salé sont l'Allemagne occidentale, les Pays-Bas, la Norvège et le Royaume-Uni. Durant la période qui s'est écoulée entre les deux guerres, la demande mondiale de hareng salé avait diminué

et les marchés d'exportation étaient très restreints en raison des barrières commerciales qui se multiplièrent, en particulier après la crise mondiale survenue au début des années trente. Immédiatement après la guerre (1947-49), la pénurie alimentaire générale provoqua une augmentation temporaire de la demande. Mais la situation alimentaire s'étant améliorée, la raréfaction des débouchés pour l'exportation a découragé l'industrie de la conservation du poisson à partir de 1950, et le traitement industriel du poisson dans les différents pays a absorbé, en vue de la production de farine et d'huile, un pourcentage de plus en plus élevé des quantités débarquées.

La production de hareng salé s'est maintenue en 1952 à peu près au même niveau qu'en 1951, ce qui ne représente cependant que les deux tiers du volume atteint en 1938. La situation des exportations s'est améliorée en 1951-53 ; les producteurs du nord-ouest de l'Europe s'efforcent d'augmenter le volume des ventes sur les marchés traditionnels en U.R.S.S. et en Europe orientale.

Produits de la pêche conservés en récipients hermétiques

Saumon du Pacifique. En raison du cycle de deux ans, les quantités de saumon du Pacifique pêchées en 1952 ont été inférieures au volume pêché en 1951, et même aux quantités pêchées en 1948-50. En Colombie britannique, où jamais depuis 1944 les quantités pêchées n'avaient été aussi faibles, ce facteur naturel n'a pas été seul en cause ; des différends sur les prix, des grèves, des suspensions de travail, etc., ont également empêché d'utiliser au maximum les possibilités de la pêche. Ces difficultés de commercialisation ont été créées par l'importance des stocks de report de la campagne 1951, qui avait été exceptionnellement abondante.

Le Canada se trouve aux prises avec des difficultés sérieuses sur ses marchés traditionnels du Commonwealth qui n'ont absorbé qu'une part minime de la production exceptionnelle de 1951 et pour ainsi dire rien de la production de 1952. Toutefois, le marché nord-américain a été renforcé par l'assurance que le Royaume-Uni procédait en 1953 à des achats massifs de saumon canadien.

Harengs et espèces voisines. Ce groupe comprend une gamme étendue de produits en conserve qui varient selon l'espèce, les ingrédients et l'emballage.

Aux États-Unis le volume total de la production d'aloise, de sardines du Maine et de harengs de mer,

de pilchards de Californie, d'alewives (*Pomolobus pseudoharengus*, variété d'alse) et d'anchois est tombé à 35.700 tonnes, soit la moitié de la production de 1951 qui ne représentait elle-même que 50 pour cent de la production de 1950. Cette diminution est due au fait que, à la suite d'une campagne de pêche désastreuse, la production de pilchards de Californie est tombée brusquement de 103.500 tonnes en 1950 à 2.200 tonnes en 1952. La production de conserves de sardines du Maine et de harengs de mer a doublé en 1952, atteignant 31.700 tonnes, chiffre encore inférieur à la production de 1950 (35.400 tonnes). En Norvège, le volume de la production de 1952 a atteint 22.000 tonnes, chiffre le plus bas que l'on ait enregistré depuis 1947. Au Maroc français, où l'exportation se trouve dans une situation difficile, la production de 1952 a été légèrement inférieure à celle de 1951. Le Portugal a enregistré en 1952, une

augmentation de 20 pour cent par rapport à 1951, par suite de l'abondance accrue des ressources naturelles. La production a également augmenté en Union Sud-Africaine à la suite du développement des installations de pêche et des conserveries. Au Japon, malgré une expansion rapide de 1949 à 1952, due au relèvement d'après-guerre, la production qui a atteint 21.000 tonnes en 1952, a été inférieure à celle de 1938, qui avait atteint 28.200 tonnes.

En 1952, les exportations du Portugal, du Canada et des Pays-Bas ont augmenté; mais cette augmentation n'a pu compenser la diminution des exportations du Maroc français, de la Norvège, et des Etats-Unis où les excédents exportables ont été réduits par suite de la mauvaise campagne de pêche de pilchards de Californie. Le volume total des exportations effectuées, à destination de marchés répartis dans le monde entier, par sept

TABLEAU 52. — PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS DES PÊCHES, 1938 ET 1947-52

PRODUITS	1938	1947	1948	1949	1950	1951	1952
	Milliers de tonnes						
<i>Produits congelés</i>							
Poissons, crustacés et mollusques	...	288,7	357,9	395,7	352,2	512,7	553,0
<i>Produits préparés à sec</i>							
Harengs, alewives, et espèces voisines.	450,1	451,0	503,4	428,8	352,4	395,8	396,4
Morue salée (poids de poisson sec).	260,0	256,0	233,0	274,0	300,0	287,0	280,0
Stockfisch.	47,2	17,9	17,0	11,0	21,8	27,4	27,4
<i>Produits en conserve</i>							
Saumon.	195,7	155,6	133,5	151,6	125,6	143,8	124,9
Harengs, sardines, pilchards et espèces voisines.	238,0	267,0	281,0	354,0	426,0	318,0	303,0
Thon, scombres et espèces voisines.	86,0	108,0	124,0	117,0	156,0	147,0	164,0
Crustacés et mollusques	...	39,0	41,0	38,0	38,0	49,0	46,0
<i>Huiles et graisses</i>							
Huiles et graisses de baleine et d'autres mammifères aquatiques ¹	617,8	371,8	414,5	441,3	434,7	503,4	493,9
Huiles de chair, de foie et de viscères de poissons	217,9	133,4	167,6	162,9	220,3	272,9	284,0
<i>Farines et autres aliments du bétail</i>							
Farine de poisson	919,8	398,1	545,7	600,9	748,5	812,7	850,5
Farine de baleine et autres mammifères aquatiques.	...	19,9	25,2	27,4	26,2	26,5	26,7
Aliments d'origine animale, non spécifiés, en conserve	...	19,8	28,8	42,1	59,3	51,0	76,2

NOTE : Production de certains pays grands producteurs, sur la base du poids du produit net, avec révision des données déjà publiées dans l'Annuaire des pêches de la FAO.

... Données non disponibles.

¹ La production d'huile de baleine et d'huile de blanc de baleine dans l'Antarctique (opérations au large de la mer et à terre) a atteint 359.800 tonnes durant la campagne 1952/53 contre 421.200 tonnes en 1951/52.

pays producteurs dont la production annuelle totalisait en 1950/51 environ 170.000 tonnes, est tombé en 1952 à quelque 92.000 tonnes.

Thon. La production de thon en conserves hermétiques se concentre en Californie et dans d'autres états situés sur la côte du Pacifique des Etats-Unis. Après la deuxième guerre mondiale, la production des Etats-Unis a augmenté rapidement sous la pression de la demande intérieure en expansion ; le record a été atteint en 1950 avec 79.100 tonnes contre 71.900 tonnes en 1951, 78.600 tonnes en 1952 et 22.200 tonnes seulement en 1938.

La production japonaise d'après-guerre, stimulée par l'augmentation du volume des exportations à destination des Etats-Unis, s'est développée rapidement de 1950 à 1952 et a atteint un volume global de 22.300 tonnes en 1951 et de 34.400 tonnes en 1952.

Avant 1950, la totalité du thon en conserve importé aux Etats-Unis était constituée par du thon à l'huile ; à la suite de la réorganisation de l'industrie japonaise de la conserverie, le volume de ces importations est passé de 2.000 tonnes en 1949 à plus de 16.500 tonnes en 1950. Toutefois, les Etats-Unis ayant décidé de prélever une taxe sur les importations de thon conservé à l'huile, il est tombé à 1.600 tonnes en 1951 et à 1.900 tonnes en 1952. Comme la taxe ne s'applique pas au thon conservé en saumure, les importations de ce produit, négligeables avant 1950, sont passées de 200 tonnes en 1950 à 4.300 tonnes en 1951 et à 8.600 tonnes en 1952. Le Japon était le principal fournisseur de tout le thon frais et en conserve, alors que le Pérou et d'autres pays de l'Amérique du Sud en exportaient de petites quantités. Le volume total des importations de thon frais ou congelé, provenant surtout du Japon et destiné pratiquement en totalité aux conserveries des Etats-Unis, atteignait 6.200 tonnes en 1938 et 4.200 tonnes en 1947/48 ; il a augmenté rapidement pour atteindre 31.300 tonnes en 1952.

Produits divers. Outre de petites quantités de poissons, crustacés et mollusques divers en conserves hermétiques, destinés à la consommation humaine, les Etats-Unis ont produit annuellement un volume important de conserves de poisson destinées à l'alimentation du bétail et des animaux familiers ; on a estimé à près de 15.600.000 dollars la valeur de cette production en 1952. La production de conserves de poisson destinées à l'alimentation du bétail a augmenté rapidement durant les années d'après-guerre comme l'indiquent les chiffres du tableau 52.

Farines de poisson

La production de farine de poisson (y compris la farine de mammifères aquatiques dont la production ne dépassera pas sensiblement la moyenne annuelle, qui est actuellement de 26.000 tonnes environ) s'est élevée à 870.000 tonnes, soit 300.000 tonnes de plus qu'en 1948. Cette augmentation rapide survenue depuis la guerre est principalement le fait de la Norvège, de l'Union Sud-Africaine, de l'Angola et des Etats-Unis et du Canada, et a été provoquée par l'accroissement de la demande de produits destinés à l'alimentation du bétail dans les régions agricoles développées.

A la suite de la campagne désastreuse de pilchards de Californie en 1952, la production de farine de pilchard des Etats-Unis est tombée à moins de 400 tonnes. L'expansion continue de la production de menhaden a cependant compensé largement le recul de la production de farine de poisson ; la production de farine de menhaden s'est élevée en 1952 à 130.700 tonnes, soit 26.000 tonnes de plus qu'en 1951. Aux Etats-Unis la production de solubilisés de poisson a augmenté rapidement, passant de 8.900 tonnes en 1947, à 46.000 tonnes durant 1949-51.

L'industrie de la farine de poisson en Union Sud-Africaine et dans le Sud-Ouest africain, qui repose sur le développement rapide des prises de pilchards et de maasbankers de l'Atlantique, s'est considérablement développée ; la production qui était négligeable en 1947 a dépassé 71.100 tonnes en 1952.

Si la production norvégienne de farines autres que la farine de hareng est demeurée assez stable durant 1947-52, à un niveau annuel oscillant entre 14.000 et 19.000 tonnes contre 16.000 en 1938, la production de farine de hareng a plus que doublé en 1951 et en 1952 par rapport à 1938 (88.300 tonnes). En 1952, la Norvège a produit 202.000 tonnes de farine de poisson.

Au Royaume-Uni, on a observé durant les années d'après-guerre un accroissement continu de la production, qui est passée de 41.000 tonnes en 1947 à 77.000 tonnes en 1951. La réorganisation de la pêche en Allemagne occidentale a eu des répercussions sur la production de farine de poisson, qui de 16.600 tonnes en 1948 est passée à 63.300 tonnes en 1951 ; ce chiffre est légèrement inférieur au volume de 1938 (73.600 tonnes). Au Japon, qui était avant la guerre le plus grand producteur de farine et d'engrais de poisson, la production n'a pas encore repris l'importance qu'elle avait ; en 1952, elle a atteint 89.500 tonnes, presque exclusivement d'engrais.

Le tableau 51 fait ressortir le développement rapide pris par le commerce extérieur de farine de poisson après la guerre. Les principaux pays exportateurs étaient les suivants : Angola, Union Sud-Africaine, Afrique du Sud-Ouest, Canada, Islande et Norvège. Au nombre des principaux pays importateurs figurent les Etats-Unis, la Belgique, le Luxembourg, le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et l'Autriche. Les Pays-Bas, dont les importations annuelles dépassaient 31.000 tonnes en 1950/51, ont cessé d'être un marché important en 1952, année où le volume des importations n'a été que de 4.100 tonnes.

Huiles et graisses d'animaux aquatiques

En raison des conditions atmosphériques défavorables qui ont marqué la campagne 1952/53 dans l'Antarctique, on a enregistré une diminution sensible du nombre de baleines capturées et de la quantité d'huile de baleine produite. Les expéditions pélagiques de l'Antarctique n'ont capturé que 14.855 baleines bleues, chiffre sensible-

ment inférieur aux 16.000 unités prévues par la Convention internationale de 1946 pour la réglementation de la chasse à la baleine.

La production d'huiles de poisson, qui n'avait cessé d'augmenter durant les années d'après-guerre, a doublé de 1947 à 1951 ; en 1951, elle a atteint 273.000 tonnes contre 133.400 tonnes en 1947 et 218.000 tonnes en 1938. Aux Etats-Unis, la production a diminué à la suite du recul de la pêche de pilchard de Californie et de hareng d'Alaska, qui a été cependant compensé en partie par l'augmentation de la production de menhaden.

MATIÈRES GRASSES ET OLÉAGINEUX

Situation actuelle

La production mondiale de matières grasses dépasse actuellement d'environ 10 pour cent le niveau d'avant-guerre. Toutefois, la population mondiale ayant augmenté d'environ 15 pour cent, la production par habitant reste légèrement au-dessous de ce niveau. En Europe, la production, en reprise depuis les hostilités, est aujourd'hui de 10 à 15 pour cent supérieure au

TABLÉAU 53. — EXPORTATIONS MONDIALES DE MATIÈRES GRASSES ET D'OLÉAGINEUX ¹ EN ÉQUIVALENT D'HUILE PAR RÉGION ET PAR CATÉGORIE, 1938 ET 1950-52

RUBRIQUES	1938	1950	1951	1952 ²
RÉGIONS				
	<i>Milliers de tonnes</i>			
Europe ³	492	402	405	293
Amérique du Nord.	138	1 004	1 130	1 058
Amérique du Sud	665	580	595	179
Asie	2 682	1 513	1 761	1 517
Afrique.	1 149	1 353	1 102	1 249
Océanie.	396	378	354	419
Antarctique.	566	344	348	371
TOTAL MONDIAL	6 088	5 573	5 695	5 086
CATÉGORIES				
Beurre, teneur en matières grasses	509	405	350	333
Saindoux	166	260	351	317
Huiles comestibles liquides ⁴	1 797	1 310	1 313	1 090
Huiles concrètes ⁵	2 193	2 410	2 518	2 476
Huiles de baleine et de poisson ⁶	668	512	512	503
Huiles siccatives et autres ⁷	755	676	651	367
TOTAL MONDIAL	6 088	5 573	5 695	5 086

¹ Comprennent seulement les oléagineux indigènes et les huiles produites à partir de matières premières indigènes. Les années d'après-guerre ne comprennent pas les échanges entre l'U.R.S.S. et les pays d'Europe orientale. — ² Chiffres provisoires. — ³ Non compris l'U.R.S.S. sauf en 1938. — ⁴ Principalement les huiles d'arachides, de soja, de coton, d'olive, de colza, de graines de tournesol et de sésame ainsi que l'équivalent en huile des arachides, graines de soja, de coton, de colza, et de sésame. — ⁵ Principalement les huiles de noix de coco, de palme et de palmistes, le suif, les graisses et l'équivalent en huile de coprah et des palmistes. — ⁶ On compte ici comme exportation toute la production d'huile de baleine de l'Antarctique. Les chiffres ne comprennent pas les huiles de blanc de baleine et les huiles de foie de poisson. — ⁷ Principalement les huiles de lin, de ricin et d'abrasin et l'équivalent en huile des graines de lin et de ricin.

volume d'avant-guerre : en Extrême-Orient, notamment en Chine et en Indonésie, elle reste, toutefois, au-dessous de ce volume. La production d'Amérique du Nord, fortement acerue, dépasse d'environ 50 pour cent le chiffre antérieur aux hostilités.

Malgré l'essor de la production mondiale, les exportations mondiales de matières grasses et d'oléagineux, en équivalent d'huile, sont plus faibles qu'avant la guerre, la consommation s'étant sensiblement acerue dans certains des pays qui se classaient alors parmi les grands exportateurs. En 1934-38, les exportations mondiales, y compris celles d'huile de baleine de l'Antarctique atteignaient, en moyenne, 6.100.000 tonnes.

Ce volume, tombé en 1945 à 2.200.000 tonnes, est remonté régulièrement jusqu'à 5.700.000 tonnes en 1951, puis est retombé à environ 5.100.000 tonnes en 1952 (tableau 53).

Le recul de 1952 est dû à la diminution des disponibilités exportables de certains produits et à la contraction de la demande d'importation d'autres produits. Les exportations argentines de graines et d'huile de lin ont diminué, en 1952, de 280.000 tonnes, en équivalent d'huile, principalement par suite d'une récolte partiellement mauvaise de graines de lin, en novembre-décembre 1951. En 1952, les exportations argentines d'huile de tournesol ont baissé de 70.000 tonnes, surtout en raison de l'insuffisance de la récolte printanière. La récolte indonésienne de noix de coco étant très inférieure à la précédente, qui était exceptionnellement forte, les exportations mondiales de coprah et d'huile de coprah ont diminué, en 1952, de 180.000 tonnes en équivalent d'huile. Les exportations de fèves et d'huile de soja des Etats-Unis ont accusé une baisse de 130.000 tonnes, en équivalent d'huile, par suite d'un net recul des importations italiennes et espagnoles. Celles-ci avaient été exceptionnellement fortes en 1951, pour compenser le faible volume des disponibilités nationales en huile d'olive. Les seuls produits dont les exportations aient sensiblement augmenté en 1952 ont été le suif et les graisses non comestibles, les expéditions des Etats-Unis s'étant acernées de 90.000 tonnes, et l'huile de palme, les exportations de la Nigeria et de l'Indonésie ayant augmenté de près de 50.000 tonnes.

En 1952, les importations nettes de 11 pays de l'Europe occidentale ont atteint environ 2.900.000 tonnes, contre 3.400.000 en 1951, année record d'après-guerre. A la fin de 1950 et au début de 1951, les importations ont été exceptionnel-

lement élevées par suite d'une forte demande de matières grasses, en vue du stockage. Cette demande a toutefois fléchi à la fin de 1951, et en 1952, négociants et consommateurs et certains gouvernements semblaient réduire les stocks anormalement élevés accumulés les années précédentes.

En 1951 et 1952, la production de matières grasses, augmentée des importations nettes, a été évaluée en moyenne, dans 11 pays de l'Europe occidentale, à 5.400.000 tonnes, contre 5.100.000 tonnes en 1934-38. Les disponibilités moyennes par habitant ont été estimées en 1951 et 1952 à 23,8 kilogrammes, soit légèrement moins qu'avant-guerre (24,5 kilogrammes).

Les prix des matières grasses et oléagineux qui, au printemps 1952, avaient fortement baissé par rapport à la période correspondante de 1951, ont accusé sur les marchés internationaux des mouvements variables selon les produits. D'avril 1952 à avril 1953, les prix de l'huile de coprah et des huiles comestibles liquides d'origine végétale ont nettement haussé ; ceux de l'huile de palme et des suifs, ont peu varié ; enfin les cours du saindoux et de l'huile de lin ont fléchi.

D'avril 1952 à avril 1953, le niveau général des prix des matières grasses a haussé de 20 pour cent sur les marchés internationaux, comme le montre une moyenne pondérée de sept produits principaux. Les cours de la plupart des produits ont baissé entre avril et juin 1953.

TABEAU 54. — PRODUCTION ET IMPORTATIONS NETTES DE MATIÈRES GRASSES (COMESTIBLES OU NON) DE 11 PAYS D'EUROPE OCCIDENTALE¹, AVANT-GUERRE ET 1949-52

PÉRIODES	Produc- tion ²	Impor- tations nettes ³	Consommation apparente	
			Quantité	Par habitant ⁴
	.. Millions de tonnes ..		Kilo- grammes	
Avant-guerre ⁵	2,1	3,0	5,1	24,5
1949	1,8	2,8	4,6	20,3
1950	2,1	3,1	5,2	23,0
1951	2,2	3,4	5,6	24,5
1952 ⁶	2,4	2,9	5,3	23,0

¹ Allemagne occidentale (République fédérale), Belgique-Luxembourg, Danemark, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse. Les chiffres d'avant-guerre relatifs à l'Allemagne ont été ajustés de façon à porter uniquement sur le territoire de la République fédérale.

² Production estimée à partir de matières premières indigènes pour l'année civile indiquée.

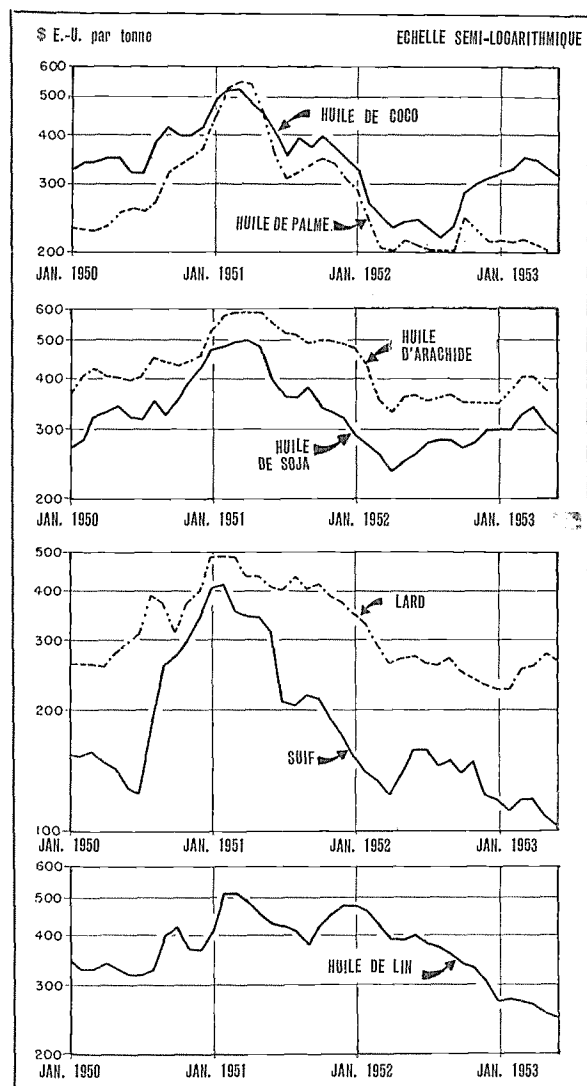
³ Importations diminuées des exportations ; les oléagineux sont donnés en équivalent d'huile.

⁴ Calculées d'après les nombres arrondis aux milliers de tonnes.

⁵ Moyenne de 1934-38 ou de 1936-38.

⁶ Chiffres provisoires.

GRAPHIQUE 10 - PRIX MOYENS MENSUELS DES MATIÈRES GRASSES SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX, 1950-53



NOTES : Ces prix sont empruntés au *Public Ledger* (Londres) et ont été convertis en dollars E.-U. aux cours des changes officiels.

Huile de palme : Congo belge, en vrac, c.a.f., port européen.

Huile de coprah : Straits, 3 ou 3 1/2 pour cent, en vrac, c.a.f. port européen.

Huile d'arachide : Inde, en vrac, c.a.f. port européen.

Huile de soja : Américaine, brute, f.o.b.

Saindoux : Raffiné, boîtes de 37 livres, f.o.b., New York.

Suif (non comestible) : Extra, en vrac, f.o.b., New York.

Huile de lin : Belge, en vrac, f.o.b.

La hausse de l'huile de coprah et du coprah a été imputable en grande partie au recul de la production et des exportations de l'Indonésie et des Philippines, qui a commencé au printemps de 1952. Pendant les neuf derniers mois de cette année-là, les exportations globales de ces deux

principaux pays exportateurs ont été de 26 pour cent inférieures à la période correspondante de l'année précédente et sont demeurées faibles pendant le premier semestre de 1953.

Du fait de l'application du programme officiel de soutien des prix des graines de coton aux Etats-Unis, les stocks gouvernementaux d'huile de graines de coton ont augmenté d'environ 400.000 tonnes durant la campagne de commercialisation 1952/53. Dans ce pays, les prix de l'huile de coton et de son principal concurrent d'origine nationale, l'huile de soja, ont haussé à la fin de 1952 et au début de 1953 ; les Etats-Unis exportant ces huiles, les prix sur les marchés internationaux de toutes les huiles comestibles liquides d'origine végétale ont également tendu à monter.

En 1952 et au début de 1953, la production de suif et de graisses non comestibles s'est maintenue, aux Etats-Unis, à un niveau élevé. La production de savon de ce pays (principal débouché pour les suifs et graisses non comestibles) a un peu fléchi, surtout par suite de la concurrence des détergers synthétiques ; aussi, l'excédent exportable des suifs et graisses non comestibles a augmenté et leurs exportations ont atteint un nouveau record. En 1952, la production mondiale et les exportations d'huile de palme se sont également développées. Toutefois, l'huile de coprah entrant en concurrence avec les suifs dans la savonnerie et avec l'huile de palme tant dans la savonnerie que dans les industries alimentaires, l'amenuisement des disponibilités d'huile de coprah a eu pour effet de soutenir les prix de l'huile de palme et du suif.

La baisse du prix du saindoux en 1952 était due au maintien d'une forte production aux Etats-Unis et au recul des exportations au cours du second semestre de 1952. Toutefois, par suite d'une chute marquée de la production, au début de 1953, les prix de ce produit sont montés au printemps.

Le prix de l'huile de lin était élevé au début de 1952, ayant monté du fait de la récolte exceptionnellement mauvaise de graines de lin effectuée à la fin de 1951 en Argentine. En 1952 et pendant le premier semestre de 1953, le prix de l'huile de lin a fléchi presque continuellement. Certains pays ont pu, dans une certaine mesure, faire face à leurs besoins en puisant dans les gros stocks disponibles en début de campagne. Des pays autres que l'Argentine s'approprièrent à exporter, de sorte que les perspectives d'approvisionnement pour 1953 sont devenues de plus en plus favorables.

Perspectives

Au début de l'été de 1953, on prévoyait une légère augmentation des exportations mondiales au cours de l'année, si les conditions de végétation dans l'hémisphère nord restaient favorables. Il est probable que les exportations d'arachides et d'huile d'arachide de la Nigeria se développeront par suite de l'amélioration du trafic ferroviaire entre le nord du pays et les ports maritimes. En 1953, les Etats-Unis détiennent beaucoup plus d'huiles liquides comestibles d'origine végétale qu'en 1952, du fait de l'accroissement des stocks reportés sur 1953. Toutefois, les quantités totales de ces huiles disponibles dans le commerce en 1953, que ce soit pour la consommation familiale ou pour l'exportation, dépendront des mesures prises par le gouvernement à l'égard des stocks d'huile de coton qu'il a accumulés en 1952/53. Il est probable que les exportations mondiales d'huiles « concrètes » atteindront en 1953 le même volume qu'en 1952. On peut s'attendre qu'un nouveau recul des expéditions de coprah des Philippines et de l'Indonésie soit à peu près compensé par l'accroissement des exportations mondiales d'huile de palme et par les expéditions de snif et de graisses des Etats-Unis. La campagne baleinière de l'Antarctique, qui s'est terminée le 16 mars 1953, a été moins fructueuse que la précédente, et la production d'huile de baleine a diminué d'environ 9 pour cent. Il est probable que les expéditions de saindoux des Etats-Unis, principal pays exportateur, fléchiront légèrement en 1953. Cette année-là, la production de saindoux de ce pays baissera probablement de 10 pour cent par suite d'une diminution de la production de porc.

En 1953, l'Argentine, dont la récolte de graines de lin de la fin de 1952 a été plus abondante, pourra sans doute augmenter sensiblement ses exportations d'huile de lin par rapport à 1952, où elles avaient été extrêmement faibles (40.000 tonnes, y compris une certaine quantité de graines de lin en équivalent d'huile). Pour le premier semestre de 1953, leur volume s'est élevé à 35.000 tonnes environ. L'Argentine est le plus gros exportateur mondial d'huile de lin.

FRUITS FRAIS

La production des principales espèces de fruits entrant dans le commerce mondial (pommes, poires, agrumes, bananes) ne cesse d'augmenter dans la plupart des régions depuis la fin de la guerre. Font seule exception les raisins (y compris le rai-

sin de cuve) dont la production n'a guère varié, et les fruits secs. En revanche, on note une réduction du volume du commerce mondial pour toutes les principales espèces de fruits autres que les poires et les pamplemousses, qui constituent une partie relativement faible du total ; le commerce des fruits secs a peu varié, la diminution enregistrée pour les raisins secs ayant été contrebalancée par l'augmentation enregistrée pour les dattes. Au total, les disponibilités en fruits ont augmenté et on constate une augmentation de la consommation dans les pays importateurs et exportateurs. Le tableau 55 résume les grands mouvements de la production et du commerce.

TABLEAU 55. — PRINCIPAUX FRUITS FRAIS : INDICES DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE

PRODUITS	Production 1947-51	Commerce 1948-51	Exportations Moyenne 1948-51
	... 1934-38 = 100 ...		Milliers de tonnes ..
Pommes à couteau .	130	82	565
Poires à couteau .	108	107	157
Oranges, mandarines	140	87	1 588
Pamplemousses . . .	157	114	125
Citrons	132	76	213
Bananes	131	88	2 200

Europe

Plus de la moitié de la quantité totale de fruits entrant dans le commerce mondial trouve son débouché dans un nombre relativement peu élevé de pays importateurs situés en Europe occidentale. En fait, à l'exception des bananes qui constituent, en tonnage, l'élément essentiel du commerce des fruits et qui sont exportées surtout vers les Etats-Unis, les pays européens ont, de 1948 à 1951, absorbé les trois quarts du volume moyen des exportations mondiales (ils en absorbaient même davantage avant la guerre). La contraction du commerce mondial par rapport à l'avant-guerre provient de la réduction des importations effectuées par les pays européens ; les importations du reste du monde n'ont virtuellement pas changé. Pendant la période 1948-51, les importations européennes de fruits ont été inférieures de 17 pour cent à celles d'avant-guerre. En 1952, les importations de fruits frais effectuées par le Royaume-Uni ont diminué de 19 pour cent par rapport à 1951, alors que celles de l'Allemagne occidentale (surtout agrumes et bananes) ont augmenté de 27 pour cent et celles de la France de 5 pour cent. Les pays scandinaves ont également augmenté leurs importations.

Cinquante pour cent au moins des fruits importés dans les pays européens proviennent d'autres pays européens. Comme ceux-ci s'efforcent d'augmenter leur quote-part dans un marché réduit, ce sont les autres fournisseurs qui doivent faire les frais de la contraction.

Les importations d'oranges, fruit qui constitue le produit le plus importé en Europe, avaient retrouvé en 1950 leur niveau d'avant-guerre, qu'elles ont dépassé en 1951 et 1952. Ce n'est qu'en 1951 que les exportations des pays fournisseurs européens ont retrouvé leur niveau d'avant-guerre ; entre temps, l'Afrique avait augmenté considérablement les siennes. La France, qui est actuellement le plus gros importateur, reçoit de l'Afrique du Nord française une grande partie des quantités supplémentaires qu'elle achète. Si l'Allemagne constitue à nouveau un marché aussi important qu'avant-guerre, le Royaume-Uni importe toujours des quantités sensiblement inférieures à celles d'avant-guerre.

Les importations européennes de citrons, qui proviennent en grande partie d'Europe, représentaient récemment en moyenne les trois quarts environ du volume d'avant-guerre, contraction qui est due en partie aux maladies qui sévissent dans les pays producteurs. L'Europe importe également beaucoup moins de pamplemousses qu'avant la guerre, car le manque de devises limite les importations en provenance des Etats-Unis, qui en sont le fournisseur principal.

La production européenne de pommes dépasse de plus de 50 pour cent celle d'avant-guerre. L'augmentation est relativement plus importante dans les pays exportateurs, mais les importateurs européens achètent maintenant des quantités sensiblement plus faibles de ce fruit ; quant aux importations de poires, elles n'ont que peu varié. Une proportion beaucoup plus grande de ces deux espèces de fruits provient maintenant de fournisseurs européens (les Pays-Bas, l'Italie, le Danemark et la Belgique en exportent des quantités plus importantes), mais l'Allemagne et le Royaume-Uni restent les seuls gros importateurs. Les exportations de pommes du Canada, des Etats-Unis et d'Australie, les trois plus gros exportateurs de pommes et les seuls importants, ont diminué en proportion.

Les importations de bananes en Europe ont atteint en moyenne 80 pour cent du volume d'avant-guerre ; les exportations d'Afrique ont progressé aux dépens de celles de l'Amérique centrale. Le Royaume-Uni importe beaucoup moins de bananes qu'avant la guerre, mais on enregistre une aug-

mentation générale et assez importante dans les autres pays européens.

Autres régions

En Amérique du Nord, la production de pommes a peu varié, mais celle des poires a notablement augmenté. Les exportations de ces deux fruits en provenance de cette région ont sensiblement diminué. D'autre part, la production d'agrumes, notamment d'oranges, qui se concentre presque entièrement aux Etats-Unis, a fortement augmenté. Les exportations d'oranges et de pamplemousses ont également augmenté (de 40 pour cent), mais pas dans la même proportion que la production. Cette augmentation, ainsi que celle des exportations de raisins frais des Etats-Unis, est uniquement due à l'expansion du marché canadien. Malgré les fortes subventions à l'exportation accordées par les Etats-Unis, on note une contraction du marché européen pour les fruits en provenance de ce pays. Le volume des exportations de bananes d'Amérique centrale à destination de l'Amérique du Nord, qui représente la plus grande partie du commerce mondial de bananes, n'est que très peu inférieur au volume d'avant-guerre. Les expéditions à destination d'autres régions sont cependant plus réduites.

Les exportations de bananes d'Amérique du Sud, où se reflète la tendance à l'accroissement enregistrée dans la production, ont augmenté de 10 pour cent par rapport à l'avant-guerre : par contre, les exportations d'oranges ont diminué de 50 pour cent, le Brésil ayant perdu une grosse partie de son ancien marché européen. Les exportations de fruits charnus destinées surtout aux pays de la région même, ont tendance à s'accroître.

Les exportations d'agrumes d'Asie ont été beaucoup plus faibles après la guerre, surtout depuis le partage de la Palestine. Les exportations de bananes, principalement de Taïwan, sont aussi beaucoup moins importantes. Il en est de même de la production et des exportations d'ananas en Malaisie.

Pour l'Afrique, comme pour l'Amérique du Sud et l'Asie, les agrumes et les bananes sont les principaux fruits frais qui sont exportés. On a constaté depuis la guerre un rapide accroissement de la production et des exportations. Les exportations se font surtout à destination de l'Europe, mais la vive concurrence que font à ce marché les exportations subventionnées d'agrumes provenant d'autres régions cause certaines inquié-

TABLEAU 56. — POMMES ET POIRES A COUTEAU, ORANGES ET BANANES : DISPONIBILITÉS DESTINÉES A LA CONSOMMATION INTÉRIEURE¹ DANS 11 PAYS

PAYS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1949-51	1952	Moyenne 1949-51	1952	Population en 1951
	 Milliers de tonnes			Pourcentage de la moyenne 1934-38		Pourcentage de 1937
<i>Importateurs principaux</i>						
Allemagne occidentale	2 ¹ 461	2 057	2 519	141	172	122
France	749	1 160	1 370	155	183	102
Royaume-Uni	1 431	1 285	1 262	90	88	107
Belgique-Luxembourg	381	622	684	164	180	104
Canada	346	503	483	145	140	123
Suisse	167	314	436	188	261	114
Suède	195	315	352	162	180	113
Total, 7 pays	4 730	6 256	7 106	132	150	111
<i>Exportateurs principaux</i>						
Etats-Unis d'Amérique	6 433	8 846	8 346	137	130	120
Italie	694	1 219	1 642	176	237	110
Espagne	3411	770	739	188	180	112
Pays-Bas	203	342	414	168	204	119
Total, 4 pays	7 741	11 177	11 141	144	144	117
TOTAL GÉNÉRAL, 11 pays . .	12 471	17 433	18 247	140	146	114

¹ Production + importations — exportations de fruits frais. Il n'a pas été tenu compte des importations et des exportations de fruits en conserve ou de jus de fruits.

² Pour calculer les disponibilités en Allemagne occidentale avant la guerre, on a supposé que 75 pour cent des disponibilités totales en Allemagne étaient consommés avant la guerre par 61 pour cent de la population habitant à l'intérieur des frontières de la République fédérale actuelle plus Berlin-ouest.

³ Moyenne 1931-35.

⁴ Moyenne 1935-39.

tudes en ce qui concerne la commercialisation de la production, qui continue à augmenter.

En Océanie, la situation a été caractérisée par le ralentissement des exportations de pommes, provoqué par l'augmentation de la production en Europe; une certaine reprise des exportations s'est cependant produite en 1952.

Quantités disponibles pour la consommation

Le calcul des quantités totales disponibles pour la consommation intérieure des principaux fruits frais (pommes, poires, oranges et bananes) dans quelques pays importateurs et exportateurs fait ressortir une augmentation très nette durant ces dernières années par rapport à 1934-38. Dans l'ensemble, les disponibilités ont augmenté plus dans les principaux pays exportateurs que dans les pays importateurs; mais les disponibilités commerciales totales ont fortement augmenté dans tous les pays, exception faite du Royaume-Uni. Dans ce pays elles n'atteignent plus que 90 pour

cent environ de celles d'avant-guerre; pour les oranges et les bananes, cette proportion n'est même que de 66 et 52 pour cent respectivement; les disponibilités en pommes ont augmenté de 25 pour cent et celles en poires de 54 pour cent. L'augmentation porte, pour une part importante, sur les pommes et les poires, dans la plupart des pays importateurs nets comme dans les pays exportateurs nets. Toutefois, c'est sur les oranges qu'elle est la plus marquée en France, et sur les oranges et les bananes en Espagne.

Perspectives

La rapide expansion de la production de fruits charnus que l'on a constatée après-guerre en Europe occidentale et l'expansion plus rapide encore de la production d'oranges aux États-Unis et dans le bassin méditerranéen ont causé des inquiétudes en ce qui concerne la commercialisation car on continue de planter en grand. Ces inquiétudes sont plus fortes encore les années où les récoltes sont abondantes. D'autre part, la demande de fruits frais augmente dans la plupart des pays et

L'on a enregistré un accroissement très marqué de la consommation totale en Amérique du Nord et dans plusieurs pays de l'Europe continentale. Le niveau élevé de l'emploi et du revenu, le fait aussi que l'on se rend mieux compte de l'importance d'un régime alimentaire mieux équilibré expliquent cette expansion. Aux Etats-Unis, la demande de jus d'agrumes a ouvert un nouveau débouché pour ces fruits ; 50 pour cent environ des oranges sont consommées sous cette forme.

Au Royaume-Uni, l'assouplissement notable, annoncé en mars 1953, du régime des restrictions imposées en novembre 1951 et en mars 1952 aura peut-être pour effet d'augmenter sensiblement le volume des importations en 1952/53.

Peut-être aussi d'autres pays européens augmenteront-ils leurs importations. Par contre, un fléchissement de l'activité économique en Europe occidentale pourrait entraîner immédiatement des restrictions dans les importations de fruits ; les pays exportateurs d'agrumes fortement spécialisés — l'Espagne, l'Afrique du Nord française, l'Italie et Israël, par exemple — seraient très fortement touchés par de nouvelles restrictions au commerce de leurs disponibilités exportables. La concurrence entre ces pays est très vive, comme le montrent les mesures spéciales que prennent les gouvernements pour encourager les exportations.

VIN ET RAISINS SECS

Au cours des années qui ont suivi la guerre, l'industrie viticole s'est trouvée aux prises avec des difficultés économiques dans les principaux pays producteurs. D'une manière générale, la demande de vin s'est affaiblie dans les pays importateurs et exportateurs ; il en a été de même de la demande de fruits secs. Les droits élevés frappant le vin et les restrictions quantitatives aux importations ont limité les débouchés pour les exportations de vin. En même temps, la concurrence d'autres boissons, en particulier la bière et certaines boissons non alcoolisées, ont limité la consommation du vin, même dans certains des pays producteurs de vin.

Au cours de ces dernières années, la production totale de vin a atteint en moyenne le même niveau qu'en 1934-38 ; elle a diminué en France, en Algérie et en Espagne, légèrement augmenté en Argentine et en Italie, mais elle a doublé et presque triplé aux Etats-Unis.

Les exportations de vin ont diminué de 10 pour cent depuis 1934-38, mais elles ont augmenté en France et au Portugal. Toutefois, dans l'ensem-

ble, les exportations ne représentent qu'un faible pourcentage de la production.

La production française de bière n'a atteint ces dernières années qu'un tiers du niveau d'avant-guerre, mais la production italienne a plus que doublé pendant la même période.

En France, la consommation annuelle de vin par habitant, qui était en moyenne de 118 litres en 1934-38, n'était plus que de 92 litres en 1950/51. En Italie elle s'est élevée en 1950 à 80 litres environ contre 85-90 litres avant la guerre. Les prix des vins français et italiens ont augmenté proportionnellement moins que la plupart des autres produits agricoles et le coût de production a augmenté plus que les prix de vente. En France (y compris l'Algérie), la production a atteint 64.700.000 hectolitres en 1952, et les stocks de report de 1951 étaient très importants (16.700.000 hectolitres contre 6.200.000 l'année précédente) ; en Italie, au contraire, les stocks ne représentaient que de 10 à 15 pour cent de la production annuelle. Pour soutenir le marché, le gouvernement français en achète une partie importante pour la fabrication d'alcool, mais à un prix qui ne représente que les trois huitièmes du prix payé par les consommateurs pour le vin de table. Plusieurs pays européens réduisent la superficie de leurs vignobles ; en France et en Suisse, la vente est régulée par le déblocage graduel du vin, afin d'empêcher l'effondrement du marché.

La production de raisins secs et de raisins de Corinthe dans les cinq principaux pays producteurs, qui s'élevait en moyenne à 573.000 tonnes avant la guerre, n'était plus que de 514.000 tonnes en 1949-51 ; c'est-à-dire qu'elle avait diminué de 10 pour cent, bien qu'aux Etats-Unis elle se soit maintenue au niveau d'avant-guerre. En 1952, la production dans ces pays a été estimée à 528.000 tonnes ; la production des Etats-Unis a atteint à elle seule 268.000 tonnes, contre près de 200.000 tonnes avant la guerre.

Les exportations qui, de 1949 à 1951 avaient été inférieures de 15 pour cent en moyenne à l'avant-guerre, ont légèrement augmenté. Les exportations des Etats-Unis sont subventionnées par une prime à l'exportation de 55 dollars par tonne. Le prix des raisins secs de Smyrne était de 235 dollars la tonne à la fin de février 1953 contre 258 dollars l'année précédente. A la fin de la campagne (mai 1953), les prix avaient légèrement augmenté tout en restant inférieurs à ceux de l'année précédente. Les stocks invendus de raisins secs de Smyrne ont, semble-t-il, été moins importants qu'on ne l'avait prévu.

TABLEAU 57. — CAFÉ : PRODUCTION DANS LES PRINCIPALES RÉGIONS, AVANT LA GUERRE ET EN 1951-53

PAYS ET CONTINENTS	Moyenne 1934-38	1950/51	1951/52	1952/53 ¹
<i>Milliers de tonnes</i>				
Brésil	1 446,1	1 071,4	1 080,2	1 156,0
Colombie	251,2	337,8	354,0	360,0
Autres pays de l'Amérique latine	419,7	427,0	430,0	461,0
Hémisphère occidental	2 117,0	1 836,2	1 864,0	1 977,0
Afrique	140,0	281,0	315,0	319,0
Asie et Océanie	164,0	76,0	87,0	81,0
TOTAL MONDIAL ²	2 420,0	2 190,0	2 270,0	2 380,0

¹ Chiffres provisoires.² Chiffres arrondis.

CAFÉ

Situation actuelle

En 1952, la production de café a dépassé d'environ 5 pour cent celle de l'année précédente, tout en restant inférieure à ce qu'elle était avant la guerre. Les importations mondiales ont été d'environ 3 pour cent plus fortes qu'en 1951, surtout à cause de l'augmentation de celles de l'Europe. Les prix sont restés remarquablement stables pendant toute l'année et se sont situés à environ 54 cents américains la livre (0,45 kg) pour qualité Santos 4, à New York. Le café est donc un des rares produits qui n'a presque pas subi la tendance générale à la baisse en 1952 et dont les exportations ont valu à la plupart des pays producteurs une augmentation de recettes.

C'est surtout en Amérique latine que la production a augmenté. Sauf quelques pays producteurs de moindre importance, tous les pays de l'hémisphère occidental ont enregistré des

récoltes plus abondantes qu'en 1951/52. Au Brésil, le Parana est devenu le deuxième centre de production immédiatement après São Paulo, grâce au rendement exceptionnellement élevé de ses jeunes plantations. Des augmentations sensibles ont été également enregistrées au Salvador, au Venezuela et en Equateur. Par contre, en Asie et en Afrique la production n'a pour ainsi dire pas varié.

Le commerce international du café en 1952 a été caractérisé surtout par une augmentation des importations européennes qui, en 1947, ne représentaient encore que 55 pour cent de leur chiffre d'avant-guerre. D'importantes augmentations des achats effectués par la France, l'Italie, l'Allemagne et les pays scandinaves, facilitées par de larges accords commerciaux bilatéraux avec les pays d'Amérique latine, ont fait augmenter le chiffre des importations européennes d'environ 14 pour cent — augmentation considérable si on la compare avec celle de 2 pour cent qui avait été enregistrée en 1951. Les Etats-Unis ont absorbé 62

TABLEAU 58. — CAFÉ : IMPORTATIONS AUX ETATS-UNIS, AU CANADA ET EN EUROPE ; ESTIMATIONS DES IMPORTATIONS MONDIALES ET PRIX AVANT LA GUERRE ET PENDANT LES ANNÉES 1950 A 1952

P A Y S	Moyenne 1934-38	1950	1951	1952 ¹
<i>Importations Milliers de tonnes</i>				
Etats-Unis	789,5	1 105,5	1 218,6	1 215,9
Canada	17,2	37,6	40,1	44,3
Europe	710,0	490,0	500,0	568,0
TOTAL MONDIAL	1 640,0	1 790,0	1 910,0	1 958,0
<i>Prix Cents E.-U. par livre</i>				
Santos 4, à quai New York	9,70	50,90	54,30	54,04

¹ Chiffres provisoires.

pour cent des importations mondiales, comparative-
ment à 65 pour cent en 1951 (et 49 pour cent avant
la guerre). Ce léger fléchissement est dû à la dimi-
nution des achats pour le compte de l'armée ;
d'autre part, la consommation par habitant de la
population civile semble avoir augmenté quelque
peu. Dans les autres parties du monde, les impor-
tations paraissent avoir été légèrement inférieures
à celles de 1951.

Perspectives

Si les conditions atmosphériques sont norma-
les, la production devrait augmenter légèrement
en 1953/54, étant donné que les jeunes arbres
plantés depuis la fin de la guerre commencent à
produire. Les premiers renseignements parvenus
du Brésil sont favorables. Dans les autres pays de
l'Amérique latine, de même qu'en Afrique, il
est vraisemblable que la tendance à l'augmenta-
tion de la production se maintienne ; mais il se
pourrait que les disponibilités exportables n'aug-
mentent pas dans une mesure importante. Pour
ainsi dire, dans tous les pays producteurs, les
stocks sont tombés au minimum indispensable
à la marche normale des échanges.

Si l'activité économique demeure forte dans
les principaux pays consommateurs, il est pro-
bable que la situation de la demande de ces der-
nières années se maintiendra en 1953/54. Comme
les disponibilités n'augmenteront probablement
pas dans une large mesure, les prix resteront sans
doute assez élevés.

Quant aux perspectives à long terme, elles
apparaissent favorables pour le marché du café.
Peut-être les prix fléchiront-ils légèrement s'il y a
augmentation appréciable de l'offre, mais tout
indique que la tendance de la demande continuera
à rester ce qu'elle était ces dernières années. Dans
tous les pays grands consommateurs, les aug-
mentations de la consommation par habitant
enregistrées pendant et après la guerre se sont
stabilisées et l'habitude de boire du café se
répand, semble-t-il, dans beaucoup de pays où
la consommation individuelle était très faible
avant la guerre. Les perspectives sont moins
certaines en ce qui concerne la période intermé-
diaire des prochaines années. Si certains rapports
très optimistes qui circulent sur les perspectives
de la production en 1956-58 se confirment, il est
possible que le développement de la production
soit plus rapide que celui de la demande, ce qui
pourrait avoir des effets marqués sur les prix.

Par contre, les données sur les plantations, les
replantations et les autres facteurs prédominants
qui détermineront le volume de la production, ne
sont pas assez sûres pour permettre des prévisions
quantitatives. Selon les différentes données que
l'on possède sur les nouvelles plantations (et natu-
rellement, pour une année normale) on arrive
à un écart de 200.000 tonnes, soit environ 10 pour
cent de la production mondiale, entre la produc-
tion maxima et minima possibles. Ce sont les
perspectives de la production au Brésil qui
constituent le principal élément d'incertitude.
Des plantations considérables ont été faites au
Parana et dans d'autres régions du sud du Brésil,
mais selon les diverses estimations, le nombre
des arbres sur pied varie jusqu'à 30 pour cent.
D'après un rapport officiel récent, le Parana pour-
rait produire en 1955 près de 500.000 tonnes ; par
contre, d'autres rapports sont beaucoup moins
optimistes. On ignore également si le déclin des
peuplements de caféiers dans la région traditionnel-
lement productrice de São Paulo continue.

Le niveau élevé des prix a encouragé à faire de
nouvelles plantations dans un grand nombre de
pays de l'Amérique centrale et de l'Amérique du
Sud, de même qu'en Afrique, mais les données
ne permettent pas d'estimations quantitatives
de la production future. En Colombie, la produc-
tion augmente rapidement de 3 à 5 pour cent
chaque année et cette tendance se poursuivra vrai-
semblablement pendant les quelques prochaines
années. La Commission nationale mexicaine du
café a élaboré un programme quinquennal de
plantation et le caféier s'étendra vraisemblable-
ment au fur et à mesure que de nouvelles terres
pouvant lui convenir seront dotées de moyens
d'accès. Le Salvador, le Guatemala, Costa Rica,
le Nicaragua, la République Dominicaine, le Ve-
nezuela et l'Equateur s'efforcent aussi d'augmen-
ter les rendements des plantations ou d'étendre
cette culture.

Quant à l'Afrique, on peut prévoir que la pro-
duction tendra encore à augmenter pendant cinq
à dix ans au Congo belge, en Ethiopie, en Afri-
que-Occidentale française, en Ouganda, au Tan-
ganyika et en Afrique-Equatoriale française. Dans
la plupart de ces pays et territoires, des program-
mes officiels visent à encourager la production
et à faciliter l'écoulement du produit.

Malgré les perspectives d'une augmentation
continue et marquée de la production, les pers-
pectives à long terme de la demande et des prix
du café semblent être plus favorables que pour
la plupart des autres produits agricoles.

THÉ

En raison surtout de la baisse des prix et de la sécheresse qui a sévi à Ceylan et en Indonésie, la production mondiale en 1952 (non compris celles de la Chine et de l'U.R.S.S.) a été légèrement en dessous du chiffre record absolu atteint l'année précédente, mais a dépassé de près de 30 pour cent la moyenne de 1934-38. En Inde, qui a été surtout atteinte par la chute des prix, la production est tombée de 8 pour cent car la cueillette a été plus sélective au point de vue de la qualité du produit. Au Japon au contraire, la production a atteint environ le niveau d'avant-guerre et en Afrique elle tend toujours à augmenter (voir le tableau 59).

En 1952 la réduction des exportations de l'Inde, du Pakistan et de l'Indonésie a fait diminuer le total mondial; cependant, les exportations de Ceylan ont augmenté légèrement étant donné la préférence que le consommateur accorde aux thés de qualité supérieure. Les exportations des territoires britanniques d'Afrique ont continué à augmenter. Elles n'entrent que pour une faible part dans le total mondial, mais en 1952, elles représentaient près d'une fois et demie celles d'avant-guerre. Bien que le Royaume-Uni et les Etats-Unis aient augmenté leurs importations

TABLEAU 59. — THÉ : PRODUCTION, COMMERCE ET PRIX AUX VENTES AUX ENCHÈRES DE COLOMBO ET DE CALCUTTA; MOYENNE 1934-38 ET ANNÉES 1946 A 1952

ANNÉES	Pro- duc- tion ¹	Expor- tations	Impor- tations pour la con- som- mation	Indice des prix Moyen- ne Cal- cutta et Co- lombo	Prix de Cal- cutta corrigé par l'indice des prix de gros
	<i>Milliers de tonnes</i>			<i>1934-38 = 100</i>	
1934-38	440	400	396	100	² 100
1946.	433	301	304	—	112
1947.	458	350	349	245	82
1948.	487	358	374	246	71
1949.	522	435	420	298	80
1950.	562	398	392	318	81
1951.	587	453	438	286	65
1952.	578	416	³ 435	³ 240	57

¹ Non compris la Chine, l'Indochine et l'U.R.S.S.

² 1937-39 = 100.

³ Chiffres provisoires.

(respectivement de 7 et de 10 pour cent), le total des importations mondiales semble avoir fléchi légèrement (1 pour cent) par rapport à 1951.

Les prix ont diminué fortement en 1952, surtout pour les thés de qualité inférieure de l'Inde et du Pakistan. Les thés de Ceylan, de qualité supérieure, ont été moins affectés et les prix moyens pendant les derniers six mois ont même dépassé légèrement ceux de la période correspondante en 1951. En octobre 1952, l'abolition des restrictions imposées par le gouvernement britannique à la consommation et au commerce du thé n'a pas eu, contrairement à l'attente, pour effet immédiat de stimuler la consommation et les prix. Par contre, les mesures prises par l'Inde pour limiter sa production ont contribué à une amélioration générale des prix à la fin de l'année 1952 et pendant les premiers mois de 1953. A moins d'une contraction importante des prix des produits primaires, ceux du thé demeureront, semble-t-il, relativement élevés pour le reste de l'année en cours.

La production du thé pourrait augmenter considérablement dans les pays d'Extrême-Orient, mais les producteurs y sont aux prises avec de graves difficultés économiques, particulièrement en Inde, au Pakistan et en Indonésie. Le coût de la production a augmenté beaucoup plus que les prix de vente et le prix « réel » qu'ont encaissé les producteurs en 1952 ne représentait probablement pas plus de 60 à 75 pour cent de celui d'avant-guerre. Au Royaume-Uni, on doit s'attendre à un retour graduel au niveau de consommation d'avant-guerre. Dans les autres pays consommateurs, il n'apparaît pas que la consommation doive augmenter dans une mesure appréciable. Une amélioration générale de la qualité du produit faciliterait cependant l'écoulement de la récolte de 1953.

CACAO

Situation actuelle

En 1952/53, la production mondiale de fèves de cacao a été supérieure de 10 pour cent à celle de l'année précédente. Cet accroissement est dû aux conditions atmosphériques favorables dont ont bénéficié la plupart des régions productrices et non à une modification fondamentale des conditions essentielles de l'offre. Dans les deux principaux pays producteurs d'Afrique et au Brésil, la récolte de l'année précédente avait été de 10 pour cent inférieure à celle de l'avant-guerre. C'est à l'augmentation de la production en Afri-

TABLEAU 60. — CACAO : PRODUCTION

PAYS	Moyenne 1934-38	1951/52	1952/53 (évaluation)
..... Milliers de tonnes			
Côte de l'Or et Nigeria.	378,0	316,0	364,0
Afrique française.	81,5	108,0	121,0
Autres pays d'Afrique	24,5	28,0	35,0
Brésil	124,0	110,0	97,0
Antilles britanniques	21,7	13,0	16,0
Autres pays de l'Amérique latine	92,3	110,0	119,0
Autres pays	8,0	5,0	8,0
TOTAL MONDIAL	730,0	690,0	760,0

que-Occidentale française et dans les pays producteurs secondaires de l'Amérique latine qu'est dû presque entièrement l'accroissement des disponibilités mondiales par rapport à la période 1934-1938.

La faible récolte de 1951/52 et l'absence de stocks de report avaient fait fléchir les exportations de 1952 de 7 pour cent. Pendant le premier semestre, les prix mondiaux ont atteint de 38 à 48 cents des Etats-Unis la livre anglaise ; jamais ils n'avaient atteint un chiffre aussi élevé, sauf pendant quelques mois en 1947/48 après la levée du contrôle des prix aux Etats-Unis. Bien que la situation de l'offre se soit grandement améliorée en automne et que les prix aient baissé à la fin de l'année, le prix moyen annuel, à New York, a été à peu près semblable à celui de 1951 — à savoir 35,5 cents des Etats-Unis contre 6,1 au cours de la période 1934-38. Pendant le premier semestre de 1953, les prix ont légèrement remonté puis sont restés relativement fermes.

Toutefois, les producteurs n'ont pas partout bénéficié dans la même mesure de cet important mouvement de hausse. Dans les territoires de l'Afrique-Occidentale française et en Amérique latine, l'augmentation des prix à la production

a été plus ou moins proportionnelle à celle des prix mondiaux, ce qui peut expliquer la tendance ascendante de la production. Par contre, ce sont les producteurs de la Nigeria et de la Côte de l'Or qui ont tiré le moins de profit de l'augmentation des prix mondiaux, surtout parce que les offices publics de commercialisation, qui exercent le monopole des transactions, n'ont versé aux producteurs qu'environ 50 pour cent du prix moyen f.o.b. obtenu depuis 1947/48. En outre, le coût élevé des importations et les poussées inflationnistes internationales ont encore diminué le prix réel du cacao. Alors que l'indice des prix du cacao (1934-38 = 100) se situait en 1952 autour de 580 et que l'indice général des prix de gros aux Etats-Unis était de 220, l'indice des prix à l'exportation du Royaume-Uni, qui reflète le prix auquel les marchandises importées reviennent aux producteurs des principaux pays exportateurs tropicaux, était en moyenne 341. Il était donc intéressant d'augmenter la production là où les prix à la production reflétaient fidèlement les prix mondiaux.

A longue échéance, peut-être les prix élevés du cacao auront-ils sur la demande des effets moins heureux. L'année dernière, on a constaté, surtout aux Etats-Unis, un renforcement considérable de la résistance du consommateur aux prix élevés. Depuis trois ans, les Etats-Unis importent de moins en moins de fèves et de produits à base de cacao, bien que les prix n'aient pas dépassé en 1952 ceux de 1951 et ne soient que légèrement supérieurs à ceux de 1950. Les importations nettes de fèves de cacao ont été en 1952 plus faibles encore que celles de la période 1934-38. Par habitant, les importations américaines ont baissé de près de 25 pour cent (1,5 kilogramme par personne contre 1,9 en 1934-38). Seuls le Royaume-Uni et certains pays d'Afrique et d'Amérique latine ont augmenté leurs importations.

TABLEAU 61. — CACAO : PRIX DES FÈVES DE CACAO ET D'AUTRES PRODUITS AUX ETATS-UNIS, EN SUISSE ET AU ROYAUME-UNI EN 1950-52

ANNÉES	Etats-Unis				Suisse		Royaume-Uni
	Indice des prix de gros des fèves de cacao à New York	Indice de la valeur unitaire des impor- tations de fê- ves de cacao	Indice gé- néral des prix de gros	Indice des prix de gros des produits alimentaires	Indice de la valeur unitaire des impor- tations de fèves de cacao	Indice gé- néral des prix de gros	Indice de la valeur des exportations
	 1934-38 = 100						
1950.	524	472	202	210	415	211	283
1951.	582	604	225	236	575	235	326
1952.	580	¹ 587	220	229	¹ 525	231	341

¹ Pour neuf mois.

TABLEAU 62. — CACAO : IMPORTATIONS DES ETATS-UNIS ET DU CANADA, DU ROYAUME-UNI, DE L'EUROPE ET MONTANT TOTAL DES IMPORTATIONS MONDIALES, AVANT LA GUERRE ET EN 1950-52

RÉGIONS	Moyenne 1934-38		1950		1951		1952	
	Fèves de cacao	Tous produits à base de cacao ¹	Fèves de cacao	Tous produits à base de cacao ¹	Fèves de cacao	Tous produits à base de cacao ¹	Fèves de cacao	Tous produits à base de cacao ¹
	<i>Milliers de tonnes</i>							
Etats-Unis et Canada	254	254	288	296	262	272	251	261
Royaume-Uni	98	85	128	122	98	116	95	119
Europe (sans l'Europe orientale)	273	...	272	...	255	...	220	...
TOTAL MONDIAL	670	...	730	...	680	...	630	...

... Données non disponibles.
¹ En équivalent de fèves.

Perspectives

On ne s'attend à aucune augmentation importante de la production au cours des prochaines années. De nouvelles plantations ont été effectuées depuis la fin des hostilités, en particulier dans les pays producteurs secondaires ; mais il est douteux que ce facteur soit assez puissant pour neutraliser les effets des facteurs défavorables et encore moins pour permettre une augmentation sensible de la production.

En ce qui concerne la demande, l'évolution des prix et de la demande ces dernières années a renversé la tendance à l'accroissement ininterrompu de la consommation qui se manifestait en Europe et aux Etats-Unis depuis 50 ans. Les programmes de production et de commercialisation appliqués par les transformateurs industriels de fèves de cacao, surtout aux Etats-Unis, ont été réduits, et le public a de plus en plus tendance, en de nombreux pays, à accepter d'autres produits. Comme il ne semble pas, à l'heure actuelle, que les disponibilités doivent augmenter fortement, les prix resteront probablement fermes. Au cas où la production augmenterait subitement, il est probable que la baisse des prix qui se produirait serait proportionnellement plus marquée que l'augmentation de la production, et la tendance à long terme à l'augmentation de la consommation, qui existait avant la guerre, se manifesterait de nouveau.

TABAC

La production mondiale de tabac en 1952 n'a été que légèrement inférieure à celle de l'année précédente, alors que le commerce mondial a diminué de près de 15 pour cent. Les stocks, à la fin de 1952, étaient sensiblement plus importants

aux Etats-Unis mais beaucoup plus faibles au Royaume-Uni. Les prix moyens des tabacs américain et canadien ont été légèrement inférieurs à ceux de 1951 ; ceux du tabac de la Rhodésie du Sud ont sensiblement augmenté.

La diminution de la production aux Etats-Unis a été causée par la sécheresse de l'été ; au Canada et en Grèce elle résulte de la réduction des superficies cultivées. Les rendements du tabac de Virginie en Rhodésie du Sud et en Inde ont légèrement augmenté. Les rendements de feuilles à cigares ont diminué du fait que la récolte de Bahia au Brésil ne s'est élevée qu'à 18.000 tonnes contre 27.000 l'année précédente. On s'attend d'autre part à ce que la récolte de 1953 ne s'élève qu'à 9.000 tonnes en raison d'une sécheresse excessive.

Commerce

La diminution des exportations de feuilles est due principalement à la réduction, opérée par le Royaume-Uni, des allocations en dollars destinées à l'achat de tabac américain et canadien. L'allocation de 1952/53 destinée à l'achat de tabac américain n'a été que de 34.900.000 dollars contre 145.900.000 en 1951/52, 86.000.000 en 1950/51 et 90.000.000 en 1949/50. Les allocations destinées aux importations de tabac canadien ont suivi le même mouvement. Toutefois, des allocations supplémentaires afférentes à l'achat de tabac américain pour 1952/53 ont été accordées au début de l'année 1953 ; elles portent sur 36.000 tonnes de la récolte de 1952 réservée aux manufactures britanniques en vertu d'une option spéciale.

Le montant total des exportations des Etats-Unis en 1952 a diminué de 57.000 tonnes et les exportations vers le Royaume-Uni seules sont passées de 100.000 à 25.000 tonnes. Toutefois,

TABLEAU 63. — PRODUCTION ET EXPORTATIONS DE TABAC EN FEUILLES, AVANT LA GUERRE, EN 1951 ET EN 1952
(8 PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS)

P A Y S	Production			Exportations		
	Moyenne 1934-38	1951	1952	Moyenne 1934-38	1951	1952
	 <i>Milliers de tonnes</i>					
Etats-Unis.	590	1 057	1 001	198	236	179
Canada	28	70	61	5	13	17
Inde.	1 344	229	238	21	50	39
Rhodésie du Sud.	10	42	45	9	33	40
Turquie	55	82	81	29	58	57
Grèce	57	63	42	44	31	41
Brésil	93	118	127	31	30	30
Cuba	22	34	39	12	17	18
TOTAL, 8 pays	1 199	1 695	1 634	349	468	421

¹ Moyenne 1936-38.

² Y compris le Pakistan.

les exportations américaines à destination de l'Allemagne occidentale ont augmenté de 14.000 tonnes et ont atteint 36.000 tonnes, c'est-à-dire six fois le volume d'avant-guerre. Les exportations canadiennes ont légèrement augmenté en 1952 par suite de l'accroissement des achats du Royaume-Uni au cours du dernier semestre de 1951, mais elles diminueront au cours de l'année 1952/53. Les exportations grecques de feuilles se sont accrues de 33 pour cent et ont représenté 43,3 pour cent de la valeur totale des exportations de ce pays. La majeure partie de l'augmentation constatée est imputable aux exportations destinées à l'Allemagne orientale et occidentale, à l'Autriche, à la Scandinavie, à l'Espagne et aux Etats-Unis.

Stocks et prix

Les stocks des Etats-Unis au 1^{er} avril 1953 étaient de 2.038.000 tonnes (poids des ventes à la production), soit de 112.500 tonnes supérieurs à ceux de 1952. L'augmentation porte uniquement sur le tabac *flue-cured* et le Burley. Les stocks canadiens ont été en légère augmentation alors que les stocks excédentaires grecs de tabac ancien ont été notablement diminués à la suite de l'augmentation des exportations. Les stocks du Royaume-Uni étaient, au 1^{er} avril 1953, de 176.800 tonnes (poids de tabac séché) accusant une diminution de 43.600 tonnes depuis le 1^{er} avril 1952.

Les prix sur le marché des Etats-Unis ont été légèrement inférieurs, au cours de l'année 1952, à ceux de l'année précédente sauf pour les meilleures qualités dont les rendements sont relativement plus faibles. Les prix du tabac *flue-cured* de Rhodésie du Sud, vendu aux enchères d'avril

à août 1952, ont été plus élevés. Le prix moyen a été en 1952 de 42,8 pence la livre, soit 8,25 pence de plus par livre qu'en 1951. La valeur unitaire moyenne à l'exportation dans sept des principaux pays exportateurs pour la période 1949-52 figure au tableau 64 ; elle varie fortement avec les types et les qualités. Les valeurs unitaires pour les tabacs de la Rhodésie et de l'Inde, qui sont presque les seuls à remplacer le tabac de Virginie venant de la zone dollar, ont augmenté au cours de l'année 1952.

TABLEAU 64. — VALEUR UNITAIRE, A L'EXPORTATION, DU TABAC EN FEUILLES

PAYS	1949	1950	1951	1952
	<i>Dollars des E.-U. par kilogramme</i>			
Etats-Unis	1,11	1,16	1,37	1,37
Canada	1,21	0,92	1,12	1,24
Cuba.	2,19	2,49	2,31	2,31
Grèce.	1,59	1,48	1,29	1,27
Turquie.	1,17	1,19	1,12	1,07
Rhodésie du Sud . .	1,06	1,20	1,22	1,32
Inde ¹	0,59	0,65	0,64	0,79

¹ Année commençant en avril, sauf pour 1952 (année civile).

Perspectives

Etant donné l'importance des stocks de report aux Etats-Unis, les superficies consacrées en 1953 à la culture du tabac *flue-cured* et à celle du tabac Burley sont inférieures de 7 et 8 pour cent à celles de 1952, et il se peut que l'ensemble des surfaces cultivées diminue de 6,5 pour cent. Au Canada la superficie consacrée au tabac *flue-cured*, radicalement réduite en 1952, a pu de nouveau être augmentée de 12,5 pour cent. Les disponibilités de

tabac *flue-cured* provenant de la Rhodésie du Sud (ventes aux enchères d'avril à août 1953) atteindront peut-être un niveau record en dépit des pluies excessives qui sont tombées à la fin de la période de végétation. Les disponibilités en tabac d'Orient seront peut-être à peu près les mêmes, mais le sérieux fléchissement de la production de feuilles à cigares au Brésil provoquera peut-être une pénurie de matière première dans l'industrie du cigare.

Le Royaume-Uni augmentera probablement ses allocations de dollars pour 1953/54. Les quantités de tabac de remplacement en provenance de pays à monnaies faibles sont insuffisantes pour maintenir les importations de tabac de Virginie en provenance des Etats-Unis et du Canada même à un niveau aussi bas que celui de 1952/53. Certains indices laissent prévoir que le tabac d'Orient reprendra petit à petit une place importante sur le marché allemand. Il se peut que la dévaluation de la drachme, à laquelle la Grèce a procédé en avril 1953, stimule à nouveau les exportations de tabac.

La demande de tabac en feuilles est forte dans tous les pays et il se pourrait que des réductions de taxes sur les produits manufacturés, appliquées dans certains pays de l'Europe occidentale, entraînent une nouvelle augmentation de la demande.

COTON

Situation actuelle

Pour la deuxième fois depuis la fin de la guerre, certains signes laissent prévoir un excédent de coton. Après s'être accru lors de deux campagnes consécutives, le report mondial était, à la fin de 1952/53, du même ordre, par rapport à la consommation, qu'au terme de la campagne 1949/50. La politique de soutien des prix appliquée aux Etats-Unis contribue dans une large mesure à assurer la résistance des cours. La production étant estimée à 35.300.000 et la consommation à 32.000.000 de balles en 1952/53, le report mondial atteindra presque 18.000.000 de balles, volume correspondant normalement à une consommation de six à sept mois.

La courbe ascendante suivie par la production depuis la fin de la deuxième guerre mondiale n'a été brisée qu'une seule fois, en 1950/51, époque à laquelle les limitations de plantations décrétées par les Etats-Unis ont été accompagnées d'une baisse des rendements. En 1951/52, et à nouveau en 1952/53, la production a été de 16

TABLEAU 65. — COTON : PRODUCTION, CONSOMMATION ET STOCKS MONDIAUX

CAMPAGNES	Production	Consommation	Stocks en fin de campagne
	 Millions de balles		
1934-38 (moyenne). .	30,5	29,5	17,0
1947/48.	25,1	28,9	14,7
1948/49.	28,9	28,6	15,0
1949/50.	31,1	29,6	16,6
1950/51.	28,2	33,2	11,6
1951/52.	35,7	32,3	15,0
1952/53.	¹ 35,3	¹ 32,5	¹ 17,8

¹ Evaluations provisoires.

SOURCE : Comité consultatif international du coton.

pour cent supérieure à la moyenne 1934-38. Bien que la superficie consacrée à la culture du coton se soit accrue au cours des années d'après-guerre, les plantations couvraient en 1952/53 une surface encore légèrement inférieure à la superficie moyenne d'avant-guerre. Les rendements ont remarquablement progressé et, au cours des cinq campagnes écoulées, ils ont été de 20 pour cent environ supérieurs à ceux des cinq dernières campagnes d'avant-guerre. Il faut attribuer ce fait en partie au développement de l'irrigation (dans le Moyen-Orient notamment) et au déplacement des cultures dans les régions irriguées (aux Etats-Unis en particulier) où l'humidité est suffisante et le climat moins favorable aux parasites et aux maladies. Il faut y voir également le résultat de l'utilisation accrue de variétés à plus gros rendement, au Pakistan et dans le Proche-Orient spécialement, et le fruit du recours plus étendu aux engrais, et aux produits chimiques dans la lutte anti-parasitaire. D'autre part, la mécanisation de la culture et de la récolte du coton se développe. Aux Etats-Unis, près du cinquième de la récolte s'effectue mécaniquement, d'où une réduction considérable des frais de main-d'œuvre.

Sur le plan régional, la production tend à augmenter, sauf aux Etats-Unis où, abstraction faite de la faible récolte de 1951/52, la production est stabilisée depuis quatre ou cinq ans aux environs de 14.000.000 à 16.000.000 de balles. Des rapports non officiels signalent un accroissement notable de la culture du coton en Union soviétique et en Chine, mais c'est au Mexique, en Turquie et au Pakistan que l'accroissement a été proportionnellement le plus sensible : au cours des cinq dernières années, la production a presque triplé dans les deux premiers de ces pays et presque doublé au Pakistan. Au Brésil, en Egypte et en Inde, les progrès ont été plus modestes. Au Brésil, d'autres cultures, le café notamment, sont venues

TABLEAU 66. — COTON : RÉCOLTE DANS LES PRINCIPALES RÉGIONS PRODUCTRICES

RÉGIONS	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53 ¹
	 Millions de balles				
Etats-Unis	14,6	16,0	9,9	15,2	15,0
U.R.S.S. et Chine	4,7	4,4	5,9	7,0	6,8
Autres pays.	9,6	10,7	12,4	13,5	13,5
dont Mexique.	0,5	0,9	1,1	1,3	1,3
Brésil.	1,5	1,4	1,7	2,0	1,5
Egypte	1,8	1,8	1,8	1,7	2,1
Turquie	0,3	0,4	0,5	0,6	0,8
Pakistan.	0,8	0,1	1,2	1,3	1,5
Inde	2,0	2,4	2,7	3,2	2,9

¹ Evaluations provisoires.

concurrencer le coton jusqu'au moment de la montée en flèche des cours de ce dernier en 1950/51. L'Inde et l'Egypte ont concentré leurs efforts sur la production alimentaire de sorte que l'expansion a été limitée. En Egypte, les modifications intervenues dans la structure de la production, en ce qui concerne les fibres longues et les fibres courtes, ont eu également des répercussions sur le volume de la récolte.

En 1952/53, les efforts déployés pour accroître la production de coton se sont heurtés au fléchissement des cours au moment des plantations mais, bien que la superficie totale consacrée à la culture du coton se soit amenuisée, la récolte mondiale n'a pas diminué dans les mêmes proportions. Parmi les grands producteurs, le Brésil, l'Inde et la Chine ont effectué des récoltes plus modestes. Ces reculs notables doivent être attribués surtout à la réduction des plantations en ce qui concerne le Brésil et à la sécheresse qui a entraîné une baisse des rendements dans le cas de l'Inde. Dans les autres pays, les rendements ont généralement été plus élevés. L'amélioration des rendements a neutralisé en partie les effets de la diminution des plantations aux Etats-Unis, et l'accroissement de la récolte en Egypte lui est entièrement imputable. Des récoltes record ont été effectuées en Turquie et au Pakistan. Le maintien de la production mondiale à un niveau élevé a donc été, dans une certaine mesure, inattendu et, dans des régions productrices importantes, les cultivateurs et les pouvoirs publics se préoccupent maintenant de réduire les plantations.

La consommation de coton a suivi après la guerre une courbe ascendante moins accusée et moins ferme que la production, de sorte que de temps à autre les disponibilités ont tendu à devenir excédentaires. Avec le relèvement des niveaux de vie, on est en droit d'escompter un dé-

veloppement de la consommation de fibres (qui sont utilisées très largement par l'industrie du vêtement) au moins proportionnel à l'accroissement démographique.

TABLEAU 67. — FIBRES D'HABILLEMENT : CONSOMMATION MONDIALE PAR HABITANT

ANNÉES	Coton laine et rayonne	Coton	Pourcen- tage de coton
	 Kilogrammes		
1938	3,7	2,9	78
1948	3,7	2,7	73
1949	3,6	2,6	72
1950	3,8	2,7	71
1951	4,1	3,0	73
1952	3,9	2,8	72

Au cours des cinq dernières années, la consommation par habitant des principales fibres d'habillement a été presque constamment égale ou supérieure à ce qu'elle était avant-guerre, constatation qui ne vaut cependant pas pour le coton. La consommation de coton par habitant n'a dépassé le niveau d'avant-guerre qu'une seule fois depuis la fin des hostilités : en 1951, époque à laquelle des achats considérables de l'armée et de spéculateurs ont influé sur la situation ; alors qu'auparavant le coton représentait 78 pour cent de la consommation globale de fibres d'habillement, cette proportion est aujourd'hui tombée à 72 pour cent environ. Il faut attribuer ce recul aux progrès technologiques accomplis dans la fabrication des fibres artificielles et au fait que la rayonne est devenue la fibre d'habillement la moins coûteuse.

Abstraction faite de l'accroissement, somme toute modeste, auquel il a été fait allusion plus haut, la consommation de coton a été marquée de reculs passagers, à l'origine desquels il faut voir

TABLEAU 68. — COTON : CONSOMMATION DANS LES PRINCIPALES RÉGIONS PRODUCTRICES DE TEXTILES

RÉGIONS	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52
	<i>Millions de balles</i>				
Etats-Unis	9.4	7.8	8.9	10,5	9.2
Europe dont.	6.1	6.4	6.9	7.4	6.7
Royaume-Uni	1.9	2.0	2.1	2.1	1.8
France	1.1	1.0	1.1	1.2	1.2
Allemagne.	0.4	0.6	0.9	1.1	0.9
Italie.	0.8	1.0	0.9	1.0	0.9
Inde	3.6	3.7	3.3	3.2	3.5
Japon.	0.6	0.7	1.0	1.6	1.8
Chine.	3.1	3.0	2.3	2.9	3.1
U.R.S.S.	1.9	2.3	2.3	2,5	2,8

des transformations de l'activité économique relativement légères qui ont néanmoins des répercussions assez sensibles sur les industries textiles.

Le fléchissement de la consommation de coton en 1948/49 est imputable à la stagnation de l'activité économique dans les pays à monnaie forte, aux Etats-Unis en particulier. Après la reprise due au conflit coréen, une régression plus générale est survenue en 1951/52. Elle a affecté toutes les industries textiles et tout l'hémisphère occidental, notamment l'Europe et les territoires qui, économiquement en sont étroitement tributaires. C'est seulement dans l'hémisphère oriental, où le niveau de l'habillement est encore relativement bas et où de nombreux pays n'ont pas encore pu restaurer les conditions d'avant-guerre dans ce domaine, que la consommation de coton a continué à progresser grâce à de meilleures récoltes en Inde, en Chine et dans l'U.R.S.S. Au cours de la campagne 1952/53, on a assisté à une reprise limitée de l'activité de l'industrie textile dans les Amériques et en Europe. Dans l'ensemble toutefois, les fabricants ont peu d'intérêt à produire au delà des besoins immédiats étant donné que les marchés sont assez bien approvisionnés en textiles. Dans l'hémisphère oriental en revanche, il existe encore en puissance des marchés régionaux importants; en outre, les industries textiles des pays d'Orient sont légèrement avantagées sur les marchés d'exportation du fait que les prix de la matière première et le coût de fabrication sont relativement peu élevés.

L'industrialisation, la chute des importations de textiles de coton et l'avance généralisée de la rayonne sur les marchés du coton sont responsables d'une contraction durable des échanges mondiaux de coton. En 1949/50, alors que la pénurie escomptée de coton et l'ascension régulière des prix créaient une conjoncture extrêmement favorable, les exportations n'ont même pas atteint

leur volume moyen d'avant-guerre (13.000.000 de balles). Il est peu probable qu'elles atteignent en 1952/53 le volume exporté au cours des campagnes ultérieures (12.000.000 de balles). Les prix du coton ont baissé pour s'établir au niveau des prix de soutien et, sauf dans les cas où des considérations stratégiques sont en jeu, les pays importateurs auraient plutôt intérêt à laisser se diminuer leurs stocks.

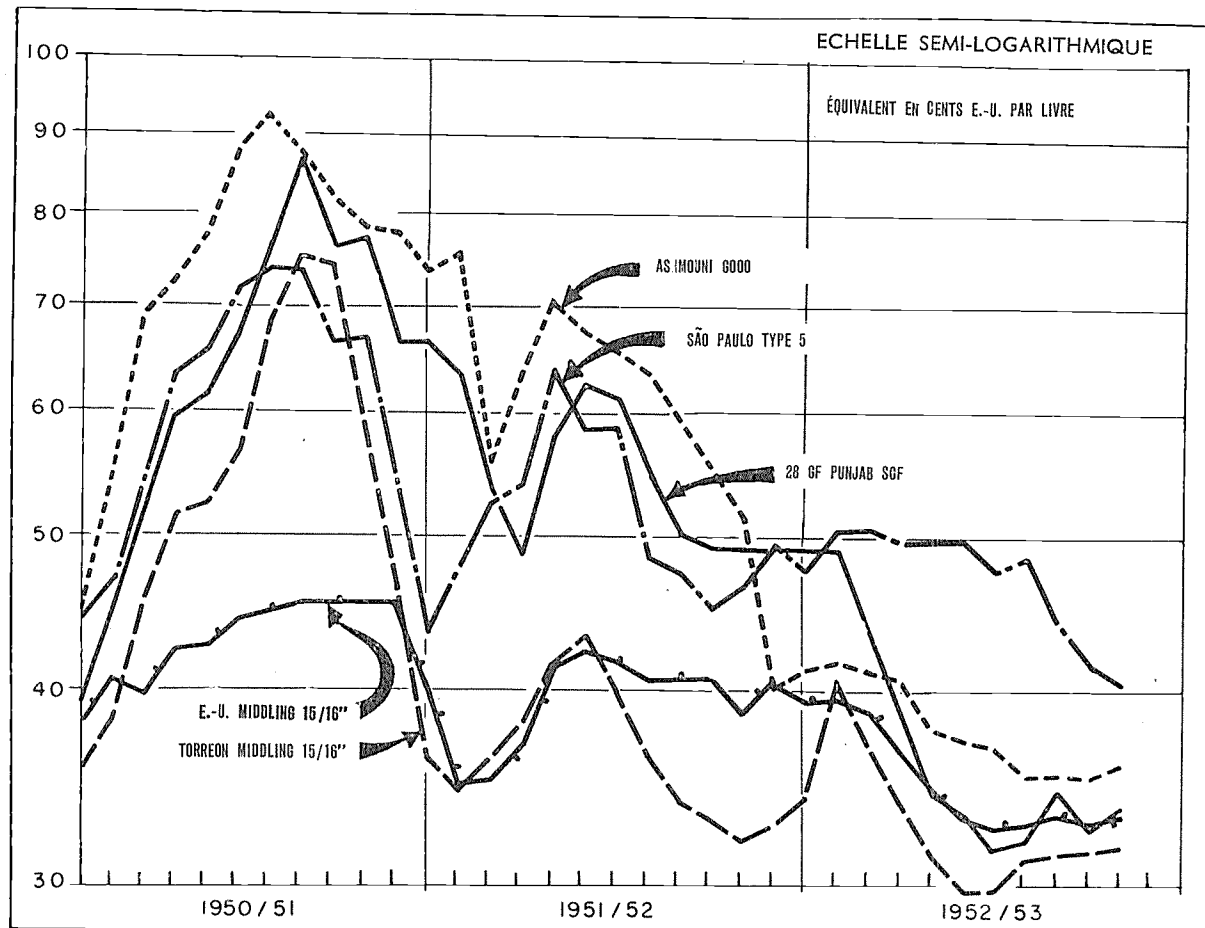
La part des Etats-Unis dans le commerce mondial du coton, dont l'importance dépendait, en gros, avant la guerre, des possibilités de se procurer d'autres cotons à un prix égal ou légèrement inférieur au prix de soutien des Etats-Unis, est déterminée davantage, depuis quelques années, par la pénurie de dollars et par l'importance de l'assistance des Etats-Unis à l'étranger pour le coton. C'est en 1950/51 seulement, époque à laquelle est apparue une pénurie mondiale de coton, aggravée par les restrictions à l'exportation aux Etats-Unis, que les exportations de ce pays sont tombées au-dessous de leur niveau d'avant-guerre.

Quelques symptômes d'un retour à la situation d'avant-guerre ont été décelés en 1952/53. En ce qui concerne le coton, une assistance en dollars revêtant diverses formes est encore nécessaire, mais il existe désormais, hors de la zone dollar,

TABLEAU 69. — COTON : EXPORTATIONS DU MONDE ET DES ETATS-UNIS

ANNÉES	Monde	Etats-Unis	Pourcentage des Etats-Unis
	<i>.....Millions de balles.....</i>		
1934-38 (moyenne). .	13.0	5.3	41
1948/49.	10.7	4,7	44
1949/50.	12,5	5,8	46
1950/51.	11,9	4,1	34
1951/52.	12.0	5,5	46

GRAPHIQUE 11. - PRIX MONDIAUX DU COTON, 1950/51 - 1952/53
(Prix local plus taxes à l'exportation)



des disponibilités exportables plus importantes ; celles-ci sont écoulees sur les marchés d'exportation, soit librement soit dans le cadre de divers accords commerciaux, et les prix, plus qu'à aucun moment au cours des quatre dernières années, peuvent soutenir la comparaison avec ceux des Etats-Unis. Il se peut donc que l'apport de ce pays sur le marché mondial diminue.

Il est extrêmement difficile de déterminer le prix mondial du coton pour deux raisons : en premier lieu, il n'y a pas eu de marché mondial du coton au cours de la période d'après-guerre ; en second lieu, une multitude d'opérations gouvernementales ont affecté les échanges dans ce domaine. Au cours des premières années qui ont suivi la guerre, lorsque les industries textiles ont été remises en marche et que les stocks de coton accumulés pendant la guerre ont commencé à diminuer, les prix ont tendu à baisser aux Etats-Unis et à monter ailleurs, symptôme de la pénurie

croissante de dollars. Cependant si la pénurie de dollars a comprimé la demande de coton des Etats-Unis, la baisse des prix qui en est résultée dans ce pays a été minime car ces derniers tendaient déjà à s'aligner sur les prix de soutien officiels. Néanmoins, cette compression s'est traduite par une demande accrue de coton provenant de pays situés hors de la zone dollar. Dans ces pays, la production de coton n'a augmenté que très progressivement, de sorte que les cotons ne provenant pas de la zone dollar (Brésil, Egypte et Pakistan) ont depuis 1948 tendance à bénéficier d'une prime au détriment des cotons de la zone dollar (Etats-Unis et Mexique). Cette prime s'est amenuisée avec l'apparition des programmes d'assistance à l'étranger pour l'importation de coton des Etats-Unis, jointe à l'accroissement des disponibilités en coton hors de la zone dollar.

La campagne 1952/53 a été caractérisée par un recul de la demande affectant tous les cotons, par

l'alignement des prix des Etats-Unis sur le prix de soutien et par la disparition virtuelle de la prime dont bénéficiaient les cotons ne provenant pas de la zone dollar. Certains pays, l'Egypte notamment, ont en fait adopté des systèmes de soutien des prix dans lesquels ces derniers sont rattachés aux prix des Etats-Unis.

Perspectives

La campagne 1953/54 sera décisive pour le coton. Des prix plus bas qu'ils ne l'ont jamais été au cours des quatre dernières années et alignés, dans une large mesure, sur les prix de soutien officiels conduisent déjà les pouvoirs publics à freiner la production de coton. Aux Etats-Unis, il a été recommandé officiellement de réduire la récolte de 2.500.000 balles par rapport à la campagne précédente ; toutefois, une première estimation des plantations effectuées (24.618.000 acres) laisse prévoir une diminution de l'ordre d'un million ou au maximum de 1.500.000 balles. Au Pakistan, en Egypte et en Syrie, les plantations font l'objet de limitations décrétées par les autorités ; d'autre part, une régression est également attendue au Mexique et en Turquie. Dans l'ensemble donc, il est probable que la récolte mondiale marquera un recul assez sensible, même si l'on exclut la possibilité d'une baisse des rendements au-dessous du niveau relativement élevé de la campagne précédente.

Si la récolte mondiale de coton diminuait de 3.000.000 de balles, la production correspondrait en gros au volume actuel de la consommation mondiale. Cependant, de nombreuses incertitudes pèsent sur l'évolution future de la consommation de coton. Il est malaisé d'évaluer la mesure dans laquelle se neutraliseront deux facteurs agissant à long terme et en sens opposé : la conquête des marchés par les fibres artificielles, d'une part, et, d'autre part, le relèvement du niveau de vie dans les régions à population dense où la consommation de textiles de coton est importante. En tout état de cause, il se peut que dans le proche avenir l'influence exercée sur la consommation par les fluctuations des prix et par le niveau industriel général empêche de discerner l'influence de ces deux facteurs. Les résultats de la récolte 1953/1954 et la politique arrêtée par les gouvernements en matière de production et de prix contribueront donc pour beaucoup à déterminer le volume de la consommation de la prochaine campagne.

En ce qui concerne les facteurs agissant à plus long terme, il est vraisemblable que les fibres syn-

thétiques ne continueront pas à envahir les marchés du coton dans la même mesure qu'elles l'ont fait au cours de ces dernières années. Il semble que l'exploitation des avantages économiques et techniques présentés par la rayonne au cours des premières années d'après-guerre soit arrivée à son point culminant et, désormais, il sera peut-être plus difficile de lui trouver de nouvelles utilisations. D'autre part, il faut s'attendre à ce que le relèvement du niveau de vie ne se traduise que lentement par un accroissement de la consommation de coton qui, d'ailleurs, restera subordonné dans une large mesure à un essor économique continu des pays insuffisamment développés.

Une hausse des prix stimulerait les échanges, étant donné que les pays importateurs manifestent une certaine tendance à laisser s'épuiser leurs stocks. L'évolution de la situation dans un avenir plus éloigné dépendra de la direction donnée aux prix par les Etats-Unis dont le rôle est décisif à cet égard. Comme l'octroi de subventions à l'exportation est désormais officiellement écarté pour le coton, l'orientation profonde de la politique agricole des Etats-Unis exercera une influence déterminante sur la structure des prix mondiaux du coton ainsi que sur le volume et le schéma des échanges.

LAINES

Situation actuelle

La situation mondiale de la laine paraît mieux équilibrée à l'heure actuelle qu'elle ne l'a jamais été depuis la guerre. Production et consommation vont à peu près de concert et augmentent lentement ; d'autre part, les mouvements des stocks tendent à égaliser et à stabiliser les prix.

De 1946 à 1950, la consommation mondiale avait dépassé la production de 20 pour cent. La pénurie de textiles qui avait sévi durant la guerre et le niveau élevé atteint par le revenu réel durant la période d'après-guerre stimulaient la consommation. Les besoins avaient pu être satisfaits grâce à des prélèvements effectués sur les stocks considérables de laine du Commonwealth britannique et d'autres laines accumulés durant la guerre. Le *boom* sur les textiles après le conflit se prolongea du fait de la psychose d'achat qui suivit l'ouverture des hostilités en Corée. Pour la laine, cette hausse fut accentuée par la perspective de vastes besoins d'ordre stratégique et par l'épuisement des stocks accumulés durant le conflit. Durant cette

TABLEAU 70. — LAINE : PRODUCTION, CONSOMMATION ET MOUVEMENTS DES STOCKS

RUBRIQUES	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53
	Milliers de tonnes, laine dessuintée.....						
Production mondiale	964	953	977	999	1 036	1 044	1 110
Mouvements des stocks des pays producteurs et des stocks gouvernementaux	—114	—181	—54	—200	+10	+34	...
	1947	1948	1949	1950	1951	1952	
Consommation mondiale	1 108	1 158	1 107	1 213	1 027	1 046	
Mouvements des stocks des pays consommateurs	—30	—24	—77	—15	—2	—36	

période d'après-guerre, les stocks commerciaux de textiles augmentèrent et les prix de la laine subirent une forte hausse. Ce fait amena l'industrie à utiliser davantage de produits de remplacement, non seulement le *mungo* et le *shoddy*, mais également les fibres artificielles.

Par la suite, la réaction générale au niveau élevé des stocks a été une forte réduction de la consommation de laine. Ce recul aurait été plus accusé encore, en particulier aux Etats-Unis si l'accroissement des commandes militaires n'avait pas compensé dans une certaine mesure la baisse de la demande dans le secteur civil. Les prix ont réagi de façon encore plus nette ; ceux de la laine sont tombés à un niveau très bas par rapport aux niveaux de pointe atteints précédemment, et ce fait a tendu à décourager l'achat de lainages. Pendant toute la campagne 1951/52, le rythme de l'activité industrielle est demeuré réduit et la consommation de laine a été inférieure de 10 pour cent à la production.

En 1952/53, on a assisté à une reprise progressive. Les stocks de textiles ayant été ramenés à un niveau normal, la demande s'est améliorée, tant sur le marché intérieur que sur les marchés d'exportation. L'optimisme est réapparu à l'égard des prix de la laine. L'application d'un programme gouvernemental de soutien des prix aux Etats-Unis et les achats effectués par le Royaume-Uni en vue de constituer des stocks stratégiques contribuèrent à la reprise, comme d'ailleurs l'ajustement aux niveaux mondiaux des prix de la laine d'Argentine, ajustement qui a été finalement réalisé au moyen de la dévaluation. Il convient également de noter que le rapport prix de la laine/prix des fibres synthétiques était redevenu ce qu'il était avant le conflit coréen. Le pourcentage de laine vierge utilisée par les principales industries textiles de la laine, qui avait diminué au cours des deux années précédentes, a augmenté

sensiblement en 1952 : de 68,5 pour cent durant le premier trimestre de 1950, il était tombé de façon continue à 57 pour cent au cours du troisième trimestre de 1951 pour remonter à 66,5 pour cent au cours du premier trimestre de 1953.

Exception faite d'un arrêt en 1947/48, la production mondiale de laine a augmenté progressivement durant la période d'après-guerre pour atteindre un chiffre record (laine dessuintée) durant la campagne 1952/53. Cette expansion a été surtout le fait des pays du Commonwealth de l'hémisphère sud. La production d'Amérique du Sud a légèrement baissé par rapport au niveau exceptionnellement élevé atteint à la fin de la guerre et on a enregistré un recul proportionnel de la production d'Amérique du Nord après les hostilités. Des symptômes de reprise dans ces régions ont été constatés ces dernières années. En Europe et en U.R.S.S., la tendance d'après-guerre a été à la hausse, les effectifs ovins s'étant reconstitués depuis le conflit.

Le commerce mondial de la laine a augmenté par rapport à l'avant-guerre. Depuis l'épuisement, en 1950, des stocks accumulés pendant les hostilités, l'accroissement par rapport à l'avant-guerre a été d'environ 5 pour cent. D'un accès plus facile et disponibles en plus grandes quantités, les laines des Dominions ont occupé davantage de place sur le marché mondial. Les échanges de laines d'Amérique du Sud ont pâti de difficultés commerciales et de devises, et des efforts pour maintenir les prix à l'exportation au-dessus du niveau mondial. Ces efforts ont provoqué en 1951/52 une contraction des exportations de l'Argentine qui s'est traduite par une forte accumulation de stocks. Ceux-ci ont toutefois baissé, lorsque le peso a été dévalué pour les exportations de laine, en juillet 1952. Dans l'ensemble, les exportations de laine ont sensiblement augmenté en 1952/53.

TABLEAU 71. — COMMERCE MONDIAL DE LA LAINE¹ : CAMPAGNE OCTOBRE-SEPTEMBRE

P É R I O D E S	Exportations				Importations ²				
	Domi- nions ³	Améri- que du Sud	Autres pays	Total	Etats- Unis	Europe ⁴	Japon	Autres pays	Total
..... Milliers de tonnes, laine déssuintée									
Moyenne de 1934-38	338	118	94	550	61	425	49	15	550
1947/48	528	196	51	775	219	452	6	38	715
1948/49	537	90	53	680	124	526	12	38	700
1949/50	579	158	83	820	212	495	22	36	765
1950/51	424	100	51	575	164	343	35	33	575
1951/52	465	50	55	570	166	375	40	25	600

¹ Non compris les laines sur peaux.² Importations définitives ; les importations s'entendent de l'année civile commençant au cours de la campagne indiquée.³ Non compris les expéditions de la *Joint Organization* au Royaume-Uni ; y compris les ventes de la laine de la *Joint Organization* aux enchères du Royaume-Uni.⁴ Y compris l'U.R.S.S. ; non compris les expéditions de la *Joint Organization* au Royaume-Uni ; y compris les ventes de la *Joint Organization* à l'industrie britannique effectuées aux enchères du Royaume-Uni.

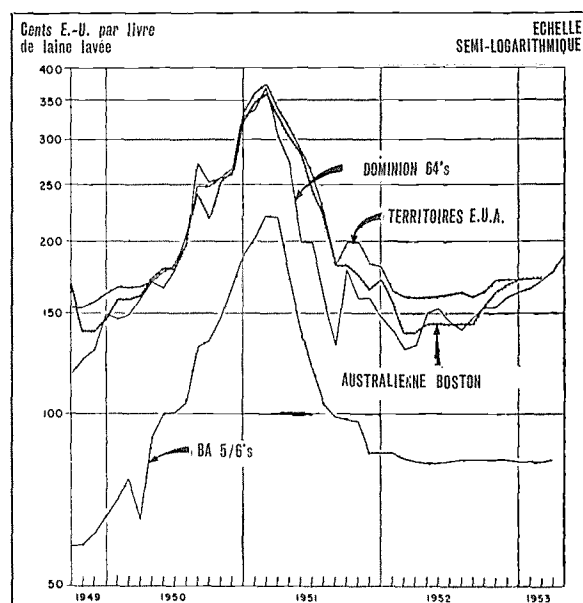
En ce qui concerne la demande, l'accroissement des importations des Etats-Unis, qui atteignent près du triple de leur volume d'avant-guerre, a été le fait le plus marquant. En 1952, les prix mondiaux, augmentés des droits de douane des Etats-Unis, ont parfois été légèrement inférieurs aux prix de soutien de ce pays ; de ce fait, les laines étrangères ont tendu à remplacer les laines indigènes. Toutefois, la tendance à la hausse des prix mondiaux de la laine durant la plus grande partie de la campagne 1952/53 a modifié cette situation. Parmi les facteurs particuliers qui ont influé sur la demande depuis 1951/52, il faut noter le stockage stratégique de laine par le gouvernement du Royaume-Uni. Les achats effectués dans ce but ont été suspendus à la fin de la campagne 1952/53.

Perspectives

Si la conjoncture est favorable, il se peut que la reprise de l'industrie textile de la laine, se poursuive. Etant donné que la situation des prix est plus saine qu'elle ne l'a jamais été ces dernières années, les industriels seront enclins à accroître l'utilisation de la laine et à développer leur activité. Les stocks commerciaux de laine sont loin d'être surabondants, et il se pourrait que l'on assiste à une certaine reconstitution de ces derniers.

Le taux moyen d'accroissement de la production de laine est d'environ 3 pour cent par an pour les cinq dernières campagnes, un taux plus élevé (6 pour cent) ayant été enregistré en 1952/53. Toutefois, l'incertitude domine un grand nombre des facteurs dont dépend l'expansion, qui par ailleurs réagit fortement aux changements climatiques. L'expérience de ces dernières années montre cependant que les variations de la con-

GRAPHIQUE 12. - PRIX DE LA LAINE 1949-53



NOTES : Dominion 64's : ventes aux enchères, au Royaume-Uni et dans les Dominions.

Australienne à Boston : 64's + 70's non dédouanée.

U.S. Territory : 64's, 70's ; Boston.

BA 5/6's : Buenos-Aires, lavée à dos, non dédouanée à Boston.

sommation à court terme peuvent être relativement fortes et les prix instables.

A long terme, les prix se ressentiront des progrès réalisés dans la technologie et de la réduction du coût de production des fibres artificielles. Du fait du niveau excessif des prix de la laine ces dernières années, on a été amené à utiliser ces fibres pour des produits qui auparavant étaient fabriqués entièrement ou en grande partie avec de la laine. Le maintien de cette tendance dépendra en grande partie de la qualité de ces fibres et de leur aptitude à remplacer la laine.

JUTE

Situation actuelle

Les disponibilités en jute, après une pénurie prolongée et parfois aiguë, sont devenues abondantes en 1951/52, et sont excédentaires depuis 1952. Les produits de jute, dont certains débouchés s'étaient resserrés par suite de la pénurie et des prix élevés, regagnent actuellement, dans une certaine mesure, le terrain perdu. Toutefois, la demande de jute brut n'a pas permis jusqu'ici d'empêcher l'accumulation des stocks au Pakistan, où l'Etat applique un programme de soutien des prix et a dû, en 1953/54, limiter rigoureusement la production.

La production de jute brut ne s'est relevée après la guerre qu'en 1950/51, parce que la péninsule indienne, principale région productrice, a sérieusement souffert de disettes et des effets du partage de son territoire. A la suite de ce partage, les principales régions productrices échurent au Pakistan, et le grand centre industriel du jute à l'Inde. Certains obstacles aux échanges commerciaux et les mesures inappropriées qui furent prises ont provoqué la baisse de la production de jute brut et d'articles de jute. L'Inde a pratiqué dans ce secteur une politique d'autarcie, augmentant la superficie cultivée et, tant qu'il y a eu pénurie de disponibilités locales, elle a réduit l'activité de l'industrie du jute, faute de matières premières dans le pays. De son côté, le Pakistan, dont les débouchés étaient limités, a dû réduire sa production de jute brut.

En revanche, la demande mondiale de toile d'emballage et d'autres produits où entre le jute allait se renforçant par suite de l'accroissement de la production agricole et industrielle après la guerre. Aussi, les prix du jute et de ses produits ont-ils atteint un niveau extraordinairement élevé. Le Pakistan et l'Inde ont appliqué des droits de douane élevés aux exportations de jute brut et à celles des produits de jute, respectivement; ces deux pays se sont efforcés de conserver les marchés à devise forte, en contingentant les exportations destinées aux autres marchés.

En 1950/51, certains symptômes semblaient indiquer que la période de pénurie touchait à sa fin : la production indienne s'était accrue au point de suffire aux deux tiers de la consommation intérieure et l'accroissement de la demande, observé depuis la guerre de Corée, s'était arrêté. La pénurie a toutefois nui à la situation du jute et des produits de jute indo-pakistanaïs, sur les marchés européens, américains et autres. La culture du jute, hors de la péninsule indienne, ne s'est développée sensiblement qu'au Brésil; la culture de fibres naturelles de remplacement n'a pas donné de résultats notables. L'utilisation des produits de jute a marqué un certain recul par suite des changements apportés aux méthodes de manutention des marchandises qui étaient autrefois emballées dans du jute, et l'utilisation des sacs en papier, surtout aux Etats-Unis.

La production de jute brut a régulièrement augmenté pendant les trois dernières campagnes. L'Inde et le Pakistan ont accru leur superficie cultivée; l'Inde s'attache, toutefois, à améliorer

TABLEAU 72. — JUTE BRUT : PRODUCTION, EXPORTATIONS ET CONSOMMATION

RUBRIQUES	Moyenne 1934-38	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53
<i>..... Millions de balles</i>						
<i>Production</i>						
Pakistan.	10,0	5,5	3,3	6,0	6,3	6,8
Inde.		2,0	3,1	3,3	4,7	4,7
TOTAL.	10,0	7,5	6,4	9,3	11,0	11,5
<i>Exportations outre-mer</i>						
Pakistan.	4,2	1,8	1,7	4,2	3,2	14,0
Inde.		0,6	0,6	—	—	—
TOTAL.	4,2	2,4	2,3	4,2	3,2	14,0
<i>Consommation</i>						
Inde.	6,4	6,5	5,3	5,7	6,1	15,6

1 Estimations.

le rendement. Si l'on tient compte des exportations et de la consommation indiennes, la consommation a été nettement inférieure à la production en 1951/52 ; au Pakistan, près de 1.500.000 balles ont été reportées sur la campagne 1952/53. La production augmentant, les disponibilités ont été près d'atteindre un chiffre record. S'il est vrai que les marchés reprennent, notamment celui des sacs d'hessiau aux Etats-Unis, ce mouvement n'a pas encore porté la demande de jute brut à un volume qui empêche une nouvelle accumulation de stocks. En dépit d'une sensible diminution des prix minima au Pakistan et la réduction des droits à l'exportation, qui a rétabli le rapport d'avant-guerre entre les prix du jute et ceux d'autres produits, les quantités écoulées en 1952/53 ne révèlent aucun signe d'amélioration notable. Ceci et les pressantes nécessités de la production alimentaire, ont amené les autorités pakistanaïses à réduire la production de jute en 1953/54 d'environ un tiers.

Perspectives

En 1953/54, la production pakistanaïse ne dépassera peut-être pas 3.000.000 ou 4.000.000 de balles, contre 6.800.000 pour la campagne précédente ; il s'y ajoutera un gros report, qui pourra avoisiner 2.500.000 balles. Dans l'Inde, l'augmentation de la superficie cultivée en jute semble avoir pris fin. Si les rendements peuvent s'améliorer, le bas niveau des prix risque de provoquer une certaine baisse de la production. Avec des rendements normaux, les disponibilités mondiales s'élèveront vraisemblablement à une dizaine de millions de balles, report compris.

Si le volume de la demande reste satisfaisant dans l'ensemble, la campagne 1953/54 verra s'élever le niveau des besoins en jute brut. Les prix ayant baissé et étant moins vulnérables, les achats présentent plus d'attrait. En outre, l'allègement et l'alignement des droits à l'exportation au Pakistan d'une part, et la plus grande liberté dont bénéficient les courants commerciaux, tant pour l'exportation que pour l'importation, d'autre part, encouragent le commerce. Enfin, le Pakistan, grâce aux nombreux accords commerciaux qu'il a négociés, est assuré d'écouler d'importants tonnages. L'accord qu'il a conclu avec l'Inde s'entend sur une durée de trois ans et prévoit l'exportation d'au moins 1.800.000 balles par an.

L'amélioration de la position du jute dans le secteur des objets manufacturés est d'un intérêt durable. Les droits de douane à l'exportation des produits de jute en provenance de l'Inde ont fait l'objet

d'allègements successifs, et ces produits ne sont plus soumis au contingentement à la destination. De plus, la consommation d'hessiau est en nette reprise aux Etats-Unis. A la longue, cette évolution devrait se traduire par une expansion de la demande de jute brut.

CAOUTCHOUC

Situation actuelle

L'instabilité dont souffre le marché mondial du caoutchouc naturel s'est aggravée ces dernières années. De toutes manières, la fabrication en grand du caoutchouc synthétique — industrie créée pendant la deuxième guerre mondiale — aurait constitué un nouvel élément d'instabilité, mais ce sont les mesures spéciales prises pour assurer les besoins stratégiques, en particulier après le déclenchement du conflit coréen, et les modifications qui leur ont été apportées par la suite, qui ont constitué les principaux facteurs de déséquilibre. Il y a eu des accès de forte demande de caoutchouc naturel pour le stockage à des fins stratégiques ; quant à la demande des consommateurs elle a été satisfaite de plus en plus grâce au caoutchouc synthétique dont la production ne cessait d'augmenter. En 1952, les achats à des fins stratégiques se sont amenuisés au moment même où le remplacement du caoutchouc naturel par le caoutchouc synthétique commençait à faire pleinement sentir ses effets sur la consommation. Malgré la diminution de la production, les prix du caoutchouc naturel à la consommation ont accusé un net recul en 1952.

La production de caoutchouc naturel s'est fortement relevée depuis la fin de la guerre jusqu'en 1949, où elle a atteint 1.500.000 tonnes, c'est-à-dire 50 pour cent environ de plus que la moyenne d'avant-guerre. C'est en Asie du Sud-Est que la reprise a eu lieu ; ailleurs, la production baissait, tout en étant plus élevée qu'avant la guerre. En 1950 et 1951, les prix ayant augmenté d'une façon marquée à la suite du déclenchement des hostilités en Corée, la production atteignit le volume exceptionnellement élevé de 1.900.000 tonnes environ. L'augmentation des disponibilités fut en grande partie le fait de l'Indonésie, où la production des petits planteurs avait doublé. La contraction de la demande et la chute des prix ont fait tomber la production à 1.800.000 tonnes en 1952. Si tous les grands pays producteurs ont souffert de ce recul, celui-ci a surtout affecté les petites exploitations ; la production des

grandes plantations de Malaisie et d'Indonésie a fait preuve d'une résistance remarquable.

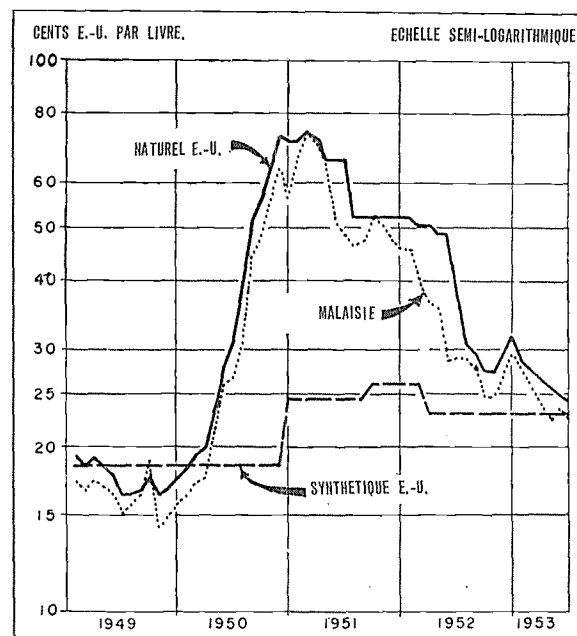
Jusqu'au moment où les besoins stratégiques sont venus s'interposer, la consommation de caoutchouc naturel accusait une tendance modérée à l'augmentation, un peu plus marquée en Europe qu'aux Etats-Unis. Elle atteignit en 1950 le volume record de 1.700.000 tonnes, mais les deux années suivantes, elle fut en moyenne de 1.500.000 tonnes — chiffre correspondant à peu près au niveau de la production avant le début de la guerre de Corée. Cette diminution fut presque entièrement due aux Etats-Unis, où les restrictions à la consommation du caoutchouc favorisaient le produit synthétique, les achats de caoutchouc naturel étant effectués aux fins de stockage stratégique. Dans les autres pays, la consommation totale se maintient depuis trois ans à environ un million de tonnes par an.

L'industrie du caoutchouc aux Etats-Unis a cependant travaillé en 1952 dans des conditions de liberté de plus en plus grande à l'égard du contrôle gouvernemental. Au début de l'année, ont été levées les mesures limitant la consommation de caoutchouc (naturel et synthétique). Vers le milieu de 1952, une série d'assouplissements apportés au régime de l'allocation du caoutchouc et au contrôle du caoutchouc naturel, et le retour au commerce privé de l'importation du caoutchouc naturel ont pratiquement libéré le caoutchouc naturel de toute discrimination; seules sont maintenues les dispositions prévoyant l'utilisation minimum de 510.000 tonnes de caoutchouc synthétique pour les besoins de la sécurité nationale. L'utilisation effective en 1952, a atteint au total 807.000 tonnes.

Les prix du caoutchouc naturel, après avoir monté en flèche, ont à nouveau baissé, et d'une façon un peu plus accentuée en 1952. A la fin de l'année, ils s'alignaient presque sur ceux qui étaient en vigueur avant le conflit coréen et concurrençaient de nouveau les prix du caoutchouc synthétique. La presque totalité de la production de caoutchouc synthétique provient d'usines appartenant au gouvernement des Etats-Unis. On a fait remarquer que certains frais que supporte normalement l'industrie privée n'entrent pas en ligne de compte dans l'établissement des prix du caoutchouc synthétique fabriqué par le gouvernement. Dans la mesure où ces éléments ne figurent pas dans le prix du caoutchouc synthétique, ce prix ne saurait servir à déterminer la valeur concurrentielle de ce produit. Cependant il n'en sera plus de même maintenant qu'on a l'intention de

confier la fabrication du caoutchouc synthétique à l'industrie privée.

GRAPHIQUE 13. - PRIX DU CAOUTCHOUC AUX ETATS-UNIS ET EN MALAISIE, 1949-53



NOTES : *Naturel E.-U.* : N° 1 R.S.S. New York. — *Malaisie* : N° 2 R.S.S. Singapour. — *Synthétique E.-U.* : GR-S, Etats-Unis.

Perspectives

Depuis quelques années, la production de caoutchouc naturel dépasse la consommation; en 1952, l'excédent s'est chiffré à 365.000 tonnes. Les stocks commerciaux restant relativement inchangés, cet excédent s'explique surtout par les achats du gouvernement aux fins de stockage. On s'attend en 1953 à une augmentation de la consommation et à une nouvelle baisse de la production, qui ramèneraient l'excédent à 190.000 tonnes.

L'emploi du caoutchouc s'étend et la part du caoutchouc naturel devrait, semble-t-il, devenir plus importante, en particulier parce que de plus grandes possibilités de concurrencer le produit synthétique s'offrent à lui, le rapport des prix lui étant favorable. D'autre part, les Etats-Unis n'ont pas encore terminé la constitution de leurs stocks. On prévoit que les achats effectués à ce titre et les achats pour la constitution des stocks commerciaux absorberont l'excédent et empêcheront toute nouvelle chute importante des prix.

Peut-être aussi les perspectives immédiates seront-elles influencées par les tendances de la

TABLEAU 73. — CAOUTCHOUC : PRODUCTION ET CONSOMMATION MONDIALES

RUBRIQUES	1952	1953
	... Milliers de tonnes longues.....	
Production		
Naturel.	1 815	1 785
Synthétique.	877	989
TOTAL	2 692	2 774
Consommation.		
Naturel.	1 450	1 595
Synthétique.	885	909
TOTAL	2 335	2 504
Différence.		
Naturel.	365	190
Synthétique.	—8	80
TOTAL (à ajouter aux stocks gouvernementaux et commerciaux).	357	270

production automobile. Depuis plusieurs années, la production de l'industrie automobile des États-Unis dépasse les besoins de remplacement, et sa moyenne dans les années qui viennent sera peut-être un peu inférieure à celle qu'elle a atteint récemment, ce qui aura naturellement une répercussion sur la demande totale de caoutchouc.

Il se pourrait, étant donné que la demande à long terme augmente pour le caoutchouc et que la tendance actuelle des prix a un effet décourageant sur la production future de caoutchouc naturel, qu'aux excédents de l'avenir immédiat succèdent par la suite des déficits. La tendance des investissements privés dans l'industrie du caoutchouc synthétique aux États-Unis et les prix qui prévaudront lorsque celle-ci sera entre les mains de l'entreprise privée joueront à cet égard

un rôle important. Le Groupe d'étude international du caoutchouc qui s'est réuni en mai 1953, a discuté la possibilité d'un accord international sur le caoutchouc naturel. Il a décidé toutefois de remettre sa décision à une date ultérieure en 1953.

FIBRES DURES

Situation actuelle

La demande de fibres dures, déjà forte après la guerre, s'était accrue au cours des années plus récentes par le stockage gouvernemental et par certains achats effectués dans un but spéculatif, mais elle a diminué en 1952. La production se maintenant à des niveaux relativement élevés, les stocks ont légèrement augmenté et les prix ont accusé une chute verticale.

La production de fibres dures s'est poursuivie en 1952 à un taux supérieur de 10 pour cent environ au volume d'avant-guerre. Depuis la fin de la guerre, la structure de la production s'est considérablement modifiée en faveur du sisal. Ce fait est dû non seulement au fait que pendant la guerre les principales régions productrices (par exemple, l'Afrique-Orientale britannique) ont joui d'une situation géographique favorable, mais encore aux changements techniques dans l'emploi des fibres dures et au fait que le sisal est un produit de la zone non-dollar. La production d'abaca des Philippines a baissé en 1952 et 1953, en grande partie par suite des typhons. La production du sisal et du henequen a continué à augmenter en 1952 et les stocks se sont accrus au Brésil, au Mexique et en Europe. Les efforts pour maintenir les prix ont échoué ; ceux du sisal d'abord, puis ceux du henequen ont accusé une chute verticale.

L'importance de l'Amérique du Nord sur les marchés mondiaux de fibres dures s'est considérablement accrue après la guerre, du fait que la

TABLEAU 74. — PRODUCTION DE FIBRES DURES

Produits	Moyenne 1935-38	1949	1950	1951	1952	1953 ¹
	... Milliers de tonnes ...					
Abaca	187	90	122	156	145	130
Sisal.	257	276	309	355	363	300
Henequen.	110	120	114	104	109	90
Autres fibres dures.	66	64	55	55	50	50
TOTAL	620	550	600	670	667	570

¹ Estimations provisoires.

TABLEAU 75. — IMPORTATIONS DE FIBRES DURES

R É G I O N S	Moyenne 1935-38	1949	1950	1951	1952 ¹
..... <i>Milliers de tonnes</i>					
Amérique du Nord.	201	189	242	285	308
Europe	250	160	210	220	190
Japon.	68	37	25	20	24
Autres pays.	21	26	28	35	33
TOTAL MONDIAL	540	412	505	560	555

¹ Estimations provisoires.

production agricole et industrielle y a augmenté plus qu'ailleurs et que des stocks importants s'y sont constitués à des fins stratégiques. Les importations européennes et japonaises n'ont pas réussi à atteindre le volume d'avant-guerre. En 1952, la demande soutenue de l'Amérique du Nord a eu une influence particulièrement marquée.

Perspectives

La production semble s'adapter assez rapidement à la nouvelle situation du marché et une réduction de l'ordre de 15 pour cent semble se dessiner pour 1953. D'autre part, on peut s'attendre maintenant à un renforcement de la demande puisqu'il n'y a eu aucune baisse importante dans la demande de cordages de la part des consommateurs et que les stocks de cordages sont en train de diminuer. Il est possible aussi que continue le stockage pour la constitution de réserves à des fins stratégiques qui représentait environ 10 pour cent du total des quantités écoulées les années précédentes. Toutefois, la concurrence promet d'être plus forte entre producteurs que dans les premières années d'après-guerre et il est probable que la production diminuera là où le coût de production est trop élevé.

PRODUITS FORESTIERS

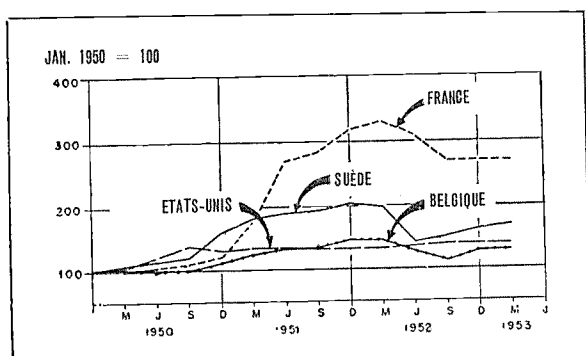
En 1952, le commerce de la plupart des produits forestiers, à l'exception du papier journal, a subi son premier recul sérieux depuis la guerre. L'Europe, fortement tributaire des échanges internationaux, est le continent qui a le plus souffert de leur contraction. L'Amérique du Nord, en revanche, en a moins pâti. La demande de papier journal est restée élevée tout au long de 1952.

Les prix de la plupart des produits forestiers ont subi des fluctuations marquées pendant la période 1950-53. Après l'ouverture des hostili-

tés en Corée, la crainte d'une pénurie s'est traduite par des achats massifs et par un fort accroissement des stocks des importateurs, et on a enregistré au cours de 1951 une hausse de prix sans précédent. Vers la fin de cette année-là, les pays importateurs, que des stocks fraîchement accumulés mettaient à l'abri, commencèrent à réagir contre le niveau élevé des prix. Le marché stagna et les prix s'effondrèrent en 1952, sauf en Amérique du Nord. Tous les espoirs de voir les prix européens se stabiliser rapidement à un niveau acceptable furent déçus par la baisse de la demande, notamment pour la pâte et le papier autre que le papier journal, qui accompagna en 1952 l'arrêt de l'expansion générale de l'économie mondiale. Bien que les prix des sciages se soient stabilisés vers le milieu de l'année, il fallut attendre la fin de celle-ci pour que le marché européen de la pâte manifeste une tendance plus soutenue.

Les fluctuations des prix ont été beaucoup plus accentuées dans les pays et dans les régions dépendant fortement du commerce international que dans celles qui suffisent davantage à leurs besoins. Tandis qu'en Amérique du Nord, la plus grande partie de la production forestière est absorbée par les Etats-Unis, plus d'un tiers de la production européenne est écoulée sur le marché international. En outre, alors qu'aux Etats-Unis, on avait imposé des prix-plafond pour la plupart des produits forestiers pendant la période d'expansion générale, en Europe et dans la plupart des autres régions, les prix ont pu fluctuer librement. Les graphiques 14 à 16 montrent l'évolution des prix des sciages, de la pâte de bois et des autres produits de pâte dans ces deux principales régions, au cours de la période 1950-52. En 1952, les prix de gros des sciages ont atteint aux Etats-Unis et au Canada un chiffre record dépassant d'environ 30 à 40 pour cent le niveau de janvier 1950, tandis que les prix d'exportation de la Suède et de la Finlande, au maximum atteint en 1951/52, avaient

GRAPHIQUE 14 - PRIX DES SCIAGES RÉSINEUX, 1950-53



NOTES : Belgique : Prix de gros moyen de l'importateur au grossiste.
France : Planches d'épicéa non équarries, 26 mm d'épaisseur, pour la construction.
Suède : Prix moyen à l'exportation, f.o.b., base 2 1/2 x 7 in., redwood u/s.
Etats-Unis : Prix de gros, pin Douglas, dim. N° 1, 2 x 4 in., séché, f.o.b. usine, transport par rail.

à peu près doublé par rapport à ce niveau. Ce contraste entre le mouvement des prix des sciages en Amérique du Nord et en Europe est dû au fait que les pays européens, tant importateurs qu'exportateurs, sont davantage tributaires du commerce des sciages.

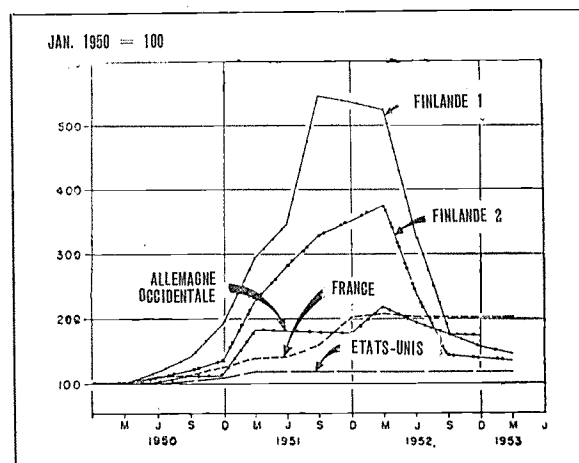
Pour la pâte, ce contraste a été encore plus marqué (voir graphique 15). Les principaux papetiers européens travaillent surtout avec de la pâte et du bois de pâte importés. En 1951, les prix, tant de la pâte que du bois de pâte, augmentèrent rapidement en Europe et, dans les pays importateurs, les papetiers eurent des difficultés à supporter la concurrence du papier importé dont les prix n'avaient pas augmenté dans la même proportion. Les importations de papier furent réduites ; la France, par exemple, qui avait aboli les droits de douane sur les produits de pâte, les rétablit. Les prix d'importation de la pâte étrangère ayant haussé, les consommateurs achetèrent davantage de pâte de production nationale qui se vendait meilleur marché.

En Amérique du Nord, les prix de la pâte restèrent remarquablement fermes en 1951 et 1952, après avoir subi une hausse d'environ 20 pour cent au cours du deuxième semestre de 1950 et du premier trimestre de 1951 (graphique 15). La hausse des prix d'exportation de la pâte européenne de janvier 1950 à mars 1953, fut sensiblement du même ordre, malgré les fluctuations extraordinaires qui se produisirent en 1951 et 1952. Les prix du papier journal aux Etats-Unis montèrent en 1950/51 puis de nouveau en 1952, cette hausse étant légèrement plus élevée que celle des prix de la pâte de bois.

Vers le milieu de 1953, les cours des produits forestiers en Europe semblaient avoir atteint un niveau acceptable aussi bien pour les acheteurs que pour les vendeurs. On reconnaît généralement qu'une forte hausse des prix risque de provoquer la résistance du consommateur. Les pays importateurs et exportateurs espèrent que le niveau actuel des prix restera stable et que l'on verra réapparaître sur le marché la confiance qui a si manifestement manqué ces deux dernières années.

On a brièvement examiné ci-dessous les tendances de la production et du commerce des principaux groupes de produits forestiers.

GRAPHIQUE 15 - PRIX DE LA PÂTE DE BOIS, 1950-53



NOTES : Finlande 1 : Au sulfate, non blanchie, exportation, f.o.b.
Finlande 2 : Blanchies, au bisulfite, autres que la pâte à rayonne, exportation, f.o.b.
France : Pâte de bois mécanique indigène.
Etats-Unis : Indigène et canadienne, au bisulfite, blanchie, f.o.b. usine, port de l'Atlantique.
Allemagne occidentale : Prix intérieur, au bisulfite, non blanchie, franco gares de l'intérieur.

Bois rond

En 1952, la production de bois rond industriel s'est maintenue surtout parce que les achats de matières premières pour la production de 1952 et 1953 ont été effectués à l'avance alors que la demande restait forte. On estime que la production de 1952 a été sensiblement la même que celle de 1951 et légèrement supérieure au niveau de 1950. L'augmentation de la production nord-américaine de bois rond, due à l'accroissement de celle de grumes de sciage, a été annulée par un recul en Europe. En 1952, le marché européen des produits forestiers s'est déprimé, alors que l'industrie recevait des approvisionnements en grande

quantité ; en conséquence, les achats de matières premières pour la production de 1953 et 1954 furent fortement réduits. Avec la contraction de la demande, les stocks s'amenuisèrent. Cette tendance fut renforcée par la baisse du coût de remplacement des matières premières. Le recul de la production du bois rond a touché surtout les résineux. En Europe, il n'y eut, en général, en 1952, presque aucune concurrence entre les diverses catégories de bois rond. Le léger renforcement de la demande de bois de mine, qui est généralement le plus fort concurrent du bois de pâte, a été beaucoup trop faible pour compenser sensiblement la contraction de la demande des autres catégories de bois.

Comme la plupart des industries forestières ont constitué à la fin de 1952 des stocks importants de matières premières achetées en Europe à des prix légèrement plus élevés que les prix actuels, il est probable que la production de bois rond industriel restera assez faible en 1953, même si le marché des produits forestiers se raffermirait vers la fin de l'année. Il est probable que la plupart des industries disposeront de réserves suffisantes de matières premières jusqu'en 1954.

Sciages

Le commerce international des sciages, et notamment des résineux, a atteint un chiffre record pour l'après-guerre en 1951, mais s'est ralenti

en 1952 (tableau 76). En Amérique du Nord, la demande a baissé assez fortement en 1951, tandis qu'à la même époque, le commerce européen prenait un essor extraordinaire et s'approchait du niveau d'avant la guerre. Dans des régions telles que l'Australie et l'Afrique, qui sont largement tributaires des importations, le volume du commerce des sciages a été également élevé. Ces tendances se sont cependant renversées en 1952, la demande se renforçant en Amérique du Nord mais accusant un net fléchissement en Europe et dans les autres régions. En 1951, on a enregistré une accumulation de stocks dans les pays importateurs, qui s'est accompagnée d'une hausse de prix sans précédent (excepté en Amérique du Nord). Cependant, la résistance des consommateurs aux prix élevés commença à s'affirmer pendant l'été de 1951, et devint très forte vers la fin de cette même année. En 1952, le ralentissement général de l'activité économique dans la plupart des pays a renforcé la résistance du consommateur. Bien que le commerce ait donné quelques signes de reprise pendant l'été de 1952, après la chute brusque des prix, il est resté néanmoins à un niveau assez bas. Les échanges en Europe accusèrent une nette reprise en automne 1952, lorsque le Royaume-Uni commença à effectuer de gros achats pour 1953, puis plafonnèrent. La hausse des prix amenée par cette reprise du commerce continua jusqu'à la fin de 1952 ; ces derniers parurent alors se stabiliser à

TABLEAU 76. — COMMERCE MONDIAL DES SCIAGES

RÉGIONS	Sciages résineux			Sciages feuillus		
	1950	1951	1952	1950	1951	1952
	 Milliers de standards			 Milliers de mètres cubes		
EXPORTATIONS						
Europe ¹	2 620	2 860	2 210	1 160	970	460
Amérique du Nord et Amérique centrale	2 080	2 240	2 020	740	700	600
Amérique du Sud.	190	240	² 190	² 200	180	² 150
TOTAL MONDIAL	4 910	5 360	4 440	2 970	2 720	2 040
IMPORTATIONS						
Europe ¹	2 270	2 990	2 540	1 620	1 590	1 070
Amérique du Nord et Amérique centrale	1 630	1 210	1 230	790	780	680
Amérique du Sud.	185	210	² 170	90	90	² 70
Afrique	340	370	² 250	240	250	² 200
Océanie	140	210	² 150	50	70	² 50
Asie.	110	90	² 90	170	150	² 170
TOTAL MONDIAL	4 675	5 080	4 440	2 960	2 970	2 240

¹ Comprend seulement les pays qui ont fourni des données.

² Estimations.

TABLEAU 77. — EXPORTATIONS DE SCIAGES RÉSINEUX

EXPORTATIONS VERS :	Europe ¹		Canada		Etats-Unis	
	1951	1952	1951	1952	1951	1952
	<i>Milliers de standards</i>					
Europe ¹	2 438,1	1 971,3	486,9	460,3	145,0	47,8
Amérique du Nord	2,2	0,2	1 154,1	1 178,6	35,4	42,2
Amérique latine	60,2	6,7	15,6	12,2	72,8	62,8
Pays du Proche-Orient et de l'Afri- que du Nord	178,1	149,0	10,9	3,6	12,9	12,3
Union Sud-Africaine	46,7	27,1	36,4	21,2	36,8	37,0
Australie	81,9	16,9	46,6	21,9	52,3	30,4
Autres pays	52,8	38,3	48,1	28,1	57,9	43,8
TOTAL	2 860,0	2 210,0	1 798,6	1 725,9	413,1	276,3

¹ Allemagne occidentale, Autriche, Belgique-Luxembourg, Danemark, Finlande, France, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Yougoslavie. Y compris les exportations de Tchécoslovaquie, d'Allemagne orientale, de Pologne, de Roumanie, de l'U.R.S.S. vers les pays de l'Europe occidentale, telles qu'elles sont signalées par les pays importateurs.

un niveau inférieur d'environ 20 pour cent au niveau record atteint précédemment. D'autres pays importateurs se mirent eux aussi à acheter pour 1953, et le marché fut en général plutôt animé jusqu'à la fin d'avril 1953, époque à laquelle la plus grande partie des sciages disponibles dans les principaux pays exportateurs d'Europe avait été vendue. En ce qui concerne le commerce inter-régional, les effets des achats excessifs de 1951 semblent persister encore et l'activité commerciale reste assez faible. Les difficultés de la balance des paiements et la pénurie de devises étrangères, en particulier de dollars, contribuent à déprimer les échanges. Les importations de sciages résineux (tableau 76) en 1952 ont été de 4.440.000 standards (1 standard = 4,672 mètres cubes) contre 5.080.000 en 1951; tandis que les exportations sont tombées de 5.360.000 standards en 1951 à 4.440.000 en 1952; le commerce inter-régional est celui qui a le plus souffert. Les chiffres correspondants pour les scia-

ges feuillus étaient 2.240.000 mètres cubes en 1952, et 2.970.000 en 1951 pour les importations et 2.040.000 mètres cubes en 1952, et 2.720.000 mètres cubes en 1951 pour les exportations.

Comme le montre le tableau 77, les exportations d'Europe et des Etats-Unis vers les autres régions ont fortement baissé. En revanche, les expéditions canadiennes, tant vers les Etats-Unis que vers des marchés plus lointains, se sont assez bien maintenues.

Le faible niveau de la demande en 1952 a provoqué une diminution de 2 pour cent de la production mondiale de sciages, ce recul ayant touché les feuillus légèrement plus que les résineux.

Malgré le récent recul du commerce et de la production mondiale des sciages, il n'y a aucune raison de penser que la tendance à long terme de la demande soit à la baisse. En effet, il est probable que les besoins mondiaux de sciages continueront à augmenter. Le recul enregistré en 1952

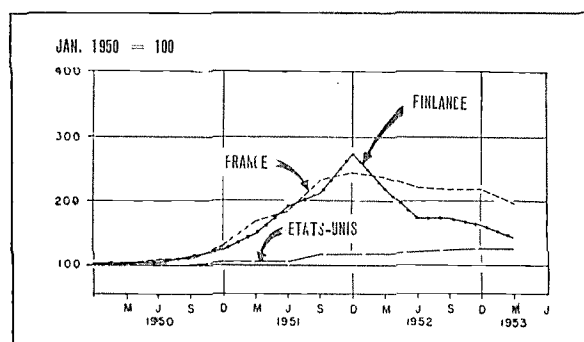
TABLEAU 78. — PRODUCTION MONDIALE DE SCIAGES ¹

RÉGIONS	Sciages résineux			Sciages feuillus		
	1950	1951	1952	1950	1951	1952
	<i>Milliers de standards</i> <i>Milliers de mètres cubes</i>					
Europe ²	8 400	8 600	7 800	8 300	8 600	8 200
Amérique du Nord et Amérique centrale	19 270	18 570	18 970	18 930	19 680	19 300
Amérique du Sud	650	820	800	1 130	1 430	1 350
Afrique	190	190	200	750	940	850
Asie	2 490	2 580	2 500	4 120	4 240	4 200
Océanie	290	340	330	1 920	2 250	2 050
TOTAL ³	31 290	31 100	30 600	35 150	37 140	35 950

¹ Comprend seulement les pays qui ont fourni des données. — ² Comprend des estimations pour les pays de l'Europe orientale qui n'ont pas fourni de données, sauf l'Allemagne orientale et l'U.R.S.S. — ³ Total des sciages (résineux et feuillus) exprimé en mètres cubes (1 standard = 4,672 mètres cubes): — 1950: 181.000; 1951: 182.000; 1952: 179.000.

peut être considéré comme un écart temporaire par rapport à la tendance générale, dû à la réaction du consommateur devant la hausse des prix. Mais si les besoins globaux paraissent augmenter, la consommation par habitant semble avoir déjà atteint son maximum dans les principales régions consommatrices de sciages, et on peut s'attendre à ce qu'elle fléchisse légèrement à l'avenir.

GRAPHIQUE 16 - PRIX DU PAPIER JOURNAL, 1950-53



NOTES : *Finlande* : Papier journal, exportation f.o.b.
France : Prix intérieur, franco sur wagon, papier journal.
Etats-Unis : Papier journal, rouleaux standard, compte tenu du fret, prix contractuel New York.

Pâte de bois et produits de pâte

En 1952, pour la première fois depuis la guerre, la demande de pâte et de papier a baissé. Ce fait était dû à l'importance relativement élevée des stocks à la fin de 1951 et à la hausse sans précédent des prix, qui a provoqué la résistance du consommateur dans les secteurs du papier, des panneaux et de la pâte. Le ralentissement de l'activité industrielle a aussi contribué à réduire la consommation des panneaux et du papier d'emballage qui sont utilisés dans presque toutes les branches de l'économie. Tandis que la demande a diminué pour de nombreux produits de pâte, elle s'est maintenue à un niveau plutôt élevé pour le papier journal durant 1952 et les premiers mois de 1953.

On constate un certain parallélisme entre la tendance de la demande et des prix de l'industrie de la pâte et du papier nord-américaine et européenne; cependant, c'est le marché européen qui a subi les fluctuations les plus violentes. D'une manière générale, le continent nord-américain suffit à ses besoins et le commerce extérieur y est marginal. La stabilité relativement plus grande du marché nord-américain de la pâte de bois a été due surtout à la forte intégration des

industries de la pâte et du papier aux Etats-Unis — ce qui réduit les tonnages de pâte mis sur le marché — et au fait que la pâte de bois sert au Canada surtout à la fabrication de papier journal dont la demande est restée assez stable.

En Europe, la plus grande partie de la production de pâte est destinée au marché. Les gros papetiers travaillent surtout avec de la pâte importée. Seuls les trois pays nordiques ont des exportations considérables de pâte, qui sont pour eux d'une importance capitale. En 1951, la demande mondiale de pâte et de produits de pâte a dépassé les disponibilités et les prix ont atteint des niveaux sans précédent. La hausse marquée des cours européens de la pâte, qui ont culminé en janvier 1952, a conduit les principaux pays européens importateurs qui sont aux prises avec de nouvelles difficultés des balances des paiements, à imposer un plafond aux prix d'importation. D'autres pays importateurs en firent autant. Cette politique a empêché de nouveaux achats, la production a diminué et les consommateurs ont commencé à tirer sur les stocks.

En Amérique du Nord, le contrôle des prix de la pâte a mis obstacle à leur fluctuation et le marché est resté assez stable. En Europe, par contre, l'espoir de voir se stabiliser rapidement les prix, après une contraction des achats et des stocks, ne s'est pas concrétisé. Le ralentissement de l'essor industriel a causé des difficultés à l'industrie du papier et des panneaux et a provoqué un fléchissement de la demande. On n'a enregistré aucun indice de stabilisation des prix avant le dernier trimestre de 1952. On admettait généralement à ce moment-là qu'ils se situaient bien au-dessous du coût de production, dont beaucoup d'éléments

TABEAU 79. — PRODUCTION MONDIALE DE PÂTE DE BOIS

RÉGIONS	1950	1951	1952
..... Milliers de tonnes			
Europe	9 916	10 679	9 714
Finlande, Norvège, Suède	(6 087)	(6 639)	(5 806)
U.R.S.S.	¹ 1 600	¹ 1 800	¹ 2 000
Etats-Unis.	13 471	14 964	14 900
Canada	7 462	8 152	7 970
Amérique latine	180	184	¹ 200
Asie (non compris la Chine).	724	1 012	¹ 1 170
Afrique	33	35	¹ 35
Océanie	154	154	¹ 165
TOTAL MONDIAL . .	33 500	37 000	36 200

¹ Estimations.

sont temporairement fixés, par exemple, les prix du bois rond, ou rigides, comme les salaires. C'est pourquoi, au cours du second semestre de 1952, les principaux pays européens exportateurs de pâte ont volontairement réduit leur production qui s'arrêta d'une manière générale à un niveau assez bas pendant le premier trimestre de 1953, bien que la demande ait commencé à se renforcer.

TABLEAU 80. — COMMERCE MONDIAL
DE LA PÂTE DE BOIS

RÉGIONS	1950	1951	1952
..... Milliers de tonnes			
<i>Exportations</i>			
Europe	3 970	4 044	3 251
Canada	1 662	2 021	1 751
TOTAL MONDIAL . .	5 720	6 250	5 200
<i>Importations</i>			
Europe	3 090	3 468	2 885
Etats-Unis.	2 164	2 145	1 755
Amérique latine . . .	317	329	1 280
TOTAL MONDIAL . .	5 730	6 170	5 090

¹ Estimations.

La production mondiale de la pâte (y compris la production estimée de l'U.R.S.S.) a atteint le chiffre de 37.000.000 de tonnes en 1951 ; en 1952, elle a fléchi légèrement, particulièrement dans les pays scandinaves. Les importations ont également diminué de 1.000.000 de tonnes par rapport à 1951 (tableau 80), les baisses les plus importantes ayant été enregistrées en Europe et aux Etats-Unis. La contraction du commerce d'exportation a surtout touché la Finlande, la Norvège et la Suède, dont les exportations ont diminué d'environ 20 pour cent. Les exportations canadiennes ont également fléchi. Tant les exportations que les importations de pâte de bois ont baissé d'environ 1.000.000 de tonnes, tombant à un niveau inférieur de 500.000 tonnes à celui de 1950. Les efforts qui ont été faits depuis la guerre dans toutes les régions pour développer la production de pâte de bois ont accru leur autarcie à l'égard de ce produit. De même que les progrès de l'intégration ont diminué l'importance relative du marché de la pâte sur le plan national, de même la nécessité pour chaque pays de s'assurer cette matière première essentielle a fait diminuer, sur le plan international, l'importance du commerce de la pâte par rapport à sa production mondiale. Sauf quelques exceptions

importantes, les importations de pâte perdent progressivement leur importance pour nombre de pays. Aussi, les pays dont l'économie dépend de leurs exportations de pâte sont devenus plus sensibles aux fluctuations de la demande mondiale.

Alors que le commerce et la production mondiale de la pâte de bois marquaient ainsi un net recul en 1952, ceux du papier journal augmentaient. La production mondiale qui avait été de 8.900.000 tonnes en 1951 s'accrut de 300.000 tonnes en 1952 ; les exportations qui avaient été de 4.600.000 tonnes en 1951 augmentèrent de 200.000 tonnes. Par suite de ces gains, le rythme paraissant rester assez stable, les stocks de papier journal atteignirent dans beaucoup de pays et certaines régions, notamment en Amérique du Nord, un niveau record pour l'après-guerre. Pour la première fois depuis plusieurs années les disponibilités de papier journal ont suffi, en 1952, à satisfaire la demande effective.

La production et le commerce des autres sortes de papier et de panneaux, notamment des papiers d'emballage, ont fléchi. La production et le commerce des panneaux de fibre de construction, qui avaient augmenté de façon continue depuis la fin de la guerre, ont baissé pour la première fois en 1952. Le recul a été moins violent en Amérique du Nord qu'en Europe. La production mondiale de panneaux de fibre est tombée de 2.750.000 tonnes en 1951 à 2.210.000 tonnes en 1952, la production d'Amérique du Nord restant inchangée, avec environ 1.400.000 tonnes. Dans les autres régions, et notamment en Europe, qui dépend davantage du commerce international, la production a fléchi de 860.000 tonnes en 1951 à 690.000 en 1952.

En 1952, on vit réapparaître la semaine de travail réduite dans certains pays et une fermeture partielle des usines. Les événements semblaient indiquer que la pénurie de pâte et de papier que l'on avait enregistrée dans le monde entier pendant plusieurs années, et qui était considérée comme durable, n'était en réalité qu'un phénomène temporaire et que les appréhensions que l'on avait conçues étaient injustifiées. Mais c'était ne considérer là qu'un avenir assez rapproché. Il est plus exact de voir dans l'évolution de 1951/52 une conséquence inévitable de la hausse de prix provoquée par la guerre de Corée et du ralentissement de l'essor industriel. Si l'on considère l'avenir à long terme, divers facteurs laissent entrevoir un renforcement continu de la demande de pâte de bois et des produits de pâte ; par exemple, le développement de l'industrialisation, le

recul progressif de l'analphabétisme, l'accroissement général de la population, du revenu réel et des normes de consommation. Même dans certaines régions de l'Europe, la consommation par habitant reste inférieure au niveau d'avant-guerre. Aux Etats-Unis, on prévoit généralement que la consommation continuera à augmenter, bien qu'à un rythme moins rapide que ces dernières années ; pour toutes ces raisons, la contraction de la demande mondiale de la pâte et du papier peut être considérée comme un phénomène passager et un écart temporaire par rapport à la tendance à long terme qui est à l'accroissement.

ENGRAIS

La tendance à développer l'usage des engrais a persisté en 1952/53 dans le monde entier. Elle est particulièrement marquée dans les pays où l'usage des engrais commerciaux était relativement peu répandu jusqu'ici. L'emploi des engrais artificiels ou naturels, en vue d'intensifier rapidement le rendement des cultures alimentaires, suscite souvent un intérêt croissant chez les autorités gouvernementales.

Les statistiques de la production et de la consommation des engrais en 1952/53 sont encore incomplètes, de sorte qu'on ne peut donner de chiffres globaux. On peut néanmoins considérer comme suffisamment approchées les valeurs en pourcentage données ci-dessous, tirées de données s'appliquant à la plupart des pays de grande production et de grande consommation. La production mondiale d'azote (N), d'acide phosphorique (P_2O_5) et de potasse (K_2O) accuse en 1952/53 une augmentation de 9 pour cent par rapport à celle de la campagne précédente. Pour l'azote (N), on estime cette augmentation à 9 pour cent. La plus forte augmentation a été enregistrée en Amérique du Nord (14 pour cent).

La production d'engrais azotés dans les champs pétrolifères du Proche-Orient, par l'utilisation des gaz naturels et des gaz résiduels des raffineries en tant que source d'énergie (et de soufre) suscite un vif intérêt, mais jusqu'ici aucune usine n'a encore été créée dans cette région. La production mondiale d'acide phosphorique a accusé en 1952/53 une augmentation d'environ 5 pour cent, ce qui montre une certaine atténuation de la pénurie aiguë de soufre qui était à l'origine des restrictions apportées l'année précédente à la production de superphosphates. On a équipé certaines usines d'acides pour qu'elles puissent remplacer le soufre natif par les pyrites et l'on a con-

tinué à mettre au point des procédés permettant de fabriquer les engrais phosphatés sans employer de soufre. On estime que la production mondiale de potasse a augmenté de plus de 10 pour cent en 1952/53 par rapport à 1951/52.

Quant à la consommation d'éléments nutritifs des végétaux sous forme d'engrais commerciaux, on estime qu'elle a augmenté, par rapport à la campagne précédente, d'environ 10 pour cent. C'est l'azote qui accuse l'accroissement global le plus élevé, avec environ 14 pour cent ; il est suivi de la potasse et de l'acide phosphorique (9 et 8 pour cent respectivement). L'ordre de grandeur de cette augmentation est, bien entendu, très variable selon les pays ; il est relativement élevé dans certains des pays dont le développement est encore récent, mais les pays très évolués, qui pratiquent l'agriculture depuis longtemps et d'une manière relativement intensive, accusent eux aussi une augmentation notable. C'est ainsi que la consommation d'azote a augmenté de 16 pour cent aux Etats-Unis et de 15 pour cent au Royaume-Uni.

Les perspectives immédiates autorisent à supposer que la consommation de tous les éléments nutritifs de végétaux continuera à croître dans des proportions très voisines de celles des dernières années, et que la production augmentera, du moins pendant quelques années encore, à une allure suffisante pour faire face à une demande accrue.

PRODUITS ANTIPARASITAIRES

En 1952, la situation des disponibilités était satisfaisante en ce qui concerne presque tous les produits antiparasitaires. Seul a fait exception le soufre, rare depuis un certain nombre d'années déjà.

L'emploi des produits antiparasitaires augmente d'année en année, de sorte que la production ne pourra suivre la demande que si les consommateurs font connaître leurs besoins assez tôt pour laisser suffisamment de temps pour la fabrication, les mélanges et l'expédition. En 1952, la demande a été satisfaite, surtout grâce au bon accueil trouvé par les produits récemment mis au point, qui, après avoir dépassé le stade expérimental, ont été utilisés tantôt pour remplacer et tantôt pour compléter les produits déjà connus.

L'essor de l'industrie des produits chimiques servant à la fabrication des antiparasitaires et la levée des restrictions frappant certaines substances nouvelles dans les principaux pays producteurs,

comme les Etats-Unis, témoignent que l'offre est, en général, à la mesure de la demande. Il y a toutefois intérêt, surtout en ce qui concerne les pays éloignés des centres de production, à passer des commandes à l'avance afin d'éviter des pénuries.

MACHINES AGRICOLES

En 1952, la production et les exportations mondiales de tracteurs ont été très au-dessous du niveau exceptionnel de 1951. La baisse de la production aux Etats-Unis et au Royaume-Uni a plus que neutralisé l'augmentation enregistrée dans certains pays d'Europe. Le nombre de tracteurs utilisés en agriculture a toutefois continué à augmenter dans toutes les régions, y compris les pays insuffisamment développés au point de vue économique ; le rythme de cette augmentation a cependant été plus lent qu'en 1951.

Production et exportation de tracteurs

En 1952, la production de tracteurs aux Etats-Unis (voir tableau 81) a été de 23 pour cent au-dessous de celle de 1951. Cette baisse est due en partie à la pénurie passagère d'acier provoquée par la grève des aciéries. Les exportations, absorbées pour la plupart par le Canada et l'Amérique latine, ont accusé une diminution plus forte encore, tombant de 104.165 unités en 1951 à 72.881 en 1952.

TABLEAU 81. — PRODUCTION DE TRACTEURS PAR PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS

PAYS	1949	1951	1952
..... Milliers d'unités			
Etats-Unis.	600,1	570,8	437,8
Royaume-Uni	90,4	140,2	124,3
Allemagne occidentale.	26,9	89,1	105,0
France	20,8	19,9	29,7
TOTAL.	738,2	820,0	696,8

Au Royaume-Uni, la production de tracteurs en 1952 a été d'environ 11 pour cent moindre que l'année précédente. Toutefois, les exportations ont diminué de 7 pour cent seulement par rapport aux chiffres de 1951, grâce à la priorité dont a continué à bénéficier la production destinée à l'exportation. Près de 85 pour cent de la production totale ont été exportés, principalement vers l'Europe et l'Océanie.

En Allemagne occidentale, la construction des tracteurs a poursuivi en 1952 la courbe ascendante observée depuis la fin de la guerre ; leur production a battu un nouveau record, dépassant de 17 pour cent le niveau de l'année précédente. Les exportations ont augmenté plus fortement encore (21 pour cent de plus qu'en 1951). Les exportations allemandes ont été absorbées en grosses quantités par divers pays d'Europe, par l'Argentine et par la Turquie.

La production française de tracteurs en 1952 a dépassé d'environ 50 pour cent celle de 1951 et a battu le record de 1949. Environ 14 pour cent de cette production ont été exportés, pour la plupart vers d'autres pays d'Europe et vers les territoires français d'Afrique. L'Italie a continué à développer son commerce extérieur ; elle a exporté environ 2.700 tracteurs en 1952, ses principaux débouchés étant l'Europe et l'Amérique latine. Les exportations canadiennes se sont élevées à près de 6.150 tracteurs, vendus en majeure partie aux Etats-Unis et, en un nombre moindre, à l'Amérique latine. Un petit nombre de tracteurs ont été exportés aussi par la Suède, la Tchécoslovaquie, l'Autriche et les Pays-Bas.

Mécanisation de l'agriculture dans les régions en voie de développement

Le nombre des tracteurs importés dans les régions insuffisamment développées a accusé une baisse marquée par rapport à 1951 ; il a été en effet inférieur de 50.000 unités aux chiffres record de l'année précédente.

L'Amérique latine a poursuivi à un rythme assez rapide son effort de mécanisation qui se répartit de manière assez égale dans l'ensemble de la région, bien que les importations (27.000 unités) aient été sensiblement moindres que l'année précédente. Les principaux pays importateurs ont été l'Argentine (8.000), le Brésil (7.000) et le Mexique (5.000). A la fin de 1952, on évaluait le nombre de tracteurs en service en Amérique latine à 170.000 unités. Plusieurs pays enregistrent des progrès notables en ce qui concerne la formation professionnelle de conducteurs et de mécaniciens ; la plupart ont créé des stations de machines agricoles où les petits cultivateurs peuvent s'initier à l'emploi de ce matériel.

En Extrême-Orient, le nombre de tracteurs n'a que très légèrement augmenté pendant l'année considérée, où les importations n'ont guère dépassé le tiers de 1951. A l'encontre de l'Amérique latine, où les tracteurs appartiennent, dans la

TABLEAU 82. — EXPORTATIONS DE TRACTEURS EN 1952

RÉGIONS DESTINATAIRES	Pays de provenance				Importations totales par région
	Etats-Unis	Royaume-Uni	Allemagne occidentale	France	
Europe	2 778	49 218	13 784	1 679	67 459
Amérique du Nord	37 667	8 644	82	—	46 393
Amérique latine	19 787	3 338	4 012	349	27 486
Extrême-Orient	1 239	1 385	253	153	3 030
Proche-Orient	1 340	8 462	4 222	146	14 170
Afrique	4 018	6 567	1 093	1 090	12 768
Océanie	3 363	20 060	141	—	23 564
Inconnues	2 689	7 268	3 051	829	13 837
TOTAL	72 881	104 942	26 638	4 246	208 707

1 Importations mondiales en 1952 : 220.190 unités.

phupart des cas, aux particuliers et servent essentiellement aux travaux agricoles proprement dits, en Extrême-Orient, c'est surtout l'Etat qui importe et utilise une grande partie de ce matériel, pour l'employer avant tout à des travaux de mise en valeur ou de défrichement, ainsi qu'aux premiers labours avant de mettre la terre ainsi préparée à la disposition de petits cultivateurs. Les tracteurs sont détenus par des organismes centraux qui en assurent la conduite, l'entretien et la réparation. De manière générale, les difficultés techniques et économiques qui font obstacle en Extrême-Orient à l'emploi de l'outillage mécanique pour les travaux agricoles sont considérables; aussi faut-il s'attacher davantage, dans cette région, au perfectionnement et à l'utilisation rationnelle du matériel à traction animale et de l'outillage à main.

On observe un fort accroissement du parc de tracteurs dans le Proche-Orient, dont les importations ont dépassé d'environ 50 pour cent le niveau de 1951. Il faut l'attribuer surtout au pro-

gramme de mécanisation mis en œuvre par la Turquie, qui a absorbé près de 90 pour cent des importations de la région. En Afrique, au contraire, l'augmentation enregistrée au cours de l'année étudiée a été minime; ses importations ont à peine dépassé la moitié de celles de 1951.

En conclusion, l'année 1952 est marquée par un certain progrès dans la mise en place des installations techniques et dans la formation du personnel indispensable à la mécanisation bien comprise de l'agriculture. Dans ce domaine, la FAO a rendu de grands services à certains pays de l'Extrême-Orient, entre autres, à l'Inde, au Pakistan, à Ceylan; elle a également fait œuvre utile dans le Proche-Orient. Son aide a consisté notamment à créer des services chargés d'assurer sur place le plein emploi des machines, à organiser convenablement le travail d'atelier, à perfectionner le petit outillage agricole indigène et enfin à former des techniciens pour toutes ces branches d'activité.

TABLEAU 83. — NOMBRE DE TRACTEURS AGRICOLES EN SERVICE

RÉGIONS	1949	1950	1951	1952
	<i>Milliers d'unités</i>			
Europe ¹	880	990	1 120	1 230
Amérique du Nord	3 919	4 174	4 276	4 375
Amérique latine	98	123	153	169
Extrême-Orient ²	13	20	26	30
Proche-Orient	15	22	38	50
Afrique	73	88	106	112
Océanie	124	142	170	193
TOTAL	5 122	5 559	5 889	6 159

¹ Non compris l'U.R.S.S.

² Y compris les tracteurs en service seulement dans les stations de l'Etat en Chine.

ANNEXE

Note sur les nombres-indices de la production agricole

La présente série de nombres-indices du volume de la production agricole reprend et élargit celle que contenait le rapport *Alimentation et Agriculture : Conditions actuelles et perspectives 1952*. Disposant de statistiques meilleures et plus complètes, on a pu inclure dans l'indice des produits plus nombreux et se rapprocher davantage du concept de production « nette ».

Les produits nouvellement inclus sont les suivants : fruits, légumes, tous produits laitiers (en équivalent de lait), volaille et œufs. Les groupes de produits pris en ligne de compte sont les suivants : céréales, racines féculentes, sucre, légumineuses, oléagineux, noix, fruits, légumes, vin, bétail et produits animaux, fibres, caoutchouc, cacao, café et thé, et tabac¹. La série d'indices englobe donc les principales denrées alimentaires et agricoles, exception faite des produits des pêches et des forêts. Les indices ont toujours été établis sur la base de la production à la ferme, sauf en ce qui concerne la production animale (les produits étant alors pris en compte en termes de viande et de matières grasses, et non sur la base du poids carcasse), l'huile, le vin et le sucre.

Pour éviter un double comptage, tous les produits végétaux donnés au bétail ont été défalqués, qu'ils soient d'origine nationale ou importés. Sont également déduites les quantités de céréales et de pommes de terre utilisées comme semences.

¹ Sauf pour l'U.R.S.S., dont les indices ne comprennent pas certains produits (fruits, noix, vin, légumes et tabac) et groupes de produits ; sauf également les pays d'Europe orientale, qui excluent œufs et légumes.

Enfin, on a tenu compte des quantités de lait écrémé données au bétail. On n'a pu procéder à ces déductions pour l'Afrique, faute de renseignements. En ce qui concerne l'Europe septentrionale et méridionale, on a également déduit les aliments préparés du bétail, tels que tourteaux et issues, d'origine nationale ou importés. On n'avait pas procédé à de telles déductions en établissant la série des nombres-indices de 1952.

Le système de pondération, la période de référence et la formule mathématique sont, pour l'essentiel, inchangés par rapport à 1952. Le système de pondération repose sur les prix relatifs par rapport au blé durant la période 1934-38. Le plus souvent, les coefficients dont sont affectés les produits sont dérivés des prix mondiaux. Pour nombre de produits, ceux-ci sont les prix moyens dans les pays exportateurs ajustés aux moyennes pondérées des prix intérieurs dans les principaux pays producteurs. Lorsqu'il s'agissait de produits qui n'entrent pas en grande quantité dans les échanges internationaux ou que les exportations se composent principalement de variétés spéciales, on s'est servi des moyennes pondérées des prix intérieurs dans les principaux pays producteurs. En calculant le prix de chaque produit en francs-or par tonne, on obtient automatiquement son prix par rapport au blé, qui, pendant la période de référence, valait 100 francs-or la tonne.

La FAO utilise en général comme période de référence les cinq années 1934-38. Tous les indices publiés en 1952 avaient été calculés sur cette base. Cette année, on a fait exception pour certains pays, car la période 1934-38 y avait été caractérisée par des conditions anormales. Les principales exceptions sont l'Espagne (1931-35) ; l'Australie (1936-39) ; le Canada, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis (1935-39).

AGRICULTURE :- FORÊTS :- NUTRITION :- PÊCHES

CONSERVATION DU SOL ET RÉFORME AGRAIRE

CONSERVATION DU SOL : ÉTUDE INTERNATIONALE. 1948, 220 p., 96 illustrations, cartes, graphiques et liste de références (F A E). \$2.00 : 10s.

On a dit de cet ouvrage qu'il constitue la meilleure étude publiée sur la question.

COMMUNAL LAND TENURE. 1953, vi + 58 p. (A E). \$0.50 : 2s. 6d.
L'auteur de ce rapport, Sir Gerald Clauson, K.C.M.G., a occupé jusqu'à ces derniers temps un poste important au Colonial Office à Londres. Ce document fait partie de la série d'études sur le régime foncier et les problèmes connexes que publie la FAO dans le cadre de son programme sur la réforme agraire.

CADASTRAL SURVEYS AND RECORDS IN RIGHTS IN LAND. 1953, vi + 68 p. (A E). \$0.50 : 2s. 6d.

L'auteur de ce rapport, Sir Bernard Binns, K.B.E., a dirigé pendant cinq ans le Department of Settlements and Land Records de Birmanie : il a été aussi, pendant deux ans, en qualité de Commissaire financier, chargé de toute l'administration de l'enregistrement de la propriété foncière dont le Land Records Department faisait partie intégrante.

SOIL SURVEYS FOR LAND DEVELOPMENT. 1953, xii + 110 p. (A). \$1.00 : 5s.

Résumé des méthodes de classification des sols et de cartographie suffisant pour permettre une estimation exacte du matériel nécessaire et du prix de revient des travaux. Cartes en couleur. Excellente bibliographie.

LAND CLASSIFICATION FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT, novembre 1952, iv + 38 p. (A E). \$0.50 : 2s. 6d.

Breve description de plusieurs types de classification des terres qui sont nécessaires comme base du développement agricole national.

ENQUÊTES SUR LA GESTION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES EN VUE DE L'AMÉLIORATION DE L'AGRICULTURE, 1952, vi + 42 p. (F A E). \$0.50 : 2s. 6d.

Étude principalement destinée à ceux qui, sans être des spécialistes, s'intéressent à l'amélioration de l'agriculture.

CRÉDIT ET COOPÉRATIVES

USE OF THE REVOLVING CAPITAL PLAN BY CO-OPERATIVE ASSOCIATIONS, 1951, iv + 12 p. (A). \$0.25 : 1s. 3d.

Breve étude sur ce mode de financement des coopératives, avec des renseignements pratiques sur son utilisation au Canada et aux Etats-Unis.

CRÉDIT AGRICOLE POUR LES PETITS EXPLOITANTS, 1952, ii + 33 p. (F A E). \$0.25 : 1s. 3d.

Cette étude, qui concerne essentiellement les questions pratiques et administratives, se fonde sur l'expérience personnelle acquise par l'auteur en Birmanie, de 1937 à 1945.

COMMUNITY ORGANIZATION FOR IRRIGATION IN THE UNITED STATES, octobre 1952, iv + 40 p. (A E). \$0.50 : 2s. 6d.

La réussite des projets d'irrigation dépend en grande partie des organisations créées à cet effet par les utilisateurs. Ce bref rapport est consacré à l'étude des diverses formes d'organisation mises sur pied dans les états de l'ouest des Etats-Unis.

UTILISATION DES TERRES

L'UTILISATION DES TERRES DANS LES RÉGIONS TROPICALES, 1952, vi + 12 p. (F A E). \$0.25 : 1s. 3d.

Rapport de la conférence régionale de la FAO tenue à Nuwara Eliya (Ceylan) du 17 au 29 septembre 1951.

L'AMÉNAGEMENT DES EAUX DE SURFACE DANS LES RÉGIONS ARIDES, 1952, vi + 50 p. (F A). \$0.50 : 2s. 6d.

Aperçu des procédés d'utilisation du débit naturel sans stockage d'eau, au moyen de dispositifs de drainage retardant le ruissellement, et par stockage des eaux de crue.

RÉCOLTES ET AMÉLIORATION DU SOL

LEGUMES IN AGRICULTURE, 1953, xvi + 366 p. (A). \$3.00 : 15s.

Au même titre que les trois autres ouvrages publiés par la FAO (*Conservation du sol*, *Utilisation rationnelle des engrais* et *Improving the world's grasslands*), cette monographie est le résultat des travaux de recherche patronnés par la FAO.

MANUEL DU SÉLECTIONNEUR DE CÉRÉALES, 1953, viii + 42 p. (F A). \$1.25 : 6s. 3d.

Ce petit manuel, du professeur J. B. Harrington, de l'université de Saskatchewan (Canada), traite de la réalisation pratique d'un programme de sélection des plantes portant sur le blé, le riz et autres céréales, à l'exclusion du maïs.

ÉLEVAGE

ZEBU CATTLE OF INDIA AND PAKISTAN, 1953, viii + 256 p. (A E). \$3.00 : 15s.

Ce manuel contient des renseignements sur toutes les espèces qui ont paru susceptibles d'intéresser les éleveurs dans les pays autres que l'Inde et le Pakistan, et où l'on pourrait utiliser avec profit le cheptel zébu dans les programmes de développement.

PÂTE ET PAPIER

RAW MATERIALS FOR MORE PAPER, Pulping Processes and Procedures Recommended for Testing, 1953, xii + 172 p. (A). \$2.00 : 10s.

Cette publication rend compte des conclusions formulées par une trentaine de spécialistes éminents de la pâte et du papier qui ont participé à Rome, en décembre 1952, à une réunion organisée par la FAO en vue d'étudier les possibilités techniques de fabriquer de la pâte et du papier à partir de bois tropicaux et subtropicaux et de déchets agricoles, et d'estimer le coût relatif de cette fabrication. Un certain nombre de spécialistes de la pâte et du papier, de renommée mondiale, y expriment une communauté de vues sur de nombreuses questions très discutées jusqu'ici.

TRACTEURS

RÉPERTOIRE GÉNÉRAL DES TRACTEURS A ROUES ET A CHENILLES CONSTRUITS DANS LE MONDE, 1951, 365 p. Miméographié. \$2.00 : 10s.

Publié pour la première fois en mars 1951, ce répertoire par lequel la FAO s'efforçait de venir en aide aux forestiers du monde entier a suscité un tel intérêt de la part des fabricants, importateurs et exportateurs, aussi bien que de celle des acheteurs de matériel forestier, qu'il a été mis en vente à un prix modique. Il contient les adresses des constructeurs, les caractéristiques des tracteurs, exposées sous forme de tableaux, et des observations sur l'équipement se montant ou se fixant sur les tracteurs. Une nouvelle édition de ce répertoire doit paraître au début de 1954.

NUTRITION

MAIZE AND MAIZE DIETS, A NUTRITIONAL SURVEY, 1953, iv + 96 p., illustré. \$1.00 : 5s.

La question est envisagée sous divers angles : teneur du maïs en éléments nutritifs ; modification de la valeur nutritive de la céréale à la suite de la préparation qu'elle subit, en usine ou au foyer : rapports entre sa consommation et la pellagre. On discute également les moyens propres à améliorer les régimes à base de maïs.

PÊCHES

NORMES COMMERCIALES DES PRODUITS DES PÊCHES, Digeste de lois et règlements en vigueur, 1953, vi + 164 p. (F A E). \$2.00 : 10s.

Un rapport provisoire contenant des renseignements détaillés fournis par quinze pays et deux organisations internationales avait été préparé en anglais en 1950 sous forme ronéotypée, adressé aux Etats Membres pour observations, et soumis à la sixième session de la Conférence de la FAO, en 1951. Des renseignements supplémentaires obtenus en 1952, comprenant ceux fournis par neuf autres Etats Membres, ont été inclus dans ce rapport provisoire pour composer la présente publication.

QUELQUES PUBLICATIONS RÉCENTES DE LA FAO

LA FAO PUBLIE LES PÉRIODIQUES SUIVANTS :

1. RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES PÊCHES MONDIALES
2. BULLETIN DES PÊCHES DE LA FAO
3. UNASYLVA (Revue trimestrielle des forêts)
4. BULLETIN MENSUEL - ÉCONOMIE ET STATISTIQUE AGRICOLES
5. BULLETIN PHYTOSANITAIRE
6. RECUEIL DE LÉGISLATION - ALIMENTATION ET AGRICULTURE

Des spécimens seront envoyés sur demande au

Service des documents de la FAO

Viale delle Terme di Caracalla

Rome (Italie)

AGENTS DE VENTE DES PUBLICATIONS DE LA FAO

Allemagne : Paul Parey, Lindenstrasse 44-47, Berlin, S. W. 68 ; **Argentine** : Editorial Sudamericana, S.A., Alsina 500, Buenos Aires ; **Australie** : H. A. Goddard Pty. Ltd., 255a, George Street, Sydney ; **Autriche** : Wilhelm Frick Verlag, Graben 27, Vienne 1 ; **Belgique** : Agence et Messageries de la Presse, 14-22 rue du Persil, Bruxelles ; **Brésil** : Livraria Agir, rua Mexico 98-B, Rio de Janeiro ; **Canada** : The Ryerson Press, 299 Queen Street West, Toronto 2, Ontario ; Periodica, 4234 de la Roche, Montréal 34 ; **Chypre** : Marcos E. Constantinides, P. O. Box 473, Nicosie ; **Colombie** : « Agricultura Tropical », Avenida Jiménez N° 8-74, Bogotá ; **Costa Rica** : Trejos Hermanos, Apartado 1313, San José ; **Cuba** : René de Smedt, La Casa Belga, O'Reilly 455, La Havane ; **Danemark** : Ejnar Munksgaard, Norregade 6, Copenhague K ; **Egypte** : Librairie de la Renaissance d'Egypte, 9 Sh. Adly Pacha, Le Caire ; **Espagne** : Aguilar S. A. Ediciones, Juan Bravo 38, Madrid ; José Bosch Librero, Ronda Universidad 11, Barcelone ; Salvat Editores, S. A., 41-49, Calle Mallorca, Barcelone ; **Etats-Unis d'Amérique** : Columbia University Press, International Documents Service, 2960 Broadway, New York 27, N. Y. ; **Finlande** : Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki ; **France** : Les Editions A. Pedone, 13 rue Soufflot, Paris (5^e) ; **Grèce** : « Eleftheroudakis », Constitution Square, Athènes ; **Guatemala** : Goubaud y Cia., 5a Ave. Sur No. 28, Guatemala ; **Haïti** : Max Bouchereau, Librairie « A la Caravelle », B. P. 111 B, Port-au-Prince ; **Inde** : The Oxford Book and Stationery Co., Scindia House, New Delhi ; The Mall, Simla ; 17 Park Street, Calcutta ; Messrs. Higginbothams, Mount Road, P. O. Box 311, Madras ; Kitab Mahal, Publishers, 235 Hornby Road, Bombay ; **Irlande** : The Controller, Stationery Office, Dublin ; **Islande** : Halldor Jonsson, Mjostaeti 2, Reykjavik ; Jonsson & Juliusson, Garðastræti 2, Reykjavik ; **Israël** : Blumstein's Bookstore Ltd., P. O. Box 4154, Tel Aviv ; **Italie** : Libreria Internazionale Ulrico Hoepli, Galleria, Piazza Colonna, Roma ; Libreria Internazionale Dr. Romano Romani, 16 via Meravigli, Milano ; **Japon** : Maruzen Company Ltd., Tori-Nichome 6, Nishi-bashi, Tokyo ; **Liban** : Librairie Universelle, avenue des Français, Beirouth ; **Mexique** : Manuel Gómez Pezuela e Hijo, Donceles 12, Mexico, D. F. ; **Norvège** : Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Auguststg. 7A, Oslo ; **Nouvelle-Zélande** : Whitcombe & Tombs Ltd., Auckland, Wellington, Hamilton, Christchurch, Dunedin, Invercargill et Timaru ; **Pakistan occidental** : Ferozsons, 60 The Mall, Lahore ; Variawa Building, McLeod Road, Karachi ; 35 The Mall, Peshawar ; **Pakistan oriental** : Farcos Publications, P. O. Box 13, Ramna, Dacca ; **Pays-Bas** : N. V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, La Haye ; **Pérou** : Libreria Internacional del Perú, S. A., Casilla 1417, Lima ; **Philippines** : D. P. Perez Company, 132 Riverside, San Juan, Rizal ; **Portugal** : Livraria Bertrand, S. A. R. L., rua Garrett 73, Lisbonne ; **Royaume-Uni** : H. M. Stationery Office, P. O. Box 569, Londres, S. E. 1 ; **Salvador** : Manuel Navas y Cia., 1^a Avenida Sur 35, San Salvador ; **Suède** : C. E. Fritze, Fredsgatan 2, Stockholm 16 ; Gumperts AB, Göteborg ; Henrik Lindstahls Bokhandel, Odengatan 22, Stockholm ; **Suisse** : Librairie Payot, S. A., Lausanne et Genève ; Hans Raunhardt, Kirchgasse 7, Zurich 1 ; **Syrie** : Librairie Universelle, avenue Fouad 1^{er}, B. P. 336, Damas ; **Taiwan** : The World Book Company Ltd., 99 Chungking Road, Section 1, Taïpéi ; **Thaïlande** : S'adresser au Bureau régional de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Maliwan Mansion, Bangkok ; **Turquie** : Librairie Hachette, 469, Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul ; **Union Sud-Africaine** : Van Schaik's Book Store Pty. Ltd., P. O. Box 724, Pretoria ; **Uruguay** : Hector D'Elia, Oficina de Representación de Editoriales, 18 de Julio, 1333, Montevideo ; **Venezuela** : Suma S. A., Sabana Grande 102, El Recreo, Caracas ; **Yougoslavie** : Drzavno Preduzece, Jugoslovenska Knjiga, Belgrade. **Autres pays** : Les commandes ou les demandes de renseignements émanant de pays pour lesquels des agents de vente n'ont pas encore été désignés peuvent être adressées à : Service de vente des documents, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Viale delle Terme di Caracalla, Rome (Italie).

Le prix des publications de la FAO est indiqué en dollars des Etats-Unis ; le paiement peut être effectué aux agents de vente en monnaie locale.

Prix \$1,00 ou 5/-

Imprimé en Italie

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE - 1953

II - Perspectives à moyen terme



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
ROME (ITALIE)

MARS 1954

SITUATION ALIMENTAIRE MONDIALE ET ÉCONOMIE ET STATISTIQUE AGRICOLES

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE, 1953

Première partie : Conditions actuelles et perspectives \$1.00 ; 5s.
Deuxième partie : Perspectives à moyen terme \$1.00 ; 5s.

Depuis 1946, la FAO publie annuellement une étude sur la production et consommation dans les secteurs suivants: cultures alimentaires, fourrages, fibres, produits de la pêche et produits forestiers; on peut ainsi juger dans quelle mesure les Etats Membres se sont rapprochés des objectifs de l'Organisation. L'édition de 1953 a été divisée en deux parties: la première partie se compose d'une analyse de la situation dans chaque région, suivie d'un examen de chaque produit séparément; la deuxième partie indique les perspectives à moyen terme, basées sur les plans et les programmes gouvernementaux tels qu'ils ont été soumis à la FAO.

DEUXIÈME ENQUÊTE MONDIALE SUR L'ALIMENTATION, 1952

\$0,50 ; 2s. 6d.

Il s'agit d'une vaste étude statistique qui montre le niveau actuel de l'alimentation mondiale, en souligne l'insuffisance et indique, comme terme de comparaison, les objectifs de consommation alimentaire qu'il conviendrait d'atteindre en 1960. Dans l'introduction, M. Norris E. Dodd, Directeur général de la FAO, s'exprime ainsi: « Les derniers renseignements n'autorisent aucun relâchement des efforts. Cinq ans après la fin des hostilités, la ration alimentaire individuelle, dans une grande partie du monde, était encore inférieure à son niveau d'avant-guerre. Le nombre des individus ayant une ration insuffisante a sensiblement augmenté. Il est vrai que la production mondiale s'est développée depuis la fin de la guerre, mais le redressement s'est opéré en grande partie à partir de la situation critique née des dévastations et de la désorganisation causées par la guerre... La situation révélée par l'enquête pose de redoutables problèmes... ».

THE FARM AND THE CITY

par Lawrence Witt et Mordecai Ezekiel, 1953 \$1,00 ; 5s.

D'observations effectuées dans le monde entier, il ressort que « les revenus des populations rurales et urbaines sont interdépendants. Que l'un quelconque des groupes soit touché par une crise, et l'effet s'en étendra aux autres groupes et au pays tout entier; sur le plan mondial, de même, on constate une interdépendance analogue entre les économies nationales ».

Vérité d'évidence, dira-t-on, et cependant, ainsi que le font observer les auteurs, « les individus comme les gouvernements semblent bien souvent l'oublier dans leur ligne de conduite quotidienne ». Les nombreux graphiques et les divers renseignements fournis par tous les pays du monde contribuent à animer et à étayer la démonstration des points de vue présentés.

BULLETIN MENSUEL - ÉCONOMIE ET STATISTIQUE AGRICOLES

Le numéro \$0.50 ; 2s. 6d.
Abonnement annuel \$5,00 ; 25s.

Paraissant vers le 25 de chaque mois, ce bulletin contient des statistiques agricoles basées sur les renseignements reçus jusqu'au 25 du mois précédent. Chaque numéro présente un ou deux articles sur les sujets d'actualité dans le domaine de l'économie agricole; en outre, une importante section y est réservée à des notes sur les produits. Des spécimens seront envoyés sur demande adressée au Service des Documents, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, Rome. (En anglais, français et espagnol.)

Annuaire de

STATISTIQUES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES, 1953

I - PRODUCTION ; II - COMMERCE

Le volume : \$3,50 ; 17s. 6d.

Cet annuaire (en deux volumes) prolonge la série statistique publiée par l'Institut international d'agriculture depuis 1910.

Les deux parties contiennent des données statistiques sur les cultures et le bétail; chaque année, l'ouvrage s'enrichit de renseignements divers, concernant par exemple les problèmes démographiques dans leurs rapports avec l'agriculture, les rations caloriques, etc.

Annuaire de

STATISTIQUE DES PÊCHES, 1950-51

\$3,50 ; 17s. 6d.

Ce volume reprend et développe les séries publiées dans les annuaires de 1947 et 1948-49 et mises à jour par les statistiques parues dans le *Bulletin des pêches* de la FAO et, récemment, dans le *Bulletin mensuel - Économie et statistiques agricoles*. Les renseignements concernent la période allant de 1938 à la fin de 1951.

Annuaire de

STATISTIQUE DES PRODUITS FORESTIERS, 1953

\$2,50 ; 12s. 6d.

Cet annuaire, qui contient des notes sur les principaux aspects de la situation mondiale, paraît depuis 1947. L'édition de 1947 est presque épuisée car, du fait que cet annuaire tend à devenir un véritable ouvrage-type de référence, il a été très demandé.

QUELQUES PUBLICATIONS RÉCENTES DE LA FAO

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE - 1953

II - Perspectives à moyen terme



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
ROME (ITALIE)

MARS 1954

Imprimé en Italie

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i>	1
<i>Résumés et conclusions</i>	3
Tendances mondiales et régionales	3
Perspectives des divers produits	4
Facteurs techniques et économiques	7
Conclusions générales	8
<i>Chapitre I - Grandes tendances mondiales et régionales</i>	13
Production mondiale de 1948-50 à 1952/53 et objectifs pour 1956/57	14
<i>Chapitre II - Tendances relatives à certains produits importants</i>	31
<i>Chapitre III - Facteurs techniques et autres influant sur la réalisation des objectifs fixés en matière de production</i>	53
Programmes de mise en valeur des ressources du sol et des eaux	54
Amélioration des cultures et de l'élevage	59
Programmes de développement et d'amélioration des pêches	65
Facteurs économiques	67
Conclusions	68
<i>Annexe I - Production agricole en 1956/57 si les plans et les estimations actuels se réalisent</i>	71
<i>Annexe II - Tendances possibles des disponibilités exportables et des besoins d'importations si les estimations de production pour 1956/57 se réalisent</i>	84
<i>Graphiques</i>	
<i>I.</i> Accroissement annuel démographique moyen 1948-51 (hors texte)	12-13
<i>II.</i> Tendence probable de la production agricole en cas de réalisation des programmes et des estimations pour 1956/57	26
<i>III.</i> Tendence probable de la production alimentaire par habitant en cas de réalisation des programmes et des estimations pour 1956/57	27

INTRODUCTION

Dans une résolution adoptée à sa sixième session, en novembre 1951, la Conférence de la FAO a exprimé sa conviction que « tout ce qu'on peut raisonnablement espérer au cours des années immédiatement à venir, c'est d'augmenter la production des principales denrées alimentaires et autres produits agricoles essentiels de manière harmonieuse et à un taux annuel qui dépasse de un à deux pour cent celui de l'accroissement démographique, résultat qui ne représenterait toutefois que le minimum indispensable pour améliorer quelque peu les niveaux de nutrition. » Dans la même résolution, elle recommande « que tous les Etats Membres contribuent à réaliser cet objectif général, en préparant et en exécutant des programmes quinquennaux de développement agricole adaptés aux conditions de chaque pays. » Enfin, elle y décide « que ces programmes nationaux et leur état d'avancement seront étudiés par les réunions régionales de la FAO qui se tiendront.....afin de développer la coordination régionale, de présenter à la Conférence, lors de la session suivant ces réunions, un tableau d'ensemble des programmes établis et des résultats acquis, et de lui indiquer dans quelle mesure ces programmes ont permis et permettront de faire face, sur le plan mondial, aux besoins croissants de denrées alimentaires et autres produits agricoles essentiels. »

Le présent rapport a été préparé en application de ces instructions. Il fait état de renseignements et d'estimations que les gouvernements des Etats Membres ont été invités à soumettre à la FAO, concernant leur politique et leurs objectifs actuels de production dans le domaine agricole ; on a utilisé également les programmes agricoles tels qu'ils ont été publiés et d'autres renseignements dont disposait la FAO. Des réunions régionales, conçues selon les directives de la Conférence, ont été convoquées en Extrême-Orient (Bangalore) et au Proche-Orient (Le Caire) aux mois de juillet et septembre 1953 respectivement. Afin de préparer ces deux réunions, ainsi qu'une troisième qui aurait dû se tenir en Amérique latine, des fonctionnaires de la FAO se sont rendus dans la plupart des pays des trois régions pour y recueillir des renseignements détaillés relatifs

aux programmes de production agricole ou à l'évolution prévue dans ce domaine. Ces données ont servi à préparer des projets de rapport exposant les perspectives dans les trois régions. Ceux qui avaient trait à l'Extrême-Orient et au Proche-Orient ont été étudiés à l'occasion des réunions régionales, modifiés dans le détail, puis approuvés ; quant au rapport sur l'Amérique latine, il a été envoyé à tous les pays de cette région pour observations et commentaires. On peut obtenir des exemplaires de chacun des trois rapports.

Dans les pages qui suivent, on s'est efforcé de présenter un panorama de l'évolution prévisible dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture au cours des quelques prochaines années à venir, si les objectifs et les estimations actuels des gouvernements prennent corps. Le premier chapitre est un bref exposé des tendances qui devraient caractériser la production dans chaque région et dans l'ensemble du monde. Le deuxième étudie l'incidence qu'exercerait une telle évolution sur la situation des approvisionnements de certains des principaux produits. Le troisième, enfin, analyse quelques facteurs de caractère technique et économique pouvant déterminer le degré de succès des plans d'accroissement de la production.

Un fait doit être souligné: les estimations du niveau qu'atteindra la production en 1956/57 ou aux alentours de cette date, telles qu'elles sont données ci-après, ne sont pas des prévisions de la FAO. Celle-ci, en effet, s'est bornée à recueillir des renseignements entre la fin de 1952 et l'été de 1953 et, après avoir comblé les lacunes que présentaient les chiffres officiels, à présenter les objectifs que les gouvernements entendent ou espèrent atteindre en supposant des conditions météorologiques normales. Il est possible qu'il faille modifier certains plans gouvernementaux sous la pression des événements. De même, les estimations reposant sur les tendances actuelles appelleront peut-être certaines retouches si les circonstances se modifient. Il peut arriver que le volume effectif de la production soit inférieur ou supérieur au niveau prévu pour 1956/57, la deuxième éventualité étant toutefois la moins probable dans la plupart des cas. Avec toutes ces réserves, les chiffres donnés ici indiquent

l'attitude des gouvernements en matière de production agricole et montrent, de façon générale, ce qui devrait arriver si les plans établis réussissent et si les politiques et les tendances actuelles ne se modifient pas.

Pour sa part, la FAO n'a fait que brosser un tableau d'ensemble et tirer certaines conclusions générales, sans essayer de proposer de modifications aux programmes ou aux objectifs. C'est en effet aux gouvernements, agissant individuellement ou de concert, qu'il appartient d'examiner leur politique agricole en fonction du tableau mondial ainsi présenté et de décider alors s'ils doivent en modifier l'orientation, généralement ou sur tel point particulier.

Note sur les éléments de calcul utilisés

Comme l'indique l'introduction, les estimations des niveaux futurs de production que contient le rapport n'ont pas été établies par la FAO, qui s'est bornée à interpoler lorsque les évaluations ou objectifs officiels manquaient en partie ou totalement. Les données ainsi interpolées représentent moins du quart du volume total de production prévu pour 1956/57.

Deux moyennes ont servi de termes de comparaison pour la production courante ou future. L'une se rapporte à l'avant-guerre, 1934-38¹; l'autre a trait à trois années d'après-guerre (1948/49 à 1950/51), désignées en bref par 1948-50. Ce dernier choix était dicté par deux considérations: d'une part, il eût été peu indiqué de se limiter à une seule année d'après-guerre; d'autre part, on a jugé que ces trois années constituaient la plus longue période relativement « normale » qui ait précédé la sixième session de la Conférence. Lorsqu'il s'agissait d'examiner les perspectives du commerce, on a utilisé des moyennes établies sur des périodes plus longues, afin de réduire l'impact des fluctuations annuelles.

Le choix de l'année 1956/57, en ce qui concerne les estimations de la production, a été dicté par le fait que la Conférence mentionnait dans sa résolution « des programmes quinquennaux de développement agricole. » De plus, nombre des programmes nationaux de production doivent s'achever en 1956/57 ou vers cette année. Toutefois, les auteurs n'entendent pas attacher à cette

date un caractère de précision absolue, car ils sont trop conscients du degré élevé d'approximation qui caractérise inévitablement tout plan ou estimation de production. Si donc un programme ou un objectif officiels couvraient une période se terminant un an avant ou un an après, il n'a pas été tenu compte du fait. Ainsi, la réalisation des plans établis par les pays membres de l'OEEC, l'Inde, l'U.R.S.S. et certains pays d'Europe orientale est prévue pour 1955/56; par contre, pour les objectifs de production australiens et les prévisions communiquées par les Etats-Unis, le terme est 1957/58. Dans tous les cas de ce genre, les données officielles ont été incluses telles quelles dans les totaux mondiaux et régionaux pour 1956/57. Il faut toutefois signaler deux exceptions, d'une part l'Argentine, dont le plan quinquennal va jusqu'en 1957/58, d'autre part le Mexique qui a établi un programme provisoire prenant fin en 1958/59; dans ces deux cas, on a procédé à des interpolations pour 1956/57, car les plans prévoient des accroissements très considérables de production. En résumé, la date « 1956/57 » comporte donc un certain degré d'approximation et les estimations s'y rapportant visent seulement à indiquer le niveau probable que devrait atteindre la production soit à cette date, soit aux environs, si les projets ou les espoirs actuels des gouvernements prennent corps.

De manière générale — les Etats-Unis sont une exception digne de remarque — les estimations fournies par les gouvernements en matière de consommation ou de commerce sont bien moins complètes que celles qui ont trait à la production. Lorsqu'on manquait de données officielles, on a évalué très approximativement les niveaux probables de la consommation des principaux produits en 1956/57, afin de pouvoir estimer le volume des disponibilités exportables et des besoins d'importation, si les accroissements de production se réalisent. On a également admis que le revenu national par individu continuerait d'augmenter lentement dans la plupart des pays. En revanche, on n'a pas essayé de tenir compte des variations cycliques éventuelles et il a été postulé que la demande ne se modifierait pas brutalement d'ici 1956/57 sous l'influence d'un « boom » ou d'une crise. De même, on ne pouvait étudier en détail l'effet possible des variations de prix, ni l'incidence de divers autres facteurs, tels que politiques nationales, difficultés de devises, compétition des produits synthétiques ou autres éléments de nature à influencer sur les tendances de la consommation au cours des quelques années à venir.

¹ Dans certaines régions (Amérique du Nord et Océanie, par exemple) la moyenne 1934-38 s'est trouvée modifiée du fait de conditions atmosphériques anormales, de sorte qu'on a choisi une période de référence autre pour l'avant-guerre. On trouvera à l'Annexe I l'indication exacte des périodes utilisées.

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

TENDANCES MONDIALES ET RÉGIONALES

1. Au cours des quelques dernières années, la population mondiale a augmenté d'environ $1\frac{1}{2}$ pour cent par an, de sorte qu'il faudrait relever la production agricole mondiale de $2\frac{1}{2}$ à $3\frac{1}{2}$ pour cent chaque année, pour atteindre le rythme recommandé par la Conférence de la FAO à sa dernière session. En raison toutefois des disparités de l'accroissement démographique, un tel relèvement, pour s'accomplir « de manière harmonieuse », devrait atteindre un rythme très inégal selon les régions ; en Amérique latine par exemple, il faudrait qu'il fût double de celui de l'Europe.

Progrès récents

2. Si l'on exclut l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine, le rythme effectif d'augmentation de la production agricole mondiale, entre 1948-50 (période de base) et 1952/53, a été d'environ 2,3 pour cent par an, soit 0,8 pour cent de plus que le taux d'accroissement démographique. À ne considérer que la production alimentaire, cette avance est ramenée à 0,7 pour cent environ. On voit donc que les progrès réalisés sont très proches de l'objectif minimum recommandé par la Conférence. Si enfin l'on tient compte de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine — en utilisant des estimations qui ne sont que très approximatives du fait que les chiffres officiels disponibles sont plutôt incomplets — le taux d'augmentation de la production apparaît quelque peu supérieur par suite principalement du redressement de la production chinoise après la désastreuse récolte de 1949.

3. Comme à l'ordinaire, toutefois, on note des disparités considérables de région à région. En Europe, au Proche-Orient et en Afrique, la production s'est développée sensiblement plus vite que la population. En Extrême-Orient, par contre, où il est le plus impératif d'augmenter les disponibilités alimentaires, l'amélioration n'a été que légère. En Amérique du Nord, en Amérique latine et en Océanie, l'augmentation de la production

agricole a tout juste égalé celle de la population. Il faut cependant remarquer qu'en Amérique du Nord, région dans laquelle les principales augmentations de production avaient été réalisées antérieurement à la période considérée, de gros stocks invendus ont commencé de s'accumuler.

Perspectives de progrès jusqu'en 1956/57

4. D'après les plans et les estimations pour 1956/57, la production au total continuera de se développer à peu près au rythme des quelques dernières années, en ce qui concerne le monde, non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine. D'un côté, un ralentissement est à prévoir dans la plupart des régions, notamment en Amérique du Nord et en Océanie, bien que dans ce dernier cas, il se peut que les objectifs actuels de production soient dépassés. De l'autre, on s'attend à un rythme d'accroissement considérablement plus rapide en Amérique latine où la population se développe très vite, ainsi qu'en Extrême-Orient, où de très vastes programmes ont été dressés afin de remédier aux pénuries actuelles.

5. Si les objectifs de 1956/57 sont atteints, la production alimentaire par habitant augmentera dans toutes les régions, sauf en Amérique du Nord et en Océanie et le progrès serait le plus important en Extrême-Orient (environ 8 pour cent). Même ainsi, les inégalités marquées existant sous ce rapport entre les diverses parties du monde ne se trouveraient que très légèrement atténuées. Dans le cas de l'Extrême-Orient en particulier, cette production demeurerait en effet inférieure de près de 10 pour cent à celle d'avant-guerre et d'environ 50 pour cent à celle du reste du monde. L'aspect essentiel du problème des disponibilités alimentaires mondiales qui déterminent les niveaux de nutrition, resterait donc pratiquement ce qu'il est. En outre, il n'est nullement certain que les plans et les objectifs seront réalisés à cent pour cent lorsqu'ils représentent une accélération considérable du rythme d'accroissement enregistré jusqu'ici.

6. Dans le secteur agricole non alimentaire (matières premières, produits pour boissons et tabac), la production par habitant est restée inférieure à celle d'avant-guerre d'environ 5 à 10 pour cent, bien que le retard ait été réduit par l'essor de la production de matières premières durant le boom coréen. Si les objectifs de 1956/57 sont atteints, la production des denrées précitées ne serait plus que d'environ 3 pour cent inférieure au niveau d'avant-guerre. Les résultats effectifs dans ce domaine dépendront probablement beaucoup de la conjoncture générale, qui exerce sur la production de matières premières une influence plus directe que sur la production alimentaire.

7. Quant à l'Union soviétique, à l'Europe orientale et à la Chine, elles projettent aussi d'augmenter considérablement leur production agricole. En Union soviétique, le plan quinquennal en cours prévoit un accroissement très rapide dans le domaine des céréales, d'autres cultures et de l'élevage, principalement par augmentation des rendements. D'après des déclarations officielles récentes, les progrès enregistrés à ce jour sont décevants, mais l'agriculture devrait désormais recevoir plus d'attention. Ceci vaut également dans une grande mesure pour les pays de l'Europe orientale, dont les plans actuels, s'ils se réalisent, porteront la production à 10 pour cent environ au-dessus de celle d'avant-guerre. En Chine, où la récolte de 1952/53 a été bonne, il s'agit par rapport à 1952 d'accroître la production des cultures vivrières de 30 pour cent d'ici cinq ans, et de la doubler environ d'ici 10 ans, mais la FAO ne connaît pas les objectifs exacts établis pour les divers produits. D'après les déclarations officielles, cet effort viserait à relever plutôt les niveaux de consommation intérieure plutôt que les exportations; mais faut-il dire que cette politique peut, dans certaines limites, être modifiée à n'importe quel moment?

Niveaux de consommation alimentaire

8. Etant donné que, pour certaines régions, le commerce international est un élément important du niveau des disponibilités alimentaires, les modifications de la production par habitant n'indiquent pas avec sûreté les variations probables des niveaux de consommation alimentaire. Il serait prématuré d'essayer de prévoir dans le détail l'ampleur de ces variations d'ici 1956/57, par suite des incertitudes multiples qui entourent encore les perspectives. Généralement parlant, es objectifs de production font escompter une

amélioration graduelle, notamment dans les pays insuffisamment développés, mais il est probable que le rythme de cette amélioration n'atteindra pas celui qu'envisage la FAO dans sa « Deuxième enquête mondiale sur l'alimentation. »

PERSPECTIVES DES DIVERS PRODUITS

9. De 1952/53 à 1956/57, les denrées dont la production mondiale par habitant augmentera le plus devraient être le sucre, les oléagineux et huiles végétales, les légumes secs, le riz, le tabac et le caoutchouc. Les gains seront probablement moindres en ce qui concerne la viande, les œufs, les céréales secondaires, les agrumes et les bananes, les pommes de terre, le café, le thé et le cacao. D'après les estimations, on peut prévoir une baisse de la production par habitant de blé et de jute, qui est actuellement très élevée; quant au lait, au coton, à la laine et aux céréales considérées dans leur ensemble, il n'y aurait guère de changement. On trouvera ci-après quelques observations relatives aux perspectives de certains des principaux produits.

Céréales

10. A juger d'après les estimations pour 1956/57, la production mondiale de céréales panifiables devrait diminuer légèrement par rapport au volume élevé atteint en 1952/53, tandis que celle de riz et de céréales secondaires augmenterait considérablement. Le recul des céréales panifiables se limite à l'Amérique du nord, où on ne s'attend pas à voir se maintenir les rendements exceptionnels des deux dernières années, alors qu'une contraction des emblavures est prévue aux Etats-Unis. Si les objectifs sont réalisés, la production de toutes céréales par habitant dépasserait d'environ 2 pour cent le niveau d'avant-guerre, bien que, pour le riz, elle doive rester inférieure à ce niveau. En Extrême-Orient, en Amérique latine et en Europe, la production de céréales par habitant demeurerait bien inférieure au volume d'avant-guerre.

En ce qui concerne les perspectives du commerce des céréales panifiables, il existe deux éléments d'incertitude principaux, à savoir le volume de la demande d'importations en Extrême-Orient et le niveau probable des disponibilités exportables en Amérique du Nord et au Proche-Orient. Les pays d'Extrême-Orient projettent d'accroître fortement leur production de céréales d'ici 1956/57, ce qui devrait permettre de ramener les besoins

d'importations nettes à quelque 500.000 tonnes, contre 8 millions de tonnes récemment (toutes céréales). Pour des raisons qui sont examinées dans le rapport, les importations nettes de la région ne devraient pas diminuer aussi brutalement. Dans ce cas, il est possible qu'un certain équilibre s'établisse en 1956/57 entre les disponibilités exportables fournies par la production courante et les besoins d'importations de céréales panifiables, même si le Proche-Orient exportait beaucoup; toutefois, une condition de cet équilibre serait que la production et les exportations nord-américaines se réduisent autant que le laissent prévoir les restrictions d'emblavures décidées aux Etats-Unis.

Quant aux estimations concernant les céréales secondaires en 1956/57, elles font penser que la production nord-américaine ne laissera pas de très grosses disponibilités exportables, situation qui serait évidemment modifiée par une récolte exceptionnelle et des rendements élevés; par contre, la réussite des plans devrait accroître considérablement les disponibilités en provenance d'Amérique latine et du Proche-Orient. Les pays européens envisagent eux aussi de développer beaucoup leur production et, si leurs besoins d'importations diminuent à proportion, il surgira de sérieuses difficultés de marketing. Toutefois, l'amélioration des disponibilités en dehors de la zone dollar aurait probablement pour effet de stimuler la consommation en Europe et peut-être dans d'autres régions, notamment si la tendance des prix se maintient à la baisse; de plus, les cultivateurs européens pourraient être moins tentés de produire davantage. Enfin, il faut considérer que les exportations de l'Amérique latine et du Proche-Orient se développent peut-être plus lentement que ne l'indiquent les objectifs actuels de production.

Sucre

11. S'il faut s'attendre à un certain progrès des exportations nord-américaines d'ici 1956/57, il se peut que, du fait des accroissements de production prévus, les besoins européens d'importations n'augmentent guère. Du côté des exportations, les restrictions de la production cubaine sont compensées et au-delà par les augmentations envisagées ailleurs, en Amérique latine, ainsi qu'en Extrême-Orient. Bien que la consommation de sucre progresse, il est probable que les difficultés actuelles de marketing persisteront, sauf si l'Accord sur le sucre stabilisait la situation.

Graines oléagineuses et huiles végétales

12. La situation des disponibilités s'améliorera probablement, car les besoins d'importations ne devraient guère augmenter d'ici 1956/57, alors que les pays exportateurs projettent un développement considérable de la production. Dans certains cas, toutefois, les objectifs sont très élevés et il n'est pas dit qu'ils soient atteints entièrement, ni en totalité; de plus, il est difficile de prévoir dans quelle mesure la consommation pourra augmenter dans les pays exportateurs si les disponibilités y sont plus grandes.

Produits de l'élevage

13. Il semble que le lent recul de la production laitière par habitant, dû à la baisse de la consommation de beurre, se poursuivra en Amérique du nord et en Océanie. En Europe toutefois, ce recul pourrait être partiellement compensé par un progrès de la consommation de lait frais. Un problème essentiel consiste à stimuler la consommation de lait dans les pays sous-développés, fait que soulignent les résolutions des réunions régionales de l'Extrême-Orient et du Proche-Orient.

La production de viande par habitant est moindre qu'avant la guerre, sauf en Amérique du nord, mais l'on s'attend d'ici 1956/57 à une certaine augmentation des disponibilités par habitant dans toutes les grandes régions productrices. La production d'œufs par habitant se stabilisera sans doute au niveau élevé qu'elle atteint actuellement en Amérique du nord, et elle augmentera lentement en Europe et en Océanie.

D'après les estimations de production pour 1956/57, les disponibilités exportables de viande de porc et d'œufs dans les pays fournisseurs de l'Europe nord-occidentale et orientale devraient s'accroître quelque peu, mais il se pourrait que parallèlement les besoins des principaux pays importateurs diminuent quelque peu. Pour les autres viandes (bœuf notamment) il est probable que les disponibilités exportables n'augmenteront que légèrement par rapport au niveau récemment atteint. Les estimations de production ne permettent pas de dégager clairement les perspectives du commerce des produits laitiers.

Poissons

14. La faiblesse de la demande tant nationale qu'internationale et les disponibilités accrues d'autres produits alimentaires pourraient freiner le développement de la production des pêches pour

la consommation humaine en Europe, en Amérique du nord, en Afrique méridionale et au Japon. Dans les régions où les pêches sont moins développées, il se peut que la production marque des gains relativement importants et une résolution concernant la nécessité d'intensifier l'assistance technique dans ce domaine a été approuvée par la Réunion régionale pour l'Extrême-Orient. Les progrès de la pisciculture en étang et en rizières pourraient, localement, contribuer à améliorer de manière sensible les disponibilités alimentaires. Parmi les innovations techniques qui ont été ou peuvent être adoptées en matière de pêche par les pays développés, beaucoup n'aboutiront pas nécessairement à accroître la production, car il s'agit moins de cela que de donner aux produits une plus grande capacité de concurrence en abaissant les coûts. Les quantités mondiales capturées, de l'ordre de 22 et 26 millions de tonnes avant la guerre et en 1952 respectivement, pourraient être voisines de 30 millions de tonnes en 1957.

Produits pour boissons

15. Les estimations pour 1956/57 font prévoir un léger progrès de la production de café et de cacao par habitant, l'une et l'autre restant toutefois sensiblement inférieures à leur niveau d'avant-guerre; il faut également s'attendre à ce que la production de thé par habitant continue d'augmenter. Toutefois, ce dernier phénomène pourrait se trouver limité si, la demande étant inférieure à l'offre, il fallait sélectionner davantage au cours de l'effeuillage. Pour les produits envisagés dans ce paragraphe, il n'y a donc pas lieu de prévoir de modifications sensibles de la situation actuelle.

Tabac

16. On s'attend à ce que la production augmente d'ici 1956/57 en Extrême-Orient et en Amérique latine; en Amérique du nord et dans le reste du monde, par contre, il semble qu'elle doive rester très proche du niveau élevé atteint au cours des dernières années, période pendant laquelle des stocks se sont accumulés. Il se peut que la demande se renforce, mais les difficultés de devises peuvent fort bien empêcher les achats dans la zone dollar d'augmenter de manière sensible.

Fibres naturelles

17. Le rapide développement de la production de coton prévu en Amérique latine, au Proche-Orient et en Extrême-Orient devrait compenser

et au-delà la baisse escomptée de la production et des disponibilités exportables en Amérique du nord. Il est toutefois possible que les mesures de restriction appliquées ou recommandées en Egypte, au Pakistan et aux Etats-Unis soient maintenues, voire adoptées par d'autres pays, si la production reste inférieure à la demande.

La culture du jute a également fait l'objet de mesures restrictives en 1953 et la production estimée de 1956/57 est légèrement inférieure à la grosse récolte de 1952/53.

Quant à la production de laine, elle ne devrait marquer d'ici 1956/57 qu'une augmentation modérée n'entraînant pas de gros changements dans les disponibilités par habitant; si la conjoncture générale ne se modifie pas, il se peut que la demande reste ferme. Toutefois, la concurrence toujours plus forte des fibres synthétiques limitera peut-être le développement de la production de toutes les principales fibres.

Caoutchouc

18. En 1950 et 1951, la production mondiale de caoutchouc naturel a été presque double de celle d'avant-guerre, mais a toutefois reculé légèrement en 1952. D'après les estimations, elle devrait en 1956/57 dépasser d'environ 10 pour cent le niveau maximum atteint jusqu'ici. Il paraît certain que la demande totale augmentera, mais la place du caoutchouc naturel sur le marché sera déterminée pour beaucoup par sa capacité de maintenir ses positions en face de la concurrence du caoutchouc synthétique, lorsque la production de celui-ci aux Etats-Unis sera remise à l'entreprise privée.

Produits forestiers

19. La production de sciages par habitant ne variera probablement guère d'ici 1956/57; celle de pâte de bois, par contre, peut se développer encore si le niveau d'activité économique reste élevé. A plus longue échéance, les ressources naturelles de l'Amérique latine et de l'Afrique offrent une marge importante d'augmentation à la production forestière; en Europe, en Extrême-Orient et, dans une certaine mesure, en Amérique du nord, les possibilités de réaliser un développement substantiel à long terme sont par contre très limitées, sauf à appliquer effectivement des mesures de conservation des ressources forestières. Les Réunions régionales pour l'Extrême-Orient et pour le Proche-Orient ont l'une et l'autre formulé des recommandations à ce sujet.

FACTEURS TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES

20. Certains signes indiquent une accélération du progrès technique de l'agriculture dans les régions insuffisamment développées, même si elle n'atteint pas partout le même rythme. De nombreux pays ont adopté de vastes programmes de mise en valeur des ressources des terres et des eaux et se préoccupent davantage de questions telles que l'utilisation d'engrais et de variétés culturales améliorées, la protection de la santé animale ou végétale et l'amélioration des services d'enseignement et de vulgarisation agricoles.

Mise en valeur des ressources des terres et des eaux

21. La place importante ménagée aux activités de ce domaine est la caractéristique maîtresse des programmes de développement agricole dans la plupart des régions sous-développées. En Extrême-Orient, par exemple, l'irrigation doit être étendue à près de dix millions d'hectares entre 1951/52 et 1956/57. Au Proche-Orient et en Amérique latine, on prévoit des gains moindres, mais cependant importants. Si les plans sont réalisés, l'irrigation, la lutte contre les inondations, le drainage, la récupération de terres envahies par le sel ou par les eaux, le défrichement qui fera reculer la jungle ou les mauvaises herbes, enfin la colonisation intérieure contribueront à la réalisation des objectifs de production dans une proportion importante : 50 pour cent au moins en Extrême-Orient, 20 pour cent environ au Proche-Orient et, en Amérique latine, 10 à 20 pour cent selon que l'on inclut ou non l'Argentine. Les mêmes moyens peuvent également procurer d'importants résultats en U.R.S.S. et en Chine ; dans les autres régions, par contre, leur rôle sera relativement réduit.

Machinisme agricole

22. Aussi longtemps que le revenu agricole reste élevé, il est probable que dans les régions d'agriculture moderne, la mécanisation agricole se poursuivra et, même si son rythme doit se ralentir quelque peu, il contribuera très fortement à la réalisation des objectifs. Dans de nombreux pays d'Amérique latine et en Turquie, les tracteurs commencent à jouer un grand rôle. Dans la plupart des régions insuffisamment développées, en revanche, leur emploi reste trop limité, malgré la rapidité des progrès, pour qu'ils puissent être un facteur important au cours des quelques prochaines années.

Engrais

23. L'emploi des engrais se développe rapidement dans les pays où il était déjà commun ; dans un petit nombre de pays insuffisamment développés, des progrès sensibles ont été faits en ce sens que les engrais réservés jusqu'ici aux cultures d'exportation sont utilisés plus largement pour la production d'aliments destinés au marché intérieur. Dans quelques pays, l'utilisation des engrais organiques se développe. Si le rapport de prix entre les engrais et les produits agricoles reste favorable, il est possible que les progrès de la consommation d'engrais contribuent fortement à la réalisation des objectifs de production et dans les pays d'agriculture moderne et dans certains des pays insuffisamment développés. Dans la plus grande partie de l'Extrême-Orient, du Proche-Orient, de l'Amérique latine et de l'Afrique, toutefois, cette contribution sera faible, relativement aux résultats que permettraient d'atteindre des programmes plus intensifs.

Variétés améliorées

24. Dans les régions les plus avancées, l'emploi de variétés culturales améliorées continuera probablement de se développer au même rythme que par le passé, si ce n'est que la production européenne de maïs est désormais en mesure de réaliser des progrès assez rapides par utilisation plus large des hybrides. Dans les régions insuffisamment développées, les perspectives ne sont pas partout identiques, même si elles se présentent sous un jour plus favorable qu'il y a quelques années. La sélection et la distribution de variétés améliorées se perfectionnent dans plusieurs pays, notamment en ce qui concerne le riz en Extrême-Orient, le maïs et le blé en Amérique latine et le blé au Proche-Orient. Toutefois, les progrès dans ce domaine restent limités à quelques pays.

Protection des végétaux

25. De nombreux pays insuffisamment développés ont entrepris avec un certain succès de créer des services de protection des végétaux et de former des spécialistes dans ce domaine, considérablement aidés en cela par l'assistance technique qu'ils reçoivent de la FAO. Toutefois, les résultats concrets seront probablement minces pendant quelques années sauf dans le cas des efforts visant à coordonner sur le plan international la lutte antiacridienne au Proche-Orient et en Amérique centrale.

Elevage

26. Dans ce domaine, les principaux résultats seront probablement acquis en matière de lutte contre les épizooties, notamment quelques-unes des plus redoutables telles que la peste bovine et le ranikhet (maladie de Newcastle). L'amélioration de l'alimentation et de la sélection sera un des éléments importants pour la production agricole des pays les plus avancés, mais il est encore trop tôt pour qu'il en soit de même dans les pays insuffisamment développés.

Facteurs de caractère économique

27. Les facteurs économiques influenceront beaucoup sur le succès des programmes techniques. Si la demande commerciale et les prix ne sont pas favorables, les producteurs et, souvent, les gouvernements ne seront guère tentés d'accroître leurs investissements: en Amérique du nord et en Europe du nord-ouest, en particulier, la faiblesse de la demande commence déjà à ralentir le développement de l'agriculture.

De plus, la situation économique et budgétaire de chaque pays détermine dans une large mesure ses possibilités en matière de financement des programmes de développement, y compris les importations nécessaires de biens d'équipement et de produits indispensables à la culture. La baisse des prix des matières premières et la détérioration des termes de l'échange gênent déjà certains pays exportateurs de matières premières lorsqu'il s'agit de financer des plans entrepris à un moment où les rapports de prix étaient plus favorables; c'est notamment le cas des pays dont les recettes publiques proviennent en grande partie de droits sur les importations ou les exportations.

Généralités

28. Après examen des programmes techniques on est amené à formuler deux conclusions principales. En premier lieu, il semble que, dans les pays sous-développés, ces programmes soient insuffisants pour permettre de réaliser les augmentations de production envisagées. En second lieu, il pourrait y avoir intérêt, dans certains pays, à modifier considérablement la répartition des investissements prévus, soit pour certains secteurs, soit en général. On a l'impression que les programmes accordent parfois trop de place au développement des superficies et pas assez à celui des rendements. Il y aurait lieu de modifier graduellement cette répartition des crédits en

se préoccupant davantage de former des techniciens, d'améliorer les services de vulgarisation et d'encourager l'utilisation des engrais, des semences améliorées, etc., ce qui serait probablement plus payant à longue échéance. Il faudrait pour cela retoucher quelque peu la structure des plans d'investissement, bien que les projets du type précité soient en général moins onéreux relativement que la mise en culture de nouvelles terres.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

29. La réalisation intégrale des prévisions pour 1956/57 provoquera, pour beaucoup de produits, un accroissement des disponibilités qui pourront parfois dépasser la demande effective prévue, notamment sur les marchés d'exportation. Toutefois, cette conclusion appelle de multiples réserves. En premier lieu, des raisons déjà exposées font douter de la réalisation totale des plans et objectifs de production. L'accroissement effectif de 1948-50 à 1952/53 n'a représenté environ que les deux tiers des prévisions données dans un rapport¹ qui avait été préparé en octobre 1951 sur la base des plans et des objectifs alors disponibles; rien d'étonnant dès lors si l'on observait un retard du même ordre de grandeur, en ce qui concerne la réalisation des objectifs de 1956/57.

30. En second lieu, un nouveau glissement des prix pourrait renforcer sensiblement la demande de certains produits et sur le marché mondial et, peut-être plus encore, sur le marché intérieur des pays insuffisamment développés exportateurs, où la demande de produits alimentaires est très élastique. On s'est efforcé de tenir compte de telles éventualités, mais il ne peut jamais s'agir que de conjectures aussi soigneusement établies qu'elles soient.

31. Si la peur des excédents provoquait l'annulation d'un grand nombre des plans de production établis, ce pourrait être la perpétuation des pénuries et des niveaux de nutrition insuffisants, car il ne fait guère de doute que la population continuera de se développer à un taux élevé pendant quelques années encore. Seule une faible marge de sécurité sépare l'accroissement de production et l'accroissement démographique prévus de sorte qu'une ou deux mauvaises campagnes suffiraient à annuler en grande partie les progrès

¹ Rapport présenté à la sixième session de la Conférence de la FAO: *Conjoncture actuelle et probable de l'agriculture dans les principales régions du monde*. C 51/23, octobre 1951.

que l'on espère réaliser en matière de disponibilités alimentaires. En contrepartie, rien ne pourrait compromettre davantage le progrès agricole que la constitution d'excédents invendables au cours des quelques prochaines années. Sans doute les gouvernements exercent-ils sur la production une action régulatrice toujours plus étroite, ce qui réduit le danger de voir apparaître et persister de gros excédents, mais une certaine rupture d'équilibre des marchés reste toujours possible. Insuffisance des progrès ou excès qui risque de déséquilibrer les marchés, tel est le double écueil qu'il faut donc s'efforcer d'éviter en exerçant le plus grand discernement en matière de développement de la production agricole.

32. Dans ces conditions, il est important de surveiller de près la situation de l'offre et de la demande des principaux produits dans chaque région et de préparer fréquemment des rapports sur les perspectives, afin de renseigner les responsables des plans de production. (Les deux Réunions régionales tenues en 1953 ont recommandé un effort d'amélioration des statistiques agricoles). De même, il importe de recueillir des renseignements plus précis sur l'évolution de la demande en face des mouvements de prix. S'il apparaît un risque de déséquilibre entre les disponibilités et les besoins, il pourrait y avoir intérêt à provoquer des entretiens internationaux en vue de rechercher les remèdes les meilleurs. La Commission des produits peut rendre de grands services pour l'étude de telles questions, notamment lorsqu'il s'agit de produits dont l'examen n'est pas confié à un groupe spécialisé. Ce problème général a été examiné par les Réunions régionales, et l'on peut se référer à la résolution de la Réunion pour l'Extrême-Orient, suggérant d'instituer des échanges de vues officiels en cas de difficultés dans le marketing du riz; une autre résolution de cette réunion concerne l'assurance-récolte et l'assurance-bétail, ainsi que la nécessité de poursuivre les efforts internationaux en vue de stabiliser les prix d'exportation; enfin, la réunion du Proche-Orient a recommandé d'organiser des consultations sur le problème des échanges intra-régionaux.

33. Le danger de voir l'offre excéder parfois la demande effective ne devrait pas masquer le fait que la plupart des hommes n'ont pas encore assez à manger. Ce serait une erreur tragique et socialement redoutable que de se retrouver prisonnier du dilemme des années trente, excédents ou famine. Le problème central est de relever le pouvoir d'achat des consommateurs les plus pauvres.

34. Dans la mesure où ce résultat suppose l'augmentation du revenu national par accroissement de la production industrielle, la FAO n'est évidemment pas compétente, mais la question comporte un autre aspect qu'il faut considérer ici. En relevant la productivité en agriculture, on peut abaisser les coûts de production sans réduire le revenu réel des agriculteurs. De même, l'amélioration des méthodes de commercialisation permettrait de réduire les coûts de distribution, donc les prix de détail. Dans l'un et l'autre cas, la FAO peut apporter aux gouvernements une aide appréciable,¹ notamment au titre de son Programme d'assistance technique.

35. La FAO n'a jamais cessé de souligner la nécessité de développer de pair l'agriculture et l'industrie. Dans les pays où la surpopulation des campagnes y provoque un sous-emploi généralisé, on ne peut porter la productivité à son maximum qu'en dirigeant vers l'industrie et d'autres secteurs non-agricoles les excédents de population agricole. Ceci ne signifie pas, toutefois, que le progrès agricole doive attendre le progrès industriel. En effet, la moitié peut-être de l'humanité sous-alimentée est constituée d'exploitants familiaux vivant dans les pays insuffisamment développés. L'amélioration de leurs méthodes culturales et le relèvement de leur productivité leur permettraient rapidement d'améliorer leur propre alimentation, même si les débouchés commerciaux ne devaient s'élargir que plus lentement. Pour arriver à ce résultat il faut d'abord améliorer l'enseignement et la vulgarisation agricoles, ainsi que les conditions d'occupation du sol.²

36. Lorsqu'il s'agit de produire pour le marché, toutefois, il va sans dire que le relèvement des niveaux de consommation (en particulier s'ils sont singulièrement bas) est aussi important que

¹ La Réunion régionale du Proche-Orient a recommandé que la FAO, en collaboration avec d'autres organisations internationales, étudie les moyens d'accroître l'efficacité et la production de l'agriculture dans la région; la Réunion de l'Extrême-Orient a soulevé la question du marketing, à propos des problèmes d'emmagasiner et de commercialisation du riz; elle l'a également touchée lorsqu'elle a recommandé que la FAO aide les gouvernements à procéder à de nouvelles études des politiques de prix et des marges bénéficiaires.

² Ces problèmes ont été discutés aux Réunions régionales: celle du Proche-Orient a recommandé que les gouvernements améliorent les services de vulgarisation et autres services agricoles, et qu'ils créent ou renforcent les services chargés de la nutrition; l'une et l'autre réunions ont recommandé d'organiser des stages d'études pratiques pour l'étude des problèmes agraires.

celui de la production elle-même. La vitesse du progrès sera déterminée pour une grande part par les ajustements apportés aux politiques économique et monétaire qui agissent sur le niveau de l'activité industrielle et, par conséquent, sur la demande de produits agricoles. Mais il est possible d'agir également dans le domaine proprement agricole en vue de stimuler la demande — grâce, par exemple, à la baisse des prix de détail que permet de réaliser le développement des coopératives.

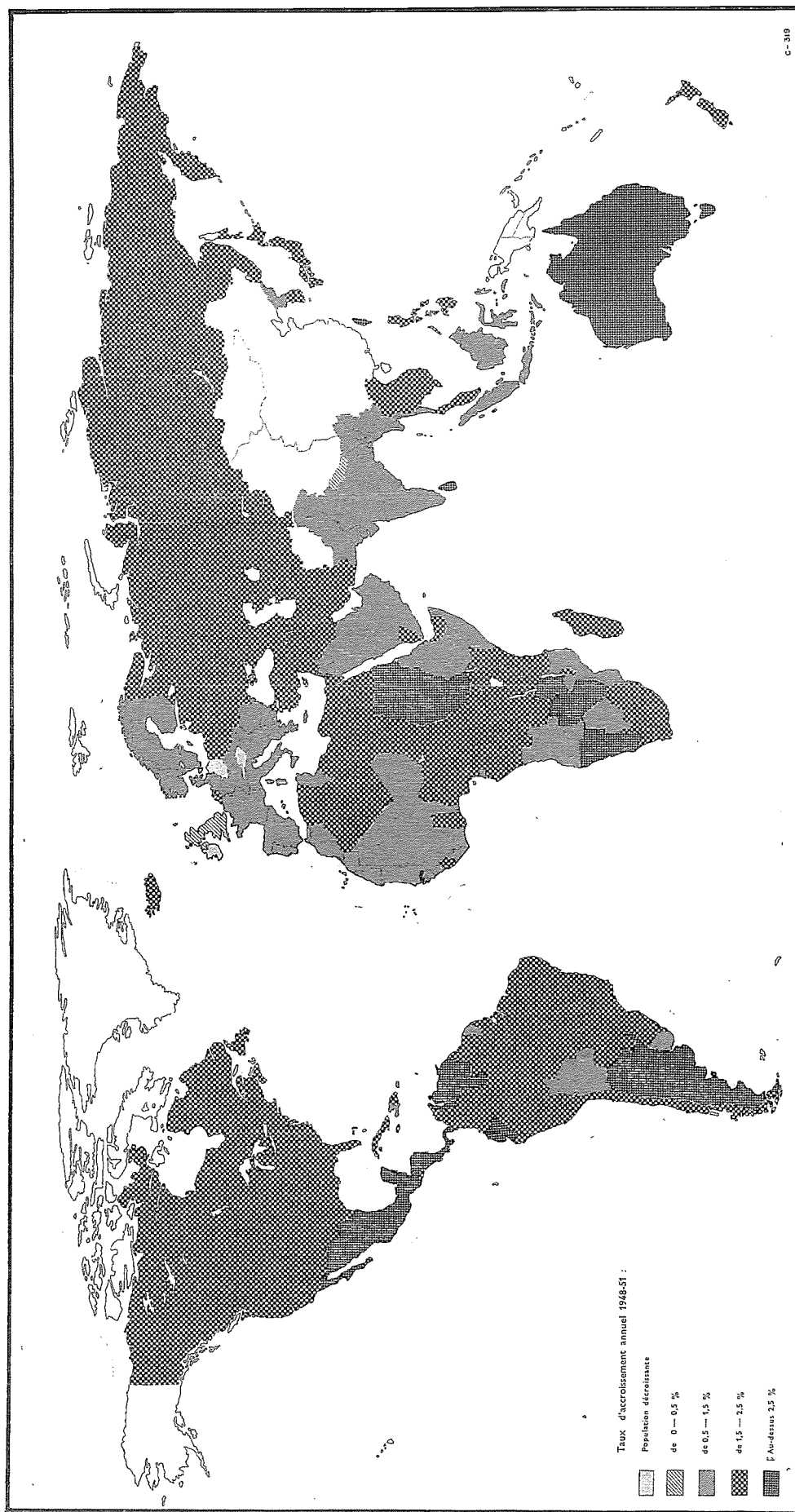
37. En définitive, toutefois, la contribution propre de l'agriculture à l'expansion des marchés consistera surtout à relever sa productivité et à abaisser ses coûts de production progressivement, grâce à quoi les prix de vente pouvant baisser sans inconvénient pour le revenu réel des cultivateurs. Ce processus n'est nullement incompatible avec la politique de soutien des prix agricoles, si largement appliquée et qui trouve sa justification dans les retentissements excessifs

qu'ont sur ces prix des variations même faibles de l'offre ou de la demande. En revanche, on ne saurait se dispenser pour autant de fournir les stimulants voulus pour assurer l'augmentation de la production agricole ; parmi ceux-ci figurent des mesures convenables de stabilisation internationale visant à sauvegarder les intérêts du producteur et du consommateur, faute desquelles on ne pourra assurer aux marchés mondiaux la sécurité et la stabilité indispensable pour inciter les cultivateurs à produire. Il est nécessaire de tenir pleinement compte du rapport entre les prix payés aux fermiers et les prix des biens de production essentiels qu'achètent ceux-ci. En dernière analyse toutefois, et la chose vaut pour l'agriculture aussi bien que pour l'économie en général, c'est le niveau de la productivité qui détermine le niveau réel des revenus, et les mesures de soutien des prix, comme toutes les autres mesures de politique agricole, devraient donc tendre à renforcer et non à affaiblir tout ce qui peut inciter les producteurs à plus d'efficacité.

Chapitre I

**GRANDES TENDANCES MONDIALES
ET RÉGIONALES**

GRAPHIQUE I. Accroissement annuel démographique moyen 1948-51



Chapitre I - GRANDES TENDANCES MONDIALES ET RÉGIONALES

Entre 1948 et 1951, la population mondiale a augmenté en moyenne de 1,5 pour cent par an ; mais les chiffres extrêmes ont été de moins de 0,5 pour cent dans certains pays d'Europe et de plus de 3 pour cent dans certains pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Extrême-Orient (graphique 1). Même si l'on fait porter la comparaison sur de vastes régions, les différences demeurent considérables, puisque l'accroissement démographique annuel a varié de moins d'un pour cent en Europe à 2,4 pour cent en Amérique latine et à 2,8 pour cent en Océanie, où l'immigration a été particulièrement importante (tableau 1).

Dans la résolution citée dans l'Introduction, la Conférence recommandait d'augmenter la production agricole de manière harmonieuse à un taux annuel qui dépasse de 1 à 2 pour cent celui de l'accroissement démographique dans l'ensemble du monde, plutôt que pour tel ou tel pays ou telle ou telle région. Mais l'expression « de manière harmonieuse » implique, semble-t-il, que cette augmentation soit répartie convenablement entre

les produits, et aussi entre les différentes parties du monde, compte tenu et de leur potentiel de production et de leurs besoins. L'accroissement démographique n'est certes pas le seul facteur qui détermine la tendance des besoins alimentaires, mais les différences qui ressortent du tableau 1 sont trop grandes, semble-t-il, pour qu'on n'en tienne pas compte lorsque l'on étudie les plans de production et les politiques à adopter pour la développer à l'avenir.

Un autre fait important se dégage du tableau 1 : c'est le rythme accéléré de l'accroissement démographique dans la plupart des parties du monde au cours des dernières années. Dans les régions peu développées, la cause en est surtout dans la diminution très marquée du taux de la mortalité, due à l'extension que prennent peu à peu les services sanitaires. Le taux de natalité, lui aussi, diminue lentement dans certains des pays de ces régions qui comptent un grand nombre d'agglomérations urbaines, le Japon et l'Inde par exemple ; mais c'est loin d'être le cas partout ;

TABLEAU 1. — ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE ANNUEL PAR RÉGIONS, EXPRIMÉ EN POURCENTAGE (ESTIMATION)

R É G I O N	1928-33	1933-38	1938-48	1948-51	Accroissement probable 1952/53-1956/57
	 Pourcentages				 Pourcentages
Océanie ¹	1,0	0,8	1,2	2,8	2,2
Amérique latine	1,8	1,8	2,1	2,4	2,4
Proche-Orient	1,5	1,6	1,6	2,2	2,0
Amérique du Nord	1,0	0,7	1,2	1,8	1,5
Afrique	1,4	1,3	1,3	1,7	1,7
Extrême-Orient (non compris la Chine)	1,3	1,3	1,3	1,3	1,4
Europe du Nord-Ouest et méridionale	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7
Toutes les régions ci-dessus	1,2	1,2	1,3	1,5	1,5
U.R.S.S.	1,2	1,2	—	1,6	1,6
Europe orientale	1,0	0,8	— 0,7	0,8	0,8

NOTE : Avant 1938 : estimations de l'Institut international d'agriculture ; après 1938, estimations des Nations Unies. Pour estimer le taux annuel de l'accroissement, il n'a pas été tenu compte d'un petit nombre de pays pour lesquels, faute de données récentes, on inclut d'année en année la même estimation symbolique. Les chiffres ci-dessus ne sont donc pas entièrement comparables à ceux du tableau 2.

¹ Australie et Nouvelle-Zélande seulement.
— Négligeable.

en règle générale, le taux de la natalité n'a pas changé et est demeuré très élevé. Comme il est probable que le taux de la mortalité continuera à diminuer, on peut s'attendre pendant un certain temps encore à un excédent de plus en plus grand des naissances sur les décès et à l'accroissement rapide de la population dans ces régions.

Dans les régions développées de l'Europe, de l'Amérique du Nord et de l'Australasie, où le taux de la mortalité est depuis longtemps peu élevé, le rythme plus rapide de l'accroissement démographique est dû surtout à l'élévation du taux des naissances, qui avait commencé dès avant la guerre et qui a atteint son maximum dans les années qui ont immédiatement suivi la fin des hostilités. Dans la plupart des pays européens, il s'est agi là d'une phase transitoire, mais cette tendance a persisté davantage en Amérique du Nord et en Australasie, où le taux des naissances continue d'être de 30 à 40 pour cent plus élevé que dans les années trente.

Il est donc probable que dans la plupart des régions la population continuera à augmenter rapidement au cours des prochaines années. La résolution de la Conférence implique que, dans toutes les régions pour lesquelles on dispose de données très complètes en ce qui concerne la population et l'agriculture, c'est-à-dire le monde moins l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine, la production devrait augmenter d'environ 2½ à 3½ pour cent par an. Il est probable que les

mêmes chiffres sont valables pour le monde entier, mais le manque de renseignements sur les tendances de la population en Chine rend impossible toute estimation sûre. Toutefois, alors qu'en Europe une augmentation de la production d'environ 2 pour cent par an ménagerait, par rapport à l'accroissement démographique, la marge voulue, en Amérique latine il faudrait, pour obtenir le même résultat, que cette augmentation soit double.

Que l'on obtienne ou non de telles augmentations de la production, il paraît à peu près sûr que vers 1956/57 la population mondiale dépassera d'environ 30 pour cent celle d'avant-guerre (elle la dépasse déjà de près de 25 pour cent), et qu'il y aura au moins 100 millions de personnes de plus à nourrir qu'en 1952/53 (tableau 2). C'est en Extrême-Orient, où le rythme de l'accroissement démographique est un peu plus lent, mais où la population est par contre très nombreuse, qu'on enregistra la moitié à peu près de cette augmentation.

PRODUCTION MONDIALE DE 1948-50 A 1952/53 ET OBJECTIFS POUR 1956/57

Pour le monde, non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine, on estime provisoirement que de 1948-50 (période de base) à 1952/53, l'augmentation effective de la production agricole a été en moyenne de 2,3 pour cent par an, soit 0,8 pour cent de plus que l'accroissement démogra-

TABLEAU 2. — ESTIMATION DE LA POPULATION MONDIALE, PAR RÉGIONS

RÉGION	1934-38	1948-50	1952/53	1956/57	1948-50	1952/53	1956/57
	 Millions				 Indices 1934-38 = 100....		
Europe du Nord-Ouest et Europe mérid.	275,4	301,5	308,4	317	110	112	115
Amérique du Nord.	140,4	164,7	173,0	184	117	123	131
Amérique latine.	121,5	159,1	170,1	188	131	140	155
Océanie.	10,5	12,2	13,1	14	117	125	133
Extrême-Orient (non compris la Chine)	615,0	735,1	764,8	808	120	124	131
Proche-Orient.	104,3	123,6	129,2	140	118	124	134
Afrique	126,9	149,2	156,6	167	118	123	131
Toutes les régions ci-dessus	1.394,0	1.645,4	1.715,2	1.818	118	123	130
U.R.S.S.	188	200	210	225	106	112	120
Europe orientale.	94	90	92	95	95	97	101
Monde (non compris la Chine) ¹	1.676	1.935	2.017	2.138	115	120	127

NOTE : Estimations des Nations Unies, sauf pour l'U.R.S.S. pour laquelle les chiffres sont basés sur des estimations officielles rassemblées par la CEE. Les chiffres se rapportent à la population à la fin des années 1936, 1949, 1952 et 1952 respectivement.
¹D'après des rapports préliminaires (septembre 1953) sur le recensement effectué le 30 juin, la population de la Chine est probablement de l'ordre de 500 millions. Ce chiffre dépasse de loin les estimations précédentes, qui la situaient entre 460 et 475 millions. Étant donné le caractère incertain des tendances démographiques récentes et probables dans ce pays, la Chine n'est pas comprise dans les estimations de la production mondiale par habitant données plus loin dans ce rapport.

TABLEAU 3. — ESTIMATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE MONDIALE EN 1956/57, SI LES OBJECTIFS ET LES ESTIMATIONS OFFICIELS SONT RÉALISÉS, ET AUGMENTATIONS ANNUELLES MOYENNES (EN POURCENTAGE)

R É G I O N	1948-50 Moyenne	1952/53 (Provisoires)	1956/57 (Estimations)	1948-50 1952/53	1952/53- 1956/57
	 Indices 1934-38 = 100			Augmentation annuelle en pourcentage	
PRODUCTION AGRICOLE TOTALE					
Monde	109	118	134	2,7	3,3
Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine	114	122	134	2,3	2,3
DENRÉES ALIMENTAIRES SEULEMENT					
Monde	109	118	134	2,6	3,2
Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine	115	123	135	2,2	2,3
PRODUCTION ALIMENTAIRE PAR HABITANT					
Monde (Chine non comprise)	97	100	107	—	—
Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine	98	100	103	—	—

— Négligeable.

SOURCE : Voir notes au bas des tableaux 4 à 11.

phique. En se tenant aux seules denrées alimentaires, le taux d'augmentation de la production a dépassé celui de l'accroissement démographique de 0,7 pour cent. Si l'on inclut des chiffres estimatifs pour l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine, basés sur des renseignements officiels assez incomplets, on obtient un taux d'augmentation un peu plus élevé, surtout du fait qu'après la désastreuse récolte de 1949, la production s'est relevée en Chine. Ainsi, au cours des trois années qui ont pris fin en 1952/53, l'augmentation de la production a été telle que l'objectif minimum proposé dans la résolution de la Conférence a été presque atteint et la production mondiale par habitant a augmenté de 2 pour cent (tableau 3).

Mais il ne faut pas trop se hâter de se féliciter de ce résultat, car les progrès n'ont pas été tout à fait égaux pour tous les produits ou dans toutes les régions. En particulier, l'expansion a été très lente en Extrême-Orient, où le besoin d'approvisionnements plus importants en denrées alimentaires se fait très vivement sentir. D'autre part, le déséquilibre de la production mondiale a contribué à l'accumulation dans certaines régions de stocks invendus de produits agricoles.

Les progrès effectivement accomplis n'ont pas tout à fait répondu aux plans et aux estimations antérieures. Rappelons qu'un document¹ qui résumait et analysait les perspectives jusqu'en 1952/53,

en se fondant sur les données alors disponibles, avait été préparé à l'intention de la sixième Session de la Conférence de la FAO en novembre 1951. Par suite des modifications apportées aux méthodes d'établissement, les indices donnés ci-dessous ne sont pas toujours comparables à ceux du document en question. Mais ces changements n'affectent guère les estimations de la récente augmentation annuelle de la production. On peut calculer que, si les objectifs et les estimations antérieurs avaient été atteints, ce n'est pas de 2,3 pour cent, mais de 3,6 pour cent par an que la production mondiale aurait augmenté de 1948-50 à 1952/53. On voit donc que les progrès effectivement accomplis correspondent à peu près aux deux tiers de ce qui avait été prévu. On trouvera plus loin des comparaisons semblables par régions.

Les prévisions établies pour les quatre campagnes de 1952/53 à 1956/57 pour l'ensemble du monde tendent à être plus modestes que celles qui avaient été établies précédemment. Si d'une part on exclut l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine, elles correspondent à une augmentation annuelle de la production d'environ 2,3 pour cent, c'est-à-dire à peu près au taux effectivement atteint au cours des trois campagnes précédentes. Si par ailleurs on inclut les régions indiquées ci-dessus, la moyenne mondiale serait portée, estime-t-on, à 3,3 pour cent, surtout du fait que les objectifs de production annoncés par l'U.R.S.S. sont très élevés. Certes, le ralentissement que

¹ Voir note 1, page 8.

TABLEAU 4. — AMÉRIQUE DU NORD. ESTIMATION DE LA PRODUCTION EN 1956/57 ET AUGMENTATION ANNUELLE EN POURCENTAGE

RUBRIQUES	1948-50 Moyenne	1952/53 (Provisaires)	1956/57 (Estimations)	1948-50- 1952/53	1952/53- 1956/57
	 Indices 1934-38 = 100			Augmentation annuelle en pourcentage	
Production agricole totale	136	143	146	1,7	0,6
Denrées alimentaires seulement	139	146	150	1,6	0,8
Production alimentaire par habitant.	119	118	115	—	—

NOTE : Prévisions du Département de l'Agriculture des Etats-Unis jusqu'en 1957/58, et prévisions de la FAO pour le Canada.
¹Taux d'accroissement annuel prévu dans les estimations rassemblées en octobre 1951 pour la Sixième Session de la Conférence : production agricole totale, 2,5 pour cent ; production alimentaire seule, 2,2 pour cent.
— Négligeable.

de nombreux pays envisagent d'apporter à l'expansion de leur production traduit les soucis croissants que provoque l'existence d'excédents, mais cette attitude plus prudente n'est pas universelle et, dans certaines régions, les plans de production ont été considérablement accélérés. Les perspectives pour chaque région sont étudiées ci-après dans leurs grandes lignes ; quant aux données statistiques, elles sont exposées de manière plus détaillée dans l'Annexe I.

Amérique du Nord¹

Jusqu'à une date récente, l'agriculture s'est développée plus rapidement en Amérique du Nord que dans toute autre région ; bien que la consommation intérieure atteigne un niveau plus élevé et que les exportations aient fortement augmenté, c'est dans cette région que se sont posés les principaux problèmes de stocks excédentaires. Aussi, comme il fallait s'y attendre, les estimations les plus récentes font-elles ressortir un certain ralentissement dans le rythme de l'expansion ; il n'est pas douteux toutefois que cette tendance pourrait être rapidement inversée en cas de néces-

sité. L'augmentation annuelle moyenne (1,7 pour cent de 1948-50 à 1952/53) s'est à peine maintenue au niveau de l'accroissement démographique. On s'attend, de 1952/53 à 1956/57, à une augmentation annuelle de la production de 0,6 pour cent seulement (tableau 4). Les estimations pour 1956/57 indiquent une forte diminution de la production de céréales par rapport au niveau élevé de 1952/53 (peut-être la décision récente de restreindre les emblavements aux Etats-Unis accentuera-t-elle encore cette diminution), ainsi qu'une réduction de la production de coton et une certaine baisse de la production laitière. En revanche, on estime que la production de certains autres produits, dont il y a actuellement abondance (viande, laine, œufs et huiles végétales), augmentera de façon appréciable d'ici 1956/57 ; certains de ces chiffres peuvent être sujets à révision.

Océanie

L'Océanie s'est attachée à intensifier sa production, en raison de l'accroissement rapide de sa population, de la nécessité où elle se trouve de se procurer des devises étrangères en exportant des produits agricoles et de la forte demande dont ses produits font l'objet de la part de l'étranger.

TABLEAU 5. — OCÉANIE : ESTIMATION DE LA PRODUCTION EN 1956/57 ET AUGMENTATION ANNUELLE EN POURCENTAGE

RUBRIQUES	1948-50 Moyenne	1952/53 (Provisaires)	1956/57 (Estimations)	1948-50- 1952/53	1952/53- 1956/57
	 Indices 1934-38 = 100			Augmentation annuelle en pourcentage	
Production agricole totale	112	119	123	2,0	1,0
Denrées alimentaires seulement	112	118	123	1,6	1,1
Production alimentaire par habitant.	96	94	89	—	—

NOTE : Objectifs de la production agricole australienne, rapport des gouvernements à la FAO et prévisions de la FAO.
¹Taux d'accroissement annuel prévu dans les estimations rassemblées en octobre 1951 pour la Sixième Session de la Conférence : production agricole totale, 2,8 pour cent ; production alimentaire seule, 2,2 pour cent.
— Négligeable.

En 1951/52, la production a gravement souffert de la sécheresse en Australie, mais la campagne suivante a été favorable, aussi le taux moyen de l'accroissement a-t-il été d'environ 2 pour cent par an de 1948-50 à 1952/53. Les principales augmentations se sont produites dans les produits du bétail; viande, lait et en particulier laine. La production de céréales secondaires, bien que peu importante, a considérablement augmenté; quant à celle de blé, elle a retrouvé, en 1952/53, après la faible récolte de l'année précédente, son niveau moyen d'après-guerre.

Si l'on tient compte de la demande continue dont font l'objet la plupart des principaux produits d'exportation de la région et du fait que le Royaume-Uni assure des débouchés pour la viande, les produits laitiers, le sucre, etc., le taux d'augmentation prévu jusqu'en 1956/57 semble plutôt faible. En fait, la production australienne de blé, d'orge et de laine au cours de la campagne favorable 1952/53 dépassait déjà les objectifs de 1957/1958, tandis que la production de lait n'était que très légèrement inférieure au niveau fixé. Si la production animale continue à se développer en Australie et en Nouvelle-Zélande et si la production sucrière atteint le niveau envisagé dans l'accord du Commonwealth sur le sucre, il ne serait pas très surprenant que les estimations actuelles pour 1956/57 se révèlent inférieures aux résultats que l'on obtiendra.

Amérique latine¹

L'augmentation très marquée des besoins de l'Amérique latine en denrées alimentaires, due au rythme exceptionnellement rapide de l'accroissement démographique en même temps qu'à la hausse du niveau des conditions d'existence, a donné naissance à de sérieux problèmes, que sont venus encore aggraver récemment des reculs de la production agricole de l'Argentine. Il a fallu réduire les exportations et importer d'Amérique du Nord d'importantes quantités de denrées alimentaires. Ces changements ont entraîné des difficultés monétaires et, dans certains pays, ont contribué pour une grande part à l'inflation intérieure.

La situation de l'Amérique latine s'est considérablement améliorée en 1952/53, surtout parce que, après la sécheresse désastreuse de la campagne précédente, la production argentine s'est relevée; par rapport à 1948-50, la production agricole dans son ensemble (mais non la production alimentaire) a, en 1952/53, augmenté à peu près au même rythme que la population. C'est la production de blé et de maïs qui a le plus aug-

¹ On trouvera dans une publication récente de la FAO, consacrée aux perspectives du développement agricole en Amérique latine (*Prospects for Agricultural Development in Latin America*, en anglais et espagnol seulement), un examen plus complet de la situation et des perspectives.

TABEAU 6. — AMÉRIQUE LATINE: ESTIMATION DE LA PRODUCTION EN 1956/57 ET AUGMENTATION ANNUELLE EN POURCENTAGE

RUBRIQUES	1948-50 Moyenne	1952/53 (Provisoires)	1956/57 (Estimations)	1948-50- 1952/53	1952/53- 1956/57
	 Indices 1934-38 = 100			Augmentation annuelle en pourcentage	
AMÉRIQUE LATINE					
Production agricole totale	122	130	150	2,3 ²	3,6
Denrées alimentaires seulement	127	134	155	1,8 ²	3,7
Production alimentaire par habitant. . . .	97	96	100 ¹	—	—
AMÉRIQUE LATINE SANS L'ARGENTINE					
Production agricole totale	132	143	160	2,7	2,9
Denrées alimentaires seulement	141	149	167	1,9	2,9
Production alimentaire par habitant. . . .	107	107	110 ¹	—	—

NOTE: Rapports des gouvernements à la FAO et données recueillies par le personnel de la FAO au cours de ses tournées dans les différents pays. L'indice de la production totale pour 1956/57 est fondé, pour environ 80 pour cent, sur les objectifs et les estimations officiels; pour le reste, il s'agit d'estimations de la FAO.

¹Par suite d'une rectification de l'évaluation du chiffre de la population, les chiffres de la production par habitant diffèrent légèrement de ceux qui figurent dans l'étude sur les perspectives du développement agricole en Amérique latine.

²Taux d'accroissement prévu d'après les données rassemblées en octobre 1951 à l'intention de la Sixième Session de la Conférence: production totale, 3,4 pour cent par an; production alimentaire seule, 2,8 pour cent.

— Négligeable.

menté, mais on a assisté également à une rapide expansion de la production de coton et de bananes et à un accroissement sensible de la production de café et au relèvement de la production de graines de lin. Pour la viande, la production a été inférieure à celle de la période de base et, par suite des restrictions appliquées à Cuba, la production de sucre dont le niveau avait été très élevé en 1951/52, n'a plus guère dépassé la moyenne de 1948-1950.

On s'attend, vers 1956/57, à un nouvel accroissement de la production de céréales secondaires (du maïs principalement) et du riz, mais il est probable que la production de blé n'augmentera guère par rapport à 1952/53. C'est en fait sur le développement de la production de maïs que repose essentiellement le programme de l'Amérique latine. Néanmoins, même si tous les objectifs sont atteints, la production par habitant, pour toutes les céréales, sera encore inférieure de 10 pour cent à celle d'avant-guerre. Les augmentations prévues de la production sucrière dans les autres pays compensent largement les restrictions cubaines ; si elles se réalisent, elles porteront la production de la région à un niveau qui, s'il dépassera d'environ 8 pour cent celui de 1952/53, n'atteindra toutefois pas celui de 1951/52. On propose également d'intensifier de façon assez importante la production des graines oléagineuses, du coton, de la laine, des fibres dures, du tabac, du café, de la viande et du lait.

La manière dont l'accroissement probable de la production en Amérique latine se répartit entre les différents pays est assez irrégulière ; cet accroissement est étroitement fonction de la rapidité avec laquelle se fera l'expansion prévue en Argentine et au Mexique. Si les objectifs fixés pour le moment sont atteints, la production alimentaire retrouvera, par habitant, le niveau de la période 1934-38, mais pour l'ensemble des produits, la

production sera inférieure de 3 pour cent à ce niveau. Peut-être faudra-t-il apporter certaines modifications à l'importance accordée à tel ou tel produit, mais les difficultés rencontrées récemment soulignent l'intérêt qu'il y a à obtenir un accroissement de production de l'ordre de grandeur qui a été indiqué. Pour y arriver, les progrès, pour importants qu'ils aient déjà été, devront être sensiblement plus rapides que par le passé.

Proche-Orient^{1, 2}

Grâce aux récoltes satisfaisantes de 1951 et de 1952, le Proche-Orient est parvenu à augmenter sa production d'environ 5 pour cent par an, pendant la période comprise entre 1948-50 et 1952/53. Ce taux d'accroissement a presque atteint celui qui avait été fixé ou estimé précédemment. Il est dû principalement à l'augmentation de la production de céréales (25 pour cent par rapport à la moyenne de 1948-50), surtout en Turquie et en Iran ; mais la production de coton, d'huiles végétales, de sucre et d'agrumes s'est également élevée de 20 pour cent environ, et celle de la plupart des autres produits a accusé des augmentations sensibles. La progression a été des plus frappantes en Turquie, mais les indices de production en 1952/53 pour la région, Turquie non comprise, sont également impressionnants : 129 pour la production totale et 130 pour la production alimentaire seule.

¹ Voir le rapport de la Réunion régionale tenue au Caire en septembre 1953, et le document de travail préparé pour cette réunion, *Situation actuelle et perspectives de l'agriculture au Proche-Orient*.

² On entend ici par proche-Orient la région délimitée au nord par la Turquie, au sud par l'Éthiopie et les Somalies, à l'ouest par l'Égypte et à l'est par l'Afghanistan.

TABLEAU 7. — PROCHE-ORIENT : ESTIMATION DE LA PRODUCTION EN 1956/57 ET AUGMENTATION ANNUELLE EN POURCENTAGE

RUBRIQUES	1948-50 Moyenne	1952/53 (Provisaires)	1956/57 (Estimations)	1948-50- 1952/53	1952/53- 1956/57
	 Indices 1934-38 = 100			Augmentation annuelle en pourcentage	
Production agricole totale	115	134	152	15,2	3,2
Denrées alimentaires seulement	115	133	152	14,9	3,5
Production alimentaire par habitant.	97	107	113	—	—

SOURCE : Rapports des gouvernements à la FAO ; données recueillies par le personnel de la FAO au cours de ses tournées dans les différents pays en vue de la préparation de la Réunion régionale de 1953 et renseignements fournis à cette Réunion. L'indice de la production totale pour 1956/57 est fondé pour près de 90 pour cent sur les estimations officielles ; pour le reste, il s'agit d'estimations de la FAO.

¹Taux d'accroissement prévu d'après les données rassemblées en octobre 1951 à l'intention de la Sixième Session de la Conférence : production agricole totale, 5,9 pour cent ; production alimentaire seule, 5,3 pour cent.

TABLEAU 8. — AFRIQUE (NON COMPRIS LES PAYS DU PROCHE-ORIENT) : ESTIMATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN 1956/57 ET AUGMENTATION ANNUELLE EN POURCENTAGE

RUBRIQUES	1948-50 Moyenne	1952/53 (Provisoires)	1956/57 (Estimations)	1948-50- 1952/53	1952/53- 1956/57
	 Indices 1934-38 = 100			Augmentation annuelle en pourcentage	
Production agricole totale	124	137	152	3,2	2,7
Denrées alimentaires seulement	123	134	150	3,1	2,8
Production alimentaire par habitant.	105	109	114	—	—

NOTE : Il s'agit surtout d'extrapolations de la FAO, basées sur les renseignements disponibles en ce qui concerne les programmes de production et les tendances récentes.

¹Taux annuel de l'accroissement prévu dans les estimations réunies en octobre 1951 à l'intention de la Sixième Session de la Conférence : production agricole totale, 1,9 pour cent ; production alimentaire seule, 1,7 pour cent.

— Négligeable.

On s'attend, pour la période comprise entre 1952/53 et 1956/57, à ce que le taux d'augmentation soit un peu moins élevé, mais, s'il atteint 3,2 pour cent, il dépassera d'un peu plus de un pour cent le taux récent de l'accroissement démographique. L'augmentation de la production viendra surtout, croit-on, d'une nouvelle expansion, rapide et assez généralisée, qui atteindra près de 20 pour cent de la production des céréales (en Egypte notamment où, par rapport au niveau récent qui était assez bas, l'on s'attend à une reprise), ainsi que d'un nouveau développement rapide de la production de sucre et d'huiles végétales et aussi d'augmentations moins importantes de la production de coton, de légumineuses et des produits du bétail. La production de tabac retombera vraisemblablement au niveau de 1948-50.

Afrique¹

Les données relatives, tant aux chiffres de la population qu'à la production agricole, sont fragmentaires ; elles sont à peu près nulles pour des denrées tropicales essentielles, comme les patates et le manioc. Aussi, les estimations ci-après n'ont-elles qu'une valeur d'indication et pèchent-elles peut-être par excès du fait des cultures d'exportation. Les évaluations pour 1956/57 sont surtout des extrapolations de la FAO d'après les tendances récentes et ce que l'on sait des programmes officiels de production.

De 1948-50 à 1952/53, la production a, semble-t-il, augmenté plus rapidement que l'on ne s'y attendait et dépassé l'accroissement démographique d'environ 1½ pour cent. Pour les graines oléagineuses, le sucre et les agrumes, cette augmentation a été assez importante ; l'on a également

enregistré une certaine augmentation de la production de céréales, en particulier du blé et du riz, qui n'entrent pourtant que pour une part relativement faible dans le total de la production céréalière. La production de bananes, de fruits secs et de vin semble avoir diminué.

En ce qui concerne les cultures d'exportation et les cultures industrielles, la production de thé et de café, bien qu'encore relativement faible, a augmenté rapidement, mais celle du cacao est encore handicapée par la maladie. La production de coton et de fibres dures a augmenté sensiblement ; quant au caoutchouc et au jute, leur production, si elle ne se fait encore que sur une très petite échelle, a augmenté fortement.

D'une manière générale on s'attend à voir ces tendances se maintenir, mais il est probable que les progrès seront un peu plus lents qu'au cours de ces dernières années.

U.R.S.S.

Avant de passer aux régions importatrices de denrées alimentaires, il peut être utile de consacrer un bref exposé aux perspectives en U.R.S.S., bien que les données dont on dispose soient limitées. Les estimations actuelles et futures, données surtout à titre d'indication au tableau 9, se fondent essentiellement sur les chiffres officiels de l'« Etude sur la situation économique de l'Europe depuis la guerre » (1953) de la Commission économique pour l'Europe ; il convient de mentionner ici les problèmes d'interprétation qu'ils posent. Les objectifs pour 1955 supposent des accroissements très élevés du rendement et de la production de céréales, de pommes de terre, de betteraves sucrières, du coton, du lin et des graines oléagineuses, ainsi qu'une rapide augmentation des effectifs du cheptel. Or, le rapport de la Commission économique pour l'Europe met en doute

¹ Non compris l'Egypte, le Soudan anglo-égyptien, l'Erythrée, l'Ethiopie, la Libye et les Somalies.

TABLEAU 9. — U.R.S.S. : PRODUCTION AGRICOLE PRÉVUE POUR 1955 ET AUGMENTATION ANNUELLE EN POURCENTAGE

RUBRIQUES	1950 Moyenne	1952 (Provisaires)	1955 (Estimations)	1950 à 1952	1952 à 1955
	 Indices 1934-38 = 100			Augmentation annuelle en pourcentage	
Production agricole totale	119	131	180	4,8	11,1
Denrées alimentaires seulement	118	128	176	4,5	11,0
Production alimentaire par habitant.	110	115	147	—	—

NOTE : Estimations officielles de l'U.R.S.S., recueillies par la Commission économique pour l'Europe à Genève.
— Négligeable.

la possibilité d'un tel accroissement. Le mécontentement exprimé récemment quant aux progrès de l'agriculture, notamment la déclaration officielle du 7 septembre 1953 sur l'agriculture, corroborent cette thèse. Il est vrai que ces déclarations laissent entendre que l'agriculture pourrait maintenant recevoir des encouragements substantiels.

Europe¹

Malgré l'importante modification qui est intervenue dans la structure des échanges mondiaux

¹ Aux fins du présent rapport, l'Europe a été divisée comme suit :

Europe nord-occidentale :

i) Europe occidentale: Belgique, France, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse.

ii) Europe septentrionale: Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède.

iii) Europe centrale: Allemagne occidentale, Autriche.

Europe méridionale: Espagne, Grèce, Italie, Portugal, Yougoslavie.

Europe orientale: Allemagne orientale, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie.

des produits agricoles, et dont il a été question dans la première partie du présent rapport, l'Europe reste de loin le plus grand importateur du monde. Elle l'est particulièrement en ce qui concerne les denrées alimentaires pour lesquelles sa part représente 60 pour cent du total mondial et environ 90 pour cent des expéditions nettes entre régions ; cependant, pour les fibres naturelles et le caoutchouc, et aussi pour le café et les autres boissons, l'Amérique du Nord devient un importateur de plus en plus important. La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Europe influe donc directement sur les perspectives intéressantes des producteurs de denrées agricoles dans presque toutes les autres régions.

Les années 1948-50 ont constitué en partie la principale période de redressement de l'agriculture dans l'Europe du nord-ouest et l'Europe méridionale, et l'accroissement de la production agricole a atteint annuellement, durant cette période, le taux très élevé de 7 à 8 pour cent. A la fin de cette période, le volume de la production dépassait d'environ 11 pour cent celui d'avant

TABLEAU 10. — EUROPE : ESTIMATION DE LA PRODUCTION EN 1956/57 ET AUGMENTATION ANNUELLE EN POURCENTAGE

RUBRIQUES	1948-50 Moyenne	1952/53 (Provisaires)	1956/57 (Estimations)	1948-50	1952/53- 1956/57
	 Indices 1934-38 = 100			Augmentation annuelle en pourcentage	
EUROPE					
Production agricole totale	97	107	119	3,4	2,5
Denrées alimentaires seulement	97	107	118	3,5	2,5
Production alimentaire par habitant.	91	99	106	—	—
EUROPE DU NORD-OUEST ET EUROPE MÉRIDION.					
Production agricole totale.	104	113	122	2,9	1,8
Denrées alimentaires seulement	104	114	122	3,0	1,8
Production alimentaire par habitant.	95	101	106	—	—

NOTE : Rapports des Etats à la FAO et à l'OECE ; données sur les objectifs essentiels de production des pays de l'Europe orientale fournies par la CEE, Genève ; et estimations de la FAO.

¹ Taux annuel de l'accroissement prévu dans les estimations réunies en octobre 1951 à l'intention de la Sixième Session de la Conférence : production agricole totale, 5,8 pour cent ; production alimentaire seule, 5,9 pour cent.

— Négligeable.

la guerre. Depuis, les progrès ont été plus lents ; aussi, les chiffres estimatifs du taux d'accroissement de 1948-50 à 1952/53 (tableau 10) auraient-ils tendance à donner des progrès récents une idée très exagérée.

L'une des principales raisons qui ont incité l'Europe à accroître la production depuis qu'elle a fini de relever ses ruines a été qu'elle a connu des difficultés monétaires et qu'elle est de plus en plus tributaire de la zone dollar pour ses importations alimentaires, du fait que les ressources des régions à monnaie faible diminuent. Si les ressources des régions situées hors de la zone dollar augmentent à l'avenir, il se pourrait que, pour certains produits, elle se sente moins incitée à atteindre le taux d'accroissement prévu pour la période 1952/53 - 1956/57.

La population de l'Europe du nord-ouest et de l'Europe méridionale augmente lentement par rapport à celle des autres régions et le taux de l'accroissement démographique ne sera probablement que de 3 à 4 pour cent pour la période allant de 1952/53 à 1956/57. Aussi, dans cette région, l'augmentation générale des besoins provoquée par l'accroissement démographique risque-t-elle d'être moins sensible que ne le seront les incidences qu'auront sur la demande les modifications du niveau de l'activité économique ; il en sera particulièrement ainsi pour les denrées les plus demandées, comme les produits du bétail et les fruits.

Les objectifs pour l'Europe orientale, qui sont inclus dans ceux qui concernent le continent tout entier, ont été établis d'après des données officielles rassemblées par la CEE à Genève et reposent sur des bases moins sûres. Il semble en ressortir que l'augmentation annuelle a été d'environ 5 pour cent de 1948/50 à 1952/53 (mais ce chiffre n'a qu'une signification limitée, car il s'applique à la principale période de redressement qui a suivi la guerre et il a été également faussé par les conséquences de la sécheresse dont a souffert le bassin du Danube et qui a entraîné de sérieuses pénuries alimentaires en 1952/53) et que la production devrait augmenter à un rythme sensiblement égal jusqu'en 1956/57. Si les objectifs étaient atteints, la production, dont le volume ne représentait en 1948-50 que 78 pour cent du niveau d'avant-guerre et, en 1952/53, 90 pour cent, atteindrait 110 pour cent de ce niveau. Les conséquences des faibles niveaux de la production actuelle sont moins graves du fait des pertes démographiques dues à la guerre et à l'émigration, et même en 1956/57, le chiffre

de la population ne sera que très légèrement supérieur à celui d'avant la guerre.

Extrême-Orient¹

Bien qu'il soit devenu fort importateur net de produits alimentaires, l'Extrême-Orient est toujours le premier exportateur mondial de thé et d'un grand nombre de produits agricoles non alimentaires tels que le caoutchouc et le jute. Par suite des lenteurs de la reconstruction des régions dévastées par la guerre et d'une série de mauvaises récoltes déficitaires dans l'Inde, dont la superficie cultivée est la plus étendue, la production alimentaire et la production agricole totale jusqu'en 1952/53 sont restées inférieures au niveau d'avant-guerre ou ne l'ont pas dépassé, tandis que la population de la région (Chine non incluse) augmentait de 24 pour cent environ. L'accroissement de la récolte de riz de 1952, qui a également touché la Chine, a quelque peu amélioré la situation. Mais la très faible récolte de blé du Pakistan a partiellement détruit cette amélioration et, d'après les données disponibles, il semble que la production alimentaire par habitant soit inférieure de 15 pour cent au niveau d'avant-guerre².

Bien que tous les gouvernements de la région accordent à présent une importance croissante à l'agriculture dans leurs programmes de développement, la production tend à demeurer en retard sur les plans établis, et même depuis 1948-50, son accroissement a tout juste dépassé celui de la population. C'est en Extrême-Orient, région surpeuplée, où règnent une misère et une sous-alimentation extrêmes, que le problème alimentaire se pose avec le plus d'acuité.

¹ La situation et les perspectives font l'objet d'une étude plus approfondie dans le rapport de la réunion régionale de la FAO, qui s'est tenue à Bangalore, en août 1953, et dans le document de travail préparé à l'intention de cette réunion et publié sous le titre *L'agriculture en Asie et en Extrême-Orient : Développements et perspectives*.

² L'exactitude des évaluations de la production de céréales en Extrême-Orient a été récemment très discutée. Le document de travail préparé pour la réunion de Bangalore indique que, sur la base des estimations de la Indian Planning Commission les statistiques actuelles exagèrent peut-être le fléchissement des disponibilités par habitant depuis la guerre, mais que cette surévaluation ne dépasse certainement pas 6 pour cent. Cette observation n'a rien à voir avec l'opinion que soutiennent certains statisticiens et selon laquelle les évaluations d'avant-guerre et d'après-guerre pourraient sous-estimer sensiblement la production de céréales et la production agricole totale en Extrême-Orient.

TABLEAU 11. — EXTRÊME-ORIENT : ESTIMATION DE LA PRODUCTION EN 1956/57 ET AUGMENTATION ANNUELLE EN POURCENTAGE

RUBRIQUES	1948-50 Moyenne	1952/53 (Provisoires)	1956/57 (Estimations)	1948-50- 1952/53	1952/53- 1956/57
	 Indices 1934-38 = 100			Augmentation annuelle en pourcentage	
EXTRÊME-ORIENT ¹					
Production agricole totale	94	101	118	2,5	4,0
Denrées alimentaires seulement	94	101	118	2,4	3,9
EXTRÊME-ORIENT (sans la Chine)					
Production agricole totale	98	102	119	1,6	3,8
Denrées alimentaires seulement	99	103	118	1,3	3,7
Production alimentaire par habitant . . .	83	83	90	—	—

NOTE : Rapports des gouvernements à la FAO ; données recueillies au cours des voyages préparatoires à la réunion régionale de 1953 effectués par le personnel de la FAO, et renseignements fournis au cours de cette réunion. Les estimations de la production de la région (à l'exclusion de la Chine) pour 1956/57 ont été puisées à concurrence de 75 pour cent à des sources officielles. Le reste représente des estimations de la FAO. On s'est servi autant que possible de données officielles en établissant les estimations pour la Chine.

¹Ces chiffres révisent légèrement, sur la base des estimations récentes faites par les autorités chinoises, qui figurent dans la première partie du rapport sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture.

²Taux annuel de l'accroissement prévu dans les estimations réunies en octobre 1951 à l'intention de la Sixième Session de la Conférence : production agricole totale, 2,7 pour cent ; production alimentaire seule, 2,4 pour cent.

— Négligeable.

On a établi pour les années prochaines des plans à longue échéance qui, dans certains pays, sont étroitement intégrés aux plans de développement économique général. La plupart des pays se proposent d'atteindre en 1956/57 un niveau dépassant de 15 à 20 pour cent celui de 1952/53, et pour la région tout entière (à l'exclusion de la Chine), les plans et les estimations actuelles indiquent, par rapport à 1952/53, une augmentation de 16 pour cent pour le riz, de 18 pour cent pour toutes les céréales, de 16 pour cent pour les légumineuses, de 13 pour cent pour les graines oléagineuses. Des gains plus importants sont même prévus pour certaines cultures industrielles et d'exportation, étant donné le besoin urgent de procurer des devises étrangères, mais ces gains dépendront évidemment des conditions du marché mondial. La FAO ne possède pas de renseignements détaillés sur les objectifs de la Chine encore que, selon une déclaration officielle récente, on ait l'intention d'augmenter de 30 pour cent d'ici 1957 la production des céréales alimentaires et de presque la doubler en dix ans. L'expression « céréales alimentaires » (céréales pour l'alimentation humaine) comprend probablement l'équivalent en céréales des légumineuses, racines et tubercules.

Il est permis de prévoir qu'au cours des prochaines années, le rythme d'expansion sera nettement plus rapide que par le passé. La plupart des pays sont plus familiarisés à présent avec la mise en œuvre des programmes de production. Les vastes travaux d'irrigation, de drainage et

de mise en valeur des terres donnent progressivement des résultats dont certains cependant seront peut-être retardés par la tournure défavorable que prennent les rapports de l'échange dans les pays d'Extrême-Orient. Les prix des produits alimentaires, mais non ceux des matières premières, sont devenus, dans un certain nombre de pays, plus profitables pour les producteurs que pendant la période où le contrôle des prix était rigide. En outre, on a commencé à octroyer crédits et conseils aux agriculteurs, notamment dans le cadre du coopératisme et de programmes de développement communautaire ; néanmoins cette action n'a pas encore atteint une ampleur suffisante. On trouvera au chapitre III une étude plus approfondie de l'évolution de la situation.

Dans l'ensemble, les estimations actuelles pour 1956/57 prévoient un rythme d'expansion au cours des prochaines années deux à trois fois plus rapide que celui enregistré entre 1948-50 et 1952/53. Si cette accélération est techniquement possible, il est évident qu'elle ne saurait être réalisée sans des efforts intensifs de la part des pays eux-mêmes. La plupart des délégués à la Réunion régionale de Bangalore ont estimé que, avec des conditions atmosphériques normales, les objectifs pourraient être atteints, mais que leur réalisation ne peut être tenue pour assurée.

Si tous les programmes sont exécutés conformément aux prévisions, la production alimentaire par habitant ne pourra néanmoins passer que de 83 pour cent à 90 pour cent de la moyenne d'avant-guerre et dépassera à peine la moitié du

niveau mondial moyen. Il est donc évident que les plans actuels sont loin d'excéder les besoins de la région. La question essentielle n'est donc pas de savoir si les plans peuvent être intégralement réalisés, mais plutôt de s'assurer que l'on fait le maximum, tant au sein de la région qu'en ce qui concerne l'aide financière et technique de l'étranger pour rapprocher les niveaux de production et de la consommation alimentaires des besoins essentiels des populations de l'Extrême-Orient.

Généralités

Même s'il faut leur apporter des modifications de détail, les objectifs pour 1956/57 apparaissent, dans l'ensemble, raisonnablement conformes aux besoins des différentes régions. Le taux d'expansion le plus élevé, qui dépasse quelque peu le maximum proposé par la Conférence de la FAO, est prévu pour l'Extrême-Orient où, à l'heure actuelle, les disponibilités par habitant sont nettement inférieures au niveau d'avant-guerre, déjà très bas. On prévoit un accroissement légèrement inférieur en Amérique latine et dans le Proche-Orient, mais, dans ces régions, l'accroissement démographique est rapide et l'expansion prévue est plus proche du niveau minimum recommandé par la Conférence; il en est de même pour l'Afrique. S'il se réalise, cet essor de la production pourrait arrêter sinon renverser la tendance des disponibilités exportables de produits alimentaires des pays peu développés, tendance signalée dans la première partie du présent rapport. En Europe, où les difficultés d'après-guerre de la

balance des paiements ont été largement dues à la dépendance de ce continent vis-à-vis des importations alimentaires, l'expansion prévue ne dépasse que légèrement le taux minimum recommandé. En revanche, en Amérique du Nord, où dans le passé l'essor a été le plus considérable et où le problème des stocks excédentaires se pose avec le plus d'acuité, on prévoit pour les prochaines années un rythme d'expansion plus lent. Le développement prévu en Océanie paraît assez faible et reste très inférieur à l'accroissement démographique prévu, mais, comme on l'a indiqué, le niveau de la production atteint en 1952/53 permet de penser que les estimations pour 1956/57 seront peut-être dépassées.

Comme on l'a déjà dit, 1956/57 est une date plutôt approximative et, si les objectifs actuels de production n'étaient pas atteints aux dates prévues, la situation telle qu'elle apparaît au tableau 12 en serait considérablement modifiée. Si, par exemple, le niveau de production prévu pour 1956/57 dans le monde (non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine) est atteint avec un an de retard, l'augmentation moyenne annuelle de la production ne dépassera l'accroissement démographique que de 0,3 et non de 0,8 pour cent. En Amérique latine, dans le Proche-Orient, en Afrique et dans le nord-ouest et le sud de l'Europe, l'augmentation moyenne annuelle de la production dépassera l'accroissement démographique d'environ 0,5 pour cent et le niveau recommandé de 1,6 pour cent ne serait atteint qu'en Extrême-Orient. L'essor prévu de la production et l'accroissement démographique ne

TABLEAU 12. — RÉCAPITULATION : TABLEAU COMPARATIF DES OBJECTIFS DE PRODUCTION ET DE L'ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE

R É G I O N	Accroissement démographi- que annuel 1948-51	Pourcentage de l'accrois- sement annuel de la pro- duction agricole		Production alimentaire par habitant	
		1948-50- 1952/53	1952/53- 1956/57 (Prévus)	1952/53 (Provisaires)	1956/57 (Estimations)
		 Pourcentages		 1934-38 = 100	
Extrême-Orient (non compris la Chine)	1,3	1,6	3,8	83	90
Amérique latine	2,4	2,3	3,6	96	100
Proche-Orient	2,2	5,2	3,2	107	113
Europe du Nord-Ouest et du Sud	0,8	2,9	1,8	101	106
Afrique	1,7	3,2	2,7	109	114
Océanie	2,8	2,0	1,0	94	89
Amérique du Nord	1,8	1,7	0,6	118	115
Total des régions ci-dessus	1,5	2,3	2,3	100	103
TOTAL MONDIAL ¹	...	2,7	3,3	...	...

¹Y compris des estimations provisoires pour l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine (voir les observations sur ces estimations dans l'étude de la table 3, à la page 15).
... Données non disponibles.

TABLEAU 13. — NOMBRES-INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE PAR HABITANT
DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS

R É G I O N	1934-38 Moyenne	1948-50 Moyenne	1952/53 (Provisoires)	1956/57 (Estimations)
..... Indices : Moyenne mondiale ¹ 1934-38 = 100				
Océanie.	388	372	364	345
Amérique du Nord.	237	281	281	272
Europe du Nord-Ouest et Europe méridionale	131	125	133	139
Amérique latine.	114	111	109	114
Proche-Orient.	81	78	87	92
Afrique.	64	67	70	74
Extrême-Orient (non compris la Chine) . .	58	48	48	52
Moyenne mondiale ¹	100	98	100	103

¹Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

sont donc séparés que par une étroite marge et il suffirait d'une ou deux mauvaises récoltes pour compromettre sérieusement l'amélioration des ressources alimentaires qui est projetée.

Le tableau 12 compare le développement de la production et l'accroissement démographique, mais ne donne aucune indication sur le niveau actuel de la production alimentaire dans chaque région, niveau qui doit être envisagé aussi par rapport aux programmes agricoles. En fait, la situation varie considérablement selon les régions. La production alimentaire par habitant, en Extrême-Orient, n'atteint environ que la moitié de la moyenne mondiale, alors qu'elle est le triple de cette dernière en Océanie et en Amérique du Nord (Tableau 13). La réalisation des objectifs pour 1956/57 ne contribuera que faiblement à rapprocher ces extrêmes. L'Océanie et l'Amérique du Nord étant exportatrices de produits alimentaires, et l'Extrême-Orient importateur net de ceux-ci, la disparité entre ces régions est moindre pour la consommation des produits alimentaires que pour leur production, mais elle n'en demeure pas moins très forte. Etant donné que l'incertitude domine un grand nombre de facteurs, il serait prématuré de tenter d'évaluer dans le détail les modifications que peuvent vraisemblablement subir les niveaux de la consommation si les objectifs de la production pour 1956/57 sont atteints. En général, les estimations indiquent une amélioration graduelle, notamment dans les régions peu développées, mais à un rythme plus lent que celui envisagé dans la « Deuxième enquête mondiale sur l'alimentation » de la FAO.

Bien que les plans et les estimations pour 1956/57 semblent à première vue très raisonnables, on peut se demander dans quelle mesure ils seront réalisés, surtout naturellement en ce qui concerne

les régions où l'on prévoit le taux d'expansion le plus élevé ; il s'agit en l'occurrence de l'Extrême-Orient, où les objectifs impliquent une forte accélération du taux d'expansion, de l'Amérique latine où la réalisation de ces derniers dépend dans une très large mesure des efforts de quelques pays, du Proche-Orient où les rapides progrès actuels peuvent toujours être interrompus par la sécheresse ; et enfin du Nord-Ouest et du Sud de l'Europe où le développement du cheptel s'est ralenti ces dernières années. Depuis le début de la guerre, c'est en Amérique du Nord que l'augmentation de la production a été la plus élevée et il est inévitable que ce continent éprouve certaines difficultés à s'adapter au ralentissement de son rythme d'expansion agricole alors que l'accent est mis sur le développement dans les autres régions.

Au point de vue technique, les prévisions sont sans doute plus favorables qu'auparavant. A mesure que les services de vulgarisation se renforcent dans beaucoup de pays, la diffusion de méthodes agricoles améliorées progresse lentement. Les disponibilités en machines, engrais et autres biens nécessaires à l'agriculture sont plus abondantes et on observe déjà que leur prix, ainsi que les autres coûts de production, commencent à suivre la tendance générale à la baisse, bien que, hors des régions développées, rares sont encore les pays qui utilisent ces disponibilités de façon croissante. Les résultats des programmes à long terme exécutés dans un grand nombre de pays commencent à se faire de plus en plus sentir, notamment en ce qui concerne les travaux d'irrigation, de drainage et de colonisation des terres, lesquels ne portent évidemment leurs fruits qu'au bout d'un certain nombre d'années. On trouvera au chapitre III un examen plus approfondi de ces questions.

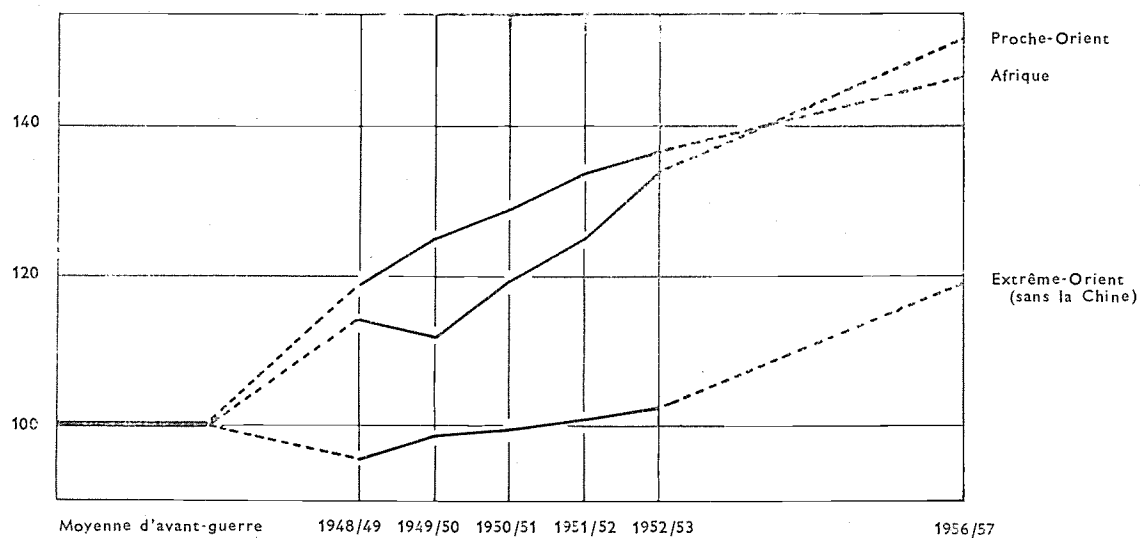
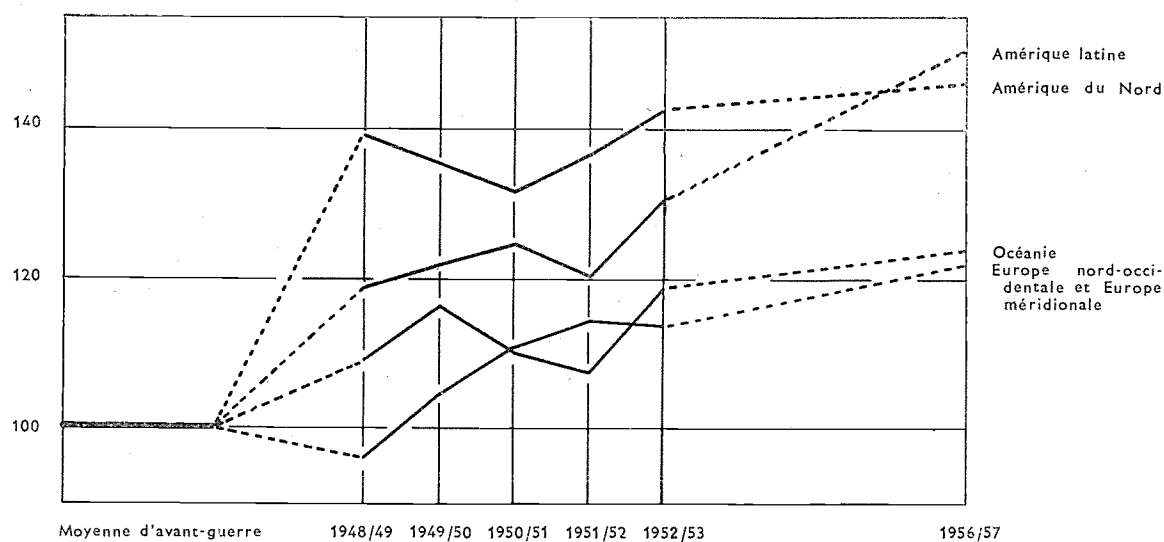
Mais les progrès agricoles dépendent aussi, dans une large mesure, du climat économique, et la situation, dans ce domaine, se trouve déjà sensiblement modifiée, les prix tendant à la baisse et les stocks invendus s'accumulant dans certaines régions, alors que durant les pénuries de l'après-guerre, on se disputait âprement toute tonne supplémentaire de produits alimentaires. Si, à la longue, l'essor démographique constant et l'élévation du niveau de vie doivent accroître la demande de produits alimentaires, il n'en subsiste pas moins le risque d'une sérieuse désorganisation, dangereux si, pendant un certain temps, dans un secteur particulier, l'offre dépasse la demande effective. Il est indispensable à pré-

sent de commencer à envisager le développement agricole d'un point de vue plus sélectif, et il conviendra d'examiner de façon approfondie la question de savoir s'il est possible de trouver des débouchés satisfaisants pour tout accroissement de la production lorsqu'il s'agit surtout de la production pour l'exportation. Il faudra également porter une attention croissante aux mesures à prendre pour développer le marché, spécialement là où les niveaux actuels de consommation sont insuffisants.

L'étude de tous ces problèmes est particulièrement complexe; ils sont néanmoins examinés de façon plus détaillée, produit par produit, au chapitre suivant.

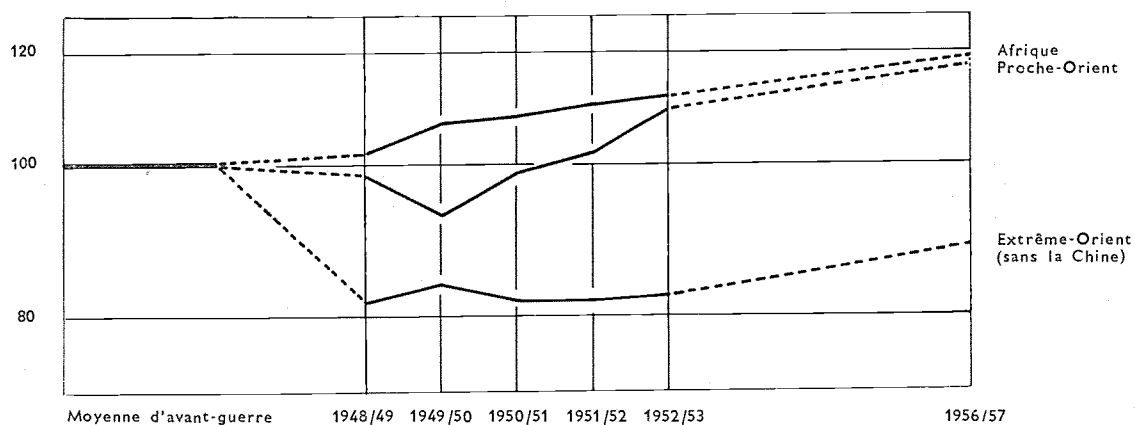
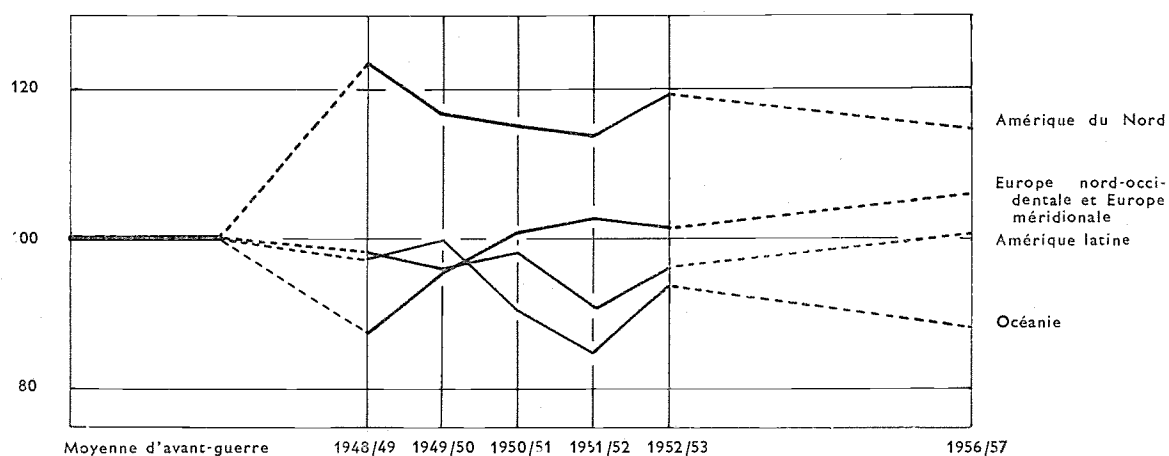
GRAPHIQUE II. - Tendence probable de la production agricole en cas de réalisation des programmes et des estimations pour 1956/57

1934-38 = 100



GRAPHIQUE III. - Tendence probable de la production alimentaire par habitant en cas de réalisation des programmes et des estimations pour 1956/57

1934-38 = 100



Chapitre II

**TENDANCES RELATIVES A CERTAINS PRODUITS
IMPORTANTS**

Chapitre II - TENDANCES RELATIVES A CERTAINS PRODUITS IMPORTANTS

De 1934-38 à 1948-50, la production alimentaire mondiale (production des récoltes et de l'élevage), a augmenté plus rapidement que la production non-alimentaire (fibres naturelles, caoutchouc, produits pour boissons et tabac), et en ce qui concerne la première, la production des récoltes s'est accrue légèrement plus vite que celle de l'élevage. Sous l'influence du « boom » coréen, les produits non-alimentaires et notamment les matières premières ont comblé en 1952/53 une grande partie de leur retard, bien que les positions relatives des trois principaux groupes de produits n'aient pas changé par rapport à l'avant-guerre. Les estimations et les plans pour 1956/57 prévoient à peu près la même progression pour les trois groupes, avec certaines variantes selon les régions. En Amérique du Nord, par exemple, on s'attend à un léger fléchissement de la production de toutes les cultures et l'expansion portera

seulement sur l'élevage, tandis que dans le Proche-Orient et en Extrême-Orient, celle-ci intéressera surtout les récoltes (tableau 14).

La disparité des taux d'expansion des diverses productions depuis 1934-38 est très frappante. C'est ainsi que la production de caoutchouc par habitant dépasse à présent le niveau d'avant-guerre de 50 pour cent et celle des agrumes de 30 pour cent, alors qu'en revanche la production de riz et celle de café, lui sont inférieures de 10 et de 20 pour cent respectivement. Le groupement des données au tableau 15 donne une impression d'ensemble des tendances récentes de la production et montre aussi quels sont les secteurs où interviendront les principales modifications des disponibilités par habitant en 1956/57 si les plans et les estimations actuels se réalisent. Les indices pour 1952/53 reflètent d'une part les changements survenus dans la demande mondiale et de l'autre

TABLEAU 14. — ESTIMATION DE LA PRODUCTION EN 1956/57 PAR GROUPES DE PRODUITS

R É G I O N		Cultures vivrières	Production de l'élevage ¹	Production non-alimentaire
..... Indices : 1934-38 = 100				
Europe (Nord-Ouest et Sud)	1952/53	125	107	105
	1956/57	133	116	119
Amérique du Nord	1952/53	149	144	121
	1956/57	146	153	118
Amérique latine	1952/53	133	135	116
	1956/57	154	157	132
Extrême-Orient (non compris la Chine)	1952/53	105	92	102
	1956/57	122	106	124
Proche-Orient	1952/53	141	119	143
	1956/57	164	130	151
Afrique	1952/53	133	...	150
	1956/57	148	...	170
Océanie	1952/53	114	119	123
	1956/57	119	124	126
Total des régions ci-dessus				
	1948-50	116	114	105
	1952/53	124	122	116
	1956/57	136	133	127

¹Produits alimentaires seulement.

²Production brute (compte non tenu des importations d'aliments du bétail).

... Données non disponibles.

TABLEAU 15. — PRODUCTION (PAR HABITANT) DE CERTAINS PRODUITS : 1952/53, PLANS OU ESTIMATIONS POUR 1956/57 (PRODUCTION MONDIALE, NON COMPRIS L'U.R.S.S., L'EUROPE ORIENTALE ET LA CHINE)

RUBRIQUES	1952/53 (Esti- mations)	1956/57
<i>Indices 1934-38 = 100</i>		
PRODUITS ALIMENTAIRES		
Agrumes	131	141
Oeufs ¹	124	128
Bananes.	113	118
Sucre.	² 109	115
Blé.	109	100
Huiles végétales et graines oléagineuses	103	116
Céréales secondaires	102	105
Toutes céréales	101	102
Viande	96	100
Lait	92	92
Dattes	91	92
Riz.	89	98
Légumineuses	88	101
Pommes de terre	88	91
Figues	86	84
Raisins secs.	74	74
PRODUITS « AROMATIQUES » ET MATIÈRES PREMIÈRES		
Caoutchouc	148	164
Thé.	105	110
Tabac.	98	102
Coton.	95	95
Jute	94	88
Laine (déshuée)	96	91
Cacao.	84	84
Café	80	83

¹Europe, Amérique du Nord et Océanie seulement.
²118 en 1951/52.

les différentes difficultés (d'ordre économique, social et agricole) que soulève le développement de la production.

Perspectives commerciales

En ce qui concerne les perspectives relatives aux principaux produits si les objectifs de production de 1956/57 sont atteints, il semble qu'il y ait lieu non seulement de comparer l'accroissement prévu pour la production et pour la population, mais encore d'examiner les incidences éventuelles d'un tel accroissement sur le volume des échanges internationaux. Ces travaux permettront de préciser l'importance des objectifs de production et les possibilités de les réaliser, ce qui, bien entendu, ne signifie pas que le volume des échanges soit déterminé exclusivement par les variations de la production.

La production de bien des denrées est destinée surtout à l'exportation. Si seulement 10 pour cent

de la production alimentaire mondiale sont exportés, cette proportion s'élève jusqu'à 30 et 40 pour cent pour certains produits alimentaires, tels que le sucre et les graines oléagineuses. Dans le cas des « plantes aromatiques » et des matières premières, les deux tiers environ de la production mondiale font l'objet d'échanges internationaux. Les exportations de laine, de café et de thé dépassent 80 pour cent de la production mondiale et les exportations de cacao et de caoutchouc atteignent presque 100 pour cent de celle-ci. Ces exportations sont destinées avant tout à deux régions, l'Europe et l'Amérique du Nord, et si l'on se borne à comparer l'augmentation prévue de la production et de la population dans la région productrice ou dans le monde entier, on risque de se faire une idée erronée de la position relative des disponibilités et de la demande futures.

Certains pays (les Etats-Unis notamment) ont effectué des estimations de leur consommation intérieure ou de leurs disponibilités exportables, ou encore de leurs besoins d'importations en 1956/1957. Cependant, les évaluations de la consommation ou du commerce en 1956/57 établies par les différents pays étaient en général bien moins complètes que celles de la production et les prévisions ci-dessous sont pour la plupart celles de la FAO. Pour compléter les estimations des pays, la FAO a procédé à des évaluations approximatives en vue de donner une indication provisoire des tendances d'ensemble sur le plan mondial et régional. On a estimé, pour chaque région, le total des besoins intérieurs probables (dans tous les domaines et non seulement pour la consommation humaine), en se fondant sur les prévisions démographiques et sur les tendances récentes des disponibilités par habitant. La différence entre le chiffre de la consommation intérieure et celui de la production a été considérée comme représentant les disponibilités exportables ou, dans les régions déficitaires, les besoins d'importations. Les données dont on disposait n'ont que rarement justifié un examen des échanges intra-régionaux, et on s'est borné en général à examiner dans l'ensemble les mouvements inter-régionaux des produits agricoles, sauf en ce qui concerne les produits de l'élevage, dont le commerce mondial est représenté dans une large mesure par des échanges entre les pays voisins d'une même région.

En établissant ces estimations, on a tablé sur le maintien, dans la plupart des pays, d'un lent accroissement du revenu national par habitant. On a volontairement laissé de côté les effets d'éventuelles variations cycliques, et on a supposé

que la demande jusqu'en 1956/57 ne subira pas de fortes fluctuations sous l'action d'une hausse ou d'une crise. Ceci posé, la tendance prévue à l'accroissement de la production laisse penser que les prix des produits agricoles continueront à baisser lentement, mais il n'a pas été possible, dès à présent, d'étudier dans le détail l'évolution des prix, ni les incidences des politiques nationales, des difficultés de devises, de l'usage grandissant des produits de remplacement des matières premières agricoles et des autres facteurs qui peuvent peser sur les tendances de la consommation pendant les prochaines années, même en l'absence de variations cycliques. Le rôle de ces facteurs varie d'un produit à l'autre et d'une région à l'autre. Ils ont généralement moins d'importance lorsqu'il s'agit de produits alimentaires de base tels que les céréales, pour lesquels les besoins peuvent être évalués avec un peu plus d'exactitude que pour les produits dont la demande est plus élastique, notamment les produits non-alimentaires. On sera peut-être amené au cours de travaux ultérieurs à modifier certaines évaluations des besoins futurs, mais de toutes façons on ne pourra fournir qu'une idée approximative de l'évolution probable de la situation. Les chiffres qui figurent à l'Annexe II sont généralement indicatifs d'un ordre de grandeur et il y a lieu d'attacher moins d'importance à ces derniers qu'aux tendances qui s'en dégagent.

Il convient d'attirer l'attention du lecteur non seulement sur les imperfections des données relatives à la consommation mais aussi, et peut-être même davantage, sur les estimations de base probablement optimistes de la production. L'expérience acquise permet de penser que celle-ci a de fortes chances d'être surévaluée plutôt que sous-évaluée. En effet, il se peut fort bien que tous les plans ne soient pas entièrement réalisés et que les résultats de l'évolution prévue se fassent attendre plus longtemps qu'on ne le prévoit. Si l'on ne tient pas compte de cette tendance à la surévaluation, les chiffres risquent de donner une impression tout à fait fautive, notamment lorsqu'il s'agit de produits pour lesquels, à première vue, ils semblent indiquer d'importantes disponibilités en 1956/57, voire un excédent. On s'est efforcé de signaler dans le texte les cas où cette surévaluation est susceptible d'être forte.

Céréales

La production mondiale par habitant (non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine), en 1952/53, n'a dépassé que d'un pour cent la

moyenne d'avant-guerre, et les disponibilités ont été irrégulièrement réparties. D'importants stocks de blé et de maïs invendus se sont accumulés en Amérique du Nord à la suite de récoltes exceptionnelles, alors qu'en Extrême-Orient les disponibilités par habitant, compte tenu des importations, restaient inférieures d'environ 10 pour cent à celles d'avant-guerre.

Les estimations et les objectifs pour 1956/57 laissent entrevoir une certaine baisse de la production mondiale de céréales panifiables et un développement sensible de la production de riz et de céréales secondaires. Le recul de la production de céréales panifiables serait surtout imputable aux Etats-Unis; en effet, les estimations pour ce pays impliquent que les très hauts rendements des deux dernières années ne se maintiendront pas et que la superficie cultivée en blé sera réduite, sans toutefois l'être au niveau récemment fixé pour 1954. Si cette superficie en 1956/57 restait la même qu'en 1954, la production totale de céréales panifiables de l'Amérique du Nord, avec des rendements normaux, pourrait avoisiner 40 millions de tonnes, soit de 3 à 4 millions de tonnes de moins que ne le prévoient les estimations actuelles figurant à l'annexe I. Si tous les objectifs sont atteints, la production céréalière mondiale par habitant (non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine) excéderait d'environ 2 pour cent le niveau d'avant-guerre, et l'écart qui est apparu dans certaines régions entre l'accroissement de cette production et celui de la population serait légèrement réduit. De toutes façons, la production par habitant resterait bien inférieure au niveau antérieur au conflit en Extrême-Orient, en Europe et en Amérique latine, mais le dépasserait nettement en Amérique du Nord et au Proche-Orient.

Le plan quinquennal actuel de l'U.R.S.S. se propose d'augmenter de 45 pour cent la production céréalière entre 1950 et 1955, augmentation qui dépend en grande partie d'un accroissement de 38 pour cent des rendements à l'hectare. Alors que la superficie prévue a été légèrement dépassée en 1952, on n'a enregistré aucune amélioration du rendement et les renseignements officiels récents indiquent que les progrès sont encore lents. D'après une estimation de la CEE, basée sur des données officielles, la production de céréales panifiables en Europe orientale d'ici 1955 augmenterait de 22 pour cent par rapport à 1948 et celle des céréales secondaires de 32 pour cent. En Chine, l'indice de la production de céréales alimentaires en 1952 est de 109 (1936 = 100) et, d'après une récente déclaration officielle, la production doit

TABLEAU 16. — ESTIMATION DE LA PRODUCTION CÉRÉALIÈRE, TOTALE ET PAR HABITANT, EN 1956/57

Production 1948-50			Production totale			Production par habitant		
Millions de tonnes	Kg par habitant		1948-50	1952/53	1956/57 (Estimations)	1948-50	1952/53	1956/57 (Estimations)
..... Indices : 1934-38 = 100.....								
172,0	1.044	Amérique du Nord.	152	160	153	130	130	117
100,9	137	Extrême-Orient (non compris la Chine)	97	100	119	82	81	91
70,9	235	Europe (Nord-Ouest et Sud)	93	101	108	85	90	94
28,5	179	Amérique latine.	94	115	140	72	82	91
23,1	187	Proche-Orient	112	141	165	95	114	123
21,0	141	Afrique	115	122	133	98	99	101
6,8	561	Océanie.	124	131	127	106	105	92
423,2	257	Total des régions ci-dessus (A)	115	124	132	98	101	102
121	605	U.R.S.S.	119	129	179	112	115	149
39	438	Europe orientale.	90	96	108	94	98	107
89	...	Chine.	91	109	131	...	...	...
672	302	Production mondiale.	110	120	138	99	102	109
DÉCOMPOSITION DU TOTAL PARTIEL (A)								
118,3	72	Céréales panifiables.	111	130	128	94	106	98
73,8	45	Riz (usiné)	105	110	128	89	89	98
231,1	140	Céréales secondaires	122	126	137	103	102	105

¹Ces estimations devront vraisemblablement être réduites si les Etats-Unis continuent à limiter les emblavures.

²Production mondiale, non compris la Chine.

... Données non disponibles.

être portée au cours des 10 prochaines années à 300 millions de tonnes, c'est-à-dire « presque le double du niveau actuel » ; ces estimations tiennent probablement compte de l'équivalent en céréales des légumineuses et des tubercules. La même déclaration a néanmoins souligné les besoins rapidement croissants de la population urbaine et l'accroissement de la production semble être essentiellement destiné à la consommation intérieure. Les besoins se développent également en U.R.S.S., notamment avec l'importance qui vient d'y être donnée à l'amélioration du niveau de vie ; en revanche, en Europe orientale, d'après une estimation de la CEE, il est probable qu'un maximum de cinq cent mille tonnes de céréales panifiables (principalement de seigle) seront exportables et que le cheptel, qui s'accroît rapidement, absorbera toutes les disponibilités en céréales secondaires. Il ne faut donc pas s'attendre à une amélioration marquée des disponibilités exportables de céréales de ces régions d'ici 1956/57, bien que les gouvernements puissent évidemment décider de développer les exportations.

Néanmoins, les estimations pour 1956/57 laissent entrevoir la possibilité de modifications importantes dans la structure du commerce mondial des céréales. On trouvera ci-dessous les prin-

cipales conclusions auxquelles on peut aboutir ; elles ont de toute évidence un caractère très approximatif, étant donné les nombreux facteurs d'incertitude en cause. Quelques-uns des chiffres sur lesquels sont basées ces conclusions figurent d'une façon plus détaillée à l'Annexe II.

Extrême-Orient. Il est probable que l'Extrême-Orient (non compris la Chine) restera importateur net de céréales, car, même si tous les objectifs sont atteints, la production par habitant n'atteindra que 91 pour cent du niveau d'avant-guerre. Toutefois, l'importance de ses besoins en importations nettes, est le principal élément d'incertitude en ce qui concerne les perspectives céréalières et dépend à la fois de la réussite des programmes de production et des niveaux futurs de consommation.

Les objectifs de la production tranchent nettement avec la tendance statique de ces dernières années qui n'a été interrompue que par la bonne récolte de riz de 1952, encore que les perspectives pour 1953 soient dans l'ensemble également favorables. Dans de nombreux pays, la réalisation de ces objectifs exigera une forte amélioration des rendements à l'hectare. Les possibilités d'accroissement de la production ont été brièvement dis-

cutées au chapitre I et sont de nouveau étudiées au chapitre III.

Exportateur net de 2.800.000 tonnes de céréales en 1934-38, l'Extrême-Orient est devenu importateur net d'environ 8 millions de tonnes en 1951 et en 1952. Si l'on compare les objectifs d'exportation pour 1956/57 communiqués à la FAO par les pays exportateurs de riz (5.400.000 tonnes) avec les objectifs d'importation (6 millions de tonnes) fournis par les pays déficitaires, où l'on s'efforce vivement de se libérer davantage des achats de céréales, on constate que les besoins en importations nettes de céréales en provenance de pays situés en dehors de la région, tomberont à cette date à un peu plus de 600.000 tonnes. On peut mettre en question la possibilité d'une telle diminution. Même si tous les objectifs de production sont atteints, ce volume d'importations nettes n'assurerait que 94 pour cent des disponibilités — déjà faibles — d'avant-guerre par habitant et ne ferait qu'améliorer légèrement le niveau peu satisfaisant de la consommation d'après-guerre. De plus, étant donné que celle-ci a augmenté dans les pays exportateurs de riz, la baisse de la consommation dans les pays déficitaires par rapport à l'avant-guerre dépasse la moyenne. Il pourra être difficile de restreindre la consommation dans la mesure voulue sans exercer une pression inflationniste sur les prix des denrées alimentaires, surtout si le développement économique général augmente le pouvoir d'achat.

Etant donné les incertitudes qui planent sur la production et la consommation, le document de travail préparé en vue de la réunion régionale, qui étudie le problème plus en détail, indiquait qu'il ne serait pas surprenant si, en fait, les importations nettes, en provenance de pays situés en dehors de la région, en 1956/57 ne tombaient que très légèrement au-dessous du niveau actuel. Cette opinion n'a pas été infirmée au cours de la réunion. A titre tout à fait provisoire, on peut indiquer le chiffre de 5 à 6 millions de tonnes comme maximum des importations nettes de céréales en 1956/57 ; ce qui impliquerait : a) des objectifs de consommation quelque peu supérieurs à ceux actuellement fixés par les différents pays et b) une surévaluation des estimations de la production et, par conséquent, une baisse des disponibilités exportables de riz dans les pays excédentaires et un accroissement des besoins d'importations dans les pays déficitaires.

Si les besoins nets d'importation de céréales de l'Extrême-Orient sont élevés, ils ne pourront, en grande partie, être couverts que par du blé ou des céréales secondaires, car il est probable que

seules de faibles quantités de l'ordre de 1 million de tonnes de riz, pourraient être fournies par les pays situés en dehors de la région ou par la Chine. L'Amérique du Nord et le Proche-Orient pourraient procurer 750.000 tonnes de riz, et la Chine, si elle continue à exporter, pourrait porter ce chiffre à environ 1 million de tonnes. Toutefois, la moitié de ce tonnage sera vraisemblablement absorbée par l'Afrique, l'Amérique latine et l'Europe. Par conséquent, si les besoins d'importation de l'Extrême-Orient sont élevés, cette région fera appel avant tout au blé pour les satisfaire, étant donné que ce produit sera probablement préféré aux céréales secondaires¹.

Autres pays importateurs de blé. Il est probable que les besoins des autres pays importateurs de blé varieront plus faiblement. En Europe nord-occidentale et méridionale, les objectifs de production prévoient une augmentation de 1,6 million de tonnes seulement (4 pour cent) par rapport à la bonne récolte de 1952/53 ; cet objectif ne devrait pas être difficile à atteindre. Toutefois, la consommation, spécialement celle d'aliments du bétail pourrait s'accroître légèrement, si le prix du blé importé était moins élevé et si on pouvait l'obtenir plus facilement dans la zone non dollar ; au total, il semble improbable que les besoins d'importation de blé, qui sont actuellement de l'ordre de 13 à 14 millions de tonnes se modifient sensiblement. On peut s'attendre à une augmentation continue des importations dans les pays de l'Amérique latine (non compris l'Argentine) où l'accroissement de la consommation est plus rapide que celui de la production. Les importations nettes sont passées d'environ 1.500.000 tonnes avant guerre à 2.500.000 en 1949-52, et on peut s'attendre qu'elles avoisinent 3 millions de tonnes en 1956/57. De même, les importations nettes de blé en Afrique, qui sont passées récemment à 500.000 tonnes par an, augmenteront peut-être légèrement.

Disponibilités exportables de blé. Si l'on atteint les objectifs de 1956/57, les exportations de l'Océanie varieront peu, mais, par contre, les disponibilités exportables de blé augmenteront dans le Proche-Orient et en Argentine. Les exportations d'Argentine, pays où les estimations pour 1956/57 ne prévoient pas d'amélioration par rapport à

¹ Si l'Extrême-Orient se remet à exporter de forts tonnages de riz vers l'Europe, ses besoins en importations nettes de blé augmenteront, mais cet accroissement sera partiellement équilibré par un certain recul des besoins en blé de l'Europe.

la bonne récolte de 1952/53, et la demande d'importation des autres pays d'Amérique latine s'équilibreront dans l'ensemble. Dans le Proche-Orient, les vastes plans de production sont justifiés par les progrès rapides réalisés récemment; toutefois, il faut tenir compte des grandes différences de rendement que l'on enregistre d'une année à l'autre dans cette région. Le rythme de développement des exportations dépendra également de la part de l'accroissement de la production qui sera utilisée pour la consommation intérieure, des prix et de la mesure dans laquelle on aura surmonté les difficultés de transport et d'organisation inhérentes à la mise en œuvre d'un plan d'accroissement de la production. Le volume des disponibilités exportables dans le Proche-Orient reste incertain.

Il semble probable que cet accroissement possible des exportations en provenance de la zone non dollar sera annulé par un recul des disponibi-

lités exportables provenant de la production courante de l'Amérique du Nord, surtout à la suite des restrictions que les Etats-Unis viennent d'imposer aux emblavures; toutefois, les stocks pourront fournir des tonnages supplémentaires pour l'exportation.

Disponibilités et besoins en céréales panifiables.

On trouvera ci-dessous un tableau indiquant quelle pourrait être la situation, si les objectifs de 1956/57 sont atteints. Ce tableau ne vise toutefois qu'à illustrer les tendances déjà discutées. Il montre que, si les besoins en importations nettes de l'Extrême-Orient fléchissent aussi fortement que l'indiquent les estimations établies par les pays de cette région, les disponibilités mondiales exportables provenant de la production courante dépasseront de beaucoup ces besoins, que l'accroissement prévu des exportations de la zone non dollar se réalise ou non.

TABLEAU 17. — CÉRÉALES PANIFIABLES : TENDANCES ÉVENTUELLES DES DISPONIBILITÉS EXPORTABLES NETTES ET DES BESOINS D'IMPORTATIONS NETTES SI LES PRÉVISIONS CONCERNANT LA PRODUCTION DE 1956/57 SE RÉALISENT ¹

R É G I O N	1931-38	1949-52	1956/57 (Estimations)
..... Millions de tonnes métriques			
<i>Exportations nettes</i>			
Océanie	2,7	2,8	2,2 - 2,5
Argentine.	3,5	1,9	2,6 - 3,2
Proche-Orient.	—	—	0,8 - 1,5
URSS et Europe orientale.	2,6	1,1	1,0 - 1,5
TOTAL (zone non dollar).	8,8	5,8	*6,6 - 8,7
Amérique du Nord	5,2	17,9	*12,3 - 14,2
TOTAL GÉNÉRAL.	14,0	23,7	*19 - 23
<i>Importations nettes</i>			
Europe (Nord-Ouest et Sud).	11,2	14,0	13 - 15
Amérique latine (non compris l'Argentine).	1,6	2,6	2,6 - 3,0
Afrique.	0,2	0,5	0,4 - 0,6
Proche-Orient.	—	1,2	— —
Total (non compris l'Extrême-Orient).	13,0	18,3	16 - 18,6
Extrême-Orient ²	1,0 (0,4)	5,1 (6,4)	nil - 5,5
TOTAL GÉNÉRAL.	14,0	23,4	16 - 24

¹Pour plus de détails, voir Annexe II.

²Estimation des disponibilités exportables provenant seulement de la production courante.

³Les importations nettes groupant céréales panifiables et céréales secondaires sont placées entre parenthèses pour les rendre comparables aux chiffres de la dernière colonne, car on a supposé que pour 1956/57, on couvrirait tous les besoins d'importation par du blé si l'on ne peut se procurer du riz. Le total des importations nettes de céréales (y compris environ 500.000 tonnes de riz) est passé de 7,8 millions de tonnes en 1951 à 8,7 millions en 1952.

— Néant ou négligeable.

Si, comme il semble plus probable, les besoins de l'Extrême-Orient baissent moins fortement, il se peut que les disponibilités exportables provenant de la production courante et les besoins d'importation s'équilibrent approximativement; cette éventualité supposera toutefois que les Etats-Unis continuent à limiter les emblavures et que cette politique se traduit effectivement par une réduction des disponibilités exportables de l'Amérique du Nord.

Céréales secondaires. On peut s'attendre à d'abondantes disponibilités en céréales secondaires, si les prévisions pour 1956/57 se réalisent. Si le volume de production prévu en Amérique du Nord laisse un peu de place à l'exportation, (si ce n'est en prélevant sur les stocks) des tonnages beaucoup plus importants seraient disponibles en Argentine et dans le Proche-Orient. Au total, il n'est pas exclu qu'on dispose dans la zone non dollar d'un excédent exportable de 10 à 12 millions de tonnes qui permettrait d'expédier les mêmes tonnages qu'avant-guerre en Europe nord-occidentale et méridionale, seules régions régulièrement importatrices.

On peut se demander s'il sera possible d'absorber un tel excédent. Au cours des dernières années, les importations nettes de l'Europe ont atteint en moyenne 8 millions de tonnes; les besoins semblent y avoir diminué définitivement par suite de la réduction des effectifs chevalins et des économies réalisées dans la consommation des céréales fourragères, surtout grâce à une meilleure utilisation des pâturages. En outre, les objectifs européens impliquent un accroissement de la production de céréales secondaires d'environ 4 millions de tonnes, par rapport à 1952/53, ce qui réduirait encore davantage les besoins d'importation. C'est pourquoi la réalisation de tous les plans de production risque de se traduire par la formation d'un excédent (tableau 18).

La formation d'un excédent dépend d'un certain nombre de facteurs. Par exemple, des disponibilités plus abondantes de céréales fourragères dans la zone non dollar pourraient ralentir la campagne d'expansion de la production en Europe, surtout si les prix continuent à fléchir, et stimuler fortement la demande, si la baisse des prix des céréales fourragères se répercute sur ceux des

TABLEAU 18. — CÉRÉALES SECONDAIRES : TENDANCES ÉVENTUELLES DES DISPONIBILITÉS EXPORTABLES NETTES ET DES BESOINS D'IMPORTATIONS NETTES, SI LES PRÉVISIONS CONCERNANT LA PRODUCTION DE 1956/57 SE RÉALISENT ¹

R É G I O N	1934-38	1949-52	1956/57 (Estimations)
..... Millions de tonnes métriques			
<i>Exportations nettes</i>			
Argentine.	7,4	1,1	6,0 - 6,5
Océanie	0,1	0,5	0,6 - 0,7
Proche-Orient.	0,4	0,5	2,1 - 2,8
Afrique	0,8	0,9	0,8 - 1,0
Extrême-Orient	0,6	—	—
U.R.S.S. et Europe orientale.	1,6	1,1	0,5 - 1,5
Total (zone non dollar)	10,9	4,1	10,0 - 12,5
Amérique du Nord	0,1	4,9	0 - 0,5
TOTAL GÉNÉRAL.	11,0	9,0	10,0 - 13,0
<i>Importations nettes</i>			
Europe (Nord-Ouest et Sud)	11,0	8,1	7,0 - 10,0
Extrême-Orient	—	1,3	—
TOTAL GÉNÉRAL.	11,0	9,4	7,0 - 10,0

¹Pour plus de détails, voir Annexe II.

²Estimations des disponibilités exportables provenant seulement de la production courante.

³Chiffres compris dans les céréales panifiables car on a supposé que si l'on dispose de blé, on utilisera ce dernier de préférence aux céréales secondaires.

— Néant ou négligeable.

produits d'origine animale. Le recul des prix pourrait également ouvrir d'importants débouchés en dehors de l'Europe et se traduire par un accroissement de la consommation de ces céréales dans les pays exportateurs. Il se peut également que l'essor des exportations soit plus lent qu'on ne le prévoit. L'Argentine aura plus de difficultés (difficultés de récolte notamment) à réaliser ses objectifs de production pour les céréales secondaires que pour les céréales panifiables. Dans le Proche-Orient, l'accroissement rapide des exportations peut poser les mêmes problèmes pour les céréales secondaires que pour le blé. Toutefois, même si les exportations en provenance des régions ci-dessus s'accroissent moins vite qu'on ne le prévoit, une pénurie semble improbable si l'on écarte la possibilité de mauvaises récoltes auxquelles les importants stocks de l'Amérique du Nord permettraient d'ailleurs, pour le moment tout au moins, de faire face.

Sucre

La production de sucre par habitant est déjà très supérieure à celle d'avant la guerre et la récolte exceptionnellement abondante de 1951/52 a rendu nécessaire une limitation de la production cubaine et la constitution, par les autorités cubaines, d'une « réserve de stabilisation » de 1,8 millions de tonnes. A en juger par les objectifs et les estimations pour 1956/57, la production mondiale augmentera encore fortement.

En Amérique du Nord (y compris les îles Ha-waïi) la production augmentera sans doute de façon moins marquée que dans les autres régions, et il est probable que les besoins d'importation de cette région dépasseront de 0,7 million de tonnes la moyenne d'après-guerre. D'autre part, si l'Europe nord-occidentale et méridionale, qui constitue l'autre principale région importatrice, parvient à augmenter sa production autant qu'elle projette de le faire, elle ne devra importer guère plus qu'elle le fait actuellement même si, après suppression du rationnement, le Royaume-Uni reprend son rythme de consommation de l'avant-guerre. Les besoins nets d'importations de l'ensemble des régions pour 1956/57 paraissent devoir se situer à un peu moins de 9 millions de tonnes.

D'autre part, si tous les objectifs de production sont atteints, il se pourrait que plus de 11 millions de tonnes soient disponibles pour les échanges inter-régionaux. La limitation de la production cubaine est largement compensée par les augmentations envisagées par d'autres pays de l'Amérique latine. On s'attend à un développement considérable des exportations australiennes et sud-africaines et les estimations de production pour l'Extrême-Orient font supposer que les exportations de cette région retrouveront en grande partie leur niveau d'avant-guerre. Quant à l'Europe orientale, elle pourra sans doute exporter jusqu'à un million de tonnes.

TABLEAU 19. — SUCRE (ÉQUIVALENT DE SUCRE BRUT)¹ : ESTIMATION DE LA PRODUCTION TOTALE ET DE LA PRODUCTION PAR HABITANT EN 1956/57

R É G I O N	1934-38	1948-50	1952/53 (Provisoires)	1956/57 (Estimations)
..... Millions de tonnes métriques				
Amérique latine	7.2	12.2	12.4	13.3
Extrême-Orient (non comp. Chine)	6.6	5.3	6.8	7.9
Europe nord-occidentale et méridionale	4.0	4.8	5.5	6.2
Amérique du Nord	2.8	3.0	3.0	3.3
Afrique	1.0	1.3	1.4	1.7
Océanie	1.1	1.1	1.1	1.4
Proche-Orient	0.2	0.4	0.5	0.6
Total des régions ci-dessus	22,9	28,1	30,7	34,4
TOTAL MONDIAL	27.9	33,1	36,0	42,8
..... Kg. par habitant				
Production mondiale par habitant ⁵	16,4	17,1	17,9	18,9

¹Y compris équivalent en sucre brut du sucre de canne non centrifugé.

²14.6 millions de tonnes en 1951/52.

³1935-39.

⁴Australie 1936-39.

⁵Non compris U.R.S.S., Chine et Europe orientale.

— Néant ou négligeable.

Mais il est probable que ces objectifs de production subiront d'importantes modifications. Le développement de la production européenne, stimulé dans une large mesure par les conditions atmosphériques favorables qui ont régné en 1953/54, pourrait être freiné par l'accroissement des disponibilités de sucre de canne produit à des prix plus avantageux en dehors de la zone dollar. Certains pays de la région ont d'ailleurs déjà réduit leurs objectifs de production. Quant aux excédents probables de l'Europe orientale, ils seront sans doute largement absorbés par l'Union soviétique dont la production n'atteindra vraisemblablement pas l'objectif ambitieux qu'elle s'est fixé ; il convient pourtant de noter que les contingents d'exportations fixés pour ces deux régions dans le nouvel Accord sur le sucre totalisent près d'un million de tonnes. Cet Accord conduira probablement à une réduction de certains programmes de production, car les exportateurs signataires sont convenus d'ajuster leur production en fonction de leur consommation intérieure, des exportations autorisées et de stocks maxima spécifiés.

Huiles et graines oléagineuses

La production mondiale d'huiles végétales et de graines oléagineuses (en équivalent d'huile et y compris les oléagineux ayant servi à des fins autres que la production d'huile) a dépassé en 1952/53 d'environ 20 pour cent celle d'avant la

guerre. Cette augmentation a été légèrement plus forte que celle de la population mondiale.¹

L'augmentation de la production brute d'huiles végétales et de graines oléagineuses est due pour près de la moitié au développement considérable qu'elle a pris en Amérique du Nord, en particulier pour le soja et la graine de lin, et pour un tiers environ à l'Union soviétique et au continent africain, en mesure égale. En Extrême-Orient et en Amérique latine, la production est sensiblement au niveau d'avant-guerre, et très inférieure à celui-ci pourtant si on la calcule par habitant (tableau 20).

Selon les objectifs et les estimations, la production brute d'huiles végétales et de graines oléagineuses (en équivalent d'huile) dépassera en 1956/57, d'environ 25 pour cent la moyenne de 1948-50. Cette augmentation intéresse à peu près dans la même mesure les principales régions productrices ; toutefois, l'augmentation prévue sera légèrement inférieure à la moyenne en Amérique du Nord et sensiblement plus forte en Union soviétique, ainsi que dans les zones moins importantes de production de l'Europe et du Proche-

¹ Si toutefois l'on ne fait pas entrer en ligne de compte les graines oléagineuses non utilisées pour la production d'huile, mais si l'on ajoute, par contre, le beurre (matières grasses), le saindoux, le suif, les graisses animales, les huiles de baleine et de poisson, la production d'huiles et graisses par habitant est légèrement inférieure à celle d'avant-guerre.

TABLEAU 20. — HUILES VÉGÉTALES ET GRAINES OLÉAGINEUSES (EN ÉQUIVALENT D'HUILE) : ESTIMATION DE LA PRODUCTION TOTALE ET DE LA PRODUCTION PAR HABITANT EN 1956/57

R É G I O N	1934-38	1948-50	1952/53 (Provisoires)	1956/57 (Estimations)
..... Millions de tonnes métriques				
Extrême-Orient (non compris la Chine) . . .	3,9	3,8	4,2	4,8
Afrique	1,5	1,9	2,1	2,5
Amérique du Nord	11,3	2,6	2,7	2,8
Amérique latine	1,1	1,1	1,1	1,5
Europe nord-occidentale et méridionale . . .	0,8	0,8	0,8	1,3
Proche-Orient	0,4	0,5	0,6	0,7
Océanie	0,1	0,1	0,2	0,2
Total des régions ci-dessus	9,1	10,8	11,7	13,8
TOTAL MONDIAL	14,6	16,5	17,6	20,6
..... Kg. par habitant				
Production par habitant ³	6,6	6,6	6,8	7,6

NOTE : Les chiffres de production ci-dessus sont bruts et comprennent par conséquent les graines non utilisées pour la production d'huile mais utilisées comme semence, engrais, aliment du bétail ou pour l'alimentation humaine.

¹ 1935-39.

² 1,6 millions de tonnes en 1951/52.

³ non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

Orient. Si ces estimations se réalisent, la production mondiale par habitant dépasserait d'environ 15 pour cent le niveau d'avant-guerre; cependant, en Extrême-Orient et en Amérique latine, elle restera sensiblement au-dessous de la moyenne 1934-38.

Si l'on tient compte des tendances probables de la production d'huiles de graisses animales et d'huiles d'animaux marins, l'augmentation de la production mondiale par habitant de graisses et huiles devrait être d'environ 10 pour cent, contre les 15 pour cent envisagés pour les seules huiles végétales et graines oléagineuses. La production mondiale de beurre augmentera sans doute moins vite que la population mondiale. La production d'huile de baleine est limitée par un accord international qui a pour but de protéger le stock mondial de baleines et il est improbable que l'on autorise, au cours des quelques années à venir, une augmentation des captures. Par contre, il se pourrait que la production mondiale de saindoux, de suif et de graisses, sous-produits de l'abattage, augmente à peu près au même rythme que celle des huiles végétales et des graines oléagineuses.

L'augmentation prévue de la production des huiles végétales et des graines oléagineuses est de l'ordre de 4 pour cent par an, ce qui suppose une accélération sensible du rythme de production, étant donné que de 1948-50 à 1952/53, elle n'a été que de l'ordre de 2 pour cent par an.

L'Amérique du Nord et l'Europe absorbent à elles deux environ 85 pour cent des importations mondiales de graisses et huiles de toute nature (le pourcentage est légèrement inférieur pour les graisses animales et les huiles d'animaux marins et légèrement supérieur pour les huiles végétales et les graines oléagineuses). Bien que ces pourcentages aient, semble-t-il, plutôt tendance à diminuer, ces deux régions joueront encore, en 1956/57 un rôle de premier plan dans les importations mondiales.

Comme les pays d'Europe se proposent d'augmenter leur production laitière et de viande par habitant, il s'ensuit que leur production de beurre, de saindoux et de suif, augmentera aussi; il se pourrait que les quantités de lait destinées à la beurrerie aillent en diminuant et que les quantités de beurre importées d'autres régions n'augmentent pas. Dans ce cas, les disponibilités de beurre par habitant pourraient diminuer en Europe et il s'ensuivrait une augmentation de la demande des huiles végétales par l'industrie de la margarine. Cependant, la faveur croissante dont jouissent les détersifs synthétiques a pour effet

de restreindre les débouchés ouverts aux graines et huiles de savonnerie; en Europe, ce phénomène se traduira par une tendance à la contraction de la demande des huiles de palme et de coco en particulier, ainsi que des suifs non comestibles.

En Amérique du Nord, la forte augmentation de la production par rapport à l'avant-guerre a réduit à des proportions relativement modestes la demande de graisses et huiles étrangères de la part des industries alimentaires; des savonneries et des fabricants de peinture; on continue toutefois à importer de petites quantités d'huile de coco destinées à la savonnerie et d'huile très siccatives telles que l'huile d'aleurites. Il est possible que les Etats-Unis aient besoin d'importer davantage d'huiles spéciales nécessaires à certaines fabrications, en particulier d'huile de coco et de ricin, mais cette augmentation de la demande ne sera probablement pas très importante d'ici 1956/57.

Dans les régions autres que l'Europe et l'Amérique du Nord, la production des huiles végétales et des graines oléagineuses devrait, selon les objectifs, avoir augmenté en 1956/57 plus fortement que ne l'aura probablement fait la consommation, même en admettant que celle-ci retrouve son niveau d'avant-guerre en Extrême-Orient et continue à se développer au rythme actuel dans les autres pays. Les disponibilités mondiales exportables augmenteraient alors dans une plus grande mesure que la demande d'importation probable. Il faut cependant noter que cette conclusion repose sur plusieurs hypothèses. Les objectifs fixés pour 1956/57, en général ambitieux, ne seront peut-être pas atteints, surtout si le marché faiblit. De plus, la consommation intérieure des pays exportateurs augmentera peut-être beaucoup plus qu'on ne l'a supposé et en Amérique du Nord et en Europe de nouvelles utilisations industrielles apparaîtront peut-être plus rapidement qu'on ne saurait l'imaginer à l'heure actuelle.

Produits d'origine animale

Bien que la viande, le lait et les produits laitiers, et les œufs représentent environ 40 pour cent de la valeur de la production agricole mondiale, assez rares, en dehors de l'Amérique du Nord, de l'Océanie, de l'Europe et de certaines parties de l'Amérique latine, sont les pays qui ont fixé des objectifs précis pour les effectifs du cheptel ou pour la production animale, comme ils le font pour les cultures. On estime pourtant que les quatre régions susdites fournissent environ 80

pour cent de la production mondiale, si l'on fait abstraction de l'Union soviétique, de l'Europe orientale et de la Chine. L'importance accordée à la pro-

TABEAU 21. — VALEUR DE LA PRODUCTION ANIMALE EN POURCENTAGE DE LA PRODUCTION AGRICOLE TOTALE DES DIVERSES RÉGIONS DE 1948 A 1952

R É G I O N	Produits alimentaires ¹	Cultures alimentaires	Produits non alimentaires
	 Pourcentages		
Europe nord-occidentale et méridionale.	57	40	3
Amérique du Nord	55	34	11
Océanie	52	23	25
Amérique latine.	39	41	20
Proche-Orient.	30	59	11
Afrique.	22	68	10
Extrême-Orient (non compris la Chine).	17	70	13
Total des régions ci-dessus	42	47	11
TOTAL MONDIAL. . . .	39	51	10

¹Produits alimentaires seulement. La laine a été comprise parmi les produits non alimentaires.

²Production brute, compte non tenu des importations d'aliments du bétail.

duction animale dans l'agriculture varie énormément d'une région à l'autre (tableau 21) et n'a guère changé par rapport à l'avant-guerre, si ce n'est qu'elle a un peu diminué en Europe. Les données du tableau 14 font ressortir cet écart entre la production animale et les autres secteurs de l'agriculture en Europe ; mais il semble, au contraire, que, dans les autres grandes régions productrices, cette production ait suivi sensiblement l'évolution des autres secteurs. En ce qui concerne l'avenir, les estimations et les objectifs pour 1956/57 font prévoir qu'une place plus importante sera faite à la production animale.

En dehors des principales régions productrices, la production des denrées d'origine animale est encore limitée ; mais il semble qu'elle commence à recevoir une plus grande attention. Les estimations de la production par habitant de viande et de lait dans les « autres régions » (tableau 22) donnent une certaine idée de l'écart qui les sépare encore des principales régions d'élevage.

En Amérique du Nord et en Océanie, la production laitière n'a pas augmenté, depuis la fin des années trente, au même rythme que la popu-

TABEAU 22. — ESTIMATION DE LA PRODUCTION PAR HABITANT DE DENRÉES D'ORIGINE ANIMALE SI LES PLANS ET ESTIMATIONS POUR 1956/57 SE RÉALISENT

R É G I O N	1934-38	1948-50	1952/53	1956/57 (Estimations)	1948-50	1952/53	1956/57 (Estimations)
	 Kg. par habitant				... Indices : 1934-38 = 100 ...		
<i>Lait</i>							
Océanie	949	882	862	792	93	91	83
Amérique du Nord.	435	383	364	337	88	88	78
Europe nord-occidentale et méridion.	296	255	283	297	86	96	101
Autres régions	47	47	47	49	99	100	104
TOTAL MONDIAL ¹	142	124	128	127	88	90	90
<i>Viande</i>							
Océanie	136	132	131	124	94	93	92
Amérique du Nord.	58	66	66	67	114	114	116
Amérique latine	41	36	33	34	89	81	83
Europe nord-occidentale et méridion.	32	24	28	30	75	89	94
Autres régions	5	4	5	5	92	95	102
TOTAL MONDIAL ¹	20	18	19	19	92	96	99
<i>Oeufs</i>							
Amérique du Nord.	17	23	23	23	140	137	139
Océanie	11	12	11	11	106	97	98
Europe nord-occidentale et méridion.	8	7	8	8	93	105	109
TOTAL DES RÉGIONS CI-DESSUS. . .	11	13	13	14	120	124	128

¹Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

lation, et les estimations pour 1956/57, indiquent une persistance probable de cette tendance. Ce phénomène est probablement en rapport avec la tendance à la diminution de la consommation du beurre sous l'effet de la concurrence de la margarine. On constate d'ailleurs la même tendance dans la plupart des pays d'Europe, où elle a été en partie contrebalancée par une certaine augmentation de la consommation du lait en nature, et où les estimations pour 1956/57 font entrevoir un retour à la situation d'avant la guerre en ce qui concerne la production par habitant.

Pour la viande, la production par habitant est nettement plus forte qu'avant la guerre en Amérique du Nord, et l'on estime qu'elle augmentera encore légèrement d'ici 1956/57. Dans les autres grandes régions productrices, elle est très inférieure à la moyenne d'avant-guerre, mais on prévoit qu'elle regagnera du terrain d'ici 1956/57. Pour les œufs, la situation est analogue dans les principales régions productrices. En Amérique du Nord, il y a eu une notable augmentation de la production qui, d'après les estimations pour 1956/57, pourrait se stabiliser aux environs du chiffre actuel par habitant, qui est élevé. En Océanie, la production actuelle par habitant est un peu inférieure à la moyenne d'avant-guerre, tandis qu'elle est un peu supérieure en Europe nord-occidentale et méridionale. Dans cette dernière région, les estimations et les objectifs pour 1956/57 indiquent une lente tendance à l'augmentation.

L'U.R.S.S. a reconstitué lentement ses effectifs de bétail, mais le nombre des vaches n'atteint pas encore le chiffre d'avant-guerre. La dernière en date des déclarations officielles sur l'agriculture fait en outre état de la faiblesse des rendements. Les autorités ont décidé d'accorder des primes plus élevées pour encourager l'élevage et pour augmenter les disponibilités fourragères ; des objectifs ont été en outre fixés, qui envisagent une augmentation considérable du cheptel d'ici la fin de 1954. Cependant, les augmentations projetées sont si importantes qu'il sera difficile de les réaliser à moins de réduire considérablement les abattages.

Dans les pays de l'Europe orientale en revanche, les effectifs, et en particulier les effectifs de porcs, ont en tendance à dépasser les objectifs prescrits. En Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie, les producteurs ont dû abattre au cours de l'hiver 1950/51 un grand nombre de porcs, faute de pouvoir les nourrir, alors que leurs effectifs dépassaient déjà les objectifs fixés pour trois à cinq années plus tard. En Allemagne orientale aussi, les effectifs porcins dépassaient déjà en 1952 les objectifs de

1955. La Pologne a déjà exporté de grandes quantités de viande de porc et si, comme il n'est pas impossible, les objectifs de la production de viande sont atteints, on pourra élever les niveaux de consommation intérieure tout en gardant une forte marge excédentaire pour l'exportation. Toute augmentation assez importante des exportations vers l'Europe occidentale aurait pour effet d'aggraver les difficultés d'écoulement qui, comme il est dit plus loin, peuvent se présenter dans cette région. Les pays de l'Europe orientale se proposent également des augmentations importantes de leur production de lait et d'œufs, ce qui pourrait avoir pour effet d'augmenter les disponibilités exportables. Ces dernières années l'Europe orientale a vendu à l'Europe occidentale environ 20.000 tonnes d'œufs par an et il est probable qu'elle pourra continuer à en exporter au moins autant.

Le commerce international de la viande est pour une large part fonction des quantités qui sont fournies au Royaume-Uni. Or ce pays envisage une telle augmentation de sa production de viande de porc et de bacon qu'il se pourrait que, d'ici 1956/57, ses besoins en viande de porc importée diminuent fortement, même si l'abolition prévue du rationnement ramène la consommation de viande de porc et de bacon au niveau d'avant-guerre. D'autre part, les estimations actuelles de la production des trois principaux pays fournisseurs de la Grande-Bretagne (Danemark, Pays-Bas et Irlande) font ressortir une légère augmentation des disponibilités exportables de ces pays. En ce qui concerne la viande de bœuf et de mouton, les disponibilités totales du Royaume-Uni resteront encore, malgré l'augmentation de production envisagée, bien au-dessous du niveau d'avant-guerre, si les importations n'augmentent pas. A vrai dire, il y aura probablement une certaine augmentation des disponibilités exportables de l'Océanie, si les estimations de 1956/57 se réalisent, et peut-être même de l'Amérique latine, mais il est douteux qu'elle puisse suffire ensemble à ramener la consommation britannique à son niveau d'avant-guerre. Le principal déficit portera sur la viande de bœuf. Il reste donc à voir si la consommation de viande au Royaume-Uni demeurera inférieure à son niveau d'avant-guerre ou si, à défaut de viande de bœuf, la demande se déplacera vers la viande de porc. Si un tel déplacement de la demande portait la consommation individuelle de viande de porc au-dessus du niveau d'avant-guerre, les difficultés d'écoulement de la viande de porc européenne, qui peuvent se présenter comme il a été dit, s'atténue-

raient peut-être sensiblement. L'issue dépendra vraisemblablement du prix, aussi bien de la viande que des aliments du bétail, et des devises dans lesquelles il faudra les payer. Les estimations de production concernant les autres pays ne laissent entrevoir aucune modification importante de la structure du commerce international de la viande.

Pour les œufs aussi, les estimations pour 1956/57 font prévoir une diminution des besoins d'importations chez les deux principaux pays importateurs (Royaume-Uni et Allemagne) même si la consommation y retrouve son niveau d'avant-guerre, ainsi qu'une légère augmentation des disponibilités exportables dans les principaux pays exportateurs d'Europe. Si la consommation par habitant n'augmente pas dans l'Europe nord-occidentale, l'ensemble de la région, qui est pour le moment importatrice nette d'environ 100.000 tonnes, disposera pour l'exportation d'un léger excédent. Mais s'il se produit une baisse de prix des aliments du bétail et par conséquent des œufs, il est probable que la consommation augmentera de manière appréciable. Les exportations à destination des pays de l'Europe nord-occidentale et les échanges entre pays de cette région continueront vraisemblablement à constituer la presque totalité du commerce international.

On peut en dire autant dans l'ensemble du commerce international des produits laitiers, bien que les exportations de lait en poudre et de lait concentré vers les pays à faible développement économique soient en augmentation. Les estimations de production 1956/57 font entrevoir une augmentation de la production laitière par habitant en Europe; mais la consommation du beurre continue à diminuer dans la plupart des pays. Par contre, nombre de pays peuvent encore augmenter leur consommation de lait liquide, bien que les progrès dans ce sens n'aient pas été très marquants ces derniers temps, sauf en Italie. La diminution apparente de la production par habitant en Océanie n'entraînera pas nécessairement une réduction des disponibilités exportables. Toutefois, étant donné les nombreuses possibilités d'utilisation du lait, les estimations de production ne suffisent pas à indiquer clairement les tendances probables du commerce mondial.

Produits de la pêche

Grâce à la réalisation des programmes de restauration d'après-guerre, au développement des pêches existantes et à l'organisation de nouvelles pêches, la production annuelle (captures) de poisson, crustacés et mollusques, qui était d'environ

22 millions de tonnes avant la guerre, a passé de 20 millions de tonnes en 1948 à environ 26 millions de tonnes en 1952.

Si l'on considère l'utilisation, pour la consommation humaine, du poisson débarqué, on constate le développement qu'ont pris la conserverie et en particulier les procédés modernes de congélation. L'augmentation de production réalisée après la guerre a été absorbée presque tout entière par les usines qui réduisent le poisson en farines pour le bétail ou en extraient des huiles, et qui ont pris un énorme développement.

Les conditions d'écoulement sur les marchés intérieurs et dans le commerce international, l'affaiblissement de la demande effective, les disponibilités accrues de denrées alimentaires concurrentes, les programmes de consolidation, les compressions de dépenses, etc., auront peut-être pour effet de retarder le rythme d'accroissement annuel pendant la période 1953-57, comparativement à celui de 1948-52, en Europe, en Amérique du Nord, en Afrique du Sud et au Japon. Dans les régions à faible développement économique, Amérique latine, Afrique centrale, Moyen-Orient et Asie du Sud-Est par exemple, il se pourrait que la modernisation des marchés, des transports et de la manutention, ainsi que la mécanisation et autres perfectionnements techniques apportés aux embarcations et les engins de pêche, et enfin la pisciculture dans les eaux intérieures permettent d'obtenir un accroissement relativement important de la production.

L'organisation scientifique et rationnelle de l'industrie de la pêche et le développement général de l'activité économique permettront peut-être de porter la production à environ 30 millions de tonnes d'ici 1957, et à 34 millions de tonnes d'ici 1960. Cependant, si l'on n'arrive pas à surmonter les nombreuses difficultés actuelles, la stagnation, voire le recul de la production chez les principaux producteurs, annuleront probablement les augmentations qui pourraient se produire chez les producteurs moyens et l'ensemble de la production mondiale ne s'élèvera pas au-dessus de son niveau actuel.

Café

La production mondiale de café n'a pas encore regagné son niveau d'avant-guerre, mais les estimations donnent à penser que d'ici 1956/57 elle le dépassera d'environ 9 pour cent. Toutefois, cela n'entraînerait qu'une légère augmentation, par rapport au chiffre actuel, de la production par habitant. Au Brésil, le principal producteur

de café, les estimations actuelles indiquent pour 1956/57 une production plutôt inférieure à celle d'avant-guerre ; il se pourrait même que les perspectives se trouvent modifiées du fait de récentes gelées qui auraient endommagé les nouvelles plantations. Par ailleurs, il semblerait, d'après des informations non officielles, que les nouvelles plantations soient plus importantes qu'il ne ressort des estimations actuelles. Dans les autres pays de l'Amérique latine et en Afrique, on s'attend à ce que l'expansion de ces derniers temps continue et une certaine reprise de la production est probable en Extrême-Orient.

TABIEAU 23. — CAFÉ : ESTIMATION DE LA PRODUCTION TOTALE ET DE LA PRODUCTION PAR HABITANT EN 1956/57

RUBRIQUES	1934-38	1948-50	1952/53 (Provi- soires)	1956/57 (Esti- ma- tions)
<i>Millions de tonnes métriques</i>				
Amérique latine	2,12	1,85	1,98	2,18
Afrique	0,12	0,23	0,28	0,30
Autres régions	0,18	0,11	0,12	0,15
TOTAL MONDIAL	2,42	2,19	2,38	2,63
<i>..... Kg. par habitant</i>				
Production par habitant ¹	1,74	1,33	1,39	1,45

¹Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

En Amérique du Nord, la consommation par habitant est considérablement plus forte que avant la guerre. En Europe, par contre, malgré une forte augmentation des importations en 1952, elle ne représente qu'environ les deux tiers du chiffre d'avant-guerre. Il est cependant douteux que les importations européennes puissent encore augmenter beaucoup, surtout si les prix restent fermes, et il est plus probable que la plus grande partie de l'augmentation de la production qui aura lieu d'ici 1956/57 sera absorbée par d'autres régions, notamment l'Amérique du Nord, où la consommation du café augmente rapidement. D'une manière générale, la situation de l'offre sera peut-être un peu plus favorable d'ici là, surtout si, comme il paraît possible, la production dépasse certaines estimations.

Thé

La production mondiale (non compris celle de la Chine et de l'Union soviétique) a augmenté fortement depuis la guerre, bien qu'en 1952/53 elle soit tombée légèrement au-dessous du chiffre

de l'année précédente. La récolte record de 1951/52 représentait une augmentation de 30 pour cent par rapport au chiffre d'avant-guerre (soit, pour la production par habitant, une augmentation de 8 pour cent). De légères augmentations dans la plupart des principaux pays producteurs, ainsi qu'une augmentation persistante de la production relativement faible du continent africain pourraient donner, en 1956/57, une récolte mondiale allant jusqu'à 640.000 tonnes ; la production par habitant dépasserait alors d'environ 10 pour cent celle d'avant-guerre. Il s'agit cependant là d'un chiffre purement provisoire, étant donné que l'Inde, le principal producteur, n'a pas encore défini officiellement ses objectifs et que, dans la pratique, il est possible, en procédant à une cueillette plus ou moins sélective, d'ajuster la production aux conditions du marché.

La production chinoise se rapprochera peut-être en 1956/57 du niveau d'avant-guerre (environ 250.000 tonnes), mais il est probable que c'est en grande partie l'Union soviétique et l'Europe orientale qui bénéficieront de toute augmentation

TABIEAU 24. — THÉ : ESTIMATION DE LA PRODUCTION TOTALE ET DE LA PRODUCTION PAR HABITANT EN 1956/57

RUBRIQUES	1934-38	1948-50	1952/53 (Provi- soires)	1956/57 (Esti- ma- tions)
<i>Millions de tonnes métriques</i>				
Extrême - Orient (non compris la Chine) . . .	0,44	0,50	0,55	0,61
PRODUCTION MONDIALE ¹	0,45	0,52	0,58	0,64
<i>..... Kg. par habitant</i>				
Production par habit. ¹	0,32	0,32	0,34	0,35

¹Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

des exportations chinoises sans que la situation de l'offre dans le reste du monde s'en trouve changée. On ne dispose d'aucune donnée récente concernant la production soviétique, mais on croit qu'elle est en augmentation.

Si ce niveau de production est atteint en 1956/57, il se pourrait que les disponibilités exportables des pays d'Extrême-Orient (non compris la Chine) soient de l'ordre de 400 à 450.000 tonnes, comparativement aux exportations de ces dernières années qui sont de l'ordre de 370.000 tonnes par an. Dans la pratique, le volume réel des exportations sera vraisemblablement déterminé surtout par l'importance de la demande. La consommation par habitant au Royaume-Uni, qui absorbe

près de la moitié des exportations mondiales, est encore de 8 pour cent environ inférieure à celle d'avant-guerre, et jusqu'à présent, elle n'a pas semblé réagir à la suppression des contrôles et du rationnement à la fin de 1952. Il n'est pas invraisemblable qu'elle retrouve son niveau d'avant-guerre d'ici 1956/57 ; cependant, même s'il en était ainsi, l'accroissement des disponibilités, que permettent de prévoir les estimations ci-dessus, pourrait difficilement être absorbé si la consommation ne se développait considérablement en dehors des marchés traditionnels.

Cacao

L'accroissement de la production de cacao n'a pas suivi celui de la population, le maximum atteint en 1950/51 n'ayant dépassé que de 8 pour cent le niveau d'avant-guerre. La production a fortement baissé l'année suivante et ne s'est relevée que partiellement en 1952/53. Ces dernières années, la production totale des trois principaux producteurs a été parfois inférieure à celle d'avant-guerre et les accroissements enregistrés ont été surtout le fait des petits producteurs.

Il est difficile d'établir des prévisions. D'après les renseignements reçus de la Côte de l'Or et de la Nigeria, on s'attendrait à un très léger recul de la production par rapport à la moyenne d'avant-guerre, mais ce recul devrait être compensé et au-delà par l'accroissement prévu en Afrique française, de sorte que la production africaine totale pourrait s'élever quelque peu et atteindre 520.000 tonnes en 1956/57. Les perspectives pour

jusqu'à 50.000 tonnes. Les estimations très approximatives du tableau 25 laissent prévoir une récolte mondiale d'environ 800.000 tonnes en 1956/57, soit une augmentation de 10 pour cent seulement par rapport à la moyenne d'avant-guerre ; il faudrait donc s'attendre à peu de changement dans la production par habitant.

Avec ce volume de production, les disponibilités exportables suffiront à maintenir approximativement la consommation par habitant en Amérique du Nord et en Europe à son niveau moyen d'après-guerre. Toutefois, si la production, qui est beaucoup plus faible que celle antérieure aux hostilités, dépasse les prévisions, il est probable que les approvisionnements supplémentaires pourront être facilement écoulés avec une légère baisse de prix.

Tabac

La production de tabac (non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine) a atteint un maximum en 1951/52, en excédant d'environ 25 pour cent le niveau d'avant-guerre. La production d'Extrême-Orient est encore très inférieure à ce dernier, mais ce déficit a été compensé par de forts accroissements dans toutes les autres régions. Ainsi, les récoltes de 1951 et de 1952, aux Etats-Unis, ont en moyenne dépassé de près de 60 pour cent celles de 1935-39 et les petits producteurs ont enregistré également des gains importants.

En ce qui concerne les perspectives d'avenir, les estimations pour 1956/57 laissent entrevoir en Amérique du Nord une récolte à peu près

TABLEAU 25. — CACAO : ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION TOTALE ET PAR HABITANT EN 1956/57

RUBRIQUES	1934-38	1948-50	1952/53 (Provi- soires)	1956/57 (Esti- mations)
	<i>Millions de tonnes métriques</i>			
Afrique	0,48	0,51	0,51	0,52
Amérique latine	0,24	0,26	0,24	0,28
PRODUCTION MONDIALE .	0,73	0,78	0,76	0,81
	<i>..... Kg. par habitant</i>			
Production par habitant ¹	0,53	0,47	0,44	0,44

¹Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

²Révision d'une estimation antérieure de l'étude sur les perspectives du développement agricole en Amérique latine.

l'Amérique latine sont plus incertaines, car on ne possède pas d'estimation officielle de la production brésilienne et l'on relève dans les évaluations provenant d'autres sources des variations allant

TABLEAU 26. — TABAC : ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION TOTALE ET PAR HABITANT EN 1956/57

RUBRIQUES	1934-38	1948-50	1952/53 (Provi- soires)	1956/57 (Esti- mations)
	<i>Millions de tonnes métriques</i>			
Amérique du Nord. . .	0,70	0,93	1,07	1,08
Extrême-Orient (non compris la Chine) . .	0,79	0,62	0,60	0,75
Amérique latine	0,21	0,30	0,32	0,35
Europe nord-occidentale et méridionale	0,19	0,24	0,21	0,28
Proche-Orient	0,08	0,12	0,13	0,12
Afrique	0,06	0,12	0,13	0,14
PRODUCTION MONDIALE ³	2,04	2,33	2,47	2,73
	<i>..... Kg. par habitant</i>			
Production par habitant ³	1,47	1,42	1,44	1,50

¹1935-39.

²80.000 tonnes en 1951/52.

³Non compris l'U.R.S.S., la Chine et l'Europe orientale.

égale à celle de 1952. On s'attend à une poursuite de l'expansion en Amérique latine et il se peut que la production d'Extrême-Orient rejoigne presque son niveau d'avant-guerre. Ailleurs, on ne prévoit pas de modification importante des niveaux élevés atteints ces dernières années. La production mondiale par habitant dépasserait d'environ 4 pour cent celle de 1952/53 mais de 2 pour cent seulement le niveau d'avant-guerre.

Si ces prévisions se réalisent, il est probable que les disponibilités exportables nettes, en 1956/57, excéderont quelque peu le niveau actuel, mais si la consommation continue à augmenter au rythme de ces dernières années, surtout en ce qui concerne le tabac à cigarettes, il est possible que, dans l'ensemble, elles ne dépassent pas la demande. Toutefois, on enregistrera peut-être des excédents ou des pénuries de certains types de tabac (tabac indigène, tabac à cigarettes, à cigares, etc.) par suite de changements dans la nature de la demande et de la difficulté de substituer un type de tabac à un autre, tant au stade de la culture qu'à celui de la manufacture. La culture du tabac est, en général, soumise au contrôle de l'Etat ou d'organisations de planteurs, de sorte que l'on peut d'ordinaire ajuster la production des différents types de tabac aux besoins si des stocks trop importants s'accumulent dans les pays producteurs.

Un autre point mérite d'être signalé, bien qu'il puisse ne pas influer sur la situation en 1956/57. Depuis la guerre, les importations de tabac se sont limitées aux besoins courants, à cause surtout des difficultés de la balance des paiements, et, dans de nombreux pays, les stocks des manufactures sont inférieur au niveau normal. Si ces difficultés perdent de leur acuité, la demande d'importation est susceptible d'augmenter durant la période de reconstitution de ces stocks.

Coton

Au cours des années trente et, à nouveau depuis 1950, la production de coton a eu tendance à dépasser les besoins et des restrictions ont été imposées, de temps à autre, aux superficies cultivées. Ce fut le cas en 1950/51 aux Etats-Unis, où il est probable qu'elles seront de nouveau mises en vigueur en 1953/54. Des restrictions ont été également appliquées dans d'autres pays, notamment en Egypte et au Pakistan en 1952/53. Les estimations pour 1956/57 indiquent aux Etats-Unis un certain recul de la production par rapport au niveau élevé actuel, mais ce recul serait plus que compensé par une expansion sensible de la

production dans la plupart des autres régions exportatrices importantes; c'est dire qu'on ne prévoit pas de restrictions à la production. La production par habitant de l'ensemble des régions (non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine) variera peu par rapport à 1952/53 si les estimations et les objectifs pour 1956/57 se réalisent. L'U.R.S.S. et la Chine prévoient un fort accroissement de la production.

TABLEAU 27. — COTON (LINT) : ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION TOTALE ET PAR HABITANT EN 1956/57

RUBRIQUES	1934-38	1948-50	1952/53 (Provi- soires)	1956/57 (Esti- ma- tions)
	<i>Millions de tonnes métriques</i>			
Amérique du Nord. . .	12,85	2,97	3,26	3,04
Extrême - Orient (non compris la Chine) . .	1,21	0,80	0,95	1,24
Amérique latine	0,63	0,79	1,08	1,25
Proche-Orient	0,56	0,61	0,79	0,85
Afrique	0,14	0,21	0,24	0,25
PRODUCTION MONDIALE ²	5,42	5,40	6,36	6,66
	<i>..... Kg. par habitant</i>			
Production par habitant ²	3,89	3,28	3,71	3,67

¹1935-39.

²Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

Les disponibilités exportables des Etats-Unis seraient plus faibles que ces dernières années, mais dans les autres régions productrices, les estimations de la production semblent impliquer une forte augmentation de ces disponibilités, même si la consommation intérieure continue à s'accroître (Annexe II). La rapidité de cet accroissement dépendra de l'importance des capitaux disponibles pour les investissements dans l'industrie textile et des prix, en particulier dans les pays (notamment en Amérique latine) où les textiles importés ont été largement remplacés par la production indigène. On peut donc se demander s'il sera possible d'écouler un supplément de disponibilités exportables.

Le commerce du coton brut varie d'une année à l'autre, mais au cours du dernier quart de siècle, on a constaté qu'il tendait nettement à se contracter par suite du développement de l'industrie textile dans les pays producteurs et de l'empiètement de la rayonne sur le marché du coton. Si le prix du coton concurrençait davantage celui de la rayonne, cette tendance pourrait être arrêtée ou même renversée, mais pas au point, semble-t-il, où l'on puisse écouler les disponibilités qui seront

exportables si les objectifs de production pour 1956/57 sont entièrement atteints. Il est plus probable que la production devra être maintenue à un niveau inférieur à celui qui est actuellement prévu.

Jute

La production de jute est restée, jusqu'en 1951/52, très au-dessous de celle d'avant-guerre en raison surtout de la désorganisation provoquée par le partage de l'Inde. Durant la période de pénurie et de prix élevés qui a précédé cette campagne, on s'est efforcé d'économiser le jute et de lui substituer d'autre matériaux d'emballage, comme le papier. La production a accusé une forte reprise en 1951/52 dépassant de 10 pour cent le niveau d'avant-guerre, et s'élevant même davantage en 1952/53. Avec la chute des prix qui en est résultée, la demande s'est renforcée ; néanmoins, des stocks importants se sont accumulés au Pakistan et la production pour l'année en cours a été fortement limitée.

TABLEAU 28. — JUTE (BRUT) : ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION TOTALE ET PAR HABITANT EN 1956/57

RUBRIQUES	1934-38	1948-50	1952/53 (Provi- soires)	1956/57 (Esti- mations)
	<i>Millions de tonnes métriques</i>			
Extrême-Orient.	1,87	1,42	2,13	2,10
Production mondiale . . .	1,89	1,46	2,19	2,17
	<i>..... Kg. par habitant</i>			
Production par habitant ¹	1,35	0,89	1,28	1,19

¹ Non compris l'U.R.S.S., la Chine et l'Europe orientale.

L'Inde prévoit une expansion continue de la production, mais il ne semble pas que le Pakistan se soit fixé d'objectif, et les estimations provisoires de 1956/57 pour ce pays sont fondées sur la capacité de traitement de ses usines, escomptée à cette date, et sur ses exportations éventuelles, notamment les expéditions vers l'Inde, telles qu'elles se dégagent d'un accord récemment conclu entre les deux pays. La réalisation des estimations approximatives du niveau de la production mondiale qui figurent ci-dessous, dépend avant tout d'une reprise continue des marchés d'exportations de la fibre de jute et des produits dérivés.

Laine

L'accroissement de la production de laine n'a pas suivi celui de la population de 1934-38 à 1950, mais elle s'est rapidement développée sous

l'influence du boom coréen. Même pendant la campagne record de 1952/53, la production par habitant a été inférieure d'environ 4 pour cent à celle d'avant-guerre.

Les estimations pour 1956/57 impliquent un certain recul de la production en Océanie par rapport au niveau élevé de 1952/53, mais il est probable qu'ils seront dépassés si la demande reste forte. On ne prévoit pas de changements marqués dans les autres régions et il ne faut pas s'attendre à une amélioration de la production mondiale par habitant.

TABLEAU 29. — LAINE DÉSSUINTÉE : ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION TOTALE ET PAR HABITANT EN 1956/57

RUBRIQUES	1934-38	1948-50	1952/53 (Provi- soires)	1956/57 (Esti- mations)
	<i>Millions de tonnes métriques</i>			
Océanie	0,32	0,39	0,46	0,43
Amérique latine	0,15	0,18	0,19	0,20
Europe nord-occidentale et méridionale	0,10	0,10	0,10	0,10
Amérique du Nord. . .	0,10	0,06	0,06	0,07
Afrique	0,07	0,06	0,07	0,07
Autres régions	0,06	0,06	0,06	0,07
PRODUCTION MONDIALE ¹	0,80	0,85	0,94	0,94
	<i>..... Kg. par habitant</i>			
Production par habitant ¹	0,57	0,52	0,55	0,52

¹ Non compris l'U.R.S.S., la Chine et l'Europe orientale.

La forte demande de laine après la guerre a été satisfaite dans une grande mesure à l'aide des stocks accumulés pendant les hostilités ; aussi, bien que la production n'ait que faiblement augmenté, le commerce mondial a très largement dépassé la moyenne de 1934-38. Après un recul temporaire en 1951/52, la demande semble maintenant être revenue à la normale de sorte que production et consommation s'équilibrent à peu près.

Il est probable qu'à l'avenir la demande d'importations se ressentira de façon croissante de la concurrence des produits synthétiques qui ont gagné beaucoup de terrain pendant la pénurie de laine. La concurrence des nouveaux produits synthétiques fabriqués actuellement sera peut-être encore plus serrée et l'on pourrait assister à la fixation d'un plafond pour les prix de la laine, ce qui tendrait à décourager la production de cette dernière. Il se peut que les estimations relativement faibles des importations des Etats-Unis reflètent cette tendance, bien que celle-ci ne se dégage pas des estimations de la production

nationale. En dehors de cette tendance qui reste incertaine, les estimations laissent prévoir que les disponibilités en 1956/57 seront peut-être légèrement inférieures aux besoins, à moins que la production de l'Océanie n'excède les prévisions.

Caoutchouc

Deux facteurs ont compliqué la situation d'après-guerre : la production de caoutchouc synthétique sur une vaste échelle et le stockage stratégique de caoutchouc naturel. En 1948 et en 1949, la production et la consommation de caoutchouc naturel s'équilibraient à peu près à un volume variant entre 1.400.000 et 1.500.000 tonnes. De 1950 à 1952, la production s'est portée à près de 1.850.000 tonnes, l'accroissement étant largement absorbé par le stockage stratégique ; en même temps, les prix du caoutchouc naturel s'élevaient à des niveaux s'écartant de ceux du caoutchouc synthétique produit par le Gouvernement des Etats-Unis. L'année 1953 a été une année d'ajustement : le stockage touche à sa fin et la production de caoutchouc naturel, comme celle de caoutchouc synthétique est en régression. Les prix du caoutchouc naturel sont tombés de telle sorte qu'ils concurrencent le produit synthétique et l'on s'efforce actuellement de stabiliser les cours sur le plan international.

Les estimations pour 1956/57 prévoient une production mondiale de 2.100.000 tonnes, volume qui dépasse de près de 45 pour cent la consommation mondiale effective en 1952, qui était de 1.450.000 tonnes de caoutchouc naturel (compte tenu du stockage) et d'environ 33 pour cent la consommation de 1.600.000 tonnes prévues pour

1953. Les chiffres correspondants de la consommation totale, y compris celle de caoutchouc synthétique, sont respectivement de 2.300.000 et de 2.500.000 tonnes. On s'attend à un essor de la consommation et il est possible que le rythme de ce dernier soit assez rapide pour absorber les disponibilités supplémentaires. Deux importantes questions doivent cependant être prises en considération : a) les stocks stratégiques seront-ils débloqués ? et b) le caoutchouc naturel concurrencera-t-il efficacement le produit synthétique dont la fabrication va être maintenant rendue par le Gouvernement des Etats-Unis à l'industrie privée ? En ce qui concerne cette dernière question, il convient de noter qu'en 1952 les Etats-Unis ont effectivement consommé 800.000 tonnes de caoutchouc synthétique, alors que les dispositions relatives à la sécurité nationale imposent une consommation minima de 500.000 tonnes.

Alors que, d'une part, on peut s'attendre à un accroissement des rendements dans certaines régions productrices, ce qui devrait contribuer à améliorer le pouvoir concurrentiel du caoutchouc naturel, la réduction des coûts de production, d'autre part, due au perfectionnement de la technique est caractéristique des divers produits synthétiques et pourrait donc jouer pour le caoutchouc. Il n'est donc nullement certain qu'une production de l'ordre de grandeur prévu par les estimations pour 1956/57 puisse être absorbée par le marché à des prix rémunérateurs.

Produits forestiers

La production mondiale de produits forestiers (non compris l'U.R.S.S., la Chine et d'autres pays n'ayant pas envoyé de renseignements) a suivi l'accroissement démographique de 1936 à 1948-50 et l'on s'attend à ce qu'elle continue de même jusqu'en 1956. La production des sciages suivra probablement d'assez près l'accroissement démographique, tandis que la production de pâte de bois augmentera plus rapidement. La production mondiale de sciages par habitant semble s'être légèrement améliorée en passant de 0,102 m³ en 1936 à 0,104 m³ en 1948-50, et ne changera probablement guère d'ici 1956. La production de pâte de bois par habitant, qui était de 13,6 kilos en 1936, s'est portée à 16,6 kilos en 1948-50 et atteindra probablement 19,3 kilos en 1956 si l'on n'enregistre pas un ralentissement général de l'activité économique.

Bien que la production mondiale des deux principaux produits forestiers — les sciages et la pâte de bois — ait augmenté progressivement

TABLEAU 30. — CAOUTCHOUC (NATUREL) : ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION TOTALE PAR HABITANT EN 1956/57

RUBRIQUES	1934-38	1948-50	1952/53 (Provi- soires)	1956/57 (Esti- mations)
<i>Millions de tonnes métriques</i>				
Extrême-Orient.	0,96	1,57	1,70	2,00
Autres régions	0,03	0,08	0,11	0,12
PRODUCTION MONDIALE ¹ .	0,99	1,65	1,81	2,12
<i>Kg. par habitant</i>				
Production par habitant	0,71	1,00	1,06	1,17

¹Non compris l'U.R.S.S., la Chine et l'Europe orientale.
²1.900.000 tonnes en 1951/52.

depuis 1936, cet essor a beaucoup varié selon les régions. En Europe, la production de sciages par habitant est, dans l'ensemble, restée au niveau de 1936 et il est probable qu'elle baissera légèrement d'ici 1956. En Amérique du Nord, d'autre part, la production de sciages totale et par habitant a nettement dépassé le niveau de 1936. La production par habitant est restée dans l'ensemble à un niveau élevé de 1948 à 1952 et n'accusera vraisemblablement que peu de changement d'ici 1956. En Amérique latine, la production de sciages par habitant est restée assez stable de 1936 à 1948-50 et, du fait de l'expansion industrielle et économique de cette région, augmentera peut-être légèrement d'ici 1956. En Extrême-Orient, elle a beaucoup baissé de 1936 à 1948-50 et il ne faut pas s'attendre qu'elle revienne en 1956 à son niveau de 1936. La production dans le Proche-Orient est également tombée de 1936 à 1948-50. La production totale a rejoint depuis (en 1951) son ancien niveau, mais la production par habitant reste inférieure à ce dernier et n'augmentera sans doute pas d'ici 1956. En Afrique, et encore davantage en Océanie, la production totale et par habitant s'est fortement accrue depuis 1936. Cet accroissement se maintiendra probablement jusqu'en 1956, bien qu'à un rythme plus lent.

La production mondiale de pâte de bois a augmenté de façon spectaculaire depuis 1936, qu'il s'agisse de la production totale ou par habitant. Cet essor est entièrement dû aux progrès rapides réalisés en Amérique du Nord où la production a plus que doublé de 1936 à 1948-50 et où elle n'a depuis cessé d'augmenter. La production totale continuera vraisemblablement d'augmenter d'ici 1956, quoiqu'à un rythme plus lent. En Europe, la production de pâte de bois a marqué un net recul de 1936 à 1948-50, mais, en 1951,

la production totale (non par habitant) a rejoint le niveau d'avant-guerre. Il est probable que la production totale dépassera ce dernier en 1956, mais la production par habitant restera probablement inchangée. En Amérique latine, la production de pâte de bois s'est rapidement développée depuis 1936, bien qu'elle reste faible par rapport à celle des principales régions productrices, et on peut s'attendre qu'elle augmente de nouveau d'ici 1956. La production de pâte de bois par habitant en Extrême-Orient a fortement fléchi, tombant, en 1948-50, à environ 50 pour cent du niveau de 1936, mais elle s'est relevée en 1952. Alors que la production totale marquera vraisemblablement un certain progrès d'ici 1956, il faut s'attendre que la production par habitant reste stable. Au Proche-Orient, la production de pâte est très faible; elle a augmenté quelque peu de 1936 à 1948-50 et il est probable qu'elle s'élèvera encore légèrement d'ici 1956. La situation de l'Afrique est analogue, bien qu'on n'y produisait pas de pâte de bois avant la guerre. L'Océanie, qui ne produisait pas non plus de pâte de bois avant les hostilités, est néanmoins devenue, en 1945-50, la troisième productrice mondiale par habitant, après l'Amérique du Nord et l'Europe. On estime que la production totale et par habitant augmentera encore d'ici 1956.

Les estimations de la production de l'Europe et de l'Amérique du Nord pour 1956 ont été établies d'après deux études détaillées des besoins futurs de ces régions, intitulées : *Consommation, production et commerce du bois en Europe — Evolution et perspectives* et « Rapport Paley ». Ces études prévoient à long terme un net accroissement des besoins de pâte de bois. Les estimations pour 1956 sont fondées sur les tendances déjà enregistrées et supposent que l'activité industrielle

TABLEAU 31. — SCIAGES : ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION TOTALE ET PAR HABITANT EN 1956

RÉGION	1936	1948-50	1952	1956 (Esti- mations)	1936	1948-50	1952	1956 (Esti- mations)
	 Millions de tonnes métriques				 M ³ par habitant			
Amérique du Nord.	73,23	102,25	106,94	112,00	0,52	0,62	0,62	0,61
Europe	51,95	54,80	52,80	56,00	0,14	0,14	0,13	0,13
Extrême-Orient (non compris la Chine)	18,50	13,20	15,80	16,00	0,03	0,02	0,02	0,02
Amérique latine	4,00	4,90	5,00	6,10	0,03	0,03	0,03	0,03
Océanie.	2,50	3,78	4,30	4,60	0,24	0,31	0,33	0,33
Afrique.	1,00	1,54	1,70	2,20	0,008	0,010	0,011	0,013
Proche-Orient	0,30	0,23	0,25	0,30	0,003	0,002	0,002	0,002
PRODUCTION MONDIALE ¹ . .	151,5	180,7	186,8	197,2	0,102	0,104	0,103	0,103

¹ Non compris l'U.R.S.S., la Chine et d'autres pays qui n'ont pas fourni de renseignements.

TABLEAU 32. — PÂTE DE BOIS : ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION TOTALE ET PAR HABITANT EN 1956

RÉGION	1936	1948-50	1952	1956 (Esti- mations)	1936	1948-50	1952	1956 (Esti- mations)
	 Millions de m ³				 Kg. par habitant			
Amérique du Nord.	9,18	19,14	22,87	24,00	65,4	116,2	132,2	130,4
Europe	10,21	8,82	9,71	11,00	27,6	22,5	24,3	26,7
Extrême-Orient (non compris la Chine)	0,92	0,56	1,17	1,25	1,5	0,8	1,5	1,5
Amérique latine	0,03	0,11	0,20	0,30	0,2	0,7	1,2	1,6
Océanie	—	0,14	0,16	0,25	—	11,5	12,6	17,3
Afrique	—	0,02	0,03	0,05	—	0,16	0,22	0,30
Proche-Orient	0,01	0,02	0,02	0,02	0,07	0,12	0,12	0,14
PRODUCTION MONDIALE ¹ . .	20,3	28,8	34,2	37	13,6	16,6	18,9	19,3

¹Non compris l'U.R.S.S., la Chine et d'autres pays qui n'ont pas fourni de renseignements.
— Néant ou négligeable.

continue à se développer bien qu'à un rythme plus lent que celui des quatre ou cinq dernières années. La production et la consommation de sciages et de pâte de bois dépendent, en grande partie, du niveau de l'activité industrielle et économique, encore que d'autres facteurs, tels que les progrès techniques réalisés dans l'utilisation du bois et l'élimination progressive de l'analphabétisme, influent également sur les tendances à long terme de la consommation de sciages et de pâte (papier). La période qui nous sépare de 1956 est, toutefois, si courte qu'un changement marqué dans la structure des besoins est presque exclu, et les estimations basées sur les tendances actuelles peuvent être considérées comme assez précises, si l'activité économique ne varie pas sensiblement. Alors que les ressources naturelles, notamment en Amérique latine et en Afrique, permettent encore une expansion sensible de la production

de produits forestiers, les possibilités d'un essor marqué à long terme, sont très limitées en Europe et en Asie et, dans une certaine mesure, en Amérique du Nord. Dans ces régions, les mesures efficaces qui sont actuellement à l'étude pour la conservation des réserves forestières, sont indispensables si l'on veut disposer à l'avenir d'approvisionnements suffisants. Dans les régions dont les ressources sont limitées, il faut s'attendre à un renforcement de la concurrence, en ce qui concerne la matière première entre sciages et pâte de bois et il est probable que l'on enregistrera une réduction des disponibilités en matières premières destinées à la production de sciages. Toutefois, ces perspectives sont plutôt à longue échéance. Il convient également de noter que des matières premières autres que le bois (bambou, bagasse, paille etc.) sont de plus en plus employées dans la production de pâte.

Chapitre III

FACTEURS TECHNIQUES ET AUTRES INFLUANT SUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS FIXÉS EN MATIÈRE DE PRODUCTION

Chapitre III - FACTEURS TECHNIQUES ET AUTRES INFLUANT SUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS FIXÉS EN MATIÈRE DE PRODUCTION

Les chapitres I et II ont été consacrés à l'examen des objectifs fixés par les gouvernements en matière de production et à l'étude de leurs prévisions dans ce domaine; les incidences commerciales qu'aurait la réalisation de ces objectifs ont été également passées en revue. Jusqu'à quel point est-on fondé à penser que ces objectifs seront atteints?

Il est évidemment impossible d'apprécier valablement la mesure dans laquelle l'état du développement technique et les autres facteurs qui entrent en jeu permettront d'atteindre tel ou tel des objectifs particuliers fixés en matière de production. On peut néanmoins énoncer les principaux de ces facteurs et formuler dans certains cas des appréciations quantitatives sommaires. Au nombre de ces grands facteurs, on peut citer: *a)* la cadence probable de mise en valeur des ressources essentielles du sol et des eaux; *b)* les résultats que pourront obtenir les agriculteurs du point de vue de l'amélioration des rendements par unité de superficie et par tête de bétail; enfin *c)* les facteurs économiques: débouchés et prix offerts à l'agriculteur, possibilité pour lui de se procurer les biens de production qui lui sont nécessaires, et prix auxquels il devra les acheter. On pourrait ajouter à ces facteurs les éléments « institutionnels » tels que régime foncier, organisation coopérative et facilités de crédit et de marketing, mais il n'en sera pas fait état dans le présent document car l'insuffisance des données dont on dispose sur l'état actuel de ces questions et sur leur évolution probable interdit de porter un jugement quelconque sur le rôle qu'elles pourraient jouer dans la réalisation des prévisions pour 1956/57.

Il faut dès l'abord souligner l'existence d'une différence assez profonde entre les régions selon qu'elles sont plus ou moins évoluées sur le plan économique. En Amérique du Nord, en Océanie et en Europe, lorsque les conditions sont favora-

bles, les agriculteurs réagissent assez activement au progrès des connaissances techniques, car les services de recherche, d'éducation et de vulgarisation y sont plus anciens et mieux organisés, cependant que les institutions mêmes favorisent cet état de choses. Le progrès technique, traduit en rendement par hectare et par animal, y suit une marche assez régulière, à condition que les agriculteurs puissent se procurer les « outils » qu'exige la tâche à accomplir et qu'ils soient stimulés par des mobiles économiques suffisamment puissants. Aussi la réalisation des objectifs pour 1956/57 dépendra-t-elle plutôt de la possibilité pour les agriculteurs de se procurer les biens de production nécessaires, des prix de ces biens, et du climat économique général, que de la mise en œuvre de programmes particuliers d'irrigation, de drainage, d'encouragement à l'utilisation des engrais, ou d'amélioration des semences.

Dans les régions insuffisamment développées, au contraire, les gouvernements comptent essentiellement sur les grands travaux d'irrigation, le défrichement et la colonisation de terres nouvelles, et les programmes techniques visant à développer l'emploi des engrais, à améliorer les semences, etc., pour atteindre les objectifs fixés en matière de production. Le succès ou l'échec de ces programmes sera déterminant pour la réalisation des objectifs. Bien entendu, les mobiles économiques et la possibilité pour les agriculteurs de se procurer les biens de production nécessaires joueront également un rôle important dans les régions insuffisamment développées, mais ces facteurs seront insuffisants pour assurer à eux seuls la réalisation des objectifs.

Ceci explique pourquoi, dans le présent chapitre consacré aux programmes techniques, on insistera surtout sur l'Extrême-Orient, le Proche-Orient et l'Amérique latine. En ce qui concerne

l'Afrique, la FAO ne possède malheureusement pas de renseignements comparables à ceux qui ont été recueillis dans les trois régions ci-dessus, en vue des réunions régionales préparatoires.

PROGRAMMES DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES DU SOL ET DES EAUX

Dans une grande partie du monde, le développement agricole se caractérise surtout, à l'heure actuelle, par l'importance accordée aux grands travaux de mise en valeur des richesses essentielles du sol et des eaux : irrigation, drainage, remise en état des terrains salins et autres terres incultes, régularisation des eaux, conservation du sol, défrichement de la jungle et débroussaillage, organisation de la colonisation et développement de la mécanisation. En Amérique latine, dans le Proche-Orient, en Extrême-Orient, Chine comprise, ainsi qu'en U.R.S.S., ces programmes revêtent une très grande ampleur. Les travaux préliminaires accomplis au cours des premières années de l'après-guerre pour établir les plans, organiser, financer et renforcer les services, commencent à porter leurs fruits et les progrès se sont accélérés depuis un ou deux ans, particulièrement en Extrême-Orient.

Dans l'ensemble, les programmes de mise en valeur du sol et des eaux de l'Amérique latine et du Proche-Orient font une place prédominante à l'irrigation, alors qu'en Extrême-Orient on insiste aussi sur la lutte contre les inondations, le drainage, la remise en état des terres incultes et le débroussaillage. D'autre part, dans les deux premières régions, les programmes visent la plupart du temps des terres non encore exploitées, alors qu'en Extrême-Orient il s'agit en grande partie de travaux à exécuter sur des terres arables.

Irrigation

Le tableau ci-dessous indique l'ordre de grandeur des programmes d'irrigation dans trois des régions insuffisamment développées.

Comme on le verra, les gouvernements de ces trois régions espèrent accroître la superficie irriguée de 20 à 30 pour cent en l'espace de quelques années. Même si l'exécution de ces programmes devait souffrir un certain retard, ils constituent le principal élément dont on puisse attendre la réalisation des objectifs de production dans les pays en voie de développement.

Au cours des cinq ou six premières années qui ont suivi la guerre, la superficie irriguée a très peu augmenté en *Extrême-Orient*, mais depuis 1951/52 on enregistre des progrès. En tête des réalisateurs, il faut citer l'Inde qui a entrepris l'un des programmes d'irrigation les plus vastes du monde, prévoyant une extension de la superficie irriguée de 8 millions d'hectares pendant la durée d'application du Plan quinquennal¹. Dans le nord-ouest du pays, de vastes superficies seront ainsi livrées à la culture, mais il est probable que, dans l'ensemble, le programme vise surtout des terres déjà exploitées. Il comporte toute une gamme de travaux depuis les vastes ouvrages à fins multiples de Bhakra Nangal qui, une fois achevés, permettront d'alimenter en eau, au moyen de barrages de moyenne dimension, et de puits tubulaires, 1.500.000 hectares de terres semi-arides situées dans le nord-ouest du pays, jusqu'à l'aménagement de petits puits destinés

¹ Un peu plus de 500.000 hectares ayant été mis en irrigation dès la première année d'application du plan, cette superficie est comprise dans le chiffre relatif aux réalisations de 1952, et n'est donc pas comprise à la colonne (3) du tableau 33.

TABLEAU 33. — SUPERFICIE COUVERTE PAR LES PROGRAMMES D'IRRIGATION EN COURS DANS CERTAINES RÉGIONS

RÉGION	Superficie arable	Superficie irriguée en 1952	Augmentation probable de la superficie irriguée d'ici 1956/57	Superficie couverte par les travaux en cours, ou devant être entrepris à bref délai ¹	Pourcentage de la colonne 3 (ou 4) par rapport à la colonne (2)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	 <i>Milliers d'hectares</i>				
Extrême-Orient (Chine non comprise)	208.000	39.900	9.870	...	24,7
Proche-Orient	70.000	11.000	...	2.100	19,0
Amérique latine	87.000	6.700	...	2.430	30,0

¹Le calendrier des travaux demeurant imprécisé dans certains cas, les totaux 1956/57 pour le Proche-Orient et l'Amérique latine ne peuvent être définitivement arrêtés comme en ce qui concerne l'Extrême-Orient.
... Données non disponibles.

à irriguer chacun une superficie de quelques hectares. On pense ainsi obtenir un accroissement de la production de céréales de l'ordre de 4.400.000 tonnes et une augmentation importante de la production de canne à sucre, de coton et de graines oléagineuses. En fait, l'accroissement prévu de la production de céréales alimentaires doit être assuré à concurrence de 55 pour cent par les travaux d'irrigation.

Le Pakistan a également élaboré un vaste programme d'irrigation qui comprend notamment les travaux du Thal, du Bas-Indus et du Gange-Kobadak. L'ensemble du programme doit se traduire par la bonification de plus d'un million d'hectares de terres d'ici 1956/57. Cette superficie se compose pour la plus grande partie de terres arides et semi-arides situées dans l'ouest du pays ; aussi se peut-il que l'accroissement de la production à l'hectare soit relativement élevé. L'irrigation, jointe à des travaux de drainage et de conservation du sol, doit permettre d'obtenir, sur les terres ainsi amendées, 800.000 tonnes de céréales et 200.000 tonnes d'autres cultures pendant la période considérée, soit d'environ 30 pour cent du chiffre fixé comme objectif pour l'accroissement global de la production. La Thaïlande a établi un programme d'irrigation très important qui doit couvrir plus de 400.000 hectares en 1956/57 ; c'est essentiellement ce programme qui doit assurer la réalisation des objectifs fixés pour la production rizicole. En Indonésie, aux Philippines, en Corée du Sud, en Malaisie, au Japon et à Ceylan, on prévoit de vastes travaux d'irrigation, intéressant de 56.000 à 220.000 hectares de terre.

Exception faite pour certaines régions périphériques, c'est dans le *Proche-Orient* que le développement agricole est le plus étroitement lié aux progrès de l'irrigation. Les travaux d'irrigation en cours accroîtront de 850.000 hectares environ la superficie cultivée et ceux qui doivent être entrepris à bref délai pourront assurer un nouveau gain de 1.250.000 hectares. Cependant, les progrès ont été lents dans le passé et la plupart des programmes d'irrigation se prolongent bien au-delà de 1956/57, de sorte que la superficie irriguée à cette date sera loin d'être aussi étendue que ne le laissent prévoir les chiffres figurant au tableau 33. En Turquie, un important projet d'irrigation, intéressant 144.000 hectares de terres dans la vallée du Sayhan, est sur le point d'être achevé, cependant qu'un autre projet, portant sur 78.000 hectares, est en voie de réalisation. En Iran, plusieurs ensembles de travaux, notamment ceux du Zayandeh Rud et de la vallée du Karkheh, en sont déjà à un stade d'avancement assez poussé.

En Irak, la réalisation de la seconde tranche des travaux de Habbaniya assurera dans quelques années l'irrigation de superficies étendues. Dans le Soudan anglo-égyptien, la région de la Gézira doit s'enrichir d'ici cinq ans d'environ 120.000 hectares de terres cultivables. En Egypte, des études complémentaires ont été entreprises en vue de la construction du barrage du Haut Aswan qui, une fois terminé, permettra d'accroître de 800.000 hectares les superficies cultivées. On peut également escompter une extension de la superficie irriguée en Syrie, au Liban, en Jordanie, en Afghanistan et en Israël. En bien des cas, le financement de ces travaux est insuffisant et il est donc impossible de fixer des délais d'exécution précis. A supposer — hypothèse évidemment assez arbitraire — que 60 pour cent des projets en cours d'exécution soient terminés d'ici 1956, le gain de production obtenu de cette manière pourrait être de l'ordre de 1 million de tonnes en ce qui concerne les céréales, soit environ 20 pour cent du chiffre fixé comme objectif pour l'accroissement global de la production céréalière.

Des travaux qui assureront l'irrigation de plus de deux millions d'hectares sont en cours d'exécution ou seront entrepris sous peu en *Amérique latine* ; bien que le calendrier de ces travaux ne soit pas toujours parfaitement précis, il semble que l'on prévoie pour 1957 la mise en irrigation de 1.500.000 hectares. Pourtant, si l'on considère la cadence à laquelle les travaux ont progressé au cours des trois dernières années, il n'apparaît pas que la superficie irriguée puisse, à cette date, dépasser 1 million d'hectares. Le plus important de ces programmes est de beaucoup celui qui intéresse le Mexique : les travaux en cours d'exécution dans ce pays couvriront, une fois terminés, plus d'un million d'hectares de terres actuellement non irriguées ou dont le réseau d'irrigation doit être amélioré. D'importants travaux d'irrigation, portant sur des superficies qui vont de 95.000 à 312.000 hectares, sont également en cours d'exécution au Pérou, au Chili, en Argentine, au Venezuela, au Brésil et dans la République Dominicaine. Un programme d'irrigation portant sur un million d'hectares ne semble pouvoir contribuer que dans la proportion d'environ 10 pour cent à la réalisation des objectifs régionaux de production : toutefois, cette contribution pourrait atteindre environ 20 pour cent si l'on exclut l'Argentine du calcul. Au Mexique, l'irrigation pourrait assurer la réalisation des objectifs à concurrence de 40 à 50 pour cent.

L'U. R. S. S. et la Chine ont également mis en œuvre de très grands programmes d'irrigation.

Les données dont on dispose à cet égard sont insuffisantes, mais il est possible que les travaux d'irrigation envisagés par chacun de ces pays pour les quelques années à venir aient une ampleur comparable à celle du plan indien. Les cinq principaux projets que l'U.R.S.S. compte mener à bien à des dates échelonnées entre 1952 et 1957 intéressent au total une superficie de 6 millions d'hectares¹.

En Amérique du Nord et en Océanie, un certain nombre de travaux d'irrigation importants sont en voie de réalisation ou seront entrepris à brève échéance. Aux Etats-Unis, le programme défini en 1948 par le Bureau of Reclamation prévoyait pour 1954 l'irrigation de 830.000 hectares de terres nouvelles, soit plus de 130.000 hectares par an. Chaque année, près de 250.000 hectares de terres devaient bénéficier d'une meilleure alimentation en eau. Cependant, l'insuffisance des crédits a freiné l'exécution de ce programme. L'initiative privée a également à son actif quelques réalisations dans ce domaine ; il s'agit principalement de postes de pompage établis sur des puits. Au Canada, le barrage de St. Mary et le développement des travaux d'aménagement de la Bow River permettront finalement d'irriguer 235.000 hectares. Des projets actuellement à l'étude prévoient l'irrigation de 200.000 hectares dans le Saskatchewan. En Australie, les projets concernant le barrage de Blowering, l'aménagement de la Snowy River, et la mise en valeur de la région de Burdekin ne contribueront sans doute pas dans une proportion considérable, malgré leur importance intrinsèque, à la réalisation des objectifs de production fixés dans le programme agricole actuel qui prend fin en 1957/58. Dans aucune de ces régions, le développement des travaux d'irrigation et autres projets destinés à mettre en valeur les richesses essentielles du sol et des eaux n'exercera une influence déterminante sur l'accroissement de la production au cours de la période envisagée dans le présent rapport.

En Afrique, les principaux projets d'irrigation paraissent intéresser le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Ces programmes portent sur quelques dizaines de milliers d'hectares et, bien qu'importants à l'échelle locale, ils ne sauraient être comparés aux grands travaux entrepris dans d'autres parties du monde.

Aspects de la mise en valeur et de la colonisation des terres autres que l'irrigation

D'autres formes de mise en valeur des terres semblent devoir jouer également un rôle très

¹ Nations Unies, *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1951*, page 152.

important en *Extrême-Orient*, mais dans cette région, la nature des programmes est très variable selon les Etats. Le Pakistan occidental est peut-être de tous les pays celui où les problèmes de la saturation du sol par l'eau et de la salinité se posent avec le plus d'acuité ; ces problèmes y intéressent plusieurs millions d'hectares. Des travaux ont été finalement exécutés à titre d'essai au début de 1953, avec l'assistance technique de la FAO, en vue d'abaisser le niveau de l'eau par pompage et d'utiliser l'eau récupérée pour lessiver les terrains salés. Si tout va bien, les effets de ces travaux commenceront à se faire sentir sur la production en 1956/57 ; il restera cependant encore beaucoup à faire. A Ceylan, on s'intéresse surtout à la mise en valeur de la zone dite « sèche », où la superficie récupérable est estimée à 1,3 million d'hectares. Bien que la conservation des eaux, jointe à quelques travaux d'irrigation, soit une condition essentielle du succès de cette entreprise, ce dernier implique également le défrichement de la jungle, la lutte contre le paludisme, le recours aux techniques du « dry-farming » et une colonisation organisée. Les plans de colonisation en cours de réalisation intéressent une superficie de 69.000 hectares. En ce qui concerne la mise en valeur des terres, c'est encore l'Inde qui a mis sur pied le programme le plus imposant : l'extirpation des herbes « kans », le défrichement de la jungle et le labourage des terres qui, pour diverses raisons, sont restées en friche pendant longtemps, doivent permettre de récupérer 3 millions d'hectares d'ici 1955/56. En outre, une œuvre de bonification — drainage et terrassement, notamment — sera entreprise sur 1.200.000 hectares. L'exécution de tous ces travaux doit permettre de produire 1.500.000 tonnes de céréales. Le programme agraire de la Birmanie a pour principal objectif la mise en culture d'un million d'hectares environ dont l'exploitation a cessé pendant la guerre ; sa mise en œuvre est assurée surtout par des particuliers à qui l'on accorde des subventions.

Les programmes de l'Indonésie et des Philippines sont axés sur la mise en valeur de terres plus ou moins vierges dans les îles périphériques et sur l'organisation de transferts volontaires, dans ces îles de populations des régions surpeuplées. Le programme de migration de l'Indonésie prévoit le déplacement de 500.000 personnes de Java à Sumatra surtout, dans une première phase, au cours de la période août 1952 - août 1957. La terre, qui comprend quelques rizières, a été partiellement mise en valeur par le gouvernement. La réalisation complète de ce vaste programme se

traduirait par l'exploitation d'un million d'hectares environ. Des zones-pilotes seront créées dans le cadre du plan de Kalimantan qui permettra finalement de récupérer et d'irriguer 500.000 hectares. Aux Philippines, la mise en valeur et la colonisation des îles de Mindanao et de Palawan, qui avaient débuté en 1939, ont repris en 1949. Il s'agit de mettre en valeur 440.000 hectares, dont 125.000 sont déjà colonisés.

Bien que l'utilisation des terres soit déjà très intensive au Japon, ce pays a mis en route un programme complexe comprenant des travaux d'irrigation, de drainage et de récupération de la mangrove et des terrains marécageux, sans compter de nombreuses autres formes de bonification ; cette action intéresse surtout des terres déjà cultivées ; toutefois des travaux seront amorcés pour récupérer de vastes étendues de sol tourbeux dans l'île d'Hokkaido. Ce programme doit permettre d'accroître la production de céréales de 1.600.000 tonnes au cours de la période 1953-57, soit un gain de plus de 10 pour cent par rapport à la production actuelle. L'effort de la Chine porte surtout sur l'hydraulique fluviale ; des progrès sensibles ont déjà été accomplis en vue de protéger de vastes zones inondées annuellement ou par intermittence le long du Hwai, du Yang-Tsé-Kiang, de la rivière des Perles et du Fleuve Jaune. Les plans actuellement établis pour la poursuite de la lutte contre les inondations, y compris quelques travaux de drainage, intéresseront plusieurs millions d'hectares.

Au *Proche-Orient*, les projets importants et les programmes de mise en valeur des terres par d'autres moyens que l'irrigation, paraissent se limiter à l'Égypte, à Israël, à l'Irak et la Syrie. L'Égypte envisage de drainer des zones marécageuses situées sur la côte méditerranéenne avant d'entreprendre des travaux d'irrigation. En Israël, le drainage des marécages du Huleh se poursuit. On signale que l'Irak a terminé l'exécution du projet de Habbanija — prélude à un programme d'irrigation — qui était destiné à contenir les crues de l'Euphrate : un projet analogue récemment mis en œuvre sur le Tigre doit être achevé en 1956. Des travaux intéressant 1.200.000 ha. de terres déjà irriguées ont été entrepris pour améliorer le système de drainage ; il est toutefois probable qu'il faudra un certain temps pour les mener à bien. La Syrie a effectué des études préliminaires en vue de drainer les marécages de la vallée du Ghab (avant de passer à l'irrigation) ; d'autre part, le drainage de la région du Rudj doit être achevé en 1954.

En *Amérique latine*, le défrichement et la colonisation des terres suscitent plus d'intérêt que le drainage, bien que le Venezuela ait mis en œuvre deux projets qui assureront le drainage de 110.000 hectares en 1957 et que plusieurs projets d'importance secondaire soient en voie de réalisation dans la région des Caraïbes. Les tentatives que l'Amérique latine a faites pour mettre en valeur de nouvelles régions en installant des noyaux de colons en divers points souvent très éloignés des confins de la colonisation effective, ont échoué, à quelques exceptions près. Cependant, les programmes de colonisation récemment établis abordent le problème avec plus de réalisme ; ils tiennent compte notamment de la nécessité de l'octroi d'une aide consultative aux agriculteurs, en particulier au Brésil, au Pérou, au Venezuela, en Colombie, au Paraguay et au Chili. La plupart des pays de la région des Andes ont élaboré des projets pour coloniser les plaines situées à l'est des montagnes. Ceux-ci sont spécialement importants en Colombie et au Venezuela où ils intéressent de vastes espaces (plus de 1.200.000 hectares en Colombie). Etant donné que la plupart de ces programmes en sont encore au stade initial, voire expérimental, il est peu probable qu'ils influent sensiblement sur la production dans un proche avenir, mais leur importance peut être considérable à longue échéance. Des résultats plus rapides peuvent être escomptés en Argentine et en Uruguay ; les programmes de colonisation établis par ces pays prévoient surtout l'expropriation et la division des terres insuffisamment exploitées en exploitations plus petites ; ils offrent donc plus d'analogie avec la politique du « resserrement de la colonisation » pratiquée par l'Australie. L'Argentine a mis sur pied un programme pour la réinstallation des Indiens qui porte sur 1.740.000 hectares dont 500.000 ont déjà été distribués. En Uruguay, on a décidé l'expropriation de 140.000 hectares dont un quart a déjà été remis aux bénéficiaires.

En *Amérique du Nord* et en *Océanie*, la mise en valeur et la colonisation des terres semblent ne devoir exercer qu'une influence secondaire sur le niveau de la production en 1956/57, bien que de nombreux projets ne soient pas sans importance à l'échelle locale. Au Canada, un plan est en préparation pour protéger 100.000 hectares contre les inondations dans le Manitoba ; on examine également de drainer et de protéger contre les inondations 550.000 hectares dans le Saskatchewan. La colonisation de terres nouvelles est restreinte à quelques régions, notamment

celle de la Peace River. L'Australie poursuit un programme limité de partage des terres en vue d'y installer les anciens combattants. Ces mesures auront des répercussions sur l'industrie laitière, l'élevage des agneaux de boucherie, et l'horticulture, mais leur influence sur la production globale ne sera pas importante au regard de l'expansion de la production réalisable dans les exploitations agricoles existantes.

Il convient de noter la mise sur pied de plusieurs projets pour le drainage et la lutte contre les inondations en *Europe méridionale* (Grèce et Italie) et en *Afrique du Nord*, et plus particulièrement le plan d'aménagement de la rivière Sebou au Maroc. Tous ces travaux contribueront néanmoins fort peu à l'essor de la production sur le plan régional.

Mécanisation agricole

Il est probable que la nature et l'importance de la contribution des tracteurs et des machines à l'accroissement de la production agricole sera très variable d'une région à l'autre dans le proche avenir.

Dans les régions où une grande partie du potentiel de traction agricole est mécanisé — Amérique du Nord, Océanie, Europe et U.R.S.S. — tout essor de la production — voire le maintien de celle-ci à son niveau actuel — postule désormais le remplacement du matériel existant et même un léger accroissement de ce dernier pour neutraliser les effets de l'exode rural vers les villes. Au cours de ces dernières années, le parc de tracteurs s'est accru de 2,5 pour cent environ par an (soit près de 100.000 tracteurs par an) en Amérique du Nord, et de 12 et 13 pour cent par an en Europe et en Océanie respectivement. En Australie, d'après une étude effectuée récemment, il pourrait augmenter de près de 20 pour cent entre 1952/53 et 1956/57. En U.R.S.S., il dépasse de 64 pour cent (déclaration officielle) celui de 1940 et l'agriculture doit recevoir 500.000 tracteurs (soit un accroissement de 50 pour cent environ) entre 1953 et le milieu de 1957. En Afrique du Nord et en Océanie du moins, les disponibilités en tracteurs et en équipement et le fait que les agriculteurs peuvent continuer à acheter ces biens sont des facteurs beaucoup plus importants que tous les progrès réalisables tant au moyen de l'irrigation que d'autres méthodes de mise en valeur.

Dans ces régions, le développement de la mécanisation agricole ne se traduira pas par un gain appréciable de superficie cultivée, sauf peut-être en U.R.S.S. ; il contribuera cependant à l'essor de la production en permettant d'effectuer pendant

les périodes les plus propices une partie plus importante des travaux agricoles, assurant ainsi un léger relèvement des rendements moyens. Au surplus, là où la mécanisation a été suffisamment poussée pour entraîner une réduction du nombre des animaux de trait, tout progrès de cette dernière permettra d'économiser des terres qui, cessant d'être utilisées pour l'alimentation des animaux de trait, pourront être consacrées à celle d'un cheptel productif ou à des cultures vivrières ou industrielles.

En *Extrême-Orient*, la situation est entièrement différente ; le parc de tracteurs a augmenté plus rapidement que dans la plupart des régions développées, mais cet essor n'est presque jamais imputable à la rareté ou à la cherté de la main-d'œuvre. Les tracteurs ont toutefois été amenés à jouer un rôle important dans le défrichement de la jungle, dans l'extirpation des herbes profondément enracinées et dans le premier labourage des terres nouvellement mises en valeur. Dans l'Inde, par exemple, l'Organisation centrale de tracteurs va récupérer 500.000 hectares dans le cadre du plan quinquennal ; d'autre part, les services de tracteurs des états assureront le labourage de superficies considérables. Il semble que l'importance des tracteurs dans les travaux agricoles ordinaires continuera à être secondaire, sauf dans certain types d'exploitation. Des pools de machines agricoles sont créés en nombre croissant dans certaines régions où le travail de la terre ne peut s'effectuer que pendant une période limitée (par exemple, dans les terres « blanches » du Pakistan oriental) ou dans celles où la main-d'œuvre et les animaux de trait sont rares, notamment en Malaisie, dans les îles périphériques de l'Indonésie, dans la zone sèche de Ceylan et dans les Philippines méridionales. Aussi peut-on dire que les disponibilités en machines agricoles revêtiront également de l'importance dans ces régions, mais surtout pour les travaux de mise en valeur des terres.

En Turquie, les tracteurs contribuent déjà dans une très large mesure à assurer la mise en culture de nouvelles superficies d'une vaste étendue ; il est probable qu'ils faciliteront sensiblement, bien qu'à un moindre degré, la réalisation des objectifs de production en Syrie et en Irak. Rien ne laisse prévoir que la mécanisation jouera sous peu un rôle important dans les autres pays du Proche-Orient ou en Afrique, excepté l'Afrique du Sud. Au Soudan, l'introduction de la mécanisation agricole dans la région des pluies reste toujours dans le domaine des possibilités, mais de toutes façons elle ne saurait fournir une contri-

bution importante dans le proche avenir. Dans certaines régions de l'Afrique, la mécanisation facilitera considérablement le défrichement des terres, comme c'est le cas en Extrême-Orient.

En ce qui concerne la mécanisation agricole, l'*Amérique latine* tend à occuper une position intermédiaire entre les régions développées et insuffisamment développées. Des progrès remarquables ont été accomplis au cours de ces dernières années, le parc de tracteurs passant de moins de 100.000 unités en 1949 à 170.000 en 1952. Les tracteurs ont cessé d'être l'apanage de quelques pays ou de vastes exploitations où se pratique l'agriculture extensive. L'Argentine, l'Uruguay, le Pérou, le Mexique et Cuba sont au nombre des pays dans lesquels la mécanisation est déjà poussée, tout au moins en ce qui concerne certains types de culture. L'accroissement de la mécanisation semble devoir se poursuivre, car il paraît imputable pour beaucoup à la migration de la main-d'œuvre vers les villes enregistrée dans certaines régions bien que la surpopulation rurale continue à sévir dans quelques pays. Dans cette région, il est permis de prévoir que la mécanisation jouera un rôle important en remplaçant la main-d'œuvre dans certaines contrées et en contribuant à l'expansion de la superficie cultivable.

AMÉLIORATION DES CULTURES ET DE L'ÉLEVAGE

Sous ce titre seront examinés les programmes visant à augmenter la fertilité du sol, améliorer les variétés végétales et la qualité des semences, protéger les végétaux contre les maladies et les insectes et perfectionner l'élevage grâce au contrôle vétérinaire et à l'amélioration de l'alimentation et de la sélection. Ces programmes sont en rapport étroit avec les efforts tendant à améliorer les moyens et l'organisation de la recherche, de l'éducation et de la vulgarisation agricoles.

Engrais

Un des traits les plus encourageants de l'évolution de l'agriculture après la guerre est l'augmentation de cette consommation dans des pays où les agriculteurs, dès avant la guerre, avaient déjà conscience de l'importance des engrais. Généralement parlant, la consommation d'engrais chimiques a retrouvé en 1949/50 son niveau d'avant-guerre en Europe, au Japon et en Egypte ; elle l'a dépassé de beaucoup aux Etats-Unis et dans les deux pays d'Amérique latine où la consommation à l'hectare est substantielle, c'est-à-

dire au Pérou et à Cuba. Depuis, elle s'est élevée d'année en année dans toutes ces régions et, en 1952/53, le gain par rapport à 1949/50 était de 30 pour cent aux Etats-Unis, 20 pour cent en Europe, 30 pour cent au Japon, 50 pour cent en Egypte, 45 pour cent au Pérou et plus de 100 pour cent à Cuba. La plupart des pays indiquent qu'ils s'attendent à voir cette tendance se maintenir en 1953/54.

L'augmentation régulière de la consommation des engrais a persisté au cours d'une période pendant laquelle les prix agricoles subissaient d'importantes variations, ce qui inciterait à penser que le phénomène résulte d'une modification réelle de l'attitude des agriculteurs à l'égard des engrais. En bref on constate que l'emploi des engrais se développe naturellement lorsque le travail d'éducation de base parmi les populations rurales a été fait et qu'il existe un réseau complet de distribution commerciale. Ceci dit, il ne faut toutefois pas oublier que, durant tout l'après-guerre, les prix ont été avantageux dans l'ensemble. On serait donc fondé à conclure que (sauf au cas d'une crise en agriculture) la consommation d'engrais continuera de s'accroître aux Etats-Unis et en Europe, ainsi qu'en U.R.S.S. où production et consommation tendent également à augmenter, ce qui contribuera beaucoup à la réalisation des programmes de production de ces régions, même si le rythme d'augmentation de cette consommation se ralentit. Toute diminution des disponibilités d'engrais aurait un effet immédiat sur la production.

En *Extrême-Orient*, les perspectives d'augmentation de la production par développement de l'emploi des engrais varient considérablement d'une région à l'autre. Il se peut qu'au Japon, où la consommation des engrais est déjà élevée, une augmentation n'apporte que de faibles gains de production, mais la Corée, qui sait aussi utiliser intelligemment les engrais organiques et chimiques, compte beaucoup sur ces produits pour réaliser un objectif de 1959, à savoir, doubler sa production de riz. Le rapport de la mission FAO/UNKRA prévoit que, de 1952/53 à 1956/57, la consommation passera de 67.000 à 244.000 tonnes (en termes d'éléments nutritifs). Dans une deuxième catégorie, on peut classer les pays où l'emploi des engrais pour les cultures vivrières n'est vraiment important que depuis la guerre et progresse tous les ans : Inde, Philippines et Ceylan. On y a entrepris d'éduquer les agriculteurs et d'y organiser la distribution, de sorte que la consommation devrait continuer à s'accroître.

tre. Le plan quinquennal indien prévoit au total une augmentation de 150 pour cent environ de la consommation d'engrais chimiques ; de plus, la production et l'usage fertilisants à base de déchets ménagers des villes et des villages doivent augmenter fortement eux aussi. Il devrait en résulter un gain de 1,1 million de tonnes de céréales, soit 14 pour cent de l'objectif fixé. Les tendances de la consommation sont néanmoins telles que la question se pose de savoir si les niveaux fixés en matière d'utilisation des engrais seront atteints. Il est douteux que les engrais puissent contribuer sensiblement à la réalisation des objectifs de production pour 1956/57 dans les autres pays de l'Extrême-Orient ; mais, tout récemment, il semble qu'à la suite de certaines recherches doublées de vulgarisation, leur usage soit sur le point de s'étendre au Pakistan, en Indonésie, en Thaïlande et en Malaisie. Le Groupe de travail des engrais de la Commission internationale du riz de la FAO s'attache à attirer l'attention sur les possibilités pratiques qui s'offrent.

Au *Proche-Orient*, l'Égypte se range dans la catégorie des pays développés en ce qui concerne l'emploi des engrais, et il est probable que la consommation continuera de s'y accroître. Dans le reste de cette région, la consommation tend à s'améliorer et on peut prévoir de nouveaux progrès. Toutefois, les superficies sur lesquelles sont utilisés les engrais sont si restreintes qu'il est douteux que les rendements moyens en soient améliorés, sauf peut-être en Israël et en Turquie. Il semble actuellement peu vraisemblable que cette situation se modifie beaucoup au cours des deux ou trois années à venir.

En *Amérique latine*, également, la consommation par hectare de terre cultivée est très faible, sauf au Pérou et à Cuba. Considérée dans l'ensemble, la situation n'a pas changé sensiblement dans cette région depuis la dernière session de la Conférence de la FAO en 1951 et, en dehors du Pérou et de Cuba, c'est seulement dans quelques pays, tels le Brésil et le Mexique, qu'on note des augmentations significatives depuis deux ou trois ans. Cependant, alors qu'en Extrême-Orient il semble que les progrès enregistrés dans quelques pays résultent d'efforts patients et cohérents visant à étendre l'emploi des engrais à la riziculture et à d'autres productions alimentaires de base, on constate dans de nombreux pays d'Amérique latine une évolution assez capricieuse de la consommation d'engrais, phénomène qui pourrait s'expliquer en partie par les fluctuations considérables qu'ont marquées les prix de quelques produits, coton,

sucres et café par exemple, dont la culture absorbe la majeure partie des engrais utilisés. On peut déjà percevoir une baisse de la consommation des engrais dans certains pays, même si ce mouvement n'est pas encore extrêmement net.

Le succès du programme australien de production et l'augmentation de la production en Nouvelle-Zélande dépendront beaucoup de la situation des superphosphates, et le fait que les disponibilités de phosphates naturels comme d'acide sulfurique demeureront probablement satisfaisantes est l'un des facteurs les plus encourageants pour le développement de la production en *Océanie*, où les progrès devraient intéresser surtout l'élevage (ainsi que le sucre, en Australie) et où l'amélioration des pâturages et de la conservation des fourrages ont fait l'objet d'un intérêt tout particulier. Si, depuis 1949/50, la consommation de superphosphates n'a augmenté que très peu en Australie et pas du tout en Nouvelle-Zélande, la raison en est peut-être d'abord dans les difficultés d'approvisionnement, mais le développement des applications superficielles d'engrais aux prairies sera l'un des principaux moyens d'augmenter le rendement de la production animale.

Production et distribution de variétés améliorées

A n'en pas douter, l'amélioration variétale constitue un moyen des plus puissants pour porter la production végétale à des niveaux encore inégalés, et ceci à relativement peu de frais, mais elle constitue également une tâche des plus complexes. Il faut, en effet, disposer des installations et du personnel voulus pour procéder à la sélection et à la création de variétés nouvelles, ainsi qu'à la multiplication, à la certification et à la distribution ; de plus, on n'obtiendra des résultats économiquement significatifs que lorsqu'on aura su intéresser les agriculteurs aux efforts. Dans beaucoup de pays insuffisamment développés, la sélection végétale a fait des progrès sensibles, mais les effets pratiques ont été souvent très minces.

Il ne s'agit pas ici de présenter le résumé des résultats qu'on peut attendre, au cours des prochaines années, de la somme énorme de travaux de sélection végétale réalisés en Europe, en Amérique du Nord ou en Océanie. En général, les résultats de la recherche y sont utilisés dans la pratique agricole. L'amélioration est un processus continu et les profits ne s'en feront sentir que peu à peu même si, dans certains cas, tels que celui du maïs hybride, on note déjà des résultats saisissants.

En Europe, la production céréalière peut encore attendre beaucoup de l'emploi des maïs hybrides. Pour la campagne 1952, le gain en résultant a été estimé à 270.000 tonnes, et il atteindrait 6 millions de tonnes environ si toutes les terres à maïs étaient ensemencées en hybrides. Le travail de base ayant été accompli dans de nombreux pays, il se peut que cette production progresse considérablement en Europe d'ici 1956/57, ce qui faciliterait beaucoup la réalisation des plans de production animale.

En Amérique latine, en Extrême-Orient, au Proche-Orient et en Afrique, les possibilités offertes par la sélection n'ont pas été très exploitées encore, si ce n'est dans certains pays (tels que l'Argentine, le Japon et l'Égypte) et pour quelques cultures commerciales d'exportations (cane à sucre, café, thé, caoutchouc, cacao) qui font depuis longtemps l'objet d'importants travaux dont les résultats ont été mis en pratique en grande partie. Avant la guerre, les cultures vivrières de base telles que le maïs, le riz, le mil et le sorgho, le blé et l'orge, les plantes racines et les légumineuses, ont été relativement négligées dans ces régions, bien que des travaux considérables aient été consacrés au riz. Même lorsque des variétés supérieures ont été créées, leur emploi est demeuré très limité pour diverses raisons : insuffisance des services d'information et de vulgarisation, médiocrité des moyens de distribution ou même de multiplication des semences, étroitesse de l'aire d'adaptation des variétés. En général, ces obstacles se trouvent toujours réunis ou presque. De plus, les moyens de contrôle et de certification des semences font en général totalement défaut ou sont très insuffisants. Dans l'ensemble, ces lacunes existent encore dans la plupart des pays sous-développés. Des progrès considérables sont néanmoins en cours et la question est de savoir s'ils seront assez amples pour se traduire par des résultats intéressants d'ici 1956/57.

Il est incontestable que depuis la guerre un intérêt très vif se manifeste en Extrême-Orient, non seulement pour la sélection du riz, mais aussi pour les moyens d'en vulgariser les résultats. L'Inde, dont certains États sont en avance en matière de sélection, a fait des progrès encourageants et les semences améliorées distribuées représentent 5 pour cent des quantités totales employées. On espère que la mise en œuvre du plan quinquennal permettra en 1955/56 un gain de 560.000 tonnes de grain (riz et autres céréales) grâce à l'emploi accru de variétés améliorées, consistant surtout à utiliser plus largement des variétés existantes. A Ceylan, les semences

améliorées constituent 7 pour cent des quantités totales. On a établi des objectifs à long terme pour la production de semences pures de variétés recommandées, ainsi que des objectifs annuels en matière de distribution de semences. Dans ce cas encore, il semble qu'on en soit au point où l'emploi des variétés améliorées peut s'entendre. L'Indonésie réorganise ou crée des fermes de multiplication en nombre suffisant pour qu'en 1959, il soit possible, après une nouvelle année de multiplication, de fournir des semences améliorées pour la totalité des rizières irriguées. En 1956, plus d'un million d'hectares pourraient être plantés en semences améliorées. Bien que la réalisation du programme ait subi quelque retard, il existait, à la fin de 1952, 200 fermes de production de semences. Mais le budget de ce programme a subi des compressions sévères et il est difficile de dire dans quelle mesure l'exécution s'en trouvera ralentie.

En Corée, la majeure partie des terres à riz étaient ensemencées en variétés améliorées, mais il va sans dire qu'il n'en est plus ainsi. Là encore il devrait être possible de réaliser de rapides progrès, si la situation militaire et politique le permet. La mission FAO/UNKRA a recommandé d'accorder la priorité à la production et à la distribution des semences améliorées. Les rizières du Japon sont ensemencées dans la proportion de 70 pour cent avec des variétés améliorées. Selon les plans établis en 1951, il sera possible, à partir de 1953, de fournir tous les deux ans une quantité de semences certifiées pures qui permettra d'ensemencer 60 pour cent de cette superficie. Les programmes de production de semence devraient permettre en 1957 un gain de 250.000 tonnes de céréales, soit 11 pour cent de l'objectif total.

Dans d'autres pays d'Extrême-Orient, les perspectives d'utilisation de variétés de riz améliorées ne sont pas très brillantes d'ici 1956/57. En effet, on manque de moyens de recherche et de personnel, ou encore, comme c'est le cas en Malaisie, les nouvelles variétés ne pourront être distribuées à temps. En outre, dans la plupart des pays de la région (à l'exception de ceux qui ont été mentionnés aux paragraphes précédents), les installations pour la multiplication et la distribution de semences des variétés existantes restent très insuffisantes.

La Commission internationale du riz de la FAO patronne un projet général de production d'hybrides réunissant les hauts rendements et la réaction aux engrais des riz *Japonica* et la capacité d'adaptation aux conditions de l'Asie du sud et du sud-est que présentent les types *Indica*. Les résultats

peuvent être d'une extrême importance, mais ils ne sauraient, bien entendu, modifier la production d'ici 1956/57.

Au *Proche-Orient*, les variétés à haut rendement ne sont utilisées que dans quelques pays, notamment l'Égypte et la Turquie, et c'est là précisément que de nouvelles améliorations sont le plus probable. L'Égypte a établi un programme de trois ans pour la distribution de semences de blé résistant à la rouille et de très haut rendement ; il s'agit de confier à des agriculteurs choisis le soin de multiplier ces semences de manière à en produire assez d'ici trois ans pour planter les 700.000 hectares emblavés. Un programme triennal de production et de distribution de semences hybrides de maïs a été entrepris. La Turquie a également un programme d'amélioration du blé, grâce auquel il a été distribué en 1952 des semences améliorées en quantité suffisante pour planter 10 pour cent des emblavures totales ; il s'agit de porter ce chiffre à 20 pour cent. L'Iran a fait un effort pour améliorer les variétés indigènes de blé. Dans la plupart des autres pays, il est peu probable que l'emploi des variétés améliorées s'étendra sensiblement au cours des prochaines années, mais on compte que l'activité du Comité d'amélioration du blé et de l'orge au Proche-Orient stimulera la production et la distribution des semences en même temps que la recherche.

En *Amérique latine*, l'Argentine et l'Uruguay se distinguent en ce sens que, depuis un certain temps, on y utilise des semences améliorées pour presque toutes les cultures. Comme dans les régions plus avancées, on peut s'attendre dans ce cas encore à ce que les progrès s'y poursuivent, mais à ce propos il faut mentionner spécialement les maïs hybrides. Quelques hybrides commerciaux sont cultivés depuis un certain nombre d'années dans ces deux pays et les superficies ensemencées avec ces hybrides s'étendent régulièrement. Les variétés améliorées de maïs, y compris les hybrides, semblent devoir donner les meilleurs résultats dans plusieurs autres pays. Au Mexique, 400.000 hectares ont été ensemencés en 1951/52 avec trois nouvelles variétés et on a commencé à distribuer des hybrides à bon rendement adaptés aux régions irriguées ou à forte pluviosité. On pense que les premiers hybrides convenant aux régions de dry farming du Mexique seront prêts en 1954. La Colombie et l'Équateur ont obtenu eux aussi de bons résultats en matière de sélection du maïs et les semences y sont maintenant multipliées pour être distribuées en plus grandes quantités. Au Chili, au Venezuela et au Brésil la sélection

du maïs hybride a atteint le stade des travaux de multiplication.

Des progrès ont été réalisés récemment dans plusieurs pays en matière de sélection et de distribution de variétés améliorées de blé. Le Gouvernement mexicain espère que la production de blé arrivera à couvrir les besoins nationaux, de nouvelles variétés résistantes à la rouille devant permettre d'augmenter considérablement les emblavures. De nouvelles variétés résistantes à cette maladie commencent à être cultivées au Chili dans une région étendue. En Colombie, en Équateur, au Brésil et au Paraguay, on a obtenu récemment des variétés à plus haut rendement, et on procède actuellement à la multiplication des semences. La Colombie espère, par exemple, avoir assez de semence de sa meilleure variété pour ensemencer près de 350.000 hectares en 1955. Au Paraguay, les semences de la nouvelle variété seront disponibles pour les semailles de 1953/54.

Protection des végétaux

En Amérique du Nord, en Europe et en Océanie, les mesures concrètes de défense des cultures sont, en général, l'affaire des agriculteurs eux-mêmes, les gouvernements se chargeant de la recherche du diagnostic et de l'information. Si les pertes par maladies et parasites sont considérables, la protection des végétaux y est cependant efficace, par rapport aux régions insuffisamment développées. Dans ces dernières, il est impossible de chiffrer les pertes totales que subissent les cultures mais il est certain qu'elles s'élèvent à plusieurs dizaines de millions de tonnes de céréales et autres produits. Or, à l'exception d'un très petit nombre de pays, les services de protection des végétaux y sont encore dans l'enfance.

L'Inde a créé en 1946 un service central de protection des végétaux, et des organisations analogues existent désormais dans la plupart des principaux états. Ces services bénéficient de subventions considérables et la plus grande partie des travaux sur le terrain est assurée par les gouvernements. Depuis 1949, le Pakistan a réussi à réduire fortement les pertes que subissent les cultures de fruits dans la province frontière du nord-ouest grâce aux travaux des équipes officielles qui, financées par le produit d'un impôt sur les exportations de fruits de la province, ont pour tâche d'appliquer des mesures de contrôle de caractère obligatoire. Des projets analogues, auxquels les autorités fédératives et provinciales participent ensemble sont graduellement mis en œuvre dans d'autres parties du pays. Le Japon possède un

service de protection des végétaux bien organisé, qu'il s'efforce d'améliorer encore. Le programme agricole vise d'ici 1957 à accroître de 140.000 tonnes la production des céréales, grâce à une protection plus efficace des végétaux, qui assurerait ainsi 6 pour cent de l'augmentation de la production des céréales prévue par le plan.

Jusqu'à ces dernières années, les acridiens ont été parmi les principaux destructeurs des cultures au Proche-Orient, mais grâce aux progrès des méthodes de lutte et au resserrement de la coopération entre les pays affectés, l'infestation actuelle n'a pas provoqué de grosses pertes. La situation à cet égard continue à s'améliorer et le temps est proche où les acridiens cesseront de constituer pour la production agricole une menace de première grandeur. Certains pays, notamment l'Égypte, la Turquie et Israël, possèdent des services de protection des végétaux bien organisés mais qui pourraient encore être beaucoup améliorés. A cette fin, il est indispensable de former des techniciens et d'organiser les services voulus, si bien que les progrès en matière de lutte contre les ennemis des cultures, dans l'immédiat, ne peuvent être que lents. Il est cependant permis d'espérer que l'attention que reçoit la protection des végétaux dans cette région, à la suite des travaux du PEAT, aura permis de jeter les bases de progrès ultérieurs.

Au Pérou l'activité des « Brigadas de Sanidad Vegetal, » qui sont entretenues par le gouvernement, sauf en ce qui concerne l'achat des produits antiparasitaires, a suscité chez les agriculteurs un vif désir de se procurer eux-mêmes le matériel nécessaire et a provoqué une demande de produits antiparasitaires, telle qu'il faudrait établir dans le pays des usines et des établissements pour l'étude de ces produits. Au Mexique, on observe depuis deux ou trois ans un accroissement remarquable des importations de produits et de matériel antiparasitaires qui indique, semble-t-il, que la lutte contre les parasites et les maladies s'est beaucoup intensifiée. Au Mexique et en Amérique centrale la lutte antiacridienne a fait des progrès particuliers depuis la création, en 1949, du Comité international de coordination de la lutte antiacridienne. Les centres d'où proviennent les invasions de sauterelles ont été localisés et sont désormais surveillés en permanence.

Amélioration de la production animale

En Europe, en Amérique du Nord et en Océanie, ce sont sans doute les progrès de l'élevage qui contribueront le plus à la réalisation des objectifs de production pour 1956/57, alors qu'en Extrême-

Orient, au Proche-Orient et en Afrique, ils ne seront vraisemblablement pas très importants par rapport à ceux de la production végétale.

S'il faut en croire l'expérience de ces dernières années, c'est surtout de la lutte contre les maladies du bétail qu'il faut attendre une amélioration de la production animale, que ce soit dans les pays déjà évolués ou dans les régions récemment mises en valeur. L'emploi des antibiotiques, notamment de la pénicilline, pour le traitement de certaines maladies infectieuses s'est traduit par de notables accroissements de production. C'est ainsi qu'en traitant de cette façon la mammite des bovidés on obtient un accroissement de 5 à 10 pour cent de la production laitière. L'utilisation de vaccins plus actifs contre la brucellose bovine, la fièvre aphteuse, la peste bovine, la peste porcine et la maladie de Newcastle (ranikhet), est une méthode qui se répand de plus en plus. On est désormais en mesure de combattre plus efficacement certaines maladies parasitaires telles que la douve du foie ; enfin, dans différentes parties du monde, on enrayer de mieux en mieux les piroplasmoses propagées par les tiques. Sauf dans le cas de la peste bovine et des piroplasmoses, maladies qui sont circonscrites dans certaines zones climatiques, les progrès techniques intéressent presque toutes les parties du monde. Il est probable que les méthodes nouvelles se généraliseront encore au cours des années qui viennent.

Si les progrès réalisés dans le domaine de la lutte contre les maladies semblent ainsi constituer partout l'élément le plus important de la situation, l'amélioration du mode d'alimentation et de la qualité du bétail n'en a pas moins joué un rôle de premier plan dans les régions économiquement développées et l'on peut s'attendre à de nouveaux progrès dans ce domaine. L'action conjuguée de ces trois facteurs, aidée par des circonstances favorables, a entraîné une augmentation marquée de la production animale par tête de bétail. Aux Etats-Unis, par exemple, les statistiques font apparaître une augmentation constante de la production par unité-bétail ; cette augmentation est de plus de 50 pour cent par rapport à 1920 et il semble que la cadence de progression aille en s'accroissant. En 1950/51, l'indice du rendement laitier par vache, sur la base de la période d'avant-guerre, était de 108 en Europe septentrionale et occidentale, de 122 en Amérique du Nord et de 111 en Océanie. En Australie, le volume de la tonte par mouton n'a cessé d'augmenter depuis 150 ans.

C'est en fonction de ces résultats, et en tenant compte également de toutes les mesures spécifi-

ques qui ont pu être prises, que l'on doit évaluer les chances de réalisation des prévisions de production animale pour 1956/57 dans les régions économiquement évoluées. Aux *Etats-Unis*, compte tenu de cette courbe ascendante des rendements, il devrait suffire d'une augmentation relativement modeste du cheptel, qui n'excéderait en rien les possibilités d'alimentation, pour obtenir sans difficulté les quantités de viande, de lait et d'œufs prévues pour 1956/57. En *Australie* comme on l'a déjà indiqué, la réalisation des objectifs dépendra essentiellement de l'effort fait par les éleveurs pour améliorer les pâturages et conserver les fourrages ; mais dans la partie nord du pays, il importerait d'étendre le réseau d'adduction d'eau et d'intensifier la lutte contre la tique des bovins. En *Europe*, aucune difficulté technique sérieuse ne paraît devoir faire obstacle à la réalisation des programmes, étant donné l'augmentation progressive des rendements du bétail, les perspectives de renforcement de la lutte contre les maladies, les progrès accomplis depuis la guerre en matière d'exploitation herbagère et de conservation des fourrages, l'amélioration des disponibilités en céréales fourragères importées et le perfectionnement des méthodes d'alimentation du bétail. La mise au point d'un vaccin moins coûteux et plus actif contre la fièvre aphteuse lors de la grave épizootie qui a sévi récemment, et la création de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse, organisme destiné à faciliter la collaboration internationale, devraient empêcher que les pays n'éprouvent à nouveau d'aussi lourdes pertes du fait de cette maladie. Le niveau de la production sera plus vraisemblablement déterminé par les possibilités d'écoulement que par des obstacles d'ordre technique, encore que les progrès techniques puissent contribuer à élargir la demande réelle, dans la mesure où ils se traduiront par un abaissement des coûts de production. On pourrait encourager considérablement la consommation et la production si l'on améliorait le marketing en réduisant l'écart entre les prix payés par le consommateur et les prix obtenus par le cultivateur.

En *Amérique latine*, où l'industrie du bétail existe depuis longtemps, il faut compter surtout sur les mesures prises par l'Etat pour renforcer les services de vulgarisation en matière de médecine vétérinaire et d'élevage bovin, améliorer le crédit, consentir des dégrèvements fiscaux en faveur des éleveurs et aider ces derniers à obtenir un revenu plus conforme aux conditions économiques. Tout récemment, plusieurs pays d'Amérique latine, en particulier le Pérou, l'Argentine

et l'Uruguay ont mis sur pied des programmes d'ensemble pour le développement de l'industrie de l'élevage. Le gouvernement péruvien importe actuellement un grand nombre de taureaux d'élite pour les vendre ou les louer aux éleveurs ; d'autre part, on crée de nouveaux centres d'insémination artificielle. Les services vétérinaires sont en voie d'amélioration et l'on développe les installations à la fabrication des produits biologiques. En Uruguay, l'Etat a entrepris des travaux pour améliorer les ressources en eau et il renforce les services de vulgarisation en matière d'élevage. En Argentine comme dans les deux autres pays, les éleveurs se voient accorder de nouvelles facilités de crédit ainsi que des dégrèvements fiscaux. Dans les autres pays d'Amérique latine, l'action gouvernementale est plus limitée et vise surtout en général, la lutte contre les maladies. Le Mexique, l'Argentine, le Venezuela et le Paraguay ont lancé de vastes campagnes contre la fièvre aphteuse. Dans cette région également, la lutte contre les piropasmoses constituera un élément très important.

En Extrême-Orient, au Proche-Orient et en Afrique, c'est certainement dans le domaine de l'hygiène vétérinaire que pourraient être accomplis les plus grands progrès. Depuis la guerre, les gouvernements et la FAO ont donné la priorité à la lutte contre les principales maladies mortelles, telles que la peste bovine et la maladie de Newcastle, que divers gouvernements s'efforcent actuellement d'enrayer. De nombreux pays s'attachent à améliorer l'organisation des services vétérinaires, la formation des vétérinaires et la production des vaccins et ont entrepris l'exécution de programmes pratiques de prophylaxie et d'élimination de ces maladies : ils ont, dans la plupart des cas, bénéficié à cet effet des conseils techniques de la FAO. Les programmes nationaux font actuellement une large place à la production des vaccins. En Extrême-Orient, l'Inde, le Pakistan, la Birmanie et la Thaïlande ont sollicité l'aide de la FAO pour la fabrication de produits biologiques contre la peste bovine ; dans ce domaine, l'équipement, les moyens matériels et les connaissances techniques s'améliorent rapidement. Au début de 1953, la FAO a organisé dans l'Inde un centre de formation pour la fabrication des produits biologiques, spécialement des produits contre la peste bovine. L'Egypte et la Turquie, pays qui, parmi ceux du Proche-Orient, ont fait le plus de progrès en matière de lutte contre les maladies, développent actuellement leurs installations de production de vaccins, cependant que

des laboratoires se créent dans le même but en Iran, en Syrie et en Irak.

L'introduction d'un nouveau type de vaccin contre la peste bovine, obtenu par dessiccation dans le vide, a permis d'entreprendre des campagnes de grande envergure en vue d'éliminer cette maladie ou tout au moins de la juguler. En Thaïlande, on a réussi à l'enrayer en 1950. L'Inde a élaboré un vaste programme d'élimination de la peste bovine, affection à laquelle on peut attribuer, dans ce pays, 60 pour cent de la mortalité par maladie. D'autres programmes prophylactiques sont actuellement mis en œuvre au Pakistan, en Birmanie, en Afghanistan, en Ethiopie; dans la plupart des cas, on s'apprête à en étudier la portée. On ne saurait trop insister sur l'importance que revêt, dans ces pays, la lutte contre la peste bovine. Non seulement cette maladie est très souvent mortelle et nuit donc gravement à la bonne marche de l'économie agricole, mais encore elle réduit considérablement les possibilités d'exportation d'animaux vivants et de produits d'origine animale vers les pays qui en sont exempts. En outre, tant que des maladies mortelles continueront à décimer les élevages, il sera vain de chercher à améliorer l'alimentation et la qualité du bétail.

En ce qui concerne l'aviculture, des résultats remarquables ont été obtenus dans la lutte contre la maladie de Newcastle grâce à l'utilisation d'un vaccin préparé par dessiccation dans le vide à partir d'une culture de virus atténuée. En Malaisie et à Singapour, par exemple, les campagnes de vaccination, amorcées en 1947, ont pris une extension rapide et l'on a assisté à un accroissement spectaculaire du nombre de volailles et du volume de la ponte. En Indonésie, les vaccinations entreprises depuis 1950 ont atteint en 1952 le chiffre de 5 millions et doivent être portées à 20 millions par an en l'espace de cinq ans, ce qui paraît suffisant pour enrayer la maladie. Des résultats analogues ont été obtenus en Thaïlande et en Inde, mais on manque de statistiques précises à cet égard. On peut donc s'attendre à une amélioration sensible des ressources en produits avicoles à condition que l'on parvienne à se procurer des quantités suffisantes d'aliments pour la volaille sans que l'alimentation de la population ait à en souffrir.

PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉLIORATION DES PÊCHES

Parmi les industries de la pêche, il en est dont on ne pourrait sans doute pas accroître sensiblement la production, mais où il serait possible de

réaliser une économie d'efforts et une amélioration qualitative des produits. Dans d'autres cas, la pêche elle-même pourrait prendre de l'extension, puisque certaines espèces, qui sont exploitées dans des zones déterminées, ne le sont pas ailleurs où leur présence est pourtant connue. Enfin, il existe des zones qui sont pratiquement inexploitées.

Pêches maritimes commerciales déjà développées

Dans les pays d'Europe occidentale, le relèvement de l'économie s'est accompagné d'une augmentation du tonnage des flottes de pêche, grâce à la construction de nouveaux bâtiments. On se préoccupe aussi, spécialement au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en France, de trouver les crédits nécessaires au remplacement des bâtiments anciens dans différents secteurs de l'industrie de la pêche, en particulier ceux qui comportent une très forte proportion de bâtiments vétustes (ayant 20 à 30 ans de service et même davantage). La capacité de pêche des industries déjà établies s'est accrue grâce à la mise en service de grands chalutiers modernes munis de moteurs plus puissants et d'installations perfectionnées pour la manutention des prises, leur conservation et leur traitement à bord; ces bâtiments sont dotés de nouveaux moyens mécaniques pour la manœuvre des engins de pêche, ils sont plus rapides, ont un rayon d'action plus étendu, comportent des postes d'équipage plus confortables, enfin sont équipés d'appareils électroniques pour le repérage du poisson. La pêche à l'électricité en est encore au stade expérimental et l'on ne peut dire actuellement dans quelle mesure ce procédé permettra d'augmenter sensiblement la production au cours des cinq prochaines années. L'utilisation de filets de pêche fabriqués avec des fibres synthétiques, telles que le nylon, a donné des résultats encourageants.

Il se peut que bon nombre de ces innovations techniques n'entraînent aucune augmentation des prises. Le fait qu'elles aient été adoptées traduit plutôt le caractère de plus en plus commercial et compétitif de ces industries.

Pêches maritimes commerciales insuffisamment développées

Dans les pays où l'industrie de la pêche est insuffisamment développée, c'est dans le domaine de la mécanisation qu'ont été réalisés les progrès les plus marqués; il s'agit principalement de l'installation de moteurs hors bord et de moteurs fixes sur les bateaux de pêche indigènes du type

traditionnel ou du type plus moderne, pour répondre aux besoins de la mécanisation. Tel est particulièrement le cas pour les flottes de pêche de l'Etat de Bombay, de la Malaisie, de Singapour et de Hong-kong.

Certains pays se sont procurés à l'étranger des types modernes de bâtiments tels que côtres et chalutiers, afin d'augmenter la production de poisson et également de familiariser les pêcheurs avec les modèles d'embarcations et d'engins de pêche. Cette méthode qui n'a pas encore donné de résultats spectaculaires, est appliquée à Bombay, dans le Bengale occidental, à Ceylan et, sur une assez grande échelle, en Indonésie où un certain nombre de bateaux de pêche japonais ont été importés.

En ce qui concerne les engins de pêche, l'introduction dans les régions insuffisamment développées des modèles et des méthodes utilisés dans les pays plus évolués n'a pas encore atteint le stade où l'on peut en attendre des résultats significatifs.

Pêche intérieure et pisciculture en étang

La construction d'ouvrages d'irrigation peut influencer considérablement sur les ressources en poisson provenant des réserves naturelles. Les réservoirs aménagés au titre des différents programmes peuvent évidemment venir augmenter la surface des eaux endiguées convenant à la pisciculture ; mais, d'autre part, l'édification de barrages sur les cours d'eau empêche fréquemment la migration du poisson et, à moins que l'on prenne des mesures adéquates pour aménager les passages nécessaires, les réserves existantes risquent de se dépeupler gravement. La meilleure utilisation des terres, ainsi que l'utilisation des eaux pour les besoins de l'irrigation, auront incontestablement pour effet de diminuer les superficies nécessaires à la production du poisson et créeront des conditions défavorables au maintien de la faune vivant dans les cours d'eau, les marais et les lacs.

On peut toutefois prévenir le déclin de la production de poisson en recourant à des méthodes de conservation, telles que la protection des réserves, l'introduction de nouvelles espèces, et l'élevage des alevins d'espèces indigènes présentant un intérêt pour l'économie. En outre, les petits réservoirs aménagés pour les besoins de l'élevage ou pour l'arrosage des jardins et de terrains de petites dimensions se prêteront fort bien à la pisciculture et, dans des circonstances favo-

rables, pourraient donner jusqu'à 2.000 kg. de poisson par hectare et par an.

Toutefois, ce n'est pas de l'utilisation occasionnelle des nappes d'eau créées grâce aux programmes d'irrigation qu'il faut attendre l'essentiel des approvisionnements en poisson d'eau douce mais bien plutôt de l'utilisation des eaux naturelles et des étangs spécialement aménagés pour la pisciculture et rationnellement exploités. On pourrait également obtenir des résultats intéressants en utilisant plus largement les rizières pour la production de poisson, en introduisant des espèces prolifiques et à croissance rapide, convenant à l'empoissonnement des eaux naturelles, enfin en adoptant des méthodes rationnelles d'exploitation des étangs. La sélection d'espèces hautement productives, la propagation artificielle, application d'engrais et l'élevage en association, dans les mêmes eaux, d'espèces ayant des habitudes alimentaires différentes, permettront d'augmenter considérablement la production dans les eaux déjà exploitées. La création de nouveaux élevages de poissons et d'alevins, et l'empoissonnement des eaux naturelles avec des alevins élevés en étang, permettraient, dans nombre de pays, d'augmenter la production des eaux intérieures. On pourrait ainsi augmenter sensiblement dans certaines régions les ressources alimentaires locales.

Manutention, conservation et traitement

L'amélioration du matériel de manutention à bord des bateaux de pêche, l'aménagement de chambres froides, l'installation de pompes pour décharger le poisson à l'usine, l'amélioration des emballages pour l'expédition des produits frais et congelés vers les marchés, l'amélioration du matériel de conserverie et des divers procédés de traitement sont autant de perfectionnements qui contribuent à améliorer la qualité des produits, à éviter le gaspillage, et à augmenter les quantités disponibles pour l'alimentation humaine.

Depuis la guerre, des progrès très sensibles ont été accomplis en ce qui concerne la congélation des produits de la pêche et la mise sur le marché des filets de poisson congelé, particulièrement en Amérique du Nord. La même tendance se manifeste de plus en plus en Europe occidentale. Si l'on veut réussir à développer la consommation de poisson, il est indispensable d'améliorer la qualité et la saveur des produits frais, congelés, salés, ou mis en boîtes. Dans le cas du hareng salé, par exemple, produit pour lequel la demande globale des consommateurs marque depuis longtemps une courbe descendante, la tendance pour-

rait être renversée si l'on diversifiait le mode de préparation du hareng.

La multiplication des usines préparant de la farine et de l'huile de poisson, et la création d'installations pour le traitement des eaux résiduaires, bien que ne contribuant pas directement à augmenter les ressources alimentaires des populations, se traduisent par un accroissement appréciable des disponibilités en aliments du bétail et, par voie de conséquence, de la production des produits de l'élevage.

FACTEURS ÉCONOMIQUES

La cadence d'exécution des programmes techniques sommairement exposés dans les précédentes sections dépendra, en grande partie, de la conjoncture générale et des mesures prises par les gouvernements sur le plan économique. Nous n'avons pas cherché, dans le présent document, à étudier les aspects économiques de façon aussi détaillée que les facteurs techniques, car l'évolution de la conjoncture ne peut être prévue longtemps à l'avance ; d'autre part, les gouvernements, s'ils gardent certainement présent à l'esprit l'incidence de nombreux facteurs socio-économiques, n'en ont généralement pas fait spécifiquement état dans les rapports exposant leur politique agricole et leurs programmes de production.

Indépendamment des liens généraux qui rattachent entre elles toutes les questions économiques et sociales, on peut distinguer trois facteurs qui, tout en étant étrangers au domaine agricole, influencent particulièrement le développement de l'agriculture : a) les perspectives concernant d'une part les débouchés et les prix à la production, et d'autre part les prix qu'auront à payer les cultivateurs, perspectives qui affectent à la fois le volume et la composition de la production, et la propension des agriculteurs à appliquer des méthodes perfectionnées, voire la possibilité matérielle pour eux de recourir à ces méthodes¹ ; b) la situation financière et budgétaire du pays qui détermine en partie l'application des programmes officiels et affecte également les possibilités d'importation des biens d'équipement et fournitures agricoles non produits dans ce pays ; c) la production de ces biens et la possibilité de les acquérir.

¹ Cette question, et en partie également les deux suivantes, concernent essentiellement les agriculteurs qui mettent leur produit sur le marché. Ceux qui produisent pour leur propre consommation seront moins influencés par ce facteur, bien qu'eux aussi soient jusqu'à un certain point affectés par l'évolution de la conjoncture.

En ce qui concerne les marchés et les prix, la situation actuelle et les perspectives immédiates ont été étudiées dans la première partie du présent rapport. Il n'est pas possible de se livrer à des prévisions pour un avenir plus lointain ni, par conséquent, de prévoir le degré de puissance des mobiles économiques qui influenceront sur les agriculteurs pendant la période d'application des programmes. Ces mobiles pèseront surtout sur la décision des cultivateurs lorsqu'il s'agira d'engager les dépenses nécessaires à l'application de techniques perfectionnées. En Amérique du Nord, les facteurs commerciaux freinent déjà la production et, comme on l'a vu au chapitre I, les États Unis prévoient pour l'avenir plus lointain un nouveau ralentissement de la cadence d'expansion de l'agriculture, alors que, du point de vue technique, des progrès plus rapides seraient certainement possibles. En Europe également, les faits enregistrés récemment font craindre que les facteurs limitatifs de caractère commercial n'aient une influence au moins aussi déterminante que les progrès techniques sur la cadence de développement de la production, particulièrement en ce qui concerne les produits de l'élevage. Dans d'autres régions, les facteurs commerciaux affectent la production d'un certain nombre d'articles, par exemple le sucre, le jute et le coton. En outre, le rapport entre les prix des produits de la terre et ceux des fournitures agricoles est en général moins favorable qu'au moment où nombre de programmes ont été préparés. Néanmoins, malgré une tendance générale à la baisse des prix et du revenu réel net, la situation du marché demeure dans l'ensemble favorable aux agriculteurs.

Les gouvernements n'ignorent certes pas les dangers de la situation et nombre d'entre eux ont adopté des mesures de soutien des prix, bien que celles-ci exigent parfois que l'on diminue soit les superficies cultivées, soit les quantités mises sur le marché. La réglementation des prix et de la commercialisation peut souvent atténuer l'incidence de la demande sur la production ; toutefois, si elle devait dépasser la demande de façon continue, la production finirait elle-même par en subir le contre-coup. Il est encore un autre facteur à considérer, à savoir la politique de maintien du plein emploi et d'augmentation du revenu national, objectif déclaré d'un certain nombre de gouvernements. Si cette politique peut recevoir une application suffisamment étendue, la demande de produits agricoles en général se maintiendra à un niveau élevé ; toutefois, il pourra subsister des déséquilibres entre l'offre et la demande de certains produits déterminés, et il faudrait en ce

cas conclure des ententes internationales pour éviter d'importantes fluctuations des prix sur les marchés internationaux.

Il va sans dire que la plupart des gouvernements, en élaborant leurs programmes techniques, ont étudié soigneusement les moyens dont ils disposaient pour les financer : recettes budgétaires et emprunts intérieurs, ou dons et prêts de l'étranger. Il est déjà apparu cependant que dans certains cas on avait évalué les possibilités financières en tenant exagérément compte des circonstances assez exceptionnelles du boom post-coréen, période pendant laquelle a été préparée une grande partie des programmes actuels. Par suite des récentes baisses de prix et de la diminution des quantités exportées, le financement des programmes se révèle plus difficile qu'on ne le prévoyait initialement, en particulier dans les pays où les recettes budgétaires dépendent dans une large mesure des exportations de produits agricoles ou de minerais. Cette diminution du volume des exportations affecte défavorablement la balance générale des paiements des pays en cause et, partant, les disponibilités en devises étrangères qu'ils peuvent consacrer à l'importation des biens d'équipement destinés à l'exécution des projets de développement, ainsi qu'à l'importation de machines agricoles et d'engrais.

Même si les agriculteurs et les gouvernements disposent des devises étrangères nécessaires pour régler l'importation des articles indispensables à la production agricole, ils pourraient néanmoins se limiter — comme cela s'est déjà produit dans le passé — à une pénurie matérielle de certains types de machines, d'engrais, de produits antiparasitaires ou de matières premières servant à la fabrication de ces produits. Les programmes pré-supposent en général que cet état de choses ne se reproduira pas, à moins d'une brusque aggravation de la situation internationale ; cette hypothèse paraît être pleinement justifiée. L'état des disponibilités en produits nécessaires à l'agriculture est un des éléments les plus encourageants du point de vue de la réalisation des objectifs de production.

CONCLUSIONS

De l'analyse contenue dans le présent chapitre se dégagent trois principales conclusions : premièrement, dans les régions insuffisamment développées, les programmes techniques ne permettront sans doute pas d'augmenter la production dans la mesure où l'exigerait la réalisation des objectifs et des prévisions ; deuxièmement, il y aurait peut-être intérêt à reconsidérer les programmes

d'investissement en modifiant considérablement l'importance relative des divers secteurs ; enfin, la conjoncture économique peut influer très fortement sur la cadence d'exécution des programmes techniques et la réalisation des objectifs fixés pour 1956/57. Le dernier point se passe de commentaires, mais les deux premiers méritent peut-être d'être examinés de plus près.

En Amérique latine (Argentine non comprise) et au Proche-Orient, l'exécution des programmes d'irrigation ne pourra guère contribuer pour plus de 20 pour cent, en mettant les choses au mieux, à la réalisation des objectifs de production. Dans quelques pays de cette zone, le développement de la mécanisation facilitera peut-être l'extension des superficies cultivées, mais il est extrêmement difficile d'évaluer les résultats que l'on peut en attendre. S'il faut en juger d'après les programmes gouvernementaux examinés dans la section relative à l'augmentation du rendement des cultures et de l'élevage, et si l'on considère la façon dont a évolué, ces derniers temps, l'utilisation des produits et procédés modernes pour l'agriculture, il ne semble pas que les progrès qui pourront être réalisés au cours des prochaines années dans des domaines comme la consommation d'engrais, l'utilisation de variétés végétales améliorées, la protection des végétaux et la lutte contre les maladies animales, puissent être suffisants pour combler la différence. Il faudrait donc attendre une bonne part de l'augmentation — en admettant qu'elle soit réalisée — soit d'une extension des superficies cultivées indépendamment des programmes d'irrigation et autres projets spécifiques de mise en valeur des terres, soit d'une utilisation plus rationnelle de la main-d'œuvre et d'une amélioration des techniques agricoles qui viendraient s'ajouter aux améliorations déjà envisagées dans le présent chapitre. En fait, au cours de ces dernières années, de grandes étendues ont été mises en culture dans certains pays du Proche-Orient où il est fort probable que le processus se poursuivra. En Amérique latine, la contribution de l'Argentine à l'expansion de la superficie cultivée constituera le facteur le plus important pour la réalisation des objectifs de la zone. Le fait que les programmes techniques semblent insuffisants ne permet donc pas de conclure que la production ne s'accroîtra pas à la cadence prévue ; toutefois on est en droit de douter que la production puisse augmenter dans des proportions très supérieures aux prévisions fondées sur les perspectives d'expansion de la superficie cultivée, ou sur certains progrès techniques de nature à modifier les rendements.

En Extrême-Orient, les perspectives d'une expansion de la superficie cultivée due à l'initiative des agriculteurs apparaissent extrêmement limitées. Il est donc d'autant plus nécessaire, par conséquent, que les programmes gouvernementaux aient une portée suffisante pour contribuer dans une plus large mesure à l'augmentation de production envisagée, et tel est d'ailleurs le cas. On compte que les programmes d'irrigation et autres projets d'amélioration foncière contribueront pour plus de 70 pour cent à l'accroissement total en Inde et au Japon, et il semble que pour l'ensemble de la région, la proportion doive se situer aux environs de 50 pour cent, voire davantage. D'après les prévisions relatives à l'utilisation de plus grandes quantités d'engrais et de variétés améliorées, il semble que l'accroissement obtenu par ces moyens puisse être proportionnellement plus important que dans les deux autres régions. Toutefois, ici également, les programmes d'amélioration des cultures et de l'élevage, ainsi que les tendances qui se sont récemment fait jour dans le domaine de l'amélioration technique, semblent insuffisants pour combler la différence. Il est permis de se demander si la cadence d'accroissement prévue dans les programmes des pays d'Extrême-Orient pourra être atteinte sans qu'il soit nécessaire d'augmenter les investissements agricoles, en particulier dans les domaines suivants : formation de techniciens, services de vulgarisation, engrais, amélioration des semences et protection des végétaux.

Dans presque tous les pays des régions nouvellement mises en valeur, les programmes d'irrigation et les projets connexes absorbent la plus grande partie des investissements publics dans le domaine agricole. Dans l'ensemble, l'utilité de

ces programmes ne fait aucun doute, surtout lorsqu'il s'agit d'alimenter en eau des superficies déjà cultivées, ce qui faciliterait probablement d'autres travaux d'amélioration. Toutefois, dès lors qu'on ne peut augmenter le total des investissements destinés au développement agricole, peut-être faut-il penser que nombre de pays consacrent une part un peu trop importante des ressources disponibles aux programmes visant l'expansion des superficies cultivées, sans se préoccuper suffisamment de la fertilité du sol, de la production et de la distribution des semences améliorées, de la lutte contre les maladies des plantes et des animaux, de l'amélioration du bétail, et de la prévention des pertes subies pendant et après la récolte. Les investissements qui seraient nécessaires dans ces secteurs apparaissent généralement faibles par rapport à ceux qu'exigent l'amélioration des terres et les travaux d'hydraulique ; pourtant, convenablement organisés et exécutés, leurs résultats atteignent un nombre beaucoup plus important de cultivateurs. Toutefois, pour être pleinement efficaces, des programmes de cet ordre supposent l'existence d'un noyau de spécialistes compétents et de services administratifs efficaces, et peut-être est-ce parce que l'on n'ignore pas l'existence de ce point faible que l'on paraît négliger quelque peu ces activités. Il faudrait en l'occurrence donner plus d'importance que ne le font la plupart des pays aux investissements destinés à l'enseignement technique et à la vulgarisation. Peut-être faudrait-il en fait, si l'on veut que les progrès puissent se poursuivre, se préoccuper bien davantage des investissements consacrés au potentiel humain, dont la volonté, les connaissances et l'enthousiasme permettront de développer les ressources matérielles du pays.

Annexe I - PRODUCTION AGRICOLE EN 1956/57 (SI LES PLANS ET LES ESTIMATIONS ACTUELS SE RÉALISENT)

NOTE: On trouvera, dans la Note sur les éléments de calcul utilisés (Introduction), la base des estimations ainsi que certaines réserves dont il convient de tenir compte en examinant les données. Tous les indices ont été établis à partir de chiffres non arrondis.

TABLEAU I. 1. — TOTAL MONDIAL : ESTIMATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN 1956/57, BASÉE SUR LA RÉALISATION DES PRÉVISIONS ET PLANS ACTUELS

PRODUITS	Production totale					Indices: 1934-38 ¹ = 100		
	1934-38 ¹ Moyenne	1948-50 Moyenne	1951/52	1952/53 (prov.)	1956/57 (estim.)	1948-50 Moyenne	1952/53 (prov.)	1956/57 (estim.)
	 Millions de tonnes					 Indices		
Total : CÉRÉALES	610,9	672,5	679,0	735,8	843,7	110	120	138
Pommes de terre	231,9	248,2	229,7	248,7	331,1	107	107	143
Patates	44,5	55,1	54,2	55,8	59,0	124	125	132
Manioc	33,9	45,3	49,0	50,3	52,9	134	148	156
Total : TUBERCULES A FÉCULENTS.	310,3	348,6	332,9	354,7	443,0	112	114	143
Légumineuses	27,1	28,0	28,6	27,8	32,3	103	102	119
Sucre (en équivalent de sucre brut) ²	27,9	33,1	38,4	36,0	42,8	119	129	153
Huiles végétales et oléagineux (en équivalent d'huile):								
comestibles	12,91	14,80	16,37	15,84	18,58	115	123	144
Total	14,59	16,52	17,92	17,56	20,63	113	120	141
Agrumes ³	9,58	14,02	15,32	15,48	17,66	146	161	184
Bananes.	7,69	9,56	10,01	10,69	11,86	124	139	154
Dattes	0,93	0,88	0,99	1,04	1,11	95	112	120
Figues (sèches)	0,37	0,40	0,39	0,39	0,41	108	106	110
Raisins secs ⁴	0,65	0,58	0,59	0,60	0,64	89	91	97
Vin ⁴	19,47	18,22	19,48	19,05	20,16	94	98	104
Cacao.	0,73	0,78	0,69	0,76	0,81	106	104	110
Café	2,42	2,19	2,27	2,38	2,63	90	98	109
Thé ⁴	0,72	0,70	0,78	0,79	0,89	98	109	124
Tabac ⁴	2,80	3,04	3,25	3,15	3,60	109	113	129
Jute	1,89	1,46	2,07	2,19	2,17	77	116	115
Chanvre ⁴	0,35	0,39	0,39	0,38	0,41	111	108	117
Lin.	0,79	0,99	1,05	1,15	1,46	126	146	186
Coton (linter)	6,80	6,86	7,98	8,19	9,24	101	120	136
Fibres dures.	0,61	0,59	0,62	0,67	0,80	97	111	131
Laine (dessuée) ⁴	0,86	0,90	0,90	0,98	0,99	105	114	115
Caoutchouc	0,99	1,65	1,90	1,81	2,12	166	182	213
Lait ⁵	247,12	250,87	267,51	272,44	302,56	102	110	122
Viande ⁶	38,47	39,65	42,13	43,41	49,08	103	113	128
Oeufs ⁷	4,56	6,09	6,55	6,54	7,07	134	144	155
Population ⁵ (millions)	1.676	1.935	1.988	2.017	2.138	115	120	127

¹Pour certains pays, on a utilisé une base légèrement différente pour l'avant-guerre; voir les notes au bas des autres tableaux de l'Annexe I. On a utilisé la moyenne 1934-38 tout au long de l'Annexe II, pour assurer l'uniformité avec les données du commerce.

²Y compris l'équivalent en sucre brut du sucre de canne non centrifugé.

³Non compris l'U.R.S.S. et la Chine.

⁴Non compris l'U.R.S.S.

⁵Non compris la Chine.

⁶Viandes de bœuf, de veau, de porc, de mouton et d'agneau.

⁷Ne concerne que le Nord-ouest et le Sud de l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Océanie.

TABLEAU I. 2. — MONDE (NON COMPRIS LES ESTIMATIONS POUR L'U.R.S.S., L'EUROPE ORIENTALE ET LA CHINE)
ESTIMATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE DE 1956/57, BASÉE SUR LA RÉALISATION DES PRÉVISIONS ET
PLANS ACTUELS

PRODUITS	Production totale					Indices: 1934-38 ¹ = 100		
	1934-38 ¹ Moyenne	1948-50 Moyenne	1951/52	1952/53 (prov.)	1956/57 (estim.)	1948-50 Moyenne	1952/53 (prov.)	1956/57 (estim.)
	 Millions de tonnes					 Indices		
Blé.	97,3	109,7	108,6	130,2	127,1	113	134	131
Seigle.	9,5	8,6	8,2	8,8	9,6	90	92	101
Total: CÉRÉALES PANIFIABLES	106,8	118,3	116,8	139,0	136,7	111	130	128
Riz (usiné)	70,5	73,8	72,6	77,6	90,4	105	110	128
Orge	28,4	33,4	37,9	41,0	42,0	118	144	148
Avoine	38,8	42,8	44,2	43,3	45,8	110	112	118
Mélange de céréales	2,9	4,3	4,9	5,1	5,3	148	175	180
Maïs	93,1	121,4	111,9	123,0	134,2	130	132	144
Millets et sorghos	26,9	29,3	28,6	27,0	32,5	109	100	121
Total: CÉRÉALES SECONDAIRES.	190,2	231,1	227,6	239,4	259,8	122	126	137
Total: CÉRÉALES	367,4	432,2	417,0	456,0	486,8	115	124	132
Pommes de terre	89,1	103,4	96,5	96,2	106,0	116	108	119
Patates	26,0	31,5	31,2	32,8	36,0	121	126	138
Manioc	33,9	45,3	49,0	50,3	52,9	134	148	156
Total: TUBERCULES A FÉCULENTS	149,1	180,3	176,7	179,3	194,9	121	120	131
Légumineuses	15,5	17,4	18,0	16,9	20,4	112	109	132
Sucre (équivalent de sucre brut) ²	22,9	28,1	32,7	30,7	34,4	123	134	150
Huiles végétales et oléagineux (en équivalent d'huile): comestibles	8,10	9,71	11,27	10,55	12,44	120	130	154
Total.	9,16	10,89	12,24	11,66	13,83	118	127	151
Agrumes	9,58	14,02	15,32	15,48	17,66	146	161	184
Bananes.	7,69	9,56	10,01	10,69	11,86	124	139	154
Dattes	0,93	0,88	0,99	1,04	1,11	95	112	120
Figues (sèches)	0,37	0,40	0,39	0,39	0,41	108	106	110
Raisins secs.	0,65	0,58	0,59	0,60	0,64	89	91	97
Vin.	17,99	17,23	18,42	18,05	18,96	96	100	105
Cacao.	0,73	0,78	0,69	0,76	0,81	106	104	110
Café	2,42	2,19	2,27	2,38	2,63	90	98	109
Thé.	0,45	0,52	0,59	0,58	0,64	117	130	143
Tabac.	2,04	2,33	2,57	2,47	2,73	114	121	134
Jute	1,89	1,46	2,07	2,19	2,17	77	116	115
Chanvre.	0,30	0,33	0,31	0,30	0,32	110	102	108
Lin.	0,10	0,12	0,15	0,16	0,17	125	162	171
Coton (linter)	5,42	5,40	6,21	6,36	6,66	100	117	123
Fibres dures.	0,61	0,59	0,62	0,67	0,80	97	111	131
Laine (dessuintée)	0,80	0,85	0,86	0,94	0,94	107	118	118
Caoutchouc	0,99	1,65	1,90	1,81	2,12	166	182	213
Lait	191,89	203,63	216,20	218,13	231,06	106	114	120
Viande ³	27,14	29,63	31,24	32,06	35,45	109	118	131
Oeufs ⁴	4,56	6,09	6,55	6,54	7,07	134	144	155
Population (millions)	1.394	1.645	1.691	1.715	1.818	118	123	130

¹Pour certains pays, on a utilisé une base légèrement différente pour l'avant-guerre: voir les notes au bas des autres tableaux de l'Annexe I. On a utilisé la moyenne 1934/38 tout au long de l'Annexe II pour assurer l'uniformité avec les données du commerce.

²Y compris l'équivalent en sucre brut du sucre de canne non centrifugé.

³Viandes de bœuf, de veau, de porc, de mouton et d'agneau.

⁴Ne concerne que le Nord-ouest et le Sud de l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Océanie.

TABLEAU I. 3. — NORD-OUEST ET SUD DE L'EUROPE : ESTIMATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE DE 1956/57, BASÉE SUR LA RÉALISATION DES PRÉVISIONS ET PLANS ACTUELS

PRODUITS	Production totale					Indices : 1934-38 = 100		
	1934-38 Moyenne	1948-50 Moyenne	1951/52	1952/53 (prov.)	1956/57 (estim.)	1948-50 Moyenne	1952/53 (prov.)	1956/57 (estim.)
	 Millions de tonnes					 Indices		
Blé.	30,7	29,3	30,1	32,4	33,3	95	106	108
Seigle.	7,5	6,7	6,4	6,7	7,4	89	89	99
Total : CÉRÉALES PANIFIABLES	38,2	35,9	36,5	39,1	40,7	94	102	107
Riz (usiné)	0,7	0,7	0,9	1,0	1,0	95	132	132
Orge	9,1	9,8	11,8	12,8	12,0	108	141	132
Avoine	16,4	14,6	14,4	15,0	17,8	89	92	109
Mélange de céréales	2,1	2,8	3,2	3,4	3,6	137	166	176
Maïs	9,7	7,0	9,0	5,9	7,5	72	60	77
Total : CÉRÉALES SECONDAIRES.	37,3	34,2	39,4	37,1	41,0	92	100	110
Total : CÉRÉALES	76,2	70,9	76,8	77,2	82,7	93	101	108
Pommes de terres	69,4	77,4	74,4	72,7	80,1	112	105	115
Légumineuses	2,3	1,9	2,3	2,0	2,2	81	84	94
Sucre (en équivalent de sucre brut)	4,0	4,9	5,8	5,5	6,2	121	136	154
Huiles végétales et oléagineux (en équivalent d'huile) :								
comestibles	0,79	0,77	1,58	0,80	1,27	98	101	162
Total.	0,81	0,83	1,62	0,84	1,34	102	104	165
Agrumes	2,00	1,86	2,28	2,44	3,00	93	122	150
Bananes.	0,18	0,23	0,23	0,23	0,23	126	126	126
Raisins secs.	0,21	0,12	0,12	0,12	0,13	58	57	62
Figues (sèches)	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	100	100	100
Vin.	14,08	12,55	13,28	13,34	13,60	89	95	97
Tabac.	0,19	0,24	0,28	0,21	0,28	127	112	146
Chanvre.	0,15	0,14	0,11	0,10	0,12	93	69	79
Lin.	0,08	0,10	0,13	0,13	0,14	118	154	160
Coton (linter)	0,02	0,03	0,04	0,05	0,04	136	204	204
Laine (dessuintée)	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	98	100	102
Lait	81,16	76,57	87,25	86,96	94,16	94	107	116
Viande ¹	8,77	7,19	8,68	8,71	9,46	82	99	108
Oeufs.	2,11	2,13	2,39	2,47	2,64	101	117	125
Population (millions).	275,4	301,5	305,8	308,4	317	110	112	115

¹Viandes de bœuf, de veau, de porc, de mouton et d'agneau.

TABLEAU I. 4. — AMÉRIQUE DU NORD : ESTIMATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE DE 1956/57, BASÉE SUR LA RÉALISATION DES PRÉVISIONS ET PLANS ACTUELS

PRODUITS	Production totale					Indices: 1935-39 ¹ = 100		
	1935-39 ¹ Moyenne	1948-50 Moyenne	1951-52	1952/53 (prov.)	1956/57 (estim.)	1948-50 Moyenne	1952/53 (prov.)	1956/57 (estim.)
	<i>Millions de tonnes</i>					<i>Indices</i>		
Blé.	29.2	42.6	41.9	54.1	43.1	146	185	148
Seigle.	1.4	1.0	1.0	1.0	0.9	71	75	65
Total : CÉRÉALES PANIFIABLES	30.5	43.6	42.9	55.1	44.0	143	180	144
Riz (usiné)	0.6	1.2	1.4	1.4	1.4	186	231	225
Orge	7.1	9.5	10.9	11.3	10.6	132	158	148
Avoine	20.4	26.1	26.6	25.6	25.3	128	126	124
Mélange de céréales	0.8	1.3	1.4	1.3	1.3	172	169	171
Maïs	52.2	86.0	74.0	84.5	85.7	165	162	164
Millets et sorghos	1.3	4.4	4.0	2.1	4.5	345	167	357
Total : CÉRÉALES SECONDAIRES.	81.8	127.3	117.0	124.8	127.4	156	152	156
Total : CÉRÉALES	113.0	172.0	161.3	181.3	172.8	152	160	153
Pommes de terre	11.4	14.3	10.0	11.1	11.7	125	97	102
Patates	1.7	1.2	0.7	0.7	0.8	71	43	47
Total : TUBERCULES A FÉCULENTS.	13.1	15.5	10.7	11.8	12.5	118	90	95
Légumineuses	0.8	1.1	1.0	0.9	1.0	143	118	124
Sucre (en équivalent de sucre brut).	2.8	3.0	2.9	3.0	3.3	108	109	118
Huiles végétales et oléagineux (en équivalent d'huile):								
comestibles	1.19	2.14	2.33	2.30	2.38	180	194 ²	201
Total.	1.29	2.62	2.73	2.70	2.85	203	209	220
Agrumes	3.12	6.24	6.67	6.62	8.03	200	212	257
Raisins secs.	0.20	0.20	0.22	0.22	0.23	99	111	116
Vin.	0.54	1.48	1.65	1.52	1.62	275	282	302
Tabac.	0.70	0.93	1.13	1.07	1.08	133	154	155
Coton (linter)	2.85	2.97	3.28	3.26	3.04	104	114	107
Laine (dessuintée)	0.10	0.06	0.05	0.06	0.07	59	60	70
Lait	55.31	62.56	62.84	62.70	62.00	113	113	112
Viande ²	7.95	10.73	10.80	11.31	12.34	135	142	155
Oeufs.	2.33	3.82	4.03	3.93	4.27	164	169	183
Population (millions).	140.4	164.7	170.6	173.0	184.0	117	123	131

¹Les conditions atmosphériques ayant été anormales aux États-Unis et au Canada en 1934-38, on a pris comme base pour l'avant-guerre la période 1935-39. On a utilisé la moyenne 1934-38 tout au long de l'annexe II pour assurer l'uniformité avec les données du commerce.

²Viandes de bœuf, de veau, de porc, de mouton et d'agneau.

TABLEAU I. 5. — AMÉRIQUE LATINE : ESTIMATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN 1956/57, BASÉE SUR LA RÉALISATION DES PRÉVISIONS ET PLANS ACTUELS

PRODUITS	Production totale					Indices: 1934-38 = 100		
	1934-38 Moyenne	1948-50 Moyenne	1951/52	1952/53 (prov.)	1956/57 (estim.)	1948-50 Moyenne	1952/53 (prov.)	1956/57 (estim.)
	<i>Millions de tonnes</i>					<i>Indices</i>		
Blé.	8,6	8,1	4,9	10,5	10,6	94	122	123
Seigle.	0,3	0,4	0,1	0,3	0,7	153	116	232
Total: CÉRÉALES PANIFIABLES	8,9	8,6	5,0	10,8	11,2	96	122	126
Riz (usiné)	1,3	3,0	3,1	3,3	3,6	224	245	272
Orge	0,9	1,2	1,0	1,6	1,8	132	174	196
Avoine	0,9	0,9	0,7	1,0	1,2	93	105	126
Maïs	18,0	14,6	15,3	17,7	24,2	81	99	135
Millets et sorghos	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	169	216	216
Total: CÉRÉALES SECONDAIRES.	20,0	17,0	17,4	20,7	27,6	85	104	138
Total: CÉRÉALES	30,2	28,5	25,5	34,8	42,4	94	115	140
Pommes de terre	2,9	4,8	4,6	5,0	6,4	166	170	219
Patates.	2,0	2,6	2,5	2,5	2,8	132	127	142
Manioc	7,2	15,5	15,0	15,9	17,2	215	220	238
Total: TUBERCULES A FÉCULENTS.	12,1	22,9	22,2	23,4	26,4	189	193	218
Légumineuses	1,6	2,4	2,4	2,4	3,0	147	149	184
Sucre (en équivalent de sucre brut) ¹	8,2	12,2	14,6	12,4	13,3	170	172	185
Huiles végétales et oléagineux (en équivalent d'huile):								
comestibles	0,42	0,77	0,79	0,75	0,95	183	179	226
Total.	1,10	1,14	1,09	1,14	1,52	104	104	138
Agrumes	2,20	3,36	3,54	3,55	3,60	152	161	163
Bananes.	4,82	6,48	6,90	7,49	8,38	134	155	174
Vin.	1,12	1,23	1,47	1,30	1,50	110	117	134
Cacao.	0,24	0,26	0,23	0,24	0,28	111	103	116
Café	2,12	1,85	1,86	1,98	2,18	87	93	103
Tabac.	0,21	0,30	0,30	0,32	0,35	144	153	169
Jute	—	0,01	0,02	0,02	0,03	—	—	—
Coton (linter)	0,63	0,79	0,93	1,08	1,25	126	171	198
Fibres dures.	0,15	0,25	0,24	0,24	0,28	170	166	194
Laine (dessuintée)	0,15	0,18	0,18	0,19	0,20	115	124	131
Caoutchouc.	0,02	0,02	0,03	0,04	0,04	119	171	190
Lait	10,34	14,18	14,55	14,89	17,98	137	144	174
Viande ²	4,90	5,69	5,44	5,54	6,37	116	113	130
Population (millions).	121,5	159,1	166,5	170,1	188	131	140	155

¹Y compris l'équivalent en sucre brut du sucre de canne non centrifugé.

²Viandes de bœuf, de veau, de porc, de mouton et d'agneau.

— Nul ou négligeable.

TABLEAU I. 6. — EXTRÊME-ORIENT : (NON COMPRIS LES ESTIMATIONS POUR LA CHINE) ESTIMATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE DE 1956/57. BASÉE SUR LA RÉALISATION DES PRÉVISIONS ET PLANS ACTUELS

PRODUITS	Production totale					Indices : 1934-38 = 100		
	1934-38 Moyenne	1948-50 Moyenne	1951/52	1952/53 (prov.)	1956/57 (estim.)	1948-50 Moyenne	1952/53 (prov.)	1956/57 (estim.)
	<i>Millions de tonnes</i>					<i>Indices</i>		
Blé.	12,1	11,2	12,2	10,7	15,0	93	88	124
Riz (usiné)	65,5	65,5	64,2	68,7	80,5	100	105	123
Orge.	4,7	5,2	5,7	5,4	6,2	109	114	131
Avoine	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	67	78	95
Mais	6,1	5,5	5,9	6,2	7,2	90	101	118
Millets et sorghos	14,9	13,2	12,3	12,8	14,4	89	86	96
Total : CÉRÉALES SECONDAIRES.	26,0	24,1	24,1	24,6	28,0	93	94	108
Total : CÉRÉALES	103,6	100,9	100,6	104,0	123,5	97	100	119
Pommes de terre	4,1	4,7	5,0	4,8	5,2	116	118	127
Patates	6,9	11,6	10,7	11,8	12,2	168	171	176
Manioc	8,5	8,4	8,9	9,3	9,6	98	109	113
Total : TUBERCULES À FÉCULENTS.	19,5	24,7	24,6	25,9	27,0	126	133	138
Légumineuses	9,1	9,9	10,1	9,3	11,8	109	103	130
Sucre (en équivalent de sucre brut) ¹	6,6	5,3	6,6	6,8	7,9	81	104	121
Huiles végétales et oléagineux (en équivalent d'huile) :								
comestibles	3,71	3,59	3,85	3,95	4,56	97	106	123
Total.	3,93	3,80	4,02	4,15	4,77	97	106	122
Agrumes	1,00	0,98	0,95	0,99	1,00	98	99	100
Bananes.	1,23	0,82	0,95	0,99	1,05	67	80	85
Dattes	0,06	0,06	0,05	0,05	0,05	93	83	83
Café	0,15	0,06	0,08	0,07	0,10	41	47	67
Thé.	0,44	0,50	0,56	0,55	0,61	114	126	139
Tabac.	0,79	0,62	0,61	0,60	0,75	77	75	94
Jute	1,87	1,42	2,02	2,13	2,10	76	114	112
Chanvre.	0,13	0,16	0,17	0,17	0,17	124	133	136
Lin.	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	100	180	200
Coton (linter)	1,21	0,80	1,03	0,95	1,24	66	78	102
Fibres dures.	0,30	0,12	0,11	0,16	0,21	40	54	72
Laines (dessuintée).	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	92	92	96
Caoutchouc	0,96	1,57	1,80	1,70	2,00	163	176	207
Lait	22,32	24,37	25,04	25,40	27,00	109	114	121
Viande ²	1,93	1,84	2,00	2,00	2,30	95	104	119
Population (millions).	615,0	735,1	752,9	764,8	808	120	124	131

¹Y compris l'équivalent en sucre brut du sucre de canne non centrifugé.

²Viandes de bœuf, de veau, de porc, de mouton et d'agneau.

TABLEAU I. 7. — PROCHE-ORIENT : ESTIMATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN 1956/57, BASÉE SUR LA RÉALISATION DES PRÉVISIONS ET PLANS ACTUELS

PRODUITS	Production totale					Indices: 1934-38 = 100		
	1934-38 Moyenne	1948-50 Moyenne	1951/52	1952/53 (prov.)	1956/57 (estim.)	1948-50 Moyenne	1952/53 (prov.)	1956/57 (estim.)
	 Millions de tonnes					 Indices		
Blé.	9,5	10,2	12,1	13,7	16,3	107	144	171
Seigle.	0,3	0,4	0,6	0,7	0,6	122	199	182
Total: CÉRÉALES PANIFIABLES	9,8	10,6	12,7	14,4	16,9	107	146	172
Riz (usiné)	1,2	1,7	1,2	1,3	1,7	146	114	146
Orge	4,2	4,8	5,5	6,4	7,9	114	153	188
Avoine	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	128	177	158
Mélange de céréales	0,1	0,2	0,3	0,4	0,3	205	420	357
Mais	2,4	2,3	2,6	2,6	2,8	97	111	119
Millets et sorghos	2,7	3,3	3,6	3,5	4,0	122	130	148
Total: CÉRÉALES SECONDAIRES.	9,6	10,9	12,3	13,4	15,4	113	139	160
Total: CÉRÉALES	20,6	23,1	26,3	29,1	34,0	112	141	165
Pommes de terre	0,3	0,9	1,1	1,3	1,2	301	439	399
Total: TUBERCULES A FÉCULENTS.	0,5	1,0	1,2	1,5	1,3	232	323	297
Légumineuses	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	111	116	127
Sucre (en équivalent de sucre brut)	0,2	0,4	0,5	0,5	0,6	168	206	265
Huiles végétales et oléagineux (en équivalent d'huile):								
comestibles	0,37	0,46	0,48	0,55	0,64	124	148	171
Total.	0,38	0,49	0,50	0,58	0,67	127	151	174
Agrumes	0,80	0,74	0,92	0,95	0,99	93	120	125
Bananes.	0,07	0,09	0,11	0,10	0,10	121	139	139
Dattes	0,74	0,66	0,81	0,85	0,90	89	114	121
Figues (sèches)	0,06	0,07	0,06	0,06	0,07	125	98	136
Raisins secs.	0,15	0,18	0,16	0,17	0,19	119	110	123
Vin.	0,03	0,05	0,06	0,06	0,06	158	188	197
Café	0,03	0,04	0,04	0,04	0,05	136	157	175
Tabac.	0,08	0,12	0,12	0,13	0,12	138	152	140
Chanvre.	0,02	0,02	0,02	0,03	0,03	162	162	162
Lin.	—	0,01	0,01	0,01	0,01	—	—	—
Coton (linter)	0,56	0,61	0,69	0,79	0,85	109	140	152
Laine (dessuintée)	0,03	0,04	0,04	0,05	0,05	141	144	147
Lait	10,42	11,58	12,25	12,60	13,69	111	121	131
Viande ¹	0,84	1,05	1,18	1,20	1,35	126	143	161
Population (millions).	104,3	123,6	127,7	129,2	140	118	124	134

¹Viande de bœuf, de veau, de porc, de mouton et d'agneau.

— Nul ou négligeable.

TABLEAU I. 8. — AFRIQUE : PRODUCTION AGRICOLE DE 1956/57, BASÉE SUR LA RÉALISATION DES PRÉVISIONS ET PLANS ACTUELS

PRODUITS	Production totale					Indices: 1934-38 = 100		
	1934-38 Moyenne	1948-50 Moyenne	1951/52	1952/53 (prov.)	1956/57 (estim.)	1948-50 Moyenne	1952/53 (prov.)	1956/57 (estim.)
	<i>Millions de tonnes</i>					<i>Indices</i>		
Blé.	2,5	2,8	3,0	3,4	3,5	113	137	140
Riz (usiné)	1,1	1,7	1,8	1,8	2,1	150	164	188
Orge	2,1	2,5	2,4	2,7	3,0	119	130	144
Avoine	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	90	103	98
Maïs	4,5	5,8	5,1	6,0	6,5	128	134	144
Millets et sorghos	7,8	8,0	8,1	8,0	9,0	103	103	116
Total: CÉRÉALES SECONDAIRES.	14,7	16,5	15,9	17,0	18,8	113	116	128
Total: CÉRÉALES	18,3	21,0	20,7	22,3	24,4	115	122	133
TUBERCULES A FÉCULENTS ¹	33,7	38,0	42,8	43,3	46,8	113	128	139
Légumineuses	0,6	0,9	1,0	1,0	1,1	158	170	189
Sucre (en équivalent de sucre brut)	1,0	1,3	1,3	1,4	1,7	132	144	170
Huiles végétales et oléagineux (en équivalent d'huile)	1,50	1,87	2,12	2,08	2,51	125	139	167
Agrumes	0,34	0,67	0,81	0,78	0,85	195	227	248
Bananes.	1,20	1,75	1,64	1,70	1,90	146	142	158
Dattes	0,11	0,14	0,11	0,12	0,14	129	107	130
Figues (sèches)	0,06	0,07	0,07	0,07	0,07	125	127	127
Vin.	2,14	1,76	1,82	1,66	2,00	82	77	93
Cacao.	0,48	0,51	0,45	0,51	0,52	104	105	107
Café	0,12	0,23	0,28	0,28	0,30	191	231	242
Thé.	0,01	0,02	0,02	0,02	0,03	200	233	289
Tabac.	0,06	0,12	0,13	0,13	0,14	192	197	215
Jute	0,01	0,02	0,03	0,03	0,03	180	320	340
Coton (linter)	0,14	0,21	0,23	0,24	0,25	148	170	180
Fibres dures.	0,16	0,21	0,26	0,26	0,30	136	168	189
Laine (dessuintée)	0,07	0,06	0,06	0,07	0,07	87	96	100
Caoutchouc	0,01	0,05	0,07	0,07	0,08	612	925	1.000
Lait	2,20	3,88	4,20	4,30	4,80	176	196	218
Viande ²	1,29	1,56	1,59	1,59	1,82	121	123	141
Population (millions).	126,9	149,2	154,7	156,6	167	118	123	132

¹Estimations provisoires portant sur les pommes de terre, les patates et le manioc.

²Viandes de bœuf, de veau, de porc, de mouton et d'agneau.

TABLEAU I. 9. — OCÉANIE : ESTIMATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE DE 1956/57, BASÉE SUR LA RÉALISATION DES PRÉVISIONS ET PLANS ACTUELS

PRODUITS	Production totale					Indices: 1936-39 ¹ = 100		
	1936-39 ¹ Moyenne	1948-50 Moyenne	1951/52	1952/53 (Prov.)	1956/57 (Estim.)	1948-50 Moyenne	1952/53 (Prov.)	1956/57 (Estim.)
	<i>Millions de tonnes</i>					<i>Indices</i>		
Blé.	4,7	5,5	4,5	5,4	5,4	119	115	115
Riz (usiné)	—	0,1	0,1	0,1	0,1	173	173	195
Orge	0,2	0,5	0,5	0,8	0,6	210	330	246
Avoine	0,4	0,5	0,7	0,8	0,6	142	227	178
Maïs	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	75	44	100
Total: CÉRÉALES SECONDAIRES.	0,8	1,2	1,4	1,8	1,6	154	223	195
Total: CÉRÉALES	5,5	6,8	5,9	7,2	7,0	124	131	127
Pommes de terre	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	119	119	131
Patates.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	85	96	96
Manioc	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	137	108	108
Total: TUBERCULES A FÉCULENTS.	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8	116	115	124
Sucre (en équivalent de sucre brut).	1,1	1,1	0,9	1,1	1,4	101	104	130
Huiles végétales et oléagineux (en équivalent d'huile).	0,14	0,14	0,16	0,16	0,17	102	118	124
Agrumes	0,12	0,16	0,15	0,15	0,17	134	126	143
Bananes.	0,18	0,19	0,18	0,18	0,19	103	99	104
Raisins secs.	0,07	0,06	0,07	0,07	0,07	86	95	95
Vin.	0,08	0,15	0,14	0,16	0,16	180	197	197
Fibres dures.	0,01	0,01	0,01	—	0,01	136	168	189
Laine (dessuintée).	0,32	0,39	0,39	0,46	0,43	122	144	134
Lait	10,13	10,54	10,07	11,28	11,43	104	111	113
Viande ²	1,46	1,58	1,55	1,71	1,80	108	117	123
Oeufs.	0,12	0,14	0,13	0,14	0,16	122	122	136
Population (millions)	10,5	12,2	12,9	13,1	14,4	117	125	133

¹Pour l'avant-guerre on a pris comme base 1936-39 pour l'Australie, et 1935-39 pour la Nouvelle Zélande, les conditions atmosphériques ayant été anormales dans ces deux pays pendant la période 1934-38. On a utilisé la moyenne 1934-38 tout au long de l'annexe II pour assurer l'uniformité avec les données du commerce.

²Viandes de bœuf, de veau, de porc, de mouton et d'agneau.

— Nul ou négligeable.

Annexe II - TENDANCES POSSIBLES DES DISPONIBILITÉS EXPORTABLES ET DES BESOINS D'IMPORTATIONS SI LES ESTIMATIONS DE PRODUCTION POUR 1956/57 SE RÉALISENT

NOTE: Sauf dans les cas relativement peu nombreux où les pays eux-mêmes avaient communiqué des estimations, les données de la dernière colonne représentent simplement la différence entre a) les estimations et objectifs de production et b) les chiffres estimatifs des besoins intérieurs totaux. Ces derniers (en ce qui concerne les denrées alimentaires et les boissons) ont été calculés à partir du taux supposé de consommation par habitant et des estimations de population figurant à l'Annexe I.

Ces renseignements ne constituent en rien des prévisions, ils visent uniquement à indiquer les tendances probables des disponibilités exportables et des besoins d'importations, si les objectifs et les estimations de production sont atteints. Il faut souligner que toute erreur dans les prévisions de production ou de consommation pour 1956/57 peut fausser de manière relativement plus grande les restes portés dans la dernière colonne.

On a laissé subsister les écarts entre disponibilités exportables et besoins d'importations en 1956/57 (estimés dans l'un et l'autre cas). Ces différences pourraient évidemment disparaître si la production était inférieure aux prévisions ou si, dans les régions exportatrices, la consommation leur était supérieure. Toutefois la situation peut évoluer de manière si diverse qu'il était inutile de tenter de serrer davantage les estimations.

TABLEAU II. 1. — CÉRÉALES : TENDANCES POSSIBLES DES DISPONIBILITÉS, SI LES ESTIMATIONS DE PRODUCTION POUR 1956/57 SE RÉALISENT

R É G I O N	Consommation nationale par habitant			Consommation nationale totale			Production			Disponibilités exportables ou besoins d'importations (chiffres nets apparents) *		
	1934-38 (1)	1949-52 (2)	1956/57 (probable) (3)	1934-38 (4)	1949-52 (5)	1956/57 (probable) (6)	1934-38 (7)	1949-52 (8)	1956/57 (estim.) (9)	1934-38 (eff.) (10)	1949-52 (eff.) (11)	1956/57 (estim.) (12)
..... Kg. Millions de tonnes métriques												
AMÉRIQUE DU NORD ¹												
Céréales panifiables . . .	164	144	140/150	22,9	23,8	25,8/27,7	27,8	43,4	40	5,2	17,9	12,3/14,2
Céréales secondaires . . .	557	4695	692	78,6	115,5	127,4	80,8	124,7	127,4	0,1	4,9	0/0,5
Riz (usiné) . . .	4	4	4	0,6	0,7	0,8	0,62	1,16	1,4	0,1	0,5	0,6
Total . . .	725	843	836/846	102,1	140,0	154/155,9	109,2	169,3	168,8	5,3	23,3	12,9/15,3
AMÉRIQUE LATINE ²												
Céréales panifiables												
Argentine . . .	259	208	220/250	3,4	3,6	4,4/5,0	6,9	4,9	7,6	3,5	1,9	2,6/3,2
Autres pays . . .	33	37	37/40	3,6	5,4	6,2/6,6	2,0	2,8	3,6	1,6	2,6	2,6/3,0
Céréales secondaires												
Argentine . . .	144	196	200/220	1,9	3,4	3,9/4,4	9,2	3,5	10,4	7,4	1,1	6,0/6,5
Autres pays . . .	100	93	100/102	10,7	13,6	16,8/17,2	10,8	13,6	17,2	0,1	—	0/—0,4
Riz (usiné) . . .	13	19	20	1,6	3,2	3,8	1,3	3,0	3,6	0,3	0,2	0,2
Total . . .	176	181	187/197	21,2	29,2	35,1/37,0	30,2	27,8	42,4	9,1	0,2	5,8/6,9
Océanie ³												
Céréales panifiables . . .	177	208	200/220	1,9	2,6	2,9/3,2	4,4	5,3	5,4	2,7	2,8	2,2/2,5
Céréales secondaires . . .	70	58	60/70	0,7	0,7	0,9/1,0	0,8	1,3	1,6	0,1	0,5	0,6/0,7
Riz (usiné) . . .	6	5	5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	—	—	—
Total . . .	253	271	265/295	2,7	3,4	3,9/4,3	5,2	6,7	7,1	2,8	3,3	2,8/3,2
PROCHE-ORIENT ¹												
Céréales panifiables . . .	96	99	110/115	9,8	12,3	15,4/16,1	9,8	11,1	16,9	—	1,2	0,8/1,5
Céréales secondaires . . .	89	85	90/95	9,2	10,7	12,6/13,3	9,6	11,2	15,4	0,4	0,5	2,1/2,8
Riz (usiné) . . .	11	12	11/12	1,1	1,5	1,5/1,6	1,18	1,72	1,72	0,06	0,2	0,1/0,2
Total . . .	196	196	211/222	20,1	24,5	29,5/31,0	20,6	24,0	34,0	0,5	0,5	3,0/4,5
EXTRÊME-ORIENT (non compris la Chine)												
Céréales panifiables . . .	20	22	54/60	12,3	16,6	43/48,5	12,1	11,5	15,0	0,2	5,1	0/5,5
Céréales secondaires . . .	42	34	100	25,8	25,7	81,1	26,0	24,1	28,0	0,2	1,6	0,6
Riz (usiné) . . .	101	88	154/160	62,7	65,3	124,1/129,6	65,5	65,2	80,5	2,8	0,1	0,6
Total . . .	163	144	154/160	100,8	107,6	124,1/129,6	103,6	100,8	123,5	2,8	6,8	0,6/6,1
EUROPE (nord-occidentale et méridionale) ¹												
Céréales panifiables . . .	180	166	170/175	49,4	50,1	53,9/55,6	38,2	36,1	40,7	11,2	14,0	13/15
Céréales secondaires . . .	176	144	150/160	48,3	43,7	47,5/51,0	37,3	35,6	41,0	11,0	8,1	6,5/10,0
Riz (usiné) . . .	6	3	3	1,6	0,9	1,0	0,7	0,8	1,0	0,9	0,1	—
Total . . .	362	313	323/338	99,3	94,7	102,4/107,6	76,2	72,5	82,7	23,1	22,2	19,5/25,0

NOTE : Afin d'établir une correspondance aussi étroite que possible entre les données de la production et celles du commerce, les chiffres régionaux se rapportent à une même période, qui est soit l'année civile, soit la campagne juillet/juin. Les tableaux 17 et 18 du présent rapport comparent les disponibilités exportables et les besoins d'importations (apparents dans les deux cas).

¹ Campagnes juillet/juin. — ² Années civiles. — ³ Le signe + indique les importations nettes, le signe — les exportations nettes. — ⁴ Ajusté pour tenir compte des variations de stocks. — ⁵ Ajusté à partir de prévisions initiales de l'Annexe I, pour tenir compte des restrictions de superficies récemment décidées aux États-Unis.

⁶ Compte tenu des besoins accrus de semences résultant du développement prévu du riz dans les superlatives cultivées et d'une certaine augmentation de la consommation humaine et animale. — ⁷ Années civiles, en comprenant toutefois la récolte de riz effectuée à la fin de l'année précédente.

... Données non disponibles.

— Nul ou négligeable.

TABLEAU II. 2. — SUCRE (ÉQUIVALENT DE SUCRE BRUT)¹: TENDANCES POSSIBLES DES DISPONIBILITÉS, SI LES ESTIMATIONS DE PRODUCTION POUR 1956/57 SE RÉALISENT

RÉGION	Consommation nationale par habitant			Consommation nationale totale			Production			Disponibilités exportables ou besoins d'importations (chiffres nets apparents) ²		
	1934-38	1949-52	1956-57 (probable)	1934-38	1949-52	1956-57 (probable)	1934-38	1949-52	1956-57 (estim.)	1934-38 (eff.)	1949-52 (eff.)	1956-57 (estim.)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
	Kg.			Millions de tonnes métriques								
RÉGIONS EXPORTATRICES NETTES												
Amérique latine . . .	21	231	30-32	2,5	5,0	5,6-6,0	7,2	12,8	13,3	4,7	7,4	7,3-7,7
Extrême-Orient (non compris la Chine) .	8	8	8-9	5,1	5,8	6,3-7,3	6,6	5,7	7,9	1,5	—	0,6-1,6
Océanie	44	54	50-55	0,4	0,6	0,7-0,8	0,9	1,0	1,4	0,5	0,4	0,6-0,7
Autres régions exportatrices ³	...	...	...	5,1	6,0	8,2-8,7	5,8	6,3	9,7	0,7	0,6	1,0-1,5
										7,4	8,4	9,5-11,5
RÉGIONS IMPORTATRICES NETTES												
Amérique du Nord . .	48	45	45-46	6,8	7,5	8,3-8,5	2,8	3,0	3,3	4,0	4,5	5,0-5,2
Europe nord-occidentale et méridionale .	24	26	27-29	6,6	7,9	8,5-9,1	4,0	5,2	6,2	2,6	2,7	2,3-2,9
Autres régions importatrices ⁶	...	...	...	1,0	1,1	1,5-1,8	0,4	0,7	1,0	0,6	0,8	0,5-0,8
										7,2	8,0	7,8-8,9

¹Y compris l'équivalent (produit brut), du sucre de canne non centrifugé. Les chiffres du commerce comprennent certaines quantités de sucre raffiné.

²Déduction faite de la réserve de stabilisation de Cuba s'élevant à 1,800,000 tonnes.

³Les importations nettes de l'Extrême-Orient sont comprises dans « Autres régions importatrices. »

⁴Afrique, U.R.S.S. et Europe orientale.

⁵Exportations mondiales brutes: 11,500,000 et 12,700,000 tonnes respectivement.

⁶Chine et Proche-Orient; les importations nettes de l'Extrême-Orient et de l'U.R.S.S. pour 1948-52 sont comprises dans le chiffre d'importation de la colonne (11).

... Données non disponibles.

— Nul ou négligeable.

TABLEAU II. 3. — HUILES VÉGÉTALES ET OLÉAGINEUX (EN ÉQUIVALENT D'HUILE)¹: TENDANCES POSSIBLES DES DISPONIBILITÉS, SI LES PRÉVISIONS DE PRODUCTION POUR 1956/57 SE RÉALISENT

RÉGION	Consommation nationale par habitant			Consommation nationale totale			Production			Disponibilités exportables ou besoins d'importations (chiffres nets apparents) ²		
	1934-1938	1949-1952	1956/57 (probable)	1934-1938	1949-1952	1956/57 (probable)	1934-1938	1949-1952	1956-57 (estim.)	1934-38 (eff.)	1949-52 (eff.)	1956/57 (estim.)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
	Kg.			Millions de tonnes métriques								
RÉGIONS EXPORTATRICES NETTES												
Extrême-Orient (non compris la Chine)	4,2	3,8	4,0-4,2	2,5	2,8	3,2-3,4	3,9	3,9	4,8	1,4	1,1	1,4-1,6
Afrique.	4,7	6,4	6,5-7,0	0,6	1,0	1,1-1,2	1,5	2,0	2,5	0,9	1,0	1,3-1,4
Amérique latine. . .	4,7	5,2	5,5-6,0	0,6	0,8	1,0-1,1	1,1	1,1	1,5	0,5	0,3	0,4-0,5
Autres régions exportatrices ³	...	...	...	4,0	4,3	4,6-4,8	4,7	4,5	5,0	0,7	0,2	0,2-0,4
										3,5	2,6	3,3-3,9
RÉGIONS IMPORTATRICES NETTES												
Europe nord-occidentale et mérid. .	12,0	10,8	11-12	3,3	3,3	3,5-3,8	0,8	1,0	1,3	2,5	2,3	2,2-2,5
Amérique du Nord . .	14,8	16,9	17-17,5	2,1	2,9	3,1-3,2	1,2	2,7	2,9	0,9	0,2	0,2-0,3
Autres régions importatrices ⁴	...	...	...	1,4	1,9	2,6	1,3	1,9	2,6	0,1	—	—
										3,5	2,5	2,4-2,8

¹Production en chiffres bruts, comprenant donc l'équivalent d'huile des oléagineux qui n'ont pas été écrasés, mais utilisés comme semences ou engrais et pour l'alimentation du bétail et la consommation humaine directe.

²Exportations mondiales brutes: 1.900.000 et 3.800.000 tonnes respectivement.

³Chine, Océanie et Proche-Orient.

⁴U.R.S.S. et Europe orientale.

... Données non disponibles.

— Nul ou négligeable.

TABLEAU II. 4. — CAFÉ : TENDANCES POSSIBLES DES DISPONIBILITÉS, SI LES PRÉVISIONS DE PRODUCTION POUR 1956/57 SE RÉALISENT

RÉGION	Consommation nationale par habitant			consommation nationale totale			Production			Disponibilités exportables ou besoins d'importations (chiffres nets apparents)		
	1934-1938	1949-1952	1956/57 (probable)	1934-1938	1949-1952	1956/57 (probable)	1934-1938	1949-1952	1956/57 (estim.)	1934-38 (eff.)	1949-52 (eff.)	1956/57 (estim.)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
	Kg.			Millions de tonnes métriques								
RÉGIONS EXPORTATRI- CES NETTES												
Amérique latine. . .	1,...	2,0	2-2,2	1,...	0,32	0,38-0,41	2,12	1,88	2,18	1,37	1,56	1,77-1,80
Afrique.	0,3	0,2	0,3	0,04	0,04	0,05	0,12	0,25	0,30	0,08	0,21	0,25
Extrême-Orient. . .	...	...	...	0,08	0,07	0,08-0,10	0,15	0,07	0,10	0,07	—	0-0,02
										1,52	1,77	2,02-2,07
RÉGIONS IMPORTATRI- CES NETTES												
Amérique du Nord	5,8	7,6	7,6-7,8	0,80	1,26	1,40-1,44	—	—	—	0,80	1,26	1,40-1,44
Europe nord-occi- dentale et mérid.	2,4	1,6	1,8-2,0	0,67	0,47	0,57-0,63	—	—	—	0,67	0,47	0,57-0,63
Autres régions im- portatrices . . .	...	...	...	0,07	0,06	0,07-0,08	0,03	0,04	0,05	0,04	0,02	0,02-0,03
										1,51	1,75	1,99-2,10

¹Aucune évaluation sûre n'est possible, étant donné les variations considérables des stocks et la destruction des excédents de café.

²Exportations mondiales brutes: 1.650.000 et 1.930.000 tonnes respectivement.

... Données non disponibles.

— Nul ou négligeable.

TABLEAU II. 5. — THÉ : TENDANCES POSSIBLES DES DISPONIBILITÉS SI LES PRÉVISIONS DE PRODUCTION POUR 1956/57 SE RÉALISENT

RÉGION	Consommation nationale par habitant			Consommation nationale totale			Production			Disponibilités exportables ou besoins d'importations (chiffres nets apparents)		
	1934-38	1949-52	1956/57 (probable)	1934-38	1949-52	1956/57 (probable)	1934-38	1949-52	1956/57 (estim.)	1934-38 (eff.)	1949-52 (eff.)	1956/57 (estim.)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
	Kg.			Millions de tonnes métriques								
RÉGIONS EXPORTATRI- CES NETTES												
Extrême-Orient (non compris la Chine)	0,16	0,21	0,20-0,22	0,10	0,15	0,16-0,18	0,44	0,52	0,61	0,34	0,37	0,43-0,45
Chine.	...	...	...	0,23	0,18	0,23-0,24	0,27	0,19	0,25	0,04	0,01	0,01-0,02
										0,38	0,38	0,44-0,47
RÉGIONS IMPORTATRI- CES NETTES												
Europe nord-occi- dentale et mérid.	0,82	0,73	0,75-0,87	0,23	0,23	0,24-0,26	—	—	—	0,23	0,23	0,24-0,26
Amérique du Nord	0,39	0,38	0,38-0,4	0,05	0,06	0,07-0,075	—	—	—	0,05	0,06	0,07
Autres régions im- portatrices . . .	...	...	...	0,10	0,13	0,13-0,15	0,01	0,03	0,03	0,09	0,010	0,10-0,12
										0,37	0,39	0,41-0,45

¹Exportations mondiales brutes: 410.000 et 430.000 tonnes respectivement.

²Non compris la production de l'U.R.S.S. pour laquelle les données récentes font défaut.

... Données non disponibles.

— Nul ou négligeable.

TABLEAU II. 6. — CACAO : TENDANCES POSSIBLES DES DISPONIBILITÉS SI LES PRÉVISIONS DE PRODUCTION POUR 1956/57 SE RÉALISENT

RÉGION	Consommation nationale par habitant			Consommation nationale totale			Production			Disponibilités exportables ou besoin d'importations (chiffres nets apparents)		
	1934-38	1949-52	1956/57 (probable)	1934-38	1949-52	1956/57 (probable)	1934-38	1949-52	1956/57 (estim.)	1934-38 (eff.)	1949-52	1956/57 (estim.)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
	 Kg.			 Millions de tonnes métriques								
RÉGIONS EXPORTATRICES NETTES												
Afrique.	...	...	...	0,02	0,03	0,03	0,48	0,50	0,52	0,46	0,47	0,49
Amérique latine. .	0,35	0,53	0,5-0,55	0,04	0,08	0,09-1,0	0,24	0,25	0,28	0,20	0,17	0,18-0,19
										0,66	0,64	0,67-0,68
RÉGIONS IMPORTATRICES NETTES												
Europe nord-occidentale et mérid.	1,26	1,08	1,1-1,15	0,35	0,33	0,35-0,36	—	—	—	0,35	0,33	0,35-0,36
Amérique du Nord	1,87	1,64	1,65-1,7	0,26	0,27	0,30-0,31	—	—	—	0,26	0,27	0,30-0,31
Autres régions importatrices . . .	...	...	...	0,04	0,03	0,03-0,04	—	—	—	0,04	0,03	0,03-0,04
										0,65	0,63	0,68-0,71

¹Exportations mondiales brutes : 690.000 tonnes dans les deux cas.

... Données non disponibles.

— Nul ou négligeable.

TABLEAU II. 7. — COTON (ÉGRENÉ) : TENDANCES POSSIBLES DES DISPONIBILITÉS SI LES PRÉVISIONS DE PRODUCTION POUR 1956/57 SE RÉALISENT

RÉGION	Consommation nationale totale ¹			Production			Disponibilités exportables ou besoins d'importations (chiffres nets apparents)		
	1934-48	1948-52	1956/57 (estim.)	1934-38	1948-52	1956/57 (estim.)	1934-38	1948-52	1956/57 (estim.)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
	 Millions de tonnes métriques								
RÉGIONS EXPORTATRICES NETTES									
Amérique du Nord.	1,44	2,16	2,3	2,78	3,09	3,04	1,19	0,92	0,74
Proche-Orient	0,09	0,14	0,15-0,2	0,56	0,66	0,85	0,47	0,46	0,65-0,70
Amérique latine.	0,30	0,49	0,6-0,7	0,63	0,88	1,25	0,33	0,34	0,55-0,65
Afrique.	0,01	0,03	0,04	0,14	0,22	0,25	0,13	0,19	0,21
U.R.S.S.	0,73	...	...	0,70	...	...	—	0,11	0,2-0,4
							2,12	2,02	2,35-2,7
RÉGIONS IMPORTATRICES NETTES									
Europe nord-occidentale et méridionale	1,63	1,44	1,4-1,6	0,02	0,03	0,04	1,61	1,38	1,36-1,56
Extrême-Orient (non compris la Chine).	1,44	1,10	1,4-1,6	1,21	0,88	1,24	0,23	0,25	0,16-0,36
Autres régions importatrices ⁴	...	...	...	...	...	...	0,30	0,33	0,28-0,33
							2,14	1,96	1,8-2,25

¹Chiffre ajusté pour tenir compte des variations de stocks en 1934-38 (E.U.A. seulement) et en 1948-52.

²Au cas d'ailleurs improbable où l'U.R.S.S. atteindrait les objectifs élevés qu'elle s'est fixés, les disponibilités exportables pourraient être plus considérables encore.

³Exportations mondiales brutes : 3.100.000 et 2.500.000 tonnes respectivement.

⁴Océanie, Chine et Europe orientale ; les importations nettes de l'U.R.S.S. en 1934-38 sont comprises dans le chiffre d'importations de la colonne (7).

... Données non disponibles.

— Nul ou négligeable.

TABLEAU II. 8. — LAINE (LAVÉE)¹: TENDANCES POSSIBLES DES DISPONIBILITÉS SI LES PRÉVISIONS DE PRODUCTION POUR 1956/57 SE RÉALISENT

RÉGION	Consommation nationale totale ²			Production			Disponibilités exportables ou besoins d'importations (chiffres nets apparents)		
	1934-38	1948-52	1956/57 (probable)	1934-38	1948-52	1956/57 (estim.)	1934-38 (eff.)	1948-52 (eff.)	1956/57 (estim.)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
..... Millions de tonnes métriques									
RÉGIONS EXPORTATRICES NETTES									
Océanie.	0,02	0,03	0,03	0,32	0,41	0,43	0,31	0,44	0,40
Amérique latine.	0,04	0,06	0,07	0,15	0,18	0,20	0,13	0,12	0,13
Afrique.	0,01	0,01	0,01	0,07	0,06	0,07	0,06	0,05	0,06
Autres régions exportatrices ³	0,04	0,04	0,05	0,06	0,07	0,07	0,02	0,01	0,02
							40,52	40,62	0,61
RÉGIONS IMPORTATRICES NETTES									
Europe nord-occidentale et méridionale.	0,50	0,54	0,52-0,56	0,10	0,10	0,10	0,40	0,40	0,42-0,46
Amérique du Nord.	0,17	0,27	0,23-0,24	0,10	0,06	0,07	0,07	0,19	0,16-0,17
Autres régions importatrices ⁵	0,18	0,16	0,16-0,18	0,10	0,11	0,14	0,08	0,05	0,02-0,04
							0,55	0,64	0,60-0,67

¹Y compris la laine sur peau, en équivalent approximatif de laine lavée.

²Ajusté pour tenir compte des variations de stocks.

³Proche-Orient et Chine.

⁴Exportations mondiales brutes: 700.000 et 760.000 tonnes respectivement.

⁵Extrême-Orient (non compris la Chine), Europe orientale et U.R.S.S.

AGRICULTURE -:- FORÊTS -:- NUTRITION -:- PÊCHES

CONSERVATION DU SOL ET RÉFORME AGRAIRE

CONSERVATION DU SOL : ÉTUDE INTERNATIONALE. 1948. 220 p., 96 illustrations, cartes, graphiques et liste de références (F A E). \$2,00 : 10s.

On a dit de cet ouvrage qu'il constitue la meilleure étude publiée sur la question.

COMMUNAL LAND TENURE. 1953. vi + 58 p. (A E). \$0,50 : 2s. 6d.
L'auteur de ce rapport, Sir Gerald Clauson, K.C.M.G., a occupé jusqu'à ces derniers temps un poste important au Colonial Office à Londres. Ce document fait partie de la série d'études sur le régime foncier et les problèmes connexes que publie la FAO dans le cadre de son programme sur la réforme agraire.

CADASTRAL SURVEYS AND RECORDS IN RIGHTS IN LAND. 1953. vi + 68 p. (A E) \$0,50 : 2s. 6d.

L'auteur de ce rapport, le regretté Sir Bernard Binns, K.B.E., a dirigé pendant cinq ans le Department of Settlements and Land Records de Birmanie; il a été aussi, pendant deux ans, en qualité de Commissaire financier, chargé de toute l'administration de l'enregistrement de la propriété foncière dont le Land Records Department faisait partie intégrante.

SOIL SURVEYS FOR LAND DEVELOPMENT, 1953, xii + 110 p. (A) \$1,00 : 5s.

Résumé des méthodes de classification des sols et de cartographie suffisant pour permettre une estimation exacte du matériel nécessaire et du prix de revient des travaux. Cartes en couleur. Excellente bibliographie.

LAND CLASSIFICATION FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT, novembre 1952. iv + 38 p. (A E) \$0,50 : 2s. 6d.

Breve description de plusieurs types de classification des terres qui sont nécessaires comme base du développement agricole national.

ENQUÊTES SUR LA GESTION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES EN VUE DE L'AMÉLIORATION DE L'AGRICULTURE. 1952. vi + 42 p. (F A E) \$0,50 : 2s. 6d.

Etude principalement destinée à ceux qui, sans être des spécialistes, s'intéressent à l'amélioration de l'agriculture.

CRÉDIT ET COOPÉRATIVES

USE OF THE REVOLVING CAPITAL PLAN BY CO-OPERATIVE ASSOCIATIONS. 1951. iv + 12 p. (A) \$0,25 : 1s. 3d.

Breve étude sur ce mode de financement des coopératives, avec des renseignements pratiques sur son utilisation au Canada et aux Etats-Unis.

CRÉDIT AGRICOLE POUR LES PETITS EXPLOITANTS. 1952. ii + 33 p. (F A E) \$0,25 : 1s. 3d.

Cette étude, qui concerne essentiellement les questions pratiques et administratives, se fonde sur l'expérience personnelle acquise par l'auteur en Birmanie, de 1937 à 1945.

COMMUNITY ORGANIZATION FOR IRRIGATION IN THE UNITED STATES, octobre 1952. iv + 40 p. (A E) \$0,50 : 2s. 6d.

La réussite des projets d'irrigation dépend en grande partie des organisations créées à cet effet par les utilisateurs. Ce bref rapport est consacré à l'étude des diverses formes d'organisation mises sur pied dans les états de l'ouest des Etats-Unis.

UTILISATION DES TERRES

L'UTILISATION DES TERRES DANS LES RÉGIONS TROPICALES. 1952. vi + 12 p. (F A E) \$0,25 : 1s. 3d.

Rapport de la conférence régionale de la FAO tenue à Nuwara Eliya (Ceylan) du 17 au 29 septembre 1951.

L'AMÉNAGEMENT DES EAUX DE SURFACE DANS LES RÉGIONS ARIDES. 1952. vi + 50 p. (F A) \$0,50 : 2s. 6d.

Aperçu des procédés d'utilisation du débit naturel sans stockage d'eau, au moyen de dispositifs de drainage retardant le ruissellement, et par stockage des eaux de crue.

RÉCOLTES ET AMÉLIORATION DU SOL

LEGUMES IN AGRICULTURE. 1953. xvi + 366 p. (A) \$3,00 : 15s.

Au même titre que les trois autres ouvrages publiés par la FAO (*Conservation du sol. Utilisation rationnelle des engrais et Improving the world's grasslands*), cette monographie est le résultat des travaux de recherche patronnés par la FAO.

MANUEL DU SÉLECTIONNEUR DE CÉRÉALES. 1953. viii + 42 p. (F A) \$1,25 : 6s. 3d.

Ce petit manuel, du professeur J. B. Harrington, de l'université de Saskatchewan (Canada), traite de la réalisation pratique d'un programme de sélection des plantes portant sur le blé, le riz et autres céréales, à l'exclusion du maïs.

ÉLEVAGE

ZEBU CATTLE OF INDIA AND PAKISTAN. 1953. viii + 256 p. (A E). \$3,00 : 15s.

Ce manuel contient des renseignements sur toutes les espèces qui ont paru susceptibles d'intéresser les éleveurs dans les pays autres que l'Inde et le Pakistan, et où l'on pourrait utiliser avec profit le cheptel zébu dans les programmes de développement.

PÂTE ET PAPIER

RAW MATERIALS FOR MORE PAPER. Pulpung Processes and Procedures Recommended for Testing. 1953. xii + 172 p. (A) \$2,00 : 10s.

Cette publication rend compte des conclusions formulées par une trentaine de spécialistes éminents de la pâte et du papier qui ont participé à Rome, en décembre 1952, à une réunion organisée par la FAO en vue d'étudier les possibilités techniques de fabriquer de la pâte et du papier à partir de bois tropicaux et subtropicaux et de déchets agricoles, et d'estimer le coût relatif de cette fabrication. Un certain nombre de spécialistes de la pâte et du papier, de renommée mondiale, y expriment une communauté de vues sur de nombreuses questions très discutées jusqu'ici.

TRACTEURS

RÉPERTOIRE GÉNÉRAL DES TRACTEURS À ROUES ET À CHENILLES CONSTRUITS DANS LE MONDE. 1951. 365 p. Miméographié. Trilingue \$2,00 : 10s.

Publié pour la première fois en mars 1951, ce répertoire par lequel la FAO s'efforçait de venir en aide aux forestiers du monde entier a suscité un tel intérêt de la part des fabricants, importateurs et exportateurs, aussi bien que de celle des acheteurs de matériel forestier, qu'il a été mis en vente à un prix modique. Il contient les adresses des constructeurs, les caractéristiques des tracteurs, exposées sous forme de tableaux, et des observations sur l'équipement se montant ou se fixant sur les tracteurs. Une nouvelle édition de ce répertoire doit paraître au début de 1954.

NUTRITION

MAIZE AND MAIZE DIETS, A NUTRITIONAL SURVEY. 1953. iv + 96 p., illustré. (A E) \$1,00 : 5s.

La question est envisagée sous divers angles : teneur du maïs en éléments nutritifs ; modification de la valeur nutritive de la céréale à la suite de la préparation qu'elle subit, en usine ou au foyer ; rapports entre sa consommation et la pellagre. On discute également les moyens propres à améliorer les régimes à base de maïs.

PÊCHES

NORMES COMMERCIALES DES PRODUITS DES PÊCHES. Digeste de lois et règlements en vigueur. 1953. vi + 164 p. (F A E) \$2,00 : 10s.

Un rapport provisoire contenant des renseignements détaillés fournis par quinze pays et deux organisations internationales avait été préparé en anglais en 1950 sous forme ronéotypée, adressé aux Etats Membres pour observations, et soumis à la sixième session de la Conférence de la FAO, en 1951. Des renseignements supplémentaires obtenus en 1952, comprenant ceux fournis par neuf autres Etats Membres, ont été inclus dans ce rapport provisoire pour composer la présente publication.

N. B. : Les lettres F. A. E. indiquent l'existence d'éditions française, anglaise ou espagnole.
Le Catalogue FAO/IIA et les bulletins annonçant les publications les plus récentes seront envoyés sur demande adressée au : Service des documents de la FAO, Viale delle Terme di Caracalla, Rome, Italie.

QUELQUES PUBLICATIONS RÉCENTES DE LA FAO

LA FAO PUBLIE LES PÉRIODIQUES SUIVANTS :

1. RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES PÊCHES MONDIALES
2. BULLETIN DES PÊCHES DE LA FAO
3. UNASYLVA (Revue trimestrielle des forêts)
4. BULLETIN MENSUEL - ÉCONOMIE ET STATISTIQUE AGRICOLES
5. BULLETIN PHYTOSANITAIRE
6. RECUEIL DE LÉGISLATION - ALIMENTATION ET AGRICULTURE

Des spécimens seront envoyés sur demande au

Service des documents de la FAO
Viale delle Terme di Caracalla
Rome (Italie)

AGENTS DE VENTE DES PUBLICATIONS DE LA FAO

Allemagne : Paul Parey, Lindenstrasse 44-47, Berlin S. W. 68 ; **Argentine** : Editorial Sudamericana, S.A., Alsina 500, Buenos Aires ; **Australie** : H. A. Goddard Pty. Ltd., 255a, George Street, Sydney ; **Autriche** : Wilhelm Frick Verlag, Graben 27, Vienne 1 ; **Belgique** : Agence et Messageries de la Presse, 14-22 rue du Persil, Bruxelles ; **Birmanie** : (Vente en gros) Orient Longmans Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13, Inde ; **Brésil** : Livraria Agir, rua Mexico 98-B, Rio de Janeiro ; **Canada** : The Ryerson Press 299 Queen Street West, Toronto 2, Ontario ; **Periodica** 5112 avenue Papineau, Montréal 34 ; **Ceylan** : (Vente en gros) Oriental Longmans Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13, Inde ; **Chili** : Sala y Vila Ltda., Bandera 140, F., Santiago ; **Chypre** : Marcos E. Constantinides, P. O. Box 473, Nicosie ; **Colombie** : « Agricultura Tropical », Carrera 13, N° 13-17, Bogotá ; **Costa Rica** : Trejos Hermanos, Apartado 1313, San José ; **Cuba** : René de Smedt, La Casa Belga, O'Reilly 455, La Havane ; **Danemark** : Ejnar Munksgaard, Norregade 6, Copenhague K ; **Egypte** : Librairie de la Renaissance d'Egypte, 9 Sh. Adly Pacha, Le Caire ; **Equateur** : « La Hacienda », Malecón 710-711 y Roca, Guayaquil ; **Espagne** : Aguilar, S.A. Ediciones, Juan Bravo 38, Madrid ; José Bosch Librero, Ronda Universidad 11, Barcelone ; **Etats-Unis d'Amérique** : Columbia University Press, International Documents Service, 2960 Broadway, New York 27, N. Y. ; **Finlande** : Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki ; **France** : Les Editions A. Pedone, 13 rue Soufflot, Paris (5^e) ; **Grèce** : « Eleftheroudakis », Constitution Square, Athènes ; **Guatemala** : Goubaud y Cia., 5a Ave. Sur No. 28, Guatemala ; **Haïti** : Max Bouchereau, Librairie « A la Caravelle », B. P. 111 B, Port-au-Prince ; **Inde** : (Vente en gros) Orient Longmans Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13 ; Nicol Road, Ballard Estate, Bombay 1 ; 36 A Mount Road, Madras 2 ; 17/60 Sanyasiraju Street, Gandhinagar, Vijayawada 2 ; Kanson House, Delhi-Ajmeri Gate Scheme, New Delhi ; (Vente au détail) : Oxford Book and Stationery Co., Scindia House, New Delhi ; 17 Park Street, Calcutta ; **Irlande** : The Controller, Stationery Office, Dublin ; **Islande** : Halldor Jonsson, Mjostraeti 2, Reykjavik ; Jonsson & Juliusson, Garðastræti 2, Reykjavik ; **Israël** : Blumstein's Bookstore Ltd., P. O. Box 4154, Tel Aviv ; **Italie** : Libreria Internazionale Ulrico Hoepli, Galleria, Piazza Colonna, Roma ; Libreria Internazionale Dr. Romano Romani, 16 via Meravigli, Milano ; **Japon** : Maruzen Company Ltd., Tori-Nichome 6, Nihonbashi, Tokyo ; **Liban** : Librairie Universelle, avenue des Français, Beirouth ; **Mexique** : Manuel Gómez Pezuela e Hijo, Donceles 12, Mexico, D. F. ; **Norvège** : Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Auguststg. 7A, Oslo ; **Nouvelle-Zélande** : Whitcombe & Tombs, Ltd., Auckland, Wellington, Hamilton, Christchurch, Dunedin, Invercargill et Timaru ; **Pakistan occidental** : Ferozsons, 60 The Mall, Lahore ; **Pakistan oriental** : Farcos Publications, 2 Inglis Road, P.O. Box 13, Ramna, Dacca ; **Pays-Bas** : N. V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, La Haye ; **Pérou** : Libreria Internacional del Perú, S. A., Casilla 1417, Lima ; **Philippines** : D. P. Perez Company, 132 Riverside, San Juan, Rizal ; **Portugal** : Livraria Bertrand, S. A. R. L., rua Garrett 73, Lisbonne ; **Royaume-Uni** : H. M. Stationery Office, P. O. Box 569, Londres, S. E. 1 ; **Salvador** : Manuel Navas y Cia., 1^a Avenida Sur 35, San Salvador ; **Suède** : C. E. Fritze, Fredsgatan 2, Stockholm 16 ; Gumperts AB, Göteborg ; Henrik Lindstahls Bokhandel, Odengatan 22, Stockholm ; **Suisse** : Librairie Payot, S. A., Lausanne et Genève ; Hans Raunhardt, Kirchgasse 7, Zurich 1 ; **Syrie** : Librairie Universelle, avenue Fouad 1^{er}, B. P. 336, Damas ; **Taiwan** : The World Book Company Ltd., 99 Chungking Road, Section 1, Taipei ; **Thaïlande** : S'adresser au Bureau régional de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Maliwan Mansion, Bangkok ; **Turquie** : Librairie Hachette, 469, Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul ; **Union Sud-Africaine** : Van Schaik's Book Store Pty. Ltd., P. O. Box 724, Pretoria ; **Uruguay** : Hector D'Elia, Oficina de Representación de Editoriales, 18 de Julio, 1333, Montevideo ; **Venezuela** : Suma S. A., Sabana Grande 102, El Recreo, Caracas ; **Yougoslavie** : Drzavno Preduzece, Jugoslovenska Knjiga, Belgrade. **Autres pays** : Les commandes ou les demandes de renseignements émanant de pays pour lesquels des agents de vente n'ont pas encore été désignés peuvent être adressées à : Service de vente des documents, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Viale delle Terme di Caracalla, Rome (Italie).

Le prix des publications de la FAO est indiqué en dollars des Etats-Unis : le paiement peut être effectué aux agents de vente en monnaie locale.

Prix \$1,00 ou 5s.

Imprimé en Italie